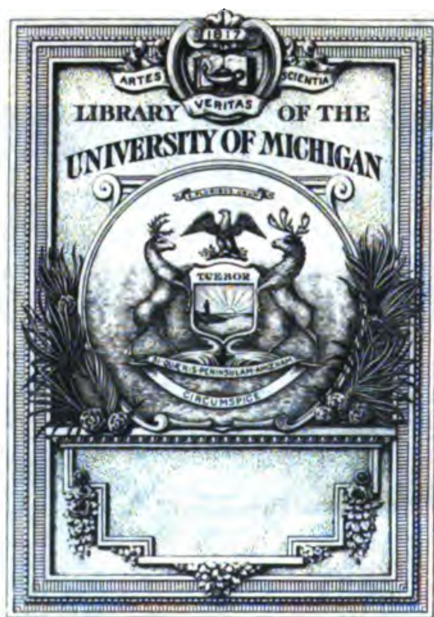
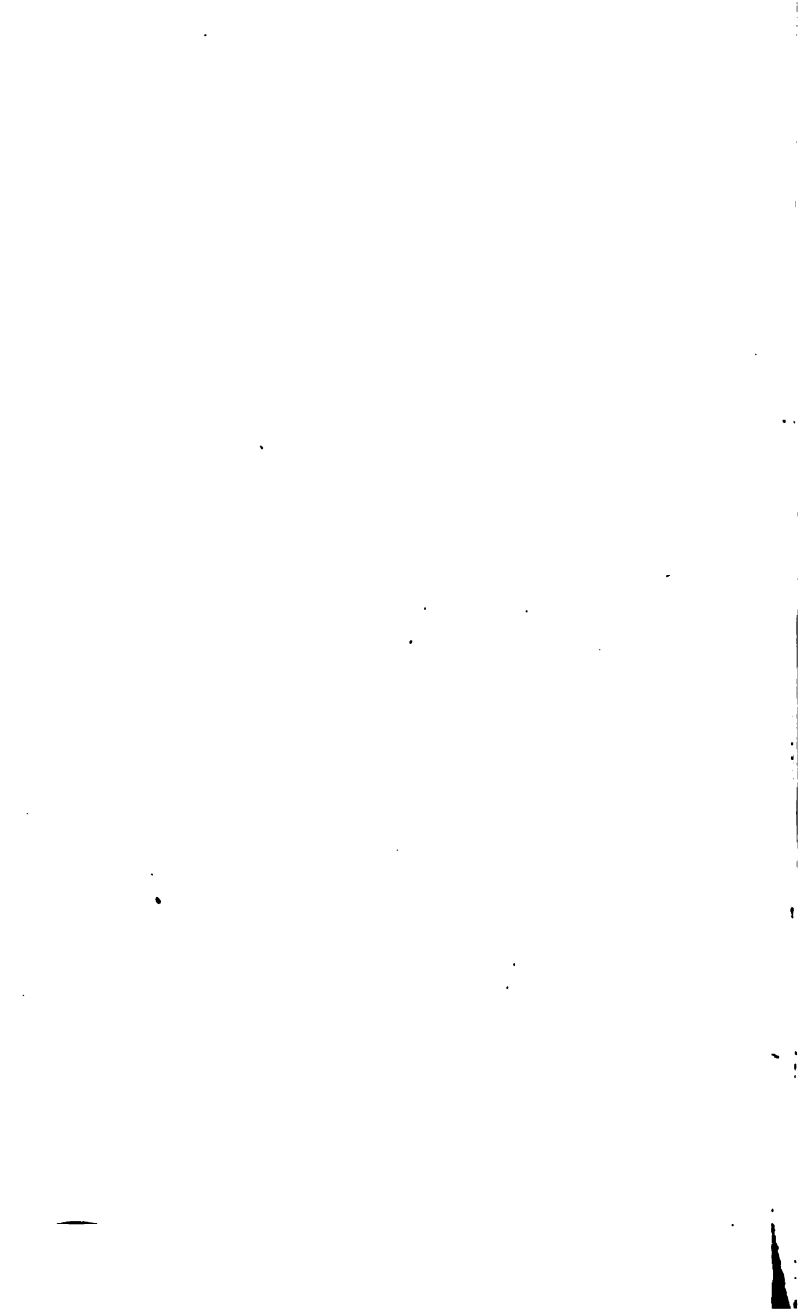
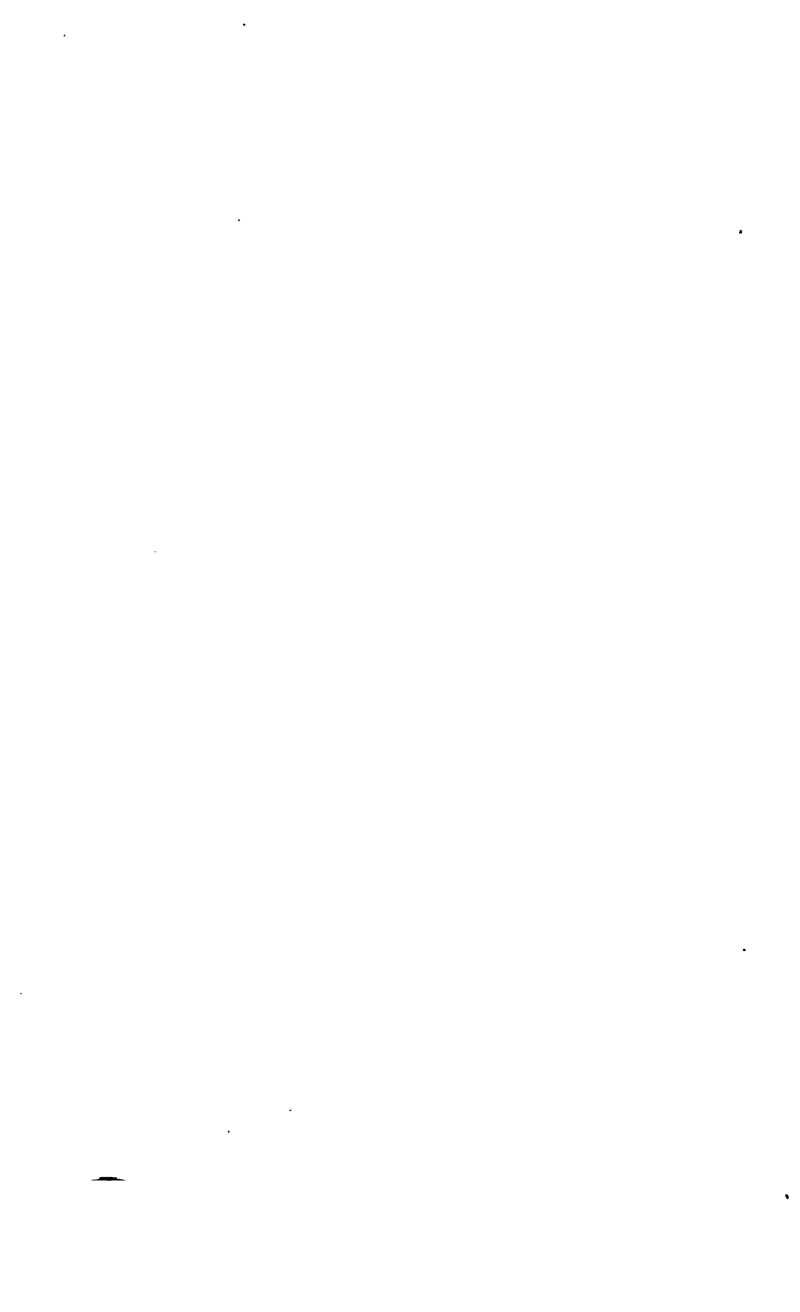

1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE



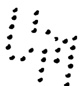


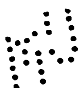
COLLECTION BLÉRIOT.

HISTOIRE COMPLÈTE

DE

LA POLOGNE





Saint-Cloud. — Imprimerie de Mme Ve BELIN.

HISTOIRE COMPLÈTE

DE

LA POLOGNE

DEPUIS SES PREMIÈRES ORIGINES JUSQU'A NOS JOURS

LOIS, — MŒURS, — INSTITUTIONS,
ÉTAT SOCIAL, — POLITIQUE, — INTELLECTUEL, — MILITAIRE,
INDUSTRIEL, — COMMERCIAL, ETC.,

Par C.-F. CHEVÉ

TROISIÈME ÉDITION

Tome premier.

PARIS
CH. BLERIOT, ÉDITEUR
QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 55
1864

INTRODUCTION

I

PROPHÉTIES !

La Pologne a ses grandes prophéties nationales qui s'inscrivent en lettres de feu au frontispice de son histoire. Ses vieilles chroniques rapportent que Stanislas, évêque de Krakovie, ayant été tué à l'autel par Boleslav II, en 1079, et son corps mis en pièces par les satellites du roi, au bout de trois jours les membres épars se réunirent miraculeusement. Le peuple polonais a toujours vu dans ce prodige un symbole de sa double destinée, une prophétie de son démembrement et de sa reconstitution.

Plus de trois siècles avant ce démembrement, et au moment même de la plus grande puissance de la Pologne, l'historien Dlugosz, qui vivait dans la première moitié du xve siècle, après avoir rapporté le meurtre de saint Stanislas, la lacération de son corps et la réunion miraculeuse de ses membres dispersés, ajoute : « Un oracle divin révéla à plusieurs personnes pieuses et saintes : qu'à cause du crime commis par le roi Boleslav et ses soldats sur Stanislas, homme de Dieu, le royaume de Pologne et

ses provinces seraient dans la suite partagés et démembrés en autant de parties que l'avait été le corps sacré par le roi Boleslav et ses soldats; mais qu'après un siècle, Dieu, apaisé et devenu propice par l'humiliation et la contrition du peuple, rétablirait la Pologne en un corps exempt de toute marque et de toute cicatrice comme celui du saint évêque (1). »

Cette prophétie n'est pas la seule. Un jour, en plein seizième siècle, alors que la Pologne était si grande encore et si redoutable à tous ses ennemis, à la suite d'un *Te Deum* célébré pour une éclatante victoire, Skarga, le plus éminent orateur sacré qu'aient jamais eu les pays slaves, fit entendre aux seigneurs étonnés ces paroles prophétiques : « Qui me donnera assez de larmes pour pleurer jour et nuit les malheurs des enfants de ma patrie? Ainsi tu es devenue veuve, belle terre, mère de tant d'enfants! Je te vois dans la captivité, ô royaume orgueilleux! et tu pleures tes fils, et tu ne trouves personne qui veuille te consoler. Tes anciens amis te trahissent et te repoussent; tes chefs, tes guerriers, chassés comme un troupeau, traversent la terre sans s'arrêter et trouver le bercail. Nos églises et nos autels sont livrés à l'ennemi; le glaive se dresse devant nous; la misère nous attend au dehors, et cependant le Seigneur dit : Allez, allez toujours! — Mais, où irons-nous, Seigneur? — Allez mourir, ceux qui doivent mourir; allez souffrir, ceux qui doivent souffrir! »

La prophétie s'est accomplie dans tous ses détails; et d'autres encore, nombreuses dans les fastes de la patrie polonaise, annoncent le retour après la captivité, la

(1) *Historiæ polonicæ*, l. III, p. 295.

réunion glorieuse des membres du corps de Stanislas après leur dispersion. On invoque le nom et jusqu'au témoignage, jusqu'aux paroles de Notre-Dame de Czènstochova, la Vierge mère, à laquelle le royaume de Pologne est consacré.

Les temps semblent même accomplis. Cependant la Pologne ne se reconstituera définitivement que quand elle reconnaîtra bien les causes qui ont amené sa dissolution. Les membres du corps de saint Stanislas ne se rejoindront d'une manière indissoluble que lorsqu'on verra parfaitement ce qui a produit leur lacération et leur dispersion. Essayons de jeter sur ce point un jour tout nouveau.

II

Unité nationale de la Pologne.

En étudiant avec une sérieuse attention l'histoire entière de la Pologne, on est frappé d'un fait qui domine tous les autres, et dont l'importance capitale révèle le secret de sa double destinée, de grandeur et d'abaissement, de prospérité et de ruine. Depuis ses premières origines, où la simplicité, la douceur et la pureté des mœurs slaves offrent un terrain propice et tout préparé pour que la semence de l'Évangile s'y développe merveilleusement et porte tous ses fruits de vie, depuis le VIIIe siècle surtout où le christianisme commence à pénétrer dans la race slave, et le Xe, qui est l'époque de la conversion totale de la Pologne; depuis ces temps, dis-je, jusqu'au XVIe siècle, tout est un dans ses destinées, tout y marche avec ensemble, d'un pas rapide et sûr, au développement progressif de sa puissance, de sa

grandeur et de sa liberté; son histoire est tout d'un trait, son unité tout d'un bloc, et l'on sent qu'elle repose sur d'indestructibles assises. La royauté s'efface devant la noblesse qui prend une prépondérance trop marquée sans doute, mais conserve toujours des intérêts communs avec les autres classes, paysans ou bourgeois.

Les priviléges et les prérogatives, successivement conquis par la noblesse, ne ressemblent en rien à ce que nous nommons aujourd'hui priviléges; et, loin d'être le monopole exclusif d'une caste, ne sont au fond que le pacte même des libertés publiques et nationales, dont tous sont appelés à jouir. Leur texte en fait foi, même jusque dans la seconde moitié du xv[e] siècle. Ainsi, en 1453, la confirmation des priviléges donnés par Kazimir-Jagellonide déclare expressément qu'ils s'étendent, non aux nobles seulement, mais «aux bourgeois et à toute la communauté des peuples de l'illustre royaume.» En 1458, un privilége de Boleslav, duc de Mazovie, est accordé en commun « aux dignitaires, nobles, milites, terrigènes, citadins, bourgeois, villageois et paysans ou kmetons : » ces derniers sont même l'objet spécial des prérogatives considérables qu'il confère. Des priviléges postérieurs encore, particulièrement celui de Sigismond I[er], donné à l'époque de la réunion du duché de Mazovie (1525), faisaient participer les kmetons ou paysans à tous les avantages qu'obtenait la noblesse.

Dans ce long espace de temps, de l'origine de la Pologne au xvi[e] siècle, la nationalité polonaise est tellement puissante que non-seulement elle résiste pendant deux siècles (de 1139 à 1333) aux malheurs, aux crimes, aux désastres, aux catastrophes inouïs de la terrible crise nommée *la Pologne en partage*, mais qu'elle s'en relève

plus grande que jamais, pour commencer cette période de deux siècles et demi (de 1333 à 1587), qui, à cause de sa splendeur et de sa prospérité, a reçu le nom de *la Pologne florissante*.

Si l'on se demande d'où peut venir cette glorieuse unité nationale de la Pologne jusqu'au XVIe siècle, que répondre ?

Ce n'est certainement pas de la loi et des institutions politiques ou sociales. En effet, jusque vers le XVIe siècle, au contraire, les lois, les institutions, les coutumes n'offrent qu'un dédale inextricable de diversités et de complications dont rien ne peut donner l'idée. Chaque classe d'habitants, chaque province, chaque race, et pour ainsi dire chaque fonction, a sa loi, ses institutions, ses statuts, ses coutumes, ses priviléges, ses prérogatives, ses immunités, sa juridiction, ses exceptions, ses variantes, ses correctures, que sais-je ? Les villes ont leurs lois teutoniques et municipales ; les campagnes ont leur loi terrestre, commune et nationale ; les bourgeois sont régis par les premières, les nobles et les paysans par la seconde ; d'autres par toutes les deux à la fois, totalement ou partiellement. Chaque cité forme longtemps un État dans l'État, une petite république à part et séparée du reste, ayant sa législation, son administration, sa juridiction, ses revenus, ses droits, sa force armée à elle. Et même, lorsqu'en 1506, on essaya de mettre enfin quelque uniformité dans ce chaos de lois et d'institutions si diverses, que de complications et d'exceptions encore ! Chaque province avait les siennes. La Lithuanie avait son code rédigé en 1588 pour la première fois, et pour elle seule. La Mazovie avait le sien imprimé en 1536 et 1541. Les provinces russiennes, incorporées en

1569 à la petite Pologne, suivaient le statut lithuanien de la seconde rédaction. La Prusse polonaise avait sa loi allemande, son code particulier avec « variantes ou correcture prussienne. » Le palatinat de Krakovie, celui de Sandomir, la grande Pologne, la Kuïavie, la Gallicie et d'autres terres avaient chacune leurs coutumes propres et leurs exceptions, *consuetudines*, *excerpta*. D'autres districts avaient leurs règles spéciales, leurs variétés locales et territoriales. Il n'est pas jusqu'aux meuniers et aux garde-abeilles qui ne possédassent leurs statuts particuliers, sans parler des associations, confréries et corps de métiers des villes. S'il est donc un fait de toute évidence, c'est que l'unité nationale de l'ancienne Pologne n'était nullement et ne pouvait être le résultat de l'unité de loi et d'institutions politiques.

Bien plus, et ce qui paraîtra fort étrange à nos publicistes modernes, c'est qu'au contraire, cette unité nationale ne commença à être altérée, ébranlée, ruinée et détruite qu'en même temps et à mesure que les lois et les institutions, successivement retouchées et modifiées, se rapprochaient de l'unité, pourtant si désirable et si utile en elle-même. C'est là un fait dont nous expliquerons plus loin la cause. On travaillait avec une incroyable activité, depuis plus d'un siècle surtout, à la réorganisation complète, uniforme et méthodique de l'État. Cette œuvre était conduite par des hommes d'une expérience consommée et exécutée par des fonctionnaires habiles. Les starosties, les économies et tous les domaines publics étaient arpentés, cadastrés; les dispositions les plus prévoyantes étaient prises pour introduire partout l'ordre, la sécurité; et l'on arrivait à grands pas vers cette unité de lois et d'institutions depuis si longtemps pour-

suivie. Et pourtant, chose étrange ! les ressorts de l'État s'altéraient et menaçaient de se briser de toutes parts ; la nationalité, ébranlée jusque dans ses bases, cherchait en vain son point d'appui ; l'inquiétude et le malaise étaient partout ; le peuple, malheureux, asservi, par un secret mais sûr instinct, considérait cette réorganisation de l'État comme la ruine de la patrie, et, dans son désespoir, se portait à des excès et à des crimes. Cette remarque n'est pas de nous, mais de tous les observateurs du temps ; et, dans sa réponse du 15 décembre 1568, François Krasinski, chantre de la cathédrale de Krakovie, la proclamait hautement et publiquement en face de Sigismond-Auguste, et y montrait la cause de l'augmentation subite des délits vers 1565.

Mais s'il est flagrant que la puissante unité nationale qui fit la grandeur de la Pologne jusqu'au XVIe siècle, bien loin de résulter de l'unité de ses lois et de ses institutions, était au contraire la force vive qui, malgré leurs diversités et leurs complications incroyables, maintenait seule la cohésion entre tant de parties disparates, à quoi tenait-elle donc ?

Serait-ce à l'unité de race ou de peuple ? Pas le moins du monde. La Pologne était en très-grande partie un pandemonium de tous les peuples divers. Dès son origine, la race slave était scindée en une myriade de tribus, de peuplades différentes, dont les destinées ultérieures n'eurent aucune analogie, on peut presque dire, aucune affinité. Les ennemis les plus implacables de la Pologne, ceux qui consommèrent sa ruine et la démembrèrent étaient des peuples formés en très-grande partie de cette même race slave, tels que la Russie, l'Autriche et la Prusse. Dès les premiers temps d'ailleurs, et presque

toujours depuis, des invasions innombrables, incessantes, les immigrations, les conquêtes surtout, le flux et reflux de toutes les populations, sur ces plaines ouvertes, mêlèrent aux Slaves une multitude d'autres races, d'autres peuples. Les Allemands débordèrent sur ce sol et l'envahirent dans une très-vaste proportion. Les populations lithuaniennes, samogitiennes, russiennes, prussiennes, et mille autres, en occupèrent une immense étendue à laquelle ils laissèrent jusqu'à leurs noms. Les juifs s'y établirent de bonne heure et en fort grand nombre, avec leurs immunités et leur juridiction particulière. Toutes les races, tous les peuples, tous les fugitifs, tous les persécutés affluaient de l'Occident et de l'Orient, du Nord et du Midi sur cette terre hospitalière, ouverte à tout le monde et renommée par sa liberté, comme s'y réfugièrent plus tard toutes les sectes, hussites, sociniennes, luthériennes, calvinistes, zvingliennes et autres.

Déjà peuplée par mille races si diverses, et de différents cultes, qui y vécurent longtemps dans une paix profonde, elle offrait un accueil honorable à tous : Bohêmes, Moraves, Hongrois, Italiens, Espagnols, et loin de chercher à se les assimiler et à les fondre en elle, leur laissait leurs lois, leurs coutumes, leur juridiction. Les Valaques y erraient avec leurs troupeaux. Les Arméniens du rit uni, réfugiés en Galicie lors de l'incorporation de cette province à la Pologne, obtinrent dès 1356 et 1367 des priviléges qui leur garantissaient leur rit, leurs lois et leur idiome, érigèrent des cathédrales, des églises, rédigèrent leur code en 1519 et furent affranchis en 1567 de péages dans toutes les provinces du royaume. Les Israélites talmudistes, également privilégiés, vivaient

dans l'opulence et appelaient la Pologne leur paradis terrestre. Les Israélites karaïtes trouvèrent en Lithuanie une complète protection. Les Bohémiens, dits Ciganiens, apparus en Pologne vers l'an 1500, avaient leur centre dans la ville de Mir où résidait leur haute justice et leur roi du choix et de la nomination des Radzivill, leurs protecteurs. Les Tatars mahométans, colonisés en Lithuanie, jouissaient aussi de franchises méritées. L'association belliqueuse, connue sous le nom de Kosaks, se forma en liberté, d'abord en Podolie, puis à l'abri des eaux et des cataractes du Dnieper.

Certes, ce n'était pas avec de tels éléments que l'unité nationale pouvait s'établir sur l'unité de race et de peuple. Il fallait au contraire qu'elle eût une prodigieuse puissance pour ne pas éclater en lambeaux sous la pression de tant de diversités, pour les porter à la fois dans son sein, et les maintenir unies, sans déchirements, sans secousses, dans une tolérance universelle. Prise seulement dans les limites restreintes de 1772, la Pologne, suivant Stanislas Plater, comptait sur 20,220,000 habitants:

6,770,000 Polonais.

7,520,000 Russiens (qu'il ne faut pas confondre avec les Moscovites qui ont usurpé ce nom).

2,110,000 Juifs.

1,900,800 Lithuaniens.

1,460,000 Allemands.

180,000 Moscovites (russes).

100,000 Valaques.

Ainsi les Polonais proprement dits ne formaient pas même le tiers de la population. Ce sont dix peuples en un seul, et ces dix représentent cent races diverses. Il est donc de la dernière évidence que l'unité nationale de la

Pologne n'était pas plus le résultat de l'unité de race que de l'unité de loi et d'institution.

Cette unité nationale avait une source plus haute, un foyer plus puissant, une origine plus sainte, c'était l'unité de foi. En effet, jusqu'au XVI[e] siècle, et sauf quelques exceptions imperceptibles, sans aucune importance, et qui se perdaient dans le courant profond du mouvement universel, la Pologne était le peuple imminemment « orthodoxe » comme l'ont si bien nommé les souverains pontifes eux-mêmes. « La religion s'infiltra dans les veines de la nation polonaise, » ainsi qu'on l'a dit et répété avec justesse. Elle était l'unique base réelle de la société, suppléait partout aux lois et aux institutions, et effaçait dans son unité supérieure toutes leurs disparités, leurs complications, leurs lacunes, maintenait leur cohésion, impossible sans elle; amortissait les chocs, refrénait les ambitions, les égoïsmes, et s'imposait à la fougue des individualités puissantes comme à la turbulence des masses. Assise fondamentale de la nationalité, ainsi que de l'ordre social, elle suppléait à l'unité de race et de peuple qui manquait, aussi bien que l'unité de loi et d'institution, tout en amenant peu à peu cette double unité par la loi évangélique et le droit canonique, qui longtemps régirent directement la Pologne et plus tard laissèrent partout leur empreinte indélébile. Elle constitua littéralement l'unité nationale par le gouvernement des évêques et l'unité même de la hiérarchie épiscopale et de l'Église, comme nous le prouverons dans le cours de ce travail. Elle rapprochait et égalisait les classes, en maintenant entre elles une fraternité réciproque, protégeait les paysans contre l'oppression et les empiétements des nobles et les faisait participer à leurs

priviléges, garantissant en même temps la liberté des ouvriers et du peuple des villes par les confréries, associations, corporations de métier et par la loi allemande. Gardienne jalouse des franchises et des libertés nationales, elle forma un clergé dont le patriotisme civique est devenu proverbial; dans toutes ses grandes luttes, l'épiscopat fut à la tête du peuple, et même à ses derniers jours, lorsque quatre évêques venaient de payer de l'exil leur noble patriotisme, ce fut un évêque encore qui fonda la célèbre confédération de Bar. Elle étendait à tous son action bienfaisante et populaire, suppléait aux lois et les améliorait par l'influence des mœurs, suppléait aux institutions et les perfectionnait par l'initiative des individus ou l'autorité des coutumes et des immunités locales. Embrassant toutes les phases de la vie humaine comme tous les points du royaume, ramenant tout à l'unité, agissant partout du fond du sanctuaire au foyer de la famille, au berceau, à l'hymen, à la tombe, aux fêtes populaires, aux solennités nationales, gouvernant longtemps l'État avec l'Église par ses conciles et ses synodes, première forme et moule originel des diètes et diétines, elle constituait nécessairement, par l'unité de croyance commune, une unité de pensée et d'action nationales d'une puissance gigantesque, incalculable, et que rien ne saurait remplacer.

La Pologne puisait sa force, sa prospérité, sa grandeur, dans ce rôle profondément catholique. Pour le remplir, elle convertissait les Lithuaniens, les Samogitiens, les Prussiens et mille autres peuples qu'elle s'assimilait ainsi, en les incorporant à la chrétienté; elle combattait durant six siècles consécutifs les Tatars qui l'envahirent quatre-vingt-onze fois; pendant près de

trois siècles, les Turcs et constamment les Russiens, ne craignant pas de verser, mille ans durant, des torrents de sang pour repousser et dompter à la fois l'idolâtrie, l'islamisme et le schisme grec, et sauver en même temps l'Europe, l'Église et la chrétienté tout entière. Apôtre et guerrier, triomphateur et martyr, placée, comme un soldat à son poste, à l'avant-garde du catholicisme, ayant en face, à l'orient, la Russie schismatique, au nord et à l'occident, la Suède, la Norvége, le Danemarck, la Prusse et l'Allemagne hérétiques et protestants, touchant, au sud, à la Turquie mahométane, la Pologne était naturellement, et est encore à cette heure, la sentinelle avancée de l'Église et de la civilisation européenne, le peuple prêtre de l'Évangile, le centre glorieux d'irradiation d'où le catholicisme doit s'étendre des confins de l'Europe à tout l'Orient, le point de jonction où toutes les parties brisées de la grande unité catholique doivent se rejoindre et s'unir, pour retrouver une vie nouvelle, en se fondant dans le sein de l'Église. Là est le rôle, la mission, le sacerdoce de la Pologne ; là est la raison de son existence, l'âme de sa nationalité, le génie de sa race, le sceau de son éternelle durée.

Rome l'a parfaitement compris, et lorsque la Pologne, ramenant les Ruthènes au giron de l'Église, ouvrait au catholicisme cette voie vers la reconstitution de l'unité religieuse en Europe, et sa complète expansion en Orient, le pape Clément VII, apprenant que l'acte d'union avec l'Église catholique avait été signé à Brzesc, en 1595, par les évêques ruthènes, s'écria : « O mes chers Ruthènes, j'espère par vous convertir tout l'Orient. » Oui, la Pologne reconstituée sera le point de départ du rétablissement de l'unité catholique de l'Europe par l'extinc-

tion successive de toutes les sectes hérétiques et schismatiques, et leur retour au sein de l'Église; elle sera l'aurore d'une ère nouvelle pour le monde, en ouvrant à la civilisation catholique la route qui doit mener à la conversion de tout l'Orient, de toute l'Asie.

Cette œuvre fut glorieusement poursuivie jusqu'au XVIe siècle. La Pologne, transportant le catholicisme des bouches de l'Elbe et de l'Oder à celles du Don et du Volga, l'a fait avancer de tout l'espace qui sépare Prague de Moscou, Belgrade de Saint-Pétersbourg, la moitié de l'Europe prise dans toute sa largeur, du golfe de Finlande à la Crimée.

Mais, vers le XVIe siècle, apparaissent simultanément en Pologne trois faits qui se compliquent et s'expliquent l'un par l'autre: l'hérésie, le servage et les institutions païennes. L'hérésie détruit la nationalité dans sa source. Le servage rend le peuple, paysans et bourgeois, indifférent au sort de la patrie, sinon même hostile et disposé à accepter la puissance nouvelle, fût-elle étrangère, qui viendrait améliorer son sort. Les institutions païennes, brisant toutes les traditions historiques et nationales, consacrant le servage et l'absolutisme nobiliaires, ne laissent plus à la nationalité de souvenirs, à la liberté de refuge, et faisant rétrograder la Pologne de vingt siècles, y déracine, dans sa constitution sociale et politique, l'esprit chrétien, âme et vie des peuples modernes. De ce jour, la Pologne était détruite, le corps de saint Stanislas lacéré en lambeaux et dispersé; et le démembrement matériel, conséquence forcée de ce démembrement moral, ne demandait pour s'accomplir que le temps nécessaire pour que cette triple cause de dissolution eût successivement développé jusqu'au bout tous

ses germes de ruine et de mort. Deux siècles y suffirent.
Toute l'histoire de la Pologne est là.

III.

Importation de l'hérésie.

Au fond et en réalité, toute nationalité ne se fonde, ne se maintient et ne se perpétue que par l'unité d'une croyance commune, qui seule constitue l'unité même de ce peuple. Il n'est pas absolument indispensable sans doute que tous y professent le même symbole religieux, mais il faut au moins que l'action populaire, sociale et gouvernementale soit dans la direction de cette croyance; que les lois, les institutions et les mœurs générales de la nation soient empreintes de son esprit. Cette unité, non de la lettre et du symbole, mais de l'esprit et de la tendance des idées, peut subsister encore même au milieu de la diversité des formulaires et des communions, surtout si ces communions ne sont toutes que les branches d'un même tronc commun, le christianisme. C'est ce qui a lieu en France, par exemple, où, malgré tant de divergences, le fond reste chrétien et la direction sociale et nationale profondément imbue de l'esprit catholique: bien que d'ailleurs l'affaiblissement de cet esprit ait affaibli dans la même proportion la nationalité, et lui ait porté de telles atteintes, que deux fois, en 1814 et 1815, l'étranger a pu venir, jusqu'au sein de sa capitale, lui dicter ses lois.

Outre la France, l'Espagne, l'Italie et l'Autriche sont restées catholiques; et cette dernière, si souvent près de sa ruine, n'a dû son salut qu'à la persistance de sa direc-

tion gouvernementale et nationale dans le sens catholique. La Russie s'est constituée sur l'unité du rit grec; l'Angleterre sur l'anglicanisme ; la Prusse, la Suède, le Danemarck et la Suisse sur le protestantisme, luthéranisme, calvinisme, etc. La nationalité de chacun de ces peuples a puisé dans sa croyance commune assez d'éléments de force pour y trouver sa direction et sa séve. Néanmoins les progrès de l'incrédulité, en y déracinant le fond chrétien, qui est le lien commun de toutes les communions diverses, ont ébranlé toutes ces nationalités, à tel point qu'elles ne se soutiennent matériellement que par un développement inouï de force armée et permanente, de centralisation, qui deviendrait lui-même insuffisant le jour où elles perdraient ce qu'il leur reste encore de croyance commune.

Constituée par le catholicisme et pour le catholicisme, n'ayant point et ne pouvant avoir d'autre mission providentielle, d'autre rôle national, la Pologne était profondément enracinée sur cette croyance commune par toutes ses traditions, son histoire et ses mœurs. L'importation du protestantisme, en y généralisant la diversité des sectes, eût sans doute fortement ébranlé sa nationalité, mais ne l'eût pas rompue, si le fond de toutes ces communions était resté chrétien. Malheureusement, il n'en fut pas ainsi; l'hérésie revêtit chez elle un caractère tout particulier, et fut, non pas une simple réformation, mais une négation complète du christianisme.

D'abord elle fut triple au lieu d'être une, successivement et simultanément hussite, protestante et socinienne. Ensuite elle précéda de plus d'un siècle celle qui atteignit les nations occidentales. Ce fut par la Bohême qu'elle lui fut primitivement importée, comme

l'avait été six siècles auparavant le catholicisme. Dès 1411, les doctrines hérésiarques de Jean Hus et de Jérôme de Prague pénètrent en Pologne. En 1415, les hussites sont commandés par le célèbre Jean Zisca, qui s'était distingué au service de Vladislav-Jagello, et à la bataille que ce prince gagna, en 1410, sur les Chevaliers teutoniques. En 1422, ces mêmes hussites offrent le trône de Bohême au roi de Pologne, qui le refuse, puis s'adressent à Vitovd, son cousin germain, grand-duc de Lithuanie, qui leur envoie des troupes sous la conduite de son neveu, Sigismond Koribut. C'est ainsi que, dès le début du xve siècle, l'hérésie hussite s'introduisait en Pologne, l'agitait et la ralliait à sa cause, égorgeant les prêtres, les religieux, les catholiques, les faisant mourir dans d'atroces tortures et les brûlant à petit feu. Elle s'y étendit sourdement pendant un siècle.

Aussi le protestantisme trouva-t-il le sol dès longtemps préparé lorsqu'il y éclata dans les premières années du xvie siècle. Il envahit d'abord la Prusse polonaise, favorisé par Fabien de Lusignan, évêque de Varmie (1512-1523) ; et le premier qui l'enseigna publiquement fut un moine apostat de Dantzik, nommé Jacques Knade. Le protestantisme souleva le peuple dantzikois en 1525, envoya dès cette époque ses prédicateurs dans le reste de la Pologne, pénétra, en 1539, en Lithuanie, où il se propagea par le zèle du chancelier Nicolas Radzivill, et fit partout d'effrayants progrès, malgré les mesures prises successivement, à la diète de Thorn en 1520, au synode de Lènczica en 1527, et à celui de Piotrkov en 1530.

La Pologne, qui n'a jamais produit d'elle-même aucune hérésie, les accueillit toutes sans exception. Elle

était le refuge de tous les prétendus novateurs qui y accouraient d'Allemagne, de Suisse, d'Italie, de France et d'autres lieux. Luthéranisme, calvinisme, zwinglianisme se répandirent d'un bout à l'autre de la république, et envahirent toutes les classes, nobles, bourgeois et paysans. Mais le protestantisme ne fut encore que la seconde couche sur laquelle vint s'épanouir l'hérésie pure, absolue, c'est-à-dire le socinianisme.

Telle fut en effet la forme propre de l'hérésie en Pologne. Lelie Socin, George Blandrat, Alciat, Okin, Gentilis, Gribaud, Stator et une foule d'autres l'y répandirent dès le milieu du XVIe siècle. Réfugiés dans la patrie de saint Stanislas et d'Hedvige, ils y trouvèrent non-seulement un asile, mais de puissants protecteurs parmi les seigneurs polonais, et firent d'innombrables prosélytes. Mêlés d'abord extérieurement aux luthériens et aux calvinistes, ils s'en séparèrent en 1552, fondèrent dès 1555 des églises dans une multitude de villes et de provinces, firent de Krakovie leur capitale, tinrent à Pinczov et ailleurs des synodes en si grand nombre, qu'en sept ans seulement, de 1555 à 1562, on en compte vingt-cinq ; eurent des colléges, des imprimeries, en un mot, dominèrent partout en Pologne. Lelie Socin y vint dès 1551, et y eut dès l'abord d'innombrables sectateurs, jusqu'à séduire, dit-on, même le confesseur de la reine. Son neveu, Fauste Socin, qui donna son nom à la secte, et ne fit d'ailleurs que propager les doctrines de son oncle, était en Pologne vers 1579, devint le chef des sociniens, et demeura jusqu'à sa mort dans un village près de Krakovie.

De la Pologne, leur centre et leur métropole, les sociniens rayonnèrent en Allemagne, en Hollande, en

Angleterre, envoyant partout des émissaires propager leurs doctrines. Dès 1561, ils les avaient introduites en Transylvanie, où, en 1779, ils comptaient encore 32,000 adhérents. Pendant plus d'un siècle, cette secte produisit une multitude incroyable d'écrivains et une foule d'ouvrages telle, que Sandius, un des leurs, qui a essayé d'en dresser la liste, sous le nom de *Bibliothèque des Anti-Trinitaires,* n'a pu réussir à y tout comprendre. Un seul de leurs recueils, la *Bibliothèque des Frères polonais,* forme dix volumes in-folio. On peut juger quelle fut l'action d'une semblable propagande.

Les sociniens reçurent en chaque pays des noms divers. En Pologne seulement on les nomma Pinczoviens, Racoviens, Sandomiriens, Kuïaviens, Frères polonais, ensuite nouveaux Ariens, Unitaires, Anti-Trinitaires, Monarchiques, etc. En 1574, ils avaient publié à Krakovie une espèce de formulaire de croyance rédigé par Schoman et intitulé *Confession des Unitaires,* dont ils firent disparaître plus tard tous les exemplaires, lorsque Fauste Socin en composa un plus étendu sous le titre de *Confession de Rakov.* Mais au fond, le socinianisme se résume en une seule chose, la négation de la divinité de Jésus-Christ ou de la révélation chrétienne.

Aussi Leibnitz nous apprend qu'un ministre du Palatinat établissait l'analogie du socinianisme et du mahométisme, et qu'un Turc ayant entendu ce que disait un socinien polonais, s'étonna de ce qu'il ne se faisait pas circoncire. Lorsque Fauste Socin mourut, en 1604, on mit sur son tombeau une épithaphe dont voici le sens : « Luther a détruit le toit de Babylone ; Calvin en a renversé les murailles; et Socin en a arraché les fondements. » Oui, c'étaient bien en effet les fondements

mêmes du christianisme qui avaient été déracinés par cette secte, dont la Pologne était devenue le centre et le siége. Il semble que la patrie de saint Stanislas l'ait compris et qu'elle ait voulu se laver de ce crime, lorsque plus tard les cendres de Socin furent déterrées, portées sur les frontières de la petite Tartarie et mises dans un canon qui les envoya dans le pays des infidèles. Symbole, barbare peut-être, mais énergique, de l'avenir de la Pologne, qui devait se réhabiliter si hautement de cette négation du christianisme, mais après l'avoir durement expiée.

C'est ainsi que fut brisée l'unité nationale. L'hérésie fut plus fatale à la Pologne qu'à aucun autre peuple, d'abord parce qu'elle y fut non une *réformation*, mais une *négation* de tout le christianisme, ensuite par mille autres causes qu'il serait trop long d'énumérer ici. La distance des lieux, le manque de relations assez intimes et assez suivies avec le Saint-Siége avaient depuis longtemps relâché les liens du clergé polonais avec le centre de la catholicité. Son patriotisme même l'entraîna souvent à céder trop facilement les droits et les libertés de l'Église à l'omnipotence de l'État. Au concile de Bâle, les évêques polonais placèrent l'autorité des conciles au-dessus de celle des papes ; ils évitèrent longtemps le concile de Trente, et prenaient peu de part aux luttes de l'Église dans tout ce qui ne semblait pas les concerner directement. En 1539, ils supprimaient les Annates et l'ancienne capitation pour la lampe de saint Pierre. En 1452, ils repoussaient la juridiction inquisitoriale introduite par le pape. En 1460, ils laissaient tranquillement restreindre l'autorité de la cour de Rome et transférer au roi la nomination des abbés en même temps que

celle aux évêchés. Plus tard, il est vrai, en voyant les ravages effroyables de l'incrédulité, ils se resserrèrent tous enfin autour de la chaire de saint Pierre et de ses défenseurs les plus ardents.

Il était plus que temps, car les progrès de l'hérésie en Pologne et en Lithuanie furent aussi immenses que rapides. Sigismond Ier la favorisait au fond plus encore qu'il ne la combattait. Sigismond-Auguste lui donnait publiquement sa sanction, en acceptant la dédicace d'une traduction de la Bible de Luther. En 1556 il envoyait des ambassadeurs solliciter le Saint-Siége en faveur des protestants, et demander à Paul IV de permettre la communion sous les deux espèces, le mariage des prêtres, la célébration de la messe en langue du pays et la convocation d'un concile national en Pologne pour réformer les abus et concilier la diversité des opinions. Dans la diète tenue à Piotrkov l'année précédente, 1555, les nonces avaient proposé la convocation de ce concile, qui devait être présidé par le roi; outre les évêques, on devait y entendre les théologiens protestants les plus célèbres, tels que Calvin, Mélanchthon, Théodore de Bèze. Ce n'était rien de moins qu'un compromis entre le catholicisme et l'hérésie. Voilà où en était alors la nation.

Vers la fin du règne de Sigismond-Auguste on ne comptait plus que deux sénateurs laïques qui professassent la religion catholique. Dès 1522, Constantin Ostrogski était hautement schismatique lorsqu'il occupait toutes les grandes dignités comme hetman et sénateur palatin de Troki. Plus tard, Pac, évêque de Kiiov, devenu luthérien, resta, comme castellan de Mscislav, au sénat, où Sigismond III lui-même admit le podkomorzy de Krakovie, Cikovski, qui était socinien. Nous citons

ces exemples entre mille. En 1573, lorsque l'hérésie, extérieurement contenue sous les deux Sigismond, éclata à l'élection de Henri de Valois, le grand maréchal de la couronne, une foule de hauts dignitaires, de sénateurs, de nonces, presque la majorité de la noblesse, une bonne partie de la bourgeoisie, et même des paysans, étaient protestants ou sociniens. Ces dissidents, qui ne voulaient pas d'un catholique pour roi, balancèrent longtemps les suffrages, firent retarder l'élection, imposèrent en pleine diète silence au légat du pape par l'organe d'un des leurs, palatin, opposèrent diètes à diète, formèrent une confédération dans laquelle entrèrent des sénateurs, des nonces et même des évêques, et faillirent allumer la guerre civile. Telle était dès lors la puissance de l'hérésie. En outre plusieurs évêques et même l'archevêque-primat Uchanski, étaient sur le point de rompre avec le Saint-Siége, qui pouvait craindre de voir toute la Pologne échapper au catholicisme.

Aussi le pape s'empressa-t-il d'envoyer à Varsovie, un nonce, le premier qui y ait paru, Louis Lippomani, dont la mission échoua complétement. Plus tard, il lui donna pour successeur Jean-François Commendoni qui, soutenu par le cardinal Hosius, fut plus heureux. Les évêques polonais adhérèrent en 1576 aux décrets du concile de Trente, et ils combattirent les dissidents avec un zèle qui n'était cependant pas toujours éclairé. Tous les colléges et écoles furent placés sous la direction des ordres religieux. Peu à peu le catholicisme se raffermit; et d'innombrables conversions, surtout des grandes maisons et des familles nobiliaires, diminuèrent les forces des dissidents, dont les excès d'ailleurs amenèrent partout de sévères répressions.

En résumé, malgré le nombre immense des défections, la masse du peuple polonais resta fermement et ardemment catholique, et après un siècle des plus atroces persécutions religieuses et d'innombrables apostasies imposées par toutes les ressources de la ruse et de la force, on compta encore 13 millions de catholiques sur moins de 8 millions de dissidents (grecs-russes, protestants, juifs, vieux croyants moscovites et mahométans). Mais le coup mortel était porté par le socinianisme; la nationalité polonaise n'ayant plus de base, devait s'effacer pour reparaître un jour.

IV.

Importation du servage.

Un second fait, aussi d'origine étrangère, et qui apparut simultanément, vint singulièrement aggraver le premier. L'Europe avait formé jusqu'alors deux mondes très-différents, pour ne pas dire entièrement opposés. A l'Occident, là où la domination païenne de l'empire romain avait fait profondément pénétrer sa législation, son administration, ses formes gouvernementales, politiques et sociales, la société, coulée dans ce moule, s'était constituée sur ces premières assises, et en avait gardé jusqu'au cœur l'empreinte et les traditions. Le catholicisme, sans doute, avait renouvelé de fond en comble les mœurs, le caractère, le génie et les idées des individus, et même l'âme et la vie intime des peuples; mais son action politique n'étant qu'indirecte et latente, et ne pouvant d'ailleurs transformer le vieux moule social que par une longue suite de siècles, l'avait forcément

subi, en se bornant à en modifier successivement les formes les plus antipathiques à l'esprit chrétien. L'esclavage antique s'était transformé en servage; et le flot passager des invasions barbares, entrant lui-même dans ce moule tout formé, et n'y apportant que des changements de noms et de formes, avait constitué la féodalité. Tel était l'état de l'Europe occidentale et méridionale, comprenant la France, l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne.

Au nord et à l'orient, la Pologne s'était constituée sur des bases toutes différentes, et dans des conditions sociales bien autrement favorables au développement complet et immédiat de l'esprit chrétien dans sa nationalité. Placée en dehors du cercle de la domination romaine, et montrant avec orgueil, sur ses frontières, le fossé où expirait la puissance de cette prétendue maîtresse du monde, n'ayant, dans l'origine et pendant un grand nombre de siècles, que des rapports momentanés, accidentels et sans importance avec les peuples occidentaux, longtemps elle ne connut pas même leur constitution politique et sociale, leurs lois, leurs gouvernements, leurs coutumes. Séparée d'eux par sa langue comme par ses origines, elle puisa tout dans son propre fonds d'abord. Or, les Slaves ayant les mœurs libres et indépendantes des forêts, l'égalité primitive des peuples enfants, et cette fratarnité de la vie rustique, qui ne s'use et ne se corrompt qu'au contact d'une civilisation raffinée, firent tout simplement passer ces mœurs dans leurs lois et dans leurs institutions, qui respirent partout cette simplicité, cette liberté, cette égalité et cette fraternité natives. Lorsqu'au VIIIe siècle l'Évangile les toucha, et lorsqu'au Xe ils l'embrassèrent

tous, cette loi sainte ne fut pour eux qu'une haute consécration divine des principes qui étaient déjà en germe dans leurs lois et leurs mœurs, une révélation qui les leur montrait seulement dans toute la grandeur et la sainteté de leur idéal religieux. Cette conversion au christianisme ne fit donc qu'affermir, en les développant merveilleusement, ces principes qui constituèrent alors complétement leur ordre social et politique, leur nationalité. Ils ne connaissaient rien du servage de la féodalité, et de toutes ces institutions des peuples occidentaux, sortis du mélange des peuplades franques et germaines avec le vieux peuple du sol qui conservait, sous une forme modifiée, le moule traditionnel de la société païenne. Ils s'étaient formés tout d'abord, et huit siècles avant nous, sur ce droit évangélique que l'Europe pressent à peine encore aujourd'hui. La Pologne était dès lors une société fondée sur les principes et l'esprit du christianisme, où régnait la liberté au lieu du servage, l'égalité au lieu de la distinction des classes en suzerains et en vassaux et arrière-vassaux, la fraternité mutuelle au lieu du vasselage hiérarchique de la féodalité. Elle devançait de mille ans les prétendues découvertes de 1789.

On le voit, la Pologne n'avait, dans sa constitution sociale et politique, rien de commun avec les autres nations occidentales. « Les Polonais, dit Mably aux Français, n'ont jamais connu nos lois ni nos coutumes féodales; leur république n'est qu'une association de possesseurs de terres; un intérêt commun a dû toujours les réunir. » Hallam, Rulhières et tous les publicistes éminents qui ont étudié à fond ce sujet, constatent que l'état de la Pologne était radicalement contraire au

principe féodal; et Lelevel a mis ce fait hors de toute contestation. Aussi ses lois et ses institutions étaient-elles incroyablement supérieures à celles de tous les peuples où régnait le servage; et elle les devançait de bien des siècles dans la voie du progrès, où le reste de l'Europe ne commence à arriver que presque de nos jours. Cette éminente supériorité était sans doute un résultat de sa position et des conditions de sa formation originelle, non moins que du caractère propre de son génie et d'une éducation chrétienne développée en dehors de toute tradition sociale du paganisme. Mais elle est évidente, irrécusable, et il ne faut pas avoir la moindre connaissance de son histoire pour élever sur ce point l'ombre d'un doute.

Eh bien ! chose étrange et à peine croyable ! au moment même où les peuples occidentaux abolissaient le servage, se dégageaient peu à peu des liens de la féodalité, et allaient conquérir les lois et les institutions modernes, qui étaient au fond celles mêmes de la Pologne depuis tant de siècles, les Polonais, au contraire, par un renversement de tout leur passé, par un recul en arrière que rien n'appelait, ni ne justifiait, se prirent tout à coup à admirer, à imiter et à importer chez eux ce régime suranné des castes, des fiefs, de la féodalité, du servage. Assez heureux pour n'avoir jamais été comprimés dans l'étreinte mortelle du vieux moule social païen, ils y coulèrent leur liberté, leur génie, leur nationalité, au jour même où l'Europe occidentale en sortait pour respirer l'air libre et le soleil. Comprend-on cet aveuglement d'un peuple que ses institutions avaien élevé à un si haut degré de gloire et de prospérité? Comprend-on cette apostasie de soi-même, cette démence qui

lui fit ainsi fouler aux pieds ses propres traditions nationales, sa propre grandeur. Évidemment ce complet renversement avait une cause. Cette cause fut l'hérésie.

Comment en douter lorsqu'on songe que la négation socinienne du christianisme impliquait forcément un retour à ce qui était auparavant, c'est-à-dire au paganisme, au moins dans la constitution sociale qui en était la base, dans l'esclavage antique transformé en servage ? Comment en douter, lorsqu'on voit ce renversement complet commencer avec l'introduction en Pologne des premières sectes hussites, puis se développer simultanément et parallèlement, pour ainsi dire jour par jour et date par date, avec l'invasion successive des sectes luthériennes, calvinistes, zwingliennes, qui pénètrent dans le pays et s'y propagent, dans la proportion même et l'étendue de cet envahissement de l'hérésie, et enfin consommer ses derniers résultats à mesure que le socinianisme s'établit et se propage ? Comment en douter lorsque l'on considère que tous ces étrangers, qui affluèrent alors, en si grand nombre en Pologne, y apportaient nécessairement, avec leurs doctrines religieuses destructives du christianisme, les habitudes politiques de leur pays où régnait le régime des classes et du féodalisme ? C'est un fait d'ailleurs : schismatiques, luthériens, zwingliens, calvinistes, frères bohêmes, hussites, sociniens, divisés entre eux sur toutes les questions, n'étaient d'accord que sur un point, celui de maintenir et de perpétuer l'asservissement du peuple. Ainsi, après la mort de Sigismond-Auguste, en 1573, toutes les sectes dissidentes réunies pour les élections sous les murs de Varsovie, et formant une confédération afin d'assurer le libre exercice des cultes, déclarent hautement qu'ils ne

veulent point déroger à l'autorité des seigneurs sur leurs sujets, ni porter atteinte à l'obéissance de ces sujets envers leurs maîtres, proclamant qu'en cas de rébellion, il était loisible aux seigneurs de punir le sujet rebelle, dans les affaires civiles et spirituelles, comme il leur plairait.

Entraînés dans ce mouvement, les catholiques eux-mêmes y participaient alors, et reniant le véritable esprit de l'Évangile, et les traditions nationales, s'étaient habitués peu à peu à la distinction des classes, noble et plébéienne, et à l'omnipotence de la première sur la seconde, qui devint de plus en plus intolérable. Ce renversement de l'ordre social avait trouvé des éléments dans la lutte séculaire de la loi polonaise et de la loi allemande, se traduisant par celle de la noblesse contre la bourgeoisie et dans les craintes suscitées sous Jean-Albert par le projet de Buonacorsi, où la noblesse. craignant de se voir ravir ses franchises, ne trouva d'autre moyen de les défendre que de les rendre exclusives au préjudice de celles des autres classes, et d'interdire aux paysans et aux bourgeois de posséder la propriété foncière et les prélatures. Mais remontons plus haut et expliquons en détail la marche successive de l'asservissement du peuple en Pologne.

Comme de tous temps les bourgeois étaient libres, sous leur loi municipale, de tout temps aussi les paysans polonais ou kmétons étaient libres, et jusqu'au xve siècle les priviléges des nobles, loin de porter atteinte à leur liberté, les couvraient au contraire de l'égide de leurs prérogatives, immunités et franchises. Le roi Louis de Hongrie, dans ses pactes conclus avec la noblesse, en 1355, 1374, 1381, comprend dans ses priviléges les

kmétons qu'il nomme *iobajions*, expression hongroise qui désignait des citoyens libres. Partout la législation et les actes politiques de cette époque proclament et respectent leur antique liberté; et l'agriculture est toujours considérée comme une profession noble. Nous avons déjà vu plus haut qu'en 1453, la confirmation des priviléges donnés par Kazimir-Jagellonide s'étend « aux bourgeois et à toute la communauté du peuple; » qu'en 1458 un privilége du duc de Mazovie, Boleslav, est accordé en commun, outre les nobles, « aux citadins, bourgeois, villageois et paysans ou kmétons, » les derniers en étant même l'objet principal; et enfin que jusqu'en 1525, les kmétons de Marzovie participent aussi aux avantages faits à la noblesse par Sigismond Ier. Le statut de cette province, rédigé en 1536 et imprimé en 1541, montre les paysans jouissant encore d'une partie de leurs anciennes franchises.

Déjà cependant cette liberté avait reçu de rudes atteintes. Elles coïncident avec la première apparition de l'hérésie dans les sectes hussites. En 1415, Jean Hus et Jérôme de Prague sont condamnés par le concile de Constance, et en 1420 la législation polonaise défend aux kmétons de blâmer un noble, ce qu'ils avaient toujours pu faire jusqu'alors. On enchaîna d'abord leur liberté et celle de leurs enfants par de simples mesures de police, mais d'une extrême sévérité; on aggrava les peines qui leur étaient infligées pour délits contre les nobles; on les soumit à une juridiction arbitraire; et ils ne purent plus avoir action en justice sans l'assistance de leurs seigneurs, qui commencèrent à agir pour eux dans presque toutes les circonstances. Voués exclusivement à la culture de la terre, et ne portant plus les armes

comme autrefois, ils furent de plus en plus assujettis et dépendants. En 1496, une loi défendit aux non-nobles, paysans et bourgeois, de posséder des biens terrestres; c'est-à-dire enleva aux kmétons toute propriété foncière et aux bourgeois toute possession immobilière hors des villes : elle interdit en même temps à ces deux classes les prélatures et les prébendes. De ce moment s'introduit sourdement le servage, qui va se formant et s'aggravant de jour en jour, pendant le XVIe siècle et à mesure que se propagent en Pologne, les luthériens, les sacramentaires, les calvinistes, les anabaptistes, les unitaires, tous les hérétiques enfin. On commence à distinguer, par la naissance, le blason, la hiérarchie et les majorats, les classes en nobles et plébéiens, et les nobles même entre eux. On décrète que « tout noble qui s'adonne à de vils métiers, mesure avec l'aune et pèse avec la livre, perd sa noblesse. » En 1520 et depuis, on augmente les charges, redevances, journées de travail et de corvée des kmétons. En 1537 et 1548, on chasse de la Chambre des Nonces, et plus tard des diètes provinciales, les représentants de la bourgeoisie et des villes. Enfin, avec l'expansion complète de l'hérésie et du socinianisme, éclatent les doctrines les plus atroces : non contente d'attacher le peuple à la glèbe, la noblesse proclame hautement et publiquement qu'elle a droit de vie et de mort sur ses sujets, s'empare de leurs biens, les expulse de leurs foyers, et, selon sa propre expression, les tue comme des chiens. Ce n'est pas là une exagération, mais le témoignage unanime des contemporains. Bornons-nous à citer l'un des plus éminents. Dans son ouvrage *De republica emendanda*, publié en 1554 et 1559, Fritz André Modrzevski, secrétaire du roi Sigismond-Auguste, et l'un des hommes les plus sa-

vants de son temps, s'écrie : « Et vos bouches sont pleines de liberté, lorsqu'il n'y a chez vous qu'un servage barbare qui délaisse la vie de l'homme à la merci de son maître. Et quelle liberté accorde-t-on au paysan? Il donne la dîme, il paye le cens et les impôts : il laboure, privé de tous les honneurs civiques; il devrait au moins attendre quelque équité de la justice, mais il est décidément empêché d'en trouver. La noblesse tient les colons et tous les plébéiens pour des chiens. C'est le mot de ces hommes abominables qui, s'ils tuent un paysan, qu'ils nomment un rebut de la terre (*chlop*), disent qu'ils ont tué un chien. »

Nous décrirons plus loin toutes les horreurs de cette oppression et de la misère des paysans qui en fut la suite. Il nous faudrait trop de pages pour retracer ici cette longue énumération de douleurs et de crimes, de servitude et d'iniquité.

VI.

Importation des institutions païennes.

Les terribles ravages de l'hérésie qui brisa l'antique nationalité catholique de la Pologne, la constitution de la noblesse en caste, asservissant le reste de la nation, séparant désormais la cause des paysans et des plébéiens de celle des nobles, et tous les excès, tous les crimes qui résultèrent de cette importation du servage occidental, ce double fléau, cette double catastrophe n'aurait peut-être pas encore suffi pour consommer la dissolution et la ruine de la Pologne et pour amener son démembrement, tant est grande sa vitalité, tant est puissant son inaltérable patriotisme. Mais avec ces deux

fléaux en apparut un troisième qui résume et condense en lui les précédents, les élève à la hauteur d'un dogme social et politique, transforme la pratique en théorie, le fait en droit, et achève ainsi complétement l'action destructive qui devait anéantir la patrie polonaise. Ce fléau, c'est l'introduction en Pologne des institutions de Rome païenne. Après la négation radicale du christianisme par le socinianisme, il fallait asseoir l'État et la société sur une autre croyance qui impliquât l'esclavage : cette croyance ne pouvait être que le paganisme, seule forme positive et traditionnelle du déisme purement rationaliste. Jean-Jacques Rousseau, qui félicitait tant la Pologne d'être de tous les peuples existants celui qui se rapprochait le plus des institutions des Grecs et des Romains, ne se doutait guère que c'était là précisément l'une des principales causes de sa chute, dont il fut témoin. Rien n'est plus facile cependant à comprendre, comme on le verra.

Dans les premiers temps de la Pologne, les souverains, qui tendaient au despotisme, invoquaient déjà le droit romain, et Mieczislav III se fondait sur ce droit pour soutenir son omnipotence et prétendre que, comme chef de famille, il pouvait disposer du royaume, sa propriété, et choisir son successeur par testament ou par adoption. C'est assez constater que ce droit païen n'est au fond que la théorie même de l'absolutisme. Les nobles alors repoussèrent de toutes leurs forces ce prétendu droit et triomphèrent, en lui substituant la loi évangélique et le droit canonique, d'où ils conclurent, comme conséquence, à la liberté et à l'égalité de tous et à l'élection de leurs souverains.

Mais vers le seizième siècle ils changèrent complété-

ment de doctrine et de langage. L'étude de la langue latine jusqu'alors employée dans tous les actes publics et dans la littérature, les conduisit peu à peu à imiter en tout l'antiquité idolâtre. Ils commencèrent à revendiquer pour eux, et pour eux seuls, ce même droit païen qu'autrefois ils combattaient à outrance lorsque les rois l'invoquaient en leur faveur. Ils se firent complétement païens dans leurs opinions politiques et comme citoyens, même quand ils croyaient rester fermement catholiques dans leur foi religieuse et comme simples individus.

Cette innovation, d'abord sourde et latente, se glissant dans les faits plus que s'érigeant en théorie, devint enfin une bannière publique, une enseigne civique, un drapeau politique, un dogme populaire. Elle se personnifia surtout dans Jean Zamoïski, qui fut le premier chef d'un parti et du peuple noble (*Rei vodzi*), et qui, pendant trente ans moteur, agitateur, arbitre de toutes les affaires publiques, jouit toute sa vie d'une influence immense et d'une popularité colossale. Philologue romaniste, à peine sorti des bancs de l'université de Padoue, il publia en 1563 un ouvrage sur le sénat romain, mit la Pologne dans le moule des institutions païennes, et ressuscita sur les bords de la Vistule la république de Rome et presque jusqu'à ses augures.

On ne nous croirait pas si nous disions jusqu'à quel point fut poussée cette désastreuse et servile imitation de Rome idolâtre. Pour qu'on en ait une idée précise, nous en empruntons l'analyse à un admirateur même de ce beau régime, à Lelevel qui, malgré tout son engouement, ne peut cependant s'empêcher de signaler quelques-unes de ses plus horribles conséquences. Que nos lecteurs nous pardonnent cette citation un peu lon-

gue et toute hérissée du latin *ad hoc;* mais elle est nécessaire pour ceux qui veulent approfondir cette parodie malheureusement trop sérieuse de Rome idolâtre, avec ses citoyens, maîtres de vendre et de tuer leurs fils et leurs esclaves.

« La diète représentait les *comices* romains, et on distinguait par la dénomination romaine les diètes ordinaires pacifiques, *comitia togata*, des diètes à cheval qui s'assemblaient quelquefois en pleine campagne, *comitia paludata;* le sénat représentait un corps de *patriciens*, une curie, *curia*, composée de pères, *patres*. Au sénat appartient l'autorité, *penes patrum auctoritas;* par conséquent il confirme les lois, et ses décrets, *senatus-consulta*, expliquent la loi et ont force de loi *ad interim*. Les sénateurs s'appellent *patres conscripti;* ceux du second ordre *minorum gentium*. Le primat y est le premier des sénateurs, *princeps senatus;* or, il y avait *custodia*, la garde de la république, et il prétendait remplir l'office d'*interrex* dans les interrègnes, ce qui lui fut accordé en 1572. Le roi, *rex*, fut nommé comme celui de Rome. Les chambres du sénat et des nonces avaient la prérogative d'avoir sur le champ de l'élection une place, *ovile*, *septum*, entourée d'une fosse, et une haie pour les sénateurs. Les nonces terrestres représentaient le peuple, *populus*, et leurs statuts manifestaient la volonté du peuple, *jussus populi*. Ces statuts portent aussi le nom de *leges curiatæ*, car les attributions données à la chambre des nonces, de *populus*, *plebs*, ne dérogeaient en rien à son caractère patricien. Par rapport aux pères du sénat, la chambre des nonces est composée de la plèbe, *plebs*, et elle décrète les *plébiscites*. Et comme le peuple noble, *populus*, figure en ce cas sous le nom de *plebs*

aussi, les lois de la diète, les coutumes nobiliaires (*consuetudines*), les griefs ou décisions (*sancita*) des confédérations et de rokoz sont appelés *plebiscita*, parce que tout cela émanait du peuple, partait de la volonté de la plèbe. Les nonces terrestres, comme élus et représentants de la plèbe, devaient veiller à la liberté; ils sont investis de la tutelle de la plèbe avec l'autorité des tribuns, *ad tuendam plebem, tribunitia jure contenti*. On en conclut que les nonces terrestres ont le pouvoir d'intercession jusqu'à tel point que chacun d'eux est à même d'empêcher et d'occasionner une perturbation décisive par son *veto*. Or, le consentement législatif s'effectuait déjà *nemine opponente*. »

Remarquons que la noblesse, constituant seule le peuple polonais, la plèbe, tout ce qui était en dehors d'elle ne faisait plus politiquement partie de la nation; c'était une chose possédée et non un être libre, un serf et non un homme, un esclave et non un citoyen. Son servage n'était plus qu'une conséquence sociale de cette condition politique, et réciproquement. En même temps, dernière expression de l'égoïsme aristocratique ! le *veto* d'un seul de ces cent quatre-vingt-dix tribuns qui composaient la diète, pouvait arrêter et paralyser à l'instant la puissance de la nation tout entière. Tels étaient les premiers résultats de cette résurrection des institutions païennes. Mais poursuivons :

Les fonctions se modelèrent également sur celle de Rome païenne. « La fonction des starostes, *capitaneorum* répondait aux *préfets* que Rome envoyait pour présider les magistratures municipales, *præfectus juridicendo*. On comparait les évêques aux *censeurs* de Rome, *censores morum*. Les tribunaux suprêmes établis sous Etienne Batori

prirent bientôt l'aspect de la juridiction des *préteurs*; aussi bruyants que cette dernière au déclin de la république romaine, ils devenaient aussi importants dans la justice, par leurs sentences qui formaient les *præjudicata* comparés aux *édits*, *edicta perpetua* des préteurs. Les charges militaires cherchaient aussi des titres dans les antiquités romaines; les *magistri*, les *tribuni militum* étaient sous les ordres des hetmans qui, comme les autres *pro-préteurs*, *proconsuls*, *consuls*, *vainqueurs*, jouissaient des hommes du triomphe. Déjà Tarnovski, en 1530, triompha après la glorieuse victoire d'Obertin. Zolkievski, en 1610, conduisit en triomphe le tzar de Moscou. Les hetmans s'arrogèrent le droit de proposer les articles de paix, le droit de la conclure, de veiller à la sûreté de la république. Le hetman Zamoïski fut le premier qui en donna l'exemple, et il montra que c'était aux hetmans comme aux consuls, *videant consules ne quid respublica detrimenti capiat*, de pourvoir au salut de la république.

» L'ordre civique se modela aussi sur la doctrine des antiquités romaines, ce qui influa beaucoup sur l'état social. La noblesse, portant le nom d'*ordre équestre*, devait avoir des bagues, *signet*, comme en avaient les *equites* romains. Les armoiries et les noms multipliés, modelés à la manière allemande ou espagnole, semblaient répondre aux variétés des titres romains. La héraldique du pays réunissait une multitude de familles dans des groupes qui étaient distingués par des armoiries particulières à chaque groupe. C'étaient donc des *tribus*, *gens*, race dont la souche était divisée en plusieurs centaines de branches ou familles. On admettait l'identité de la race armoriale dont les ramifications demandaient des

distinctions spéciales par des prénoms, noms, surnoms et maintes appellations, *prænomen*, *nomen*, *agnomen*, par un nom de baptême, par le *nomen gentis* et *nomen familiæ*, ou par quelque distinction armoriale, quelque exploit qui avait illustré les aïeux. L'agriculture était la marque distinctive du civisme des deux républiques, par conséquent l'*hæreditas* comme *res mancipi* se distinguait du *dominium in bonis*, acquis par l'épargne ou le mérite, ce que le statut lithuanien sépare avec beaucoup de soin. L'occupation et la mancipation sont les attributs de la noblesse, qui s'emparait *jure caduco* des choses *nulli* ou illégalement possédées. Le *jus terrestre* n'est que le *jus quiritium,* et la noblesse possède le *dominium jure quiritium* où chacun puise comme père de famille, *pater familias*, le droit de son autorité paternelle, *patria potestas*. On réfléchit sur les lois romaines rédigées par Papirius, et on vit que les *sacra* et la magistrature appartenaient aux pères, aux citoyens nobles, capables et élus que le peuple, c'est-à-dire la noblesse, ayant *jus suffragii et honorum*, est seule en droit d'élire les magistrats, de créer les lois et de décider la guerre, ce qu'elle effectuait dans les diétines et les diètes. Les plébéiens non nobles sont destinés à la culture, à labourer la terre, *plebeii agros colunto*. Le père de famille, dans l'intérieur de sa maison et dans les limites de ses domaines, avait les *sacra*, le *bonum* et *æquum*, l'*arbitrium*. Il veillait, selon son bon plaisir, sur la pureté des mœurs; il punissait le parricide dont il était l'interprète, et déterminait son application aux délits, et à sa propre offense, comme père et maître. Sa femme, ses enfants, ses domestiques, tout son entourage, ses serfs et tous les gens de ses domaines étaient de sa justice. Le

XVIIe siècle pousse jusqu'à l'excès l'autorité paternelle exercée sous les auspices des idées romaines avec une rigueur inouïe. Le père croyait avoir le droit de vie et de mort sur ses enfants, comme il l'avait sur ses serfs. Encore au XVIIIe siècle, il y avait des pères de famille qui tenaient aux règles romaines, *liberos relegandi, vendendi, occidendi*. Les pères de famille plus opulents s'entouraient d'une cour nombreuse, *clientèle*, qu'ils protégeaient, et la jeunesse de la noblesse pauvre allait se placer en foule comme *clients*, sous leur autorité, et les servait avant d'être émancipée. Quant aux paysans, nous avons pu observer que déjà, depuis longtemps, la langue romaine les a rabaissés dans la législation polonaise. Cette manière d'envisager le pouvoir paternel, qui allait immensément grandir, ne pouvait qu'empirer la condition des paysans, qui n'évitèrent pas les comparaisons aux classes inférieures de Rome. C'est ce qui fit revivre la qualification d'*ascriptices*. Ils étaient *illiberi, servi, res mancipi*, sujets à l'émancipation, esclaves. »

On le voit, rien ne manque à cet incroyable plagiat. Par cette reconstitution surannée de Rome idolâtre, la Pologne ressuscitait d'un coup toutes les institutions, les doctrines et les conséquences les plus monstrueuses du paganisme : — l'esclavage antique ; — la distinction des races : l'une, noble et libre, jouissant seule de tous les priviléges politiques et sociaux, droit de suffrage et d'honneurs, droit de tout posséder, de faire les lois, d'élire les magistrats, de décider la guerre et de tout régler dans l'État, la commune et la famille; l'autre, plébéienne, asservie, ne possédant rien dans l'État ni au foyer domestique, puisqu'elle ne se possédait pas elle-même, et uniquement vouée à labourer la terre; — la

division des races armoriales dans la noblesse elle-même ; — le pouvoir absolu du père de famille dominant et asservissant tout jusque dans le sanctuaire des maisons, seul arbitre et maître de la justice pour sa femme, ses enfants, ses domestiques, ses serfs, tous les gens de son entourage et de ses domaines, ayant sur ses enfants comme sur ses serfs droit de vie et de mort, pouvant les bannir, les vendre et les tuer, selon son bon plaisir.

Voilà où on en était venue, sous le souffle empoisonné de l'hérésie et de l'engouement païen, cette Pologne qui, au xve siècle encore, et 300 ans avant nous, possédait toutes les libertés modernes, ses deux chambres, avec plusieurs millions d'électeurs et mandat impératif des députés, son régime constitutionnel, ses franchises municipales, ses assemblées publiques spontanées et presque permanentes, ses hardiesses de la parole et de l'action poussées jusqu'aux dernières limites, son initiative en tout et partout ; elle qui, dès Boleslav le Grand, neuf siècles avant notre époque, possédait un état social où le dernier des paysans jouissait des mêmes lois, de la même juridiction, du même droit de service militaire et de la même propriété inviolable que le plus grand seigneur !

VII.

TRANSFORMATION SOCIALE ET POLITIQUE DANS L'EUROPE OCCIDENTALE ET EN POLOGNE.

Païenne par ses institutions et par la langue dont elle se servait pour tous les actes publics, la Pologne le fut aussi et surtout par sa littérature. En étudiant ses chefs-d'œuvre des xvie et xviie siècles, ce prétendu « âge d'or

de la littérature polonaise, » nous nous sommes trouvé tout à coup transporté au sein du monde gréco-romain, au milieu de ses écrivains. Même langue, mêmes formes, j'allais presque dire mêmes idées. Le célèbre Kochanovski traduit l'*Iliade* et les *Phénomènes*, poëme grec d'Arat, et publie des poëmes latins qui ressuscitent Ovide et Properce. Son frère André traduit l'*Énéide*. Simon Szymonowicz traduit les idylles de Moschus et reproduit dans ses écrits Théocrite, Bion et Virgile. Stanislas Oksza Orzechovski, surnommé le *Démosthènes* de la Pologne, l'imite en effet et recrée les *Catilinaires*, les *Verrines* et les *Philippiques*. Luc Gornicki traite du *Démon de Socrate*. Les ouvrages d'André Krzycki rappellent Juvénal, Virgile, Ovide; et ceux de Clément Janicki, Tibulle et Catulle. Mathias Kazimir Sarbiévski refait Horace à tel point qu'il en a gardé le nom d'*Horace moderne*, et ses œuvres, écrites en latin, ont vingt-quatre éditions. Le théâtre lui-même n'est qu'une scène grecque et romaine. On y représente *Ulyssis prudentia in adversis*, le *Jugement de Pâris*, le *Congé des ambassadeurs grecs* par Jean Kochanovski, le *Theatrum diabolicum*, *Psyché et Cupidon*, etc. On voit si Juste Lipse avait raison de dire : « C'est la Pologne qui ouvrit ses bras hospitaliers à la Grèce et au Latium. »

Oui, la Pologne n'était plus elle-même; c'était Rome idolâtre ressuscitée, et cette belle innovation eut tout simplement pour résultat de substituer à une société chrétienne, illustre et florissante depuis huit siècles, une société païenne faisant rétrograder l'humanité de seize siècles en arrière. Essayons d'indiquer quelle désastreuse situation fit à la Pologne, en Europe, cette importation des institutions romaines.

Le coup si terrible porté au catholicisme par la prétendue réforme protestante du XVIe siècle, ébranla toutes les nationalités, bien plus encore que l'Église. Elles n'eurent plus désormais de symbole religieux commun qui reliât tous leurs membres dans cette haute et puissante unité qui rend les peuples éternels et indestructibles ; et elles auraient toutes croulé sans retour si, par une disposition toute providentielle, il ne s'était accompli presque en même temps une immense transformation sociale et politique dont il importe de bien saisir le caractère.

Toute nationalité, avons-nous dit, ne se maintient que par l'unité d'une croyance commune, qui est l'âme et la vie de ce peuple. Mais cette croyance commune peut être de deux sortes. Ou elle consiste dans un même symbole, dans une même profession de foi religieuse : tel fut l'état des nationalités catholiques dans le moyen âge et jusqu'au XVIe siècle. Ou elle réside seulement dans le même esprit social et national puisé aux entrailles mêmes de la foi qui anime et dirige l'ensemble de la nation et de ses gouvernants, et règle l'initiative générale : telle est la situation actuelle des nationalités européennes, plus ou moins fortes suivant qu'elles possèdent à un plus haut ou à un moindre degré cette unité d'esprit public. Ce dernier lien, infiniment plus faible, il est vrai, que le premier, conserve encore une certaine puissance, quand la foi religieuse,— quelles que soient d'ailleurs ses diversités dans la lettre et même les oppositions individuelles qu'elle éprouve,—fait cependant passer son esprit dans les lois, les institutions et les mœurs générales du pays. Or, c'est précisément ce qui arriva à l'Europe occidentale. Presque en même temps que l'unité

du symbole s'y brisait pour faire place à la diversité des cultes et à la liberté religieuse, une immense transformation sociale et politique introduisait progressivement dans les lois, les institutions, les gouvernements et les mœurs publiques l'esprit chrétien, commun en définitive à toutes les sectes. De sorte que l'unité nationale se refaisait par une autre voie et sous une autre forme; et, qu'en séparant l'Église de l'État, et même en les opposant l'un à l'autre, et en persécutant la première, on réalisait cependant, dans le fond, l'esprit de l'Évangile et de l'Église, interprété différemment, il est vrai, au point de vue religieux par les communions diverses, mais arrivant à la même conclusion au point de vue social et politique. La Révolution française elle-même, tout en combattant l'Église à outrance, proclamait, dans ses principes fondamentaux, dans ses institutions, l'idée chrétienne, l'esprit évangélique souvent le plus pur, de liberté, d'égalité, de fraternité, d'unité, de progrès, d'association et de solidarité universels, et l'introduisait, en partie du moins, dans les lois, lors même que ses passions et ses actes en étaient le plus complet démenti.

Dans la Pologne c'est tout l'inverse, et le paganisme s'y fait société comme hérésie. Bref, l'Europe occidentale, politiquement païenne jusqu'alors, commença à faire passer l'esprit chrétien dans ses lois, ses mœurs et ses institutions politiques, presque aussitôt après qu'elle eut cessé d'être unitairement catholique. Au contraire, l'Europe orientale ou la Pologne, jusqu'alors politiquement comme religieusement chrétienne, commença à faire pénétrer le paganisme dans ses lois, ses mœurs et ses institutions publiques, précisément au moment où elle cessait d'être unitairement

catholique : dès lors sa nationalité, sans base ni dans l'unité de foi religieuse, ni dans l'unité de l'esprit social, n'avait plus de centre et de point d'appui nulle part.

Ainsi, tandis que la Révolution française introduisit un droit nouveau, au fond éminemment chrétien, qui abolit complétement toutes les distinctions de classes, affranchit les plébéiens, et donna à tous également la jouissance de tous les droits civils et politiques, la constitution romaine de la Pologne établit les castes, créa le servage, attribua tous les droits sans exception aux nobles qui seuls possédèrent, réglèrent et décidèrent tout, les paysans n'étant destinés qu'à cultiver la terre, sous le bon plaisir de leurs seigneurs et la tutelle des tribuns. Tandis que la Révolution française proclama les droits de la femme et de l'enfant, la législation païenne de la Pologne concentra tout pouvoir dans le père de famille, maître de dépouiller, de vendre et de tuer ses enfants comme ses serfs. Tandis que la Révolution supprima tous les titres, nobiliaires ou autres, la Pologne romanisée les releva tous. Enfin tandis que la Révolution faisait tout émaner du peuple, tout aboutir à lui, le paganisme ressuscité dans le droit polonais, le tranformait en un esclave, ne comptant nulle part au rang des citoyens et ne faisant plus en réalité partie de la nation. Voilà où en était la Pologne; voilà la prétendue réorganisation de l'Etat; voilà l'idéal politique de ce peuple qui, après avoir joui depuis huit siècles de toutes les conquêtes des libertés dites modernes, s'éprend tout à coup, un siècle à peine avant la révolution d'Angleterre, deux avant celle de la France, de ces institutions surannées de l'idolâtrie dont toute l'Europe occidentale commençait déjà à se dépouiller. Quelle rétrogradation! Quelle démence!

VIII.

Conséquences de l'hérésie, du servage et des institutions païennes.

Par l'importation de l'hérésie, la Pologne perdit sa raison d'être. Sentinelle avancée du catholicisme, destinée à lui ouvrir par les confins de l'Europe, au nord, au levant et au sud, les portes et la conquête de l'Orient et de l'Asie tout entière ; boulevard de l'Église, forteresse des peuples occidentaux, appelée de tout temps à leur servir de rempart contre l'idolâtrie, l'islamisme, le schisme grec et l'hérésie ; et n'ayant d'autre rôle, d'autre histoire, d'autre principe de sa gloire et de sa prospérité que cette grande et sainte mission civilisatrice, dès qu'elle la perdait, elle abdiquait à la fois ses traditions et ses tendances nationales, son avenir et son passé, tout ce qui faisait sa vie.

Par l'importation du régime féodal et du servage, la Pologne perdit son unité politique et sociale, comme elle avait déjà perdu par l'hérésie son unité religieuse ; elle rendit le peuple indifférent sinon hostile à la durée et au triomphe de la nationalité, et prêt à se jeter dans les bras du premier conquérant qui lui promettait l'amélioration de son sort. Infidèle au caractère de la race slave enthousiaste de la liberté, et au génie de ses propres aspirations, elle mutilait déjà elle-même la patrie, et coupait en deux la nation qui n'avait pas trop de toutes ses forces réunies et compactes pour résister à la triple pression de l'autocratie gréco-russe, du luthéranisme prussien et de la force catholique autrichienne.

Par l'importation des institutions païennes, la Pologne

perdit, avec son unité religieuse et politique, toute puissance de cohésion possible. toute la vitalité, toute la séve de l'esprit chrétien et de l'esprit moderne, retirées de ses lois, de ses institutions, de ses mœurs publiques, toutes barrières contre l'envahissement de l'absolutisme nobiliaire, tout frein à ses divisions, à son anarchie séculaire, tout contre-poids à ses passions, à ses ambitions effrénées; et cette rétrogradation de seize siècles en arrière la mettait au ban et à la merci des autres peuples de l'Europe retrempée, rajeunie, renouvelée par ces principes chrétiens, improprement dits modernes, qu'elle possédait tant de siècles avant eux, et qu'elle renia avec tant de démence. Qu'on ne s'y trompe pas, la lutte de saint Stanislas contre Boleslav II, c'est-à-dire de la Pologne contre ses ennemis, c'est la lutte éternelle du christianisme contre le paganisme, ses vices, son despotisme, ses cruautés, ses exactions, ses souillures. Du jour où elle se faisait elle-même païenne, l'ennemi triomphait jusque dans son sein et par ses propres armes : et c'est en effet ce qui eut lieu.

Du reste, ces trois causes de ruine se complétaient et se multipliaient l'une par l'autre. L'hérésie, en niant le christianisme, était par là même un retour à l'antiquité païenne et à toutes ses institutions y compris l'esclavage. D'un autre côté, la législation païenne impliquait nécessairement, avec l'hérésie politique, la servitude des masses. Et cette dernière à son tour était l'expression d'une société politiquement paganisée et partant hérétique. Cette triple action dissolvante s'augmentant incessamment et en progression géométrique par leur contact mutuel, devait consommer vite l'anéantissement de la Pologne. Il fallut cependant deux siècles encore, tant était puissant ce grand peuple.

La période de décadence, qui commence avant la fin du xvi[e] siècle (1587), n'est qu'un déchirement, une lutte intestine, longue et cruelle, de ces principes d'importation étrangère contre les traditions constantes de la Pologne et de sa nationalité. Ces principes, par cela même qu'ils sont étrangers, cherchent leur appui à l'étranger, qu'ils appellent au sein du pays, pour qu'il le démembre à son aise. Ce sont les Kosaks schismatiques surtout qui, formant une nation dans la nation, et se donnant au tzar de Moskou, représentent cette apostasie de la nationalité par l'apostasie de la foi.

IX.

La Pologne nouvelle.

Nous venons de dire les causes mères et fondamentales qui ont amené la lacération et la dispersion du corps de saint Stanislas, c'est-à-dire le démembrement de la Pologne. Il nous reste à montrer celles qui doivent, non moins nécessairement, produire la réunion de ses membres encore épars, et accomplir leur jonction indissoluble, en un mot reconstituer à jamais la Pologne. Nous nous proposons de le faire dans notre second volume.

En attendant, remarquons d'abord qu'aucune de ces trois causes de la dissolution de la Pologne n'était issue de son sein, sortie de son initiative et venue de l'esprit de sa race, du caractère de son peuple, de la spontanéité de la nation. Toutes trois étaient d'origine et d'importation étrangères. Factices, accidentelles, antipathiques aux masses, et nées de circonstances depuis disparues, elles devaient donc disparaître avec elles, par le réveil de la vieille Pologne et de son véritable génie.

Ce réveil s'est accompli. Il y a dans la vie des nations comme dans celle des individus une loi de pondération et d'équilibre qui, après un mouvement extrême en un sens, surtout lorsqu'il est contre les tendances innées et le caractère propre de ce peuple, ramène inévitablement une réaction en sens inverse qui se développe en proportion même de la force et de l'étendue du mouvement précédent. Dans cette sorte d'oscillation vitale, l'aiguille qui le marque, en se déplaçant d'un pôle à l'autre, se fixe immuablement à ce dernier, s'il est véritablement le centre de gravité de sa nature réelle. Or, c'est là précisément ce qui arriva à la Pologne. Essentiellement et fondamentalement catholique, elle revint bientôt à son premier point de départ, et reprit une foi d'autant plus vive et plus ardente qu'elle s'était laissé entraîner plus avant dans l'hérésie. Enthousiaste de la liberté et de tous les droits originels de la nature et de la dignité humaines, non-seulement elle abolit le servage et tout ce qui pouvait le rappeler, mais elle réagit en faveur des paysans et des classes laborieuses avec d'autant plus de force et d'élan que leur asservissement avait été poussé plus loin. Enfin, douée d'un sens évangélique profond, elle ne se contenta pas de laisser tomber en poussière la factice imitation des institutions païennes, mais passant d'un bond à l'opposé, elle n'eut plus qu'une œuvre, un idéal, un but, celui de pénétrer jusqu'à leur source même et leur séve, toutes ses lois, ses institutions, ses mœurs publiques, sa littérature, et sa vie civique et nationale, de l'esprit chrétien le plus pur. Telle est l'immense et radicale transformation qui s'est accomplie avec une grandeur, un ensemble et une puissance inouïs depuis le XVIe siècle jusqu'à ce jour, dans les

luttes comme dans la paix, dans le triomphe comme dans l'adversité, au sein de la patrie comme dans l'exil, à terre comme debout, en tout, partout et toujours.

C'est là une innénarrable histoire. Tandis que les écrivains suivent pas à pas, jour à jour, de 1587 à 1772, de 1795 à 1815, à 1831 et depuis, toutes les phases successives du déclin, de la décadence, de la ruine, des démembrements et de l'anéantissement de la Pologne, il y a quelque chose qu'ils ne voient point, c'est que, sous cette larve qui meurt, sous cette chrysalide qui se transforme, il y a une âme qui renaît, un corps nouveau qui s'engendre, un être immortel qui sort de cette dépouille en lambeaux. De sorte que l'histoire de la Pologne en décadence, démembrée, disparue du nombre des nations, est aussi et en même temps, si on la prend par le revers et dans le fond intime de sa vie, la Pologne qui se renouvelle, se reconstitue, s'éternise. Quelque étrange que puisse sembler au premier regard ce nouvel aperçu, il se démontre de lui-même par un fait palpitant, c'est qu'après 70 ans d'anéantissement, la Pologne, sans territoire, sans armée, sans rien de ce qui constitue un État, est aujourd'hui plus vivante que jamais. Puisqu'elle existe encore en 1863, elle n'était donc pas morte en 1795. Seulement elle devait momentanément n'avoir plus d'existence visible comme nation, parce que, trop tardive dans la réparation que nécessitaient le sort et l'asservissement des paysans, elle n'extirpa ce dernier germe de sa dissolution qu'au moment même où elle disparaissait.

Mais rappelons quelques faits qui suffiront pour indiquer la triple et radicale transformation que nous venons de signaler.

La réaction en faveur du catholicisme fut la première. Elle était en germe dès le début. La diète de Thorn en 1520, le synode de Piotrkov la même année, celui de Lènczica en 1527, et les assemblées du clergé tenues de 1527 à 1530 s'étaient efforcés d'opposer une digue à l'invasion du protestantisme. Depuis lors le torrent l'emporta. Mais le retour à l'orthodoxie se dessina nettement dans la seconde moitié du XVI[e] siècle. Les évêques montrèrent un dévouement sans bornes au Saint-Siége, proclamèrent, en 1576, les décrets du concile de Trente, rétablirent la discipline du clergé, améliorèrent leurs séminaires et ouvrirent partout des écoles et des colléges. Les ordres religieux, et spécialement les jésuites, furent appelés de tous côtés à diriger l'instruction, et toute la jeunesse polonaise accourut spontanément se placer sous leur enseignement : ils redonnèrent aux lettres, aux sciences et aux arts un grand éclat, les répandirent et surtout les renouvelèrent, en les pénétrant d'un esprit profondément chrétien. Soutenus par Étienne Batori, et plus tard par Sigismond III, ils fondèrent des colléges et des écoles d'abord à Brunsberg en 1511, à Vilna en 1570, à Posen en 1572, à Kalisz en 1595; Étienne Batori érigea leur collége de Vilna en université en 1578, puis établit de nouveaux colléges, en 1579 à Polock, en 1581 à Riga, en 1583 à Dorpat, à Grodno, etc.

Dans ce retour général de toutes les classes au catholicisme, la Pologne entraînait jusqu'aux sectes schismatiques elles-mêmes. C'est ainsi qu'en 1595, à Brzesc, on renouvela l'union entre l'Église grecque russienne et l'Eglise romaine. Pour comprendre la portée de cet acte il suffit de savoir qu'en ce moment 1,089 églises grec-

ques s'étaient séparées de Rome qui n'en comptait plus que 2,169 qui lui fussent unies.

D'incessantes et innombrables conversions ramenaient en foule au sein de l'Eglise presque toutes les grandes familles, la noblesse, la bourgeoisie, le peuple, en un mot la masse de la nation. Les hérétiques, d'autant plus turbulents qu'ils perdaient toutes leurs forces, suscitaient par leurs violences et leurs émeutes de sévères répressions. Par le décret réitéré des diètes de 1658, 1659,1661, les sociniens, les anabaptistes et quelques autres sectaires durent évacuer la Pologne. La loi de 1661 statua que nul ne pouvait être élu roi, et aucun noble étranger naturalisé Polonais, s'il n'était catholique. En 1669, tout individu non catholique ne put plus siéger dans les chambres, et en 1718 le nonce de Vielun, Piotrovski fut renvoyé de la diète parce qu'il ne professait pas la religion catholique. Nous sommes, on le voit, loin du temps où il n'y avait plus que deux catholiques laïques dans le sénat. Enfin, les diètes de 1717,1733, 1736 interdirent aux dissidents, les hautes dignités, les charges élevées, nommément la couronne, les nonciatures, députations, commissions et starosties avec juridiction. Nous n'avons pas à juger ici ces mesures au point de vue politique, il nous suffit de constater le réveil profond et universel de la foi religieuse qui les dictait et les rendait possibles.

Sous cette puissante impulsion réapparurent toutes les pratiques de la plus ardente piété, que les historiens signalent surtout dès le milieu du XVIIe siècle. Vers cette époque, des pèlerinages pieux s'établirent sur tous les points de la Pologne ; ils se répandirent et se propagèrent depuis de plus en plus. Des milliers de pèlerins accouraient de

toutes parts rendre hommage à la Reine des cieux et assister aux fêtes de son couronnement célébrées à Czènstochova, ou Iasna-Gora (Clair-Mont), à Heiligelinde, Vilna, Zurovicé, Bialynicze, Berdiczev, Poczaïov, Podkamien, Sokal, Léopol, Lezaïsk, Przemisl, Krakovie et en une foule d'autres lieux. L'affluence populaire était telle, qu'au couronnement de la sainte image de Czènstochova par le nonce du pape en 1717, on ne comptait pas moins de 200,000 pèlerins, venus de tous les points de la Pologne pour assister à cette auguste solennité. A la suite de la victoire de Notre-Dame de Czènstochova, remportée en 1655 par les moines de Saint-Paul, et que nous raconterons ailleurs, la diète reconnaissante avait proclamé solennellement la sainte Vierge, reine de la Pologne.

Voilà où en était dès lors revenue la patrie de Stanislas. Encore ne faisons-nous qu'indiquer entre mille quelques-uns des faits qui signalent la foi ardente, universelle, enthousiaste, qui non-seulement effaça en Pologne jusqu'aux derniers vestiges de l'hérésie et du paganisme politique, mais la rendirent encore plus éminemment, plus profondément catholique qu'elle ne l'avait jamais été. Après son démembrement, les effroyables et incessantes persécutions, les atroces tortures dont la religion et les fidèles furent l'objet, accrurent et exaltèrent jusqu'au comble de l'héroïsme cette foi religieuse si cruellement poursuivie, et qui se confondant désormais avec la foi nationale et patriotique, et n'étant plus qu'une avec elle, a fait de la nationalité polonaise la cause même du catholicisme. Les événements de Varsovie en 1861, en montrant à l'Europe muette d'étonnement et d'admiration le spectacle d'un peuple tout entier marchant avec ivresse à la mort sans armes et la poitrine nue, a révélé

la grandeur de cette foi luttant de sublimité avec les actes des martyrs de la primitive Eglise. A l'heure même où nous traçons ces lignes, la glorieuse insurrection qui couvre la Pologne a pour cri de ralliement *Jésus et Marie*, pour drapeau l'image de la sainte Vierge, pour écusson un crucifix, pour talisman la prière, et pour secrets complices tous ces vieillards désarmés, nobles prêtres du Seigneur qui bénissent de leurs deux mains ces enfants qui vont mourir et ces femmes qui étouffent leurs sanglots pour vouer au salut de la patrie tout ce qui fait l'objet de leur plus tendre amour; tous les insurgés se confessent, reçoivent l'Eucharistie et les derniers sacrements des mourants, avant d'aller, calmes et joyeux, offrir leurs poitrines aux balles russes; la Pologne tout entière est comme un sanctuaire et chacun de ses fils comme un apôtre marchant au martyre. Qui ne comprend que c'est la lutte du catholicisme contre le schisme, de l'Eglise contre ses bourreaux?

Est-ce là un peuple catholique? Quelle nation peut se vanter d'avoir la sainteté, la vertu, l'héroïsme de sa foi? Eh bien! malgré la courte rupture du XVI[e] siècle, ce fut là de tout temps le caractère distinctif de la Pologne. « La terre classique du malheur, disait un de leurs recueils, il y a trente ans déjà, a eu de longues, de douloureuses années d'épreuves; elle a vu souvent son soleil s'obscurcir, son horizon se charger d'orages, et la foudre éclater en ravageant ses entrailles. Du milieu de ces tourmentes, de ces mugissements de la tempête qui annonçaient l'ange destructeur, un chant doux et mélancolique, un hymne d'amour, de foi et de regret, s'est élevé sans cesse vers le ciel. Triste et sainte, cette voix était la voix des pères et des guerriers qui bénissaient

leurs enfants et leur adressaient l'adieu solennel au moment de remonter vers Dieu, d'aller se reposer dans son sein, après les fatigues d'une lutte longue et pénible, mais glorieuse, après avoir nourri le sol de leur sang, après l'avoir blanchi de leurs os sacrés. Vaste champ de mort, immense sépulcre, la Pologne a consacré son infortune par un sentiment religieux et profond : plus le danger devenait imminent, plus les désastres étaient affreux, et plus ce sentiment acquérait d'intensité et de force : sa piété et sa foi croissaient avec ses infortunes ; la foi et la piété étaient le refuge du peuple et des grands opprimés, persécutés ; ils recouraient à Dieu, ils retrempaient leurs âmes aux sources éternelles, au foyer de la souffrance et de la prière ; prière sublime que celle qui s'élève du milieu des pleurs, souffrance céleste que celle qui est offerte à Dieu comme un holocauste ! (1) »

Quant à la malheureuse condition des paysans, elle avait ses ramifications dans le passé, dans les mœurs politiques non moins que dans les institutions. Aussi résista-t-elle bien plus opiniâtrément que l'hérésie, et prolongea-t-elle sa durée. Cette seconde transformation se fit malheureusement attendre : si elle se fût effectuée plus tôt, la Pologne n'eût pas succombé. Cependant dès le début la chaire catholique fulminait contre les oppresseurs (2). André Fritz Modrzevski que nous avons cité, Léonard Coxus, Jacques Przilushi, Pierre-Maur Ruiz, Petricy, Tarnovski, Simon Starovolski et une foule d'autres, dès le XVI[e] siècle et les premières années du

(1) *Le Polonais.*
(2) Bialobrzeski, dans sa postille dédiée au roi Etienne. I, p. 223 ; II, p. 93, 94.

XVIIe, élevaient la voix en faveur des paysans. Christophe Opalinski, dans ses sanglantes satires, publiées en 1612, stigmatisait l'arbitraire des nobles et la condition qu'ils faisaient à la classe laborieuse. Un professeur de l'université des jésuites de Vilna surtout, Olizavorius, réfutait en 1651 d'une manière péremptoire tous les arguments empruntés au droit romain pour justifier le servage. On peut en juger par ce passage que nous reproduisons malgré sa longueur, afin de montrer comment les catholiques combattaient de tout temps les abominables doctrines introduites par le paganisme et l'hérésie :

« Si nous voulons, dit-il, considérer le droit de justice, il est certain que les paysans ne sont point serfs, mais libres et francs citoyens, puisque ni le droit des gens, ni la loi civile ne peuvent prouver leur servitude. Dès l'origine, tous les hommes, et par conséquent les Polonais, étaient égaux entre eux, et n'avaient pas de chefs par la naissance, mais par leur mérite. Ceux qui accordent aux princes le droit d'élever et de dégrader la position sociale des hommes, et soutiennent que les princes ont ôté la liberté aux paysans, doivent réfléchir que la Pologne ne se trouva jamais sous une semblable tyrannie, et que si elle l'était, une telle violence serait de la même nature que la capture des prisonniers par des brigands et des pirates. Ceux qui pensent que les princes ont réduit leurs sujets à la servitude par les voies de la législation, doivent savoir que les lois divines de la nature et des nations s'y opposent ; car aucune loi ne peut légitimement faire injure, et rien de semblable ne devient légitime, ni par la pratique, ni par l'ancienneté. Il faut absolument repousser les argumentations de ceux qui disent que les paysans, en Pologne,

ne subissent aucune injure, car ils supportent avec patience le joug imposé malgré eux. Oui, ils le supportent patiemment, car ils y sont forcés, et la gravité de la servitude y est telle, qu'à ces hommes malheureux, aucune plainte, aucun gémissement, ne sont permis; or, c'est une fatalité contre laquelle aucun d'eux n'ose combattre. Il faut d'autant plus réprouver le raisonnement de ceux qui disent que les paysans se sont soumis de bon gré à leurs seigneurs, qu'il est trop notoire qu'ils ne se sont jamais livrés à leurs maîtres pour la glèbe qu'ils possèdent, mais qu'ils ont fait avec eux des conventions emphytéotiques ou à condition. Or, la comparaison qu'on fait ordinairement avec les serfs ascriptices des Romains est fausse; car ceux-ci, sortis de l'esclavage et attachés à la glèbe, avaient par ce moyen leur servitude adoucie. Et s'il faut comparer les paysans polonais à quelque classe de l'ancienne Rome, ils ressemblent plutôt aux payant un cens, aux colons établis à condition, *censiti, conditionales coloni*. Aussi, les paysans polonais sont libres, et les conventions qui existent entre eux et leurs seigneurs, en sont une preuve évidente. Les seigneurs leur donnent des portions de terre avec obligation de remplir certaines redevances et de labourer les champs. Ni ces obligations, ni ces conventions n'enchaînent les paysans à perpétuité, puisqu'on voit dans les domaines royaux qu'ils s'y engagent autant qu'il leur plaît. Or, ce n'est que la violence la plus inique qui priva de cette liberté les paysans dans les domaines de la noblesse; comme le droit de vie et de mort effrontément proclamé par des seigneurs est le plus faux, et le plus mensonger (1).

(1) Olizarovius, chap. II, § 17, p. 218-219.

Cette revendication des droits de la nature et de la liberté humaine par les catholiques ne fut malheureusement pas entendue d'abord, et ce n'est qu'un siècle plus tard que nous commençons à la voir passer dans les faits. En 1761, on décréta la peine de mort pour quiconque tuerait un homme sans distinction de condition, et le maître répondit ainsi de sa vie pour le meurtre de son paysan. En 1768, la justice seigneuriale fut abolie en matière criminelle, et les paysans ne furent plus soumis qu'aux tribunaux ordinaires : déjà depuis longtemps ceux du domaine public, ou de la couronne, qui formait une portion considérable de la propriété territoriale, ne relevaient, même en matière civile, que d'une cour dite de *référendaire* qui jugeait en dernier ressort les différends entre eux et les possesseurs à titre d'emphythéose ou d'usufruit. En 1773 l'amélioration du sort de la classe laborieuse et le commencement de liberté dont elle jouissait avait déjà quelque retentissement même au dehors, puisque 30,000 paysans russes se réfugiaient sur le territoire de l'Ukraine et de la Pologne, à laquelle la tzarine reprochait alors durement cette émigration.

Enfin, vers 1778, André Zamoïski, qui proclamait en ce moment la liberté des paysans dans son code, affranchit les siens de la terre de Biezun, dans le palatinat de Plock; donna à chacun d'eux en propriété autant de terre qu'il en put cultiver, sous la simple condition d'une redevance ou cens annuel proportionné à la valeur du sol. Il établit ensuite des écoles et des prix d'argent pour être distribués tous les ans, le jour de la Saint-Joseph, aux paysans qui feraient les plus belles toiles et aux paysannes qui fileraient le plus beau lin ou accompliraient d'autres ou-

vrages utiles. Cet exemple suscita une noble émulation et de nombreux imitateurs en Lithuanie et en Pologne. Le prince Czartoryski, grand panetier de Lithuanie, affranchit également ses paysans. Le prince Stanislas Poniatovski, général des armées de la couronne et plus tard grand trésorier, réunit les siens le 20 août 1778, leur donna un festin champêtre qu'il présida, affranchit de tout droit, moyennant une modique capitation, tous ceux que recommandaient leur aptitude et leur conduite, et ne laissa les autres assujettis à quelques jours de travail par an, que jusqu'à ce qu'ils se fussent montrés dignes d'une complète émancipation : il établit en outre un grod pour veiller à l'instruction de ces cultivateurs, leur partager les terres et terminer leurs différends, fixant des honoraires aux juges de ce tribunal, afin qu'ils n'eussent à recevoir des clients ni gratification, ni aucune espèce de présent. En même temps, Joachim Chreptovicz abolit la corvée dans ses terres; Paul Brzostovski, à Pavlov, affranchit aussi ses paysans, les arma et les fit exercer aux manœuvres militaires; et une foule d'autres suivirent ces exemples.

Bientôt ce ne furent plus seulement des individus qui prirent l'initiative, mais la loi elle-même qui décréta l'affranchissement universel et la liberté de tous les paysans. A la diète de 1776, André Zamoïski fut chargé par le roi, et aux acclamations unanimes et enthousiastes de l'assemblée, de rédiger un code qu'il publia en 1778 et qui promulguait la liberté des paysans. Malheureusement les moskovites y voyant le salut de la Pologne, parvinrent à en empêcher l'adoption par la diète de 1780. Mais celle de 1784 n'en décréta pas moins des lois favorables aux paysans; et enfin la Constitution fondamentale

du 3 mai 1791 garantit aux paysans et aux colons étrangers une entière liberté, leur assura des terres, les plaça sous la sauvegarde de la loi commune et les défendit contre tout arbitraire. En outre, un arrêté, en date du 7 mai 1794, de l'illustre Kosciusko, généralissime investi du pouvoir dictatorial, proclama itérativement la liberté des paysans, l'inviolabilité des terrains possédés par eux, et substitua entièrement à la justice seigneuriale celle des juridictions locales, chargées de juger leurs différends avec les propriétaires.

Il était trop tard, hélas ! Quelques mois encore et la Pologne n'existait plus. Mais il semble que, dans les dispositions providentielles de sa justice, Dieu ait voulu qu'avant de disparaître de la scène visible des peuples, les Polonais réparassent complétement la faute de leurs pères, afin qu'au jour de la reconstitution prochaine de la patrie, ils pussent montrer leurs mains pures de toute iniquité, et recouvrer, par cette réparation, leur nationalité dont elle n'avait pu conjurer la ruine passagère, parce qu'elle fut trop tardive.

Quant à l'importation des institutions païennes, réminiscence surannée de philologue et de légiste, elle était trop fictive pour ne pas disparaître bientôt. Sans racines ni dans les traditions, ni dans les mœurs, ni même dans la littérature de la Pologne, elle ne tarda pas à s'évanouir en fumée, ne laissant après elle d'autre trace que les atroces doctrines qui tendaient à justifier le servage. En faisant disparaître, par l'affranchissement des paysans et le renouvellement des lettres, la dernière empreinte de cet esprit païen, la patrie de saint Stanislas, débarrassée depuis longtemps de son engouement d'un instant

pour Rome idolâtre, fit ce qu'avait fait cinq siècles auparavant son glorieux roi Vladislav Lokétek, dont nous raconterons plus tard l'histoire, elle se tourna vers Rome chrétienne, centre et foyer de la catholicité, et le bâton de pèlerin à la main, s'en alla, seule, à pied, visiter ses catacombes, image de son propre martyrologe, assista à ses solennités religieuses, à ses jubilés, se recueillit dans le silence, pria beaucoup, médita longtemps, se retrempa dans les austérités de la pénitence, et repassant dans sa mémoire ses gloires d'autrefois, ses humiliations d'aujourd'hui, ses longs malheurs et ses dures épreuves, elle s'agenouilla devant Dieu, se soumettant avec une héroïque résignation aux décrets de la Providence. Puis, rajeunie, transfigurée, sanctifiée par 70 années d'une émigration douloureuse sur tous les chemins de la terre étrangère, sous tous les horizons du ciel excepté le sien, seule, loin du berceau natal, pauvre exilée, buvant ses larmes dans le calice amer d'un autre peuple, privée de tout ce qui est cher au cœur de l'homme, vivant du pain noir de l'aumône, abreuvée de tristesse, d'infortunes et de persécutions sans nom, elle comprit la passion du Sauveur par la sienne, et l'embrassa avec des transports d'enthousiasme. Nation-Christ, passant par toutes les agonies de son long Calvaire, et clouée sur sa croix rédemptrice, elle s'éprit pour l'Évangile, l'Église, la justice, la vérité, la liberté, d'un amour indicible, infini, que n'avait pas même connu la fougue de ses jeunes années. Ravivant toute son âme, tout son être à ces sources saintes et bénies, elle alla puiser dans les traditions catholiques les plus pures, dans ses fastes et ses légendes les plus sublimes, aux entrailles mêmes de son histoire, le souffle de cet esprit nouveau, éternel et divin. Sa lit-

térature se transforma de fond en comble avec sa vie. Écoutez les accents de cette âme nouvelle, de cette voix biblique dans Mickiéwicz, et tant d'autres ; et s'il faut en redire ici l'écho doux et mélancolique, suave et pénétrant, détachons ces quelques mots des *Psaumes de l'avenir* du poëte national, Sigismond Krasinski : « Seigneur, ce que nous te demandons, ce n'est pas l'espérance, parce qu'elle tombe déjà sur nous comme une pluie de fleurs; ce n'est pas la mort de nos ennemis, cette mort est écrite sur les nuages de demain ; ce ne sont pas des armes, car tu en as mis dans nos âmes ; mais nous te demandons de nous donner une intention pure au fond de nos cœurs. Oui, Saint-Esprit, toi qui nous enseignes que la plus grande puissance, c'est la force du sacrifice, que la plus grande raison c'est la vertu, fais que nous puissions par l'amour entraîner les peuples vers le but que nous poursuivons.

» Faut-il donc être meurtrier avec les meurtriers, criminel avec les criminels ? Faut-il mentir, tuer, haïr, blasphémer ? Le monde nous crie : A ce prix, à vous la puissance et la liberté, sinon rien ! Non, mon âme, non ; pas avec ces armes ! Le poids du sacrifice peut seul écraser à son tour le sort qui nous écrase... Oh ! non, ma patrie, sois plutôt la patience qui enseigne comment on élève l'édifice pierre à pierre ; sois l'inflexible volonté et l'humble recueillement qui prépare la voie future; sois le calme dans la tempête ; sois l'harmonie au milieu des cris de discorde ; sois l'éternelle beauté au milieu des laideurs; sois pour les lâches et les pharisiens, le silence accablant qui méprise ; sois pour les faibles la force qui relève les courages; sois l'espérance de ceux

qui perdent le courage. Dans ton combat contre l'enfer de ce monde qui se dresse contre toi, sois cette force tranquille et aimante contre laquelle l'enfer ne prévaudra jamais ! »

Voilà la Pologne nouvelle !

SIMPLES INDICATIONS AU LECTEUR.

A notre avis, tous les écrivains n'ont aperçu et signalé que des causes tout à fait secondaires de la chute de la Pologne, et qui elles-mêmes ne sont que les conséquences naturelles et logiques de celles que nous avons exposées. Ce qui est plus grave encore c'est que presque aucun n'a remarqué la transformation profonde et radicale qui, depuis trois siècles, a non-seulement fait disparaître tous ces éléments de dissolution, mais y a substitué les éléments inverses qui rendent inévitable la reconstitution stable et permanente de la Pologne. C'est pourquoi nous avons dû traiter ce double sujet avec plus d'étendue que ne le comportaient les limites restreintes du cadre de ce livre.

Cette tâche accomplie, nous allons retracer le plus sommairement possible les faits de l'histoire de la Pologne sans chercher à les interpréter, afin de laisser le lecteur parfaitement libre de les juger lui-même.

Depuis les chroniques latines de Dlugosz et de Stanislas Sarnicki jusqu'aux publications les plus récentes nous n'avons rien négligé de ce qui pouvait nous éclairer. A part quelques ouvrages spéciaux, ce qui a été écrit en France sur l'histoire de la Pologne se résume à peu près dans les innombrables et savants travaux de

Joachim Lelevel et dans la vaste et précieuse collection de Léonard Chodzko qui reproduit la plupart des écrivains antérieurs ou contemporains. Nous avons donc puisé à ces deux sources, mais principalement à la première. Nous ne craignons point de citer a chaque pas Lelevel, parce que lui seul, à notre avis, a véritablement approfondi avec une admirable érudition surtout tout ce qui concerne les lois, les institutions, les mœurs, les coutumes, le commerce, l'industrie à toutes les périodes de l'histoire de sa patrie, et qu'ainsi son témoignage est de la plus grande valeur. On verra d'ailleurs assez, par les ouvrages et les auteurs cités dans le cours de ce travail, quels sont ceux que nous avons principalement consultés.

Cette histoire se partage en plusieurs périodes de longueurs fort différentes, mais qui correspondent aux divisions mèmes du sujet. Voici celles qui sont contenues dans ce premier volume :

1° *La Pologne et ses origines* traite de l'étendue, de la population, du climat, du sol, du rôle historique de la Pologne, du caractère de ses habitants, de sa nationalité, de l'origine et de l'histoire des Slaves dans les temps primitifs.

2° *La Pologne conquérante* qui embrasse une étendue de 297 ans, de 842 à 1139, est le tableau excessivement sommaire de l'histoire de cette période. Nous l'avons concentré dans l'espace le plus restreint et le récit le plus succinct possible, parce que cette époque ne contient presque qu'une série interminable de guerres dont la conquête est à peu près l'unique motif et sur lesquelles les chroniques ne donnent aucuns détails de nature à

exciter un intérêt actuel. Cependant nous n'avons rien négligé de ce qui pouvait faire connaître à fond les mœurs, les coutumes, les institutions, les lois, l'état social, politique, militaire, industriel et commercial de ces temps reculés. De communauté républicaine, la Pologne se transforme alors en royauté, élective de droit, héréditaire de fait, dont le pouvoir devient progressivement presque absolu, puis s'affaiblit et est contre-balancé par celui des grands.

3° *La Pologne en partage*, qui comprend 194 ans, de 1139 à 1333, trace le résumé plus développé mais très-rapide encore de cette période historique. Nous avons dû, sans rien omettre, en resserrer beaucoup le cadre, parce qu'elle n'offre qu'une répétition monotone des troubles et des divisions intestines qui déchirent le pays, démembré en petites principautés indépendantes et menacé d'une ruine complète. Il se relève cependant sous le triple effort du clergé, des assemblées nationales et de la royauté, secondés par le peuple, et commence à former de nouveau un ensemble puissant qui bientôt compte parmi les nations les plus importantes de l'Europe. A cette époque, la monarchie s'efface devant l'aristocratie qui, en triomphant, s'isole, se dénationalise, tombe dans l'anarchie, et, par son affaiblissement progressif, prépare la place de la démocratie nobiliaire qui doit lui succéder. Nous continuons ici, en les développant de plus en plus à mesure que nous avançons dans les périodes suivantes, nos études sur les lois, les institutions, les mœurs, le commerce, l'industrie, la force armée, les lettres, les sciences, l'état social, politique, etc.

4° *La Pologne florissante*, qui embrasse un espace de

254 ans, de 1333 à 1587, est l'imposant tableau de la constitution complète et définitive de la république polonaise en démocratie nobiliaire, qui établit sa domination exclusive sur les autres classes et ferme ainsi la voie aux progrès ultérieurs et à l'avénement du peuple. La Lithuanie se réunit à la Pologne; les commotions dynastiques cessent; la coéquation ou l'unité dans la variété s'établit dans la législation, l'administration, la justice, la division territoriale, partout, et nivelle tout. Les diètes s'organisent, se centralisent et deviennent presque permanentes. Le gouvernement prend dans toutes ses branches une forme plus régulière, plus savante. Les lettres, les sciences et les arts commencent à jeter un vif éclat; l'agriculture et l'industrie se perfectionnent, le commerce s'étend. Mais au fond, sous ces apparences brillantes de prospérité apparaissent déjà des germes de dissolution : les sectes hussites, le protestantisme, le socinianisme, en envahissant la Pologne, y jettent une effroyable perturbation, déracinent l'unité de croyance et partant l'unité nationale; paysans, bourgeois, clergé, tout est humilié, asservi; la république renie ses propres traditions pour emprunter celles de Rome païenne. Le règne absolu de la démocratie nobiliaire prépare, au milieu d'une ère de trois siècles de gloire, la ruine de la Pologne : l'apogée de sa grandeur marque en même temps le point de départ de son long déclin (1).

(1) La longueur de cette période et l'abondance des événements qui s'y pressent ne nous ont pas permis de la renfermer tout entière dans ce premier volume.

HISTOIRE COMPLÈTE

DE LA POLOGNE.

LA POLOGNE ET SES ORIGINES.

I

Role de la Pologne.

En 1621, les Polonais remettant au pape Paul V les étendards qu'ils avaient pris sur les païens et les barbares, lui demandèrent en échange le don de quelques reliques. Paul V leur répondit : « Pourquoi me demandez-vous des reliques? Ramassez un peu de votre terre, il n'y en a pas une parcelle qui ne soit la relique d'un martyr. » Cette réponse si vraie, si sublime, résume toute l'histoire de la Pologne.

Depuis mille ans, et à cette heure encore, la Pologne

est le rempart vivant de l'Eglise, le bouclier de l'Europe, et son armée leur sauvegarde. Sans elle l'Europe catholique aurait depuis longtemps disparu sans retour. Quatre-vingt-onze invasions de Tatares vinrent se briser sur la poitrine de ce peuple martyr, tandis que nous entendions à peine le bruit lointain de cet océan de barbares. Pendant huit siècles consécutifs la Pologne ne fut occupée qu'à combattre sans interruption vingt peuples idolâtres dont les noms seuls fatigueraient nos lecteurs, Russiens, Prussiens, Lithuaniens, Samogitiens, Jadzvingues, Kurons, Lotisches, Krivitschans, etc. De Vladislas VI à Auguste II, en 1699, c'est-à-dire pendant deux cent soixante ans, elle soutint contre les Turcs cette lutte si héroïque et si sanglante qui immortalisa son nom. Il n'y a guère qu'un siècle et demi encore, en 1683, lorsque 300,000 Turcs et Tatars, déjà au cœur de l'Europe et sous les murs de Vienne, menaçaient Rome et le reste de l'Occident, Sobieski, accouru à la tête de 20,000 Polonais, sauva l'Europe et la chrétienté tout entière de la barbarie musulmane, et, envoyant au pape le grand étendard de Mahomet, il put répéter les paroles de César : *Veni, vidi, vici*, je suis venu, j'ai vu, j'ai vaincu.

Un grand écrivain, en même temps éminent orateur, disait à la tribune française : « Deux nations entre toutes, depuis quatre siècles, ont joué dans la civilisation européenne un rôle désintéressé ; ces deux nations sont la France et la Pologne ; la France dissipait les ténèbres, la Pologne repoussait la barbarie ; la France répandait les idées, la Pologne couvrait la frontière. Le peuple

français a été le missionnaire de la civilisation en Europe, le peuple polonais en a été le chevalier. Si le peuple polonais n'avait pas accompli son œuvre, le peuple français n'aurait pu accomplir la sienne. A un certain jour, à une certaine heure, devant une invasion formidable de la barbarie, la Pologne a eu Sobieski, comme la Grèce avait eu Léonidas. Ce sont là des faits qui ne peuvent s'effacer de la mémoire des nations. Quand un peuple a travaillé pour les autres peuples, il est comme un homme qui a travaillé pour les autres hommes. La reconnaissance de tous l'entoure, la sympathie de tous lui est acquise. Il est glorifié dans sa puissance, il est respecté dans son malheur, et si par la dureté des temps, ce peuple, qui n'a jamais consulté que sa générosité, que les nobles et puissants instincts qui le portaient à défendre la civilisation, si ce peuple devient un petit peuple, il reste une grande nation. C'est là la destinée de la Pologne. Mais la Pologne est grande encore parmi nous; elle est grande dans les sympathies de la France, elle est grande dans les respects de l'Europe. Pourquoi? C'est qu'elle a servi la communauté européenne; c'est qu'à certains jours, elle a rendu à toute l'Europe de ces services qui ne s'oublient pas. »

Barrière inébranlable contre la barbarie, le paganisme, l'islamisme, le schisme grec et l'hérésie, la Pologne, pour remplir cette grande et sainte mission, a versé des torrents de son sang. Qui pourrait raconter ce qu'elle a souffert, non pas seulement depuis un siècle, mais depuis dix? Suivant Zeiler, les Tatars et les Kosaks emme-

nèrent, dans le cours de leurs fréquentes irruptions, plus de un million deux cent mille prisonniers. Dans une seule invasion, sous Leszek le Noir, à la fin du XIIIe siècle, les Tatars emmenèrent, avec un immense butin et un nombre prodigieux de prisonniers, 21,000 jeunes filles polonaises, dont ils firent le dénombrement sous les murs de Vladimir. Les guerres terribles soutenues à l'époque de Jean Kazimir contre les Tatars, les Kosaks, les Valaques, les Transylvaniens, les Moskovites, les Suédois et les Brandebourgeois, enlevèrent à la nation, d'après les calculs de Bandtkie, trois millions d'habitants. Dans les guerres du premier empire seulement, 200,000 Polonais moururent pour la France sur tous les champs de bataille.

« La Pologne, dit M. de Montalembert, occupe depuis longtemps le premier rang parmi les peuples victimes. Elle a toujours souffert, et toujours elle a persisté à souffrir. Toujours envahie, dévastée, trahie, elle n'en a pas moins toujours jeté le gant aux oppresseurs, et marché la poitrine à jour contre eux. La résignation à cette haute mais dure mission est empreinte dans son histoire, dans ses traditions, dans ses mœurs, dans toute son existence nationale, depuis le touchant sacrifice de la reine Hedvige jusqu'aux dévouements héroïques de Sobieski pour l'ingrate Autriche et des légions pour la France. Le sacrifice a été sa vie, son métier, et pour ainsi dire son industrie ; c'est de ce pain-là qu'elle s'est nourrie, et rien n'annonce qu'elle en soit rassasiée. Ses anciens preux ne bâtissaient pas de châteaux indestructibles comme les

nôtres ; ils n'habitaient que des maisons de bois, afin de les abandonner et de les laisser brûler sans regret quand le service de la patrie les en éloignait. Ses ambassadeurs se ruinaient de fond en comble à l'étranger, ne voulant ni appauvrir le trésor public, ni laisser éclipser par personne l'éclat du nom polonais. Ses budgets étaient votés par enthousiasme, et ses impôts se nommaient *secours d'amour* (*subsidium charitativum*).

» Toutes ses antiques richesses, toute sa force primitive elle les possède encore ; ses enfants exilés comme ses enfants esclaves ont hérité d'un double trésor : l'esprit de sacrifice et l'esprit de foi. Avec un pareil héritage que ne peut-on espérer? que ne peut-on reconquérir?

» N'est-ce pas la foi qui donne et redonne la vie? N'est-ce pas le sacrifice qui l'entretient? Par cette foi inébranlable en leur cause, ils déjoueront toutes les intrigues de leurs adversaires secrets, comme ils ont bravé tous les forfaits de leur tyran avoué. Par cette héroïque manie de tout sacrifier pour elle, ils lui assurent une durée éternelle, une inépuisable fécondité. Le double caractère que nous leur reconnaissons n'est point une illusion. Doutez-vous de leur dévouement? Mais cherchez donc parmi ces réfugiés qui ont tout perdu pour la patrie, biens, foyers, dignités, santé, femmes, enfants, tout ce que l'homme a le droit et le besoin de défendre et d'aimer; cherchez-en un seul qui ne soit prêt à recommencer demain, et cela sans hésitation, sans peine, sans surprise même. Ces hommes-là ne s'étonnent

que d'une chose, c'est que nous soyons, nous, étonnés de leur dévouement.

» Doutez-vous de leur foi? Mais voici quarante années qu'ils viennent parmi nous montrer leurs blessures et les tronçons de leurs chaînes. Vous ont-ils jamais montré la moindre apparence de découragement? ont-ils jamais cessé de croire à l'affranchissement de leur pays, à la tardive mais sûre justice d'en haut? Lorsque, laissant loin derrière eux la patrie et unis à nos armées républicaines, ils les aidaient à conquérir l'Italie, leur poitrine gonflée laissait échapper ce chant célèbre : *Non, la Pologne n'a point péri puisque nous vivons encore*. Ceux qui le chantèrent les premiers sont morts, morts pour nous, au pied des Pyramides ou sur les plages de Saint-Domingue; mais le chant, et l'âme qui le dicta, et la foi qui l'inspira, ont survécu, et leurs enfants le répètent chaque jour; et un jour viendra, s'il plaît au ciel, où ils le répéteront encore une fois sur les bords de la Wistule affranchis.

» Le triomphe de la Pologne sera le triomphe de la liberté et de la justice : or, la justice et la liberté sont les filles aînées de Dieu. »

II

Nationalité polonaise.

Certes, nous n'entreprendrons pas d'énumérer ici les services incessants, immenses, incalculables que la Pologne a rendus à l'Europe, à la civilisation, à la chrétienté

tout entière : la suite de cette histoire le montrera suffisamment. Aucune autre nation, si ce n'est la France, ne peut s'enorgueillir de tant de gloire et de grandeur. Au point de vue historique et traditionnel, comme au point de vue moral, sa légitimité résulte de tout ce qu'il y a de plus sacré sur la terre, le droit des peuples, l'amour de la patrie, la reconnaissance des hommes et le souvenir des grandes choses.

Quelle nationalité, plus que la sienne, a la sanction des siècles, après celle des services rendus! La Prusse, dont presque tout le territoire n'est qu'un démembrement de l'ancienne Pologne, fut sous sa domination, puis sous sa suzeraineté jusqu'en 1657, où elle lui promettait encore une foi douteuse et des secours d'hommes et d'argent. La Russie, dont la moitié de l'empire d'Europe n'est que celui de l'antique république polonaise, successivement enlevée en 1667, 1686 et de 1772 à 1815, à peine née à la vie politique sous Pierre le Grand, en 1689, porte jusque dans son nom le titre usurpé des provinces de la Pologne, qui ne reconnut à ses czars qu'en 1764 ce titre « d'empereur de toutes les Russies. » L'Autriche, qui vit plus de la moitié de son royaume sous le sceptre et la dépendance des monarques polonais dont elle partage aujourd'hui les dépouilles, est, au moins sous sa forme actuelle, de date à peu près aussi récente que la Prusse et la Russie. Ainsi, jusqu'au XVIII[e] siècle, presque de nos jours, à part l'Allemagne, il n'y a en Europe que deux grandes nations, la France et la Pologne qui déjà se connaissent et se rencontrent sous Char-

lemagne. La Russie, la Prusse et l'Autriche n'existent que d'hier, et ne sont presque en entier que les démembrements de cette ancienne Pologne, à laquelle on venait offrir les couronnes de Suède, de Danemark, de Constantinople, qui ceignit si souvent celles de Bohême et de Hongrie, prit quatre fois Moscou, et dont la nationalité, contemporaine de celles de la France, remonte, par ses premières origines, à quatorze siècles, souche mère de ces empires factices qui lui ont ravi jusqu'au dernier lambeau de son indépendance.

C'est la reconstitution de cette grande et catholique nationalité que les enfants de la Pologne demandent à Dieu, depuis tantôt un siècle, lorsque prosternés à genoux, ils entonnent en chœur de cent mille voix ce chant national *Boze cos Polske*, aujourd'hui si célèbre en Europe :

« Seigneur Dieu, toi qui durant tant de siècles entouras la Pologne de splendeur, de puissance et de gloire ; toi qui la couvrais alors de ton bouclier paternel, toi qui détournas si longtemps ces fléaux dont elle a été enfin accablée, Seigneur, proternés devant tes autels, nous t'en conjurons, rends-nous notre patrie, rends-nous notre liberté !

» Seigneur Dieu, toi qui, plus tard, ému de notre ruine, as protégé les champions de la plus sainte des causes, toi qui leur as donné le monde entier pour témoigner de leur courage, et fait grandir leur gloire au sein même de leurs calamités ; Seigneur, prosternés devant tes autels, nous t'en conjurons, rends-nous la patrie, rends-nous la liberté !

» Seigneur Dieu, toi dont le bras juste et vengeur brise en un clin d'œil les sceptres et les glaives des maîtres du monde, mets à néant les desseins et les œuvres des pervers, réveille l'espérance dans notre âme polonaise ; rends-nous la patrie, Seigneur, rends-nous la liberté !

» Dieu très-saint, dont un seul mot peut en un instant nous ressusciter, daigne arracher le peuple polonais de la main des tyrans et daigne bénir les ardeurs de notre jeunesse, rends-nous, Seigneur, rends-nous la patrie, rends-nous la liberté !

» Dieu très-saint, au nom des plaies saignantes du Christ, daigne ouvrir la lumière éternelle à nos frères qui sont morts pour leur peuple opprimé; daigne accepter l'offrande de nos larmes et de nos chants funèbres ; rends-nous la patrie, rends-nous, Seigneur, la liberté !

» Dieu très-saint, il n'y a pas encore un siècle que la liberté a disparu de la terre polonaise, et, pour la regagner, notre sang a coulé par torrents ; mais s'il en coûte tant de perdre la patrie de ce monde, ah ! combien doivent trembler ceux qui perdront la patrie éternelle !

» Prosternés devant tes autels, nous t'en conjurons, Seigneur Dieu, rends-nous la patrie, rends-nous la liberté ! »

Oui, Dieu leur rendra la patrie et la liberté, et c'est pour aider à la reconstitution de cette héroïque nationalité que nous essayons ici de vulgariser l'histoire de la Pologne ; donc nous allons d'abord retracer sommairement les antiques origines.

III

Origines des Slaves. Leurs tribus diverses.

Les Polonais sont de race slave ou slavonne; et la Pologne est réellement la personnification et le centre de la nationalité slave. Or les Slaves, famille d'origine indo-germanique, qui compte encore maintenant 90 millions d'hommes dispersés sur une immense étendue de territoire, prétendent descendre de Seklab, fils de Japhet. Leur nom indique une race réputée supérieure.

Le centre de l'Asie fut leur première patrie. Selon les uns, leur établissement à l'ouest du Volga remonte à près de 3,400 ans, ou quinze siècles au moins avant Jésus-Christ. Selon d'autres, les hordes nomades venues du fond de l'Asie et qui bouleversèrent cette partie du monde, depuis le IIIe siècle avant l'ère chrétienne, chassèrent les Slaves de leurs paisibles demeures et les refoulèrent en Europe. Les Sarmates, les Hérules et plusieurs autres tribus vivaient alors dans les pays arrosés par la Vistule et le Niemen, et les Slaves n'étant ni nomades comme les Tatars, ni guerriers comme les Germains, mais paisibles agriculteurs, occupèrent le territoire ouvert et peu peuplé.

Ils se disséminèrent des bouches du Volga à celles du Pô. Leur langue se parle sur un espace plus étendu qu'aucune autre : son domaine est borné à l'ouest par la Duna, la Bohême et la Saxe, au nord par la mer Glaciale,

au sud par l'Adriatique, la mer Noire et l'archipel grec; elle s'étend à l'est en Asie, dans la Sibérie, jusqu'au nord de l'Amérique; elle plongeait autrefois beaucoup plus profondément en Allemagne.

Ce qu'il y a de certain c'est que depuis plus de 2,000 ans les Slaves habitent les pays bornés par les monts Karpats, la Baltique et la mer Noire, et arrosés par l'Oder, la Vistule, le Niemen, la Dvina, le Bug, le Pripec, le Dnieper, le Dniester, le Danube et autres. Ce peuple très-nombreux fut successivement représenté sous diverses dénominations, telles que celles de Gètes, de Daces et autres moins connues, subit des chances de fortune diverses, et vit les vastes régions qu'il occupait plusieurs fois envahies par les Scythes, les Sarmates, les Bastarnes, les Goths, les Huns, les Gépides et les Avares ou Obres. Momentanément asservis par quelques-unes de ces nations, les Slaves parvinrent toujours à secouer leur joug, et quand ils prirent ce nom, ils étaient libres et partagés en un grand nombre de peuplades de force très-inégale.

Du côté de l'Allemagne, entre l'Elbe et l'Oder, habitaient les Slaves Vinides dont plusieurs tribus s'étendaient sur les bords de la Baltique. Les Syrbes occupaient l'intérieur jusqu'à la rivière de Sale, et les Luzinks avec les Milziens, de l'autre côté de l'Elbe, vers l'Oder. Dans la Bohême, les Czechs fondèrent un État dont la ville principale était Praga, embrassèrent le christianisme, reconnurent la suzeraineté des empereurs d'Allemagne, et subjuguèrent les peuples voisins, Silésiens, Moraves et Chrobates blancs. Ces derniers demeu-

raient au pied des monts Karpats, et possédaient la ville de Krakovie, où régnèrent Krak et après lui Vanda, comme il résulte des traditions locales et des tombeaux ou tertres funéraires érigés en leur mémoire. A côté d'eux étaient les Chrobates rouges qui avaient pour place forte Halicz. (Galicie ou Russie rouge.) De la Chrobatie blanche sortirent des colonies qui passèrent le Danube et gagnèrent les bords de l'Adriatique où ils s'établirent sous les noms de Kroates et de Dalmates, près des Serbes. Ce territoire fut plus tard envahi par les Magyars ou Hongrois et par les Bulgares.

Si nous remontons au nord pour reconnaître les frontières de l'Orient, nous trouvons Novogorod-la-Grande, qui, de concert avec les peuplades voisines, appela les Varègues-Russiens. Ce peuple, originaire de la Suède, arriva en 860 sous la conduite de son chef Rurick, conquit les villes de Polock, Smolensk, Kiiov, et soumit les contrées voisines jusqu'à la Chrobatie rouge. Dispersés parmi les Slaves, les Varègues finirent par oublier leur langue maternelle, pour adopter celle du pays, et devinrent de véritables Slaves : leurs conquêtes prirent cependant le nom de Russies et ses habitants slaves celui de Russiens. Le schisme grec y devint dominant lorsque Vladimir, duc des Russiens, l'eut adopté.

Si nous redescendons vers les bords de la Vistule, nous y remarquons les peuples Léchites ; au centre, les Polaniens ou Polonais qui possédaient les villes de Gnèzne, Posen, Kruszvica, où nous verrons dominer les Leszeks et les Popiels ; vers la mer, les Poméraniens avec leurs

cités commerçantes et leurs guerres maritimes contre les Danois; à l'orient, les Mazoviens; au midi les Lènczicaniens; puis les Kazubes, les Kuiaviens, les Siéradiens et autres.

IV

DES SLAVES PRIMITIFS EN EUROPE.

Les Slaves commencèrent à être connus du IIe au Ve siècle. La première mention de leur existence en Europe se trouve dans l'historien Jornandès qui parle d'eux sous l'année 376. On a peu de notions sur leur histoire antérieurement au IVe siècle : leur état à cette époque suppose une existence déjà très-ancienne et fort tranquille. Trois joueurs de chalumeau les dépeignaient ainsi à l'empereur de Byzance, en se peignant eux-mêmes : « Inhabiles à manier des armes, nous ne savons que jouer du luth. Le fer est inconnu dans notre pays; ignorants de l'art de la guerre et passionnés pour la musique, nous menons une vie joyeuse et tranquille. » Cependant Procope les montre plus guerriers, dans le tableau qu'il trace de leurs mœurs vers l'an 562 : « Les Slaves, dit-il, n'ont point de maître, et vivent dans la démocratie. Ils mènent une vie nomade. En allant au combat, ils ne sont armés que d'une pique et d'un bouclier. Leur structure est grande et forte, leur teint brun, leurs cheveux châtains. Ils ne sont ni méchants, ni perfides, et en beaucoup de choses

ils rappellent les mœurs des Huns dans toute leur simplicité. »

L'amour de la liberté et de la paix, l'esprit de sociabilité, la simplicité, le sens droit, l'honnêteté, la générosité, l'hospitalité, sont les traits distinctifs de cette race, divisée en une foule de tribus diverses formant des communautés villageoises, de petites républiques démocratiques. Elle est dès le début si jalouse de son indépendance, qu'elle va la chercher jusqu'au fond des steppes et des déserts pour échapper à toutes les servitudes de la civilisation, des lois et des gouvernements. Le peuple slave court librement les forêts, chasse, pêche, cultive la terre, soigne les troupeaux, hospitalier aux étrangers et jouissant en paix des dons de la nature. Les peuplades diverses vivent éparses, leurs habitations disséminées et chaque famille isolée. C'est la liberté dans toute sa plénitude. Cependant, il y avait entre ces tribus une grande fraternité qui n'en faisait qu'un seul tout appelé par eux-mêmes *s'lov*, affluence de la multitude, d'où vient, selon quelques-uns, le nom de Sloves ou Slaves, lorsqu'ils allaient combattre. Ils nommaient aussi *sobranie* l'assemblée où tous se réunissaient pour régler les affaires publiques.

La Pologne, qui seule représente l'indépendance, l'esprit et les mœurs des Slaves, en unit de bonne heure les groupes armés contre les attaques de l'extérieur; et, en la prenant jusqu'à son premier point de départ, la nationalité polonaise, contemporaine de la formation de la nationalité française, peut remonter à la date du bap-

tême de Clovis, et compter ainsi aujourd'hui, comme nous l'avons dit, près de quatorze siècles.

Voici ce qu'écrit l'éminent historien de Sobieski, M. Salvandy, complétant en ces termes notre rapide aperçu sur les Slaves : « Dans l'origine, les tribus de qui les Polonais descendent ne furent ni conquérantes ni conquises. Elles ne se mêlèrent et ne s'unirent point à d'autres races. Elles n'eurent point ces combats intérieurs par lesquels les classes, en se constituant, s'élèvent et se fortifient. Les résistances, les lumières, les goûts, le sang même des nations vaincues ne corrigèrent point les penchants du caractère primitif. Il est arrivé de là que, seule dans le monde, la nation polonaise s'est conservée jusqu'à nos jours telle que la fit sa vie primitive. La société s'y est maintenue indépendante des coutumes, des mœurs étrangères. Les pratiques de l'existence ombrageuse et libre des forêts y sont devenues, y sont restées des institutions.

» La nation polonaise est la plus ancienne, si on remonte jusqu'à l'origine de son premier établissement. L'invasion des barbares ne l'entama point. Plus tard, les derniers essaims de Scandinaves intrépides, qui étreignirent un moment l'Europe naissante par tous ses rivages et toutes ses frontières, à l'occident sous le nom de Danois et de Normands, à l'orient, dans les plaines de la Scythie (Pologne), sous celui de Varègues, que conduisait Rurik, ne réussirent à autre chose qu'à se fondre, plus ou moins victorieusement, dans les peuples qui occupaient déjà les bords de la mer Baltique, de la mer

Caspienne et de la mer Noire. Enfin, quelques siècles plus tard encore, ce fut grâce à ce triple rempart de la Pologne, de la Hongrie et de la république de Venise, trois États qui ont sauvé tous les autres et que les autres ont dévorés, que, lorsque Tscengis-kan, lorsqu'après lui les Osmanlis parurent, ces dernières colonies de barbares ne parvinrent à entamer l'Europe que par ses extrémités.

» Au milieu du flux et du reflux des races humaines, un peuple se rencontra que la fortune tint enchaîné dans les vastes contrées où l'avait mené la première migration, celle qui se perd dans la nuit des âges. Ce peuple couvrait de ses charriots errants, de ses innombrables troupeaux, les steppes immenses qui s'étendent de la mer Baltique aux monts Karpathes, et de l'Elbe ou l'Oder au Tanaïs et à la mer Noire. La Sarmatie, assez semblable à la Pologne des grandes époques, n'était pour ce peuple qu'une partie de ses domaines. C'est de lui que les Polonais, ainsi que les Roxelans, Russes antérieurs aux Varègues, descendent, sans parler de toute une ceinture de Slaves mêlés qui enveloppe les confins de la Russie et de la Pologne, c'est-à-dire les Principautés, la Servie, la Hongrie, la Moravie, la Bohême, les Lusaces, le Mecklembourg, la Poméranie. Les Polonais, seuls entre tous, demeurèrent sans aucun mélange des races étrangères ; ils ont subsisté jusqu'à nos jours, avec leur génie propre et leur liberté native, comme un grand débris de l'ordre antique.

» Nulle famille de nations, sans en excepter les Celtes, ne s'était établie tout à la fois sur un aussi vaste terri-

toire que la nation slavonne. Appuyée à quatre mers : la Baltique, l'Adriatique, le Pont-Euxin, la mer Caspienne, c'est à peine si l'Elbe, l'Inn et les Alpes d'Illyrie lui servaient de frontières au couchant ; au nord, elle n'en avait pas. Dès la plus haute antiquité, connue sous le nom de Scythes ou Tschoudes, et terrible dans l'histoire, ses invasions couvrent la Grèce et l'Asie. Plus tard, ses diverses tribus étendent encore leurs courses depuis les Teutons jusqu'aux Mongols, depuis les Pelages jusqu'aux Finnois et aux Scandinaves. Une de ces tribus, les Lesgiens ou Léchites, habitait sur les deux versants du Caucase comme dans les plaines de la Vistule. Ce fut elle qui bâtit Gnezne et qui a donné son nom au corps entier de la nation polonaise, Polacy, de *pole*, champ, et *Laky*, champs des Lakes ou Léchites.

» Toutes les branches de ce même tronc portèrent, dès la plus haute antiquité, le nom général d'Auchètes (les glorieux), et d'Alazones (les glorieux encore), attribué par la géographie grecque aux Scythes campés aux bouches du Danube. La Sarmatie était le pays des Slaves, et c'est de ces Slaves ou Esclavons que naquit à Rome le vieux mot de *servitude*, dans nos langues modernes *esclavage*, apparemment parce que, confinant à toutes les nations et toujours en guerre avec elles, ils durent plus souvent approvisionner de leurs guerriers les marchés de captifs.

» On comprend maintenant pourquoi les Slavons apparaissent tout à coup, à travers la chute de l'empire

romain, nombreux et formidables, sans qu'on réussisse à découvrir nulle part leurs filiations, leurs travaux, leurs progrès. Cachés sous le voile épais des traductions grecques et latines, ils n'ont dû faire bruit dans l'univers, à titre de Slaves, qu'au temps où, la langue de Rome et celle de Byzance cessant de régner, il fut donné à toutes ces nations, héritières de l'empire, d'instruire enfin de leur nom le monde qu'elles subjuguaient. Du reste, cette révolution s'accomplit sans autre profit pour eux. Il ne purent marcher en avant, resserrés qu'ils étaient entre les deux grandes routes que suivaient les barbares : les uns qui se précipitaient des profondeurs du Nord en remontant l'Elbe et le Weser; les autres qui accouraient de l'Orient en remontant le Danube, pour redescendre sur le Capitole, le commun rendez-vous. Ainsi donc, lorsque tous songeaient à conquérir, les Slaves ne furent occupés qu'à se maintenir et à se défendre.

» Les Slaves primitifs n'étaient pas organisés pour la conquête. Avec les usages, les goûts, les besoins du plus grand nombre d'entre eux, le monde policé n'avait rien qui tentât leur courage. Ils ne connaissaient de richesses que leur bétail et leur javelot. De tels peuples devaient chercher de vastes pâturages, des steppes sans bornes, des déserts. Leur plus vive passion était l'amour de cette liberté sauvage qui se compose d'une existence sans demeure fixe, d'une société sans lois, d'une patrie sans frontières. La vie sédentaire et cultivée pénétra ensuite au milieu des Slaves; mais, par la nécessité de

leurs conditions, ils se divisèrent suivant les différences de leur génie.

» Les Slaves de l'Occident, étant pressés de tous côtés par les barbares, et les propriétaires du sol éloignés et faibles, furent obligés de se réunir en armes constamment, soit pour le conseil, soit pour la guerre. Ainsi se transmit de génération en génération, dans ces régions longtemps sauvages, le régime des assemblées nationales, le seul que comprissent les Pelages, les Celtes, les Germains, les Scythes, toutes ces nobles branches de l'espèce humaine, amantes de la guerre et de la liberté, pleines de foi en Dieu, de respect pour les femmes, qui couvrirent par deux fois le sol de l'Europe et qui ont constitué le génie des peuples modernes.

» Les choses ne se passèrent pas ainsi chez les Slaves d'Orient. Ils fléchissaient sous le poids des hordes finnoises et mongoles. Là, le feu du sang slavon se perdait par degrés dans les flots de peuples sans nombre qui roulaient autour de leurs établissements. Puis vinrent les Varègues, conduits par Rurik (862). Cette branche des Scandinaves parvient enfin à les soumettre au moins en partie (955), et ainsi commença la monarchie des *grands-princes*, des czars, des empereurs de toutes les Russies, qui changea par sa forme de gouvernement les mœurs des peuples primitifs. » C'est le despotisme moscovite en face de la liberté slave toujours représentée par la Pologne. A l'Occident, les Slaves continuèrent à ne connaître ni alliance, ni domination étrangère; ce furent les Polonais.

A part la Pologne, les autres contrées de la Slavonie, les régions orientales, dans leurs démembrements multipliés, n'ayant pas encore de constitution et d'assiette communes, n'avaient pas non plus de dénomination générale. Ce n'est pas que le nom de Russie n'existât déjà. On le donnait à différentes contrées; mais il importe de ne pas oublier que toutes appartenaient au territoire polonais, la Russie actuelle ne s'étant constituée en Etat séparé que dans la deuxième moitié du XIIe siècle, et n'ayant jusqu'au siècle dernier porté que le nom de Moskovie, le seul qui lui soit propre. « Celui de Russie, venu probablement des Roxolans ou Ruthènes, comprenait une étendue immense, indéterminée. C'étaient la grande et la petite Russie, la Russie noire, la Russie rouge, la Russie blanche, dénominations bizarres, qui ont suscité mille débats dans le monde savant, qui tiennent, dit-on, simplement à la couleur populaire du bonnet national. La Russie rouge, où est Léopol, capitale de la Galicie, est un riche district au pied des monts Karpathes, qui servait de centre en quelque sorte et de point d'appui à la nation polonaise; plus au nord, la Russie noire faisait partie intégrante de la Lithuanie, et la liait à la Pologne; plus loin, la Russie blanche, où est Smolensk, bornait la Lithuanie du côté du grand-duché de Moscovie, et passa avec elle, sous les Jagellons, à la couronne de Pologne. Ajoutons que la dénomination de *terres russiennes* confondait toute la partie méridionale des provinces polonaises, la Pokutie, la Wolhynie, la Podolie, enfin les vastes champs de l'U-

kraine, avec le royaume de Kiowie, qui fut le siége de la race de Rurik, mais qui ne devait pas tarder à retomber au pouvoir de la Pologne et qui y est demeuré à peu près jusque vers le temps où naquit Pierre le Grand.

« C'est plus loin, dans la grande et la petite Russie, qu'après bien des migrations et des vicissitudes se constitue, presque de nos jours, sous le nom de grand-duché de Moscovie, cette monarchie à laquelle Pierre le Grand se hâta de donner, par avance, le nom d'*empire de toutes les Russies*. Mais dans le temps même où il prenait cette dénomination mensongère, la plupart des Russies faisaient encore partie intégrante de la république de Pologne! Jusqu'à cette époque du czar Pierre, les *grandes principautés*, successives ou rivales, de Kiew, de Pereaslaw, de Tver, de Souzdal, de Moscovie avaient à peine, de loin en loin, frappé l'Occident du bruit de leurs révolutions, sans porter de dénomination uniforme. » Le monde ignorait que ces noms changeants couvaient un empire nouveau qui, en tuant la Pologne, devait menacer la liberté et la sécurité de l'Europe tout entière.

V

ÉTENDUE ET POPULATION DE LA POLOGNE.

L'importance de la Pologne ne résulte pas seulement de sa haute antiquité, mais de l'immense étendue de son territoire et de la grandeur de son rôle historique. En

lui enlevant tout, son histoire, sa langue, sa littérature et son culte, les puissances qui l'ont démembrée se sont attribué jusqu'au nom de ses provinces. Aussi ne se fait-on en général aucune idée de l'étendue prodigieuse de l'ancienne Pologne. Un simple aperçu géographique suffira pour l'indiquer, au moins sommairement. « De bonne heure, poursuit M. de Salvandy, ce territoire polonais se divisa en quatre grandes régions. La Pologne teutonique, qui ne comprenait rien de moins que la Bohême, le Mecklembourg, le Holstein, la Lusace, les Marches de Brandebourg, la Silésie, autant de provinces ou même d'Etats dont l'antique incorporation à la Pologne est aujourd'hui oubliée du monde entier. Cette contrée s'étendait de l'Elbe à l'Oder, du Danube à la mer Baltique : elle ne s'arrêtait qu'à la Franconie et à l'Austrasie ou France orientale, et plus loin au Danemark. Le sang slave y était mêlé de germain : elle passa successivement sous d'autres lois et contribua à former plus tard l'empire germanique.

» Au cours de l'Oder s'appuyait la grande Pologne. Elle embrassait la Poméranie, le littoral où s'élève Dantzig, les champs marécageux qu'envahit la race septentrionale des Borusses ou Prussiens, c'est-à-dire, plus tard, la Prusse royale (liée au royaume de Pologne) et ducale ou brandebourgeoise ; le duché de Mazovie où Warsovie fut fondée, celui de Kuïavie, avec ses capitales de Gnezne et de Posen, en un mot tout le centre et le nord. C'était réellement le pays des Léchites, la Pologne fondamentale.

» La petite Pologne, où était Cracovie, se composait du vieux royaume des Chrobates, de celui d'Halicz ou Galicie et de la Russie rouge. Les terres russiennes s'y rattachaient : c'étaient la Podolie, la Pokutie, la Bukovine, les deux Wolhynies, l'Ukraine. Ces vastes et fertiles provinces s'étendaient au midi sur toute la frontière de la Hongrie, de la Moldavie et de la Bessarabie.

» Enfin, la Pologne lithuanienne, comprenant outre l'immense duché de Lithuanie, la Courlande, la Semigalle, la Russie blanche et la Russie noire. — Telles sont les contrées qui constituèrent la Pologne. C'était à peu près tout ce que les anciens avaient nommé le pays des Sarmates, en réalité la plus vaste région qu'enfermât dans ses limites aucun Etat moderne.

» A cette époque de confusion et de morcellement, il y avait dans le monde autant de nations que de tribus armées, et presque autant de souverainetés que de provinces conquises. Seul, le peuple dont nous venons de décrire le territoire, trouva dans l'attachement aux coutumes natives un lien commun. Rien n'y avait rompu, rien n'y devait rompre, dans la suite des temps, la chaîne des traditions et des usages. Ce fut cette communauté de penchants et de pratiques qui produisit chez les peuples de Pologne la communauté de gouvernement et de destinée. Constitués en corps de nation, ils restèrent fidèles à la coutume de régler, dans des assemblées générales, les intérêts communs. Et telle était la puissance de ce même sang, de ces mêmes traditions, de ces mêmes mœurs, qui resserraient par autant de liens ce grand

faisceau, qu'on verra, avec le laps des temps, tomber successivement sous la domination étrangère les frontières toujours plus resserrées de la Pologne, sans que jamais l'esprit national fléchisse. L'État se démembre et ne se brise pas. Il y a un esprit public qui domine tous les désordres. Avec cent mille maîtres et tout un peuple en servage, il y a une seule loi, une seule patrie, une seule nation. »

L'immense étendue qu'a occupée en divers temps la Pologne, peut être évaluée à un tiers de l'Europe. Pour vous la représenter approximativement, tirez du lac Ladoga une ligne qui, passant au delà de Saint-Pétersbourg, et en deçà de Moscou, aboutisse à la mer Caspienne, aux bouches du Volga, regagne la mer Noire, coupe aux trois quarts la Crimée, suive à peu près le cours du Danube, et par de sinueux détours aille rejoindre l'Elbe, l'île de Rugen et côtoye la Baltique jusqu'à l'extrémité du golfe de Finlande. Voilà la Pologne des premiers temps et même sous Jagello, il y a moins de cinq siècles.

Cette étendue territoriale fut très-variable sans doute. Mais, en la prenant même uniquement sur les possessions stables, elle comprenait 30,000 milles carrés. Sous Jean Kazimir, quand le sol national était déjà entamé, elle était encore de 21,000 milles carrés, et en 1772, au premier démembrement, de 14,505 milles carrés, réduits à 2,270 (15 au degré géographique) par le congrès de Vienne en 1815, à la suite des nouveaux partages.

Déjà, sous Jean Kazimir, avant la guerre de Suède, en

1655, la population de la Pologne s'élevait à 15 millions d'âmes ; et seulement dans les limites restreintes de 1772, elle est de 21 millions d'hommes. Or, ces limites comprenaient moins de la moitié de son immense territoire d'autrefois (14,505 milles carrés sur 30,000), ce qui en porterait la population à plus du double, soit environ 45 millions d'âmes. Sur 20 millions d'habitants on peut en compter 3 millions pour la noblesse, 4 millions pour la bourgeoisie, 2 millions pour les israélites et 11 millions pour les paysans. Le savant Czacki a calculé que si la Pologne, même réduite à ses bornes étroites de 1772, avait seulement la *moitié* de son territoire cultivé, elle pourrait nourrir 58,353,500 habitants.

VI

Climat, territoire, fleuves, canaux, forêts.

Le climat de la Pologne est assez variable, et, d'après Sniadecki, le thermomètre y marque depuis 24 degrés Réaumur de froid jusqu'à 29 de chaleur. Des froids rigoureux s'y firent sentir. Ainsi, la Baltique gela une fois à tel point que, selon Rzonczynski, on put aller sur la glace de Dantzik à Lubeck. En 974, dit Dlugosz, toutes les rivières furent couvertes de glace depuis la fin d'octobre jusqu'à l'équinoxe du printemps. Le froid s'éleva à 25° en 1320, et à 26° 1/2 en 1799. Par contre, il résulte des recherches de Koialowicz, sur les hivers de 1414

et 1492, qu'au mois de janvier, sous 55° de latitude, la terre se couvrit de fleurs, les plantes poussèrent, le blé se forma en épis, et les oiseaux reconstruisirent leurs nids, mais tout fut détruit en une seule nuit par les froids de février. A Dantzik, en décembre 1588 et à la fin d'octobre 1568, les rosiers fleurirent de nouveau. L'hiver de 1659 fut si doux que les essaims d'abeilles sortirent de toutes parts. Mais la température moyenne est en hiver de 3 degrés au-dessous de zéro, et en été de 11° 1/2 au-dessus.

Nous ne parlerons pas de phénomènes assez fréquents en ce pays, tels qu'aurores boréales, étoiles filantes, aérolithes, parélies, etc.

A une époque anté-historique, le sol de la Pologne semble avoir été en partie au moins couvert par les eaux. On pense qu'il existait jadis une mer en Polésie, et, suivant les traditions populaires, une autre dans les contrées marécageuses entre Novogrodek, Minsk et Polock. En creusant le canal qui joint le lac de Hzyczyn au Pripec, on découvrit une ancre de vaisseau. Dans la grande Pologne et la Lithuanie, on a tiré du sol des restes énormes de la baleine. On a aussi constaté qu'au fond de la terre gisaient d'anciennes forêts de pins tous inclinés du nord-ouest au sud-est, et indiquant ainsi la direction des eaux; enfin, on a trouvé un grand nombre de plantes inconnues dans les mers du Nord et qui fourmillent au Mexique et en Algérie, des mâchoires de bison gigantesque, des dents d'éléphant, des débris de rhinocéros et d'immenses fossiles de mammouth.

La Pologne est un pays généralement plat, si ce n'est au sud, où la grande chaîne des Karpats a, au pic de Lomniça, 9,000 pieds d'élévation au-dessus du niveau de la Baltique, et sur les Tatry, cinq lacs à une hauteur de 4,200 à 4,500 pieds. 4,819 fleuves et rivières navigables sillonnent dans tous les sens ce vaste territoire et communiquent par de grandes ramifications à trois mers : la Baltique, la mer du Nord et la mer Noire. Les quatre fleuves principaux sont :

La Vistule, qui prend sa source dans le duché de Cieszyn (Teschen) en haute Silésie, traverse Varsovie, Krakovie, Sandomir, Kazimierz, Pulawy, Plock et autres villes remarquables, s'élève à Krakovie à 611 pieds de Paris, reçoit plus de 120 rivières dans son parcours de 227 lieues, et se jette dans la Baltique près de Dantzik, point important pour l'exportation.

Le Dniéper (Borystène), avec ses treize cataractes, est le plus considérable des fleuves polonais qui se jette dans la mer Noire, et a, dans sa limite orientale du nord au sud, 378 milles. C'est par lui que se faisait le commerce le plus ancien des Slaves. Dans les 70 îles qui sont vers son embouchure, habitaient autrefois les Kosaks Zaporogues, qui poussaient leurs excursions et leurs ravages jusqu'à l'Asie Mineure et aux portes de Constantinople. Entre les confluents du Dniéper et du Boh (Hypanis) florissait dans l'antiquité la ville d'Olbia, colonie grecque et entrepôt du commerce de l'Orient, qui fut ruinée par les Gètes, et ne se releva que difficilement. Kiiov, centre du bassin du Dniéper, était déjà dans le VIIIe et le IXe siècle

une ville très-florissante par le commerce. Selon les chroniqueurs contemporains, elle renfermait 300 églises et 800 marchés. Son importance commerciale était alors telle qu'on attribue à Charlemagne le projet de joindre le Rhin au Danube, uniquement pour détourner de Kiiov le commerce du Levant.

Le Niémen, fleuve national de la Lithuanie, chanté de tout temps par les poëtes, depuis les Weidalotes idolâtres jusqu'à Adam Mickiewicz, se développe sur une longueur de plus de 122 lieues, et, comme la Vistule, se jette dans la Baltique. Son bassin, non moins important, traverse toute la Lithuanie. A son centre est Kowno, ville d'une grande importance commerciale sous la Pologne indépendante; les Anglais y avaient leurs comptoirs, mais ils en furent chassés par le système prohibitif suivi après l'envahissement du pays.

Le Dniester s'élance des sources voisines de celles de la Vistule, baigne la commerçante Mohilew, et va se jeter dans la mer Noire, près d'Akerman.

Parmi les lacs, le plus important est celui de Goplo, qui a une lieue de largeur sur huit de longueur. Ceux de Duswiaty, de Hryczyn, de Sukum et de Smolno sont d'une profondeur qu'on n'a jamais pu mesurer.

Tous ces fleuves, rivières, lacs et étangs abondent en poissons.

Parmi les marais, nous citerons ceux de Biebrza, qui ont une étendue de 18 lieues, et les immenses marécages de Pinsk.

Le canal du Muchaviec, nommé autrefois canal de la

République, joint Dantzik et Odessa, et ouvre une ligne de navigation de 290 milles. En 1766, un simple citoyen, Michel Kazimir Oginski, hetman de Lithuanie, fit creuser à ses frais un canal qui, unissant le Dniéper et le Niémen, joint la mer Noire à la Baltique, et établit une communication navigable de 270 milles. Les travaux, un moment interrompus, furent repris en 1780 et terminés en 1784 avec le succès le plus complet. Les dépenses s'élevèrent à 12,000,000 de florins de Pologne; la république, en reconnaissance du généreux citoyen qui en avait supporté tous les frais, lui donna le nom de canal Oginski, et la diète décréta, dès le mois de janvier 1768, l'érection d'une statue à Oginski. On peut citer encore, en second ordre d'importance, les canaux d'Augustow, de Windawa et de Bromberg.

Une grande partie de la Pologne est couverte de bois, bien que souvent la négligence ou la malveillance des paysans cause l'incendie de forêts entières, surtout en Lithuanie. La forêt de Bialowiez, qui embrasse une étendue de 52 lieues et demie, rivalise avec les forêts vierges de l'Amérique. Elle fourmille d'animaux dont les espèces variées ne se trouvent plus nulle part ailleurs en Europe, élans, bisons, lynx; et tandis que l'aigle plane au-dessus de ce lieu qu'il aime, le castor élève ses merveilleuses constructions au bord des rivières voisines. Il y avait, au XIIIe siècle, des couches immenses de castors aux environs des rivières Nida et Narev; en 1229, le garde-castor Jasko de Makov rend à Conrad, duc de Mazovie, un compte qui montre combien ces animaux, au-

jourd'hui presque disparus, étaient alors nombreux. Les anciens rois de Pologne, entre autres les Jagellons, chassaient beaucoup, et l'on rapporte que Kazimir IV resta sept ans, de 1485 à 1492, dans les bois de la Podlacbie, entièrement livré à ce plaisir.

VII

Caractère des Polonais.

Ce qui caractérise particulièrement la race slave, dont la Pologne peut être considérée comme la tête et le cœur, c'est son amour de la liberté et de la nationalité, son hospitalité, la douceur de ses mœurs, sa tolérance, son élan, sa bravoure, son imagination mélancolique qui donne une teinte originale à sa poésie et à sa littérature. Menant dans les premiers siècles une vie simple, joyeuse et tranquille, ils ne connaissaient point la guerre : « C'était, dit Dlugosz, l'âge d'or de la nation. » S'ils ont çà et là succombé sous l'oppression d'autres peuples, c'est par douceur et non par faiblesse. La race slave a assez prouvé son énergie par l'ascendant qu'elle a conquis sur cent autres. Elle fit reculer la nationalité latine et grecque des environs du Danube jusque vers l'Italie et vers l'antique Olympe, où, dans le moment de sa vigueur, elle est entrée en lutte avec la race grecque dépravée, et lui a disputé un instant la possession de la Hellade et même du Péloponèse.

Placés au milieu de cette grande famille, les Polonais se distinguent par les qualités les plus brillantes, surtout par la générosité, la franchise, l'esprit de liberté, une noble fierté et le dévouement et l'intrépidité poussés jusqu'à l'héroïsme. Portés à l'humanité, à l'affabilité, à l'hospitalité, ils apprennent avec facilité toutes les langues; doués d'adresse pour reproduire tous les modèles, ils sont propres à tout, aux sciences, aux arts, à l'industrie. Désintéressés, parfois prodigues, ils imitent volontiers les Français. Ensemble harmonieux de belles qualités où les extrêmes se touchent, ils ont souvent perdu par l'insouciance ce qu'ils avaient conquis par la valeur. Leur confiance et leur bonne foi les rendent très-faciles à tromper, et leur histoire prouve la vérité de leur proverbe national qui dit : « Le Polonais devient sage après sa perte. »

Mais ce qui le distingue surtout, c'est la grandeur de son patriotisme, de son esprit national, qui a survécu à tous les revers et résisté à tous les piéges, à toutes les oppressions de l'étranger. Rien n'a diminué, rien n'a terni cet ardent amour de la patrie, et si le pays succombe, il lui survit plus dévoué et plus fervent. La nationalité polonaise est impérissable; elle franchit les siècles et se confond avec le sentiment religieux, avec celui de l'honneur et du sacrifice. C'est ce qu'exprime admirablement l'illustre Niemcewicz, en retraçant en ces termes les principaux traits du caractère polonais :

« Chez nous, dit-il, on n'a vu ni passions opiniâtres et effrénées dans les querelles publiques, ni crimes dans la

vie civile; toujours la bonté et la douceur l'emportèrent sur la colère. Un gouvernement aristocratique et démocratique tout à la fois, où l'on avait plus ou moins besoin l'un de l'autre, rendit notre noblesse affable et souple; l'excès de liberté, le droit de dire aux rois les vérités les plus âpres, la rendit franche et hardie. Une suite non interrompue de guerres la rendit persévérante, belliqueuse, amoureuse d'exercices héroïques; l'opulence, humaine et hospitalière... Il n'est pas de nation qui ait rendu aux rois plus d'hommages que la nôtre. Jamais le trône de Pologne ne fut souillé de sang.

» Considérés dans l'abus même de leurs richesses, les Polonais brillent d'un esprit noble et guerrier; ils se ruinaient plus pour les autres que pour eux-mêmes. Ce n'est pas la recherche, ce n'est pas la vaine élégance qui présidaient à leurs excès, mais un luxe d'armures, de chevaux, d'attirail, mais la magnificence dans les assemblées nationales, mais une prodigue hospitalité dans les honneurs qu'ils rendaient chez eux. Voilà leurs excès. L'anarchie put bien momentanément assoupir l'esprit belliqueux des Polonais, mais elle a conservé dans toute leur plénitude la hardiesse, le noble dévouement pour le pays et, si je puis m'exprimer ainsi, cette volonté de fer d'être une nation! Que d'exemples de ces vertus ne nous offrent pas les fastes de notre histoire! Ces grands mêmes qui, à la légère, se déchargèrent des obligations et des impôts publics, toutes les fois que le pays se trouvait dans le besoin, amenaient pour sa défense des milliers de guerriers. A la diète de Pétrikau, en 1562,

Sigismond Auguste ayant déclaré à la face de la nation que, par suite de la dissipation de ses pères, les domaines et les revenus de la couronne étaient tellement dilapidés que le roi n'était plus en état d'opposer une armée aux Tartares ni aux Moscovites, le Sénat et le nonce s'approchèrent l'un après l'autre du trône, déchirant leurs priviléges et restituant à la couronne leurs propriétés. Dans les derniers temps, on a vu avec quel enthousiasme notre jeunesse courait aux armes! avec quelle bonne volonté le peuple villageois saisissait les instruments agricoles pour repousser l'ennemi! avec quelle tendre libéralité la vieillesse déposait ses épargnes sur l'autel de la patrie expirante! le beau sexe, ses précieux ornements! Ils aimaient toujours la patrie, les Polonais nos ancêtres, parce qu'elle était brillante, parce que c'était une terre qui leur avait procuré les bienfaits de la liberté; et, nous autres aujourd'hui, nous l'aimons davantage peut-être, parce que nous l'avons vue si injustement accablée, si malheureuse!

» L'amour de la patrie est le caractère et la vertu dominante de notre nation, et, de plus, un mélange de douceur et d'intrépidité; d'une excessive irascibilité et d'une extrême facilité à pardonner; d'ardeur, d'emportement et de patience; enfin, de cette constance à tout supporter quand il est question de nos plus chères espérances. »

M. Falkenstein, retraçant la vie de Kosciuszko, fait le tableau suivant du caractère polonais : « Un courage inné, une âme douée de facultés élevées et énergiques,

une vie continuellement agitée par les orages politiques provoqués par l'antique constitution, ont donné au Polonais ce caractère qui le distingue de tout autre peuple, et qu'il a conservé pur et intact à travers les orages du temps. Souvent réduit à des moyens simples et bornés, luttant contre les mauvaises saisons et les privations, isolé presque du monde entier et entouré d'une nature monotone, ses idées tournent dans le cercle étroit de sa famille et de ses voisins : de là vient cette disposition aventureuse, ce profond attachement au sol natal, cet esprit formé pour l'indépendance, cette rapidité de résolution, cette excessive facilité à s'accommoder à toutes les positions et à en tirer parti. On a donc raison de le nommer le *Français du Nord.* Opiniâtre par esprit et vif par tempérament, le Polonais est enthousiaste dans tout ce qu'il entreprend, et poursuit avec un courage infatigable sa lutte pour les libertés de la patrie. »

Dans une description de la Pologne, l'Anglais Bernard O'Connor, médecin du roi Jean Sobieski, esquisse ainsi le tableau des mœurs et des usages de son temps : « Les Polonais sont doués de beaucoup d'esprit et d'une forte constitution. Ennemis de la mollesse, ils bravent toute espèce de fatigues. Ils s'exercent à la chasse, se rasent la tête et portent des moustaches; leur maintien est noble. La canne en main et le sabre au côté, ils portent avec cette arme un petit sac brodé en argent, où ils renferment un couteau et une pierre à feu. Ils sont sincères, honnêtes et très-hospitaliers envers les étrangers. La noblesse s'instruit dès la plus tendre enfance.

Ils comptent parmi eux des savants du premier ordre en mathématiques, en histoire, en éloquence, en philosophie, en poésie et particulièrement dans le barreau. Les Polonais sont tellement endurcis aux intempéries de l'air, qu'ils supportèrent, malgré une neige constante, toute la campagne de 1663 contre les Moscovites. Ils font construire des châteaux aussi magnifiques que ceux d'Italie, et dont l'ameublement est en riches étoffes brodées d'or. On trouve des bains dans presque tous les villages. Les dames ne sortent ordinairement qu'accompagnées de femmes âgées, espèces de surveillantes qui ne sont là que pour la forme, car les Polonaises sont très-fidèles à leurs époux. »

Nous verrons dans la suite de ce livre le caractère et les mœurs des Polonais aux diverses époques de leur histoire.

VIII

Premiers temps historiques.

Les Slaves ne connaissaient que le seul Dieu, maître de l'univers et créateur de la foudre. Disséminés d'abord en une foule de communautés républicaines, ils se constituèrent, vers le VIIIe siècle, en divers États et groupes armés, dont la Pologne devint le centre. Charlemagne s'étant approché de leurs frontières, la puissance politique et chrétienne des Francs les obligea tous de veil-

ler à leur sûreté; c'est alors que se formèrent quelques royaumes primitifs, et leur source commune fut dans l'État slave et chrétien de la Grande-Moravie. C'est là, qu'au VIIe siècle encore régnait Samon, qui délivra les Slaves des Avares. L'Autriche actuelle, et Krakovie, n'est autre chose que l'ancienne Grande-Moravie, dont le fondateur fut Swiatoplug. Après sa mort, l'union slave fut dissoute, et de cette dissolution se composèrent les royaumes slavo-turc de Hongrie, slave de Bohême, celui de Chrobate ou de la Petite-Pologne, et la Marche d'Autriche.

On a fait remonter les premières origines de la Pologne jusqu'à l'an 496, date de la victoire de Clovis à Tolbiac, et de la formation de la nationalité française. Il semble, en effet, que les deux nations sœurs devaient naître le même jour. Mais les annales ne nous ont rien conservé de certain sur ces temps reculés. Encore obscures, vagues, souvent même fabuleuses, elles s'ouvrent par l'histoire des Lechs, qui ne portent d'autre nom que celui de la race qu'ils représentent : c'est la nation agissant et se gouvernant elle-même. En 550, disent les chroniques, Lech fut le premier chef de la nation polonaise, promena ses légions à l'ouest et au nord de la Vistule, conquit la Silésie, le Brandebourg, la Prusse, la Poméranie, le Holstein, la Saxe, et fonda la ville de Gnèzne, dont le nom (*Gniadzo,* en polonais) signifie Aigle. Gnèzne, premier berceau de la Pologne, située à sept milles de Posen et célèbre par le couronnement de Boleslav le Grand, disparut de la scène poli-

tique à mesure que s'étendirent les conquêtes des Polonais, et n'est plus aujourd'hui qu'une petite ville insignifiante, qui renferme à peine 4,000 habitants.

Après Lech, dit-on, Vizimir ou Ismar combat les Danois à la tête d'une flotte nombreuse, leur enlève toutes les îles de la Baltique, rend leur roi Sivard tributaire, et s'empare, dans la suite, de la plus grande partie du Danemarck. Plus tard, vers la fin du VIIe siècle, on trouve le territoire partagé entre douze gouverneurs, voievodes ou chefs de guerre. Mais l'un d'eux, Krak ou Krakus, concentre entre ses mains le pouvoir, fonde, vers l'an 700, Krakovie, sur les ruines de Carrodunum, y réside, établit des tribunaux de justice et règne glorieusement.

Après Lech II, fils de Krakus, les Polonais prennent pour chef sa sœur Vanda (750), qui repousse tous les prétendants à sa main. L'un d'eux, prince allemand, nommé Ritagor ou Rytigier, ayant voulu soutenir ses prétentions par les armes, Vanda se mit à la tête de son armée, battit complétement, dans une sanglante rencontre, Rytigier, qui périt dans le combat, et finit elle-même ses jours en se précipitant dans la Vistule.

Après Vanda, douze gouverneurs se partagent de nouveau le pouvoir, et, sous leur autorité faible et divisée, les Hongrois et les Moraves ravagent le territoire de la Pologne. Viennent ensuite les Leszek : le premier est un artisan, Przemislav (760), dont le règne fut paisible et sage. Après lui, les Polonais choisirent pour chef un jeune homme obscur, qui prit le nom de Leszek II (804),

et conserva toute sa vie les simples vêtements qu'il portait avant son élévation. On raconte qu'il périt dans un combat qu'il livra, de concert avec les Bohémiens, contre Charlemagne. Ce qui est certain, c'est que dès ce moment la France et la Pologne se rencontrent sur les champs de bataille. Plus prudent, son fils Leszek III (810) rechercha l'amitié de Charlemagne : ainsi, la première alliance de la Pologne et de la France remonte à plus de 1050 ans. Dès cette époque, la Pologne fut dotée de sages institutions, qui cependant n'arrêtèrent pas la longue tyrannie des Popiel.

En effet, Leszek III laissa deux fils qui opprimèrent le peuple. L'un, sous le nom de Popiel Ier (815), gouverna en prince lâche et efféminé, ou plutôt laissa gouverner ses favoris. Son frère, Popiel II (830) empoisonna ses deux oncles, et, en expiation, périt misérablement dans son palais bâti au milieu du lac Goplo. Un interrègne qui suivit nous conduit aux temps véritablement historiques.

LA POLOGNE CONQUÉRANTE.

842-1139.

I

De Piast à Boleslav le Grand (842-992).

Après une lutte intestine, les Polonais élurent pour chef (842) Piast, simple paysan de Kruszvica, possesseur d'un petit champ qu'il cultivait de ses mains, et de quelques ruches dont il recueillait le miel. Le nom de ce paysan devint le plus haut titre d'illustration nationale, et il fut le chef d'une dynastie qui régna en Pologne jusqu'en 1370, dans le duché de Moravie jusqu'en 1526, et en Silésie jusqu'en 1575, en un mot, subsista plus de sept siècles. Ce choix n'a rien qui doive surprendre; car, chez les Slaves alors tous cultivaient la terre, et ne quittaient la charrue que pour courir à la défense de la patrie. Piast régit la Pologne pendant vingt ans environ, rétablit la paix intérieure et travailla à adoucir les mœurs.

Ziémovit, son fils, lui succéda (860), soumit les tri-

bus voisines, agrandit ses États situés dans les contrées de Gnèzne et de Kruszvica, et combattit avec succès les Moraves, les Hongrois, les Prussiens, les Kassubiens et les Poméraniens. L'incorporation à la Pologne de la Chrobatie-Blanche commença à donner au pays une couleur plus européenne, et qui se ressentait déjà de l'influence du christianisme. Il eut pour descendants et successeurs le pacifique Lesket IV (892) et le probe et hospitalier Ziémomisl (913).

Ce dernier avait un fils qui, dit-on, naquit aveugle et recouvra miraculeusement la vue dans sa septième année : « c'était, ajoutent les chroniqueurs, l'image de la Pologne ouvrant les yeux à la lumière de l'Évangile. » Ce fils fut Mieczislav Ier, qui devint en effet le Clovis de la Pologne. Ses États, successivement accrus, comprenaient la grande et la petite Pologne, la Silésie, la Moravie et la Kuïavie; leurs frontières dépassant l'Oder, embrassant Krosna (Crossen) et Glogov (Glogau), et s'étendant, d'un côté, jusqu'aux terres des Prussiens, et de l'autre, jusqu'à celles des Bohémiens. Ceux-ci s'étaient convertis au catholicisme, déjà connu et professé en partie par les peuples slaves dès le IXe siècle.

Ayant épousé une chrétienne, Dombrovka, fille du duc de Bohême, qui arriva avec plusieurs ecclésiastiques de son pays, Mieczislav se convertit et reçut le baptême de la main de Bohowid, qui déjà avait béni son mariage à Gnèzne en 965. Cette même année, il fit placer le signe sacré de la Rédemption sur le mont Chauve (Lysa-Gora), élevé de 1908 pieds, embrassant un horizon de 70 lieues,

et là même où les Slaves idolâtres adoraient leurs faux dieux. Il bâtit neuf églises, leur donna des domaines considérables, établit la dîme pour la dotation des évêchés, et des théologiens habiles furent appelés d'Italie et de France. A l'exemple de son chef, le peuple renversa les idoles, et les efforts infatigables de Jordan, évêque de Pologne, secondés par Mieczislav et Dombrovka, déterminèrent une conversion générale, définitivement confirmée par saint Adalbert, évêque de Praga, qui traversa Krakovie et la Pologne pour aller porter la foi jusqu'en Prusse. Néanmoins la conversion totale des Polonais ne s'acheva qu'à la fin du xe siècle, sous Boleslav le Grand. A la suite de la révolution de 1034 à 1040, une partie du peuple retourna momentanément à l'idolâtrie; mais, à partir de Kazimir Ier, la Pologne resta immuablement et profondément catholique. Afin de montrer combien ils étaient prêts à verser leur sang pour la défense de leur foi, les Polonais avaient coutume, pendant la messe, à la lecture de l'Évangile, de tirer à demi les sabres hors de leurs fourreaux, et de ne les y remettre qu'après l'antienne : *Gloire à vous, Seigneur!* Cet usage, qui prit naissance sous Mieczislav Ier, se conserva jusqu'à la ruine totale de la Pologne, en 1795, c'est-à-dire pendant 830 ans.

Mieczislav repousse Vladimir, duc de Kiiovie et de Novogorod, et défait complétement près de Stetin le margrave de Misnie et le comte de Walbeck. Mais Othon Ier, empereur d'Allemagne, prétend se rendre juge du différend; et dans un congrès convoqué à Quedlinbourg, en

973, Mieczislav, comblé de présents et de témoignages d'une vive estime, croit, par reconnaissance, devoir se déclarer tributaire de l'empereur pour les pays qu'il avait conquis sur la rive gauche de la Varta. C'est ainsi que la Pologne entre directement en rapport politique avec l'Europe occidentale. Mieczislav intervint dans le débat pour la succession de l'empire d'Allemagne et mourut après un règne d'environ 32 ans.

II

Boleslav le Grand (999-1025).

Mieczislav partagea ses États entre ses fils; mais l'aîné, Boleslav le Grand, dit Chobri ou l'intrépide, s'empara seul du pouvoir, et fut le Charlemagne de la Pologne, dont un pape avait prédit la grandeur et la gloire futures. Reculant les bornes de son royaume, il avait pris aux Bohémiens la Silésie; Krakovie, tout le pays avoisinant les monts Karpats, la Pomeranie entière le reconnaissaient pour maître, et le bruit de ses exploits remplissait le monde, lorsqu'en l'an 1000 l'empereur Othon III vint le visiter. Il se rendait en pèlerinage au tombeau de saint Adalbert, martyrisé depuis peu en Prusse, et dont le corps, racheté par Boleslav, avait été déposé à Gnèzne où l'empereur entra nu-pieds par respect pour le saint. Emerveillé de la puissance et de la munificence presque

fabuleuses de Boleslav, Othon fit avec lui un traité, qui le reconnaissait comme roi de Pologne, allié et défenseur de l'empire, libre de toute dépendance envers les souverains allemands, ayant droit d'investiture et de nomination des évêques. Dans un moment, il alla même jusqu'à ôter sa couronne impériale et à la poser sur la tête de Boleslav, auquel il envoya, à son retour, un morceau de la lance de saint Maurice : cette relique, richement enchâssée, remplaçait alors le sceptre et servait de marque distinctive de la dignité royale.

Au sujet de cette réception de l'empereur Othon III par Boleslav le Grand, Lelevel donne les détails suivants, fort curieux, et qui peignent les mœurs, les habitudes, les richesses et les banquets de ces temps reculés. « Boleslav, dit-il, reçut un hôte si distingué avec la plus grande distinction. Dès la frontière, il fut accueilli par une foule immense accourue au-devant de lui. Boleslav lui-même était à la tête de ses guerriers. L'or, l'argent, le cuivre ou l'acier et le fer bien poli, que chacun portait selon ses moyens, éblouissaient tous les yeux. Les plus riches escortaient les deux princes, Boleslav et Othon; ils portaient une robe de dignité nommée zupan et autres habits en couleurs claires et voyantes, écarlate, vert, bleu, cramoisi, avec des chaînes d'or. L'or, les pierreries ornaient leurs sabres, leurs cuirasses et leurs boucliers; leurs chevaux étaient richement enharnachés. Les plus riches composaient de nombreux corps de cavalerie couverts de cuirasses; mais plus nombreux étaient les guerriers à pied, armés d'arcs et de boucliers avec la lance à la

main. Les uns portaient des capotes blanches, d'autres des rousses, d'autres encore des noires, mais tous avaient un cœur aussi brave que les plus riches seigneurs. C'est avec ces guerriers que Boleslav allait habituellement à la guerre; mais, cette fois, il les dirigea au-devant d'Othon qui se rendait à Gnèzne. C'était en son honneur que Boleslav fit tout cela, et pour lui faire voir de près la nation pour laquelle les Allemands avaient de l'antipathie. Othon aperçut donc, dans la vaste étendue des champs et prairies qui bordaient son chemin, de nombreux corps armés qui l'escortaient. Ce fut un coup d'œil magnifique...

« Othon resta trois jours à Gnèzne, et Boleslav le fêta à ses propres frais. Dans ce temps tout était simple et rustique. Les châteaux des rois, les maisons des seigneurs et les cabanes des paysans, se ressemblaient beaucoup. Rien n'y était élégant comme de nos jours, mais partout régnait la cordialité, la simplicité, la franchise; partout aussi, on voyait le bien-être et l'abondance. Dans une maison de citoyen propriétaire et cultivateur, et de Kmeton, on apercevait plus de vases en bois et en terre qu'en argent; il y avait un peu moins de luxe que chez les riches et chez les rois. La maison royale était aussi en bois; mais ses parois étaient couvertes de riches tapis, ornés de plaques d'or et d'argent, de boucliers, de sabres resplendissants de pierreries. Les chambres étaient vastes et pouvaient contenir des hôtes nombreux. Les tables étaient grandes, en bois de chêne, ou tout autre bois du pays, faites avec simplicité, mais revê-

tues quelquefois de lames d'or ou d'argent, couvertes de draps de laine, ou de toile de chanvre ou de lin, assez grossière, mais très-blanche et peu connue hors du pays On plaçait sur ces tables des plats d'or ou d'argent de différentes formes, avec des vases de même métal artistement ciselés; des cuillers d'argent en abondance. Tous les plats étaient remplis de mets accommodés bien simplement. La viande bouillie ou rôtie était tantôt d'animaux domestiques, tels que bœufs, porcs, volailles; tantôt de gibier, tels que lièvre, chevreuil, sanglier, daim, bison, urus, castor. Il ne manquait pas de légumes; on y avait du millet, des gruaux, de l'orge bien gras avec du lard; le pain et le gâteau faits de farine de seigle. Il y avait en tout abondance et richesses. Les hôtes étaient placés sur des bancs longs et quelquefois des tabourets; les plus distingués avaient des fauteuils couverts de riches brocards, étoffes qui venaient de la Grèce ou des pays des mahométans d'Asie. On versait dans des vases brillants des boissons acéteuses et rafraîchissantes; de la bière forte, de l'hydromel et autres boissons douces et spiritueuses. Tout le monde était admis à boire et à manger. Ce n'est pas tout; après que l'empereur, les seigneurs allemands, leur suite et tous leurs domestiques s'étaient bien rassasiés, à chaque repas, tout ce qui était en or et en argent sur les tables était donné à l'empereur et distribué entre tous les seigneurs allemands et leurs domestiques. De plus, Boleslav donna aux Allemands d'autres présents en fourrure, riches vêtements, armes précieuses et argent monnayé.

C'est ainsi que Boleslav fêta et régala son hôte Otton III, pendant son séjour à Gnèzne. »

Ce roi, dont on vient de peindre la munificence et les mœurs, conquit tour à tour la Bohême, la Moravie, la Misnie ou la Serbie et la contrée de Lubusz qu'il réunit à la Pologne comme pays slaves. Il remporta en 1005 une victoire éclatante sur les Allemands, les battit à de nombreuses reprises dans une guerre de quinze ans, et conclut une trêve à Marsebourg (1013) pour aller attaquer les Poméraniens, les Prussiens et les Kassubiens. Il se rendit maître de tous les pays situés entre la Vistule et le Niemen (1014) et de leurs trois plus fortes villes d'alòrs, Radzyn, Balga et Romnove, fit embrasser aux Prussiens le catholicisme et leur imposa sa suzeraineté. On prétend que, comme signe de sa domination en Prusse et en Allemagne, il fit ériger dans le fleuve Ossa, aux environs de Radzyn et de Leszno, et dans l'Elbe et la Sala, sous les murs d'Iéna, des colonnes en fer avec cette inscription : *Hic est Polonia.* « *C'est ici la Pologne.* »

Dans un congrès tenu en 1018 à Bautzen, il imposa ses conditions à l'Allemagne, conserva la Moravie et la Luzace, renonça à la Bohême et à la Misnie, et conclut son mariage avec Oda, fille du margrave de ce dernier pays. Il attaqua alors Iaroslaf, duc de Novogorod, qui venait de chasser de Kiiov le gendre du monarque polonais, Svientopelk, le défit et s'empara de tout le pays et de la vaste cité de Kiiov, qui rivalisait de magnificence avec Constantinople, et renfermait dans son enceinte fortifiée 400 temples, 800 marchés et une

population immense. Il y fit son entrée triomphale en 1018, et passant sous la porte principale nommée porte d'or, l'ébrécha de son sabre, présent de l'empereur Othon III, qui depuis fut conservé à Krakovie parmi les joyaux de la couronne, et que les rois portaient à leur côté le jour de leur couronnement. A la suite d'une sourde conspiration et d'assassinats commis sur les soldats polonais, Kiiov fut incendiée, pillée et ne put recouvrer son ancienne splendeur. Lorsque Boleslàv mourut à Pòsen, le 3 avril 1025, après un règne de 26 ans, la nation tout entière prit le deuil et le porta pendant une année entière.

III

ÉTAT SOCIAL, POLITIQUE ET INDUSTRIEL.

Jusqu'à Piast, la Pologne ne fut guère qu'une fédération libre de peuplades indépendantes d'origine léchite, réunies surtout pour la défense commune, mais presque uniquement par la spontanéité et l'initiative individuelles. C'est le catholicisme seul qui fonda réellement la nationalité polonaise, la fit entrer dans la grande famille des peuples européens, et lui apporta, avec la morale divine de l'Évangile, les sciences, les arts et la civilisation. Plein du sentiment de cette filiation religieuse, Boleslav, ayant sollicité du pape la permission d'être couronné avec le cérémonial du sacre, se fit

oindre et couronner en 1024 par ses évêques : il ne leur parlait jamais, dit-on, que la tête découverte. Les évêchés se multiplièrent : à côté de celui de Pologne ou de Posen furent érigés ceux de Krakovie, de Vrotslav, de Poméranie, de Lubusz et l'archevêché de Gnèzne. Plus tard Mieczislav II, fils de Boleslav, érigea l'évêché de Kuïavie. Son père fonda des églises et plusieurs couvents. Le clergé, qui seul alors cultivait les sciences, les introduisit partout en Pologne.

Fondée par le catholicisme, la nationalité polonaise prit une première forme politique sous Boleslav, qui réunit en un seul corps les diverses peuplades et communautés, en les organisant en districts, dont chacun avait un chef-lieu, résidence des castellans, châtelains ou comtes, qui en temps de paix administraient et rendaient la justice, et en temps de guerre conduisaient les populations au combat. Tout habitant en état de porter les armes était appelé au besoin à concourir à la défense générale. Les cultivateurs les plus pauvres, désignés sous le nom de *kmetons* ou paysans, défendaient les places fortes et s'exerçaient aux manœuvres. Ceux d'entre eux qui pouvaient se procurer un cheval et une armure complète, entraient dans les rangs des *sléchites*, élite de l'armée, et par ce service devenaient nobles. Tous se levaient au premier signal donné par un feu allumé sur les montagnes et dans les camps.

Chef de guerre et juge suprême, Boleslav consacra surtout les cinq dernières années de son règne au bonheur du peuple polonais. Il forma, sous sa présidence,

un conseil de douze citoyens respectables par leur âge, leur sagesse et leur vertu : ils avaient pour mission de visiter les provinces, d'écouter les plaintes du cultivateur et du pauvre, d'entrer dans le détail de leurs besoins, de décider et d'agir en conséquence. Mais le pouvoir du roi et de son conseil n'enlevait rien à la liberté personnelle de chacun, ni aux libertés communales. Suivant la coutume immémoriale des Slaves, les habitants des communes se réunissaient librement pour délibérer sur les affaires publiques et pourvoir aux besoins du pays. De grandes routes commerciales traversaient toute la Pologne et étaient fréquentées par des caravanes de marchands et par des étrangers, Normands, Danois, Anglais, Allemands, Russiens. Quoique le pays fût riche, puisque les habitants étaient en état de payer de fortes impositions foncières appelées *poradlné*, les mœurs étaient simples, toutes les habitations et même la plupart des églises étaient en bois. Des terres furent distribuées aux prisonniers de guerre qui, changés en colons agricoles, devenaient kmetons et citoyens, et recouvraient leur liberté ; car c'était un axiome que la terre ne devait être cultivée que par une main libre. Boleslav gouvernait en père, favorisait la diffusion des lumières, la fondation des écoles, et rendait ses jugements avec la plus parfaite équité, d'après les lois et les coutumes anciennes. Son nom rappelle comme l'âge d'or de la Pologne. En 1008 en 1009, il fonda à Siéciechov, à Tiniec et à Lysa-Gora les ordres de bénédictins spécialement chargés de propager l'instruction. Débutant dans

des circonstances difficiles, il devait conquérir et organiser, vaincre et conserver. La pensée qui le dirigea dans ses nombreuses expéditions, surtout contre les Russiens et les Allemands, était de faire de la Pologne le centre de la nationalité slave, et cette idée, qui a traversé les siècles, trouvera son application dans l'avenir.

IV

De Mieczislav II, a Boleslav II (1025-1058).

Faible et dominé par sa femme Rixa, fille du comte palatin du Rhin et nièce d'Othon III, le fils et successeur de Boleslav, Mieczislav II, montra une mollesse et une incapacité qui livrèrent la Pologne à toutes les horreurs de la guerre intestine et étrangère. Il perdit une partie des conquêtes de son père, notamment la Moravie. Les Russiens se vengèrent des affronts qu'ils avaient reçus. On vit se soulever les Mazoviens, les Chrobates, les Moraves et les Poméraniens : ces derniers cependant furent défaits par Mieczislav en 1032, deux ans avant sa mort, suivie d'un interrègne qui dura de 1034 à 1040.

Déjà les gouverneurs des châteaux forts s'étaient rendus indépendants, avaient formé de leurs juridictions autant de petits États rivaux, et leurs querelles fomentaient partout l'anarchie. Rixa, ennemie des Polonais qu'elle trahissait au profit des Allemands, fut d'abord nommée régente et tutrice de son fils Kazimir. Mais

bientôt, menacée par la colère du peuple, elle s'enfuit en Saxe, emmenant le jeune Kazimir et emportant les trésors de la nation et tous les joyaux de la couronne (1036). Alors l'anarchie fut à son comble. L'idolâtrie reparut, les païens se ruèrent sur les chrétiens, brûlant les livres saints, détruisant les églises et massacrant les prêtres jusque sur les autels profanés. L'assassinat, l'incendie et le pillage étaient partout. Les nombreux colons composés d'hommes des pays conquis dans les dernières guerres, s'étant réunis aux paysans, se révoltèrent contre les seigneurs qui s'armèrent aussi entre eux. Profitant de ces circonstances, Brestyslav, duc de Bohême, s'empare de la Silésie, de la Moravie, de la Luzace, et ravage Krakovie et Gnèzne, tandis que Iaroslaf, duc de Novogorod, dévaste les provinces voisines de la Moskovie. Les ravages des uns et des autres furent effroyables : une partie considérable du pays fut changée en désert, les trésors de l'Église et de l'État pillés et enlevés, les villes et les villages incendiés, et les habitants dépouillés de tout et vendus à l'étranger. Une seule province, la Mazovie, fut préservée de ces fléaux et défendue contre l'invasion par Maslav qui y établit sa domination.

Enfin les évêques et les principaux du royaume se réunissent à Gnèzne pour décider le retour de Kazimir qu'on demandait d'une commune voix. Une brillante ambassade fut envoyée à Rixa, qui restitua les trésors enlevés et découvrit la retraite de son fils, lequel étudiait à Liége. Ce prince revint en Pologne et fut couronné à Gnèzne en 1041. Il pacifia les esprits et fit alliance

avec le duc Iaroslaf dont il épousa la sœur, Marie, qui abjura le schisme grec pour embrasser le catholicisme. Puis, fort de l'appui de l'empereur Henri III, il reprit la Silésie et fit rentrer sous sa puissance les Prussiens et les Poméraniens. Toutes les provinces conquises par Boleslav, à l'exception de la Moravie et de la Chrobatie transkarpétienne, se soumirent à lui tour à tour. Seul, Maslav refusa de le reconnaître. Son parti, allié au paganisme, était puissant parce qu'il s'appuyait sur les classes inférieures révoltées. Celui de Kazimir représentait le christianisme et l'élite de la nation, mais était peu nombreux.

La Pologne, en ce moment dépeuplée et presque déserte, ne fournit à Kazimir que trois régiments à peine, tandis que les Mazoviens en avaient trente. Cependant Kazimir les battit près de Plock en 1047. Maslav périt, et la multitude qui s'était réfugiée en Mazovie, fut reconduite dans les autres provinces polonaises et replacée dans les conditions où elle se trouvait auparavant. Le catholicisme, prêché par des ecclésiastiques français et italiens que Kazimir avait amenés avec lui, brilla d'un nouvel éclat et s'implanta plus profondément que jamais sur le sol polonais. Kazimir gouverna avec sagesse, rétablit les évêchés, les abbayes, les couvents, fit refleurir la Pologne, y consolida partout la paix, et mérita le titre de restaurateur ou rénovateur pacifique de ce pays. Après seize ans de règne, il mourut le 28 novembre 1058.

V

Boleslav II (1058-1080).

Fils aîné de Kazimir, et n'ayant encore que 16 ans, Boleslav II, surnommé le Hardi, succéda à son père non sans contestation, les Polonais craignant toujours de laisser s'établir par l'usage le principe de l'hérédité. Trois princes chassés de leurs États, Bela de Hongrie, Iaromir de Bohême et Isiaslaf de Russie, vinrent implorer sa protection, et il épousa leur cause. Ayant battu complétement les Hongrois et leurs auxiliaires les Allemands en 1060, il rétablit Bela sur le trône de Hongrie qu'André son frère avait usurpé, et le fit couronner à Belgrade l'année suivante. Il attaqua ensuite Vratislav, duc de Bohême, qui s'était emparé de la couronne de Iaromir, son frère, et cerna son armée dans un bois sur les bords de l'Oder, en 1062. Vratislav parvint à s'échapper à la faveur de la nuit, mais plus tard demanda la paix, en offrant à son frère l'évêché de Prague et s'engageant à supporter tous les frais de la guerre. Ces conditions furent acceptées, et Vratislav épousa Svientochna, sœur du roi de Pologne.

Les Prussiens s'étaient révoltés, et commettaient au loin de nombreux brigandages; Boleslav les défit complétement en 1062; puis, traversant la Podolie et s'emparant de toutes les villes qui se trouvaient sur son passage, il réduisit Kiiov par la famine et y rétablit Isiaslaf. En 1069, il reprit la terre de Przemysl, enlevée

à Mieczislav II. En 1071, il se déclara contre l'empereur Henri IV, le défenseur de Geyza, fils de Bela, et son intervention mit fin au différend ; souvent, de concert avec les évêques de Hongrie, il ramena ainsi la concorde en ce pays. Isiaslaf, une seconde fois chassé par les kniaz russes, vint implorer de nouveau son appui contre Vschevorod (1076). Boleslav reprit le chemin de Kiiov, s'empara de cette ville après une résistance désespérée, conquit la Russie Rouge, et ayant convoqué plusieurs évêques polonais et hongrois, se fit solennellement couronner le jour de Noël 1077. Maître de tout le pays qu'arrosent le Dnieper et la Dvina, il donna, en s'en réservant la suzeraineté, le duché de Kiiov à Isiaslaf, celui de Novogorod et de Poloçk à Sviatopelk, celui de Smolensk à Vladimir, et celui de Vyszogrod à Iaropolk. La Pologne devint ainsi l'arbitre des destinées de tous les peuples voisins ; et tous les ducs russiens, prussiens, hongrois et bohêmes étaient ses vassaux.

Mais Boleslav qui, par ses conquêtes, jeta un si grand éclat sur son pays, souilla sa gloire à la fois par le désordre de ses mœurs et par ses violences. A Kiiov, une des villes les plus débauchées de l'Europe, il se livra à tous les excès, et son armée suivit son exemple. On prétend que leur absence de la Pologne s'étant prolongée près de huit ans, la plupart des femmes, ainsi abandonnées, contractèrent d'autres unions et déshonorèrent leur couche. A cette nouvelle, les maris outragés précipitèrent leur retour malgré les ordres de Boleslav, massacrèrent leurs femmes, et combattirent les usurpateurs

de leurs domaines. Le roi, implacable pour les chefs qui avaient quitté l'armée, punit les principaux d'entre eux d'une mort infamante, confisqua les biens des plus riches, et plongea les autres dans d'affreux cachots où ils périrent tous de misère. Quant aux femmes coupables, il leur fit arracher leurs enfants à la mamelle et les condamna à allaiter des chiens.

Quoi qu'il en soit de cette histoire, Boleslav mit le comble à ses désordres et à ses violences par un forfait qui souleva la Pologne tout entière, au point qu'il fut obligé de la quitter. Stanislas Sczepanowski, évêque de Krakovie, était un pieux prélat qui nourrissait et habillait les pauvres, soignait les malades, et n'avait commis d'autre crime que de reprocher à Boleslav ses vices, sa tyrannie, sa cruauté et ses exactions. Après l'avoir souvent prévenu sans en rien obtenir, il l'excommunia et lui défendit l'entrée de l'église. Le roi y étant venu malgré cette défense, l'évêque interrompit l'office, ce qui jeta Boleslav dans une telle fureur qu'il envoya un détachement pour l'arracher de la chapelle de Krakovie où il s'était réfugié. Frappés de l'air vénérable du vieillard, les soldats tombèrent à genoux sans oser porter la main sur lui. Le roi envoya un second, puis un troisième détachement qui firent comme le premier. Alors, il leur dit qu'ils étaient des lâches et non des soldats, des femmes et non des hommes, leur reprochant avec rage de n'être point capables de lui amener un prêtre sur lequel il voulait rassasier sa vengeance. Hors de lui, il courut à l'église, tua de sa propre main l'évêque au pied

de l'autel, et ordonna que son corps fût déchiré en pièces. C'était le 8 mai 1079.

A la nouvelle de ce forfait, Grégoire VII assembla les cardinaux, frappa d'anathème la royauté et le roi, délia ses sujets du serment de fidélité, et Boleslav, abandonné de tous, se réfugia en Hongrie, où, errant et tombé dans la plus extrême misère, il fut, dit-on, dévoré par les chiens. D'autres prétendent qu'il se retira dans un monastère de Willach, en Carinthie, employé, sous un faux nom, aux plus humbles offices, et qu'à sa mort, les moines ayant découvert qui il était, le déposèrent dans un tombeau sur lequel ils gravèrent ces mots : « Boleslav, roi de Pologne, meurtrier de Stanislas, évêque de Krakovie. » Ses successeurs n'osèrent plus prendre le titre de rois.

VI

De Vladislav-Herman a Vladislav II (1080-1139).

Pendant l'interrègne d'un an qui suivit l'exil de Boleslav II, Rostislavitsch, duc russien, envahit l'est de la Pologne, tandis que les Hongrois menaçaient le midi et prenaient Krakovie. Alors la nation élut Vladislav-Herman, qui ne se fit pas couronner, ne prit point le titre de roi, et accorda aux étrangers des évêchés et des abbayes. Indolent et incapable de gouverner, il se reposa du soin de toutes les affaires sur Sieciech qui, créé

palatin, et investi de la puissance civile et militaire, défit, le 15 août 1091, les Prussiens, qui s'étaient soulevés, ainsi que les Moscovites et les Poméraniens; et, en 1096, battit, près de Kruszica, les mécontents, qui opposaient à Vladislav ses propres fils. Mais ce ministre, qui avait soulevé l'indignation générale par son arbitraire effréné, et ses innombrables exactions, fut enfin banni du royaume, que Vladislav partagea de son vivant entre ses deux enfants, donnant Krakovie, Sandomir et la Silésie à Boleslav-Bouche-torse, son fils légitime, et la Mazovie, Siéradz et le duché de Lencziça à Sbigniev, son fils naturel.

La mort de Vladislav, le 5 juin 1102, fut le signal de la discorde entre ses deux héritiers. Le partage du trésor et de l'État en fut l'occasion; et ils en seraient venus aux mains sans l'intervention de Martin, archevêque de Gnèzne. Le traître Sbigniev, sans cesse à la tête des ennemis de la Pologne, souleva contre elle les Bohêmes et les Poméraniens qui, de 1103 à 1107, envahirent à plusieurs reprises les Etats de Boleslav III, et furent repoussés. En 1106, il se raprocha momentanément de son frère, mais avec l'intention de se défaire de lui. Ce fut à cette époque que Boleslav se signala par un exemple de bravouré vraiment extrordinaire. Un jour qu'il avait été assister à la consécration d'une église, accompagné seulement de quatre-vingts soldats, il fut soudainement attaqué par trois mille Poméraniens. Il s'élança sur eux le sabre à la main, et parvint à se faire jour au travers de cette nuée d'ennemis. Ne voulant pas fuir,

mais vaincre, il revient sur ses pas, combat, multiplie ses forces, se surpasse en courage et se fraye une seconde fois un passage. Il n'avait plus à ses côtés que cinq soldats; mais que lui fait le nombre? il attaque une troisième fois; les rangs ennemis commençaient à s'éclaircir, chaque Polonais faisait des prodiges. Le roi avait eu son cheval tué sous lui et combattait à pied depuis longtemps, lorsque son armée, apprenant le danger qu'il courait, vola à son secours. Elle le rencontra avec sa cuirasse et son casque percés dans tous les sens, et une armée polonaise, qui ne sait s'étonner que de la lâcheté, resta stupéfaite d'admiration! De tels faits pourtant sont presque vulgaires dans l'histoire de Pologne.

En 1107, la Poméranie fut définitivement réunie à la Pologne par Boleslav, qui travailla à en convertir les habitants au catholicisme, et Sbigniev pris, allait être jugé, lorsque son frère, non content de lui pardonner, lui accorda le duché de Mazovie. A peine libre, l'ingrat soulève de nouveau les Poméraniens, et, saisi au milieu d'eux, il est condamné à mort par un conseil de guerre; mais Boleslav, toujours généreux, commue sa peine en un arrêt d'exil. Ces victoires cependant étaient souvent sanglantes, et rien qu'à la prise de Naklo, plus de 30,000 habitants périrent.

En 1108, Boleslav défend Koloman, roi de Hongrie, contre l'empereur Henri V. Une invasion terrible de l'Allemagne inonde toutes les provinces polonaises entre l'Elbe et l'Oder; l'implacable Sbigniev s'avance suivi

des Saxons, des Bavarois, des Suèves, des Thuringes, des Franconiens, des Bohêmes, des Misniens; et, fier de sa puissance, Henri V somme le roi de Pologne de se reconnaître tributaire de l'Empire. Mais Boleslav lui répond : « Il n'y a pas de menace qui puisse me réduire à m'avouer tributaire d'un seul denier. J'aime mieux, s'il le faut, perdre la Pologne en combattant pour son indépendance, que de la posséder au prix d'une paix ignominieuse. » L'empereur, après avoir été forcé de renoncer au siége de Glogov, est battu et mis en fuite, en 1109, près d'Œls, dans une bataille acharnée où il perd 40,000 hommes. Ce lieu fut nommé le Champ-des-Chiens (*Hundsfeld*) par mépris pour les Allemands, ou, suivant les chroniqueurs, à cause de la quantité de chiens affamés qui y furent alors attirés par l'odeur du carnage. Réduit à demander la paix, Henri V conclut à Bamberg (1110) un traité d'alliance avec Boleslav, qui épouse la fille de Henri l'aîné, comte de Bergen, tandis qu'Agnès, nièce de l'empereur, est fiancée à Vladislav, fils aîné du roi de Pologne.

Pendant cette guerre avec l'Allemagne, il se passa un trait qui peint parfaitement la noble fierté et le complet désintéressement qui ont de tout temps caractérisé la nation polonaise. Boleslav, malgré des avantages déjà remportés sur ses agresseurs, transmit à leur chef des propositions de paix. L'empereur, pensant que ses immenses trésors en imposeraient aux envoyés, les fit apporter devant eux et s'écria : « Voilà les armes qui me donneront les moyens et la force nécessaires pour vous

combattre. » Mais Skarbek, chef de l'ambassade polonaise, retirant de son doigt un anneau précieux et le jetant sur ce monceau de richesses, se contenta de dire avec calme : « Que l'or aille se réunir à l'or. » Henri, confus et stupéfait, ne sut répondre que ces mots : *Hab' dank*, je te remercie. »

Boleslav porte de nouveau ses armes dans la Poméranie agitée pour la troisième fois par Sbigniev, et reste vainqueur après une série de combats meurtriers (1113). Sbigniev obtient encore son pardon et la permission de rentrer en Pologne. Mais, après avoir si souvent trahi sa patrie et conjuré la perte de son frère, il recommence ses bravades et ses menaces à tel point que, dans un moment d'indignation, Boleslav s'écrie : « Quand donc serai-je délivré de ce traître ? » Alors les gardes du palais massacrèrent Sbigniev (1117). Boleslav se reprocha amèrement d'avoir été la cause de ce meurtre, et s'imposa publiquement des actes expiatoires qui ne calmèrent point sa conscience. Les tourments auxquels il était en proie et qui altérèrent sa santé furent encore aggravés par les révoltes de plusieurs châtelains, ses principaux officiers, qu'il fut obligé de punir sévèrement, par la défection en Hongrie du parti qu'il avait secouru, et par les incursions des Bohêmes, des Danois et des Russiens qui inquiétaient sans cesse les frontières polonaises. Il défit les Danois, refusa la couronne qu'ils lui offraient, et poussa ses conquêtes jusqu'à l'île de Rugen et au delà des pays habités par les Lutices-Vilces. Il se tourna ensuite contre les Russiens qui avaient chassé le gouver-

neur d'Halicz, dans la Russie Rouge; mais les révoltés, ayant feint de se soumettre, lui dressèrent une embuscade où il faillit être fait prisonnier.

Boleslav III, dont la piété égala la bravoure, mourut à 54 ans, après avoir régné 36 ans et gagné 47 grandes batailles. Dans son agonie, à Plock, en 1139, il partagea ses États entre quatre de ses fils : à Vladislas II, l'aîné, il donna Krakovie, la Silésie, les terres de Siéradz, de Lènczica et de Poméranie ; à Boleslav IV, surnommé le Crêpu, la Mazovie, la Kuïavie et les terres prussiennes de Dobrzyn et de Culm ; à Mieczislav III, la grande Pologne contenant les terres de Gnèzne, de Posen et de Kalisch ; à Henri, Lublin et Sandomir. Le plus jeune, Kazimir encore enfant, n'obtint rien et fut seulement recommandé à la tendresse de ses frères.

VII

Considérations générales sur cette période.

Cette période, qui embrasse près de trois siècles (297 ans), est celle de la *Pologne conquérante*. Bornée sous les premiers Piast par les monts Karpates et la Baltique, la Pologne comprenait alors les pays situés entre l'Oder, le Bog et le Niémen. Attaquée par les peuples voisins de la même race, elle parvint, sous les premiers rois chrétiens, à étendre ses frontières jusqu'aux bords du Dnièper et de l'Elbe. Elle retint sous sa dépendance les

habitants encore idolâtres des rives de la Baltique (Poméraniens, Prussiens), et intervint souvent en souveraine dans les États voisins, Kiïovie, Hongrie, Bohême. Partout elle est le bouclier des faibles, la protectrice des opprimés, secourant les Russiens contre leurs tyrans, et les peuples voisins de l'Allemagne contre le joug des empereurs.

Si l'on veut approfondir la constitution sociale et politique de ce grand peuple, il faut remonter jusqu'à ses premières origines. La propriété, comme le pouvoir, appartiennent primitivement à la communauté ellemême, à tous : c'est l'état originel et traditionnel de la race slave, dont la Pologne constitue la nationalité. Sans doute, la possession particulière existe, et prend naissance partout où l'homme crée des produits spéciaux, car c'est le travail seul qui constitue alors la possession. Mais d'abord cette possession particulière est excessivement restreinte. Partout où la main de l'homme ne cultive pas directement, tous les biens de la nature sont en commun : immenses terrains incultes que chacun défriche à son gré, vastes prairies vagues où le premier venu fait paître ses troupeaux ; forêts sans limites où l'on va chasser et abattre des arbres à sa convenance ; fleuves, rivières, cours d'eau, étangs dont les poissons sont à qui les pêche ; miel et produits spontanés du sol et des bois que chacun recueille comme il veut. En outre, la possession particulière est elle-même purement relative et soumise à une foule de charges pour le service général du pays. Enfin, c'est une simple possession

et non une propriété dans le sens du droit moderne. En effet, dit un savant publiciste, « on chercherait en vain le mot *proprietas* dans les anciens statuts de la Pologne ; il n'y a que *possessiones*. Le statut lithuanien de 1529 et 1588 ne connaît que des *possessiones*. » L'hérédité semble primitivement plutôt un fait qu'un droit. Encore la succession n'est-elle admise qu'en ligne directe, dite héritage d'aïeul, et quand il n'y a que des collatéraux, elle tombe en déshérence, en vacuage, appelé *puscizna*. C'est la commune elle-même qui, dans son assemblée, ou *viéca*, décide de l'usufruit des domaines communs en particulier ou de la distribution en possession des terres publiques et des bénéfices. C'est la communauté qui possède le pouvoir comme les biens, et les régit dans ses libres synodes. Tel est l'état primitif de la constitution sociale et politique de la Léchie ou ancienne Pologne.

Pendant les trois siècles de cette période, le chef de l'État, de son côté, et les nobles de l'autre, cherchent à s'emparer à la fois de la propriété et du pouvoir, comme représentants de la communauté. Peu à peu les possessions particulières deviennent plus étendues, plus fixes, plus respectées, et substituent à la commune égalité primitive une hiérarchie de classes diverses, dont la plus élevée lutte contre les rois qu'elle parvient plus tard à subordonner à sa puissance. En face de cette aristocratie qui se forme, les rois, à leur tour, s'efforcent de concentrer en eux l'autorité et la propriété, en exerçant le pouvoir dont jouissaient auparavant les communes et les assemblées populaires. A l'exemple des particuliers,

le chef de l'État se considère comme propriétaire héréditaire de tout le pays que ne possède pas la classe noble, et de toutes les terres que le peuple cultive et où il habite. Par suite de l'importance énorme de cette possession, l'État se trouvant comme englobé dans la propriété particulière des rois, en partageant celle-ci entre leurs enfants, ils divisaient par là même la Pologne tout entière, tant était corrélative la question de propriété et celle de pouvoir. Nous avons vu ces partages sans cesse renouvelés. Mais cette tentative d'absorption et d'omnipotence royale, arrivée à son apogée en 1025, à la mort de Boleslav le Grand, est successivement ébranlée et affaiblie de 1025 à 1080, et surtout de 1080 à 1139. Les évêques, les séculiers, palatins, gouverneurs de provinces, hauts dignitaires et seigneurs s'emparèrent graduellement du pouvoir, et restreignirent celui des rois. La noblesse l'emporta définitivement sur la royauté.

Cette noblesse n'était qu'une tradition de race, classe léchite par excellence qui prit le nom *sléchites*, composait l'élite de l'armée, qu'on appela en latin nobles, et qu'une chaîne d'or distinguait des autres. Nous avons vu que le dernier des paysans pouvait y parvenir, et qu'il lui suffisait pour cela de posséder un cheval, un bouclier, une cuirasse, une armure complète. Le pouvoir d'ailleurs anoblissait les hommes d'une classe inférieure. Ainsi, vers 1040, Kazimir, en dotant un guerrier de possessions plus étendues, le faisait passer dans un rang plus élevé. La classe des sléchites (*slachta*) se recrutait donc inces-

samment de nouveaux venus qui en acquéraient les prérogatives.

Les classes inférieures offraient des gradations variées. « Leur service militaire, dit Lelevel, les rapprochait des nobles. Ils jouissaient des mêmes lois qu'eux; les litiges entre eux et les nobles ressortaient de la même juridiction. Ils possédaient leur propriété particulière et obtenaient des hérédités sur les terres publiques ou dans les domaines particuliers, les uns à vie, les autres pour un certain temps ou en ferme perpétuelle dont le bail obligeait au cens et à certaine redevance. Leurs possessions et leur propriété héréditaire étaient reconnues et respectées; ils changeaient leur domicile et leur établissement comme il leur convenait; ils abandonnaient complétement leurs villages et leurs hameaux, et allaient s'établir ailleurs, sur les terres d'un autre propriétaire ou sur celles de l'État délaissées et incultes. Outre ces cultivateurs, il y avait toujours un grand nombre d'hommes de professions diverses et de locataires qui peuplaient les chaumières et les masures des campagnes qu'ils tenaient à loyer. »

Il y avait aussi des serfs (*servi*) prisonniers de guerre ou condamnés pour dettes et d'autres délits. Mais cette condition était purement temporaire; si le serf n'était point racheté, en défrichant la terre il recouvrait la liberté et devenait possesseur ou héritier du sol fécondé par son travail. Ainsi naturalisé, c'était le colon, *l'ascriptice* dont les enfants et les descendants, nommés originaires ou indigènes, faisaient partie du corps de la na-

tion. L'ascriptice ou originaire, rendu à la liberté, était considéré comme kmeton, partageait le service militaire, et pouvait arriver à la dignité de noble. Il serait trop long d'énumérer les charges innombrables qui pesaient sur les ascriptices, originaires et kmetons. Judith, mère de Boleslav III, qui rachetait les captifs et un grand nombre de chrétiens de la servitude des Juifs, fit à l'abbaye de Tiniec, vers 1085, une donation confirmée en 1120, qui, comme celle faite à l'abbaye de Lenda, en 1147, indique les nombreuses redevances, prestations et corvées auxquelles étaient soumises les classes inférieures. Outre les dîmes, tailles générales et locales, octrois, péages, cens et droits divers, la défense du pays, les chasses royales et seigneuriales, et surtout le service des chemins, postes et courriers, leur imposaient des obligations qui donnaient lieu aux abus les plus criants.

La population était très-mouvante et facile à se déplacer. En 1002, Boleslav le Grand transporta dans la Pologne les habitants des environs de Strela et de l'Elbe; en 1003, il en fit autant des Daleminces ou Glomaces qui habitaient à l'ouest de l'Elbe; en 1007, il enleva les populations des villes de Zerbst, de Lieska et des alentours, et du pays des Morezins. A la suite de leurs victoires, les trois Boleslav ramenèrent d'innombrables captifs qui se fondirent avec les indigènes. Souvent les habitants de villages entiers se transportaient d'un lieu à un autre plus favorable. Dans la terrible catastrophe de 1034 à 1040, la population se réfugia en masse dans la Mazovie, qui se dépeupla à son tour après la victoire de Kazimir,

mais servit cependant longtemps d'asile aux plébéiens, à cause de la constitution démocratique. Quoique formant un État si considérable, la Pologne n'avait point de capitale et de résidence fixe des rois. Vers 1080 seulement, Krakovie devint une sorte de centre, et suivant la dernière volonté de Boleslav III, le chef de l'État devait y résider.

Quelque sommaires qu'elles soient, ces considérations générales suffisent pour indiquer l'immense transformation sociale qui s'était accomplie durant cette période de l'histoire de la Pologne.

LA POLOGNE EN PARTAGE

1139-1333.

I

De Vladislav II a Kazimir II (1139-1177).

Jusqu'ici, la Pologne avait toujours été une. Quelquefois, momentanément partagée entre les fils du chef de l'État, elle se réunissait bientôt sous un même sceptre. Nous allons maintenant la voir divisée en duchés pendant deux siècles.

Nouvelle Rixa, Agnès, femme de Vladislav II, petite-fille de l'empereur d'Allemagne, Henri IV, et qui n'aimait point les Polonais, pousse son époux à chasser ses jeunes frères pour régner seul. Une assemblée, convoquée par la noblesse à Krakovie, à la fin de 1139, arrête que Vladislav prendra le titre de roi, et aura autorité sur les princes ses frères. Ce n'est pas assez pour l'ambition d'Agnès, dont une nouvelle assemblée, réunie à Krakovie, en 1141, condamne les projets. Vladislav lève des impôts dans toutes les provinces, et bientôt, appuyé des

étrangers, envahit les États de ses frères. Pierre Dunin, illustre par son dévouement à la Pologne, ne put voir sans une profonde indignation l'ambition de la reine et la servile complaisance de son époux. Sa franchise à cet égard lui valut le martyre : il eut la langue coupée et les yeux crevés. Ce crime odieux souleva toute la population. Le palatin de Sandomir défit la garde de Vladislav et les Moscovites, ses alliés, sur les bords de la Piliça. Vladislav, réunissant à son armée les Russiens et les Potovtzes encore païens, assiégea Posen (1148), où s'étaient retirés ses frères. Mais les évêques, les palatins et l'élite de la nation volèrent au secours des assiégés. Vladislav, battu et poursuivi jusqu'en Allemagne, se réfugia auprès de l'empereur Conrad III, son beau-frère, et Agnès fut reconduite à la frontière avec ses trois fils.

Une assemblée solennelle réunie à Krakovie, et composée des évêques et des principaux citoyens, élut Boleslav IV, dit le Crêpu. Sur les sollicitations d'Agnès et de Vladislav II, Conrad, empereur d'Allemagne, essaya de faire excommunier par le pape les évêques polonais; mais le patriotisme du clergé fit échouer cette tentative. Alors Conrad convoqua un congrès à Francfort-sur-le-Mein : Vladislav lui avait promis, s'il recouvrait sa couronne, de soumettre la Pologne à son empire, premier exemple de cette longue série de crimes qui livrèrent ce malheureux pays à l'étranger, par la trahison de ses rois. Une députation impériale fut envoyée aux Polonais, qui répondirent qu'ils n'avaient jamais été tributaires d'aucune puissance et qu'ils ne le seraient jamais. Con-

rad recourut aux armes et les deux armées se rencontrèrent sur l'Oder; mais avant d'en venir aux mains, on essaya un accommodement. Boleslav IV exposa la justice de sa cause avec une éloquence si convaincante que l'empereur repartit, au grand désappointement de Vladislav, et dans les meilleures dispositions pour la Pologne. Mais il mourut le 15 février 1152, et son successeur, Frédéric Barberousse, épousa la querelle de Vladislav, et envoya une seconde députation à laquelle les Polonais répondirent qu'ils étaient prêts à tout perdre plutôt que d'accepter un roi esclave des Allemands, et par conséquent odieux à la nation. Frédéric leur déclara la guerre. Boleslav ne repoussa point l'ennemi avec l'énergie de ses prédécesseurs, conclut à Krisgové, en 1157, une paix humiliante où il fit les plus grandes promesses; puis, par un nouveau traité, démembra la Pologne en cédant la Silésie aux trois fils de Vladislav II, qui venait de mourir à Plock (1159), sous la condition que ceux-ci renonceraient à toute prétention au trône de Pologne.

Il fit ensuite une première expédition contre les Prussiens, les rendit tributaires et travailla à les convertir au christianisme. Mais ils se révoltèrent de nouveau et retournèrent à l'idolâtrie. Boleslav reparut en Prusse; et, trompé par des guides perfides, subit un désastre où il perdit un de ses frères, Henri, duc de Sandomir, qui précédemment s'était croisé pour la Palestine et avait fondé l'ordre des Templiers. Alors Sandomir échut à Kazimir, cinquième fils de Boleslav II, qui n'avait rien reçu en

partage ; un parti puissant lui offrit même la couronne de Boleslav IV, devenu odieux à la nation à cause des atteintes portées à l'intégrité de la Pologne qui, à cette époque, perdit encore les pays slaves situés sur l'Oder et occupés par les Allemands : il la refusa. La division de la famille des Piast et les richesses immenses des particuliers contribuaient à l'affaiblissement de l'État, et la prépondérance de plus en plus marquée des nobles dans les assemblées politiques, entraînait peu à peu la nation vers les formes du gouvernement aristocratique.

Boleslav IV mourut le 20 octobre 1173, ne léguant à son fils Leszek que la Moravie et la Kuïavie. Les autres principautés de son domaine vinrent en la possession de Mieczislav III, dit le Vieux à cause de sa gravité, et déjà maître de Gnèzne, de Posen et de Kalisch. Ce dernier, investi du pouvoir, de l'assentiment de ses frères et de la noblesse réunie à Krakovie, voulut relever l'autorité royale, protégea les juifs, attaqua le clergé et les seigneurs, et se signala par une longue suite d'exactions de tous genres. Des plaintes s'élevèrent de toutes parts. En vain Gédéon, évêque de Krakovie, s'efforce de ramener le prince à de meilleurs conseils, en vain il demande la répression des iniquités de ses fonctionnaires. Alors tous les grands, réunis sous la direction de l'évêque, déplorant la triste nécessité de mettre à tout prix un terme à l'oppression, décident l'expulsion de Mieczislav, et offrent la couronne à Kazimir, le plus jeune des fils de Boleslav III, qui, après avoir longtemps refusé, accepte enfin. La Pologne salua le nouveau roi du nom de Libé-

rateur, et la garde de Mieczislav lui ouvrit elle-même les portes du château de Krakovie.

Nous verrons plus loin ce Mieczislav III, dans l'espace de 29 ans, quatre fois chassé par ses sujets et quatre fois parvenant, à force d'intrigues, à ressaisir un pouvoir qui lui échappait bientôt.

II

Kazimir le Juste (1177-1194).

Kazimir II, surnommé le Juste, ayant hérité de la Mazovie et de la Kuïavie, après la mort de Leszek, se trouva maître d'un très-vaste pays. Il se signala par la sagesse de son gouvernement, la répression des abus et la protection des paysans, prit en considération toutes les plaintes, fit rendre scrupuleusement partout la justice, mit fin aux exactions, et régla les impôts et les taxes. La Pologne, appelée Léchie, pour distinguer le royaume entier du duché particulier de Pologne, fut partagée en évêchés et en duchés. Chaque duc eut son voïevode ou palatin.

Les évêques, convoqués par Kazimir, se réunirent en assemblée ou synode à Lènczica en 1180, en présence des plus hauts barons, et promulguèrent des lois garantissant les propriétés des ecclésiastiques et celles des petits cultivateurs contre les attaques et les rapines des nobles. Ils prononcèrent l'anathème contre quiconque, prince,

illustre personne, fonctionnaire ou autre, oserait s'emparer des biens des évêques à leur mort, sous prétexte de déshérence, *puscizna;* l'usurpateur devait restituer sous peine de sacrilége. Ils décrétèrent une mesure générale par laquelle personne, seigneurs, courriers et messagers, ne devaient plus, comme ils le faisaient de temps immémorial, toucher aux provisions des pauvres, enlever les moissons, brûler les haies, et exiger des chevaux et chariots, ce dernier droit ne pouvant avoir lieu que dans le cas d'invasion de l'ennemi, attendu que lorsqu'il s'agit du salut de la patrie, il n'y a plus injustice. Les dîmes, les impôts, les tailles et toutes les charges qui pesaient indûment sur le peuple furent abolis, la justice réformée, les désordres publics réprimés. Kazimir envoya une ambassade au pape Alexandre III, afin d'en obtenir la confirmation des décisions de cette assemblée et celle de sa propre élévation au trône. Le pape donna à ces lois la haute sanction de son autorité religieuse et reconnut le droit de succession à la seule branche cadette des Piast, aux descendants de Kazimir.

Ce n'est pas le clergé seulement qui exerça une prépondérance dans l'État et participa au pouvoir législatif; les évêques, les palatins, castellans et autres dignitaires et fonctionnaires composèrent, à la place de l'ancien conseil, un sénat siégeant avec le souverain. « Ce sénat, dit Lelevel, limita la puissance royale à tel point que, sans son consentement, c'est-à-dire sans la volonté des prélats et des barons, des seigneurs ecclésiastiques et laïcs, il ne pouvait faire aucune loi, ni entreprendre

une guerre, ni gouverner, ni accorder un privilége, ni même prononcer un décret comme juge suprême. Une fois en possession de ce pouvoir, les seigneurs s'en servirent à leur profit, ce qui occasionna dans la suite au pays un tort toujours croissant. Ils cherchèrent à s'enrichir et à s'exempter des charges publiques. Les donations qu'ils obtenaient des ducs les mettaient au-dessus du droit commun. Ils recevaient en dons de vastes domaines, et les paysans qui y étaient établis passaient du pouvoir immédiat du souverain sous le pouvoir des seigneurs. Les seigneurs, tant ecclésiastiques que séculiers, devenaient exempts d'impôts et du service national, qui, d'après la loi polonaise, étaient obligatoires pour tous; ils obtenaient la juridiction sur les habitants de leurs terres, la liberté de bâtir des châteaux forts, le droit de disposer de leurs biens sans réserve, pour en assurer l'héritage à leurs collatéraux, les vendre, les donner en garantie ou les aliéner, n'observant en aucune manière ni les coutumes, ni les lois anciennes. Tous les princes ne se refusaient point ce genre de faveur; et plus les seigneurs et les prélats profitaient de ces priviléges exceptionnels, plus les impôts et le service public devenaient onéreux à cette classe de sclachic moins aisée, aux kmetons ou paysans, et à la classe laborieuse. Ce changement, opéré graduellement dans l'espace de cent ans, menaça dans la suite le pays de nouveaux malheurs, car les désordres et les abus croissaient avec lui. »

A peine formé, le sénat imposait aux rois sa volonté

et leur faisait entendre de dures paroles. Un jour, Kazimir veut y exposer les prétentions de son frère Mieczislav III expulsé, un murmure soudain s'élève et les sénateurs s'écrient : « Nos pressentiments se réalisent ; un corbeau n'arrache pas l'œil à un autre, en voici le danger ; au lieu de nous délivrer d'une tyrannie, nous avons deux ennemis : Mieczislav voudra se venger pour ses propres offenses, Kazimir pour le tort de son frère. Ne convient-il pas mieux de couper ce rejeton et d'empêcher la prolongation de la souche, car le chardon ne peut être extirpé lorsqu'il reste quelque racine. » Le roi comprit cette menace, et protesta qu'il ne pensait pas à rétablir son frère.

Kazimir s'occupa de la Russie-Rouge, y réprima l'agression des Hongrois, les scissions entre les princes, reconquit Brzesc, Przemysl et Vladzimir, et réconcilia les ducs de Silésie. En 1190, pendant ces expéditions, Mieczislav III reparut tout à coup, répandant le bruit de la mort de Kazimir, recouvra le duché de Prague, rentra à Krakovie, et s'empara du pouvoir malgré l'énergique résistance de l'évêque Pekla et du palatin Nicolas. Mais Kazimir n'eut qu'à revenir pour faire échouer cette tentative, pardonna à Mieczislav, épargna les coupables à la prière de l'archevêque Pierre, et pacifia les esprits. Il soumit les Prussiens et les Jadzvingues, et renouvela en 1193, à Staravies, avec la Hongrie, le traité antérieur qui fixait les limites des deux nations aux monts Tatres et Karpates. La Pologne était dans la situation la plus prospère, lorsqu'il mourut subitement à Krakovie, le

5 mai 1194, regretté de ses sujets et laissant deux fils en bas âge, Leszek et Conrad.

III

Leszek le Blanc. — Mieczislav III et Vladislav III (1194-1227).

Les évêques et les seigneurs se réunirent à Krakovie. On décida avant tout qu'aucune disposition royale ou autre ne saurait servir de règle; ce qui était établir en principe la souveraineté du sénat et de la nation. Fulco, évêque de Krakovie, se prononça pour Leszek, fils aîné de Kazimir. Cet avis fut combattu. Transmettre la couronne du père au fils, c'était, disait-on, compromettre le principe de l'éligibilité des rois et encourager les prétentions d'hérédité qui avaient déjà causé tant de mal. Cependant le parti proposé par Fulco l'emporta, et les seigneurs proclamèrent, par leur choix, prince-roi, Leszek, alors à peine âgé de 6 ans, et on lui donna pour tuteurs sa mère Hélène, l'évêque et le palatin de Krakovie. Tous les membres de l'assemblée prêtèrent ensuite le serment de fidélité.

Mais Mieczislav III appelle aux armes la noblesse du duché de Pologne, et est soutenu dans ses prétentions par Mestvin, gouverneur de la Poméranie, et par les ducs de Silésie. Les deux branches aînées des Piast marchent contre la branche cadette. Les armées de Leszek

sont commandées par le palatin de Krakovie, Nicolas, et par celui de Sandomir, Govorek, ayant pour auxiliaire le duc russien Romain. Une rencontre sanglante a lieu en 1196, sur les bords de la Mozgava, à 14 lieues de Krakovie. Nicolas est vainqueur, Mieczislav grièvement blessé, et son fils Boleslav tué. Mais Govorek ayant été battu et fait prisonnier par les Silésiens arrivés avec des troupes fraîches, le résultat resta indécis.

Mieczislav ne pouvant triompher par les armes, a recours à la ruse. Il explique que lui seul, comme souverain légitime, peut transmettre légalement à son neveu le droit que l'élection des seigneurs ne saurait valider, et que c'est là l'unique moyen de mettre fin à toutes les contestations. Mais, pour le faire, il faut qu'il reprenne l'autorité suprême et rentre dans la capitale. Il promet, sous l'anathème le plus solennel, à Hélène, d'adopter Leszek pour fils et de lui remettre la couronne. Hélène se laisse tromper et Mieczislav fait son entrée à Krakovie l'an 1200. Mais sa mauvaise foi ayant été reconnue, il est expulsé une troisième fois, et pousse par ses intrigues la régente à sévir contre le vieux palatin Nicolas, dont il se fait un appui pour revenir à Krakovie et remonter une quatrième fois sur le trône qu'il occupe depuis quelques mois seulement, jusqu'à sa mort, survenue en 1201.

Leszek le Blanc, retiré à Sandomir, fut rappelé; mais le palatin Nicolas lui ayant imposé pour condition de son avénement au trône, l'exil de Govorek, palatin de Sandomir, il refusa de se séparer du guide et de l'ami de sa jeunesse, malgré les protestations de celui-ci, qui

voulait s'éloigner. Alors les ennemis de Govorek, et surtout Nicolas, donnèrent la couronne à Vladislav-aux Jambes-grêles, duc de Posen et second fils de Mieczislav III, qui, trois ans plus tard, après la mort du palatin de Krakovie, abdiqua en faveur de Leszek, demandé par la nation et le sénat (1206).

Monarque pacifique dans un temps de guerres et d'orages, Leszek, avec un caractère doux, bon et probe, laissa porter un coup funeste à la grandeur de la Pologne, et l'historien Naruszewicz dit avec raison de lui, qu'il eût été l'homme le plus digne du trône s'il n'eût jamais régné. Pour éviter des débats, il céda en 1207 la Mazovie, la Kuïavie, Siéradz et Lènczica à son frère Conrad, qui, violent et farouche, tua de sa propre main son palatin Kristian et fit mourir dans d'atroces tortures Czapla, chanoine de Plock. Frappé d'excommunication pour ce dernier forfait, Conrad chercha à se réconcilier avec le clergé, conféra Lovicz et ses dépendances à l'archevêque, et octroya des immunités aux églises de Kuïavie et de Plock.

Délivrés de la terreur que leur inspirait le redoutable Kristian, les Prussiens idolâtres envahirent tout le pays, et réduisirent la province de Culm en une affreuse solitude, ayant tué ou emmené en captivité presque tous les habitants. Ils commirent les cruautés les plus horribles, brûlèrent tous les édifices, 250 églises paroissiales et les monastères d'hommes et de femmes, massacrèrent les prêtres et les religieux jusque sur les autels, leur arrachant des mains les hosties et les foulant aux pieds,

emportèrent les vases sacrés, outragèrent les vierges consacrées au Seigneur, tuèrent tous les hommes et emmenèrent captifs les femmes et les enfants. Seul, le château de Ploczko, sur la Vistule, leur résista. Conrad, forcé de leur payer un tribut, dépouilla ses sujets et les écrasa d'exactions. Enfin, suivant le conseil de l'évêque Chrétien et de quelques seigneurs, il établit, sous le nom de Chevaliers de Jésus-Christ, un ordre militaire ayant pour mission la défense du pays contre les incursions des idolâtres, et leur fit bâtir le fort d'Obrin, dont ils empruntèrent ensuite le nom. Mais cet ordre, qui avait pris la règle et l'habit des Chevaliers de Livonie, ne pouvant résister aux Prussiens, Conrad appela à son secours les Chevaliers de l'ordre teutonique, et leur céda la terre de Culm, sous la condition de lui subjuguer les païens. Le grand-maître, Herman de Saltza, accepta ces offres, à la sollicitation du pape Grégoire IX, de l'empereur Frédéric II et de plusieurs princes d'Allemagne, qui lui promirent leur appui. On comprend tous les dangers de cet établissement des Allemands au centre de l'État. Ce fut là en effet la source des guerres atroces qui, pendant trois siècles consécutifs, désolèrent la Pologne et la Lithuanie.

Lorsque Leszek le Blanc n'avait encore sous sa domination que Sandomir, Romain, qui avait été mis en possession du duché de Halicz (Russie-Rouge), par Kazimir le Juste, déclara la guerre au fils de son bienfaiteur, qui le défit près de Zavichost (1205) dans une sanglante bataille où Romain périt, laissant un fils

en bas âge nommé Daniel. Leszek donna Halicz à sa fille Salomée, depuis canonisée, et la maria à Koloman, fils du souverain de Hongrie, qui fut couronné roi de Halicz. Mais l'oppression exercée par Koloman décida bientôt Leszek à s'unir au prince de Smolensk, Mstislav-Mstivlavicz, pour le chasser du duché, qui fut rendu à Daniel, devenu majeur.

Tranquille du côté de la Russie, Leszek éprouva les plus grands embarras du côté de la Baltique. Dès Boleslav III, la Pologne possédait les pays entre l'île Rugen et la rivière de Pregel. Kazimir le Juste permit aux seigneurs des contrées situées à l'embouchure de l'Oder de prendre le titre de ducs, et établit des gouverneurs dans le reste de la Poméranie. Svèntopelk, élu par les indigènes, chassa les Danois qui avaient envahi cette province, reprit Dantzick dont ils s'étaient emparés, et fut reconnu gouverneur par Leszek le Blanc. Mais il voulait être prince indépendant, et cessa même d'envoyer les impôts lorsque sa demande eut été repoussée. Alors Leszek convoqua une assemblée à Gonsava pour mettre fin au différend. Svèntopelk pénétra secrètement dans la ville, s'empara par trahison de Leszek qui était au bain, l'emporta sur son cheval, et le tua de sa propre main le 14 novembre 1227. Ce fut par cet assassinat qu'il acquit le titre de duc.

IV

Boleslav V le Chaste (1227-1279).

§ I. — *Régence* (1227-1239).

Les seigneurs, assemblés pour le choix d'un nouveau roi, élurent le fils de Leszek le Blanc, Boleslav V, alors âgé de sept ans seulement. Mais Henri le Barbu, duc de Silésie, comme chef de la branche aînée des Piast, et Conrad, duc de Mazovie, comme oncle, se disputèrent la tutelle et la régence. Ayant rassemblé des forces considérables, l'un et l'autre envahirent le territoire de Krakovie. Henri, favorisé par Marc, palatin de Krakovie, par Pacoslas, palatin de Sandomir, et par la mère du jeune roi, battit deux fois Conrad, qui feignit de se retirer, en abandonnant la régence au vainqueur. Alors Henri licencia ses troupes. Mais Conrad revint et le fit prisonnier par surprise dans une église où il assistait à l'office divin. Hedvige, femme de Henri, obtint la liberté du duc, dont le fils s'avançait en armes pour le délivrer.

Bien que possédant la tutelle conquise par un sacrilége, Conrad avait contre lui les évêques et les nobles, qui proposèrent d'émanciper Boleslav, à peine âgé de douze ans. Alors Conrad voulut le faire périr ainsi que sa mère, et les jeta d'abord en prison (1233). Mais pendant qu'il était allé réprimer les incursions des Prussiens, Boleslav s'enfuit en Silésie; les nobles de Krakovie s'arment et proclament la déchéance du tuteur crimi-

5.

nel ; Henri vient appuyer ce mouvement, et sur sa route toutes les villes le saluent comme un libérateur. Conrad, accouru à la hâte, assiége Krakovie et dévaste et incendie toutes les campagnes voisines. Alors les seigneurs des deux camps décident de terminer la querelle en reconnaissant pour régent celui que choisira le jeune roi lui-même, et le traité de Plock, en 1237, rend la couronne à Boleslav et donne la régence à Henri le Barbu, qui mourut l'année suivante. Conrad, retiré dans sa province, s'occupa à combattre Svèntopelk et les Prussiens.

Deux ans plus tard (1239), à sa majorité, Boleslav épousa la pieuse Cunégonde, fille du roi de Hongrie, qui fut depuis canonisée ainsi que Hedvige de Mérian, mère de Boleslav le Pieux, duc de Silésie. Ils firent l'un et l'autre un vœu de continence, qui, renouvelé chaque année, dura autant que leur union : de là le surnom de Chaste, donné à Boleslav, qui, du reste, n'eut ni l'énergie ni les grandes qualités nécessaires, surtout dans les temps critiques où il fut au pouvoir. Souverain négligeant les affaires publiques, soldat n'ayant que de l'aversion pour les armes, juge inique, il vit, pendant les cinquante-deux ans de son règne, le plus long de tous, s'accroître d'une manière effrayante les malheurs de la Pologne.

§ II. — *Invasions des Tatars-Mongols. Boleslav le Chauve. Conrad.*

Sortis du fond de l'Asie vers le commencement du XIII[e] siècle, les Tatars-Mongols, après avoir tout dévasté

sur leur passage, pénétrèrent en Europe sous la conduite du terrible Genghis-Khan, défirent à Kalka, non loin d'Azof (1224), le duc Mstislaf, malgré sa vigoureuse résistance, asservirent toute la Russie et récompensèrent les ducs qui les avaient accueillis en les étouffant entre des planches qui, tout en leur broyant les membres, servaient de tables aux orgies de ces cannibales.

En 1240, ils fondirent sur la Pologne et la Hongrie : leurs masses formidables comptaient 500,000 hommes. Ils s'avancèrent sans obstacles jusqu'à Lublin et Zavichost et se présentèrent sous les murs de Sandomir, semant partout la dévastation et la mort, incendiant et pillant villes, villages, châteaux et couvents, emmenant dans leur camp tout ce qu'ils pouvaient saisir, troupeaux, multitude d'hommes, de femmes et d'enfants, enchaînés et destinés à la plus horrible servitude ou à être vendus, et brûlant tout ce qu'ils ne pouvaient emporter. Les palatins de Krakovie et de Sandomir leur résistèrent bravement à Tursk et à Poloniec, et les Tatars regagnèrent la Russie-Rouge.

Ils revinrent bientôt, divisés en deux corps d'armée, l'un commandé par le khan Baydar, et l'autre par le khan Baty. Les Polonais coururent aux armes, mais écrasés à Chmielnick, près de Szydlov, ils perdirent un très-grand nombre de leurs chefs et ne purent rallier les paysans. Alors Boleslav s'enfuit en Bohême, près de son beau-père, qu'il rencontra dans les Karpates, fuyant aussi ses États dévastés, et ils rebroussèrent chemin vers la Moravie. Les Tatars s'emparèrent de Krakovie.

abandonnée par le roi, le sénat et le peuple, et, après l'avoir saccagée, la réduisirent en cendres. Poursuivant leurs courses dévastatrices en Silésie, ils défirent Mieczislav, duc de Ratibor, qui, à la tête d'une faible troupe, essayait de leur résister sur la rive droite de l'Oder, et se portèrent sur Breslav, qui n'était déjà plus qu'une vaste ruine, car ses habitants eux-mêmes l'avaient livrée aux flammes. Henri le Pieux, duc de Silésie, les attendait à Liegnitz, où il avait levé une armée de 30,000 hommes, composée de Silésiens, Moraviens, Chevaliers teutoniques, Croisés de diverses nations, mineurs de Goldberg, Krakoviens fugitifs et soldats de Mieczislav, réunis contre un ennemi commun. La bataille fut sanglante et décisive, et les Polonais, enveloppés par 100,000 barbares, virent périr le duc de Silésie et le grand-maître des chevaliers teutoniques. Cependant les Tatars se retirèrent.

Boleslav V, craignant quelque invasion nouvelle, ne se hâta pas de revenir à Krakovie. Alors les nobles le déposèrent et mirent à sa place le fils de Henri le Pieux, nommé Boleslav le Chauve, qui rétablit l'ordre, reconstitua le gouvernement, et, dans la prévision du retour des barbares, fit des préparatifs de résistance. Mais Conrad, duc de Mazovie, ayant fait alliance avec Svèntopelk, le Poméranien, vint menacer Krakovie, dont les Tatars, revenus de nouveau, s'emparèrent, la livrant au pillage, pour fondre ensuite sur la Hongrie. Ces premières invasions surtout furent effroyables, et la division des nombreux partis qui partageaient la Pologne paralysa tout moyen de défense. A l'apparition des bar-

bares, villes et villages étaient abandonnés, et les populations s'enfuyaient dans les bois, les forêts, les marécages, les lieux inaccessibles, ou se réfugiaient dans les places fortes, alors peu nombreuses.

§ III. — *Jadzvingues, Lithuaniens, Russiens.*

A la nouvelle du départ des Tatars, Conrad revint avec son armée, qu'il avait dissimulée pendant l'invasion, s'empara de Krakovie et de Sandomir, leva partout des impôts, et mit le comble à la haine qu'il avait depuis longtemps soulevée. Aussi les seigneurs, profitant d'une absence qu'il fit en Mazovie, rappelèrent Boleslav le Chaste. Conrad, aussitôt accouru, assiége en vain Krakovie, ravage les terres de Sandomir, et est battu par Boleslav qui, cette fois, s'était mis à la tête de ses troupes. Pour se venger, Conrad appelle sur le territoire polonais deux peuples voisins, encore idolâtres, les Jadzvingues et les Lithuaniens, qui traversent le duché de Sandomir, saccagent Luchov et Sechov, râvissent les troupeaux, font de nombreux prisonniers et mettent en fuite Boleslav, qui avait en vain tenté de leur opposer quelque résistance. Conrad entre dans Sandomir et meurt en 1247, au moment même où il semblait prêt à s'emparer de la citadelle de Krakovie, dernier refuge de Boleslav.

Après avoir campé successivement sur les bords du Dnieper et du Dniester, et s'être étendus jusqu'en Valachie, les Jadzvingues s'étaient établis dans la Podlachie au IVe siècle, et dans le Xe avaient été soumis par

Boleslav le Grand, incorporés à la Pologne, et lui payaient tribut, ainsi que les princes russiens, sous la domination desquels ils passèrent en 1038. Ils tombèrent en 1241 sous le pouvoir des Lithuaniens.

Ces derniers, descendants des Hérules qui furent refoulés vers la Baltique après avoir envahi l'Italie au ve siècle, étaient de la même race que les Jadzvingues, les Prussiens, les Samogitiens, les Kurons, les Lettons et les Kourlandais. Longtemps ignorés au fond de leurs forêts, ils n'apparaissent dans l'histoire qu'au XIe siècle, à propos du meurtre du pieux Bruno. Vers 1220, Ryngol, un de leurs princes, soumit toute la contrée du littoral de la Baltique, et conquit les terres qu'occupaient les ducs russiens qui, déjà affaiblis par les invasions des Tatars, ne purent lui résister. Novogrodek, Slonim, Grodno, Brzesc, Drohiczyn, Plock et une partie de la Séverie tombèrent en son pouvoir. Son successeur, Mendog ou Mendové voulut devenir seul souverain de la Lithuanie; mais, pressé de tous côtés par Daniel, duc russien de Halicz, par les princes russo-lithuaniens, ses neveux, par les Samogitiens, les Jadzvingues, les Kurons et les Chevaliers teutoniques, il céda à ces derniers quelques terres pour les rattacher à sa cause, abjura l'idolâtrie, se fit baptiser et recourut à la papauté, alors toute-puissante, pour en obtenir le titre de roi de la Lithuanie. Ayant envoyé des ambassadeurs à Innocent IV, celui-ci lui répondit, le 16 juillet 1251 : « Nous avons appris avec bien de la joie que Dieu vous ayant fait la grâce de vous éclairer, vous avez reçu le baptême avec

une grande multitude de païens, et que vous avez entièrement soumis votre personne, votre royaume et tous vos biens à la protection du Saint-Siége. C'est pourquoi, condescendant à vos désirs, nous recevons au droit et à la prospérité de saint Pierre le royaume de Lithuanie et toutes les terres que vous avez déjà retirées d'entre les mains des infidèles, et que vous en pourrez retirer à l'avenir, et nous vous prenons sous la protection du Saint-Siége, avec votre femme, vos enfants et votre famille. »

Cette lettre reçue, Mendové se fit couronner roi de Lithuanie à Novogrodek par Henri, évêque de Culm. Entré au sein de l'Église romaine, il espérait que les Chevaliers teutoniques et porte-glaives obéiraient aux ordres du pape et cesseraient de l'attaquer. Mais aucun secours ne lui arrivait, et les Chevaliers, continuant leurs déprédations, firent tant par leurs intrigues, que Mendové revint au paganisme et s'allia de nouveau aux Samogitiens, aux Prussiens, aux Kurons, aux Lettons, aux Jadzvingues. Devenu le chef de toutes ces peuplades païennes, il reparut en Pologne en 1252, à la tête de 30,000 hommes, parcourut la Mazovie, laissant les traces sanglantes de son passage, incendia la citadelle de Lublin, ravagea les environs, se jeta vers Culm sur les possessions de l'Ordre teutonique et pilla la Livonie, Smolensk, Czerniéchov et Novogorod-la-Grande. Nobles, paysans, hommes, femmes, enfants, tout fuyait dans les bois, ou se réfugiait dans les forteresses, pour laisser passer le torrent. Pendant ce temps, Boleslav V

était en Moravie, où il soutenait contre l'usurpateur Ottocar la cause de son beau-père, Bela, roi de Hongrie.

Plus tard, Mendové revint dans la Mazovie et pénétra dans le duché de Krakovie; mais il fut assassiné par son neveu (1263). Le fils de Mendové s'empara du meurtrier et le fit poignarder; mais lui-même fut surpris dans une embûche par Léon, fils de Daniel, duc des Russiens, qui livra sa tête au glaive.

Ce Daniel Romanovicz régnait à Halicz et à Küov, avait gagné Lublin sur la Pologne et étendait sa domination du Danube jusqu'au delà du Dnieper. Pour échapper au joug des Tatars, il rechercha l'appui de la papauté, et, bien que professant jusqu'alors le rit grec, proposa l'union avec l'Eglise romaine. Innocent IV lui envoya un légat qui le couronna roi russien. Mais ne recevant pas les secours matériels qu'il espérait, il rompit avec Rome et s'allia avec la Pologne, la Hongrie et les Chevaliers teutoniques. Ce fut lui qui fonda la ville de Léopol. Dans la suite, la Russie-Rouge échut par mariages aux ducs de Mazovie, et demeura toujours une des possessions de la Pologne. Ainsi s'anéantit ce royaume russien, dont la durée fut aussi éphémère que celle de la monarchie lithuanienne.

§ IV. — *Guerres. Invasions nouvelles. Extermination des Jadzvingues. Mort de Boleslav V.*

Tous les fléaux semblaient se conjurer à la fois contre la Pologne. Les Chevaliers teutoniques s'emparaient de

son territoire et y fondaient leur domination, sous prétexte de subjuguer les idolâtres, et la discorde intestine paralysait toutes les forces du pays noyé dans le sang par de nouvelles invasions des Tatars, des Russiens et des Lithuaniens.

Les Teutoniques, qui déjà menaçaient d'étouffer la Pologne sous l'invasion allemande, s'unirent aux Chevaliers porte-glaives, ordre fondé en 1204 par Albert Ier, troisième évêque de Livonie. Pour les combattre, Svèntopelk s'allia de son côté aux Prussiens subjugués et aux Lithuaniens encore païens. Dans cette lutte, que lui et son fils Mestvin poursuivirent pendant douze ans, il déploya un caractère et des talents rares, une énergie qui lassa enfin ses ennemis.

La guerre civile ne cessait aussi de désoler la Pologne. Kazimir, duc de Siéradz, ayant jeté en prison son frère Ziémovitz, avec lequel il devait partager le gouvernement des États qui leur étaient échus en héritage, s'avança jusqu'à Lelov sur le territoire de Krakovie, pour s'emparer de cette ville, mais fut repoussé par Boleslav le Chaste, assisté des ducs des districts limitrophes. De leur côté, les fils de Kazimir, Leszek et Ziemomyslav, révoltés contre leur père, prirent Siéradz et Lènczica, les deux villes principales des terres de ce nom. Ces différends furent bientôt apaisés.

Mais le plus grand des fléaux était l'invasion des Tatars, qui reparurent à la suite des Russiens (1260), dévastèrent Sandomir, dans laquelle ils massacrèrent tant de malheureux paysans que le sang coulait en ruisseaux

vers la Vistule; et, las d'égorger, rassemblèrent les habitants par masses, les poussant le glaive à la main dans le fleuve. Après avoir saccagé Zavichost et brûlé Krakovie, ils traversèrent la Silésie et regagnèrent la Russie-Rouge, gorgés de butin et traînant à leur suite des troupeaux de femmes livrées à leurs outrages. Rien ne saurait décrire les horreurs qui signalèrent leur passage. Et comme si ce n'était pas assez, cette invasion fut suivie d'une autre de Lithuaniens, qui pénétrèrent en Mazovie et jusque dans le duché de Krakovie. Depuis cette époque, le fléau des incursions tatares ne cessa de dévaster la Pologne : du règne de Boleslav V à celui de Stanislas Poniatowski, on en compte jusqu'à 91.

Boleslav n'avait pas même attendu la prise de Sandomir pour s'enfuir auprès de son beau-père. De retour à Krakovie, il résolut enfin de mettre un terme aux attaques des Jadzvingues, passa la Vistule près de Zavichost, et leur livra bataille le 23 juin 1264. « La lutte fut acharnée, car les Jadzvingues, qui, à l'exemple de leurs ancêtres les Goths, croyaient à la migration des âmes, combattirent jusqu'à la mort : ils furent tous passés au fil de l'épée; à peine quelques paysans s'enfuirent dans les bois, où ils ne tardèrent pas à périr aussi de misère. Les Polonais colonisèrent la terre de Lukov, dédaignant de disputer alors aux Lithuaniens les déserts de la Podlachie. Ainsi disparut cette nation des Jadzvingues dont la trace même se perdit dans l'histoire et dans les traditions populaires. Les tombes seules et les défenses élevées sous l'ombrage des forêts, aux bords

des fleuves, rappellent ses luttes sanglantes (1). »

Une nouvelle invasion des Russiens dans le duché de Sandomir fut repoussée. Pierre, palatin de Krakovie et capitaine habile, marcha ensuite à la rencontre des Russiens et des Tatars et remporta sur leur armée, quatre fois supérieure en nombre, une éclatante victoire, justement célèbre dans les annales de la Pologne, et qui fut regardée comme miraculeuse. Les Lithuaniens firent aussi une nouvelle irruption sur les terres de Lublin, mais se retirèrent bientôt.

Maître de la Podlachie, assuré du côté des Russiens par la bataille de Piéta en 1266, Boleslav le Chaste réprima les envahissements des Chevaliers teutoniques et les réduisit à l'obéissance vers la fin de son règne, qui fut marqué par la fondation d'un grand nombre d'églises et de monastères, par l'introduction en Pologne des Frères Prêcheurs en 1244, par la canonisation en 1253 de Stanislas, évêque de Krakovie, martyrisé en 1079, et par celle de Hedvige, duchesse polonaise béatifiée en 1266. Les dernières années de la vie de Boleslav furent assez tranquilles. La ville de Krakovie lui dut sa splendeur et sa prospérité : mise au-dessus des autres cités, exempte de toute imposition, elle devint une république, élisant ses magistrats et administrant ses revenus. Cependant Boleslav ne sut ni défendre son pays, ni relever sa gloire ; « il ne régna pas, mais il vécut, » dit Salomon Neugebauer, et son règne fut une époque de calamités et de désastres

(1) *Pologne*, par Charles Forster, *Univers pittoresque*.

pour la Pologne. Il mourut le 7 décembre 1279. Liés par leur vœu de continence, lui et son épouse Cunégonde avaient adopté en 1265 leur neveu Leszek, surnommé le Noir, à cause de sa chevelure, et ce choix fut ratifié par la nation.

V

Situation de la Pologne.

Quel déplorable spectacle offre à cette époque la Pologne ! Il faudrait un volume pour décrire toutes les calamités qui pèsent sur elle. Dévastée par les effroyables invasions des Tatars, des Russiens, des Prussiens, des Lithuaniens et des Jadzvingues; désolée par les inondations et les tremblements de terre; accablée par la famine; en proie à toutes les horreurs des guerres intestines; elle est de plus envahie par l'influence germanique et menacée par les Chevaliers teutoniques et les Chevaliers porte-glaive qui, appelés pour subjuguer les idolâtres, s'emparent peu à peu du pays.

La discorde est entre tous ses princes. La couronne, ses successions, ses régences sont l'objet de luttes acharnées et incessantes. Tous les ducs, silésiens, polonais, kuïaviens, sont en guerre les uns contre les autres et en contestation avec les rois, les seigneurs et les évêques. Le désordre est augmenté par les priviléges innombrables qui forment autant d'États dans l'État; et la

noblesse, jalouse du droit ducal et du pouvoir suprême accordés aux évêques dans leurs domaines, manifeste hautement son mécontentement. L'influence germanique envahit tout et démembre les possessions polonaises, aliénées par l'usure. La Poméranie, sans se détacher de la Pologne, s'est déjà constituée en duché, menaçant de briser l'unité nationale.

Etudions d'abord les causes principales de cette déplorable situation, et nous verrons ensuite comment la Pologne résiste à tant d'éléments de dissolution et de ruine.

§ I. — *Droit héréditaire et droit teutonique.*

Dès la période précédente les descendants de Piast semblaient regarder la Pologne comme une propriété héréditaire qu'ils se partageaient à leur gré. Mieczislav Ier divisa le premier ses Etats entre ses nombreux enfants. Boleslav Chobri rétablit l'unité de l'empire, qui fut de nouveau mise en question par ses successeurs jusqu'à la mort de Mieczislav II. Vladislav-Herman, déjà compétiteur de son frère, Boleslav II, partagea le royaume entre ses deux fils, et Boleslav III entre ses quatre aînés. Confondant l'Etat avec leur patrimoine privé, la propriété publique avec leur propriété personnelle, les rois démembraient en outre leurs immenses hérédités ducales, en les donnant en propriété et droit héréditaire, et en faisant des donations très-considérables aux abbayes, aux chapitres et aux diocésains. Non-seulement ils distribuaient les terres incultes aux petits cultivateurs, mais ils dotaient

le clergé et les seigneurs de biens, avec le peuple qui les cultivait et y habitait, partageaient ces vastes possessions, réglaient leurs hérédités par testaments, par adoptions, les échangeaient, les vendaient, en un mot agissaient comme propriétaires souverains de tout, hommes et choses.

Ils se fondaient sur le droit païen dit *jus hæreditarium*, droit d'hérédité en opposition au droit polonais, *ius polonicale*, droit public de la communauté, qui était complétement anéantie par cette omnipotence héréditaire impliquant tout dans sa souveraineté absolue, gouvernement, administration, justice, perception d'impôts, service public, force armée. C'étaient autant d'Etats dans l'Etat, à tel point que leurs priviléges les exemptaient des charges communes et des droits que l'Etat y exerçait auparavant. Ceux qui possédaient ce droit héréditaire régnaient dans leurs possessions comme les ducs dans leurs duchés. Aussi n'ambitionnaient-ils pas d'en prendre le titre, comme fit Svèntopelk en Poméranie et plus tard l'évêque de Breslav pour son duché de Neisse et d'Otmuchov. L'assimilation d'ailleurs ressortait d'elle-même, car les priviléges donnés, en 1232 et dans les années suivantes, aux évêques, disent qu'il leur est cédé le droit ducal, *jus ducale*.

Contre ce droit païen d'hérédité, les nobles au contraire, s'appuyant sur la Bible, le droit chrétien et polonais, faisaient prévaloir l'élection, ne voulant obéir qu'au chef de leur choix. C'est ainsi qu'ils éloignèrent du trône la branche aînée des Piast, y établirent la branche cadette

et l'y maintinrent près de deux siècles, de 1177 à 1370.

A côté du *jus hæreditarium* qui détruisait la communauté sociale pour investir l'individu de tous les droits de l'Etat, s'éleva, depuis 1250 surtout, un danger plus effrayant encore, puisqu'il ne tendait à rien de moins qu'à anéantir la nationalité polonaise elle-même, en implantant dans son sein une nationalité étrangère. L'hospitalière Pologne, de tout temps le refuge des opprimés, accueillit d'abord une multitude de Juifs, fuyant les persécutions qu'ils subissaient en Belgique, aux environs du Rhin et ailleurs. Non-seulement l'autorité les couvrit de sa protection, comme on le voit sous Mieczislav II, vers 1175, mais encore des priviléges, immunités et exemptions extraordinaires leur furent accordés, en 1264 par Boleslav, duc de Pologne, en 1295 par Boleslav, duc de Svidnitz, en 1299 par Henri, duc de Glogov, et en 1334 par Kazimir le Grand. Ces priviléges leur garantissaient le libre exercice de leur culte et celui de la langue et des usages allemands, leur constituant ainsi une existence séparée. De nombreuses émigrations d'Allemands vinrent ensuite; leur nombre s'accrut rapidement en Silésie et en Pologne, et dépassa même dans plus d'une cité celui des nationaux. Ils obtinrent d'être régis par les lois allemandes ou teutoniques en vigueur dans la Saxe ou à Magdebourg. Les lois qui gouvernaient la grande et la petite Pologne prirent en conséquence le nom de cette dernière ville, et celles de la Poméranie furent empruntées à la législation de Lubeck et de Stredz; les décisions en dernier appel partaient de Magdebourg

ou de Halle. Les Chevaliers teutoniques s'empressèrent d'appliquer les mêmes lois aux domaines qu'ils possédaient en gage, et en réclamant pour toute acquisition faite par eux la sanction de l'empereur d'Allemagne, assurèrent son influence politique en Pologne.

Ces priviléges dits *jure teutonico* se multiplièrent à profusion pendant un siècle (1280 à 1380) et envahirent toute la Pologne, dont une partie considérable, villes, bourgs, communes, villages et hameaux, se trouva ainsi soustraite à la loi du pays, pour être soumise à celle d'un empire étranger, car le régime allemand s'étendait à tous les habitants, indigènes ou autres. C'étaient la nationalité, la législation, la juridiction, l'influence, les traditions, les coutumes, les pratiques allemandes qui régnaient en Pologne et en détruisaient l'autonomie dans sa source. C'était la patrie étrangère dans la patrie indigène, l'Allemagne dans la Léchie. En face des anciens districts, cantons et terres des différents duchés, où nobles et kmetons indigènes étaient régis par les institutions slaves et nationales, se fondèrent les villes dont les bourgeois furent gouvernés par le droit germanique. Chacune de ces villes, nommée *miasto*, forma une république ayant son existence propre et séparée de l'Etat, son gouvernement, sa législation locale, son administration, sa juridiction, sa force armée à elle. Toutes les capitales, villes et bourgs les plus considérables furent ainsi érigés en petites républiques dont le caractère étranger était une atteinte profonde à la nationalité de la Pologne.

Les Allemands dominaient partout. On ne voyait plus qu'eux peupler les cours et entourer les princes, qui poussaient l'engouement jusqu'à adopter leur langue et leurs costumes. Les ducs, appauvris par les guerres et par la diminution de leurs revenus provenant de l'extension des priviléges, empruntèrent de fortes sommes aux Allemands, et donnèrent en garantie leurs terres et leurs villes, qui de la sorte passèrent aux mains des margraves de Brandebourg et des Chevaliers teutoniques. C'est ainsi que furent aliénées et à jamais perdues pour la Pologne les terres situées au confluent de l'Oder et de la Varta, Lubusz, Sanlok, Krosno et la Luzace. Les grands seigneurs se faisaient Allemands pour se distinguer du peuple resté fidèle à sa nationalité, et sympathisaient avec l'empire germanique. Cette contagion se répandait partout et s'étendait à tout : ainsi l'usage de la langue allemande devenait général en Silésie, et on la parlait dans toutes les grandes cités jusqu'à Posen et à Krakovie. Les villes soumises aux lois allemandes étaient naturellement disposées à reconnaître l'autorité de l'empereur d'Allemagne. Le pays tout entier était donc sérieusement menacé dans son indépendance et sa nationalité.

La loi allemande, telle qu'elle était appliquée en Pologne, offrait aux villes, il est vrai, des avantages matériels et contribua à leur prospérité. Mais le peuple, surtout celui des campagnes, restait attaché à ses institutions nationales. Les deux lois, compliquées et mal coordonnées, la loi polonaise, dite « commune et territo-

riale, » et la loi allemande, dite « « bourgeoise, » étaient souvent en conflit, surtout dans maintes villes soumises à la fois à cette double juridiction. Les princes et les seigneurs, tantôt se montraient fidèles à l'esprit national, tantôt penchaient vers l'empire germanique, engageaient la fortune et les terres polonaises aux usuriers juifs allemands, ou se rendaient vassaux des souverains de Bohême qui prenaient le titre de rois de Pologne, et les ducs de Silésie étaient appelés au trône. Nous allons voir Przemislav et Vladislav Lokétėk représenter ces deux tendances qui devaient séparer la Pologne en deux parties, l'une qui s'unit à l'Allemagne, et l'autre qui, en ravivant la nationalité, sauve l'indépendance de la patrie.

§ II. — *Action du clergé.*

« Dans cette situation critique, dit le savant Lelevel racontant l'histoire de la Pologne à ses neveux, les prêtres et les évêques seuls déployèrent le plus grand zèle à défendre la nationalité menacée. Ils avaient la direction des écoles où l'on enseignait l'histoire nationale. Les histoires étaient alors écrites en latin. Les évêques, encourageant cette étude, enjoignirent aux précepteurs de les traduire et de les expliquer en langue polonaise, avec défense d'employer l'allemand. Vous concevez bien en effet que la conservation des coutumes et de la langue constitue la garantie la plus certaine du maintien de la nationalité. Si notre langue fût alors tombée en désuétude, vous ne seriez point Polonais! Vous devez donc de

la reconnaissance aux évêques et au clergé de ce temps-là qui nous conservèrent ce précieux dépôt de nos ancêtres.

» Dans la dissolution, lorsque la confusion et l'anarchie déchiraient la Léchie, lorsque tous les liens d'unité étaient usés, la famille régnante, rebelle à son chef, sans fraternité, la bourgeoisie divisée en petits groupes épars peu favorables à l'Etat, les citoyens propriétaires fonciers individuellement isolés, lorsqu'une multitude de droits, de lois, de juridictions s'entrechoquaient; l'Etat avec un souverain titulaire sans autorité et privé de la souveraineté nationale, n'offrait qu'un ramas discordant d'éléments hétérogènes; un seul lien soutenait encore son existence, c'était celui de la hiérarchie épiscopale. Les anathèmes de l'archevêque de Gnèzne, frappant tous les partis, avaient le même effet, avaient leur force en Mazovie, à Krakovie, en Silésie. Les évêques se réunissaient en synodes, et, en présence des barons ou des dignitaires et des hauts personnages, décrétaient les règlements qui touchaient tous les habitants et tout le pays. En 1170 ils condamnèrent et firent brûler vif le castellan de Mazovie, Bolesta, assassin de Verner, évêque de Plock; en 1180, dans le synode de Lènczica, ils arrêtèrent les lois préservant les classes pauvres des rapines des seigneurs; en 1189, dans le synode de Krakovie, ils imposèrent sur le pays les contributions saladines. L'archevêque Henri Kietlicz, entre 1200 et 1219, organisa, du consentement de tous les princes, une juridiction ecclésiastique, confirmée par un synode national. Les ori-

ginaires et les ascriptices établis sur les terres de l'Eglise appartenaient à cette justice; les délits des prêtres, toutes les contestations des laïques avec eux, les questions de dîmes, naissance, mariage, décès, testaments s'y rapportaient; enfin les litiges séculiers s'y arrangeant à l'amiable, tout le pays s'y prêtait volontiers, et tous les partis s'y confondaient. Les synodes décrétaient les statuts qui concernaient le clergé et l'Etat. Les synodes de 1237, 1285, 1313 prescrivirent les règlements de l'instruction nationale. En 1244, les évêques se réunirent à Vroclav afin de régler la discipline chrétienne, et ce synode porta le nom de diète. En 1285, ils se réunirent à Lènczica, afin de juger les différends très-graves survenus entre l'évêque et le prince de Vroclav, et ils y lancèrent des censures ecclésiastiques contre le tyran de Vroclav (1). »

Ainsi, non-seulement le clergé catholique sauva la nationalité de la Pologne en lui conservant sa foi, son histoire, sa langue et ses coutumes, mais seul, au sein de l'effroyable anarchie qui dissolvait le pays de fond en comble, il maintint son unité nationale par sa propre et indestructible hiérarchie, par ses décrets, lois et règlements sur tous les points de l'ordre social et politique, instruction publique, propriété, impôts, justice, par l'influence de sa morale et de ses actes et par la répression des crimes. Au milieu du plus horrible chaos, des discor-

(1) *Considérations sur l'état politique de l'ancienne Pologne et sur l'histoire de son peuple*, c. 29.

des intestines et des guerres de compétition et d'héritage qui déchiraient la Léchie, l'unité nationale se perpétuait par l'unité catholique elle-même. Fondée par le catholicisme, la Pologne se conservait par lui et se constituait par les évêques. Ceux-ci réunis en conciles y réglaient souvent les affaires de l'Etat avec l'assistance ou le consentement du prince et des barons. Le roi ne décrétait rien d'important qu'avec le conseil de ses hauts fonctionnaires qui signaient comme témoins et à la tête desquels était l'épiscopat. Kazimir le convoque lorsqu'en 1163 il veut naturaliser et doter des étrangers. Lorsqu'en 1180 ce conseil se transforme en sénat, les évêques y ont la prééminence. L'archevêque de Gnèzne y occupe la première place et l'évêque de Krakovie la seconde, comme on le voit par une lettre d'Urbain III, en 1185.

Malgré les lois bienfaisantes promulguées par l'épiscopat, dans cette assemblée de Lènczica, le peuple, il est vrai, resta encore chargé d'impôts, tailles, prestations, octrois, péages, restrictions et exactions, la plupart au profit des seigneurs. Cependant les évêques parvinrent à supprimer plusieurs des abus les plus odieux. Ainsi, sur leur initiative, Henri le Barbu, duc de Silésie, du duché de Pologne et de Krakovie, abrogea vers 1237 les taxes judiciaires appelées *pomocne* et particulièrement sur le mariage des vierges et des veuves. Les ducs de Mazovie suivirent cet exemple et abolirent les taxes payées pour leurs noces ducales et la redevance d'une cruche de miel exigée de chaque veuve qui se remariait.

Les assemblées de districts ou *vicié* étaient toujours

en usage, et nous voyons de nombreux exemples de leur convocation, notamment en 1202, 1203, 1240, 1252, 1256. Mais une assemblée générale de la nation devenait nécessaire. Ce furent encore les évêques qui en prirent l'initiative. Le peuple applaudit à leurs efforts et les appuya; barons, seigneurs, nobles, tout ce qui avait à cœur de sauver l'indépendance et la nationalité menacées de toutes parts, s'unit à eux. Déjà les rois ne pouvaient plus prendre de décisions qu'avec le concours de leur conseil ou du corps des barons, qui se composait des évêques, des starostes, des palatins, des castellans, des gouverneurs, des chanceliers. Une multitude de peuple y prenait part, formulait des demandes, des avis, et assistait aux opérations législatives et administratives. Dépouillés de leurs anciennes attributions, les palatins, les castellans, composèrent définitivement, non plus un simple conseil, mais le sénat, la haute représentation nationale qui bientôt va imposer sa sanction législative et fonder, à la diète de Chènciny, une assemblée générale de la Pologne tout entière.

VI

Leszek le Noir (1279-1289).

Leszek le Noir, duc de Kuïavie, issu de Conrad, et chef de la branche cadette de Kazimir le Juste, monta sans obstacle sur le trône. Mais il fut inhabile à gouver-

ner, la Pologne fut livrée sous lui aux plus grands désordres, et, après son règne malheureux de dix ans, elle était dans la situation la plus déplorable.

Cependant, à peine arrivé au pouvoir, Leszek se signala à la bataille de Goslice. Les Romanovitsch, ducs russiens, unis aux Tatars et à Trabue, duc de Lithuanie, attaquèrent la Pologne avec une armée formidable. Les phalanges polonaises, suppléant au nombre par leur indomptable bravoure, se jetèrent avec impétuosité au-devant de cette armée russo-lithuano-tatare, la mirent en pleine déroute, et Leszek s'avança dans leur pays jusqu'à la ville de Léopol. L'année suivante il défit également Henri IV, duc de Breslav, qui, par trahison, avait dépouillé de leur héritage les ducs, ses cousins.

Les Lithuaniens envahirent de nouveau la Pologne, se répandirent sur les terres de Lublin et les mirent au pillage. Leszek, à la tête de ses vaillantes légions, les atteignit sur le Niémen et leur livra bataille. La victoire était encore indécise quand les Lithuaniens, attaqués par les captifs polonais qu'ils traînaient à leur suite, et voyant leurs lignes pénétrées par l'ennemi, prirent la fuite. Ils comptaient, disent les chroniques, 14,000 cavaliers et 1,000 fantassins, tandis que les Polonais n'avaient que 6,000 hommes. Revenus vers la fin de 1283, ils furent de nouveau battus et chassés par Leszek. L'année précédente (1282) une horrible famine avait désolé non-seulement la Pologne, mais encore la Bohême et l'Allemagne, et fut suivie de la peste.

Soulevées à l'instigation de l'évêque Paul de Przeman-

kov, la plupart des villes de la petite Pologne prononcèrent la déchéance de Leszek le Noir et appelèrent au pouvoir Conrad, duc de Mazovie. Krakovie seule resta fidèle à Leszek, qui, secouru par les Hongrois, mit Conrad en déroute, puis se jeta dans la Mazovie qu'il ravagea.

Une nouvelle invasion de Tatars (1287) dévasta la Pologne de fond en comble, et ne recula que devant l'énergique résistance de Krakovie. Après avoir parcouru tout le pays, ces hordes barbares s'étant arrêtées aux portes de Vladimir pour partager leur immense butin, on fit le dénombrement des jeunes filles polonaises qu'ils emmenaient enchaînées à leur suite : elles étaient au nombre de 21,000.

Leszek, qui s'était enfui en Hongrie, rentra à Krakovie quand il apprit la retraite des Tatars, poursuivit sa lutte contre Conrad et obtint quelques avantages; mais en revenant de Siéradz, il fut surpris et défait par les chevaliers mazoviens, et mourut le 31 août 1289.

VII

Boleslav VI, Henri Ier, Vladislav Lokétek, Venceslav et Przemislav Ier (1289-1296).

Dans son incroyable vitalité, la Pologne épuisée, presque anéantie par tant d'invasions et de luttes, est déchirée de nouveau par les prétentions de mille partis qui aspi-

rent à la couronne. Leszek le Noir n'ayant pas laissé d'enfants, son frère Vladislav Lokétek ou le Bref qui, sous le règne précédent, avait eu pour gouvernement le duché de Siéradz, était l'héritier le plus proche. Mais Boleslav VI, duc de Plock, fut élu par les principaux citoyens de Krakovie, de Sandomir et de Lublin, et vint à Krakovie prendre solennellement possession du trône. Peu après, Henri le Probe, duc de Breslav, issu de la branche de Vladislav II, fut appelé par un certain nombre des habitants de Krakovie, y arriva avec son armée, et, ayant accepté les conditions que lui firent les seigneurs, fut proclamé roi sous le nom de Henri Ier. Boleslav prit la fuite et se retira dans la Mazovie.

De son côté, Henri le Probe regagna la Silésie. Alors Vladislav Lokétek ayant rassemblé une foule de seigneurs mazoviens, kuïaviens et poméraniens, s'avança à la tête de cette armée, battit les troupes envoyées par le duc de Breslav, entra triomphant à Krakovie et occupa le château royal. Mais bientôt, pendant une nuit obscure, Henri le Probe pénétra dans la ville et s'en empara; Vladislav Lokétek fut obligé de fuir sous le costume de moine franciscain, et ne s'arrêta qu'en Kuïavie; ses partisans furent emprisonnés ou massacrés. Henri cependant ne jouit pas longtemps de sa conquête, car il mourut peu après (1290), ayant, à son lit de mort, désigné pour son successeur Przemislav, duc de la grande Pologne, le dernier de la branche de Mieczislav III.

Vladislav était à Sandomir, préparant une expédition contre Krakovie, lorsqu'un nouveau prétendant surgit

tout à coup. Greffine, veuve de Leszek le Noir et ennemie des deux compétiteurs, produisit un faux testament de son mari qui l'instituait légataire universelle des biens personnels du feu roi ainsi que des duchés, et en cette qualité céda ses droits à son neveu, Venceslav, roi de Bohême. Ce legs, alors même qu'il eût été véritable, ne pouvait avoir aucune valeur. Cependant Venceslav envoya aussitôt en Pologne une armée formidable conduite par l'évêque de Prague, Tobie. Les places fortes s'ouvrirent devant elle, car Przemislav n'opposait qu'une faible résistance, et pendant ce temps Vladislav Lokétek s'emparait du duché de Sandomir. Durant quatre années de luttes (1291-1295), Vladislav chassa deux fois de Krakovie, Venceslav qui était soutenu par Otton le Long, margrave de Brandebourg, ennemi juré de la Pologne; mais ses succès furent arrêtés par de nouvelles invasions des Tatars et des Lithuaniens.

Dévastée par ces barbares, déchirée par les Brandebourgeois, les Bohémiens, les Prussiens et les Chevaliers teutoniques, la Pologne néanmoins commença à changer de face à cette époque. Le duc de Poméranie et de Dantzik, Mestvin, fils de Svèntopelk, laissa en mourant ses États à Przemislav, et agrandit son royaume, déjà considérablement étendu. Vladislav Lokétek succéda à son frère Kazimir, duc de Lènczica, tué dans une bataille contre les Lithuaniens; et Boleslav VI, duc de Plock, hérita du duché de Mazovie par la mort de son frère, Conrad. La Pologne se trouva ainsi, sauf la Silésie et quatre petites principautés kuïaviennes, entre les

mains de trois princes influents, Przemislav, Vladislav Lokétek et Boleslav VI. Enfin, pour terminer de trop longues dissensions, les seigneurs polonais se réunirent et suivant le vœu testamentaire de Henri le Probe, décernèrent la couronne à Przemislav Ier.

Celui-ci, avec son épouse Rixa, fille du roi de Suède Waldemar, fut sacré par l'archevêque de Gnèzne, le 26 juin 1295, au milieu de la plus grande pompe religieuse, en présence des évêques de Krakovie, de Kuïavie, de Posen, de Breslav et des hauts barons de la Pologne. En vertu de ce sacre, les souverains polonais furent revêtus de nouveau par Boniface VIII du titre de rois qu'ils avaient perdu 225 ans auparavant par l'excommunication de Boleslav II. Przemislav, ressuscitant le titre royal, donna aussi l'origine des armoiries pour l'État, et fit graver un sceau le représentant assis sur le trône, une couronne sur la tête et un globe à la main; le contre-sceau offrait un aigle éployé avec cette légende : *Reddidi ipse suis victricia signa Polonis.* A cette époque chaque duché avait ses armoiries particulières : la Mazovie, un aigle; Krakovie, un dragon; la Poméranie, un griffon; le duché de Pologne, tantôt un lion, tantôt un aigle; la Kuïavie, un aigle et un lion adossés à mi-corps.

Mais Przemislav ne régna que huit mois, pendant lesquels les Chevaliers teutoniques s'emparèrent de la Poméranie. Les fêtes duraient encore, et le roi était à Rogozno où des tournois avaient été célébrés, lorsque le mercredi des cendres, 6 février 1296, le margrave d'Anhalt, Jean de Brandebourg, l'électeur Otton le Long

et Jean fils du duc de Conrad, tous trois neveux de Przemislav, pénétrèrent dans sa chambre, ses gardes endormis, et l'assassinèrent dans son lit; le roi éveillé en sursaut se défendit d'abord bravement, mais perdant tout son sang, tomba percé de coups. Ce crime ne demeura pas impuni, et à défaut de la justice humaine, la justice divine s'appesantit sur les assassins. Vingt années ne s'étaient pas écoulées après cet attentat que déjà toute la maison d'Anhalt, composée de douze chefs, n'existait plus! Le peuple, du reste, attribua la fin déplorable de Przemislav au crime que lui-même avait commis et que ne purent faire oublier ni son repentir, ni ses fondations pieuses; car en 1283, n'étant encore que duc de la grande Pologne, il avait fait étouffer, au château de Posen, Luitgarde, nièce du duc de Stettin Barnin, qu'il avait épousée dix ans auparavant (1273). Avec ce prince s'éteignit la branche masculine de Mieczislav III.

VIII

Vladislas IV dit Lokétèk et Venceslav (1296-1305).

Le 23 avril 1296, un grand nombre de citoyens assemblés à Posen proclamèrent roi Vladislav IV, dit le Bref ou Lokétèk, qui réunit sous son sceptre la grande et la petite Pologne, Krakovie, Sandomir, la Poméranie, le Siéradz, la Lènczica et la Kuïavie, c'est-à-dire plus

de provinces que n'en avait jamais possédé aucun prince des Piast depuis la mort de Boleslav Bouche-Torse. Il visita le duché de Krakovie, remporta en Silésie de brillants succès, mais fut battu par les Poméraniens à la bataille de Regenswalde. André, évêque de Posen, lui adressa des réprimandes sur le débordement de ses mœurs, et, comme il n'en tint pas compte, l'excommunia, mais ensuite se réconcilia avec lui. La Pologne en ce moment était encore inquiétée de toutes parts. Les Bohêmes occupaient les places fortes du duché de Krakovie, le duc de Stettin s'était emparé d'une partie de la Poméranie, les Allemands accaparaient la Luzace, et les margraves brandebourgeois envahissaient les contrées situées au bord de la Drava et de l'Ina. Sous l'empire de ces circonstances, un parti, chaque jour plus redoutable, se ligua contre Vladislav, et parvint, dans une assemblée tenue à Posen, en 1300, à le faire déposséder, après quatre ans de règne.

Abandonné et sans asile, Vladislav traîna une vie errante. On proclama roi Venceslav de Bohême, auteur présumé des brigues qui avaient amené la déposition de Lokétek, et que nous avons déjà vu figurer de 1291 à 1295. Il vint aussitôt à Posen, et épousa Rixa, fille de Przemislav Ier. Profitant des embarras où se trouvait la Pologne, les Russiens dévastèrent le duché de Sandomir, et les Lithuaniens pénétrèrent jusque dans le Dobrzin, sur la rive droite de la Vistule, entre Culm et Ploçk. Venceslav dirigea ses troupes de ce côté, mais la peste ayant éclaté, il se retira à Prague avec son épouse, lais-

sant le gouvernement de la grande Pologne au Silésien Frycz, celui du duché de Kuïavie au Vissembourgeois Tassa, et celui du duché de Krakovie à Nicolas, duc de Troppav, qui remporta dans les champs de Lublin une éclatante victoire sur les Tartars, les Russiens et les Lithuaniens réunis.

Pendant ce temps Vladislav Lokétėk, après avoir en vain parcouru les campagnes pour soulever la Pologne contre l'étranger, vint en Hongrie, puis se rendit à pied, en pèlerin, un bâton à la main, au jubilé de Rome de l'an 1300. Là, il accomplit avec la plus grande ferveur les pénitences imposées par l'Église, pria, médita, considéra les malheurs qui l'avaient frappé comme une juste expiation de ses fautes, et se soumit humblement à la volonté divine. De retour dans sa patrie, il prouva qu'en effet l'infortune l'avait entièrement corrigé. Boniface VIII s'intéressa en sa faveur, et écrivit à Venceslav de rendre à la Pologne ses rois et sa liberté. Les instances à ce sujet du légat, cardinal d'Ostie, ayant été mal accueillies, le pape rompit ouvertement avec Venceslav, et après avoir excité contre lui l'empereur d'Allemagne, se déclara formellement pour Vladislav, et défendit à son compétiteur de conserver le titre de roi de Pologne dont il s'était frauduleusement emparé jusqu'alors.

A la voix du Saint-Siége, la Pologne s'émut et se tourna vers Vladislav qui, secouru par le palatin hongrois Amédée, s'avança à la tête d'une armée de partisans, et prit Visliça et Lelov. Sur ces entrefaites, Venceslav mourut

à Prague (1305) empoisonné, dit-on, par les partisans de l'empereur d'Allemagne, qui voulait s'emparer de la Bohême. Alors les troupes bohémiennes abandonnèrent les places fortes où elles tenaient garnison, et les duchés de Sandomir et de Krakovie se prononcèrent pour Vladislav, qui rentra en possession de ses États, et qu'une diète de toute la noblesse proclama roi de Pologne.

IX

Vladislav Lokétèk ou le Bref (1305-1333).

§ I. — *De son retour à son couronnement* (1305-1320).

Mûri par par le malheur, Vladislav Lokétèk fut un monarque vraiment grand et national, et le sauveur de la Pologne, que des dangers imminents entraînaient alors à une perte presque inévitable. Il consacra à cette œuvre toute sa vie, et y déploya un génie extraordinaire, un courage infatigable et que rien ne put abattre. Il donna à sa patrie comme une existence nouvelle, assura son bonheur et prépara sa grandeur prochaine. Aussi la Pologne célébra-t-elle avec allégresse son retour, qui était en même temps la résurrection de l'indépendance nationale.

Cependant les difficultés et les résistances étaient nombreuses. Henri de Glogov s'était emparé de la

Grande-Pologne; Vladislav n'y rétablit son autorité qu'en y conduisant une armée; mais depuis, les habitants de Posen se révoltèrent et se soumirent aux ducs germanisés de Silésie. La puissante famille des Schventz leva, en Poméranie, l'étendard de la révolte, et s'assura le concours des margraves de Brandebourg, en leur livrant neuf places de son gouvernement. Ceux-ci assiégèrent aussitôt Dantzik, défendu par les seigneurs poméraniens restés fidèles, et qui firent connaître au roi de Pologne leur position désespérée.

Ne pouvant en ce moment quitter Sandomir, Vladislav permit d'avoir recours aux Chevaliers teutoniques qui, appelés comme auxiliaires, prirent Dantzik par trahison, envahirent et se partagèrent entre eux et avec le duc de Stettin toute la Poméranie, refusant ouvertement de la restituer à la Pologne. Ils y commirent les plus atroces forfaits. Ils massacrèrent dix mille habitants de Dantzik, sans épargner ni femmes, ni enfants, choisissant pour cette horrible boucherie un jour de foire, pendant lequel ils surprirent la population assemblée et désarmée. Une autre fois, ayant invité une foule de nobles, ils leur firent trancher la tête au milieu du festin. Le grand-maître de l'Ordre, assiégeant Svieca, faisait pendre chaque jour près des remparts quelques paysans des campagnes voisines. Non contents d'usurper la Poméranie, ils s'emparèrent encore de la terre de Michalov. Leszek, duc de Kuïavie, ayant besoin de trois cents marcs d'argent pour se racheter des mains de Venceslav, roi de Bohême, qui l'avait fait prisonnier en

Hongrie, leur avait emprunté cette somme, à condition que s'il ne la rendait pas dans l'espace de trois ans, la terre de Michalov avec ses dépendances appartiendrait aux Teutoniques. Il n'eut garde de manquer à ses engagements, et offrit l'argent que les Chevaliers refusèrent jusqu'à ce que le terme prescrit fût écoulé. Alors, ils se prétendirent maîtres du pays et forcèrent le duc de le leur abandonner moyennant 262 marcs ajoutés aux 300 qui leur étaient dus. Ils firent approuver leur usurpation de la Poméranie, qu'ils avaient changée en désert, par le roi de Bohême, qui s'attribuait toujours le titre de souverain de Pologne; obtinrent aussi, à force d'argent, la cession des prétendus droits des margraves de Brandebourg sur cette province, et même la sanction de l'empereur d'Allemagne. Ils étaient alors tout-puissants, occupaient tout le pays depuis la Drava jusqu'à Slupiec, la Poméranie jusqu'à la Vistule, la Prusse, et dominaient sur la mer jusqu'aux îles, unis aux Chevaliers porte-glaives, qui commandaient à la Courlande et à la majeure partie de la Livonie, et soutenus par les margraves de Brandebourg et le roi de Bohême.

Ne pouvant rien obtenir par les voies pacifiques, Vladislav allait marcher sur la Poméranie, quand Albert, allemand d'origine et bourgmestre de Krakovie, souleva cette ville (1311) et la livra à Boleslav, duc d'Oppelen, attirant dans son parti l'abbé Miechov et Muskata, évêque de Krakovie. Vladislav n'eut qu'à se présenter pour faire rentrer la ville sous son obéissance.

Là il reçut les plaintes du clergé et des seigneurs poméraniens contre l'oppression des Chevaliers teutoniques, qui avaient ruiné tous les évêchés et s'étaient emparés de leurs revenus. Il transmit ces plaintes au pape, lui demandant justice pour les droits de l'Église et pour ceux de la Pologne si audacieusement outragés. « Ces moines guerriers, dit-il, sont dépourvus de honte et de vertu, ne s'inquiétant ni de l'estime des hommes, ni de la crainte de Dieu. » Jean XXII condamna les Chevaliers, déjà excommuniés par l'archevêque de Gnèzne et par les évêques de Posen et de Płock, leur ordonnant de restituer la Poméranie. Mais ils osèrent braver les ordres et les foudres du Saint-Siége.

A la même époque trois famines presque successives désolèrent la Pologne, au point qu'on vit des gens se nourrir de cadavres humains.

En présence de tant de difficultés conjurées contre lui, et de toutes celles que nous verrons plus loin, Vladislav eut recours à trois grands moyens : la sanction religieuse, l'union à la Lithuanie, et la convocation d'une assemblée nationale.

§ II. — *Couronnement. Perte de la Silésie et de la Mazovie.*

Il fallait d'abord, par la consécration religieuse, rendre à la majesté royale toute son ancienne splendeur, conquérir l'affection de tous, et reconstituer la nationalité ébranlée. Le génie pénétrant de Vladislav comprit cette œuvre et travailla énergiquement à la réaliser.

Aidé de tous les Polonais sincèrement dévoués à leur patrie, il entreprit de sauver ce qui restait de la Pologne, de la rendre plus puissante que tous les duchés de la Léchie réunis, et que tous ses ennemis. Il sut se concilier même l'esprit des Allemands établis en Pologne, les amener à la considérer comme leur véritable patrie, et faire sentir aux habitants de la grande et de la petite Pologne, et à ceux de tous les duchés de Kuïavie la nécessité de s'unir en un seul royaume.

Il fit transporter les insignes de la royauté, la couronne, le globe, le sceptre et le sabre ébrécheur de Boleslav le Grand, de la métropole de Gnèzne à Krakovie où il convoqua tous les évêques, les seigneurs, et un grand nombre des notables citoyens, et fut couronné solennellement dans la cathédrale, le 20 janvier 1320. L'archevêque de Gnèzne, assisté des principaux évêques, dit la messe et donna la communion au roi, que les évêques prirent par les bras et conduisirent devant l'autel, où l'archevêque oignit ses épaules nues avec l'huile sainte, puis lui attacha au côté le sabre qui avait ébréché la porte d'or de Kiiov. Tirant ce sabre du fourreau, Vladislav fit en l'air le signe de la croix. Alors l'archevêque lui présenta un drapeau qu'il replia et remit au porte-enseigne. Prenant ensuite des mains des évêques la couronne d'or de Boleslav le Grand, il la posa sur la tête du monarque, lui mit le sceptre dans la main droite, le globe d'or dans la gauche, et le conduisit jusqu'au trône où Vladislav s'assit, et à côté duquel flottait un drapeau

portant l'aigle blanc au milieu d'un écusson rouge. Tels furent désormais le symbole de la Pologne et le cérémonial du couronnement de tous ses rois.

Cette auguste solennité réveilla partout le sentiment de l'unité et de la grandeur nationales. Cependant, par une basse jalousie, les ducs de Silésie se reconnurent vassaux de la Bohême, détachant ainsi cette province de la Pologne. Le duc de Breslav donna le premier l'exemple, qui fut suivi par les ducs de Glogov, de Liegnitz, de Sagan, de Falckenberg, puis par tous les autres, à l'exception du seul duc de Schveidnitz, Bernhard. Les ducs de Mazovie, ne voulant pas non plus reconnaître Vladislav, se firent vassaux de la Bohême, et s'unirent aux Chevaliers teutoniques et aux margraves de Brandebourg pour combattre la Pologne épuisée par tant de désastres.

§ III. — *Alliance de la Pologne avec la Lithuanie. Guerres.*

Vladislav s'adressa souvent au Saint-Siége pour obtenir justice des spoliations et des brigandages commis par les Teutoniques. Maintes fois les papes intimèrent à ceux-ci l'ordre de restituer les provinces dont ils s'étaient emparés. Mais, contempteurs effrontés de l'Église comme du droit et de la justice, ces Chevaliers, cités au tribunal de la papauté, condamnés et excommuniés, persévérèrent dans leur révolte et leur impiété. Alliés aux margraves de Brandebourg et au roi de Bohême, ils profanaient la bannière sacrée de la croix en

appelant la chrétienté à la croisade, sous prétexte de combattre les idolâtres, et augmentaient ainsi sans cesse leurs forces. Une assemblée réunie, en 1320, à Brzesc-Kuiavski, les condamna de nouveau à rendre la Poméranie; mais ils n'obéirent pas. Avant de les attaquer, Vladislav chercha dans la Lithuanie une alliée d'autant plus naturelle qu'elle était la plus voisine de la Pologne, et qu'elle-même était opprimée et dévastée par les Teutoniques.

A cette époque, la Lithuanie acquit une grande puissance et une vaste étendue, toujours croissante. Après de longues divisions intestines, Lutuver et son fils Witènes relevèrent leur patrie menacée à la fois par les ducs russiens, les Tatares et l'Ordre teutonique. Gedimin, fils de Witènes, reprit les possessions abandonnées par Mendog, étendit ses conquêtes à l'orient et au sud, tailla en pièces les princes russiens (1320), s'empara de la Volynie, de Brzesc, Kiiov, Siévierz, Czerniéchov, et conquit toutes les provinces entre le Bug et le Dniéper et au delà. On lui donnait le titre de duc ou de roi de Lithuanie et de Russie; et en effet il gouvernait non-seulement la Lithuanie, mais un grand nombre de duchés russiens, en donnait à ses parents, s'était allié par mariage à plusieurs ducs, et protégeait par ses cousins les villes libres et surtout les républiques de Pskov et de Novogorod-la-Grande, de sorte que tous les pays russiens étaient étroitement unis à la Lithuanie. Il n'y avait d'exception, à l'orient, que pour le duché de Vlodimir sur le Klazma, ou duché de Moskovie, et à l'oc-

cident, pour celui de Halicz dont hérita Boleslàv, prince de Mazovie.

Gedimin adapta aux lois et statuts russiens le système féodal introduit par les Allemands, mais le basa sur l'obligation personnelle des kniaz (princes) et de l'ordre équestre lithuanien, en partie russien. Souverain absolu et suzerain de toutes les terres dont il était considéré comme seul propriétaire, tous les ducs et tous les habitants personnellement dépendaient de lui, et lui devaient service public. Il distribuait des fiefs à ses vassaux; la servitude féodale y était imposée sur les arrière-vassaux et sur toutes les classes d'habitants. Les ducs qui lui étaient soumis pouvaient doter les boïards, c'est-à-dire les nobles russiens et lithuaniens, de domaines dans leurs duchés respectifs, exigeant d'eux le service personnel.

Gédimin, quoique païen, favorisa la prédication de l'Evangile dans son royaume, fit bâtir des églises à Vilna et à Novogorod, et pensa à embrasser lui-même le christianisme. Il entama dans ce but des négociations avec le pape; mais la méchanceté des Chevaliers teutoniques parvint à le détourner de ce projet, en lui faisant essuyer mille outrages et en assassinant les prêtres appelés pour évangéliser ses peuples. Il finit donc par négliger ses relations avec le Saint-Siége, mais s'empressa de saisir l'occasion de conclure en 1325, à Vilna, un traité d'alliance offensive et défensive avec Vladislav Lokéték. Ayant tous deux les mêmes intérêts, les mêmes ennemis, leur alliance devait être durable : elle le fut.

Vladislav s'était assuré l'alliance des Hongrois, en mariant sa fille Elisabeth à leur roi; il resserra celle des Lithuaniens par le mariage de son fils Kazimir avec Anne-Aldone, fille de Gedimin, et à cette occasion institua l'ordre de l'Aigle blanc, remis en vigueur à Tykocim (1705) par Auguste II. Ce mariage fut célébré le 28 juin 1325; et la princesse lithuanienne fit son entrée en Pologne suivie de 24,000 captifs : elle rendait à la patrie ses nobles fils que la guerre lui avait ravis. C'était là la plus belle partie de sa dot, elle était infiniment plus précieuse à la nation que les plus immenses trésors ou les plus belles provinces. Un concert de bénédictions s'éleva au ciel pour celui qui avait su allier le bonheur de ses peuples et le salut de 24,000 familles aux plus brillantes vues politiques. Cette première alliance de deux nations puissantes est l'époque de la prospérité de la Pologne, et nous pourrons bientôt en apprécier les heureuses conséquences.

Le roi de Pologne et le prince de Lithuanie, Gedimin, se liguèrent donc contre leurs ennemis : les Chevaliers teutoniques, les Mazoviens, les Brandebourgeois, les Bohémiens et les Silésiens; car, ainsi que nous l'avons vu, les ducs de Silésie s'étaient soumis à la Bohême depuis le couronnement de Vladislav, et les Mazoviens avaient été entraînés par leur exemple. Les Polonais et les Lithuaniens, naguère ennemis, combattaient ensemble. Ils chassèrent du duché de Mazovie l'armée brandebourgeoise, la poursuivirent et l'anéantirent sur les rives de l'Oder. Reparaissant ensuite en Poméranie, ils mirent en

déroute les Chevaliers teutoniques, et ravagèrent les duchés de Culm et de Mazovie. Mais l'année suivante, Vladislav étant de retour à Krakovie et les Lithuaniens ayant repassé la frontière, le roi de Bohême traversa la Silésie, pénétra dans les districts de Siéradz, de Lènczica, de Rava et de Plock, rendit aux Chevaliers la Poméranie, et mit garnison dans les places fortes. Vladislav ayant ainsi perdu ce qu'il avait conquis avec l'aide des Lithuaniens, reprit les armes, et la guerre se prolongea avec acharnement sans qu'aucun des deux partis obtînt de succès importants : des dévastations épouvantables et l'épuisement réciproque en furent les suites. Les Chevaliers demandèrent une trêve d'un an : elle leur fut accordée.

§ IV. — *Diète de Chènciny. Victoire de Plovcè.*

Après avoir reconstitué l'unité nationale par son couronnement, et lui avoir redonné sa force par l'alliance avec la Lithuanie, Vladislav voulut encore en consolider les bases par une assemblée générale et solennelle ou grande *viéca*. Cette diète ou *ziem* s'ouvrit à Chènciny, le 14 juin 1331, et fut la première où la nation agit par sa représentation. Elle était composée, non-seulement des sénateurs, comme c'était jusqu'alors la coutume, mais avec les prélats, des chanceliers, des palatins, des castellans, de plusieurs starostes, des membres des magistratures locales et d'un grand nombre de nobles et des personnes de l'ordre équestre, réunis en une seule assem-

blée. Pour la présider, le vieux roi, blanchi sous le poids des fatigues et des épreuves, se dépouilla de son armure, revêtit le manteau et les insignes royaux et s'assit sur son trône. Cette diète mémorable consacra les bases fondamentales de la république polonaise et de la démocratie nobiliaire, adopta des lois auxquelles devaient être également soumis tous les habitants de la grande et de la petite Pologne et des autres provinces et duchés, comme faisant partie d'un seul et même Etat, sous un même chef. Elle avisa aux moyens de défense et décréta un impôt général.

Si la noblesse siége presque seule dans cette diète et les suivantes, c'est que l'absence d'armée régulière et le peu de défenses naturelles du pays rendaient indispensables, alors au moins, les priviléges de ce corps sur lequel reposait le salut de la patrie; que les paysans ne jouissaient sur les terres qu'ils cultivaient que d'une liberté restreinte; et que les bourgeois, régis par les lois allemandes, comptaient trop d'étrangers dans leur sein.

Dans cette diète de Chènciny, le roi avait retiré l'administration de la grande Pologne à Vincent Szamotuly, staroste de Posen, pour la confier au prince royal Kazimir, alors âgé de 21 ans. A cette nouvelle, Szamotuly se rendit secrètement à Mariembourg auprès de Luther de Brunswick, grand maître de l'Ordre teutonique, s'engageant à lui livrer toutes les villes de sa juridiction. Les Chevaliers ayant rassemblé des forces considérables, pénétrèrent jusqu'au centre du duché de Mazovie, sous la conduite du staroste, qui leur livra les forteresses, et

se proposait d'enlever Kazimir et de faire payer cher sa rançon, pillèrent la plupart des villes, incendièrent tous les bourgs et se rendirent maîtres de presque tout le pays.

Vladislav, alors vieillard septuagénaire, reprit son armure et son beaume, attacha à sa ceinture sa lourde épée, et s'avança rapidement contre l'ennemi. A peine avait-il pris le temps de rassembler une armée. Mais Szamotuly, certain d'obtenir son pardon, s'échappa pendant une nuit du camp des Teutoniques, vint le trouver, lui donna tous les renseignements sur les forces des Chevaliers, et, de retour à leur camp, leur persuada de retourner en Prusse, parce que Vladislav, n'ayant pas de troupes suffisantes, éviterait toute rencontre, et qu'ainsi ils n'auraient pas l'occasion d'écraser l'armée polonaise.

« On écouta ce conseil perfide, et l'armée teutonique se dirigea vers la frontière prussienne en grand désordre, embarrassée par ses immenses convois, et ne redoutant rien d'un ennemi qu'elle croyait désarmé. Elle était arrivée, le 26 septembre (1331), au bourg de Plovcé, près de Brzesc-Kuiawski dans une vaste plaine où les chefs avaient donné l'ordre d'établir le camp et de faire halte pendant la nuit. Le matin, au lever du jour, les sentinelles les plus avancées annoncent qu'une armée paraît à l'horizon et s'avance à la hâte vers le camp. D'abord on ne le croit pas; mais bientôt on entend le hennissement des chevaux, et, à travers un épais brouillard, on voit de loin briller des glaives. L'alarme est donnée, les clairons résonnent et réveillent les Teutons, qui courent vers leurs drapeaux; aussitôt la cavalerie polonaise les

entoure, les charge avec vigueur, et la mêlée commence. Déjà les chevaliers perdent du terrain, mais ils ne désespèrent pas encore de rallier leurs bandes et de reprendre l'offensive, quand ils entendent derrière eux un grand bruit d'armes et de cris ; ce sont les Mazoviens, commandés par Szamotulski, qui se sont précipités sur l'arrière-garde teutonique, et qui la poussent en avant sur les lignes de Vladislav en massacrant les fuyards. Cette défection inattendue remplit d'épouvante les Chevaliers et leur milice ; ils abandonnent leur camp, leurs convois et se répandent en désordre dans la plaine, ne s'inquiétant plus que d'échapper au massacre ; car les Polonais, implacables dans leur ressentiment contre les dévastateurs de la Mazovie, égorgent sans pitié quiconque tombe, même à genoux, devant leurs glaives inondés de sang (1). »

Les Chevaliers, défaits sur tous les points, perdirent 20,000 hommes. Cette victoire signalée rehaussa le courage de la nation. Vladislav y déploya toute la valeur et le feu de la jeunesse. Kazimir voulant combattre à côté de son vieux père, celui-ci lui défendit de s'exposer. « Je n'ai que peu de jours à vivre, lui dit-il, et je puis les sacrifier à ma gloire. Ce n'est pas un grand larcin que je fais à la patrie ; mais vous, qui êtes jeune, vous devez vous conserver pour la venger, la défendre et la rendre heureuse. » Szamotuly, repentant de sa trahison, n'avait pas peu contribué au gain de la bataille. Le roi, fidèle à sa promesse, lui rendit le gouvernement de la grande

(1) Hauréau, *Histoire de Pologne*.

Pologne; mais, l'année suivante, les nobles mazoviens, qui l'abhorraient, conspirèrent contre lui et le massacrèrent.

§ V. — *Retour à Krakovie. Etat social, politique, militaire et commercial.*

Après la victoire de Plovcé, Vladislav chassa les Bohémiens des places fortes qu'ils occupaient en Silésie; et les Chevaliers ayant reparu et s'étant emparés de presque toute la Kuïavie, il renouvela sans se décourager ses expéditions, pénétra dans le pays de l'ennemi, le dévasta sans que celui-ci, réfugié dans ses forteresses, osât se montrer en rase campagne, et retourna ensuite, pour la dernière fois, à Krakovie. Mais laissons ici la parole au savant Lelevel, qui trace le tableau de la rentrée de Vladislav dans sa capitale, et donne le résumé suivant de l'état social, politique, militaire et commercial de la Pologne sous Lokétėk :

« *Retour et rentrée à Krakovie.* — Lorsqu'il allait entrer dans la capitale, toute la population courut au-devant de lui; le magistrat de la capitale, le bourgmestre avec ses conseillers et ses échevins; les corps de métiers, leurs enseignes déployées; les confréries portant les bannières de l'Église; les prélats et le bas-clergé précédés de la croix; les moines de différents ordres et une foule innombrable des deux sexes, de tous rangs, de tous âges et de toutes conditions marchaient au-devant. Les jeunes gens couraient et les vieillards s'acheminaient pour les

rejoindre. Les enfants entraînaient leurs mères, et les étrangers, curieux de ce spectacle imposant, s'entremêlaient avec les indigènes; les juifs portaient leur Décalogue. On y voyait des costumes riches, simples et même pauvres d'une grande variété, longs et larges selon la mode nationale, courts et étroits selon la mode allemande ou hongroise, qui trouvait des amateurs. Le vieux roi, sur son cheval, entouré de ses guerriers, rejoignit très-loin de la capitale toute cette immense population. Félicité par les cris de joie, d'allégresse et d'attendrissement, il s'avança lentement et rentra dans la ville suivi des bénédictions du peuple.

» *L'ordre et les lois.* — Par les soins de Vladislav le Bref, les chemins furent purgés du brigandage. Il acheva différents règlements commencés par ses prédécesseurs. Il chercha à réprimer et à déraciner l'arbitraire et l'injustice qui partaient des priviléges particuliers et exceptionnels, cause principale de la décadence de la loi nationale. Il déclara qu'il maintiendrait seulement ceux qui étaient d'accord avec la loi nationale polonaise, commune, terrestre. Il entreprit de remettre en vigueur l'ancienne législation nationale pour les slachcic et les kmetons, les nobles et les paysans. La loi étrangère, allemande, teutonique, municipale devait rester dans sa force pour les bourgeois et tous ceux qui les préféreraient. Ainsi, les personnes privilégiées durent se soumettre à une de ces deux lois et au jugement du roi dans leurs hautes instances. Lokétèk parcourait tous les duchés, présidait lui-même, paraissait aux assem-

blées provinciales, appelées *viéca;* avec le concours des juges du lieu, il y rendait les sentences selon la loi terrestre. L'appel en dernier ressort de la loi municipale allait aussi au roi, où il observait la loi teutonique. Toutes les sentences, tous les décrets rendus par Vladislav Lokétek étaient basés sur la justice. Il abolit un grand nombre de priviléges; toutes les fois qu'ils furent contraires à la loi générale, il brisait de ses propres mains les sceaux, coupait ou déchirait les titres et les diplômes, et en livrait d'autres en leur place. Il eut, à cause de ces priviléges, une contestation très-vive avec Nankier, évêque de Krakovie, et s'emporta même jusqu'à le frapper. Nankier, offensé par cet emportement du roi, quitta l'évêché et obtint celui de Vrotslav. Cependant Vladislav Lokétek estimait le clergé et affermissait les fondations des ecclésiastiques, qui, par les priviléges dont elles jouissaient, lui suscitaient encore d'autres difficultés. Il voulut que tous les habitants nobles, slachcic, riches ou peu aisés, kmetons, paysans, bourgeois, sans excepter les ecclésiastiques, supportassent également les impôts, sans avoir égard aux conditions ni aux priviléges. Chaque mesure de la terre, dite *vloka* ou *lan,* devait rapporter d'impôt foncier, nommé *lanové* ou *paradlné,* au moins 12 gros (9 fr. et 20 cent.). Les ecclésiastiques seuls n'y furent point assujettis. Cependant, lorsqu'ils voyaient les pressants besoins du pays, ils offraient volontairement des sommes considérables; ce qui procura à Vladislav le Bref les ressources nécessaires pour soutenir la guerre contre les Chevaliers teutoniques.

» *La noblesse et les autres classes.* — A partir de l'époque remarquable de la diète de Chènciny, un nouveau point de vue se présente dans l'histoire de Pologne ; c'est la marche de la classe noble. Jusqu'à cejour-ci un petit nombre de seigneurs puissants et de prélats seulement avaient joui de quelque influence sur l'état du royaume ; dorénavant toute la noblesse appelée à participer au même avantage va agir et s'emparer des affaires du pays. Avant, c'étaient les individus qui jouissaient de leurs priviléges particuliers ; à partir de cette époque, tous les nobles slachcic composent l'ordre privilégié. Vladislav Lokétèk les a élevés à cette considération en les conduisant à la guerre et en les convoquant à délibérer sur la situation de la patrie. Désormais la noblesse va prendre le premier pas. La bourgeoisie compose un autre ordre, une classe puissante par ses richesses, mais distincte du reste de la nation par les lois teutoniques. La troisième classe, composée des kmetons, des paysans tenant à bail des terres de labour, appartenant pour la plupart aux nobles, se trouvait en quelque sorte sous leur dépendance ; elle était cependant libre et jouissant de la même loi terrestre qui obligeait les nobles. Dans la classe des nobles ou de l'ordre équestre, l'égalité n'était pas encore établie. L'amende imposée pour le meurtre d'un seigneur était deux fois plus forte que pour celui d'un slachcic ordinaire. Les seigneurs seuls parvenaient à la dignité de sénateur ; ils prenaient alors le titre de comte, *comes,* indiquant une haute dignité ou un emploi important, dont le corps retenait encore le titre de baron,

barones. Ils eurent des armoiries particulières à leur famille : telles furent nalęncz, skarbek, iastrzembezik, tapor, grzimala et autres semblables comme signes de leur haute noblesse blasonnée, *kleinot*. On les gravait sur les bagues, les cachets et les armes. Un noble de distinction portait au cou une chaîne d'or. La noblesse d'un rang moins élevé n'eut point d'armoiries, elle était admise à prendre celles d'une famille armoriale, *kleidnotna ;* ou bien, quelques-uns d'entre eux prenaient et changeaient à leur gré différentes armoiries. On ne connaissait point encore les noms de famille ; on ajoutait au nom de baptême le nom d'un hameau, d'une ville, ou arbitrairement quelque mot, épithète ou sobriquet qui servait de surnom. Les seigneurs distinguaient leurs familles par les noms de leurs armoiries. Cette distinction entre la haute noblesse et la moyenne ne disparut que lorsque l'égalité et la fraternité civiques de la noblesse s'établit solidement.

» *Force militaire*. — L'ordre équestre formait la principale force de la nation. On conserva en partie l'ancien partage en districts ; mais depuis Boleslav le Grand de grandes modifications s'étaient opérées sous différents rapports. Les châtelains ou castellans, dépouillés en grande partie de leur pouvoir judiciaire par les priviléges, négligeaient la juridiction, s'en déchargeant en partie sur les juges terrestres et ne s'occupant plus que des affaires criminelles dans leur grod ; ils devaient conduire leurs districts à la guerre, mais quand le nombre des palatins augmenta, ceux-ci marchèrent à la tête des

guerriers. Ils étaient déjà au nombre de huit dans les États de Vladislav le Bref. Les autres classes d'habitants ne furent pas aussi rigoureusement astreintes au service militaire; mais dans une invasion, dans une pressante circonstance, les paysans et la bourgeoisie devaient se tenir en armes. L'ordre équestre était non-seulement soumis aux palatins, mais suivait aussi en partie différentes bannières armoriales des seigneurs dont les détachements prenaient place avec ceux des palatins. Chacun montait son cheval et s'armait selon ses moyens. L'armure des seigneurs était ordinairement légère, et il y en avait peu qui se couvrissent de cuirasse ou même de cotte de mailles. Toute cette force, nommée la pospolite (*pospolité ruszénié*), se réunissait au premier appel ou ban, et tout le monde montait à cheval à la réception des *vici* (rouleaux), c'est-à-dire des ordres de la levée générale écrits sur du parchemin roulé. Le roi avait aussi une poignée d'hommes à sa solde ; mais cet usage y était introduit tout récemment, et l'on employait des étrangers pour ce service. Toute la levée devait être payée dès qu'elle franchissait la frontière.

» *Aisance dont jouissent les habitants.* — La Pologne, malgré la situation fâcheuse où elle se trouvait, n'était cependant pas au fond tout à fait pauvre et malheureuse; il lui manquait seulement l'ordre et l'activité que Lokétek faisait renaître. La population augmentait d'une manière visible; le nombre des villes et des villages devenait plus grand. Les Polonais allaient tenter la fortune dans les pays russiens et lithuaniens et s'y établis-

saient. Les capitales des nombreuses principautés en s'agrandissant devenaient plus opulentes et contribuaient au bien-être des autres villes et bourgs. On élevait en maçonnerie les églises, les couvents et même les maisons dans les villes. Dans les maisons mieux bâties, tant des villes que des campagnes, on avait, non-seulement un poêle, mais aussi des foyers larges et commodes avec des cheminées qui s'élevaient au-dessus des toits pour donner une issue plus facile à la fumée. Les habitations étaient aussi moins embarrassées, plus propres et plus salubres. Les fenêtres, quoique petites, étaient vitrées. L'usage de la verrerie se répandait; à côté des vieux gobelets, des coupes et vases en bois ou en argile, on voyait des verres et des bouteilles. La poterie se perfectionnant devenait plus répandue, l'usage des tapis de plus en plus général, le drap meilleur, les étoffes en soie recherchées des bourgeois comme des nobles plus opulents. Il était évident que l'or et l'argent n'étaient plus, comme au temps de Boleslav le Grand, seuls indices de l'aisance et de la richesse; il y avait d'autres articles d'industrie, autrefois considérés comme objets de luxe, qui devenaient d'une nécessité plus générale, et il était chaque jour plus facile de se les procurer. Le progrès de l'aisance, malgré sa lenteur, se faisait remarquer. Il était plus évident chez les grands, qui non-seulement se distinguaient par les priviléges dont ils jouissaient, mais aussi par les mœurs, les habitudes et les besoins. Leurs repas et leurs banquets furent plus somptueux. A l'exemple des prélats, ils plaçaient sur leur table, à côté de

l'hydromel et du pain de seigle, le vin, le pain de froment et les pâtisseries. On épiçait les assaisonnements; bien qu'il fût encore d'usage d'avoir peu de plats, ils offraient cependant de la variété.

» *Commerce intérieur.* — A mesure que le goût des commodités et de la bonne chère augmentait, l'industrie et le commerce grandissaient aussi. Les indigènes seuls s'adonnaient à l'agriculture, et ils partageaient le commerce et le trafic avec les étrangers, surtout avec les Allemands et les Juifs, déjà très-nombreux en Pologne. Nous avons déjà dit qu'une multitude d'Allemands s'établissaient dans la Pologne, choisissant le plus souvent les villes pour demeure; ils apportaient, avec la loi et les mœurs allemandes, leurs métiers et leur industrie, et composaient une classe très-laborieuse. Les Juifs arrivèrent aussi de l'Allemagne dans des temps plus anciens, surtout à l'époque des croisades, lorsqu'en butte à des persécutions plus sérieuses et plus violentes dans la Basse-Allemagne, ils allaient chercher asile en Pologne, où ils le trouvèrent bien assuré. Ces hommes habiles et astucieux s'insinuant partout, devenaient très-dangereux et très-nuisibles pour les indigènes par leurs usures. En aidant le petit trafic, ils pratiquaient la petite industrie, en ayant maintes fois recours à la mauvaise foi et à l'escroquerie. Le négoce en gros du blé, du sel, des chevaux, des bestiaux, des troupeaux, des porcs, des moutons, des cuirs et des pelleteries était le partage des indigènes. On voyait aussi les marchands indigènes établir leurs boutiques dans les mai-

sons et dans de petites baraques construites sur les marchés, présentant au peuple les objets de première nécessité. Les Juifs, ouvrant aussi de petites boutiques, vendaient toutes sortes de vêtements, et autres objets.

» *Commerce extérieur.* — Les étrangers qui arrivaient avec leurs marchandises s'établissaient pendant la foire sous des tentes où ils ouvraient leurs magasins. Les Russiens fournissaient des pelleteries d'un grand prix. Les parties méridionales de l'Europe, la Grèce, l'Italie, la Hongrie, envoyaient des vins, des tapis, différentes étoffes en soie et en coton, des épiceries, la meilleure verrerie. Les productions de l'Asie et de l'Inde arrivaient dans les pays méridionaux de l'Europe, soit par les caravanes qui circulaient sur le vaste continent de l'Asie, soit par la mer Méditerranée sur les vaisseaux des républiques italiennes, et surtout sur ceux de Venise. Certaines étoffes sortaient directement des manufactures grecques ou italiennes. On faisait venir de l'Allemagne de la quincaillerie et de la joaillerie, qui cependant étaient aussi bien travaillées en Pologne. On tirait du Nord, par l'entremise de Lubeck, première ville de la ligue hanséatique, les harengs et les produits des manufactures de la Basse-Allemagne ou de la Belgique, où l'industrie était alors perfectionnée; on avait de ces pays le meilleur drap et d'autres objets d'habillement. Les principales villes de Pologne, Dantzik et Krakovie, pour faciliter le commerce, accédèrent à la ligue hanséatique. Sous Boleslav le Grand, il y avait quelques routes de commerce qui traversaient la Pologne. A cette époque,

on les voyait se croiser en tous sens, en très-grand nombre, conduisant d'une ville à une autre. Dantzik devint le centre du commerce de la Poméranie. Ce commerce rendit cette province florissante depuis le règne de Svèntopelk, qui contribua beaucoup à la vivifier. La navigation sur la Vistule devenait de jour en jour plus importante et fort suivie. Les villes de Mazovie situées sur ce fleuve s'agrandissaient, et Varsovie commença à se faire connaître. Il était nécessaire d'assurer la sécurité des routes, et il importait à la Pologne de recouvrer la Poméranie et les bords de la mer Baltique. Les Chevaliers teutoniques, qui s'étaient emparés de ces riches plages, possédant toute la basse Vistule, entravaient et souvent empêchaient la navigation sur cette partie du fleuve, et arrêtaient le passage des denrées et des produits que la Pologne y dirigeait par terre. »

§ VI. — *Mort de Vladislav Lokétèk.*

Vladislav Lokétèk, dont l'âge était si avancé et la santé très-affaiblie par les fatigues, succomba bientôt. Après avoir reçu les derniers sacrements, il termina, le 2 mars 1333, une vie entièrement vouée à sa patrie, et fut vivement regretté du peuple qui le chérissait. Dans les instructions qu'il donna à son fils, sur son lit de mort, il lui dit entre autres choses : « Si tu portes quelque intérêt à ton honneur et à ta renommée, prends garde de jamais rien céder aux chevaliers teutoniques et aux margraves de Brandebourg, et prends

plutôt le parti de t'ensevelir sous les débris de ton trône, que de leur abandonner ces portions de ton héritage qu'ils possèdent, et dont tu es responsable envers ton peuple et envers tes enfants. Ne laisse pas à tes successeurs un tel exemple de lâcheté qui suffirait pour ternir toutes les vertus et la splendeur du plus beau règne. Punis les traîtres, et, plus heureux que ton père, chasse-les, s'il se peut, du royaume, asile respectable que la pitié leur avait ouvert, et qu'ils n'ont pas craint de profaner par la plus noire ingratitude. » Ces paroles prophétiques semblent un pressentiment de l'avenir.

X

Considérations générales sur cette période.

Cette période historique, qui comprend près de deux siècles (194 ans), offre le triste tableau des malheurs de *la Pologne en partage*. Cette longue crise est signalée par des événements importants. D'abord, la puissance de la Pologne s'affaiblit par des guerres intérieures auxquelles donnent lieu les partages de ses provinces entre les princes de la maison régnante, puis par les effroyables invasions des Tatars, des Lithuaniens, des Russiens, des Prussiens, des Bohêmes, et enfin par la rébellion des Chevaliers teutoniques, qui, comme vassaux, étaient chargés de contenir les peuples idolâtres et de les convertir au christianisme, et qui, au contraire,

tournèrent leurs armes contre la Pologne catholique.

Malgré tant de calamités et la perte momentanée de plusieurs provinces, la Pologne, durant cette période, conserve son premier rang et son unité politique et religieuse. Non-seulement elle resserre ses liens avec les États voisins, quoique habités en partie par une race différente, mais encore elle commence à étendre ses frontières.

La noblesse s'empare définitivement du pouvoir, l'égoïsme turbulent des ducs morcelle le pays et le remplit d'agitations et de troubles, tandis que l'unité nationale cherche à se reconstituer par le triple effort des assemblées législatives, des rois et du peuple. De 1139 au synode de Lènczica, en 1180, l'épiscopat et la noblesse combattent les tendances absolutistes des souverains, soumettent leurs décisions à la sanction d'un conseil, au consentement des grands ou barons, proclament le principe de l'État libre, et le réalisent, sous forme de représentation nationale, par l'établissement du sénat. Dans cet intervalle, l'aristocratie montre une vigueur remarquable et quelques idées élevées, mais en même temps les symptômes d'une turbulence égoïste et d'une prochaine dissolution. De la diète de 1180 jusqu'au couronnement de Vladislav Lokétèk en 1320, pendant 140 ans, l'anarchie aristocratique se déchaîne au milieu des plus atroces forfaits, trahisons, complots, attentats et assassinats; s'isole par des usurpations et des priviléges, déchire toutes les parties de l'État, se dénationalise, démembre le pays et le livre à l'étranger. Le malheur était alors à son comble. Mais le couronnement de Vladislav

Lokétek rétablit, par sa sanction religieuse, l'unité nationale. La papauté contribue par son influence à la soumission des ducs les plus jaloux de leur indépendance, en même temps qu'elle frappe de ses foudres les usurpations des Chevaliers teutoniques. Le clergé resserre l'unité politique par l'effet même de l'unité religieuse et morale. La Lithuanie redonne une nouvelle puissance à la Pologne, en s'unissant à elle. En 1331, la diète de Chènciny asseoit définitivement l'unité de la représentation nationale, du gouvernement et des lois; et nous allons voir bientôt son œuvre poursuivie par la diète de Vislica, en 1347, et par d'autres qui ouvrent à la noblesse une participation complète aux affaires de l'État. Divisée par ses rois et ses ducs, la Pologne redevient une, surtout par ses assemblées nationales.

Vladislav Lokétek ressuscita la loi polonaise commune, et, tout en sanctionnant pour une partie de la population la jouissance de la loi teutonique ou municipale, il soumit ces deux lois aux mêmes règlements d'unité qui devaient régir l'État. Cette unité, jusqu'alors si méconnue, fut proclamée, et tous les priviléges, prérogatives et prétentions des princes, barons, seigneurs, prélats et bourgeois, durent s'y soumettre. Toutes les anciennes redevances et prestations étant tombées en désuétude, on augmenta l'impôt foncier, supporté par tous également, et dont le clergé seul s'affranchit. Tous étaient soumis au service militaire dont la discipline fut strictement réglée. Si les nobles concentraient entre leurs mains le pouvoir politique, cependant les lois pro-

tégeaient d'une manière toute particulière les paysans, et favorisaient les habitants des villes, qui, peuplées par un nombre considérable d'étrangers, devinrent le foyer de l'industrie.

Afin de se rendre compte de la gradation des classes qui habitaient hors des villes, il faut considérer le chiffre de l'amende imposée pour le meurtre des individus de chacune d'elles. Anciennement la vie d'un noble était payée douze marcs, et celle d'un kmeton trois. Ce prix fut élevé depuis, et le plus haut monte à 60 marcs (2,200 fr.) pour la tête d'un ecclésiastique ou d'un noble ; à 30 marcs (1,110 fr.) pour celle d'un noble de second ordre; et à 15 marcs (555 fr.) pour celle d'un noble récemment annobli, d'un scultète ou d'un kmeton. Enfin, la tête d'un kmeton tué fut taxée 10 marcs dans la petite Pologne, 8 en Mazovie et 6 dans la grande Pologne ; et voici, en évaluation de notre monnaie, comment se partageait, dans les diverses provinces, l'amende fixée par la législation du XIV[e] siècle pour l'homicide et la blessure d'un kmeton :

DANS LES STATUTS de	HOMICIDE.			BLESSURES OU COUPS GRAVES		
	A la famille	Au seigneur	Total.	Au blessé	Au seigneur	Total.
	fr.	fr.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Mazovie.........	178	178	356	9 25	12 33	21 58
Petite Pologne....	222	148	370	9 25	4 62	13 87
Lènczica (en 1418).	111	259	370	9 25	22 35	31 60
Grande Pologne...	111	111	222	19 50	37 »	56 50

On voit que la grande Pologne, peu favorable aux paysans, attribue aux seigneurs le double qu'au blessé ou à la famille du tué. Mais cette inique répartition fut plus tard abrogée par la législation de Vislica : celle-ci sanctionna les peines déterminées par les statuts de la petite Pologne, qui prennent plus d'intérêt aux kmetons, haussent le prix de l'homicide, des blessures et des coups, et adjugent aux seigneurs une part beaucoup moins considérable de l'amende judiciaire.

Nous parlions plus haut des scultètes : disons en passant que les scultéties ou advocaties étaient des portions de terre vendues ou données à perpétuité, sous la réserve d'un cens ou de quelque autre service. Le scultète ou possesseur de ce domaine, dont le seigneur n'avait que le titre nominal, pouvait le donner à bail ou le vendre.

Quant aux kmetons, leur condition était assez compliquée. Ils possédaient la terre, soit en bail à perpétuité et à titre héréditaire (les anciens *sortes*), soit en usufruit et à bail à terme, sur les domaines de l'Etat, d'un seigneur ou d'un particulier. Ils ne pouvaient en être dépossédés, et leurs biens ne répondaient ni des dettes, ni des engagements du seigneur. La loi consacrait leur liberté et leur propriété. L'immeuble en bail à perpétuité restait indivisible, et le kmeton pouvait à tout moment l'abandonner en réglant son compte jusqu'au jour de son départ. En outre ils étaient tous autorisés à s'en aller sur-le-champ dans trois cas : lorsqu'ils étaient inquiétés pour les délits ou les dettes du seigneur, lorsque celui-ci violait une villageoise, et enfin lorsque les

censures de l'Église, lancées contre lui, privaient son domaine de la sépulture ecclésiastique. La possession en usufruit et à bail à terme se nommait *vola*, *libertas*, parce que les prisonniers, les ascriptices acquéraient la liberté en la cultivant, et qu'après le temps convenu, ils étaient libres de leurs personnes, comme le seigneur de la disposition de sa vola. Les kmetons devaient aux seigneurs pour prix de leurs possessions, soit des produits en nature, soit la culture de certaines portions de fermes du domaine, outre la dîme au clergé, le chariage domanial, la garde locale et plusieurs jours par an de travail.

Cependant les nobles considéraient les kmetons comme leurs sujets, et trouvaient mille moyens de les dépouiller de leurs possessions et de les expulser, bien que la loi reconnût la liberté du kmeton et de son héritage, et les protégeât de diverses manières. Outre que le kmeton n'était pas responsable des affaires de son seigneur, toute citation lui était notifiée à domicile comme pour un noble, et il purgeait sa contumace par l amende d'un bœuf tandis qu'elle était taxée à deux pour le noble plus riche.

La féodalité et le servage étaient complétement inconnus à la Pologne, même à cette époque où ils régnaient sans partage sur presque tout le reste de l'Europe, en France, en Autriche, en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Ecosse. La Lithuanie se constitua un moment féodale par un concours particulier d'événements; mais ce féodalisme fut bientôt ébranlé, puis détruit par son contact avec la Pologne.

L'empire féodal d'Allemagne usa de tous les moyens

pour morceler et détruire la république polonaise. Les Chevaliers teutoniques et les ducs de Poméranie prenaient l'investiture de l'empereur pour les terres qu'ils enlevaient à la Pologne; les margraves et les rois de Bohême, trafiquant de ses dépouilles avec les Chevaliers et les Poméraniens, obtenaient de l'empereur, leur suzerain, la sanction de leurs rapines. Bien plus, les princes de la famille de Piast, les ducs de Silésie et de Mazovie, reniant leur sang et leur nationalité, se firent vassaux de la Bohême. Cette invasion de la féodalité allemande au sein de la Pologne, la menaça de ruine, surtout pendant plus d'un demi-siècle, de 1270 à 1330. Mais elle en triompha, et Vladislav Lokétek résista avec une constance inébranlable à cette dissolution de l'Etat.

Cette période fut l'époque de la naissance de la littérature polonaise, si poétique, si riche et si variée, bien que ses premières traditions remontent plus haut, et que le latin fût encore la langue officielle et scientifique. Ajoutons que les lumières du christianisme, en se répandant parmi les peuples idolâtres soumis à la Pologne, vinrent les retirer de la barbarie dans laquelle ils étaient plongés et les initier à une vie nouvelle.

LA POLOGNE FLORISSANTE

1333-1587.

I

Kazimir le Grand (1333-1370).

§ I. — *Cession de la Poméranie et de la Silésie.*

Vladislav Lokétek avait laissé à son fils Kazimir un royaume peu étendu, car il avait perdu la Poméranie et la Silésie, morcelé à la fois par la Bohême, le Brandebourg, l'Ordre teutonique, les Allemands, les Danois et les Russiens, et convoité par les maisons d'Anjou et de Luxembourg. Mais cet Etat, en bon ordre, sagement administré, redouté de ses voisins, commençant à compter parmi les principales nations de l'Europe, était déjà florissant : sa grandeur et sa richesse allaient s'accroître de plus en plus chaque jour.

Kazimir, surnommé le Grand, fut proclamé roi de Pologne par les seigneurs assemblés à Krakovie, et sacré dans la basilique de cette ville le 25 avril 1333. Ce prince, auquel sa justice et sa sollicitude pour les paysans

firent donner le titre glorieux de *roi des paysans*, se signala par la noblesse et la libéralité de son caractère : ses actes nombreux de bienfaisance ont fait bénir sa mémoire. Cependant il joignait de grands vices à d'heureuses qualités, la dissolution de ses mœurs fut extrême et causa d'affreux malheurs, et sa vie fut même ternie par le crime. Plus législateur que guerrier, il apporta une grande habileté dans le gouvernement de l'Etat, économisa les dépenses et s'efforça d'éviter la guerre et d'affermir la paix.

Dans ce but, et trop confiant dans les rois de Bohême et de Hongrie qui le trompaient, il souscrivit avec une incroyable facilité aux traités qu'ils lui présentaient. Pour obtenir du souverain de Bohême, Jean de Luxembourg, sa renonciation à la Mazovie et au titre de roi de Pologne qu'il prenait encore, il lui céda la Silésie et toutes les terres polonaises que Jean détenait contre tout droit. C'est ainsi que la Silésie fut détachée de la Pologne et incorporée à la Bohême. Infidèle aux recommandations que son père lui avait faites sur son lit de mort, il conclut, le 30 avril 1334, à Malborg, avec les Chevaliers teutoniques, un traité par lequel ceux-ci s'obligeaient à rendre diverses possessions usurpées. Mais, violant bientôt leurs engagements, ils prirent de nouveau les armes contre la Pologne.

Dans un congrès tenu à Vissegrad en 1335, les deux cours de Bohême et de Hongrie convinrent que Kazimir renoncerait, pour lui et ses successeurs, à la Poméranie et la céderait aux Chevaliers qui, en échange, lui ren-

draient la Kuïavie et le district de Dorbzin qu'ils occupaient encore, et lui payeraient 10,000 florins pour les dommages causés à la Pologne. Quant à l'affaire avec la Bohême, ils stipulèrent que Kazimir renoncerait à ses droits sur la Silésie et la Moravie usurpées par Jean, et lui payerait 20,000 marcs, à la condition que les souverains bohêmes renonceraient au titre de rois de Pologne. Les plénipotentiaires polonais, Spylek, castellan de Krakovie, Zbigniev, chancelier de cette province, Pierre, castellan de Sandomir, Thomas de Zaïonczkovo et Niemira, choyés et salariés par la Hongrie, acceptèrent sans réserve ces conditions, et Kazimir lui-même y souscrivit. Mais ayant convoqué en 1337 une diète générale pour en obtenir la ratification, elles furent complétement rejetées, malgré tous ses efforts; on fit entrer des troupes dans les duchés de Kuïavie et de Mazovie, et l'on résolut d'en appeler au pape contre les Chevaliers.

L'évêque de Krakovie, Jean Grot de Slupcza, se rendit donc à Avignon, auprès de Benoît XII, qui nomma deux nonces du siége apostolique, Gothard, prévôt de Tulle, et Pierre Gervais, chanoine du Puy-en-Velay, munis des pleins pouvoirs les plus étendus. Ils établirent leur tribunal à Varsovie, et après mûr examen de tous les chefs d'accusation contre les Chevaliers, sans égard pour leurs subterfuges et leurs protestations, les condamnèrent, par arrêt du 16 septembre 1339, à restituer aux Polonais la Poméranie, la province de Culm, le territoire de Michalov, de Kuïavie et les districts de Brzesc et de Dobrzin, leur enjoignant en outre de rebâtir au plus tôt, à leurs

frais, les églises et les monastères de ces provinces qu'ils avaient pillés et détruits, et de payer à Kazimir 194,500 marcs de Pologne pour dommages et intérêts, et 1,600 pour dépens du procès. L'excommunication suivit de près la sentence. Mais les Chevaliers, qui avaient refusé de comparaître, bravèrent de nouveau les foudres de l'Eglise, et opposèrent au pape un rescrit de l'empereur Louis de Bavière, qui défendait à leur grand-maître, Thierry d'Altemburg, de se dessaisir des biens de l'Ordre sans son consentement, traitant de « frivoles et non avenus, » les jugements du Saint-Siége.

Quatre années plus tard, Kazimir résolut d'accepter définitivement, malgré la nation, les stipulations arrêtées au congrès de Vissegrad par les rois de Hongrie et de Bohême. Les Chevaliers s'empressèrent d'envoyer, en 1343, des députés à Kalisch, et rendirent la Kuïavie et Dobrzin, le roi de Pologne renonçant à la terre de Culm, au district de Michalov et à la riche province de Poméranie, qui firent alors partie de la Prusse et en prirent le nom. Mais tous les Ordres du royaume, convoqués à Junivladislav, refusèrent leur consentement à ce traité. En vain Kazimir parvint à surprendre l'adhésion de quelques villes et d'une partie de la noblesse, le clergé refusa formellement la sienne, et les autres représentants de la bourgeoisie et de la noblesse ne cessèrent de protester.

Quant au différend avec Jean de Bohême, il ne se termina que quelque temps après et avec difficulté. Jean cessa de se qualifier roi de Pologne; Kazimir paya les

20,000 marcs et lui donna un contingent contre l'empereur Louis de Bavière, mais il tenait plusieurs places fortes de la Silésie en nantissement pour des sommes considérables, protégea le duché de Svidnitz resté fidèle à la Pologne, s'empara d'une partie de la Mazovie et ressaisit la terre de Vschova. Par de nouvelles conventions successives, en 1346, 1348, 1353 et 1356, Kazimir garda la Mazovie et Vschova, mais donna 10,000 marcs à Charles, margrave de Moravie et depuis empereur, renonça à toutes les sommes qu'il avait en Silésie, évacua les places fortes qu'il y occupait, abandonna le duché de Svidnitz et céda à perpétuité toute la Silésie à la Bohême.

Ainsi, pacifiquement et sans nécessité, ce roi, appelé le Grand, dépouilla la Pologne des deux tiers de son étendue.

§ II. — *Diètes de Krakovie et de Vislica. Réunion de la Russie-Rouge à la Pologne.*

Kazimir n'ayant point d'enfants et voulant prévenir les divisions et les luttes auxquelles pouvait donner lieu, après lui, la succession à la couronne, et neutraliser en même temps la funeste influence des rois de Bohême et de Hongrie, convoqua en 1339, à Krakovie, une diète à laquelle fut soumise cette question : Au cas où le roi régnant mourrait sans laisser d'enfant mâle, quel serait son successeur au trône? Plusieurs noms furent mis en avant et discutés. Vladislav le Blanc, duc de Kuïavie, et les autres princes de Mazovie de la famille de Piast, de la branche de Kazimir le Juste, étaient les héritiers

les plus proches. Mais, sans égard à leurs titres, le roi de Pologne pensa que, pour prévenir des discordes, il valait mieux choisir un étranger, et proposa son neveu, Louis, fils de Charles-Robert, roi de Hongrie.

Après de longs débats, la diète accepta Louis comme héritier du sceptre de Pologne, à condition toutefois qu'il prendrait les engagements suivants : 1° de faire restituer à ses frais tous les pays ravis à la république, et notamment la Poméranie; 2° de ne conférer les dignités et les starosties à aucun étranger, mais seulement aux régnicoles d'origine polonaise; 3° en cas de guerre hors du territoire, de tenir compte aux chevaliers et hommes d'armes de toutes les pertes qu'ils auraient éprouvées; 4° de ne point établir de nouveaux impôts sur les propriétés de l'Église ni sur celles de la noblesse, à laquelle il devait conserver en entier ses droits, priviléges et franchises, et rendre ceux de ces droits injustement enlevés. Par cet accord, les femmes étaient exclues de la couronne; et sous la condition de sa stricte exécution, les nobles s'engagèrent à jurer à Louis obéissance et fidélité. Telle est l'origine des célèbres *pacta conventa,* contrat d'union entre la nation et le souverain. Louis de Hongrie l'accepta en 1355, à Bude, et promit à la Pologne que jamais, de son gré, elle ne serait chargée d'impôts. Depuis lors la royauté ne fut plus qu'élective.

Boleslav le mazovien, duc de la Russie-Rouge, étant mort, en 1340, sans postérité, Kazimir, auquel revenait cet héritage, assiégea Léopol, qui ne tarda pas à capituler, et convoqua dans cette ville, en assemblée solen-

nelle, les seigneurs de ce pays, qui reconnurent les droits de la Pologne sur toutes les terres russiennes s'étendant de Sandomir à Kamieniec, et proclamèrent la réunion du duché de Halicz ou Russie-Rouge à la couronne. L'union cimentée par l'assemblée de Léopol entre les deux pays fut complète. La Russie-Rouge ne forma plus qu'un avec la république, dont elle eut les lois et le gouvernement; et des migrations de familles polonaises repeuplèrent cette terre ruinée par les guerres civiles et étrangères.

Un traité d'alliance et d'amitié, conclu le 13 juillet 1341 à Prague, resserra momentanément les liens d'union entre la Pologne et la Bohême; et Kazimir, ayant perdu sa femme, épousa, le 29 septembre suivant, Adélaïde, fille de Henri, landgrave de Hesse. Mais le roi de Pologne ayant reconquis ensuite la terre de Vschova, précédemment enlevée par Henri, duc de Glogav, malgré les pactes récents le roi de Bohême prit les armes pour s'opposer à cette restitution, qu'avait consentie le duc de Glogav lui-même. Kazimir, appelé sur les rives de la Vistule par les bandes tatares, que les Russiens avaient déchaînées et qui s'étaient avancées jusqu'aux portes de Krakovie, les dispersa, puis se retournant vers le roi de Bohême, qui avait envahi le territoire de Sagan, le battit et le mit en fuite (1345).

Kazimir le Grand fut législateur. En 1347, à la diète législative de Vislica, il promulgua en latin un statut célèbre réunissant et conciliant les lois de la grande et de la petite Pologne. « A quelques rares exceptions près,

dit M. François Wolowski (1), la Pologne fut de bonne heure dotée d'une législation uniforme. Le roi Vladislav Lokiétek fait déclarer en 1331, par la diète de Chenciny, que « là où il n'y avait qu'un royaume, la loi devait » aussi être une et commune à tous. » Mais c'est à son fils Kazimir le Grand que revient la gloire d'avoir été le premier législateur de son pays. Il a laissé un monument impérissable dans son statut de 1347, connu sous le nom de statut de Vislica. Il présidait lui-même aux délibérations et les dirigeait avec une rare sagesse, *adjiciens et resecans* (comme disent les historiens), *corrigens et temperans, leges condidit polonicas.* On est frappé d'étonnement lorsqu'on songe que ce premier code polonais, remarquable par la sagesse et la mansuétude de ses dispositions, précède de neuf ans la célèbre bulle d'Or de Charles IV, empereur d'Allemagne, qui, sous le rapport de la législation pénale, respire encore à un haut degré la barbarie du moyen âge. Nous nous hâtons d'ajouter que l'on chercherait en vain dans le statut de Visliça l'ordre et la classification des matières que nous rencontrerons deux siècles plus tard dans le recueil des lois lithuaniennes; mais la manière dont les principaux rapports de la vie civile y sont réglés témoigne du haut degré de civilisation que la Pologne avait atteint à cette époque reculée.

» Le statut de Vislica consacre d'abord le principe tutélaire de la non-rétroactivité des lois, qu'il formule

(1) *Coup d'œil sur la législation polonaise.*

de la manière suivante : *Cum omnes constitutiones, et statuta legem imponant rebus et negotiis præsentibus et futuris, et non præteritis, volumus ut omnes nostræ constitutiones æditæ in Vislicia non respiciant præterita, sed tantummodo præsentia et futura.*

» ... Nous ne pouvons également passer sous silence les dispositions protectrices de la classe la plus utile de la société, des paysans, dispositions qui ont valu à Kazimir le surnom de *Roi des paysans,* titre sans contredit bien plus glorieux que celui de Grand que la postérité lui a si justement décerné. Selon un ancien usage (qui était encore longtemps après cette époque suivi en France et dans d'autres pays), le seigneur héritait des biens du paysan mort sans enfants. Le statut de Vislica abolit cette coutume en la qualifiant *d'absurde,* et accorde aux collatéraux le droit de recueillir la succession. Il affranchit aussi le paysan de toute poursuite, à raison des procès intentés aux propriétaires du village. Enfin, il autorise tous les habitants d'un village à l'abandonner, si le seigneur attente à l'honneur de la femme ou de la fille de l'un d'entre eux.

» Kazimir le Grand mit le sceau à son œuvre en convoquant, neuf ans plus tard, c'est-à-dire en 1356, une assemblée nationale encore plus nombreuse que celle de Vislica, et où furent aussi admis les plénipotentiaires des villes, bourgs et villages. Dans cette assemblée, l'indépendance des tribunaux fut consolidée par la défense de porter dorénavant appel aux juridictions étrangères, et nommément à celle de la ville de Magdebourg

(cet appel se pratiquait aussi dans d'autres pays, principalement en Silésie, où il ne fut aboli qu'en 1547); et un tribunal jugeant en dernier ressort fut établi à Krakovie pour connaître des appels qui seraient interjetés dans les affaires des provinces, villes, bourgs et villages polonais régis par le droit teutonique.

» Le statut de 1347, cette première loi écrite nationale, subit dans la suite des changements notables; un grand nombre de ses dispositions furent modifiées ou abrogées par les décisions des diètes subséquentes. Rédigées d'abord en langue latine, ces lois avaient porté le nom de *statuts*. Plus tard, et à commencer du règne de Sigismond-Auguste, vers le milieu du XVI[e] siècle, elles furent rendues en langue polonaise et prirent le nom de *constitutions*. »

Ce statut de Vislica assura la propriété aux paysans comme aux nobles, les assujettit aux mêmes tribunaux et aux mêmes sentences, définit strictement l'autorité des palatins et des juges, et ne leur permit plus, soit de prononcer un arrêt, soit d'infliger une peine, qu'en se conformant aux articles d'un code de lois civiles qui leur fut imposé. En outre, pour mettre un terme à de scandaleux abus, des honoraires furent attribués aux juges qui auparavant établissaient eux-mêmes le prix de leurs sentences et se faisaient payer par les parties.

Plus tard, en 1365, Kazimir établit de hauts tribunaux judiciaires pour les villes et pour la loi municipale, dite teutonique. Il poursuivit sans relâche l'application de la grande pensée de Vladislav Lokétek, qui était de

fondre en une seule législation toutes les lois et tous les règlements des diverses provinces de l'empire, et de les régir sous une administration uniforme.

§ III. — *Mœurs de Kazimir. Traités. Confédération.*

Grand comme prince, souvent blâmable et même criminel comme homme, Kazimir, qui fit tant pour la gloire de la Pologne, s'attira la réprobation générale par la dissolution de ses mœurs. Envoyé en Hongrie en 1330, il enleva Claire, fille d'honneur de la reine. Félicien, son père, jura de la venger, porta un coup de poignard au prince qui l'évita par hasard, se précipita sur la reine qu'il blessa cruellement aux mains, et s'élançait sur les fils du roi lorsqu'il fut haché en pièces. On fit subir à Claire et à son frère les traitements les plus horribles, et tous les parents, alliés ou amis de Félicien furent condamnés, les uns à l'exil, les autres à mort.

Excédé des reproches continuels de sa seconde femme, Adélaïde de Hesse, Kazimir l'exila à Zarnoviec, où il la retint dans une espèce de prison. Alors ses déréglements n'eurent plus de bornes. Il simula un faux mariage avec une fille de qualité de Bohême, nommée Rokiczana, à laquelle succéda la juive Esther, puis une foule de rivales qui se remplacèrent tour à tour. Joignant les excès de table à l'incontinence la plus effrénée, il en vint à multiplier partout les lieux où étaient enfermées ses courtisanes. L'épiscopat polonais pria le pape de les faire abolir; l'évêque de Krakovie excommunia Kazi-

mir, et Martin Bariczka, vicaire de Krakovie, alla au nom de Clément VI reprocher au roi toute l'horreur de ses scandales et lui notifier les foudres de l'Église. Kazimir le fit jeter dans la Vistule où il périt (1352). Mais, poursuivi par les remords de sa conscience, il demanda au pape l'absolution de ce crime, et accomplit rigoureusement la pénitence qui lui fut imposée. Adélaïde, délivrée de sa captivité, étant morte dans la Hesse où son père l'avait ramenée, Kazimir se remaria une troisième fois, épousa, en 1357, Hedvige, fille de Henri, duc de Glogov, et parut depuis revenu de ses longs égarements.

Ses campagnes ou négociations eurent pour résultat : une convention faite à Plock (1354), qui réunit à la Pologne la terre de Plock, de Viz et de Zakroczym ; un traité conclu à Bude (1355), qui lui garantissait la possession paisible de la Russie-Rouge à laquelle prétendait la Hongrie ; il obtint en outre de Ziemovit, duc de Mazovie, que ce duché serait, ainsi qu'il l'avait été fort longtemps, tributaire de la Pologne. Pour assurer l'intégrité des frontières polonaises, il nomma une commission qui dressa acte des limites entre les États voisins, ce qui mit un terme aux incursions mutuelles ; et, pour prévenir les dissensions intestines, il réunit à Posen, en 1352, les principaux seigneurs et les nobles qui signèrent un acte de confédération où ils promettaient aide, assistance, intervention armée pour conjurer les événements qui menaceraient le pays. C'est la première confédération polonaise que l'histoire mentionne.

§ IV. — *Guerres contre les Lithuaniens: Mariage d'Elisabeth. Mort de Kazimir.*

Vers cette époque, la Lithuanie atteignait l'apogée de sa puissance, et comprenait tous les pays situés entre la Baltique et la mer Noire. Gedimin la partagea entre ses sept fils. Deux d'entre eux surtout, Olgerd et Kieistut, combattirent pendant trente-six ans les Teutoniques, les Russiens, les Tatars et les Moskovites. En 1343, ils firent face aux forces d'une partie de l'Europe coalisée pour cette croisade par les Chevaliers teutoniques. Olgerd, habile guerrier, fit reconnaître la souveraineté de la Lithuanie par la république de Pskov en 1343, par celle de Novogorod-la-Grande en 1349, et par les Tatars de Perekop en 1363, après avoir parcouru la Crimée en vainqueur. Pour défendre le duc de Tver, son parent, contre Dimitri Donski, grand-duc de Moskovie, il se rendit trois fois maître de Moscou, en 1368, 1370 et 1373, l'abandonna au pillage de ses troupes, étendit ses frontières jusqu'à Mozaïsk, et réuni à son frère Kieistut, un des plus grands héros de ce temps, combattit sans relâche les Chevaliers teutoniques, et fut plus tard remplacé dans cette lutte par ses deux fils, Vitovd et Jagello. Sous Olgerd, la Lithuanie avait pour limites au nord-est le lac Ladoga, la mer Blanche, Mozaïsk, Bransk, le Doinetz, et les bords de la mer d'Azof et de la mer Noire.

Après avoir réprimé les incursions des Tatars et fait contre les Valaques une expédition moins heureuse.

Kazimir avait incorporé à la Pologne la Russie-Rouge, la Podolie et la Volynie. Mais il fallut disputer les armes à la main la possession de cette dernière province. Kazimir chassa de la Galicie, où ils avaient pénétré, les Lithuaniens commandés par Lubart, frère de Kieistut et fils de Gedimin, et, dès le début de la lutte (1349), enleva les villes de Chelm, Vladimir et Luçk. Olgerd les reprit l'année suivante; et plus tard les Lithuaniens, alliés aux Russiens, s'avancèrent jusqu'à Sandomir et menaçaient déjà Krakovie, lorsque le roi de Pologne les repousse, envahit de nouveau la Galicie et la Volynie et fait prisonnier le duc Lubart. Les hostilités se prolongèrent jusqu'en 1366 et se terminèrent par un traité. Kazimir céda la Podlachie aux Lithuaniens, et moyennant cette concession, resta paisible possesseur de la Galicie, de la Podolie et de la Volynie jusqu'à la rivière Turza. Luçk et Vladimir furent, comme possessions polonaises, données en fiefs à Lubart.

Habile en finances, Kazimir sut donner la prospérité à son peuple, et fut lui-même le plus riche des rois de l'Europe, ses contemporains. On le voit par les sommes énormes qu'il paya ou donna avec profusion, par celles qu'il prêta, pour ne les recevoir jamais, aux voisins dont il fut tant de fois la dupe, mais surtout par l'éclat des noces de sa petit-fille Élisabeth, fille de Boguslas, duc de Stettin, avec l'empereur d'Allemagne, Charles IV. Kazimir y déploya la plus splendide magnificence, et ce fut, dit Solignac, un spectacle unique jusqu'alors. Par un heureux concours, il se trouva à la fois, à cette solennité

à Krakovie : l'empereur; les rois de Hongrie, Louis ; de Danemarck, Waldemar; de Chypre, Pierre; les ducs de Bavière, de Mazovie, de Schveidnitz, d'Opeln, et un nombre immense de princes, ducs, évêques et magnats. Kazimir profita de la bonne harmonie qui régnait entre lui et ces souverains pour conclure avec eux des traités d'amitié.

Krakovie offrit à tous ces hôtes illustres une somptueuse hospitalité. L'archevêque de Gnezne, Iaroslas, donna la bénédiction nuptiale aux époux dans la cathédrale, en présence du pape Urbain V. Élisabeth reçut de son aïeul la dot, prodigieuse pour l'époque, de 100,000 florins en or monnayé ; et les fêtes du mariage, dirigées par Vierzinek, trésorier de la couronne, durèrent vingt jours. On donna au peuple, sur les places publiques, de longues rangées de tonneaux de vin, d'eau-de-vie, de bière et de miel, et on lui distribua plus tard d'innombrables sacs de farine.

Kazimir protégea les lettres et les sciences. En 1364, il posa les premiers fondements de l'université de Krakovie, qui fut ensuite définitivement organisée en 1400 par Vladislav-Jagello, et obtint pour elle la protection spéciale du pape Urbain V. Il fonda des hôpitaux, et fit bâtir un grand nombre de forts; les églises les plus remarquables, les châteaux les plus curieux, les villes les mieux construites datent presque tous de son règne. Soixante-dix cités et bourgs furent, par ses soins, entourés de remparts et de murailles. Aussi Dlugosz dit-il : « Kazimir trouva la Pologne en bois et la laissa en

pierre.. » Il mourut, le 5 novembre 1370, des suites d'une chute de cheval; avec lui s'éteignit la race illustre des Piast, qui avait régné sur la Pologne 528 ans.

Les nobles et les *milites* croyaient l'insulter en l'appelant par dérision *rusticorum rex*, roi des paysans; et ce nom est resté son plus beau titre de gloire. Dlugosz raconte que ce prince, navré des plaintes touchantes des paysans, leur répondit un jour : « Vous venez vous plaindre des cruautés et des exactions des seigneurs; mais n'avez-vous pas des pierres et des bâtons dans vos champs pour en frapper les injustes et les oppresseurs? »

II

Funérailles des rois. Celles de Kazimir le Grand.

A ses premiers siècles, et « lorsqu'elle était encore païenne, la Pologne célébrait les funérailles de ses princes selon les idées religieuses de l'époque. Autrefois les Slaves brûlaient les corps de leurs chefs et élevaient des mausolées pour transmettre leur nom à la postérité. Aujourd'hui encore, près de Krakovie, on remarque deux tertres tumulaires épargnés par le temps. Les traditions populaires disent qu'ils furent élevés à la mémoire de Vanda et de Krakus, jadis chefs de la nation.

Avec la religion chrétienne, la civilisation occidentale pénétra en Pologne. La morale de l'Évangile eut la plus grande influence sur les idées du peuple; elle changea

ses mœurs, et dès lors disparurent les cérémonies funèbres du paganisme.

Aimés de leur peuple qui les regardait plutôt comme leurs pères que comme leurs chefs, les rois de Pologne, à quelques exceptions près, eurent tous des obsèques magnifiques. Après la mort du roi, la nation tout entière était en deuil, la consternation était générale. Quel spectacle sublime que celui d'un peuple réuni autour du cercueil et accompagnant à sa dernière demeure, au milieu d'un morne silence, interrompu seulement par des sanglots, celui qu'il s'était habitué à regarder comme son bienfaiteur! A la mort de Boleslav le Grand, la douleur fut générale et le deuil dura un an.

Depuis Mieczylav Ier, les monarques, sévères observateurs de la religion chrétienne, mouraient avec toutes les consolations du christianisme; ils recevaient sur le lit de mort les derniers sacrements et adressaient à leurs peuples les adieux les plus déchirants.

La sépulture des rois de Pologne se faisait en plusieurs endroits; celle de Mieczylav Ier eut lieu à Posen, dans la cathédrale qui était la première église de Pologne, où Jordan, le premier évêque, enseigna l'Évangile au peuple encore païen (908). Boleslav IV (1173) fut le premier qui conçut l'idée de rassembler à Krakovie les mausolées épars, et depuis presque tous ses successeurs y eurent leurs sépultures, sous les voûtes imposantes de la basilique de Saint-Stanislas, dans l'enceinte du château royal. Cependant le tombeau de Mieczislav Ier resta dans la cathédrale de Posen, qui contient également ceux des suc-

cesseurs de ce roi jusqu'à Vladislav-Herman. Ce dernier et son fils, Boleslav III, furent ensevelis à Plock où l'on retrouva en 1824 des débris de leurs tombes: un nouveau mausolée leur fut élevé par la *Société des amis des sciences* de Varsovie. Les cendres de Boleslav II, forcé de fuir sa patrie, reposent à l'étranger; et celles de Mieczislav III se trouvaient à Kalicz, dans une église fondée par lui, et qui n'existe plus.

Pour donner une idée précise des cérémonies funèbres des rois de Pologne, nous rapporterons, d'après Naruszevicz, les funérailles de Kazimir le Grand.

Le cortége était ouvert par quatre chars funèbres attelés de quatre chevaux couverts de drap noir. Quarante chevaliers revêtus de pourpre suivaient, portant les drapeaux des duchés et celui de la Pologne; venait ensuite, sur un cheval magnifiquement harnaché, un cavalier revêtu de la robe royale et représentant la personne de Kazimir. Il était suivi de six cents hommes rangés deux à deux, qui portaient de grands cierges; à leur suite étaient les corbeilles renfermant les riches présents destinés aux églises; enfin le nouveau monarque en grand deuil, accompagné des princes et des archevêques, fermait la marche. Le convoi funèbre s'arrêta d'abord dans l'église de Saint-François, puis de la Sainte-Trinité et de Notre-Dame. A chacune d'elles furent distribuées des pièces d'écarlate, des coussins tissus d'or et des pièces de drap de Bruxelles aux riches couleurs. Pendant la célébration de la messe deux hommes portant des immenses urnes en argent remplies de gros de Prague (mon-

naie du siècle), s'approchèrent de l'autel et y déposèrent le contenu de ces vases. On mit également sur le maître autel, comme témoignage de la munificence du défunt, et pour l'entretien de l'église, deux pièces d'étoffe de soie rouge brochées d'or et deux pièces de drap fin. Vinrent ensuite les grands officiers de la couronne. Le maître des cérémonies et le trésorier offrirent deux vases d'argent, une nappe et une serviette; le maître d'hôtel, quatre grands plats d'argent; l'échanson et le sous-échanson, des urnes et des gobelets de même métal; le maréchal, le meilleur cheval de trait.

Les offrandes se terminèrent par celles du grand-écuyer, qui présenta le cheval favori du défunt portant un cavalier ainsi que les drapeaux; et quand, suivant l'ancienne coutume, on brisa les drapeaux, les lamentations du peuple furent telles qu'on eût dit que la patrie allait avec son souverain s'ensevelir dans le tombeau!

En Pologne, quand le roi mourait, tous les ressorts du gouvernement étaient brisés, tous les pouvoirs cessaient à la fois : il semblait que le chef mort, la république était morte avec lui. Tout le fardeau de l'administration retombait sur le primat archevêque de Gnèzne. Il rassemblait la diète de convocation qui précédait celle de l'élection : le ciel du trône était rabaissé et le fauteuil royal tournait le dos à l'assemblée. Là, cette fière noblesse, cette aristocratie républicaine discutait les mesures nécessaires à la sûreté de l'Etat et reprochait au roi défunt ses torts envers la nation. Les plus ordinaires de ces torts, qu'on nommait *exorbitances*, étaient la viola-

tion des *pacta conventa,* la dilapidation du revenu, l'excès des impôts, les guerres arbitraires, etc. Ainsi les actes du règne précédent étaient soumis au contrôle des membres de l'assemblée : imitation des jugements que les Égyptiens faisaient subir à la mémoire de leurs rois. Les exorbitances étaient ensuite présentées à l'approbation de la diète d'élection, et le nouveau roi devait jurer de ne pas s'en rendre coupable.

Après l'élection, les conseillers du primat réglaient les dépenses et les préparatifs nécessaires pour les funérailles. Rien ne devait être oublié pour en augmenter la pompe et la magnificence. Les évêques, les prêtres, le roi nouvellement élu, les officiers de la couronne, et plus tard, du grand-duché de Lithuanie, les membres du sénat, les principaux dignitaires de la république, les gentilshommes, les officiers subalternes du palais, l'élite des troupes, la plus grande partie de la noblesse et une multitude de peuple formaient le cortége.

Lorsque les rois siégèrent à Varsovie, la distance de cette ville à Krakovie étant de quatre-vingts lieues de France, le cortége allait lentement, et s'arrêtait dans chacune des églises qu'il rencontrait sur sa route, pour y célébrer la messe des morts. Arrivé à Krakovie, le corps était déposé dans l'église de Saint-Florian en attendant le couronnement du nouveau roi. Au moment de ceindre la couronne, le nouvel élu devait aller prier dans cette église pour celui qui avait régné avant lui. Une pensée religieuse réglait toutes les démarches pendant les trois jours qui précédaient le couronnement : on voulait que le spec-

tacle de la mort fût sans cesse devant les yeux de celui qui allait monter au rang suprême. Le premier jour, il se rendait à la chapelle de Saint-Stanislas, mémorable par la mort de l'évêque Stanislas. Le second jour était destiné à transporter le corps du roi défunt dans la cathédrale. Le nouveau roi était confondu dans le cortége; il tenait comme les autres assistants un cierge à la main. Cette procession était si longue qu'elle commençait le matin et finissait le soir. Enfin, la grande cérémonie des funérailles avait lieu le troisième jour. L'église était tendue de noir; le roi et tous les assistants étaient en deuil. Divers sénateurs portaient la couronne, le sceptre et le glaive renversés; les drapeaux des palatinats et des districts étaient portés de la même manière par les chevaliers de l'ordre équestre. Au dernier acte de la solennité mortuaire, les maréchaux rompaient leurs bâtons contre le catafalque, les chanceliers leurs sceaux, et les hommes d'armes leurs armes.

Telles étaient les funérailles des rois de Pologne. Celles des reines n'étaient pas moins pompeuses. On trouve dans les mémoires de Gaëtan (1596), la description de celles d'Anne Jagellone, épouse d'Étienne Batori.

Depuis la grande ère de Jagellon, les funérailles des grands-ducs de Lithuanie furent célébrées à peu près de la même manière que celles des rois de Pologne, et leurs corps étaient conservés dans les tombeaux de Vilna, résidence des grands-ducs.

Les obsèques des seigneurs, en Pologne, ressemblaient beaucoup à celles des rois. Ici, comme partout ailleurs, les

nobles tâchaient d'imiter la cour; aussi leurs cérémonies funèbres présentent-elles une magnificence extraordinaire (1).

III

Louis de Hongrie (1370-1382).

Nous avons vu que Kazimir le Grand avait fait assurer la couronne sur la tête de son neveu, Louis, roi de Hongrie, descendant des Capets, et issu de Charles d'Anjou, frère de saint Louis. Cependant, il existait des héritiers plus directs de la race des Piast, notamment Kazimir, duc de Stettin, petit-fils de Kazimir Ier, Zemovit, duc de Mazovie, et Vladislav le Blanc, duc de Gnievkov. Ce dernier, qui était venu en France, s'était fait cistercien, puis bénédictin à Saint-Bénigne de Dijon, quitta l'habit monastique et tenta de disputer le trône à Louis, mais fut battu et revint à Saint-Bénigne en 1375. A la mort de Louis, il obtint du pape Clément VII des brefs de sécularisation en date du 6 juillet et 13 septembre 1382, et reparut en Pologne; mais mis en fuite et poursuivi, il erra trois ans en Allemagne, mourut à Strasbourg en 1388, et son corps fut rapporté à Saint-Bénigne de Dijon, où l'on voit encore son tombeau.

Exclusivement occupé de son royaume de Hongrie, dont il augmenta l'étendue et la puissance, ou d'expé-

(1) Collection de Léonard Chodzko. *Pologne illustrée.*

ditions en Italie, Louis négligea la Pologne, et n'y parut que deux fois : pour s'y faire couronner par l'archevêque de Gnèzne dans la basilique de Krakovie, et pour repousser une invasion de Lithuaniens. On rapporte qu'il dit aux envoyés du clergé et du sénat polonais, « que jamais deux troupeaux n'avaient été bien conduits par un seul pasteur : » son règne en est la preuve. Il laissa le pouvoir à sa mère, Elisabeth, sœur de Kazimir; et, à la mort de celle-ci, à Zawisza, à Dobieslas et à Sendziwoy. Ces régences furent déplorables : tout s'y faisait en faveur de la Hongrie et contre la Pologne; les Hongrois seuls obtenaient les places, et les biens inaliénables de la couronne étaient distribués à des favoris.

Louis, n'ayant pas d'enfants mâles, et voulant assurer à ses filles la succession au trône de Pologne, convoqua en 1374 la noblesse polonaise à Koszicé, et en échange de son adhésion à ses désirs, garantit par un privilége l'intégralité du territoire et renouvela la promesse de ne point exiger de contributions arbitraires. Ce privilége détermina pour toujours un impôt fixe d'un gros, ou un franc quarante-deux centimes par an; et en 1381 le clergé consentit à supporter les mêmes charges que les nobles et les kmetons. Pendant la guerre, ou dans les circonstances extraordinaires, la nation elle-même votait, dans ses diètes, des impôts et des taxes plus élevés. Ces conditions et plusieurs autres assurèrent définitivement les prérogatives de la noblesse, et effaçant les distinctions qui existaient encore dans cette classe, établirent l'égalité dans la jouissance des priviléges.

Cependant la tyrannie et les vexations des hauts fonctionnaires soulevèrent la nation et les nobles eux-mêmes, et le mécontentement fut au comble lorsque Louis, qui souvent avait eu recours à l'intrigue et à la mauvaise foi, introduisit des garnisons hongroises dans le duché de Halicz (Galicie) et en amena l'incorporation illégale à la Hongrie, violant ainsi ouvertement les serments qu'il avait faits à Bude et à Koszicé. C'est en se fondant sur cette usurpation, qu'en 1772 l'Autriche revendiqua la Galicie. Louis mourut le 14 septembre 1382, après un règne de douze ans en Pologne et de quarante en Hongrie.

IV

Czènstochova. Son histoire religieuse et militaire.

C'est à l'année même de la mort de Louis de Hongrie (1382) que se reporte l'établissement de Notre-Dame de Czènstochova, ce sanctuaire si célèbre dans les fastes de la Pologne, et qui est comme le centre et le cœur de sa grande mission religieuse et nationale. Il importe d'en parler avec quelques détails.

« Czènstochova est une petite ville du palatinat de Kalisz, située sur les bords de la Varta, non loin des frontières de Silésie. A ses portes s'élèvent le fameux monastère et l'église de Iasna-Gora (Clair-Mont), où se conserve l'image miraculeuse dont voici la légende.

« Ce tableau, dit dans son langage naïf un vieil auteur français, est une pièce de cyprez haute de deux coudées et d'une demy-palme; large d'une coudée et de trois palmes. Elle est à moitié de corps et porte dans ses bras le petit Jésus déjà grandelet, qui tient de la main gauche sur son genouil un livre que l'on interprète en signe de la sapience divine: et il se semble que, de la droite, il veuille donner la bénédiction avec deux doigts qu'il tient levez... L'on croit que c'est un ouvrage de l'Apostre saint Lucas (Luc), qui voulut peu devant la mort de la Vierge, qui avait été révélée aux apostres, contretirer une copie de son visage... L'on dit qu'il prist la table même dont elle se servoit dans la maison de saint Jean, où elle s'estoit retirée, pour faire une mystérieuse application de ses couleurs, et que l'Esprit de Dieu, qui le conduisoit, lui donna cette pensée afin d'empescher que, par succez de temps, elle ne fust avilie, et qu'elle ne périst point dans l'usage prophane de ceux qui s'en pourroient servir. Il faut confesser qu'elle a une majesté qui passe les imaginations de la peinture. »

Ici l'auteur cite quatre distiques de « Grégoire Samboritain » qui font, dit-il, une merveilleuse description de la beauté de cette image. Elle a, d'après le poëte, cette singulière prérogative: qu'elle change d'expression suivant le mérite de celui qui la regarde.

Quidam te lætam, quidam mirabile mœstam.
Hic indignantem conspicit, ille piam.

Ce fut, poursuit la légende, sainte Hélène, mère du

grand Constantin, qui, après la découverte miraculeuse de la croix de Notre-Seigneur, eut encore le bonheur de trouver cette sainte image, restée entre les mains de quelques chrétiens qui habitaient la maison de saint Jean. Transportée à Constantinople, elle échappa aux fureurs des Iconoclastes, passa ensuite aux mains de Charlemagne avec plusieurs autres reliques qu'il plaça à Aix-la-Chapelle, puis donnée à un duc russien, demeura plusieurs siècles à Belze (Galicie) jusqu'à ce que Vladislav, duc d'Opeln (Silésie), obtînt cette dernière province de Louis de Hongrie. Ayant, par son intercession, remporté sur les Tatars une victoire toute miraculeuse, «comme il est d'ordinaire de préférer l'estat de sa naissance à tous ceux que l'on peut acquérir, Vladislav creut devoir une si victorieuse patronne à son duché d'Opolie (Opeln) où elle serait plus vénérée et plus asseurée. Il l'y voulut transporter l'an 1332; mais quand elle fut arrivée à Clair-Mont, auprès de Czenstochov, elle ne voulut point bouger de cette montagne, où elle s'appesantit de telle sorte qu'il se douta de sa volonté, qui lui fut ensuite révélée par un songe. Il y bâtit une église et en donna la garde aux religieux de Saint-Paul l'Hermite, l'ordre desquels estoit pour lors très-florissant en Hongrie.»

Nous ne reproduirons pas jusqu'au bout les récits merveilleux de la légende. Disons seulement que si un miracle avait fixé la sainte image à Czènstochova, un miracle l'y retint deux siècles plus tard, alors que les Hussites, poussés à la fois par l'hérésie et la cupidité, voulurent l'arracher de son riche sanctuaire. La madone

porte encore aujourd'hui « à la joue dextre » la trace très-visible de deux coups de sabre qu'elle reçut en cette circonstance. En vain on fit venir des peintres pour la réparer, « il fut impossible, dit la légende, d'y faire arrester les couleurs, qui tombèrent toujours, la sainte Vierge ne voulant pas permettre qu'on pust effacer les marques tragiques du chastiment qui avait suivy l'insolence de ces meschans sacriléges. »

Vladislav-Jagellon construisit la chapelle qui renferme maintenant l'objet révéré. Recommandée par une si antique et si illustre origine, la sainte image de Czènstochova est encore de nos jours ce qu'elle a été depuis l'érection de son sanctuaire, le centre et le cœur de la piété polonaise, si ardente et si filiale envers la mère de Dieu. Le 8 mai, notamment, jour où la Pologne célèbre la fête de son grand patron, saint Stanislas, on voit, suivant l'usage immémorial, de longues files de milliers de pèlerins acheminées vers le célèbre sanctuaire, par bandes de trois et quatre cents, à pied, chantant des cantiques, précédées d'un prêtre et d'une croix. Il n'est pas rare, aux époques des fêtes de la Vierge, surtout lorsque les travaux des champs le permettent, de voir les pèlerinages compter jusqu'à 50 et 60,000 hommes de toute classe, venant de toutes les parties de la Pologne et même du nord de la Hongrie. Quand la pieuse troupe est arrivée à une ou deux lieues du sanctuaire et qu'elle aperçoit le rocher sur lequel il est bâti, et la tour à six étages qui le domine, tout le monde s'arrête, dans une halte solennelle, et on se met à genoux. C'est en ce mo-

ment qu'on fait à la mère de Dieu des vœux particuliers. A partir de là, un grand nombre de pèlerins marchent nu-pieds, ou même se traînent sur les genoux. L'ardeur de cette foi que, depuis des siècles, aucune persécution n'a ralentie, explique les innombrables miracles dont le sanctuaire de Czènstochova a été tant de fois le théâtre, et ces miracles à leur tour justifient la confiance inébranlable que les Polonais gardent toujours en leur glorieuse patronne.

Les peuples et les rois, les pauvres et les riches se sont plu à donner à ce pèlerinage tout l'éclat imaginable ; les uns en y venant sans cesse retremper leur foi, les autres en y accumulant les trésors les plus magnifiques. On ne pourrait peut-être pas citer un roi, ou même une grande famille de Pologne qui n'ait laissé à Czènstochova quelque marque d'une pieuse munificence, ni trouver une seule année où le sanctuaire ait été privé de l'affluence accoutumée de ses visiteurs populaires. Nous ne savons s'il y a dans l'Europe catholique un seul sanctuaire comparable par la richesse de ses trésors. Quelques détails suffiront pour en juger.

En 1713, la madone reçut en offrande trois robes de velours, l'une semée de diamants, la seconde de rubis, la troisième de perles. La première porte presque tous les diamants dela famille de Sobieski. En 1672, le palatin de Siéradz donna un ostensoir en or pur, du poids de 22 livres, orné de 2,366 diamants, 2,208 rubis, 30 saphirs, 81 émeraudes et 214 perles. Le même seigneur ajouta par testament à ce même ostensoir le don de son grand dia-

mant de famille. Citons encore un crucifix accompagné de deux figures de la sainte Vierge et de saint Jean qui lui sont adhérentes, le tout en or massif.

Czènstochova était pour la Pologne un lieu de pèlerinage royal où le chef de l'État, avant de partir en campagne, venait recommander à Dieu, par l'intermédiaire de la grande Patronne, le succès de ses armes. En 1447, Kazimir Jagellon s'y fit solennellement aggréger à la confrérie de la Vierge, qui y existe encore. Du xv[e] au xviii[e] siècle, les souverains pontifes enrichirent ce sanctuaire des plus précieuses indulgences, principalement Pie II, Alexandre VI, Léon X, Clément VII. En 1717, la sainte image fut solennellement couronnée, au nom du pape, par le nonce Grimaldi, en présence de l'évêque Szembeck, grand chancelier du royaume, et de 200,000 pèlerins. Parmi les souverains qui ont eu une dévotion particulière à Notre-Dame de Czènstochova, il faut nommer Sigismond I[er], Sigismond III, Marie-Louise de Gonzague, qui, venant prendre possession du trône de Pologne, fit sa première visite au célèbre sanctuaire; enfin Jean Kazimir, et, le plus illustre de tous, Jean III, Sobieski.

Sigismond III eut le premier l'idée de fortifier l'église, située de manière à devenir une forteresse importante. Il n'eut que le temps de dresser le plan des remparts : son fils, Vladislav VII, les éleva, et Jean III y mit la dernière main.

Puisque nous anticipons sur les événements postérieurs pour retracer ici l'histoire entière de ce sanc-

tuaire vénéré et ne point la scinder, qu'on nous permette de la compléter en racontant le rôle militaire et national de Czènstochova qui, dans les fastes de l'ancienne Pologne, n'est pas moins grand que son rôle religieux, le seul qui lui reste de nos jours. D'ailleurs, pour la Pologne, ces deux rôles se pénètrent réciproquement et se lient d'une manière si intime qu'on ne saurait les séparer. La sainte forteresse subit deux siéges mémorables, l'un contre les Suédois, l'autre les Russes, et chaque fois, mais surtout dans le premier, ce furent les moines de Saint-Paul, gardiens de la madone miraculeuse, qui en furent les héros : preuve nouvelle, au milieu de mille autres, de l'étroite union qui existe en Pologne entre la foi religieuse et le sentiment de l'indépendance nationale.

C'était en 1655, sous le règne de Jean Kazimir. La Pologne venait d'être envahie de trois côtés à la fois : en Lithuanie, par les Russes; dans la grande Pologne, par les Suédois; en Podolie, par Georges Rakocsy. L'armée lithuanienne et les seigneurs de la grande Pologne, croyant toute résistance impossible, avaient proclamé Charles de Suède roi de Pologne. Jean Kazimir, abandonné, dut s'enfuir en Silésie; une seule forteresse lui restait, la plus petite du royaume, Czènstochova, et dans cette forteresse un homme qui devait la rendre imprenable, le prieur des moines de Saint-Paul, Augustin Kordecki. Sa résistance sauva toute la Pologne. C'est lui-même qui nous a laissé le précieux récit de ce siége mémorable.

Il n'y avait dans Czènstochova que 68 moines,

160 soldats et 50 nobles polonais avec leurs familles, en tout environ 400 hommes en état de porter les armes. Il est vrai que le fort était bien approvisionné. « C'est qu'en Pologne, dit Michievicz auquel nous empruntons ce récit, les moines seuls possédaient le secret d'organiser quelque chose, et la seule forteresse en bon état se trouvait entre les mains des ermites de Saint-Paul. »

Les Suédois étaient au nombre de 8,000 avec une formidable artillerie. Aussi étaient-ils persuadés que la forteresse se rendrait à la première sommation. En commençant leur résistance, les moines avaient compté sur le secours d'une petite armée commandée par Czarniecki; mais au bout de quelques jours ils apprennent que cette armée a été détruite. Alors la garnison en révolte vient sommer le prieur d'accepter une capitulation. Celui-ci rassemble ses moines et l'on se décide à une résistance désespérée. Kordecki fait face aux mutins, met aux arrêts le commandant, chasse quelques artilleurs des plus insubordonnés, envoie aux soldats des prêtres qui remontent leur courage, augmente la solde de la troupe, leur fait renouveler le serment de fidélité, et attend tranquillement de nouveaux assauts.

Ils furent nombreux et furieux : mais Kordecki et ses moines suffirent à tout et parvinrent à inspirer à la garnison leur invincible confiance dans la protection de Marie. « Au plus fort de la canonnade, raconte Kordecki, une musique retentit au-dessus de nos têtes; c'était l'orchestre et les chantres du couvent qui, montés sur le sommet de la tour, entonnaient le cantique

en l'honneur de la sainte Vierge. Nous nous sentîmes singulièrement réjouis de cette musique; elle soutint notre ardeur militaire. Elle nous rendit aussi un grand service en couvrant les vociférations des Suédois et en empêchant leurs blasphèmes de parvenir jusqu'aux oreilles des femmes qui remplissaient notre couvent. Par conséquent, on décida que, durant le siége, pendant les moments les plus critiques, l'orchestre viendrait occuper le même endroit et entonner le même cantique. »

Les assauts les plus formidables n'interrompaient pas les exercices religieux de ces moines héroïques. Laissons parler Kordecki : « Notre féroce ennemi, par un raffinement de haine, choisit le jour même de la Nativité de la sainte Vierge pour abattre son temple chéri. Il espérait ainsi nous réduire au désespoir en nous empêchant de célébrer régulièrement une fête si solennelle. Il ouvrit donc, des côtés du nord et du midi, une canonnade générale. Il tomba à peu près 500 obus dans la cour du couvent. Cependant les religieux, enfermés dans l'église, loin d'omettre rien des cérémonies du jour, se décidèrent à y ajouter des supplications et une procession du Saint-Sacrement. Au moment où le cortége sortait de l'église pour faire le tour de la place, des fragments de muraille tombèrent au milieu de la cour et interrompirent le chant, à la grande frayeur des suppliants. Le prieur ayant défendu de courir aux armes avant la fin de l'office, personne ne quitta sa place; mais la cérémonie étant terminée, alors, pleins de consolation et de force,

prêtres et sœurs, hommes et femmes, tous s'élancèrent sur les remparts pour s'y défendre jusqu'à l'extrémité. »

Cet assaut ne réussit pas mieux que les précédents. Néanmoins la position des assiégés devenait de plus en plus critique. Ils apprenaient tous les jours les progrès du parti suédois et l'abandon de la Pologne par ses derniers alliés. Déjà, comme on le vit plus tard, les spoliateurs principaux avaient trouvé le secret funeste de se faire des complices en promettant aux alliés naturels de la Pologne des lambeaux de son territoire démembré. Au dedans, Kordecki voyait ces tristes nouvelles ôter ce qui restait de courage aux nobles qui l'entouraient et même à un certain nombre de ses moines; on le suppliait de se rendre au nom des intérêts les plus sacrés de tant de familles, de tant de femmes et d'enfants réfugiés à Czènstochova, et que les périls d'une prise d'assaut exposaient à d'incalculables malheurs. L'héroïque prieur trouva dans sa foi et dans son patriotisme la force de rester inflexible. Voici la réponse qu'il fit aux moines qui voulaient capituler.

« Si, la capitulation acceptée, nous quittons ce monastère, qui pourra arrêter ces blasphémateurs? On prévoit facilement le sort de ce temple; il sera livré à la destruction. Et qu'est-ce qui nous pousse à cette résolution extrême? Sachons du moins attendre. Si je vous rappelais nos devoirs de rester fidèles à nos vœux et de verser, s'il le faut, notre sang pour la défense de notre religion! Mais ce qu'il faut considérer avant tout, ce dont il faut nous pénétrer, c'est que la cause de l'Eglise de Pologne

et celle de notre bien-aimée patrie reposent dans ce moment sur nous et sur nous seuls. Notre gloire et notre salut dépendent du zèle que nous mettrons à nous défendre. S'il est dans la pensée de Dieu de sauver un jour la Pologne, ce dont il serait criminel de douter, c'est de cé roc de Clermont qu'il fera jaillir la source de la vie polonaise; car, sur toute la surface de la république envahie et spoliée, il ne reste d'intact et de libre que ce roc, où la glorieuse Vierge a établi son trône, et qui sera par conséquent la capitale de ses gloires. La même force qui guérit les maux invisibles des individus jaillira d'ici comme d'une source de vie et de santé pour tout le pays; elle rafraîchira et fera revivre les villes et les provinces, ces membres visibles de la république, afin qu'il apparaisse, et en vérité, je vous dis qu'il apparaîtra, que la Pologne ne devra son rétablissement qu'à la miséricorde de la Reine qui demeure parmi nous! »

La confiance du saint moine ne fut pas trompée; et ses paroles alors prophétiques le sont encore aujourd'hui. La défense héroïque de Czènstochova, en suscitant partout l'amiration, fit naître le remords dans l'âme des Polonais qui avaient désespéré de la patrie. On commençait à déserter le drapeau de l'étranger, et des troupes s'avançant au secours de la forteresse, les Suédois furent forcés de lever le siége. Ce n'était pas seulement le sanctuaire de Czènstochova, c'était la Pologne tout entière qui était reconquise et sauvée.

En 1770, Czènstochova soutint un siége presque aussi mémorable et non moins heureux, et c'est encore

à un moine de Saint-Paul qui nous en a transmis le récit : c'est à l'assistance visible de la sainte Vierge et à la fervente piété des défenseurs de la forteresse que ce sanctuaire dut son salut.

C'était pendant la guerre de la confédération de Bar. Le héros de cette lutte qui illustra les derniers soupirs de l'indépendance polonaise, Kazimir Pulaski, après avoir chassé les Russes, occupa le fort avec 800 hommes ; et lorsqu'il en prit possession, le nonce du pape, qui s'y trouvait et qui dès le commencement animait les confédérés de Bar, lui donna la bénédiction papale. Pulaski avait sous ses ordres le général Zamoïski de la famille d'Etienne Zamoïski qui s'était fait remarquer au premier siége en 1655. Les Russes étaient commandés par le colonel Drevisch si connu par les épouvantables cruautés qu'il commit dans l'Ukraine sur l'ordre exprès de Catherine II. Le journal du siége, écrit par un des moines, respire la même confiance invariable dans la madone miraculeuse que celui de Kordecki. Comme la première fois, la garnison était soutenue par la musique « chantant du haut des clochers des airs en l'honneur de la sainte Vierge. » Un jour, une bombe vint tomber, sans faire aucun mal, au pied du maître autel. On en trouva trois autres, aussi inoffensives, dans le haut de la tour. « En action de grâces, on chanta la grand'messe, on fit la procession, et on donna la bénédiction à tout l'univers. »

Ce siége, commencé en décembre 1770, finit le 15 janvier suivant, par la retraite de Drevisch qui avait

tiré plus de 3,000 coups de canon et lancé plus de 600 bombes. Les Russes avaient perdu 1,500 hommes, et les confédérés 25. « Si nous existons encore, conclut le narrateur, il faut en rendre grâce à Dieu, et à la sainte Vierge, et quiconque lira la présente relation en sera convaincu.» Pour excuser son échec, Drevisch dit «qu'il n'avait jamais pu obtenir de ses soldats ni de viser juste, ni d'attaquer avec vigueur. Au lieu d'aller en avant et de tuer tout ce qui s'opposait à leur passage, ils faisaient des signes de croix et se mettaient à genoux, redoutant la malédiction de la Vierge. »

Le rôle militaire de Czènstochova finit avec la Pologne elle-même. Depuis le partage de 1795 jusqu'en 1806, les Prussiens y tinrent garnison. En 1806, elle fut livrée aux Français. En 1813, les Russes en rasèrent les fortifications (1). »

A cette heure encore la Pologne tout entière tourne les yeux vers la madone de Czènstochova, et dans son inébranlable confiance lui demande sa nationalité et sa liberté. C'est à la suite de la première victoire de Notre-Dame de Czènstochova que la diète reconnaissante proclama solennellement la sainte Vierge, reine de la Pologne.

Mais, après cette longue digression, reprenons le cours suivi de notre histoire là où nous l'avons laissé et où va s'ouvrir l'ère brillante des Jagellons.

(1) Louis Zozime.

V

Interrègne. La Reine Hedvige (1382-1386).

La mort de Louis de Hongrie fut suivie d'un interrègne de deux ans, pendant lesquels la Pologne fut déchirée par la guerre civile entre les Nalèncz et les Grzimala, dont les noms servaient de ralliement aux partis combattants. On n'avait point déterminé laquelle des deux filles de Louis devait lui succéder en Pologne, l'aînée, Marie, épouse de Sigismond, margrave de Brandebourg, ou la cadette, Hedvige, fiancée à Guillaume, duc d'Autriche? D'un autre côté, Ziémovit, duc de Mazovie, et le plus proche parent de Vladislav le Blanc, revendiquait le droit suranné des Piast; et il y avait encore une foule d'autres prétendants. Après de longs et orageux débats, pendant lesquels la Pologne était dévastée par les milices de Sigismond et de Ziémovit, les notables et les Ordres constitués, assemblés en confédération générale qui prit le nom de *Kaptur*, éliminèrent les deux précédents compétiteurs, et décernèrent la couronne à Hedvige, fille cadette de Louis.

Mais l'arrivée de cette princesse fut longtemps retardée par sa mère. Enfin elle fit son entrée à Krakovie le 15 octobre 1384. Le peuple l'accueillit aux acclamations mille fois répétées : *Vive notre roi Hedvige!* Bielski raconte l'impression que fit sur cette nation enthousiaste cette reine d'une rare beauté, à peine âgée de

15 ans, petite fille de Kazimir le Grand. Elle fut couronnée à Krakovie par l'archevêque de Gnèzne, Bodzanta. De nombreux concurrents briguaient sa main, entre autres Ziémovit, auquel les nobles polonais pensaient à l'unir. Mais bientôt surgit un rival qui enleva tous les suffrages.

Jagello, grand-duc de Lithuanie, de Kiiov et des pays qui s'étendent le long du Borysthène, envoya à Krakovie ses deux frères Skirgiellon et Borys. Ce dernier s'adressa à la reine mère en ces termes : « Reine, plusieurs rois et ducs puissants ont manifesté le désir de se lier de sang et d'amitié avec notre illustre duc ; mais Dieu tout-puissant a réservé cela à Votre Majesté Royale. Accomplissez ces vœux du ciel, en donnant en mariage au grand-duc de Lithuanie votre fille chérie, Hedvige, reine de Pologne. Nous aimons à croire que cette alliance sera la gloire de Dieu, le salut des âmes, l'honneur des hommes et l'agrandissement du royaume. Avant que vous daigniez acquiescer à ce que nous demandons, notre grand-duc embrassera la foi de la sainte Église catholique, de concert avec ses frères, sa nation et les grands de toute condition. Ni les empereurs, ni les rois, ni les ducs n'ont pu obtenir cela de son âme ; le Dieu tout-puissant en a réservé la gloire aux charmes de votre auguste fille. Notre maître, grand-duc Jagello, offre tous ses trésors pour relever la nation polonaise par le dédommagement des pertes que les deux peuples ont faites : il promet et garantit de restituer à la couronne polonaise toutes les terres conquises ou détachées par qui que ce soit, de déli-

vrer les captifs polonais de l'un et de l'autre sexe, qui se rendront dans leurs foyers ou partout où il leur plaira ; enfin il garantit de réunir à perpétuité à la couronne son grand-duché de Lithuanie et ses pays russiens. » — Jamais engagement ne fut plus fidèlement rempli.

Ces offres si avantageuses pour la Pologne furent accueillies avec la plus grande faveur par les évêques et les nobles. Mais elles excitèrent une lutte terrible dans le cœur d'Hedvige. Il lui fallait sacrifier Guillaume, duc d'Autriche, avec lequel elle avait été élevée dès son enfance, auquel elle était fiancée et qu'elle aimait. Guillaume l'avait rejointe à Krakovie; mais l'accès du château lui fut interdit. Hedvige voulait du moins lui dire un éternel adieu. Trouvant des empêchements insurmontables, une fois elle saisit de sa main débile la hache d'un des gardes, et s'efforça de briser la porte du château, mais elle s'arrêta devant la croix du Sauveur ; et les prières des prêtres et de quelques seigneurs, entre autres du trésorier Demètre de Goraï, parvinrent à la calmer. Guillaume partit; la somme stipulée dans l'acte des fiançailles lui fut scrupuleusement payée; et Hedvige, se sacrifiant au bonheur de la Pologne, consentit à prendre pour époux un prince étranger, généralement regardé comme un barbare, et qui avait alors plus de quarante ans. Elle termina son règne de seize mois en épousant, le 19 février 1386, Jagello, fils d'Olgerd, qui, s'étant rendu à Krakovie avec ses deux frères, Vitovd et Borys, y reçut le baptême sous le nom de Vladislav, fut

sacré roi de Pologne par l'archevêque Bodzanta, et signa les *pacta conventa* qui proclamaient l'union indissoluble des deux peuples polonais et lithuanien, et garantissaient tous les priviléges de la nation.

Avec cette alliance s'ouvrit pour la république polonaise une ère toute rayonnante de gloire et de puissance. Fondée sur la religion, amenée par des intérêts communs et des sympathies réciproques, cette réunion de la Pologne et de la Lithuanie se resserra de plus en plus, résista pendant plusieurs siècles aux intrigues des factions étrangères, survécut à tous les démembrements comme à toutes les oppressions, et est aujourd'hui encore plus vive et plus profonde que jamais. En faisant des deux un seul et même peuple, elle assura à la Pologne ce vaste empire dont les extrémités touchaient d'une part aux sources de la Dzwina, du Dnieper, de la Vistule et de l'Oder, et de l'autre aux rives de la Baltique et de la mer Noire.

VI

Vladislav-Jagello (1386-1434).

§ I. — *Conversion des Lithuaniens*

Dès le début de l'année 1387, Vladislav-Jagello, fidèle à sa promesse, se rendit en Lithuanie avec Hedvige et un grand nombre de seigneurs polonais et de prélats,

entre autres l'archevêque de Gnèzne, pour établir la religion chrétienne en ce pays.

Les Lithuaniens, comme les Samogitiens et les Prussiens, avaient une mythologie introduite par deux chefs scandinaves, Bruteno et Waydewutys. Leurs prêtres, nommés *Weidalotes*, étaient chargés d'immoler les victimes et d'entretenir perpétuellement le *znicz* ou feu sacré devant les images des dieux, d'instruire le peuple et de célébrer dans leurs chants, *daïnos*, la gloire des héros. Les *Weidels* et les *Siggenotes*, ministres subalternes, les assistaient dans leurs fonctions. Ils avaient seuls le droit de franchir l'enceinte sacrée où était la triade suprême, près du chêne de Romnowe, au confluent de Beislein, dans le Frisching. C'est dans ce temple que résidait le grand prêtre, ou *Krewe-Kreweyto*, qui, élu par le collége des Weidalotes, jouissait des plus grands honneurs, et partageait le pouvoir suprême avec le chef de l'Etat. Son autorité s'étendait depuis la Dwina jusqu'à la Prusse. Ce grand prêtre enseignait au peuple la croyance à l'existence d'un Dieu supérieur à tous (*Alfader*), dont l'inflexible volonté régissait la terre et les cieux, et auquel aucune prière ni aucune offrande ne pouvait être adressée. Les autres divinités ou esprits célestes ne veillaient qu'à la prospérité du pays qui les honorait. Si les Lithuaniens adoraient le soleil, le feu, la foudre, les bois, les serpents, les aspics, ce n'était donc que comme manifestations de la puissance divine; ils immolaient le principal captif pris à la guerre et ensevelissaient, avec leurs guerriers décédés, leurs plus fi-

dèles serviteurs et leurs chevaux, leurs chiens, leurs armes. S'il arrivait que le soleil fût pendant quelques jours obscurci par les nuages, le peuple épouvanté offrait des sacrifices humains pour détourner la colère céleste; si cet astre était éclipsé, il régnait la plus grande consternation, et on sacrifiait des captifs. Ces barbares coutumes furent abolies.

Arrivé en Lithuanie, Jagello convoqua à Vilna, le jour des cendres, 25 février, une assemblée où l'on arrêta que l'idolâtrie serait détruite dans tout le duché, et où le roi et les seigneurs s'efforcèrent de persuader aux Lithuaniens de reconnaître le vrai Dieu et d'embrasser le christianisme. Pour les convaincre de l'impuissance de leurs fausses divinités, Jagello ordonna que le feu sacré qu'on entretenait à Vilna, serait éteint à la vue de ses adorateurs, que l'autel sur lequel on égorgeait des victimes humaines serait détruit, qu'on couperait les bois où se célébraient ces rites sanguinaires, et qu'on tuerait les serpents en présence de tous. Ces barbares, stupéfaits de ne pas voir les chrétiens, destructeurs de leurs idoles, brûlés par le tonnerre et frappés par la vengeance divine, commencèrent à douter de leur culte; et instruits de l'Evangile, en adoptèrent bientôt avec transport la loi sainte qui transforma profondément leurs mœurs et leurs institutions.

Du reste, on n'employa d'autres moyens que la persuasion et la propagation des livres chrétiens traduits en langue lithuanienne. Des prêtres polonais enseignèrent l'Evangile dans toute sa pureté, instruisirent le peuple

des dogmes de la foi et lui apprirent l'oraison dominicale et le symbole. Jagello et Hedvige prêchaient eux-mêmes les saintes croyances, remettant à tous ceux qui demandaient le baptême des habillements d'étoffe de laine blanche, qu'ils avaient fait venir de la Pologne. On vit la jeune et belle souveraine parcourir le pays entier et distribuer du linge et des vêtements aux populations qui jusque-là n'étaient vêtues que de toile et de peaux d'animaux, leur offrant ainsi l'exemple de la douceur et de la charité, touchante expression de la foi qu'on venait leur apporter pour leur salut. Les principaux citoyens furent baptisés l'un après l'autre ; mais le peuple accourant en multitudes immenses, il fut impossible de donner le baptême autrement qu'en les séparant par groupes divers, de l'un et l'autre sexe, que l'on aspergeait d'eau bénite de manière que tous pussent en recevoir, et on donnait à chaque groupe un seul nom chrétien.

Le pape Urbain, ayant appris l'heureuse nouvelle de la conversion des Lithuaniens, adressa, le 17 avril 1387, un bref à Jagello pour l'en féliciter. Ce dernier fit remplacer les temples païens par de nombreuses églises chrétiennes, relevant des évêchés de Vilna et de Samogitie. Il fonda à Vilna une église cathédrale en l'honneur de la sainte Trinité, sous le titre de Saint-Stanislas, évêque et martyr, comme patron commun des Polonais et des Lithuaniens, réunis par une même religion et un même pouvoir. Le grand autel fut placé au lieu même où avait été le feu prétendu perpétuel ; et l'église fut dédiée par

Bodzanta, archevêque de Gnèzne, qui ordonna pour premier évêque de Vilna, André Vaszilo, noble polonais de l'ordre des Frères mineurs, auparavant confesseur de la reine Elisabeth de Hongrie. La nouvelle cathédrale fut dotée par le roi de revenus suffisants, et la reine Hedvige fournit, tant à l'église cathédrale qu'aux sept paroisses fondées en même temps, des calices, des croix, des images, des livres et des ornements.

Vladislav Jagello passa toute l'année 1387 en Lithuanie, travailla à y établir la religion et envoya au pape Urbain, Dobrogoski, évêque de Posnanie, afin de lui prêter obédience. Il laissa pour gouverneur du duché, son frère, Skirgiello, et y fit une loi défendant aux catholiques de contracter mariage avec les Russiens, si l'homme ou la femme ne renonçait au schisme grec. Par un autre décret, il déclara les biens des ecclésiastiques exempts de toutes impositions, redevances et juridictions du prince et des autres laïques (1).

§ II. — *Hedvige. Sa mort.*

La haine du mensonge et de la calomnie est l'un des traits du caractère polonais, et les châtiments les plus sévères frappaient les calomniateurs. Quelquefois cependant ils n'étaient que plaisants comme dans le fait que nous allons citer. Jaloux et méfiant, Vladislav Jagello outragea parfois la belle Hedvige de ses soupçons. En

(1) Fleury. *Histoire ecclésiastique*, livre XCVIII.

1388, Gnievosz Dalevicz, vice-komornick de Krakovie, fit entendre à ce prince que le duc d'Autriche s'était rendu secrètement à Krakovie, et avait eu durant quelques jours de fréquents entretiens avec la reine. Jagello fit éclater son ressentiment et l'aurait porté jusqu'aux derniers excès si quelques seigneurs n'eussent pris connaissance de cette affaire. Ils citèrent le délateur devant les juges de Visliça. Après l'audition des témoins, Jasko de Tènczin, castellan de Voïnicz. jura, au nom de la reine, qu'elle était innocente ; et à la suite de cette déclaration, douze chevaliers parurent dans la salle, armés de pied en cap, demandant à venger l'honneur d'Hedvige par un combat singulier. Mais la loi terrestre n'admettait point les combats, ni le duel. Les juges ordonnèrent à Gnievosz de porter la parole pour défendre son accusation. Celui-ci, interdit et confus, garda longtemps le silence, et s'écria enfin : « Je demande grâce et pardon. » Il devait donc se soumettre à la peine singulière, alors en usage, qui le condamnait à *désaboyer* ce qu'il avait avancé, c'est-à-dire à démentir sa calomnie. La sentence fut exécutée sur-le-champ dans le sénat. Gnievosz se coucha à terre sous la stalle de la reine, et dit à haute voix qu'en répandant ce bruit injurieux, il en avait menti comme un chien. Cette confession publique achevée, il imita par trois fois l'aboiement d'un chien. Depuis lors rien ne troubla l'harmonie entre Hedvige et son époux.

Les châtiments de semblable nature étaient depuis longtemps dans les mœurs polonaises. Ainsi Boleslav le Grand invitait à un banquet et à un bain à vapeur les

seigneurs qui avaient commis quelque faute, et après la réprimande ils recevaient une fustigation paternelle. De là vient le proverbe polonais : « Donner un bain à quelqu'un. »

Vitovd, duc de Grodno, fils de Kieistut, et cousin germain de Vladislav-Jagello, s'étant allié aux Chevaliers teutoniques et à quelques seigneurs lithuaniens, attaqua Skirgiello et ravagea la Lithuanie et la Samogitie. Jagello courut au secours de son frère et s'empara de Grodno. Mais pendant ce temps, les Hongrois pénétraient en Galicie, comptant s'en rendre maîtres facilement tandis que le roi de Pologne était occupé dans le nord. Sans perdre un instant, Hedvige, qui avait alors dix-huit ans à peine, réunit des troupes, se met à leur tête, gagne sur les Hongrois, près de Przemysl, une sanglante bataille, enlève plusieurs places d'assaut, négocie avec les autres, fait rentrer sous la domination polonaise les villes de Iaroslav, de Grodeck, d'Halicz, de Léopol, de Trembovla, chasse l'ennemi, et reconquiert toute la Galicie (1390).

Cette femme admirable, héroïne en même temps que sainte, et à laquelle la Pologne est si redevable, avait réconcilié les Grzimala avec les Nalèncz et puissamment aidé son mari à introduire le christianisme en Lithuanie. Elle aimait la langue polonaise, et favorisa le développement des lettres et des sciences. Elle créa à Prague, en Bohême, un collége pour les Polonais et les Lithuaniens, dota de biens considérables l'université de Krakovie, obtint en 1397, du pape Benoît X, un nouveau

privilége pour la faculté de théologie, et légua ses joyaux aux pauvres et à la création d'une école de médecine.

Lorsqu'elle était près de devenir mère, Jagello lui proposa de faire faire pour l'enfant attendu un berceau en or, tout orné de riches pierreries. Elle répondit humblement : « J'ai renoncé depuis longtemps aux vanités de ce monde ; Dieu a bien voulu m'accorder le bonheur d'être mère, je lui rends grâces ; mais mon humilité lui sera plus agréable que tous ces signes de luxe et d'orgueil humain. » Elle accoucha d'une fille qui ne vécut que trois jours ; et une semaine après Hedvige expirait elle-même à l'âge de 28 ans (1399). Cette mort prématurée jeta la nation dans un deuil profond. Jagello eut après elle d'autres épouses, mais il la regretta toujours, son souvenir ne le quittait jamais, et au lit de mort il prononçait encore le nom de celle à laquelle il devait le bonheur d'être chrétien. La mort d'Hedvige lui faisait perdre ses droits à la couronne de Pologne ; mais les Polonais le considérant comme librement élu par eux, et voyant un avantage réciproque dans leur union avec les Lithuaniens, le maintinrent sur le trône.

Ah ! ce peuple enthousiaste avait raison de saluer avec des transports de joie cette jeune enfant qu'il appelait « notre roi Hedvige, » et qui devait laisser dans ses annales l'auréole de gloire de ce nom si pur. Rarement figure plus noble et plus belle illumina du reflet de ses rayons ces siècles d'âpres luttes et de retentissements guerriers. Chrétienne d'une angélique piété, héroïne à la tête des armées, pleine d'ardeur pour la science,

aimante pour tous comme au foyer domestique, elle se fit admirer par sa charité pour les pauvres, les monastères et les universités, par sa bonté, sa douceur, son humilité et son aversion pour le faste. Dlugosz lui attribue plusieurs miracles; elle reçut le titre de sainte et sa fête se célèbre le dernier jour de février.

§ III.—*Victoires sur les Chevaliers teutoniques.*

Les Chevaliers teutoniques et l'empereur d'Allemagne, voyant d'un œil jaloux la réunion de la Pologne et de la Lithuanie, profitèrent du caractère turbulent de Vitovd, qui enviait à Skirgiello le gouvernement de ce dernier pays. Le grand-maître, Conrad de Wallenrod, réunit 10,000 soldats de l'Ordre et 40,000 étrangers, Allemands, Anglais et Français, quitta Marienbourg, et, à la tête de cette armée, s'avança jusqu'à Vilna, avant que Jagello pût l'arrêter. Mais là, Vitovd s'étant réconcilié avec le roi de Pologne, son abandon déconcerta tous les projets des Chevaliers, et Conrad en mourut de chagrin.

Cependant Vitovd, convoitant toujours le gouvernement de la Lithuanie, accueille de nouveau les ouvertures et les présents des Teutoniques, les appelle à son aide, puis les quittant une seconde fois, fait main-basse sur plusieurs de leurs places fortes; revient à Jagello, et n'en obtenant pas encore la vice-royauté de la Lithuanie, tente d'enlever Vilna par surprise. Le roi de Pologne, assisté des ducs de Kiiov et de Sièvierz, fait avorter ce projet; mais à peine est-il rentré à Krakovie

que Vitovd soulève une nouvelle croisade, prend Kovno, réduit en cendres Troki et assiége Vilna. Chassé, encore cette fois, de la Lithuanie par Jagello, qui fait éprouver aux ennemis des pertes considérables, l'opiniâtre Vitovd, après avoir réparé ses forces, revient l'année suivante attaquer de nouveau Vilna, avec les Teutoniques. Toujours repoussé, il lève le siége, et, dans sa rage, brûle Novogrodek, Vilkomierz et Kovno. Au lieu de châtier sévèrement tant d'audace, Jagello entre en négociation avec lui, et, pour en finir, le ramène à Vilna et le fait couronner grand-duc, prince-lieutenant de Lithuanie, renonçant ainsi à réaliser l'union complète de cette province à la Pologne.

Skirgiello, dépouillé de son duché, et trouvant que celui de Kiiov et quelques places fortes en sont une compensation trop insuffisante, suit l'exemple de son ancien compétiteur et envahit, lui aussi, la Lithuanie, avec l'aide des Chevaliers teutoniques. Attaqué à son tour, Vitovd s'assure par le traité de Sandecz l'intervention de Sigismond, roi de Bohême. Mais celui-ci, au lieu de lui envoyer des secours, s'efforce de le soulever contre son souverain, lui promettant d'intervenir s'il veut se séparer de Jagello et se proclamer roi indépendant de la Lithuanie, qu'il espère ainsi détacher entièrement de la Pologne. Vitovd, bien que nourrissant depuis longtemps cette pensée, la repousse et vient tout apprendre à Jagello. Reconnaissant alors tous deux qu'il ne faut plus compter que sur les propres forces du pays, ils procèdent à leur urgente organisation, et parviennent

à réunir 80,000 hommes. Le grand-maître, Ulrich de Jungingen, commandait à 140,000. Les deux armées se rencontrèrent, le 10 juillet 1410, près de Grunwald, et, après une lutte acharnée, les Polonais remportèrent un des triomphes les plus célèbres de leurs annales militaires.

Les Teutoniques, taillés en pièces, perdirent 40,000 hommes tués ou mis hors de combat, un nombre à peu près égal fait prisonniers, 51 drapeaux et 2 canons, les premiers qu'on eût vus en Pologne. Le grand-maître, Ulrich, succomba dans l'action; et le roi de Pologne lui-même eût péri sous la hache de Dupold, chevalier teutonique, si la valeur et la présence d'esprit de Zbigniev Olesnicki ne l'eût sauvé. Ce jeune homme, n'ayant alors pour toute arme qu'un tronçon de lance, en frappa si rudement l'agresseur qu'il le jeta par terre. Jagello, reconnaissant, voulut sur-le-champ donner à Olesnicki un baudrier militaire, que celui-ci refusa en disant qu'il voulait se consacrer au service de l'Eglise. Devenu plus tard évêque de Krakovie, il joua un rôle important dans la destinée de la maison des Jagellons, et en fut le plus puissant soutien. Il empêcha, en 1429, à Luck, de désunir l'État par un titre royal particulier pour la Lithuanie, comme le désirait Vitovd, plaça sur le trône le jeune Vladislav-Jagellonide, sauva le sceptre à Kazimir, son frère, acquit le duché de Siévierz qu'il réunit à l'évêché de Krakovie, et fut le premier Polonais élevé au cardinalat.

Après l'éclatante victoire de Grunwald, rien n'était

plus facile que de prendre Malborg, ce boulevard de l'Ordre teutonique, et de reconquérir ainsi d'un coup toute l'étendue de pays appartenant à la Pologne depuis Boleslav le Grand. Mais les lenteurs de Jagello donnèrent au comte Henri de Plauen le temps de jeter dans cette ville un renfort de 5,000 hommes; et lorsque le roi de Pologne l'assiégeait, Vitovd, séduit par les Chevaliers, qui lui avaient promis la Samogitie, trahit de nouveau son souverain, quitta le camp sous prétexte de maladie, emmena les troupes lithuano-russiennes qu'il commandait, et fut suivi par les ducs de Mazovie. A la suite de ces défections, Jagello, forcé de lever le siége de Malborg, fut poursuivi dans sa retraite jusqu'aux environs de Bromberg, par Henri de Plauen, devenu grand-maître, et qui, aidé de l'argent de la Bohême, avait repris l'offensive. Mais, à Koronovo, une bataille s'engagea où les Polonais, malgré la disproportion du nombre, écrasèrent une seconde fois les Teutoniques, qui laissèrent 10,000 des leurs parmi les morts. Réduit alors à la dernière extrémité, l'Ordre se rendit à discrétion; et le traité de Thorn, conclu le 10 janvier 1411, vint terminer momentanément cette lutte sanglante. Par ce traité, les Chevaliers s'engagèrent à payer une contribution de 600,000 florins, à restituer la terre de Dobrzin à Vladislav-Jagello, et à lui rendre ainsi qu'à Vitovd la possession de la Samogitie.

La médiation cauteleuse et intéressée de Sigismond et les incessantes intrigues de Vitovd empêchèrent seules les victoires si brillantes de la Pologne de produire des

résultats beaucoup plus importants et plus décisifs et en neutralisèrent en grande partie l'effet.

§ IV. — *Diète de Horoldo. Deuxième union de la Pologne et de la Lithuanie.*

Les continuelles trahisons de Vitovd, les excès de Skirgiello et la déplorable condescendance du roi de Pologne pour ses frères n'avaient pas jusqu'alors permis la fusion complète des deux peuples réunis en 1386. Vladislav-Jagello voulut consacrer cette union d'une manière plus solennelle et rapprocher la noblesse des deux pays, en liant à jamais leurs intérêts communs. Pour atteindre ce but, et pour soutenir à forces réunies la guerre contre les Teutoniques et la terminer avec succès, il convoqua, en 1413, à Horoldo, une diète des représentants de la Pologne et de la Lithuanie. Cette assemblée régla définitivement les clauses de l'acte d'union qui fut signé par le roi, contresigné par le grand-duc Vitovd ainsi que par les principales familles des deux nations, et dont le premier article contient la déclaration suivante de Jagello :

« Depuis que, par la grâce du Saint-Esprit, nous avons reconnu les vérités éternelles, nous avons accepté la couronne de Pologne, et, afin de propager la foi chrétienne et pour le plus grand bien de nos terres lithuaniennes, nous les avons incorporées, unies, reunies, ajoutées, alliées aux États de la Pologne, du consentement de nos frères et cousins, de tous les seigneurs,

nobles et boyards, habitants de la Lithuanie; mais comme nous voulons garantir les susdites terres lithuaniennes de toute invasion étrangère, contre la trahison des Chevaliers teutoniques, et contre tout ennemi quelconque qui voudrait ravager les terres lithuaniennes et le royaume de Pologne, nous voulons que lesdites terres, en vertu des droits que nous avons reçus de nos ancêtres, selon la primogéniture, comme véritable maître et héritier, et avec le consentement des seigneurs, nobles et boyards, soient réunies de nouveau à la Pologne, et que les deux nations n'en forment plus qu'une; nous voulons que les duchés, terres, lieutenances, districts et propriétés soient indissolublement unis à la couronne de Pologne, pour que les deux nations soient à jamais un même tout et ne puissent combattre l'une contre l'autre. »

La diète de Horoldo unit la Lithuanie à la Pologne par les liens les plus étroits, en décrétant que les deux pays auraient la même magistrature, la noblesse les mêmes priviléges, et que le grand-duc de Lithuanie ne serait élu qu'avec le concours du sénat et du roi de Pologne, et les souverains polonais qu'avec l'assentiment de la Lithuanie. Elle accorda aux Lithuaniens catholiques l'exemption de toute servitude et de toutes les obligations féodales envers leurs seigneurs et leurs suzerains imposées depuis le règne de Gédimin. Elle leur donna toutes les libertés et les prérogatives dont jouissait la noblesse polonaise. Ces avantages leur causèrent une joie inexprimable. Les seigneurs lithuaniens adoptèrent les armoiries de ceux de la Pologne et s'unirent intime-

ment à eux. Mais il restait encore bien des difficultés à vaincre : Vitovd et plusieurs grands seigneurs, cousins de Jagello, firent tout pour empêcher l'exécution des importants décrets de cette grande assemblée.

§ V. — *Congrès de Luck. Vitovd.*

L'ambitieux Vitovd, pour conserver son influence sur Vladislav-Jagello, réussit à lui faire épouser sa nièce, Sophie, princesse de Kiiov, espérant d'ailleurs que le roi, déjà dans un âge avancé, n'aurait pas d'héritier, et qu'après sa mort la couronne lui reviendrait. Mais deux enfants naquirent de ce mariage ; et Vitovd, déçu dans son attente, osa accuser la reine dont l'innocence fut parfaitement reconnue : cependant aucun châtiment n'atteignit le vil calomniateur.

L'empereur Sigismond, dont Vitovd n'était que l'instrument, et qui désirait toujours ardemment détacher la Lithuanie de la Pologne, convoqua un congrès à Luck en Volynie, sous le prétexte d'organiser une alliance chrétienne pour sauver l'empire d'Orient et sa capitale, Constantinople, menacés par les Turcs, mais dans le but réel d'amener Vitovd à rompre ouvertement avec son souverain. Ce congrès, qui eut lieu en 1429, fut l'une des plus nombreuses réunions de potentats que cite l'histoire. On y vit l'empereur Sigismond avec l'impératrice, Vladislav-Jagello, roi de Pologne, Éric XIII, roi de Danemark, les princes de Suède, les ducs de Mazovie, les grands-ducs Bazile de Moskovie, Borys de Tver,

Olga de Rezan, les khans des Tatars, les ambassadeurs de l'empereur de Byzance, Paléologue, les grands-maîtres des Chevaliers teutoniques et des porte-glaives, et les magnats de Pologne et de Lithuanie avec leurs pompeux cortéges. Mais Vitovd déploya en vain envers ces hôtes une libéralité et un faste inouïs, son espérance fut encore trompée; les remontrances énergiques de Zbigniev Olesnicki et de Jean Tarnovski, appuyées par un grand nombre de sénateurs, triomphèrent de toutes les intrigues; et la conférence ayant pour objet une expédition contre les Turcs, fut sans aucun résultat, même pour Vitovd qui n'obtint que de nouvelles promesses de l'empereur.

Ne se décourageant cependant pas, Vitovd invita quelque temps après Jagello à venir à Vilna, et là renouvela ses sollicitations avec tant d'ardeur que Vladislav, fatigué de ses obsessions et des soins de l'empire, lui offrit à la fois les deux couronnes, celle de Pologne et celle de Lithuanie. Mais, chose étrange! Vitovd batailla pour n'accepter que la dernière; et donna ainsi le temps à Olesnicki et à Tarnovski d'intervenir au nom des évêques et des nobles polonais, qui protestaient contre cette cession, d'invoquer les droits de la nation et de sauver de nouveau l'unité de la Pologne.

Quoique âgé de 80 ans et sur le bord de sa tombe, Vitovd était tellement possédé du désir d'être couronné que Sigismond lui ayant, de son pouvoir impérial, promis de lui envoyer la couronne, il ordonna d'avance de solennels préparatifs, et plusieurs personnes invitées à

cette cérémonie se rendirent à Vilna. Seulement la couronne, à chaque instant attendue, n'arriva point : les Polonais en épièrent nuit et jour sur la frontière les porteurs et empêchèrent leur passage. Vitovd en mourut de chagrin en 1430.

§ VI. — *Priviléges de la noblesse. Mort de Vladislav-Jagello.*

La Pologne était dès lors une assemblée presque permanente, et partout on se réunissait incessamment pour discuter sur les affaires publiques. Outre les *viécé* des provinces et des palatinats qui avaient leur tenue fixée, on se formait très-fréquemment en assemblées provinciales extraordinaires, *colloques* ou *conventus*, ou l'on prononçait sur les impositions, les lois et les coutumes qui pouvaient convenir à la province ou à la république : souvent les décrets de la diète générale n'avaient de valeur qu'autant qu'ils étaient corroborés par de semblables réunions. On tenait aussi des diétines dans tous les districts et terres pour les élections et les discussions. On s'assemblait en confédération pour faire opposition, assurer la tranquillité ou les libertés locales, ou pour se prêter un appui mutuel, quand l'intérêt de la province ou de l'État le réclamait. C'était la grande Pologne surtout qui donnait l'élan à ce mouvement civique.

Des réunions ou meetings de la noblesse précédaient ou surveillaient sans cesse les assemblées législatives, administratives, judiciaires. En 1404, une diète extraordinaire devant prononcer sur l'imposition, beaucoup plus

élevée que de coutume, on tint auparavant un congrès général des assemblées particulières où l'on se concerta : ceux qui devaient décréter cet impôt furent élus et spécialement autorisés par les commettants de leurs provinces. Cet exemple fut quelquefois imité. Tous les nobles en masse, et non plus seulement comme autrefois le haut clergé et les principaux seigneurs, exercèrent leur action directe dans le gouvernement, principalement depuis l'assemblée de Korczin.

Après la mort de Kazimir le Grand, des désordres avaient commencé à désoler la Pologne; mais sous Vladislav-Jagello, quoique chacun jouît d'une entière liberté d'action, l'ordre se rétablit peu à peu, et l'organisation du pays prit de la consistance. En 1422, à la diète de Czervinsk, le statut négligé de Visliça fut rétabli et confirmé; et en 1423, à la diète de Varta, il fut remplacé, et les doutes qui s'y trouvaient furent levés par de nouvelles lois. Mais en même temps l'ordre civique ou la noblesse ne perdait pas une occasion de se faire confirmer ses priviléges et d'en acquérir de nouveaux. On va voir quelle était son attitude vis-à-vis du roi, qu'elle traitait déjà d'égal à égal.

« Vladislav-Jagello avait deux fils, dont l'aîné, Vladislav, naquit en 1420. Voyant cet enfant avancer en âge, il voulut lui assurer sa succession. Dans une diète tenue à Brzésc, il obtint de la noblesse la déclaration que le jeune Vladislav régnerait après lui, mais c'était à condition que Jagello confirmerait les priviléges et en accorderait de nouveaux, car la confirmation donnée

depuis peu à Czervinsk, en 1422, était insuffisante et considérée comme non avenue à l'instant où il fallait concéder une faveur aussi importante au roi. L'acte d'élection de la part de la noblesse avait été effectivement rédigé et remis à l'évêqué de Krakovie, avec ordre néanmoins de ne le délivrer qu'au moment où le roi lui remettrait le diplôme qui devait augmenter leur liberté. Jagello s'était pressé de le promettre, et différait tous les jours de le donner.

» En 1426, il avait convoqué une nouvelle diète à Lènczica. On y rappela ses promesses d'un ton d'aigreur que soutenait l'orgueil d'une autorité déjà établie : on le somma de les accomplir. Pressé de se déclarer, et plus offensé de l'audace de la demande que fâché d'avoir manqué d'y satisfaire, le roi répondit avec hauteur que ses engagements étant injustes, ni le devoir ni l'honneur ne l'obligeaient à les tenir. Il eut à peine prononcé ces mots, qu'un bruit confus s'éleva dans l'assemblée. Ce n'étaient d'abord que des murmures à demi étouffés, qui dégénérèrent bientôt en des transports de fureur et de rage. On demanda à l'évêque les lettres d'élection qu'on lui avait confiées, on les fit sauter en l'air, on les déchira à coups de sabre sous les yeux du roi, qui n'évita de plus grands outrages que par l'intrépidité avec laquelle il sembla plutôt menacer les mutins qu'il ne parut les craindre.

» Ce ne fut que quatre ans après, en 1430, à Jedlno, qu'il se résolut enfin d'accorder les priviléges demandés. On les reçut avec joie, mais avec une fierté qui empêcha

de décider l'affaire de la succession. Un an seulement avant la mort de Jagello, on décida, en 1433, que son fils Vladislav monterait après lui sur le trône. Ce consentement fut suivi en même temps de la promulgation définitive des priviléges de Jedlno, à Krakovie, en 1433. Cependant le jeune Vladislav, occupant le trône en 1434, éprouva encore quelques contrariétés (1). »

Parmi les nouveaux priviléges que Jagello reconnut à la noblesse, en ratifiant tous ceux accordés par ses prédécesseurs, on remarque les suivants : il s'engagea à ne conférer à aucun étranger les dignités et les charges de l'État, à ne les donner qu'à des indigènes, propriétaires dans les provinces où elles devaient être exercées ; à ne jamais en disposer avant leur vacance ; à ne battre aucune espèce de monnaie sans le consentement des prélats et des barons du royaume. C'est à la diète de Jeldno que fut rendue la loi célèbre spécifiant que nul ne peut être emprisonné sans avoir été au préalable déclaré coupable par une cour de justice : *Neminem captivabimus nisi jure victum aut in crimine deprehensum.*

Les nobles Russiens furent admis en 1433, et plûs tard, en 1443, aux prérogatives et priviléges de la noblesse polonaise. Par conséquent, dans la Russie Rouge et la Podolie, qui faisaient partie de la Pologne, le nombre des citoyens et des défenseurs de la patrie fut considérablement augmenté.

A la mort de Venceslav, les Bohêmes étaient venus

(1) De Solignac, *Histoire de Pologne*.

proposer à Vladislav leur couronne, cinq fois offerte à la famille de Jagello, en 1400, 1420, 1438, 1467 et 1471, avant qu'un fils de Kazimir ait été destiné à l'accepter. Non-seulement le roi de Pologne la refusa, mais, médiateur généreux entre la Bohême et Sigismond, il contribua puissamment à mettre l'empereur sur ce trône. Ses dernières années furent empoisonnées par la révolte de son frère Svidrygiello, qui combattit en Lithuanie contre les troupes royales.

On raconte qu'un soir, se promenant dans les bois de Grodek, le vieux roi fut tellement ravi par les chants d'un rossignol, qu'il ne put s'arracher de ces lieux, et que la fraîcheur de la nuit ayant engourdi ses membres affaiblis, il rentra dans son palais saisi d'une fièvre qui en quelques jours le mit au tombeau (24 avril 1434). Il était alors âgé de quatre-vingts ans. Il avait une grande piété et s'imposait de dures abstinences. Son règne, de quarante-huit ans, fut grand et utile à la puissance nationale. La Pologne reprit une nouvelle splendeur par son union avec la Lithuanie, qui conserva ses conquêtes et nomma les tzars de Pérékop; les kniaz ou princes russiens, sur le Dnieper, obéissaient à ses ordres; les républiques de Novogorod-la-Grande et de Pskov s'abritaient sous sa protection; les Teutoniques furent écrasés par d'éclatantes victoires; le duc de Stettin et les hospodars de la Valachie et de la Moldavie devinrent ses tributaires; la Scandinavie, la Turquie, la Grèce, Chypre et Venise recherchaient son appui. Jagello disposait déjà de la couronne de Bohême, que son fils devait bientôt

porter avec celle de Hongrie. Au milieu des nombreuses qualités de ce roi, on n'a trouvé à lui reprocher qu'un excès de confiance, de franchise et de générosité, allant parfois jusqu'à la faiblesse dans ses rapports avec ses parents, surtout au sujet de la Lithuanie.

VII

Vladislav VI le Varnénien (1434-1444).

Confirmant l'engagement de la diète de Jedlno, celle d'Opatov élut Vladislav VI, dit le Varnénien, fils de Jagello, et qui, n'ayant encore que dix ans, fut placé sous un conseil de régence composé de sa mère, Sophie, et de plusieurs hauts dignitaires ecclésiastiques et séculiers. Ce conseil dut le défendre contre les attaques de Svidrygiello, qui convoitait le sceptre, et contre celles des Chevaliers teutoniques, qui, en 1435, furent forcés de conclure un nouveau traité de paix à Brzesc-Kuiavski.

A la mort de l'empereur Albert d'Autriche, qui avait eu quelques différends avec Vladislav VI, les trônes de Bohême et de Hongrie furent offerts au jeune roi de Pologne par la noblesse de ces deux pays. Cette offre fut acceptée après bien des hésitations. Jean Korvin, plus connu sous le nom de Huniade, tenta de nouer un mariage entre Élisabeth, veuve d'Albert, et Vladislas VI; mais ce projet échoua par l'obstination d'Élisabeth, qui s'enfuit en Autriche avec son fils. Secondé par Huniade,

le roi de Pologne arriva en Hongrie, s'engagea à repousser les Turcs, qui guerroyaient avec les Serviens sur les frontières slaves, et fut couronné à Albe-Royale.

Le cardinal Julien Césarini amena un arrangement par lequel Vladislav promettait d'épouser la fille aînée d'Élisabeth, et de faire rendre au jeune prince, son frère, l'archiduché d'Autriche, dont l'empereur Frédéric s'était emparé lors de la mort d'Albert. Il plaida ensuite vivement auprès du jeune roi polonais la cause des populations chrétiennes si cruellement opprimées et maltraitées par les Turcs, dont les rapides succès menaçaient l'Europe jusqu'à son centre, en Italie. L'empire grec était réduit à ne plus posséder que sa capitale, Byzance, et les contrées avoisinantes; et, dans leur détresse, les Paléologues imploraient avec instance l'appui du Saint-Siége. D'ailleurs, la réunion de l'Eglise grecque à l'Eglise romaine avait été proclamée en 1439, au concile de Florence; et Isidor, métropolitain de Kiiov, y avait adhéré, entraînant par son exemple tous les Russiens du rit grec qui étaient sous la domination des Jagellons: la Moskovie seule resta dans le schisme. En même temps, Jean Huniade, le vaillant palatin de Transylvanie, réclamait une expédition prompte et décisive contre les Turcs.

Cette grande croisade plaisait au caractère chevaleresque de Vladislav, qui, réunissant sous ses ordres les forces de la Pologne, de la Lithuanie, de la Hongrie et de la Bohême, espérait écraser seul les féroces ennemis du nom chrétien. Mais, comme il existait un traité de paix entre lui et Amurat, Vladislav, qui déjà voyait

les Turcs menacer les palatinats de Moldavie et de Valachie placés sous sa suzeraineté, leur fit demander par ambassadeurs de rappeler les troupes qui, en Servie, assiégeaient Belgrade, et, sur le refus d'Amurat, passa le Danube.

Ici commence cette lutte héroïque de deux siècles et demi, à laquelle la chrétienté tout entière dut son salut. En vain la papauté s'était adressée à tous les monarques de l'Europe contre l'invasion de cette formidable puissance musulmane, la Pologne seule répondit à son appel. Vladislav VI enleva aux Turcs les pays slaves, remporta contre eux une éclatante victoire sur les bords du Morava, et ne s'arrêta que dans les montagnes de la Macédoine. Mais, pendant ce temps, les Tatars pénétraient dans la Podolie et la Lithuanie, des troubles éclataient en Silésie, et de pressantes missives du sénat rappelaient Vladislav en Pologne. Aussi, quand Amurat demanda la paix, elle fut accordée et signée pour dix ans à Szgedin, le 15 juillet 1444, par un traité très-avantageux, car les Turcs cédèrent aux Hongrois la Servie et d'autres provinces qu'ils avaient conquises sur eux.

Les troupes polonaises et hongroises retournaient dans leurs foyers lorsque les Vénitiens, les Italiens et le souverain-pontife, Eugène IV, voyant les Turcs occupés d'une guerre contre le duc de Caramanie, crurent le moment favorable pour affranchir la chrétienté du joug des infidèles. Confiant dans la bravoure des Polonais, le pape engagea leur roi à recommencer la guerre; mais Vladislav répondit qu'il n'aurait garde de rompre un

traité cimenté par le serment. Le pape lui envoya son légat, le cardinal Julien, pour le persuader et le délier en son nom du serment prêté. Vladislav céda enfin à tant et de si pressantes instances, et reprit la guerre avec une partie seulement de ses troupes, le reste ayant été licencié.

Le 21 septembre 1444, il leva son camp, partit de Szgedin, passa le Danube à Orsane, entra en Bulgarie, attaqua Nicopolis, pénétra dans la Thrace, et s'avançant toujours, rencontra les Turcs sur les bords de la mer Noire, près de Varna, l'antique Dionysiopolis, dans la basse Mœsie. Leur armée était de 60,000 hommes, d'autres disent même 100,000. Vladislav n'avait à leur en opposer que 18 à 20,000. Cependant, sur l'avis de Huniade, il livra bataille et renversa d'abord l'avant-garde des Turcs. Déjà Amurat fuyait lorsqu'il fut ramené au combat par ses propres officiers qui, saisissant la bride de son cheval, menaçaient de le tuer. La victoire fut longtemps indécise; mais les chrétiens, accablés sous le nombre, se virent contraints de battre en retraite. Alors Vladislav se jetant, malgré Huniade, au plus fort de la mêlée, s'avança jusqu'au corps des janissaires, au centre du camp ennemi, et y tomba percé de coups. Les Turcs lui coupèrent la tête, qui fut mise au bout d'une pique; et c'est en ce moment seulement que la victoire se déclara en leur faveur. Amurat fit inhumer avec pompe le corps de Vladislav sur le lieu même de ce combat, qui eut lieu le 10 novembre 1444, et y éleva une colonne retraçant la vie de ce jeune prince mort à vingt ans.

Le cardinal Césarini et les évêques d'Erlau et de Grosvaradin furent pris et massacrés. Les archives de la couronne, qui se trouvaient dans les bagages du roi, furent brûlés ou jetés au vent. On prétend que si Huniade eût imité la valeur de Vladislav, Amurat eût peut-être perdu en ce jour la vie et l'empire de la Grèce; mais dès qu'il vit les enseignes des chrétiens plier, il se retira de la mêlée avec dix mille hommes, tant Hongrois que Valaques, sans en avertir personne, et au moment où la victoire ne s'était pas encore tout à fait déclarée en faveur des Turcs. Il parvint avec peine à regagner les frontières de Hongrie.

Ce désastre des chrétiens à Varna jeta l'Europe dans l'épouvante et couvrit la Pologne d'un deuil universel. Elle déplorait la perte de Vladislav, dont le règne n'avait duré que dix ans, et sur lequel elle fondait de grandes espérances. Avec lui disparut aussi l'unique espoir de salut de l'empire grec; et dix ans après, en 1454, les Turcs entraient à Constantinople. Ils firent passer sous leur domination les Tatars de Pérékop, alors vassaux de la Lithuanie; rendirent tributaire de leur puissance le commerce de la mer Noire, et menacèrent d'une invasion imminente la Moldavie et la Valachie.

VIII

Kazimir IV (1447-1492).

§ I. — *Extension de la Pologne. Lutte de la noblesse contre le roi.*

De 1444 à 1447, il y eut en Pologne un interrègne. Pendant longtemps on refusa de croire à la mort de Vladislav, dont on aimait le caractère chevaleresque, et des émissaires furent envoyés à sa recherche, dans la Thrace, la Grèce et la Bulgarie. Le pouvoir fut alors exercé par le sénat, qui conclut diverses trêves avec les ducs de Silésie. Enfin les nobles polonais voyant la Hongrie élire roi le fils posthume de l'empereur Albert, se décidèrent à convoquer à Siéradz une assemblée générale qui offrit la couronne à Kazimir-Jagellonide, fils puîné de Vladislav-Jagello, et frère de Vladislav VI.

On voulait ainsi resserrer l'union entre la Pologne et la Lithuanie. En effet, ce dernier pays avait suscité à Jagello de nombreuses difficultés; il y nommait toujours les grands-ducs ses lieutenants, qui ne purent jamais se mettre d'accord avec les princes et les seigneurs turbulents dont les factions ennemies déchiraient le duché. Il en était résulté des troubles sérieux et des guerres civiles qui se renouvelèrent sous Vladislav VI. L'aristocratie lithuanienne avait même poussé l'indocilité jusqu'à proclamer grand-duc de Lithuanie ce même Kazimir qui, après avoir longtemps hésité, accepta enfin le trône

de Pologne, et vint se faire couronner à Krakovie.

Sous ce règne, les frontières de la Pologne s'étendirent de tous côtés. Les Tatars ayant fait plusieurs excursions en Podolie furent repoussés; la Moldavie fut reconquise; une partie de la Silésie rentra sous la domination polonaise. En 1443, l'évêque de Krakovie avait acheté le duché de Sievierz. Les ducs de Zator et d'Osviecim reconnurent pour souverain Kazimir qui, en 1453, acheta ce dernier duché. Par l'extinction des ducs de Plock, en 1462, Belz et, en 1463, Rava, furent incorporés à la couronne. Plus tard en 1494, Jean-Albert, fils de Kazimir, acheta le duché de Zator, et en 1495 réunit au royaume celui de Plock. Enfin, la Prusse, comme nous allons le voir, redevint une des provinces de la Pologne.

Malgré ces circonstances favorables, une longue mésintelligence eut lieu d'abord entre la noblesse et la royauté. Kazimir, attaché à la Lithuanie où il avait été élevé, et poussé par les seigneurs de ce duché, commença par s'y retirer, troublant l'union des deux pays, et refusant de ratifier et de jurer les priviléges et les lois de la Pologne. Cette conduite excita une vive irritation; et, la lutte s'envenimant, on forma en 1453 contre Kazimir une confédération par laquelle tous les nobles s'engageaient à prendre les armes pour garantir les biens de l'Etat, si le roi persistait à ne pas les défendre, et pour soutenir les priviléges, s'il s'obstinait à ne point les confirmer. On décida aussi qu'on ne souffrirait aucun Lithuanien dans le royaume, et qu'on imposerait à Kazimir quatre conseillers sans l'attache desquels aucun de

ses ordres ne serait reçu, quelque avantageux qu'il fût à la république. Toute la noblesse se leva en masse, et poussa l'audace jusqu'à venir prêter le serment de la confédération en présence même du roi qui, effrayé de son attitude imposante, prêta alors le serment demandé et prit tous les engagements qu'on exigeait de lui. Depuis longtemps la royauté ne pouvait plus tenir tête à la noblesse.

§ II. — *Usurpations de la Lithuanie. Diète de Piotrkov.*

Lorsque Kazimir, grand-duc de Lithuanie, fut élu roi de Pologne, les Lithuaniens lui firent jurer qu'il ne détacherait aucune des terres en leur possession, et ne diminuerait rien de l'étendue du duché, ni du pouvoir du sénat. Mais, non contents de cela, ils empiétèrent eux-mêmes sur les frontières de la Pologne. Au commencement du règne de Kazimir, ils s'emparèrent de divers cantons et districts situés dans la Podlasie et les environs de Brzèsc. En 1452, ils se saisirent de Luck, Vlodzimirz et Heroldo. En 1457, après la mort des Buczacki, qui défendirent la Podolie contre leurs attaques, ils prirent possession de toute la partie méridionale de cette province, avec Braclav, jusqu'à la rivière Murakva. Les Polonais indignés, demandèrent hardiment au roi justice de ces usurpations, démontrant qu'au contraire la Lithuanie, en s'unissant à la Pologne, devait lui restituer toute la Podolie, la Volynie et l'Ukraine avec Kiiov, et rappelant que Jagello lui-même l'avait promis,

car ces pays, composant autrefois le duché de Russie ou de Halicz, appartenaient légitimement à la Pologne et n'avaient jamais fait partie de la Lithuanie.

Sur ces entrefaites, Kazimir-Jagellonide, forcé de tenir en 1459 une diète à Piotrkov (Petricau), ne s'y rendit qu'avec une nombreuse escorte de gens armés. Surpris de cette nouveauté, les nobles du palatinat de Krakovie prirent à leur tour les armes et entrèrent dans la ville comme dans un camp ennemi. On fut quelque temps à s'observer dans la première séance. Enfin, avec cette hardiesse toujours sûre de plaire dans une république, Jean Ritvianski, staroste de Sandomir, rompit le silence, et s'adressant directement au roi, lui reprocha en face tous les griefs dont la nation avait à se plaindre. Voici ce discours que nous reproduisons malgré sa longueur, parce qu'il offre la peinture fidèle des faits et des mœurs publiques de ce temps :

« Sire ! Nos calamités sont notoires ; elles partent de vous. Si la nation n'avait été surveillée par la Providence divine, nous eussions déjà succombé et péri. C'est un destin indigne qui nous a forcés à exiger la réunion de la diète actuelle, afin de demander la réforme et la direction des affaires publiques de votre part et de la part de vos conseils. On y a consenti à contre-cœur, et la preuve en est qu'avant que la convocation fût décidée, les nobles de la terre de Chelm, Sigismond de Laticzev et Vierzbienta de Siennica, qui font la même cause avec nous, furent maltraités, arrêtés et blessés par votre staroste, Jean Kuropatva. Mais nous autres qui agissons pour la cause publique, lorsque les prélats et les barons dissimulent, nous sommes odieux et détestés, vous nous appelez toujours vos ennemis, et c'est le motif pour vous de faire venir tant de gens armés ; cependant, nous disons que nous sommes vos sujets et amis

sincères, mais nous gémissons et, tout étonnés, nous déplorons que vous nous soyez contraire et hostile à notre patrie. Vous avez détaché de la Pologne une terre considérable, celle de Luck, avec plusieurs cantons des environs de Brzèsc, en les attachant aux domaines de la Lithuanie. En nous dépouillant et expulsant de la terre notable et de ses campagnes, vous les avez concédées aux seigneurs qui n'avaient aucun droit de les posséder. Non content de cela, vous vous efforcez et désirez avidement d'enlever la Podolie à la couronne, en faveur de la Lithuanie. C'est un joli cadeau pour vous, lorsque les Lithuaniens enlèvent, par surprise, dans la Podolie, des places fortes, des bourgs et des possessions. Vous avez incorporé au duché de la Litvanie les deux districts de Goniondz et de Vèngrov, arrachés par force aux ducs de Mazovie, qui sont vos vassaux de la dépendance de la Pologne. Vous avez même inspiré aux Lithuaniens, qui dépendent de la Pologne et lui sont soumis, tant d'orgueil, qu'ils refusent de combattre l'ennemi commun, les Chevaliers, et de se conformer à vos ordres. Vous nous consumez par cette monnaie légère et sans valeur que vous faites fabriquer. Vous tolérez des brigands, des concussionnaires, des voleurs et d'autres malfaiteurs, particulièrement des faux monnayeurs, fermant les yeux sur les ennemis et les scélérats qui dévorent le pays. En prodiguant les domaines royaux, vous les dissipez sans fruit; par des exactions et des stations, vous surchargez et épuisez le pays à tel point, que les villes et les campagnes sont désolées. Vous êtes sourd aux plaintes des veuves, des orphelins et des opprimés comme si l'administration de la justice n'existait plus sous votre gouvernement; vous dépouillez la couronne d'armes, de chevaux, d'or et d'argent pour équiper la Lithuanie. Votre père cependant, votre frère Vladislav, roi de Hongrie et de Pologne, et vous-même, vous avez obtenu tous les honneurs, tout l'éclat, toute la gloire et beaucoup de bénéfices de la Pologne. Lorsque votre parent n'était duc que d'un petit coin de la Lithuanie, c'est l'assistance et le zèle des Polonais qui le firent maître de toute la Lithuanie. Inconnu, obscur, payen, il est parvenu, par les Polonais, à la connaissance de toute la chrétienté, à la lumière de la Foi et à sa haute renommée; il recouvra la Samogitie et plusieurs

provinces lithuaniennes, des mains des chevaliers teutoniques, par les bras des Polonais, pour les restituer à la Lithuanie. Il vainquit les vainqueurs par les armes des Polonais. Après un long règne de votre père, nous avons élevé votre frère, non-seulement au trône de Pologne, mais aussi à celui de Hongrie. Après sa mort glorieuse, nous vous avons illustré de notre couronne et d'une alliance brillante. Dans la guerre contre les chevaliers teutoniques, nous vous assistons avec nos armes, notre vie, nos trésors et tous nos biens : pour ce dévouement, pour la célébrité, l'élévation et les honneurs procurés pour votre père, votre frère et pour vous-même, nous sommes affligés et accablés d'une douleur inexprimable, voyant que vous préférez la nation lithuanienne, qui avait si peu mérité de vous et de votre père, et, s'il en faut dire la vérité, si peu fidèle à votre parent et à vous-même. C'est en sa faveur que vous nous opprimez par des iniquités, par des vexations, et que vous nous exploitez et absorbez jusqu'à la ruine entière.

» Nous demandons instamment la restitution de la terre de Luck, de Parczov avec ses campagnes, de la Podolie dont vous avez injustement séparé une portion ; la suppression de la fabrique de la monnaie faible, futile et nuisible au pays ; l'abolition des stations et des vexations oppressives. Nous demandons une protection obligeante et exorable pour ceux qui implorent la justice ; enfin, la défense du pays. Déposez votre paresse et soyez plus animé, faites voir que vous êtes homme, et n'oubliez point que dans la Pologne vous devez être un bon père et non pas un parent dénaturé. Si nous obtenons tout ceci, vous pouvez compter sur notre fidélité, nous serons empressés à vos ordres, nous sacrifierons nos fortunes pour vous et pour l'État, et nous veillerons pour votre bonheur ; dans le cas contraire, soyez certain que nous ne donnerons rien de nos biens, et que nous refuserons de marcher à la guerre sans le salaire [1]. »

Kazimir, ne pouvant rien répondre, chercha à se disculper, en rejetant tous les torts sur les Lithuaniens et les Polonais. Mais la réplique de Ritvianski prouva

(1) Dlugosz.

que toute la faute en était à lui seul. Cette réponse foudroyante, exprimée avec convenance, dit Dlugosz, historien contemporain et instituteur du roi, fut applaudie par le parti de l'orateur, sans être désapprouvée par les hommes timides.

Kazimir, du reste, s'efforça de calmer les différends entre la Pologne et la Lithuanie, et sa conduite prudente empêcha une rupture. En 1457, il donna aux Lithuaniens un privilége qui les affranchit de diverses dépendances et servitudes féodales envers lui, et réitéra la promesse d'accorder de nouvelles prérogatives à la noblesse lithuano-russienne. Les seigneurs, mécontents de ce qu'il favorisait la noblesse inférieure, demandèrent un grand-duc, comme ils en avaient toujours eu sous Jagello et Vladislav le Varnénien; car Kazimir, devenu roi, les gouvernait directement lui-même, sans prince-lieutenant. Gasztold, principal fauteur de tous ces troubles, proposa même de choisir, malgré le roi de Pologne, un grand-duc parmi les princes. Mais Kazimir sut par son énergie arrêter ce projet et imposer silence aux rebelles. Nous verrons bientôt combien ces discussions et ce déplorable esprit de rivalité contre la Pologne firent perdre à la Lithuanie de sa prépondérance et de ses possessions.

§ III. — *Incorporation de la Prusse à la Pologne. Traité de Thorn.*

Depuis longtemps les habitants de l'ancienne Poméranie de Dantzik, dite la Prusse, avaient conçu une haine

implacable contre l'odieuse domination des Chevaliers teutoniques, qui exaspéraient leurs sujets en violant les lois qu'eux-mêmes avaient établies, ne respectant ni la vie, ni l'honneur, ni la pudeur des personnes, et se portant à toutes sortes de vexations et de crimes. Des questions de commerce et de douane, résolues au préjudice de la population agricole, vinrent augmenter l'irritation des esprits. Les défaites de Grunwald et de Koronovo avaient d'ailleurs fort ébranlé déjà la puissance de l'Ordre, dont l'existence n'avait plus même de prétexte depuis la conversion de la Prusse, de la Lithuanie et de la Samogitie au christianisme.

Dès 1397, la noblesse prussienne avait formé contre les Teutoniques une société, dite du Lézard, parce que ses membres portaient pour signe de ralliement une figure de lézard. Cette ligue se réorganisa en 1440 et 1451 et donna l'impulsion à toutes les démarches de la noblesse et des autres habitants. D'un côté, elle envoya ses émissaires à Kazimir pour lui faire des promesses et implorer la protection de la Pologne; et de l'autre elle décida la noblesse à porter plainte contre les Chevaliers à Frédéric III, empereur d'Allemagne, qui, au lieu de rendre justice, déclara les nobles prussiens déchus de tous leurs priviléges et de toutes leurs franchises. Indignée d'un tel décret, la noblesse manifesta sa résolution de se réunir à la Pologne et offrit à Kazimir la suzeraineté du pays. La Prusse entière prit les armes en 1453; ses villes principales, Thorn, Elbing, Kœnigsberg, Dantzik et plusieurs autres s'affranchirent du joug intolérable des Che-

valiers; la noblesse s'empara en un seul jour de treize châteaux réputés presque inexpugnables, et ensuite, peu à peu, de toutes les autres villes et forteresses.

Kazimir, qui cherchait avant tout le maintien de la paix, ne fit pas d'abord aux envoyés de la ligue prussienne l'accueil qu'ils avaient espéré, et ce ne fut qu'après six mois environ de pourparlers qu'il se rendit enfin à leurs vœux. Il décréta que les pays prussiens feraient à l'avenir partie intégrante de la république polonaise; que leurs habitants jouiraient des mêmes droits que les Polonais, et qu'ils concourraient à l'élection de chaque roi. Il confirma les priviléges des villes, abolit les douanes et les tailles, divisa la Prusse en quatre palatinats, ceux de Thorn, d'Elbing, de Kœnigsberg et de Dantzik, et nomma gouverneur général le chef de la ligue, Jean de Baysen.

Mais les Chevaliers retranchés dans quelques places de guerre qui leur restaient, annonçaient l'intention de s'y maintenir, et commencèrent des courses meurtrières dans les villages révoltés. Alors Kazimir rassembla une armée pour aller au secours de ses nouveaux sujets; et les premiers succès de cette guerre furent dus surtout à l'active coopération des frères du Lézard. Le roi de Pologne se rendit à Thorn, où il fut accueilli par le clergé, la noblesse, le peuple et tous les ordres avec des acclamations et des transports de joie, comme un libérateur depuis longtemps attendu. Le 27 mai 1454, assis sur un trône, au milieu de la place publique, il reçut en grande pompe les serments de fidélité de ses sujets prussiens, et recouvra ainsi la possession d'une province qui depuis

Boleslav le Grand appartenait légitimement à la Pologne.

De là il marcha sur la forteresse de Stulbm qui ne tarda pas à se rendre, se porta sur Marienbourg, puis sur Konitz en Poméranie. Aux portes de cette ville, l'armée des Chevaliers vint à sa rencontre, et Henri Reuss de Plauen, qui la commandait, parvint à culbuter Kazimir dans un marais et à le mettre en fuite. Ce premier succès inspira une grande confiance aux Teutoniques, qui se hâtèrent de recruter des bandes mercenaires en Allemagne et en Livonie. L'année suivante, le roi de Pologne revint en Prusse à la tête de ses troupes et Marienbourg lui fut livrée. Mais sur d'autres points les Chevaliers gardèrent leurs positions et fatiguèrent Kazimir, qui retourna de nouveau en Pologne sans avoir obtenu un triomphe définitif.

Cette guerre se prolongea aiusi pendant treize ans, marquée tour à tour par des succès et des revers. La noblesse polonaise contribua d'une partie de ses revenus, afin de la soutenir. Elle et les États de Prusse firent tous les sacrifices nécessaires pour la pousser vigoureusement et la terminer par l'entière destruction de l'Ordre. Mais les tracasseries et les hostilités de la Lithuanie contre la Pologne furent une des causes principales de sa longue durée. Cette guerre d'ailleurs se bornait à des irruptions qui cessaient chaque année, à la fin de la belle saison, pour recommencer l'année suivante. L'ordre équestre ou la noblesse arrivait des diverses provinces par levées partielles, et se battait avec courage; mais, à l'approche de l'hiver, rentrait dans ses

foyers. Les Polonais manquaient surtout d'un bon général. Les armes à feu étaient déjà connues, et l'on se servait de l'artillerie; mais la noblesse, dont la bravoure s'en effrayait peu, négligeait de s'y exercer. Comme les autres rois de l'Europe, Kazimir avait à sa solde des soldats bien disciplinés, la plupart de Bohême, tous étrangers, formant une artillerie très-habile et une bonne infanterie qui appuyaient les attaques de la pospolite de l'ordre équestre. De leur côté, les Chevaliers teutoniques, secourus par les Allemands, renouvelaient sans cesse leurs forces.

Dans cette guerre d'escarmouches et de petits combats acharnés, où l'on incendiait et dévastait les possessions ennemies, où l'on prenait et reprenait les places fortes et les villes, le pays tout entier fut horriblement ruiné : sept mille villages prussiens furent, dit-on, saccagés et livrés aux flammes, et deux mille églises furent détruites tant dans la Poméranie que dans la Prusse. Enfin, le roi de Pologne, qui depuis longtemps avait pris Malborg (1457), conquit presque toute la Prusse occidentale. Les Chevaliers, vaincus, sollicitèrent une assemblée qui se réunit à Thorn en 1464, et déclara qu'ils n'avaient aucun droit sur les pays contestés. Ils rompirent alors la conférence, et tentèrent de nouveau le sort des armes. Enfin, le légat du pape détermina Kazimir à leur accorder des conditions moins onéreuses, et la paix fut conclue à Thorn en 1466. Par ce traité, la Prusse occidentale ou royale, composée des palatinats de Malborg, de la Poméranie, de Culm, de Michalov, de la Varmie, avec

les villes de Mariembourg, Stulhm, Elbing, Thorn, Dantzik, fut *à jamais* restituée et réunie à la république polonaise. Pour le reste, dit Prusse orientale ou ducale, les Chevaliers teutoniques devinrent vassaux de la Pologne. Chaque grand-maître de l'Ordre, qui ne pouvait être élu qu'avec le consentement du sénat polonais, devait à l'avenir recevoir l'investiture du roi de Pologne, lui prêter serment de fidélité, lui rendre hommage, le servir contre tout ennemi lorsqu'il le réclamerait, et, à titre de vassal, eut sa place dans le sénat, à la gauche du souverain. Il fut en outre stipulé que désormais la moitié des membres de l'Ordre seraient Polonais.

Le grand-maître se rendit à Thorn, où il accepta ces conditions et prêta serment de fidélité à Kazimir. Celui-ci, dit-on, ne put se défendre de verser des larmes en voyant tomber à ses genoux le chef de cette milice, qui cependant, établie aux bords de la Vistule sur un terrain concédé par un prince polonais, combattait depuis deux siècles et demi la Pologne, lui avait fait tant de mal et avait souillé sa domination par l'avarice, la cruauté, la luxure. Il le releva, lui promit sincèrement la paix, et lui fit-don de 15,000 florins pour acquitter les dettes de l'Ordre, et dégager ses domaines déjà envahis par les troupes mercenaires. Après la conclusion du traité de Thorn, Kazimir revint à Krakovie, licencia son armée et s'occupa des affaires intérieures du royaume.

Cette longue guerre contre les Teutoniques, et d'autres moins importantes, avaient ruiné le trésor et obligèrent le roi à convoquer presque incessamment des diètes.

§ IV. — *Unité et diètes nationales. Chambre des nonces.*

Il s'opérait alors en Pologne un immense mouvement, qui, commencé dès Vladilav Lokétek, se poursuivit jusqu'à son entier accomplissement. La nation voulait à tout prix sortir de l'état de morcellement où l'avait jetée la période précédente, et dont l'empreinte resta longtemps partout, dans les institutions, les lois, les fonctions et les mœurs. Comprenant que l'intérêt dynastique était la cause première de cette dissolution politique par le partage du royaume, l'aliénation des terres, la diminution du sol national et la dilapidation des biens publics, elle entreprit hardiment d'abolir l'hérédité et la succession royales. Cette hérédité, de tout temps contestée, qui avait pu être un fait, jamais un droit, fut ébranlée, surtout sous Kazimir le Grand et Louis d'Anjou, et définitivement renversée sous Vladislav Jagello, qui n'avait pas le moindre droit dynastique, et qui fut élu, lui et ses descendants.

Infidèle aux traditions constantes de Vladislav Lokétek, son père, Kazimir le Grand avait transigé avec le principe fatal du morcellement de l'Etat, en cédant aux Chevaliers teutoniques la Poméranie dantzikoise, sous sa suzeraineté, et en distribuant, sous la même condition, des terres et des principautés aux princes de Lithuanie, de Mazovie et de Poméranie. Cette politique fut hautement réprouvée par la nation, qui ordonna d'abolir les fiefs, et en fit disparaître plusieurs. Et, en effet, la Prusse

et la Kourlande, plus tard érigées en fiefs, finirent par se détacher complétement de la Pologne. La nation annula aussi le testament du même souverain, qui voulait gaspiller les terres et les biens de l'Etat, et priva des mouvances les princes investis par Kazimir le Grand et par Louis. Depuis lors, il n'y eut plus en Pologne d'apanages ni d'aliénations de provinces, sauf la déplorable inféodation de la Prusse et des districts de Lavenburg et Bytov. Les biens publics et les bénéfices furent considérés comme propriété nationale. En 1482, dans le duché de Mazovie, il fut défendu au prince de les obérer, aliéner, vendre, ou d'en faire des donations. En 1504, la loi prescrivit en Pologne la même défense au roi.

Peu à peu tout devint national, toutes les fonctions furent des fonctions de l'État, et l'unité, sans porter atteinte aux franchises spéciales des provinces ni à la liberté individuelle, s'établit dans les lois, l'administration, la justice, et partout. Là fut le but principal de toute l'activité sociale et politique de cette époque. Cette unité, nommée coéquation, égalité de droit, *coæquatio juris*, en se réalisant progressivement, non sans laisser subsister sans doute quelques exceptions, releva la Pologne et lui rendit sa puissance.

Elle fut, autant que possible, appliquée même à la division du territoire. Le titre de duchés fut supprimé, et la Pologne partagée en palatinats, divisés eux-mêmes en districts et en terres.

Cette coéquation ou égalité de droit se personnifia dans la noblesse et eut pour organe la chambre des

nonces. Il n'existait en Pologne aucun titre, honneur ou dignité héréditaire. La noblesse, qui avait auparavant une triple gradation, prit le nom d'ordre équestre, et toute inégalité disparut entre les nobles qui s'appelaient *frères*, eurent leurs armoiries, et empruntèrent aux propriétés foncières leurs noms de famille se terminant ordinairement par *ski* ou *cki*, qui équivaut à notre *de*. Dans la Lithuanie, le titre russien de *kniaz*, qui répondait à celui de duc ou prince, et était celui des maisons souveraines de Rurik et de Gedimin, devint la qualification honorifique d'une foule de particuliers, et finit plus tard par disparaître. Toutes les différences dans l'administration des provinces et des cantons allaient se perdre dans la jouissance égale des prérogatives de l'ordre équestre et dans la suppression des anciennes prestations.

Loin d'opposer aucune résistance à cette grande reconstitution de l'unité nationale et au développement progressif des libertés publiques, les rois s'y associèrent et en furent les instruments et les modérateurs. Les premiers priviléges donnés par Kazimir le Grand en 1355, par Louis de Hongrie en 1374, par Jagello en 1386, 1388, 1422, 1430, et confirmés par Vladislav VI en 1438, n'étaient nullement l'octroi gratuit de souverains absolus, mais une concession mutuelle, un contrat synallagmatique déterminant les devoirs et les droits respectifs du roi et des citoyens. On a vu plus haut comment, à la diète de Lènczica en 1426, à celle de Piotrkov en 1429 et à la confédération de la noblesse en 1453, Jagello et Kazimir-Jagellonide avaient éprouvé

que toute résistance était inutile. Celle de ce dernier roi venait beaucoup moins de ses propres dispositions que des instigations de l'aristocratie lithuanienne. En effet il montra au contraire une extrême facilité pour les concessions de priviléges ; il en accorda aux Prussiens en 1454, aux Russiens en 1456, aux Krakoviens la même année, aux Lithuaniens en 1457, à la grande Pologne en 1484 et 1488, qui rapprochaient et éclaircissaient la coéquation à l'avantage de l'ordre équestre.

Mais bientôt les diètes seules s'emparèrent sans retour du pouvoir législatif, et, se donnant une organisation plus régulière et plus complète, substituèrent l'unité de la représentation et des lois nationales au régime des compromis qui proclamaient des priviléges spéciaux, sans cesse contestés et modifiés. Ces diètes se succédaient sans interruption et l'on en compte 45 sous ce règne de 45 ans. Elles se tinrent la plupart à Piotrkov. On y promulgua des lois dont les plus importantes furent décrétées, en 1454, à Nieszava : l'une d'elles porte « qu'aucune nouvelle loi ne sera faite, ni aucune expédition commandée qu'avec le concours de la diète générale précédée de la convocation préalable des assemblées particulières de chaque province. » Pendant la guerre de Prusse, de 1454 à 1466, l'ordre équestre, appelé sous les armes, forma des réunions, des conventions improvisées où il revisait sans cesse sa législation et ses règlements. L'expérience lui démontra l'insuffisance et l'inefficacité de ces décisions partielles et de circonstance, et il comprit qu'elles devaient être remplacées par des lois nationales

discutées dans les assemblées générales de la république.

Or, après la guerre de Prusse, lorsqu'on proposa un impôt aux représentants réunis, ils refusèrent de le voter, disant qu'ils n'y étaient pas directement autorisés. Il fallut donc obtenir cette autorisation, et en 1468 toutes les terres et tous les districts élurent leurs députés, sous le nom de nonces terrestres, pour la diète tenue à Korczin-la-Nouvelle. Depuis lors les diètes et les diétines reçurent une forme mieux déterminée. Les nonces, élus d'abord par les diétines, devaient, en arrivant à la diète, exhiber leur *lauda* ou l'autorisation de leurs commettants. Lorsque la législation fut définitivement fixée, entre 1491 et 1506, où les statuts réunis dans un *communé* ou code furent promulgués par l'impression, alors la loi prescrivit que rien ne pouvait être décidé sans le commun consentement des nonces terrestres.

Le roi présidait la diète composée de deux chambres : celle du sénat où siégeaient les évêques, les palatins, les castellans et les fonctionnaires de l'État ayant rang de sénateurs; et celle des nonces formée des députés des districts, terres et villes. Le sénat occupait la première salle, les nonces la seconde. Toutes les affaires de l'État, intérieures et extérieures, étaient soumises aux votes des chambres. La loi, approuvée des deux chambres, était acceptée par le roi. Mais lorsque la chambre des nonces rejetait une loi, elle ne pouvait être sanctionnée ni par le sénat, ni par le roi. Toute la force des

libertés publiques et du pouvoir de la noblesse résidait dans la chambre élective des nonces qui peu à peu devint tout à fait prépondérante, tandis que s'évanouissait l'antique prestige du sénat. Ainsi, dès le xve siècle et près de 300 ans avant l'inauguration récente du gouvernement constitutionnel en France, il existait en Pologne et s'exerçait sur le mandat impératif de plusieurs millions d'électeurs.

Sous ce règne la puissance de la démocratie nobiliaire prit un développement immense, succédant désormais à la haute aristocratie, comme celle-ci s'était elle-même substituée à l'omnipotence royale. L'admission de tous les nobles sans exception aux droits civiques les rendit égaux; et le mandat impératif imposé aux nonces, le droit commun de les interpeller dans les diètes *post-comitiales* ou celles de relation sur ce mandat, garantissaient l'exécution fidèle de la volonté des commettants par leurs mandataires. Ce sont ces diètes pour ainsi dire permanentes qui firent la grandeur de la Pologne, comme déjà elles avaient sauvé sa nationalité.

§ V. — *Influence étrangère. Détails sur la Pologne et la Lithuanie.*

Signalons en deux mots quelques résultats de l'influence étrangère et surtout de celle de la Bohême et de la Hongrie sur la Pologne à cette époque. La Bohême y introduisit ses sectes hussites, suivies plus tard des Luthériens et des Calvinistes, la héraldique allemande, une réforme

monétaire, et laissa depuis Venceslav des traces de son administration ; la Lithuanie et la Mazovie lui emprunterent plusieurs de ses règlements. De la Hongrie vinrent plusieurs objets de commodité comme les voitures couvertes, l'usage plus fréquent du vin, l'habillement et la discipline de quelques régiments et la loi du partage de la fortune paternelle donnant les trois quarts aux garçons et le quart aux filles.

La Pologne, après avoir terminé la guerre contre les Chevaliers teutoniques, jouit d'un très-grand bien-être, malgré quelques tentatives de brigandage importées d'Allemagne et de Bohême sur les frontières de Silésie. « Le commerce, surtout celui du blé, s'augmenta et se trouva dans un état prospère. Il se dirigeait vers l'embouchure de la Vistule et du Danube où Dantzik, Bialigrod et autres ports servaient de débouchés. Les fortunes et les revenus de toutes les classes s'accrurent considérablement, et chacun put jouir de son bien selon sa volonté. Les nobles prirent du goût pour la mollesse. Trop absorbés dans leurs aises, ils passaient des heures entières devant un miroir occupés à tresser leur chevelure. C'était la coutume alors de laisser croître les cheveux, seulement on les tenait courts au sommet ; ils étaient tressés en boucles ordinairement oblongues et perpendiculaires qui entouraient toute la tête par derrière et aux tempes. Les autres, sans couper leurs cheveux, laissaient flotter leurs boucles légères. L'habillement lourd ou léger, tant de la noblesse que de la bourgeoisie, était riche et coûteux. Le velours, le damas et autres brocarts,

tissus et brodés en or et en argent, avec luxe, servaient à couvrir les pelleteries de grand prix. Les zibelines étaient en usage. On appliquait alors des fourrures tant à l'habit de dessous dit *zupàn* (joupane), qu'à celui de dessus plus large et plus long. Les juifs s'habillaient comme les nobles, ils portaient aussi des calottes, des bonnets et des chaînes comme eux. Cependant l'habillement de la noblesse et de la bourgeoisie ne fut pas toujours le même ; on aimait à changer la mode. Beaucoup de personnes portaient l'habit serré et collant sur les jambes, les bras et le corps jusqu'à la taille ; il s'élargissait et devenait boursoufflé sur toutes les jointures du corps. Ces bouffes furent composées de différentes étoffes de couleurs éblouissantes qui, entrelacées, produisaient un singulier effet. Les souliers, les jabots, les mantelets légers, les chapeaux ornés de plumes, le cou et la poitrine à découvert prouvaient que ce costume était venu des pays chauds d'Italie. Les femmes eurent aussi une toilette plus recherchée ; elles ne portaient plus d'habillements semblables à ceux des religieuses qu'elles avaient conservés jusqu'alors.

» La félicité descendait même jusqu'aux classes moins aisées des bourgeois, aux kmetons paysans et à la pauvre noblesse qui labourait sa petite terre. Les vitres en verre du pays devenaient plus communes et apparurent aux fenêtres d'humbles chaumières. Ces chaumières étaient chauffées par des poêles et avaient des cheminées pour leur foyer. On voyait déjà les hommes porter des habits de drap plus fin, ornés de cordons et de cam-

panes. Les femmes faisaient ordinairement usage des étoffes de soie et de coton. La table des hommes du peuple était bien servie : la viande n'y manquait pas. L'eau-de-vie, connue depuis peu en Pologne, employée d'abord comme un médicament, devenait plus en usage parmi les gens moins riches. Cette liqueur prise modérément et la viande dont la classe laborieuse se nourrissait, augmentaient les forces si nécessaires à la défense du pays et à sa culture. La culture du froment haussa la valeur des terres fertiles et procura aux habitants du pain de meilleure qualité.

» La liberté dont toutes les classes jouissaient selon leur position fit sentir l'importance de l'instruction. En effet, on écrivait aussi bien en latin qu'en polonais. Les pauvres, tant nobles que bourgeois et kmetons ou paysans, fréquentaient les écoles et s'appliquaient aux études, se disposant ainsi à être plus utiles. Ce goût des sciences fut infiniment profitable à la Pologne; il prépara une génération d'hommes qui furent la gloire du pays. On rencontrait souvent des hommes ayant rendu de grands services à leur patrie qui n'étaient pas de classe noble, mais bourgeois ou kmetons. Plusieurs d'entre eux s'élevèrent aux plus hautes dignités de la république, et quelques-uns, comme évêques, prirent une place distinguée au fauteuil de sénateur.

» La Lithuanie et tous les pays russiens ne furent ni aussi peuplés, ni aussi prospères que la Pologne. Figurons-nous le bas peuple soumis et esclave; une noblesse vassale et assujettie aux seigneurs; les seigneurs om-

brageux, incertains de leurs priviléges et craignant de perdre quelque chose de leurs droits seigneuriaux, se querellant et se haïssant entre eux. Tous les nobles lithuaniens ou russiens du rit grec ou latin, avides de libertés, n'ayant que le seul désir de mettre en pratique dans toute son étendue le privilége de Horodlo, qui leur accordait une égale jouissance des libertés de la noblesse de la Pologne, fatigués de leur servitude, ne voulant enfin souffrir personne au-dessus d'eux. De leur côté, les seigneurs russiens et lithuaniens, munis pour la plupart de titres héréditaires de duc ou de prince, kniaz, formaient seuls le sénat et la diète, d'où les nobles étaient exclus ; ils partageaient seuls le pouvoir avec le grand-duc leur suzerain ; ils ne désiraient point une union sincère avec la Pologne, parce qu'il leur fallait se résigner à perdre l'autorité et le pouvoir qu'ils exerçaient sur la noblesse, leur considération et leurs titres que l'on ne reconnaissait pas alors en Pologne, car le seul évêque de Krakovie pouvait y prendre le titre de duc de Sievierz ; aucun autre n'osait avoir un titre quelconque (1). »

§ VI. — *Envahissements des Moskovites et des Turcs. Mort de Kazimir IV.*

Les Polonais se plaignaient de ce que l'indolent Kazimir négligeât les plus graves intérêts de l'État, et de ce

(1) Lelevel.

que, loin de réprimer les Lithuaniens qui ne cessaient de nuire à la Pologne, il eût une prédilection marquée pour la Lithuanie où il passait tout son temps, livré au plaisir de la chasse dans les immenses forêts de ce pays. Cependant ce prince fut célèbre dans toute l'Europe, et les peuples voisins offrirent des couronnes à ses fils : l'aîné Vladislav accepta celle de Bohême, et plus tard celle de Hongrie, offerte successivement aux Jagellons en 1440, 1472 et deux fois en 1490.

Au moment même où la Pologne disposait ainsi des trônes voisins, deux ennemis redoutables s'élevaient contre elle, la Moskovie et la Turquie. Kazimir avait laissé passer l'occasion d'anéantir complétement en Prusse un adversaire qui plus tard devait contribuer si activement au démembrement de la Pologne; à l'orient commençait à s'élever la puissance qui plus directement encore devait la renverser. Ivan III Vassilevicz, grand-duc de Moskovie, trompant le Saint-Siége, épousait Sophie, petite-fille de Constantin Paléologue, comptait ainsi se substituer aux droits des empereurs de Byzance, et jetait les bases de l'empire moskovite. Après avoir dispersé une invasion de Tatars, il descendit en Severie, province lithuanienne, et s'empara par corruption de Novogorod-la-Grande, malgré la courageuse résistance du peuple. Pressé par les plus énergiques sollicitations de marcher contre Ivan, Kazimir ne sut que conclure avec lui, en 1479, un traité qui lui abandonnait Novogorod. Déjà, en 1460, la république de Pskov était aussi passée sous la domination du grand-duc de Moskovie au-

quel les ducs de Siévierz se soumirent volontairement en 1490.

La Lithuanie qui avait causé tant de torts à la Pologne et s'en montrait la jalouse rivale, ne put espérer d'elle les secours qu'elle en avait si souvent reçus, et se trouva trop faible pour repousser seule l'ennemi qui lui enlevait une partie de la Severie et de la Russie Blanche. Persévérant dans cette attitude hostile, elle perdit en 1494 les restes spacieux des duchés de Siévierz, Bransk et Starodub. C'est alors que les seigneurs et le sénat, effrayés de tant de désastres, s'unirent sincèrement à la Pologne.

Tandis que le grand-duc de Moskovie s'agrandissait ainsi aux dépens de la république, les Turcs, de leur côté, faisaient en 1475 passer sous leur domination les Tatars de Pérékop et envahissaient la Valachie et la Moldavie. Battus par Etienne, vaivode de cette dernière province, et rejetés au delà du Danube, ils reparurent bientôt sur les terres polonaises, et y firent de grands ravages (1476), s'emparèrent de Caffa, dans la petite Tatarie, égorgèrent tous les marchands moldaves trouvés dans cette ville, se portèrent sur Bialirod (Akerman), puis entrèrent de nouveau en Moldavie et pénétrèrent jusqu'en Podolie. Kazimir se décida à agir, car jusqu'alors rien n'avait pu l'y déterminer, ni les vives instances du sénat, ni les discours véhéments des palatins de Krakovie et de Sandomir, et il s'était borné à envoyer à Mahomet II un ambassadeur et des présents. Les Turcs, apprenant qu'il arrivait à la tête d'une armée,

se retirèrent; mais ils restèrent maîtres de Kilia et de Bialigrod (1484), deux ports de la Moldavie situés sur la mer Noire, et dont la perte coupa à la Pologne toute communication avec cette mer et partant avec toutes les rives du sud.

Les Tatars renouvelaient aussi chaque jour leurs courses dévastatrices. Kazimir résolut d'en finir avec eux, et leur reprit tous les prisonniers qu'ils avaient faits dans leurs précédentes incursions. Il refusa le trône du Bas-Empire que lui offrit Hassan Khan, roi de Perse, à la seule condition de lui fournir des secours; et mourut à l'âge de soixante-quatre ans, le 7 juin 1492, durant un voyage en Lithuanie.

IX

Jean-Albert. — Transformation économique et sociale (1492-1501).

La diète qui s'assembla à Piotrkov pour choisir un nouveau roi, fut orageuse, entourée de soldats et ressemblant à un champ de bataille. On se partagea d'abord entre Jean-Albert, Alexandre et Sigismond, tous trois fils de Kazimir, et qui se succédèrent ensuite l'un à l'autre. Quelques-uns eussent préféré le duc de Mazovie, de la famille des Piast. Enfin Jean-Albert fut élu. Mais les Lithuaniens, continuant leur rivalité, choisirent Alexandre pour grand-duc.

Sous ce règne le duché de Zator et la terre de Ploçk furent réunis à la couronne : le premier, moyennant 20,000 ducats en or donnés par Jean-Albert (1494) ; et le second par droit de succession, après la mort de Jean, duc de Mazovie.

Jean-Albert, qui refusa l'alliance de la république de Venise, conduisit une armée en Valachie, contre l'hospodar de cette province ; mais il tomba dans une embuscade, et éprouva une défaite complète. Les Moldaves pénétrèrent dans la Podolie et la Galicie, avec leurs alliés, les Turcs et les Tatars, et y commirent d'affreux ravages. Deux fois les Turcs envahirent la Pologne, et emmenèrent en esclavage près de 100,000 garçons et jeunes filles. Ils s'avancèrent jusqu'à Halicz, au nombre de 70,000, incendiant toutes les contrées qu'ils parcouraient ; mais un froid extraordinaire anéantit cette formidable armée musulmane qui, réduite à 10,000 hommes, et couvrant le sol de ses cadavres, offrait l'aspect le plus lamentable. Cette catastrophe resta longtemps dans la mémoire des Turcs qui n'osaient plus attaquer la Pologne, la regardant comme protégée du ciel. Les Tatars pillèrent aussi, à deux reprises, plusieurs provinces. Dans le même temps Ivan Vassilévicz, grand-duc de Moskovie, soutenu par le khan de Crimée, envahit la Lithuanie, battit Alexandre qui gouvernait ce duché, conquit Siévierz et ne s'arrêta que devant la vigoureuse résistance de Smolensk et l'intervention du khan des Bulgares. Des traités mirent fin à ces diverses luttes. Mais le grand-maître des Teutoniques, profitant de ces

circonstances, déclina la suzeraineté de la Pologne imposée à l'Ordre par les conventions de Thorn; et Jean-Albert allait recommencer la guerre contre les Chevaliers lorsqu'il mourut le 30 avril 1501.

Ce règne de neuf ans à peine et le suivant de cinq ont une grande importance dans l'histoire de la Pologne, car ils marquent le moment où la noblesse se sépare réellement des autres classes, se base sur la naissance, constitue une caste à part et poursuit à la fois l'abaissement des bourgeois et des kmetons qu'elle met au même niveau, comme plébéiens, et nomme *chlopi*, appellation qui ne pouvait être donnée à un noble sans le déshonorer. Elle n'était pas nouvelle, mais n'était applicable qu'aux hommes réduits en servage, et reçut une terrible extension, surtout de 1493 à 1511. La ruine de la Pologne et toutes les difficultés de sa reconstitution tiennent à cette cause fondamentale. Il importe donc d'expliquer en détail tout ce qui se rattache à l'origine de cette déplorable transformation.

Un réfugié italien, Buonacorsi, dit Callimaque, d'abord précepteur de Jean-Albert, puis son favori, lui conseilla de restreindre le pouvoir des nobles. Le bruit de ce projet jeta l'alarme dans la noblesse, qui ne songea plus qu'à sauver ses priviléges et à les étendre au préjudice des autres classes. En 1493, elle reproduisit et sanctionna les statuts défigurés de Nieszava (de l'an 1454), et l'article qui porte qu'aucune loi ne sera faite, aucune déclaration de guerre valable ni mise à exécution sans la décision des diétines et de la diète. Vers

cette époque eut lieu la désastreuse défaite de Valachie, dans les forêts de hêtres nommées *Bukovina.* Un grand nombre de nobles y périrent misérablement, là écrasés par les arbres coupés en dessous et renversés par les Valaques, ici arrêtés dans leur fuite précipitée par l'épaisseur de la forêt ou suspendus par leurs longs cheveux aux branches des arbres. Déplorant les pertes qu'elle venait d'éprouver, la noblesse prétendit que ce désastre lui avait été préparé par Jean-Albert, d'après les conseils de Callimaque, afin de la soumettre plus facilement. Dans la crainte de perdre quelque chose de ses prérogatives, elle les rendit exclusives. Une diète assemblée à Piotrkov (Petricau) en 1496, interdit la juridiction terrestre aux kmetons et les laissa ainsi à la merci de l'arbitraire; elle défendit en outre aux plébéiens, c'est-à-dire aux bourgeois comme aux kmetons, de posséder la propriété foncière, ainsi que les prélatures, à l'exception d'un petit nombre réservés pour ceux qui, par leurs études, arrivaient au grade de docteur. On alla même jusqu'à obliger ceux qui possédaient des immeubles à les vendre.

Malgré l'égalité opérée dans l'ordre équestre et la coéquation établie dans la législation, l'administration, la justice et partout, il subsistait malheureusement une division profonde entre la noblesse terrigène et la bourgeoisie habitant les villes et soumise à la loi teutonique. Celle-ci appelée, conjointement avec la noblesse, aux affaires publiques, de tout temps et surtout en 1336, 1343, 1356, forma une sorte de tiers-état,

et eut une représentation dans les assemblées et les délibérations nationales. Il est certain que les représentants des villes participaient aux élections des rois, aux couronnements, aux assemblées des provinces, aux diétines et aux diètes. Mais leur assistance n'était ni prescrite ni fixée, et leur coopération était assez ordinairement sans importance, parce que, régis par une loi spéciale et étrangère, ils prenaient peu d'intérêt à des discussions sur la législation, l'administration et la juridiction terrestres, les impôts fonciers, les relations entre les indigènes et leur service militaire, toutes choses qui ne les concernaient point. Aussi ils s'absentaient, négligeaient de fréquenter les diètes, et perdaient ainsi l'influence qu'ils auraient eue lorsque la représentation nationale agitait les questions où leurs intérêts étaient en jeu, telles qu'impositions sur les bourgeois, commerce et police des villes, révision de la loi teutonique. En résumé leurs lois, leurs prérogatives réciproques, leur manière de vivre, leurs préventions mutuelles, leurs tendances monopolisantes, tout isolait les bourgeois des nobles.

Ces derniers s'élevèrent contre les monopoles des bourgeois et leurs confréries qui exploitaient les kmetons. Pour préserver ceux-ci de cette exploitation, la législation ordonna, en 1420, que le palatin, le staroste et autres dignitaires terrestres fixeraient le prix des céréales et des denrées rurales apportées par les paysans : elle décréta des peines contre les confréries et les bourgeois contrevenants. En 1454 et 1465, on statua en

outre que les fonctionnaires terrestres, de concert avec les consuls-bourgeois, détermineraient le prix de tous les ouvrages des artisans et hommes de métier, afin que la communauté, c'est-à-dire les indigènes et leurs gens, ne fussent pas grevés. En même temps les villes et bourgs furent placés, pour les taxes de douane et de péage, sous la surveillance des autorités terrestres.

Enclins aux monopoles, attachés à leur civisme particulier et à leurs immunités exceptionnelles, les bourgeois, il faut l'avouer, fournissaient à la noblesse plus d'un prétexte d'user de représailles en les repoussant de la participation aux affaires publiques. C'est ce que fait remarquer en ces termes un savant publiciste : « Ce n'était point parce qu'il ne convenait pas aux nobles d'avoir des bourgeois dans leurs rangs, disent les législateurs en 1496, ni parce que des bourgeois, possesseurs de domaines terrestres, cherchaient l'occasion de se soustraire aux expéditions militaires, mais parce qu'ils empêchaient les nobles d'avoir des maisons et des propriétés dans leurs villes, qu'il convenait de leur défendre à l'avenir d'avoir des domaines de la loi terrestre ; ils furent donc sommés de vendre et de céder à l'amiable, dans un temps convenable, leurs possessions foncières. Les mêmes législateurs, observant que, depuis quelque temps, les plébéiens s'étaient introduits dans la possession des prélatures et prébendes destinées par leur fondation aux nobles, et que, par suite de cette irrégularité, l'Église était privée de défenseurs , ils ordonnèrent qu'àl'avenir les prélatures et les prébendes s e-

raient confiées aux seuls indigènes du royaume, nés de parents nobles. Ils ajoutèrent qu'afin que cette mesure ne parût pas écarter les plébéiens, et pour que l'Église fût illustrée par des hommes savants, il y aurait dans les chapitres des canonicatures et prélatures destinées aux doctes plébéiens, docteurs de quatre facultés. Enfin, voyant que l'exécution de la loi, qui ordonnait de déterminer le prix des marchandises, était éludée, ils demandèrent la suppression des confréries. Il est difficile de dire jusqu'à quel point les représentants des villes participaient à toutes ces décisions, mais il est certain que les bourgeois n'avaient rien à opposer à toutes ces mesures que leurs priviléges et leur loi teutonique. »

Quant aux kmetons, nous avons montré dans notre Introduction comment, de tout temps, ils avaient été libres, et comment cette liberté reçut vers cette époque de premières atteintes. On n'a pas oublié qu'ils possédaient le sol de deux manières : l'une à titre héréditaire et en bail à perpétuité, l'autre en usufruit et à bail à terme. Dans ce dernier cas, le noble était libre de sa *vola* comme le kmeton de lui-même, après l'engagement réciproque rempli; mais dans le premier, le seigneur ne pouvait disposer de l'hérédité kmetonale, qui était de toute autre nature. La loi de 1496, en défendant aux plébéiens de posséder des biens terrestres, ravit d'un trait de plume la propriété quelconque à tous les kmetons sans réserve, puisque toutes leurs possessions étaient de la loi terrestre. Par conséquent ceux

qui avaient acquis ou possédaient des terres libres de toute condition durent les vendre, en être dépouillés, ou rentrer sous la sujétion domaniale. Ceux qui avaient leur hérédité à la charge d'une redevance en travail, en cens ou en nature, ne purent plus en devenir propriétaires; eux, leurs enfants ou leurs héritiers ne la possédèrent et n'y eurent aucun droit que sous le bon plaisir du seigneur. Ainsi d'un seul coup l'ordre équestre s'empare de toutes les propriétés des paysans et empêche les bourgeois d'avoir des biens fonciers hors des villes. Ce fut une complète révolution sociale, économique et partant politique. Après quatre siècles, la Pologne en éprouve encore aujourd'hui les terribles conséquences.

X

Alexandre. — Statut alexandrin (1501-1506).

Les mêmes concurrents qui avaient déjà disputé la couronne à la mort de Kazimir IV, reparurent; mais la diète polonaise préféra un prince qui offrit d'unir d'une manière complète la Lithuanie à la Pologne. Éclairé sur ses vrais intérêts par tous les désastres qu'il avait éprouvés et que nous avons précédemment signalés, le grand-duché fit cette fois les premiers pas. Son sénat et ses seigneurs avaient renouvelé à Vilna l'union de Jagello, et à la nouvelle de la mort de Jean-Albert, ils envoyè-

rent une députation dont le chef était Tabor, évêque de Vilna, pour protester qu'ils voulaient conserver une alliance durable, et n'avoir plus désormais d'autre maître que le roi de Pologne. Aussi la diète élut Alexandre, frère de Jean-Albert et grand-duc de Lithuanie; mais Hélène, son épouse, ne fut pas reconnue comme reine, parce qu'elle professait le schisme grec.

La constitution du grand-duché acquit une stabilité qu'elle n'avait pas encore. Les Polonais et les Lithuaniens ne formèrent plus réellement qu'une seule et même nation, soumise au même roi nommé par la diète dont faisaient partie les grands et les nonces de Lithuanie. Les deux peuples eurent le même esprit, les mêmes prérogatives, une monnaie pareille, chacun conservant toutefois son code et son système judiciaire.

Alexandre fut sacré à Krakovie par le cardinal Frédéric, archevêque de Gnèzne. Les Moskovites, qui assiégeaient Smolensk, apprenant qu'il allait se rendre en Lithuanie pour les combattre, se retirèrent. Étienne, hospodar de la Valachie, s'étant emparé de la Pokulie, fut complétement défait. Les Tatars envahirent, à plusieurs reprises (1502), la Podolie, la Galicie, la petite Pologne, et emmenèrent un grand nombre de prisonniers; mais comme ils disparaissaient aussitôt, il était difficile de les atteindre. Les passions et les haines qui divisaient les grandes familles en Lithuanie troublèrent aussi la tranquillité de ce règne. Le kniaz Michel Glinski, issu des princes russiens, excitait la jalousie, et comblé des faveurs du roi, obtint de lui que le palatinat

de Troki fût retiré au magnat lithuanien Zabrzezinski, un de ses ennemis acharnés : nous verrons plus loin les terribles conséquences de cette lutte. Ces différends cependant furent momentanément apaisés à la diète de Brzesc-Litevski (1505).

D'ailleurs ces troubles intérieurs durent cesser à l'approche des Tatars qui avaient envahi de nouveau la Lithuanie avec des forces immenses. Ayant appris qu'Alexandre était mourant à Vilna, ils se dirigèrent sur cette ville dans l'espoir de le surprendre. Mais un cavalier lithuanien qu'ils avaient poursuivi dans la plaine, accourut porter la nouvelle de leur approche, montrant en témoignage son visage sillonné d'une blessure encore saignante. Glinski rencontra en effet aux environs de la ville une bande de Tatars avec lesquels il en vint aux mains, se mit à la tête de 7,000 cavaliers, et apprenant que les forces principales de l'ennemi étaient rassemblées près de Kleçk, dans le palatinat de Novogrodek, s'y rendit, et remporta une victoire complète sur ces hordes barbares. On dit qu'ils perdirent 10,000 hommes. Tout le butin fait par eux, prisonniers et trésors, leur fut repris. La nouvelle de cet éclatant triomphe fut apportée à Vilna au moment où Alexandre était à l'agonie. Ne pouvant plus prononcer une parole, il leva les mains au ciel et quelques larmes vinrent mouiller ses paupières. Il rendit le dernier soupir le 19 août 1506, et fut enterré à Vilna.

Sous son règne fût promulgué le *statut alexandrin*, qui anéantit les dernières prérogatives de la royauté et

constitua définitivement la Pologne en république, dont le gouvernement appartint à la noblesse. Complétant le statut de Kazimir IV, celui-ci porte que toutes les lois, les règlements d'administration publique, les déclarations de guerre, seront soumis aux délibérations et aux votes des assemblées autorisées, qu'à l'avenir le roi ne pourra rien statuer, disposer des domaines royaux ou les endetter sans le consentement du sénat et des nonces. De la sorte les diètes se trouvèrent investies du droit de vote et d'assiette des impôts, du droit de déclarer et de terminer la guerre, de battre monnaie et d'intervenir dans la surveillance des domaines royaux, ainsi que de la promulgation des lois et de la haute main sur les pouvoirs judiciaires.

Pour former une législation complète, un grand nombre de lois furent discutées dans les diètes de Piotrkov en 1503 et 1504 et dans celle de Radom en 1505, où les nonces terrestres abrogèrent plusieurs articles de la législation teutonique, qui prescrivaient le jugement de Dieu et autres dispositions semblables. Réunissant et harmonisant les lois promulguées par Kazimir le Grand, Vladislav Jagello, Kazimir IV et Jean-Albert, on confirma les statuts de Vislica, de Varta, de Niesza et plusieurs autres, et on composa de tout cet ensemble un seul volume que le chancelier Laski fit imprimer en 1506. Telle fut la grande œuvre législative du règne d'Alexandre.

La publication de ce statut qui devait à l'avenir obliger également toutes les parties de la république acheva la

coéquation de droit. Cette unité n'en impliquait pas moins une grande diversité. Chaque province avait ses coutumes, ses exceptions, ses variantes, ses correctures (*consuetudines, excerpta*) qui inscrites à la fin du volume ne dérogeaient cependant ni à la législation fondamentale, ni à l'organisation générale de la justice, ni aux règlements de l'administration. Il y avait aussi des diversités spéciales. Le clergé se distinguait par ses prérogatives et ses règles canoniques. Les Juifs jouissaient de leurs immunités et de leur juridiction. Les Arméniens observaient leur propre législation. Les villes conservaient leurs lois étrangères et étaient presque toutes exemptes de la loi terrestre. Une foule de professions avaient leurs statuts particuliers. Mais, malgré toutes ces franchises spéciales et locales, l'unité s'affermissait. La législation, qui tolérait tant de variétés, fixa suffisamment, de 1491 à 1506, le droit des personnes. Plus tard, elle s'occupa des biens, et multiplia sous ce rapport des statuts importants, mais sans parvenir à former un code systématique. La Lithuanie, plus heureuse, en avait un.

XI

Sigismond Ier (1506-1548).

§ I. — *Caractère de Sigismond. Situation de la Pologne.*

Assemblés à Piotrkov, les nobles polonais et lithuaniens élurent, d'une voix unanime, roi de Pologne,

Sigismond, frère de Jean-Albert et d'Alexandre, et grand-duc de Lithuanie. Quand il arriva à Krakovie, pour recevoir la couronne des mains d'André Rosa, archevêque de Gnèzne, toute la population accourut à sa rencontre et fêta sa venue par de splendides illuminations. Il fut couronné le 24 janvier 1507.

Déjà célèbre par ses grandes qualités, Sigismond Ier, dit le Vieux, mérita d'être compté au nombre des grands rois. Il fut craint et respecté de toute l'Europe. Les papes Jules II, Clément VII, Paul III, Léon X, lui donnèrent des marques de leur considération; l'empereur Maximilien rechercha son alliance; Charles-Quint et François Ier briguèrent ses suffrages pour l'élection à l'empire; Selim le respecta, Soliman le redouta. Il fut au premier rang dans ce siècle pourtant si fécond en célébrités de tout genre; et Paul Jovius dit de lui: « Si Charles-Quint, François Ier et Sigismond Ier n'eussent pas régné en même temps, chacun d'eux eût été digne de régner sur les États des deux autres et d'avoir à lui seul l'empire du monde entier. »

Dès 1519 la couronne d'Allemagne lui fut promise par les bulles du pape Léon X. La Hongrie lui offrit son trône, après la mort de Louis II; deux fois, en 1522 et 1526, la Suède le pressa d'accepter le sien. Mais il refusa toutes ces offres pour donner entièrement ses soins à la prospérité de son pays. Monarque juste et éclairé il eut sans cesse en vue le bonheur du peuple, et fit preuve d'un talent remarquable en dirigeant, pendant son long règne de 42 ans, la turbulente Lithuanie et la

fougueuse noblesse de Pologne. Il aimait l'ordre et la paix. D'un aspect imposant et gracieux, d'une force telle qu'il brisait entre ses doigts un fer à cheval, il était doux et indulgent, bien que sachant soutenir avec dignité son autorité. Attentif à ses devoirs, infatigable dans son zèle pour le bien public, heureux dans le choix des hommes capables, il contribua à donner une vive impulsion à la civilisation de son époque. S'associant aux progrès de l'humanité et aux dispositions de l'esprit civique, il sut se rattacher tous les cœurs.

Il arrivait cependant au milieu de circonstances difficiles. Nous avons vu quelle transformation profonde et déplorable s'était opérée dans la condition des bourgeois et des paysans, désormais de plus en plus asservis par la noblesse. La Lithuanie avait fait des pertes immenses; l'Ordre teutonique refusait de nouveau l'hommage et élevait certaines prétentions; la guerre impolitique de Jean-Albert contre les hospodars de Moldavie et de Valachie avait altéré la fidélité de ces vassaux, qui s'armèrent souvent contre la république; l'empereur d'Allemagne, Maximilien, jaloux de voir les sceptres de Bohême et de Hongrie sous l'influence des rois polonais, favorisait les agressions des Teutoniques et de la Moskovie. Les Tatars de Pérékop, hier encore sujets de la Pologne, la dévastaient maintenant de leurs invasions incessantes. Les Turcs, après s'être emparé des ports et forteresses sur le Danube et la mer Noire, étendaient leur puissance en Valachie et en Moldavie. Enfin les Moskovites, guidés par Michel Glinski, celui-

là même qui venait de sauver la patrie, allaient envahir la Lithuanie.

§ II. — *Révolte de Glinski. Guerre contre les Moskovites, les Valaques, les Turcs et les Tatars. Victoire d'Orsza.*

Michel Glinski, qui avait passé douze ans à la cour de l'empereur, qui jouissait sous Alexandre d'une si haute faveur et avait remporté l'éclatante victoire de Kleck, joignait à un courage éprouvé une grande expérience du métier des armes; mais son caractère fier et violent l'entraîna jusqu'à trahir sa patrie. Jean Zabrzezinski, précédemment dépossédé par lui, le dénonça à Sigismond comme ayant fomenté des brigues dans le dessein de se faire nommer grand-duc de Lithuanie, et de séparer cette province de la Pologne. Glinski demanda vainement à se justifier; toutes ses démarches furent inutiles. Il chercha à amener une conciliation par l'entremise de Vladislav, roi de Hongrie et de Bohême; mais Sigismond resta inflexible. Alors il résolut de se venger, pénétra la nuit, à la tête d'hommes qui lui étaient dévoués, dans la maison de Zabrzezinski, et le massacra de sa main. N'espérant point obtenir le pardon d'un tel crime, il se révolta, souleva une partie du peuple, ramassa des troupes, et voulut rétablir l'ancien duché des Russiens, renversé depuis longtemps par les Russiens eux-mêmes.

Sigismond envoya le palatin de Lublin, Nicolas Firley, apaiser la révolte, et alla bientôt lui-même comman-

der l'armée, renforcée à Brzésc des contingents lithuaniens et des volontaires tatars. Glinski, secouru par le grand-duc de Moskovie, s'était porté sur Vilna, et faisait le siége de Minsk; mais apprenant l'arrivée de Sigismond, et ne trouvant plus de partisans, il se retira à Borysov, où il fut rejoint par 60,000 Moskovites. Sigismond les dispersa, les poursuivit, se rendit à Smolensk, franchit la frontière lithuanienne, et arriva jusqu'aux murs de Moskou, dont il ravagea les environs. Le grand-duc, tremblant pour sa capitale, demanda la paix et l'obtint (1509) en restituant tous les châteaux et forts pris en Lithuanie. Glinski fut déclaré traître à la patrie, dépouillé de tous ses biens et proscrit.

Sigismond quitta Vilna, et se rendit à Piotrkov où siégeait en ce moment la diète, et y apprit que les Valaques, alliés aux Turcs et aux Tatars, ravageaient la Galicie et la Podolie, se jetant sur les villes et les mettant au pillage. Il envoya contre eux le palatin de Krakovie qui les chassa des terres polonaises et dévasta par représailles un grand nombre de bourgs valaques. Les Tatars, cette nation barbare que Salomon Neugebauer définit *gens fera, raptu vivere solita et pacis insueta*, reparurent, en 1512, en Galicie, au nombre de 24,000, et, suivant leur coutume, massacrèrent les vieillards, enlevèrent les jeunes gens et les jeunes filles, incendièrent les bourgades et pillèrent les châteaux et les villes. Le palatin de Krakovie les battit à Visniovice et en fit un grand carnage.

D'un autre côté, la guerre recommença bientôt avec

14.

les Moskovites. A leur tête, Glinski envahit de nouveau la Lithuanie, et après un long siége s'empara de Smolensk (1514), qui depuis resta au pouvoir de la Moskovie. Alors la diète de Radom vote d'enthousiasme les subsides nécessaires pour lever une armée et entretenir les milices envoyées par les villes et les campagnes; toute la jeunesse accourt sous les drapeaux; et la noblesse arrive avec son contingent de dix mille cavaliers. A la vue de cet élan national, Glinski sent le remords pénétrer dans son âme et cherche à obtenir son pardon. Les chroniqueurs racontent à ce sujet que Trepka, simple soldat, offrit de s'introduire dans le camp moskovite pour sonder le transfuge. Persuadés par sa noble hardiesse, on lui confie cette délicate mission. Il trompe les gardes du camp, pénètre déguisé jusque dans les rangs ennemis et cherche la tente de Glinski. Mais son air étranger, ses démarches, son langage, font concevoir des soupçons; on l'arrête, on le charge de chaînes, sans pouvoir cependant lui arracher son secret. Alors un brasier s'allume, l'infortuné est attaché à une sorte de broche, et l'horrible et long supplice qu'il endure ne lui arrache pas un cri de douleur. Lentement consumé, il meurt admiré de ses bourreaux eux-mêmes et emportant son secret dans la tombe.

Quoi qu'il en soit, Glinski, soupçonné d'entretenir des négociations avec Sigismond, fut jeté dans un cachot par le grand-duc de Moskovie, qui lui fit même, dit-on, crever les yeux avec un fer rouge. D'autres prétendent cependant que plus tard il jouit d'un grand

crédit à Moskou, et qu'après la mort de Vassil, en 1454, il fut l'un des tuteurs d'Ivan le Terrible. « Il n'y a point, dit Niemcewicz, d'injustice assez grave qui puisse justifier le plus grand des crimes, celui de combattre contre son pays. Mais si quelque chose peut diminuer ce crime et éveiller la pitié sur le sort de Glinski, c'est l'acharnement vil de ses ennemis, qui, lui ôtant tout moyen de justification, le poussa vers l'abîme par le désespoir. Lorsque repentant il tenta de réparer sa faute, ils le persécutèrent encore, et, au moyen de dénonciations, le perdirent, plutôt que de rendre au pays un guerrier redoutable. Tels sont les terribles effets de la jalousie et des dissensions entre les grands : en se persécutant entre eux, ils perdirent la patrie! »

Glinski jeté en prison, les hostilités continuèrent. Sigismond était à Borysov avec 4,000 hommes; ses lieutenants, Constantin, prince d'Ostrog, et Jean Suirczovitz, à la tête de 29,000 combattants, se trouvèrent seuls en présence de 80,000 Moskovites, qui méprisèrent leur petit nombre. Les deux armées se rencontrèrent près d'Orsza, sur les bords du Dnieper. Trois fois moins nombreux, les Polonais n'hésitent cependant pas à engager le combat, et remportent, le 8 septembre 1514, une victoire mémorable dans leurs fastes militaires. Artillerie, drapeaux, tout tomba en leur pouvoir; les commandants en chef moskovites, Ivan Tscheladine et Boulghakoff, 6 vaïevodes, 37 kniaz, et 1,500 officiers supérieurs furent faits prisonniers; et 30,000 Moskovites jonchaient de leurs cadavres ce champ

de bataille où, quelques instants auparavant, Tscheladine s'écriait : « J'apprendrai aux Polonais à respecter le nom et la puissance de mon maître. » C'est à Constantin d'Ostrog que revient la principale gloire de cette journée.

Mais, au lieu de profiter de cette importante victoire pour reprendre Smolensk et les possessions polonaises dont s'était emparée la Moskovie, Sigismond se contenta de laisser des garnisons dans les places fortes de la frontière, revint en Pologne et se rendit à Vienne.

§ III. — *Congrès de Vienne. Guerres contre les Moskovites, les Tatars et les Chevaliers teutoniques.*

Maximilien, empereur d'Allemagne, jaloux de la puissance des Jagellons qui possédaient la Pologne, la Lithuanie, la Bohême et la Hongrie, suscitait contre eux les Moskovites et les Chevaliers teütoniques, tandis que d'un autre côté il recherchait des alliances avec leur famille. Trompé dans ses vues par la défaite des Moskovites, il convoqua en 1515, à Vienne, un congrès auquel il invita Sigismond et son frère Vladislav, roi de Bohême et de Hongrie. Le fils de ce dernier, Louis, fut destiné en mariage à Marie, petite-fille de Maximilien qui fiança en même temps Ferdinand, son petit-fils, avec Anne Jagellone, fille de Vladislav. Il espérait ainsi acquérir à sa maison des droits sur les royaumes de Hongrie et de Bohême, et ne se trompa pas dans son attente. En échange de ces alliances avantageuses, il promit sa médiation auprès de Vasili, grand-duc de Moskovie, et s'en-

gagea à faire rentrer les Teutoniques sous la suzeraineté de la Pologne. Bien loin de tenir aucune de ces promesses, il ne cessa, au contraire, d'exciter à la guerre les Moskovites et les Chevaliers; et nous allons le voir envoyer même des secours d'hommes à ces derniers.

A son retour en Pologne, Sigismond se vit accablé de tous côtés. Sa femme, la reine Barbe, était morte. Son frère, Vladislav, roi de Bohême et de Hongrie, succomba bientôt à son tour (1516), lui laissant la tutelle de Louis, son fils mineur. La Lithuanie était ravagée par les Moskovites; la Podolie et la Galicie envahies par les Tatars. Le grand-maître de l'Ordre teutonique, Albert de Brandebourg, poussé par Maximilien, refusait, au mépris du traité de 1466, de prêter hommage au roi de Pologne et voulait s'emparer de la Prusse royale.

Sigismond se rendit en Lithuanie pour préparer une expédition contre les Moskovites. Mais il eut d'abord à combattre les Tatars, étranges alliés qui, après avoir promis leur concours dans cette guerre, commencèrent par ravager les terres polonaises de la Podolie et de la Galicie, envahirent ensuite, il est vrai, le territoire moskovite, et battirent les troupes de Vasili, mais ne trouvant que des forêts, retournèrent de nouveau piller la Podolie. Sigismond revint à Vilna l'année suivante (1517). Son armée pénétra très-avant en Moskovie. Mais, au retour, elle tenta vainement de prendre la citadelle d'Opotzka, entourée de tous côtés par les eaux de la Velicareka, et vigoureusement défendue par les Livoniens et les Moskovites qui firent éprouver de grandes

portes aux Polonais. Ces derniers reprirent l'avantage sous les murs de Poloczk où 2,000 des leurs mirent en fuite 7,000 cavaliers ennemis inopinément apparus. Pendant ce temps, les Tatars, devenus alliés des Moskovites, parcouraient la Valachie, entraient en Galicie, où ils mettaient au pillage Lublin, Belz, Léopol, et battaient près de Sokal, sur le Bug, les troupes polonaises envoyées contre eux et commandées par Ostrogski. Mais, craignant d'être écrasés par Sigismond qui gagnait rapidement Sandomir, à la tête des contingents du duché de Krakovie, ils se retirèrent de la Pologne.

Les Moskovites vaincus, les Tatars repoussés, la Lithuanie et la Galicie pacifiées, Sigismond fut encore forcé de prendre les armes pour réprimer la révolte de son neveu, Albert, grand-maître des Teutoniques, qui non-seulement refusait de reconnaître la suzeraineté de la république, mais avait déjà commencé les hostilités. Son territoire fut envahi, et divers combats livrés sans résultats définitifs. C'est alors que Maximilien, au lieu d'aider la Pologne, comme il s'y était engagé au congrès de Vienne, envoya au secours des Chevaliers un corps de troupes commandé par Schomberg. Malgré cet appui, une campagne suffit pour faire réfléchir Albert dont les ressources étaient épuisées : pressé d'ailleurs par la Prusse que traversaient et ravageaient en tous sens l'armée ennemie et les mercenaires de l'Ordre et qui voulait la fin de la guerre, il demanda une trêve de quatre ans, qui lui fut accordée.

Maximilien fit alors épouser à Sigismond, Bone Sforza,

fille de Jean Galeazzi, duc de Modène, et d'Isabelle d'Aragon. Cette Italienne, comme nous le verrons, prit sur son mari le plus fâcheux empire et sema la division partout en Pologne. Ce fut le dernier don de l'habile empereur, qui mourut peu de temps après, en 1520.

§ IV. — *Election à l'Empire. Duché de Kœnigsberg. Mazovie. Valaques. Traités de paix.*

Par suite de la mort de Maximilien, on dut procéder à l'élection d'un empereur d'Allemagne. Le jeune Louis, fils de Vladislav, y prit part, en envoyant son représentant à la diète de Francfort; et le roi de Pologne, son tuteur, ayant droit à l'administration de la Bohême, y concourut également par ses deux ambassadeurs, Raphaël Leszczinski, évêque de Przemisl, et Mathias Drzevicki, évêque de Vladislav. François Ier, roi de France, qui briguait l'Empire, envoya Jean de Langeac en Pologne solliciter pour lui la voix de la Bohême. Mais Sigismond, doué d'un carectère généreux, et oubliant tous les torts de l'empereur défunt pour ne favoriser que les droits de son petit-fils Charles-Quint, déjà roi d'Espagne, répondit que ni l'honneur, ni l'intérêt, ni les convenances ne permettaient à son neveu de se prononcer contre Charles, son beau-frère, et que quant à lui il ferait tout pour l'élever à l'empire. En dépit de tant de loyauté, Sigismond fut bientôt déçu de l'espoir qu'il avait d'obtenir de Charles-Quint des secours contre les Turcs qui menaçaient la Hongrie.

Vers cette époque l'Ordre teutonique presque en entier abjura la foi catholique pour embrasser le luthéranisme. Albert suivit cet exemple. Abandonné par les Prussiens, par les Chevaliers eux-mêmes et par l'Empire, il renonça publiquement à la dignité de grand-maître, chassa de la Prusse tous les commandeurs, officiers et chevaliers restés catholiques, et, violant ses vœux solennels, épousa Dorothée, fille du roi de Danemarck. Dès que l'Ordre cessait ainsi d'exister, la Prusse entière redevenait nécessairement province polonaise; et le chef de ce corps monastique qui, en abjurant, abdiquait par là même tous ses droits, n'avait plus rien à réclamer. Cependant Sigismond, tout en reprenant ce que l'Ordre possédait encore de la Prusse, le confia en fief au même Albert, son neveu, à titre de duché de Kœnigsberg, qui devait rester dans sa famille tant qu'il y aurait des descendants mâles. L'ancienne Poméranie de Dantzik, nommée Prusse royale, demeura, comme elle l'avait été de tout temps, partie intégrante du territoire polonais ; et le duché de Kœnigsberg, appelé Prusse ducale, reconnaissait lui-même la suzeraineté de la Pologne, à laquelle Albert vint prêter publiquement foi et hommage, à Krakovie, le 5 avril 1525, ajoutant à son serment de fidélité l'engagement de lui fournir des troupes à la première réquisition. Deux siècles plus tard, cette Prusse ducale érigée en royaume, commença à former la nation prussienne qui, de vassale de la Pologne, devait devenir son bourreau.

Ainsi disparut cet Ordre teutonique qui, à l'époque de sa puissance, vers 1407, possédait 55 villes bien forti-

fiées, 48 châteaux, 18,368 villages, 640 paroisses, 2,000 domaines, avait des revenus ordinaires s'élevant à 800,000 ducats, et compta sous ses bannières jusqu'à 150,000 combattants à la fois. Cet Ordre était composé d'un grand maître, d'un grand maréchal, 4 évêques, 28 komtours supérieurs régissant les terres, 46 komtours inférieurs, 81 commandeurs, 39 chefs de pêche, 93 chefs de moulins, 37 receveurs et 3,662 frères inscrits.

Au moment de l'extinction de l'Ordre teutonique, en 1426, le duché de Mazovie après avoir formé, depuis Conrad Ier, et pendant 318 ans, un des fiefs de la Pologne, fut définitivement réuni à la couronne par la mort de son dernier duc, Janus, issu des Piast.

Après quelques années de paix, un nouveau conflit s'éleva entre Sigismond et l'hospodar de Valachie ; et en 1531, 4,000 Polonais, commandés par l'hetman Jean Tarnovski, défirent complétement, à Obersztein, 22,000 Valaques dont toute l'artillerie et les munitions tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Cette bataille fut suivie d'une trêve.

Sigismond du reste s'efforçait d'établir et de consolider la paix de toutes parts. Mais avec les Turcs elle n'était jamais assurée ; les chrétiens et les musulmans se considérant comme ennemis éternels et irréconciliables, ne faisaient que des trêves, encore ne se croyaient-ils pas obligés de tenir mutuellement leurs engagements. Sigismond réussit à détruire cette prévention et à gagner si bien la confiance des Turcs, qu'il les amena à conclure, en 1533, une paix durable et très-avantageuse à la Polo-

gne, puisqu'elle lui garantissait la souveraineté de la Moldavie, la libre navigation de la mer Noire et empêchait les irruptions des Tatars sur son territoire. Rassurées de ce côté, la Podolie et l'Ukraine se peuplèrent et augmentèrent la force, la richesse et la prospérité de la nation. L'année suivante, en 1534, Sigismond conclut aussi avec les Moskovites une trêve plus longue qu'auparavant.

§ V. — *La reine Bone. Guerre aux poules.*

Au milieu des prospérités de ce grand règne, une femme seule semait et entretenait partout la discorde, et cette femme c'était la reine elle-même, Bone, ce triste présent de Maximilien, et que ses contemporains caractérisaient ainsi, dans le distique suivant :

Ut Parcæ par sunt, ut luci lumine lucent,
Ut bellum bellum, sic bona Bona fuit.

« Elle souffla, dit Lelevel, des dissensions parmi les nobles et surtout entre les frères aînés et les frères cadets. On appelait frères cadets la noblesse pauvre, nommés aussi les frères gris, parce qu'ils portaient l'habillement de couleur grise ; leur joupane et leur robe de dessus étaient gris. On appelait frères aînés les seigneurs riches et opulents dont plusieurs formaient le projet de rompre la fraternité civique qui les unissait avec la noblesse, de s'élever de fait et de droit au-dessus de leurs frères cadets et de composer une classe particulière. A l'exemple des Radzivill, en Lithuanie, qui obtinrent en 1518, de l'empereur d'Allemagne, le titre de

prince, plusieurs seigneurs recherchaient aussi les titres allemands des comtes de l'Empire. La plupart des seigneurs dédaignèrent l'offre de ces titres, comme contraires aux lois nationales, estimant plus la dignité de la noblesse nationale que celle de titres étrangers. D'autres créaient des majorats (ordinations) pour assurer la possession de leurs biens fonciers à un seul héritier de leur nom. Sigismond n'aimait pas ces distinctions dans la noblesse, s'y opposait formellement, mais l'esprit aristocratique ne se décourageait point et imagina, pour conserver la distinction que des fortunes immenses leur donnaient, de créer l'ordre des magnats, état plus haut que celui de la noblesse. Le mécontentement fut la suite de toutes ces machinations. Les seigneurs mêmes étaient désunis entre eux, et Bone ne laissant point passer l'occasion d'en profiter, s'efforçait d'envenimer encore ces querelles. L'hetman, comte de l'empire, Jean Tarnovski, haïssait le palatin de Krakovie, Kmita. Ce dernier, parce qu'il n'avait pas de titre de comte, jouissait d'une grande prépondérance sur les frères cadets et sur tous ses partisans. La reine protégeant les gens lâches et méchants, les élevait aux emplois, cherchait elle-même à ramasser de l'argent et à l'amonceler dans son trésor. Elle s'occupait de l'éducation de son fils Sigismond-Auguste. Il semblait même qu'elle lui donnât de mauvais principes avec intention. Elle le retenait dans la société des femmes et l'amollissait. L'héritier d'une vaste monarchie perdait le temps de sa jeunesse aux divertissements du jeu et à des occupations frivoles, au

lieu de se rendre capable de remplir dignement la place importante à laquelle il était destiné. Ces circonstances occasionnaient de justes plaintes. Bone et plusieurs seigneurs se fâchaient contre le roï parce qu'il les contrariait ; la noblesse exprimait son mécontentement de ce qu'il ne s'empressait pas assez à réprimer le mal, dont chaque jour allait aggraver les conséquences. » Bone elle-même recevait parfois de dures réponses. Elle trafiquait non-seulement des dignités de l'Etat, mais encore de celles de l'Eglise. Or, un jour, emportée contre l'évêque de Krakovie, Zebrzidovski, elle l'interpella en ces termes : « Prêtre, toi qui as acheté l'évêché... — Oui, repartit l'évêque, je l'ai acheté parce qu'il était mis en vente. »

Vers la fin de 1535, au moment même où les intrigues de la reine Bone avaient aliéné tous les esprits, mis partout la discorde et amené un désaccord complet entre la nobesse et le roi, trop faible pour sa femme, les Valaques, ayant réparé leurs pertes, envahirent la Podolie, pénétrèrent en Galicie, et y firent impunément de grands ravages. Il était urgent d'envoyer contre eux une expédition militaire. Mais la diète, agitée de ses dissensions intestines, refusa les impôts nécessaires pour solder l'armée. Sigismond ayant fait appel à la pospolite, 150,000 hommes se réunirent sous les murs de Léopol : on n'avait pas encore vu en Pologne, dit l'historien Orzechowski, témoin oculaire, une armée aussi nombreuse et aussi bien montée en chevaux et en armes. Avec ces forces, Sigismond aurait certainement soumis la

Valachie et la Moldavie, et les aurait pour jamais incorporées à la Pologne.

Mais, malgré les efforts de Jean Tarnovski, cette armée déclara qu'elle ne marcherait pas contre l'ennemi avant que le sénat et le roi n'eussent fait droit à ses griefs, et en présenta à Sigismond un résumé en 35 articles, par lesquels, après s'être plaint des impôts, elle demandait, entre autres choses, que la propriété territoriale fût interdite aux bourgeois et aux étrangers; que la noblesse ne fût pas frappée des mêmes peines que la bourgeoisie pour délits commis dans les villes, etc. Le vieux roi répondit à toutes ces demandes avec bonté, accorda les unes et remit les autres à l'examen de la diète prochaine. La plupart de ces griefs d'ailleurs parurent mal fondés au sénat. Enfin, après quarante jours de contestations, l'exaspération des esprits était à son comble. La masse de la noblesse s'assembla aux environs de Léopol, chacun apportant des parchemins, des papiers et des plaintes contre le roi, la reine, le sénat, les magnats. Exposés aux injures de l'air, ils tonnaient contre les seigneurs qui voulaient s'élever au-dessus d'eux; le vacarme allait croissant, et ils étaient sur le point de recourir ouvertement aux armes, quand un orage terrible et une pluie abondante survinrent et forcèrent tout le monde à se disperser. Riches, pauvres, maîtres, domestiques, et toute la noblesse indistinctement, coururent confusément se réfugier sous les toits de la ville. Mais quelques jours après, les frères cadets se réunirent de nouveau en plein champ,

et rédigèrent un acte nommé *rokosz*, ou insurrection, dans lequel ils exprimaient leurs plaintes et leurs demandes.

Sigismond ne pouvant réussir à calmer les mécontents, les congédia, et dut ainsi renoncer à l'expédition projetée en Moldavie. L'opinion publique s'en vengea en appelant cette réunion la *guerre aux poules*, parce qu'elle n'eut pour résultat que la destruction complète de la volaille aux environs de Léopol.

§ VI. — *Etat de la Pologne. Mort de Sigismond Ier.*

L'état social et politique où était alors arrivée la Pologne se révèle déjà par les faits qui précèdent. La noblesse, toute-puissante, dominait le roi et le sénat réunis. Mais elle-même était divisée. Dans toutes les diètes rassemblées jusqu'à la fin du règne de Sigismond, des dissensions éclatèrent, et il fut impossible de mettre d'accord le sénat et les nonces. Les choses en vinrent au point qu'après la diète de Krakovie, en 1545, le roi fut obligé de prendre sur les revenus de ses châteaux et des domaines ecclésiastiques pour entretenir les troupes cantonnées en Galicie. Les frères aînés, ou les seigneurs opulents, voulaient absolument devenir magnats, et, par des distinctions, des titres nouveaux et des majorats, s'élever au-dessus des autres nobles. Les starostes et les palatins se permettaient des abus dans l'exercice de leur autorité sur les villes. Jaloux des prérogatives de leurs aînés, les frères cadets, ou le reste de la noblesse, faisaient cependant cause commune avec eux contre le clergé, les bourgeois et les kmetons.

Toute la noblesse, en effet, s'unit pour restreindre le pouvoir du clergé et la juridiction épicopale. On voulut même faire sortir les évêques du sénat.

La lutte de la noblesse contre la bourgeoisie datait de longtemps, fut constante, acharnée, et porta sur tout. Nous l'avons déjà vu interdire, dès 1496, aux plébéiens, c'est-à-dire aux bourgeois et aux paysans, la propriété rurale et les prélatures. Elle décréta en outre que « quiconque abandonne les armes et l'agriculture pour s'adonner à de vils métiers, mesure avec l'aune et pèse avec la livre, perd sa noblesse. » Elle ne cessa d'empiéter sur les franchises et les immunités des bourgeois. En 1538 et 1543, elle ordonna la dissolution des associations, confréries et corps de métiers dans tous les bourgs et villes, sous prétexte qu'ils portaient atteinte à sa liberté. Deux fois, en 1537 et 1548, les nonces chassèrent de leur chambre les députés bourgeois, et deux fois Sigismond les replaça sur leurs siéges en vertu des priviléges qui les incorporaient à l'ordre équestre; mais ne pouvant plus conserver leur poste avec dignité, ils finirent par se retirer. Plus tard, la violence des nobles exclut, même des diètes provinciales, les représentants des villes.

Quant aux kmetons, ce fut bien autre chose encore. Non contente de les avoir dépouillés de toute propriété et de toute liberté, la noblesse les réduisit bientôt à l'état de véritables serfs, proclamant hautement qu'elle avait droit de vie et de mort sur ses paysans.

Telle était la situation de la Pologne sous ce règne

dont la gloire et la prospérité extérieures cachaient ces germes de dissolution latente. A cette époque, la prétendue réforme protestante commençait à faire ces effroyables ravages dont nous avons tracé dans notre Introduction une rapide esquisse, et faisait ruisseler le sang humain par torrents sur tous les points de l'Europe. Les rois se combattaient entre eux et faisaient la guerre à leurs peuples. Sigismond seul établit la paix avec ses voisins et entretint la bonne harmonie entre les habitants de la Pologne et ceux de la Lithuanie, qui n'eurent plus aucune contestation et s'identifièrent complétement.

Sous ce règne, l'agriculture et l'industrie prospérèrent, les richesses s'accrurent, les villes s'agrandirent et devinrent plus florissantes, les monuments publics magnifiques, les colléges plus multipliés, plus célèbres et plus fréquentés, les habitations plus commodes, les campagnes mieux cultivées et plus fertiles; la population s'augmenta et le bien-être matériel fit de sensibles progrès, surtout dans les hautes classes. Les générations se formaient au service de la patrie. Les diètes fréquentes multipliaient les lois au point que ce règne en offre à lui seul autant que tous les précédents. La justice, comme la législation, était plus régulière, plus uniforme. En 1529, Sigismond donna à la Lithuanie, devenue de plus en plus puissante, un code en langue russienne, qui était alors la langue officielle de la chancellerie pour tous les pays lithuaniens et russiens. En Pologne, on sentait la nécessité de réunir, dans un seul code systématique et perfectionné, le

grand nombre de statuts écrits en latin; Sigismond voulut satisfaire ce désir, mais les divisions qui troublèrent la fin de sa vie l'empêchèrent de réaliser ce projet. Il sut combattre et même arrêter les empiétements de la noblesse, la fit rentrer par la persuasion dans le devoir, et s'efforça de relever la condition du peuple.

Son règne fut, avec le suivant, comme nous le verrons bientôt, le siècle d'or de la littérature polonaise. Les grands capitaines, les savants, les publicistes affluaient alors en Pologne. On vit briller par leur éloquence les chanceliers Maciéjovski et Tomicki ; par leurs exploits, Constantin d'Ostrog, Jean Tarnovski, Kamiéniecki, Nicolas, Georges et Jean Radzivill, Firley et Ostafi Daszkieviez. De nombreux artistes, venus d'Italie, propageaient le goût des arts; et les sciences prirent un nouvel essor.

Sigismond Ier avait désigné d'abord son fils, Sigismond-Auguste, comme grand-duc de Lithuanie. Bientôt après, à la diète de Piotrkov, en 1529, il parvint à le faire proclamer roi de Pologne, mais sous la condition expresse que celui-ci ne prendrait aucune part au gouvernement du vivant de son père, et que ce choix anticipé ne porterait aucune atteinte à la libre élection des rois dans l'avenir. Après avoir régné 42 ans, Sigismond mourut à Krakovie, le 1er avril 1548, âgé de 82 ans. La nation, qui l'aimait comme un père, prit le deuil pendant un an.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES.

LA POLOGNE EN PARTAGE.

LA POLOGNE FLORISSANTE.

COLLECTION BLÉRIOT.

HISTOIRE COMPLÈTE

DE

LA POLOGNE.

Saint-Cloud.—Imprimerie de Mme Ve BELIN.

HISTOIRE COMPLÈTE

DE

LA POLOGNE

DEPUIS SES PREMIÈRES ORIGINES JUSQU'A NOS JOURS

LOIS, — MŒURS, — INSTITUTIONS,
ÉTAT SOCIAL, — POLITIQUE, — INTELLECTUEL, — MILITAIRE,
INDUSTRIEL, — COMMERCIAL, ETC.,

Par C.-F. CHEVÉ 1813-1875

TROISIÈME ÉDITION

Tome second.

PARIS
CH. BLERIOT, EDITEUR
QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 55

1864

INTRODUCTION.

I

PROPHÉTIE DE VERNYHORA.

En 1768, lors de la confédération de Bar, quatre ans après le premier démembrement de la Pologne, Vernyhora, kosak d'au delà du Dniéper, austère pénitent auquel quatre-vingt-dix ans d'une vie pieuse avaient acquis une haute renommée de sainteté, était sur son lit de mort à Parchomowka, en Ukraïne. Après avoir fait ses adieux à son fils et à tous ceux qui l'entouraient, accourus par d'étranges pressentiments, il s'affaissa et ses yeux se fermèrent. Mais peu après il se releva. Son regard brillait d'une lumière surnaturelle, et au-dessus de sa tête scintillait une clarté semblable à l'auréole des saints. A cet aspect, comme devant une vision miraculeuse, chacun inclina le front, et, joignant les mains, recueillit ces paroles prophétiques du paysan de Makiedan :

« Pologne, ô ma patrie! que ton sort est à plaindre » aujourd'hui! — Le sang de tes fils va se répandre » abondamment; — des tertres majestueux s'élèveront » avec leurs ossements; — la dévastation, le désespoir » et une désolation immense vont s'étendre sur ton sol;

» — *trois vautours étrangers et voisins te déchireront à* » *trois reprises différentes — et tu succomberas* (1). Les » efforts de tes fils polonais seront vains; ton roi d'au- » jourd'hui finira honteusement comme il a commencé, » en se vautrant à la cour de la tzarine moskovite (2). » — O ma patrie! tu gémiras longtemps sous le joug des » étrangers; on transportera une grande partie de tes » enfants en esclavage dans d'immenses régions dé- » sertes (3), l'autre partie (4) ira dans des pays lointains » mendier par le verbe et au prix de son sang (5) un » secours pour une mère malheureuse. — Après une » longue série d'années, apparaîtra le géant de l'Occi- » dent (6) et l'espoir luira pour la Pologne (7). Les Po- » lonais combattront contre leurs oppresseurs sur la » terre polonaise (8)... Mais cet espoir aura lui et s'éva- » nouira comme une étoile descendue du ciel. — Ce- » pendant, ceux qui avaient déchiré la patrie diront: « —Mais l'aigle blanc vit toujours et le royaume de Polo- » gne aussi, » — et les faibles se feront illusion par cela (9), » et même il s'en trouvera qui béniront les assassins de » la patrie (10). Mais le tzar mauvais, avide de verser le » sang de ses sujets, s'asseoira sur le trône des Jagel- » lons (11), et prouvera que la fausseté n'est pas la vé-

(1) Les trois partages de 1773, 1793, 1795.
(2) Stanislav-Auguste Poniatovski.
(3) La Sibérie, le Caucase, etc.
(4) L'émigration.
(5) Les légions polonaises.
(6) Napoléon.
(7) Duché de Varsovie.
(8) De 1806 à 1813.
(9) De 1815 à 1830.
(10) Parti russe, autrichien.
(11) Nicolas.

» rité. La nation polonaise s'insurgera dans toutes les
» parties de la terre polonaise (1); mais l'union, l'ordre
» et l'homme (c'est-à-dire le chef) lui feront défaut, et,
» comme naguère, elle succombera encore une fois. Les
» Polonais, les uns comme les aiglons après la destruc-
» tion de leur aire, iront vers un lointain pèlerinage; les
» autres, dans les exils et dans les esclavages, compte-
» ront les jours avec douleur. La Pologne, imprégnée du
» sang de ses enfants (2), engraissée par leurs cadavres,
» subira longtemps, bien longtemps le poids des fers
» oppresseurs jusqu'à ce qu'enfin arrivera l'époque où
» l'Anglais prodiguera l'or, le Français secourra et forti-
» fiera, les musulmans abreuveront leurs chevaux à
» Horyn, les Polonais, nombreux comme les arbres des
» forêts lithuaniennes, comme les grains de sable des
» bords de la Vistule, comme les trombes des steppes,
» se lèveront et combattront leurs ennemis. La première
» victoire remportée par les Polonais aura lieu dans les
» plaines de Hanczazycha (en Volynie, près du vieux
» Konstantinov), la seconde non loin des tertres de Piat
» et Perepiat (près de Povolocz, en Ukraïne), la troi-
» sième près des sept tertres (aux environs de Hubuik,
» en Podolie), la quatrième et la dernière victoire entre
» Bzeszczov et Jancza (Bzeszczov, petite ville de l'U-
» kraine, sur les bords du Dnieper; Jancza, forêt noire
» à une demi-lieue de Rzeszczov). Le Dnieper tout en-
» tier sera teint de sang; il chariera les cadavres des
» ennemis qui viendront se briser aux barrages, et,
» depuis la mer Noire jusqu'à la Baltique, depuis les
» monts Karpathes jusqu'aux steppes de Nizov, il ne
» restera plus sur la terre polonaise ni un Allemand, ni

(1) Révolution de 1830-31.
(2) Sanglantes exécutions après la révolution de 1831.

» un Moskovite vivants, et la Pologne deviendra grande,
» puissante par tous les siècles! »

Cette authentique et populaire prophétie, qu'on dirait l'histoire même écrite d'avance, s'est accomplie mot à mot, lettre à lettre, et ses dernières lignes se réalisent au moment même où nous les transcrivons. Déjà « les Polonais, nombreux comme les arbres des forêts lithuaniennes, comme les grains de sable des bords de la Vistule, comme les trombes des steppes, se sont levés et combattent leurs ennemis » depuis sept mois. Déjà leur gouvernement national, partout substitué à la domination russe, et auquel désormais toute la Pologne obéit, a son armée, son trésor, ses tribunaux, ses représentants, son administration, sa justice, et nous sommes visiblement « à l'époque où l'Anglais prodiguera l'or, le Français secourra et fortifiera, et les musulmans abreuveront leurs chevaux à Horyn. » Bientôt éclàteront les quatre grandes victoires qui scelleront la délivrance définitive de la Pologne; bientôt, « depuis la mer Noire jusqu'à la Baltique, depuis les monts Karpathes jusqu'aux steppes de Nizov, il ne restera plus sur la terre polonaise ni un Allemand, ni un Moskovite vivants, et la Pologne deviendra grande, puissante par tous les siècles! »

II

La Pologne, centre géographique, politique et social de la république européenne.

Cette résurrection de la Pologne est voulue de Dieu parce qu'elle est en même temps la résurrection de tous les peuples et l'avénement de la république universelle dans le monde; ce n'est pas en vain que le drapeau

polonais portait gravé en lettres d'or : « Pour votre liberté et pour la nôtre. » C'est le drapeau de tous les peuples.

Remarquez, en effet, que la Pologne représente beaucoup moins une nation à part que le principe même de la fraternité et de la fusion des nations. D'abord elle n'a point de frontières naturelles et n'en peut avoir. De la Baltique à la mer Noire, des confins de la France, qu'elle touchait dès le IXe siècle, à ceux de la Turquie, dont elle possédait les provinces, elle s'est mue dans un cercle immense et pour ainsi dire sans bornes, qui embrasse la plus grande partie de l'Europe, et comprit presque tout entières la Prusse, la Russie, l'Autriche. Point de jonction de l'Orient et de l'Occident, du Nord et du Midi, elle fut le réceptacle de toutes les races, le forum de tous les peuples. Bohêmes, Allemands, Hongrois, Valaques, Lithuaniens, Prussiens, Russiens, Tatars, Arméniens, israélites, mahométans, comme nous l'avons montré dans l'Introduction du premier volume (p. XI-XIV). La race slave, qui en est la souche, représente à elle seule 100 millions d'hommes disséminés de l'Adriatique au nord de l'Amérique, de l'Archipel grec à la mer Glaciale, de la Bohême à l'Asie. Par sa situation géographique comme par son ethnographie et son histoire, elle est, si j'ose dire, « la nation commune, » prédestinée à être le centre de la fusion de toutes les autres.

Pour qu'elle accomplit ce grand rôle providentiel d'opérer en elle la fraternité universelle de tous les peuples, Dieu lui a fait une destinée singulière et qui n'a d'analogue nulle part. Il lui a enlevé depuis bientôt un siècle son territoire, le sol même de sa patrie, sans qu'elle cessât d'être de plus en plus compacte et vivante, et l'a dispersée comme un germe fécond sur tous les rivages du globe, dans toutes les contrées de la terre, parmi tous les peuples, afin qu'elle fût le lien de leur unité, et,

qu'éveillant par ses longs malheurs leurs profondes sympathies, elle fût le foyer de cette fraternité de tous, que sa cause devînt la cause du monde entier, et, qu'unis en elle dans cette universelle solidarité, ils commençassent dès lors, au rayonnement de son centre, cette fusion qui doit faire de tous les peuples un seul et même peuple. Ses légions, parcourant durant soixante ans, de 1796 à 1856, l'Europe et le monde entier, la France, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, la Russie, l'Algérie, la Hongrie, la Crimée, l'Égypte, Saint-Domingue; ses émigrants s'asseyant quatre-vingt-dix ans, de 1772 à 1863, au foyer de tous les peuples, de Londres à Constantinople, de la Suède à l'Amérique, tous exercèrent l'immense et glorieux apostolat qui devait préparer cette œuvre grandiose.

Mais ce n'est là qu'une préparation secondaire. Le rôle providentiel de la Pologne remonte plus haut et va plus loin. Il y a près d'un demi-siècle, Napoléon disait : « Dans cinquante ans, l'Europe sera république ou kozake. » En effet, depuis 1789 surtout, deux principes se disputent avec acharnement l'empire du monde : l'un est le prétendu droit divin des rois personnifié dans l'autocrate russe, à la fois pape, empereur et propriétaire de ses sujets et de leurs biens; l'autre est le droit des peuples, droit égal de tous à la chose publique (*res publica*), à tout par la libre activité de chacun. Or, de même que le premier est représenté par le tzar et le kozak, le second l'est par son éternel et mortel ennemi, la Pologne. Jamais, en effet, il n'y eut en Europe qu'une vaste république, dix fois séculaire, la Pologne; et cette république avait atteint l'apogée de son développement au XVI[e] siècle, trois cents ans avant que la France elle-même commençât à entrer dans cette voie. Elle possédait dès lors toutes les libertés dites modernes, libertés religieuses, civiles, politiques, sociales, son chef de

l'État électif, sa diète ou ses deux chambres, son parlement élu, avec mandat impératif et rendu de compte des représentants, ses diétines, ses franchises municipales, ses assemblées publiques spontanées et presque permanentes, ses associations, sa liberté individuelle presque sans limites, son veto, ses confédérations et rokosz, en un mot un ensemble complet de droits et de libertés qu'est très-loin de posséder, même à cette heure, ni la France, ni aucun pays de l'Europe. La Pologne se trouve donc de fait, historiquement et traditionnellement, l'incarnation vivante du principe démocratique qui, après avoir successivement triomphé chez tous les peuples, tend à les fédérer, à les unir dans un seul corps pour écraser l'autocratie dynastique, le tzarisme, et le faire disparaître à jamais. Elle se trouve ainsi par ce seul fait, comme par tous les précédents de sa constitution républicaine, la tête et le lien des peuples poursuivant solidairement ce but de l'établissement complet de la démocratie universelle dans le monde.

Centre naturel, géographiquement et historiquement, de cette république européenne préparée par son émigration et commencée depuis mille ans par ses institutions républicaines, la Pologne se trouve en même temps appelée à une tâche bien autrement vaste et profonde. Pour elle surtout, la question politique implique la question sociale; elle ne peut recouvrer son indépendance et triompher de la Russie qu'en procédant au partage du sol et de la richesse nationale entre les producteurs. C'est ce qu'a fait hardiment son gouvernement insurrectionnel dès son premier appel aux armes du 22 janvier 1863 et dans tous les manifestes qui l'ont suivi et où il ne proclame tous les principes démocratiques que comme simple introduction à cette révolution sociale, qui de la Pologne a déjà pénétré en Russie et dans les pays voi-

sins. De la sorte le problème de la propriété, à peine agité simplement en théorie chez les peuples les plus avancés, est ici posé en fait, et la Pologne seule se trouve le véritable représentant de la question sociale, comme elle l'est déjà de la question politique. Lien des peuples européens, comme centre naturel, géographique, historique et traditionnel de la république universelle, elle est en même temps le centre et le foyer de la solution des questions sociales qui bouleversent en ce moment tous les peuples jusqu'au fond de leurs entrailles.

Comment la Pologne se trouve-t-elle ainsi porter en elle l'idéal social et politique vers lequel tendent toutes les aspirations des peuples modernes? C'est ce que nous allons essayer d'indiquer.

III

IDÉAL POLITIQUE ET SOCIAL DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE.

Le mystère de l'Incarnation est la clef de toute l'histoire. Tout peuple vraiment digne de ce nom est un Verbe fait chair, une idée faite nation; et pour les nations comme pour les individus, une grande souffrance, longtemps et noblement supportée, est toujours le sceau d'une grande mission. C'est ce que la Pologne seule a parfaitement compris, et ce qu'exprime ainsi son célèbre poëte national, Krasinski : « Les nations, dit-il, sont voulues de Dieu, et sont conçues dans votre grâce, ô Jésus-Christ! A chacune d'elles vous avez donné d'en haut une vocation. En chacune d'elles vit une idée profonde qui vient de vous, qui est la trame de ses destinées. Mais, parmi les nations, il y en a qui sont élues pour défendre sur la terre la cause de la beauté céleste.

et pour donner au monde un évangélique exemple en portant, pendant de longs jours, leur lourde croix sur la route inondée de sang,... jusqu'à ce que, par une lutte sublime, elles aient donné aux hommes une idée plus divine, ô Seigneur, une charité plus sainte, une plus large fraternité; en échange du glaive qu'on a plongé dans leur poitrine. Telle est votre Pologne, ô Jésus-Christ! »

Nation-Christ, la Pologne devait passer par toutes les agonies de son long calvaire d'un siècle, pour être, au milieu de l'Europe chrétienne, le peuple rédempteur et martyr, comme Jésus avait été, au milieu du monde, le divin martyr, rédempteur de l'humanité. Comme lui, elle devait être crucifiée, elle devait mourir et passer trois fois trente années dans le tombeau, pour ressusciter ensuite à la vie d'éternité, et opérer ainsi la glorieuse résurrection des nations. C'est que le verbe, l'idée divine qui vit en elle est une œuvre aussi laborieuse qu'immense : c'est la constitution de la république chrétienne, l'édification de la société nouvelle basée uniquement sur l'esprit et les principes de l'Évangile, la formation de la cité populaire qui doit être l'Église faite institution sociale. Là est sa mission, son apostolat, son sacerdoce.

Cet idéal apparait dès le premier jour de sa naissance, et la marque, dès son berceau, de sa merveilleuse empreinte. En effet, la constitution primitive des Slaves semble, comme nous l'avons vu, la préface humaine de l'Eglise; et quand leur conversion au catholicisme y dépose le germe divin de l'Évangile, elle s'irradie et se développe, en dehors du vieux moule social païen qui enserre de ses dures étreintes toute l'Europe occidentale, et y crée une société fondée sur des principes jusqu'alors inconnus au monde.

Tandis que le reste de l'Europe emprunte au paganisme la monarchie absolue, héréditaire, irresponsable,

et considère le pouvoir comme un privilége et un droit de naissance, la Pologne en fait une simple fonction sociale, un service public, fonde et perpétue sa royauté élective, limitée, responsable et liée, vis-à-vis de la nation tout entière, par un contrat synallagmatique qu'elle ne peut rompre sans en dégager en même temps tous les citoyens. « Par ma foi, ces Polonais n'ont fait de moi qu'un juge! » s'écriait Henri de Valois surpris. « Vous, Polonais, disait un étranger, vous n'avez pas de roi. — Si, reprit le Polonais, nous avons un roi; mais chez vous, c'est le roi qui vous a. » Ce mot résume tout le contraste du pouvoir comme service et devoir, et du pouvoir comme privilége et droit. « Le roi de Pologne, disaient les Polonais, est comme celui des mouches à miel : il n'a point d'aiguillon, et ne peut faire de mal à ses sujets; mais il peut faire beaucoup de bien. » Dans le reste de l'Europe, où n'existait presque aucune assemblée représentative réelle, chaque peuple était gouverné; en Pologne, il se gouvernait lui-même par sa diète élue, chambres des nonces et sénat, par ses représentans, ses diétines, ses assemblées générales, provinciales, communales, conciles, colloques, *conventus*, *viece*, confédérations, réunions de toute sorte, tribunes permanentes, forum public d'une vie politique sans égale, et où se traitaient, avec une liberté sans bornes, tous les intérêts de la république, de la province, de la commune, des individus. En un mot, tandis que toute l'Europe occidentale était sous le joug du pouvoir absolu, la Pologne ne fut jamais en réalité qu'une vaste république; et, comme disait Procope dès le VIe siècle : « Les Slaves n'ont point de maître et vivent dans la démocratie. »

Ayant ainsi fait du pouvoir un simple service public électif, une simple fonction sociale responsable, et de l'État une république, la Pologne réalisa la liberté dans

une mesure telle, qu'aujourd'hui même encore nous avons peine à en comprendre la simple théorie. Cette liberté s'étendait à toutes les manifestations possibles de la conscience, de la pensée et de l'activité humaines; elle était réellement sans limites, car le respect des lois morales qui lui était imposé n'est que la condition même de son essor illimité. Elle l'était à ce point, qu'aucune loi, aucun vote, aucune majorité n'avait le droit de prévaloir contre elle. C'est pourquoi les décisions de la diète, représentant cependant la nation, devaient être prises, non pas à la simple majorité, mais à l'unanimité, *nemine contradicente*, et l'exclamation *zgoda* « d'accord » répondait aux trois demandes du maréchal. De là, comme conséquence rigoureusement logique, le *veto* ou la faculté pour tout homme, fût-il seul, de revendiquer la cause du droit, de la justice, de la vérité, de la liberté, au besoin contre tous; contre la nation tout entière, en prononçant ces simples paroles : *veto, sisto activitatem* (*nie pozvalam, nie ma zgody*), qui suspendaient et arrêtaient toute décision, même antérieure, si, après le temps laissé à la réflexion, l'opposant persistait et protestait; ce veto qu'un auteur polonais nomme « la prunelle de la liberté. » De là, bien plus, le droit pour tous les citoyens de s'élever au-dessus, non-seulement de la diète, mais de tous les pouvoirs constitués et de toutes les lois, pour en appeler de la légalité à la liberté, des autorités à la souveraineté inaliénable du peuple, en formant ces confédérations ou *rokosz* qui sauvèrent si souvent la Pologne, son indépendance, ses lois et ses pouvoirs eux-mêmes. Rien n'égalait la puissance de ce moyen. « Le petit mot *rokosz,* dit le chevalier d'Éon de Beaumont, avait autrefois tant d'ascendant sur l'ordre équestre que, pour peu qu'un gentilhomme (noble) s'avisât de le prononcer publiquement à haute voix, tous ceux qui l'en-

touraient étaient obligés, sous les peines les plus sévères, de s'attrouper autour de lui; comme ceux qui s'y rendaient répétaient ce cri, ces clameurs réitérées attiraient toujours de nouveaux camarades; ainsi, la bande grossissant à chaque instant, l'on voyait bientôt en armes une foule prodigieuse de noblesse. » Au fond, ces institutions étaient tout simplement l'application, l'incarnation vivante du droit absolu, droit de l'individu contre tous, nation, pouvoirs et lois; droit de la liberté contre l'oppression et l'injustice, de quelque part qu'elles vinssent. C'est ce que nous montrerons plus loin. (Voy. p. 84, 87, 109.)

Sans doute l'exercice de ces moyens extrêmes, admirable entre les mains de citoyens dévoués, pouvait enfanter des abus d'autant plus graves, d'autant plus dangereux que ces droits sont plus éminents, plus radicaux, *corruptio optimi pessima;* l'histoire de la Pologne le prouve assez, et personne n'a mieux signalé ces abus que les Polonais eux-mêmes. Mais ils répétaient : *in libertate labor, in servitute dolor ;* ils s'écriaient avec Raphaël Leszczinski : *malo periculosam libertatem quam quietum servitium.* Ils maintenaient le principe contre ses abus, le droit contre sa fausse application, et disaient avec Niemcevicz : « Les écarts de la liberté sont certainement graves; cependant, dans les commotions de la nation libre, il se manifeste un développement de capacité et de qualité, une certaine activité et la dignité de l'homme qu'on cherche en vain chez les peuples où il n'y a que le commandement et l'obéissance. » En un mot, malgré tous les périls attachés à l'exercice du droit ainsi appliqué dans son sens absolu, la république de Pologne fut la seule qui comprît et pratiquât cet Idéal suprême de liberté.

Possédant seule de tout temps l'Idéal du pouvoir et

de la liberté ou la vraie constitution politique chrétienne, la Pologne seule aussi fut de tout temps en possession de l'Idéal chrétien de la propriété ou de la véritable constitution sociale. A cet égard, comme à tous les autres, elle semble la prolongation de l'Eglise primitive de Jérusalem faite peuple. La propriété chez elle suivit la même condition que le pouvoir, appartint de droit et même de fait en commun à tous et à chacun, et fut considérée comme la manifestation même de la liberté unissant les hommes dans une action à la fois individuelle et collective pour la satisfaction de tous leurs besoins moraux et physiques, et le développement progressif, sous toutes les formes, de tout leur être et de toutes leurs facultés. Tandis que l'Europe occidentale, empruntant ses idées à la législation païenne, faisait de la propriété privée un droit absolu, emportant le souverain domaine de la chose, l'aubaine « le droit d'user et d'abuser, » la Pologne au contraire tire du génie slave et surtout du catholicisme l'idée de participation de tous à tout, n'impliquant pour l'individu qu'un droit de travail et de vie, d'usage, d'usufruit, de simple possession, principe qui se retrouve dans ses lois et ses institutions non-seulement à ses origines mais jusqu'au XVIIe siècle et même au delà sous une autre forme. Nous avons déjà démontré ce fait dans notre premier volume (p. 62-63), et le savant Lelevel l'a mis hors de toute contestation.

« Les idées, dit-il, de propriété générale et particulière s'unissaient. Si chaque particulier avait sa propriété, elle ne pouvait provenir que de la propriété générale. Les champs incultes, les landes et les bois, avec les arbres et le gibier qu'ils contenaient, étaient une propriété générale n'appartenant à personne et par cela même à toute la nation en commun. Et quoique, avec le temps, ces propriétés passassent entre les mains de particuliers

qui cherchaient à établir de certaines limites avec leurs voisins, il y avait cependant assez de propriétés communes qui appartenaient à un grand nombre de tribus, et, outre cela, des propriétés privées ou délaissées par leur mort sans héritier. Elles s'appelaient *puscizna*. Les propriétés de ce genre étaient ouvertes à toutes les personnes qui voulaient en prendre possession, ou bien on les adjugeait à l'Etat. Mais pourtant chaque propriété individuelle conservait toujours une marque de propriété générale. La coutume et la loi, adjugeant la possession de la propriété au propriétaire, autorisaient bien le fils à avoir sur les propriétés les mêmes droits que son père, quand le fils et le père restaient dans le même endroit. Mais cette coutume et cette loi n'étaient pas assez fortes pour assurer la transmission de la propriété de main en main par la voie d'héritage. Quand un père n'avait pas d'enfants, quand un homme quelconque était sans postérité, quand le sort ou les accidents avaient séparé la propriété du propriétaire, tout l'héritage, toute la propriété était regardée comme un *puscizna*, ou, pour mieux dire, comme une propriété sans maître dont le premier venu pouvait prendre possession. Il en résulta que le premier qui trouvait les choses jetées sur la mer ou sur le bord des fleuves se les appropriait; qu'après la mort d'un paysan sans héritier, son seigneur prenait sa *puscizna;* qu'après que le clergé fut introduit avec la religion chrétienne, lorsqu'un prêtre mourait, son plus proche voisin s'emparait de sa *puscizna*. Si le neveu prenait après son oncle une *puscizna*, ce n'était pas comme un héritage ou une succession, il la prenait et l'occupait comme *puscizna*, ce qui offrait beaucoup moins de difficultés.... Dans le principe, la propriété individuelle n'existe pas, et lorsque l'intérêt de puissantes familles cherche à l'introduire, ils ne reconnaissent en-

core la propriété des paysans et celle du clergé que comme on considérait auparavant toute propriété, comme une chose commune et publique, et se l'approprient par l'ancien usage de la *puscizna*, c'est-à-dire la séparation de la propriété d'avec le possesseur. »

Cette manière de concevoir la propriété est encore celle des pays slaves, et en ce moment même le gouvernement national de la Pologne répartit entre les cultivateurs, sauf indemnité aux anciens possesseurs, le sol appartenant en principe à tous, puisque la société seule en dispose; et bientôt la Russie elle-même sera forcée d'en faire autant pour ses serfs récemment émancipés. Si ce n'est pas là encore la constitution définitive de la mutualité universelle de la propriété la rendant par participation à la fois individuelle et commune, c'en est du moins le principe et le prélude, et ce principe d'où découlent tant de conséquences ultérieures, est celui que proclame depuis mille ans la législation polonaise.

Idéal de la constitution sociale comme de la constitution politique de la société nouvelle, la république de Pologne est donc sur tous les points la cité populaire de l'avenir, la république évangélique du monde chrétien.

IV

Idéal religieux et universel de la Pologne.

Cet Idéal social et politique ne fut pas en Pologne un fait accidentel et passager, l'œuvre d'un parti, l'éclosion soudaine d'une doctrine dont on connaît l'auteur, la date de naissance et qui est destinée à passer aussi vite que passent les hommes et les partis. Non, c'est la trame même de toute son histoire depuis plus de mille ans, l'œuvre de tous et celle de personne, la nature, la cons-

titution, l'originalité de la Pologne depuis son origine jusqu'à ce jour. C'est « sa vocation, son verbe, son idée profonde et divine. » Incarnation « d'une charité plus sainte, d'une plus large fraternité, » elle « a été conçue dans cette grâce, » et « est élue » pour donner au monde cette révélation « de la beauté céleste » dans ce type social.

Aussi ne comprit-elle pas cet Idéal seulement dans sa forme vide, mais dans son esprit vivant, dans son essence divine. « Nation gentilhomme, » qui avait proclamé tous les néophytes anoblis par le baptême, elle vit de bonne heure que l'homme n'est rien sans Dieu, la société rien sans l'Evangile, l'humanité rien sans l'Eglise, et qu'il faut au corps social comme à l'organisme individuel une âme qui la vivifie, et que cette âme c'est le Christ. Cet Idéal politique et social, qui nous semble encore au XIXe siècle le dernier mot de tous les progrès possibles, ne lui apparut dès le XVIe que comme un simple moule où il fallait introduire la vie par le catholicisme. Elle reconnut que l'unique solution de toutes les questions politiques et économiques est dans la religion. Elle comprit que la liberté implique l'esprit de sacrifice par lequel chacun se faisant tout à tous, l'indépendance individuelle n'est plus qu'un moyen de développer et de servir celle des autres ; que l'égalité implique la renonciation à soi-même par laquelle chacun se plaçant volontairement au-dessous de tous, s'élève uniquement par l'abnégation, substituant ainsi la hiérarchie du dévouement et de l'humilité à celle de l'égoïsme et de l'orgueil ; que la fraternité ou l'amour des hommes implique la foi ou l'amour de Dieu ; en un mot, que tout droit ne doit être que le moyen de l'accomplissement du devoir, tout bonheur que l'exercice d'une vertu, toute institution, toute loi que la pratique de la morale, toute

société qu'une application de l'Evangile, toute nation que l'Eglise faite peuple.

Dès lors lui fut révélé comment l'Idéal social n'est que l'Idéal religieux lui-même vu de son côté terrestre et des horizons du temps, comme la religion, à son tour, n'est que la divine société des âmes dans l'éternité. C'était la conclusion logique de toutes les prémisses de son histoire. Placée, comme nous l'avons montré dans la précédente introduction (p. XXVI-XXIX), complétement en dehors du vieux moule social païen, qui donna son empreinte à toute l'Europe occidentale, elle se développa tout naturellement en société chrétienne, et n'eut pour cela qu'à être elle-même. « Les lois canoniques de l'Église, qui obligeaient chaque chrétien, dit Lelevel, s'introduisirent, se mêlèrent et se confondirent avec les lois nationales de 930 à 1030. Dans les cent années qui suivirent, de 1030 à 1130, la douce influence du christianisme opéra de si grands changements que la législation polonaise devint pour ainsi dire une législation toute empruntée au christianisme.» C'est ainsi que la Pologne fut une société toute constituée chrétiennement. Mais c'est surtout après l'invasion momentanée du schisme et de l'hérésie, depuis le XVIe siècle jusqu'à ce jour, qu'elle reprit cette œuvre avec une ferveur inouïe, précisément lorsque le reste de l'Europe opérait le mouvement inverse.

Ce contraste frappant se révèle par tous les faits de l'histoire; mais il suffit d'en citer quelques-uns pour le faire suffisamment sentir. Voyez en effet. Les jésuites sont accueillis en Pologne et y acquièrent une immense prépondérance au moment même où ils sont successivement expulsés de tous les États de l'Europe occidentale et méridionale. En 1648, lorsque les sectes hérétiques, triomphant en Angleterre, allaient faire rouler sous le

billot la tête d'un roi, la république polonaise choisissait pour monarque un moine, un jésuite, un cardinal, Jean Kasimir ; et vingt ans après, en 1669, elle allait chercher dans un monastère de Varsovie un autre de ses souverains, Michel Koributt Visnioviecki. Les rois de Pologne, principalement d'Étienne Batori à Jean III, Sobieski, déploient le plus grand zèle pour l'extension du catholicisme, et se constituent les défenseurs ardents du Saint-Siége précisément à l'époque où les autres monarques de l'Europe se détachent de la papauté, l'entravent, la combattent, et se font les protecteurs et les propagateurs des doctrines hérétiques, philosophiques, incrédules. Ces doctrines sont d'autant plus discréditées et réprimées en Pologne, qu'elles acquièrent dans tous les autres pays de l'Europe une prépondérance plus considérable. Au XVIII[e] siècle, tandis que l'impiété, passant d'Angleterre en France, envahit tout, et que Voltaire et les encyclopédistes règnent partout en maîtres, la Pologne, sous la direction de ses évêques de Kiiov et de Krakovie, de ses piaristes et de ses moines, recrée dans son sein une science éminemment et profondément catholique. Au moment où la révolution de 1789 se prépare en France au cri sacrilége : « Écrasons l'infâme ! » la confédération de Bar, formée par des évêques, lève ses bannières représentant la vierge Marie et l'enfant Jésus; ses confédérés portent des croix brodées sur leurs habits, comme les croisés du moyen âge, et inscrivent sur leurs drapeaux : « Pour la religion ! » Depuis, dans ce siècle sceptique voué au culte de la matière et du plaisir, la Pologne est devenue la nation des saints; dans les longs malheurs de l'exil et les effroyables persécutions qui l'ont frappée, elle a transformé ses écrivains en prophètes bibliques, ses poëtes en voyants mystiques, sa foi religieuse s'est exaltée jusqu'aux scènes indescrip-

tibles du martyre de tout un peuple (1861), et à cette lutte sans nom où l'on combat au cri *Jésus, Marie!* où l'on va se confesser, communier, recevoir l'extrême-onction et mourir; où les mères assistent, calmes et joyeuses, à la mort de leurs fils, puis deviennent folles de douleur, en murmurant dans leur délire le nom de cette patrie qu'elles ont tant aimée...

On le voit assez, du XVIe siècle jusqu'à cette heure, le peuple polonais a repris une foi plus vive et plus profonde au catholicisme, à mesure que cette foi s'est affaiblie et éteinte de plus en plus dans les autres nations européennes pour faire place au rationalisme et au matérialisme. Ce sont deux courants allant en sens directement contraires : l'un remontant de la négation de la révélation au catholicisme le plus fervent, le plus soumis, le plus absolu; l'autre descendant de la ferveur religieuse la plus grande à la négation la plus complète non-seulement du christianisme, mais de toute religion.

Ainsi la nation qui porte en elle l'Idéal social et politique, objet de toutes les aspirations des peuples modernes, se trouve en même temps la seule nation complétement et éminemment catholique. Elle seule peut donc accomplir en elle la conciliation du catholicisme et de toutes les tendances de rénovation sociale et politique de notre époque. En même temps, comme nous l'avons montré dans notre Introduction du premier volume (p. XVI), elle est le point de jonction de l'Orient à l'Occident, « le centre glorieux d'irradiation d'où la civilisation catholique doit s'épancher des confins de l'Europe à toute l'Asie et à l'Afrique, le foyer dès longtemps préparé où toutes les parties brisées de la grande unité chrétienne doivent se rejoindre et s'unir pour retrouver une vie nouvelle, en se fondant au sein de l'Église et en donnant une complète satisfaction à toutes

les aspirations de l'esprit moderne. Là est le rôle, la mission, le sacerdoce de la Pologne; là est le génie de sa race, l'âme de sa nationalité, la raison inéluctable de sa reconstitution et le sceau de son éternelle durée. »

La question du rétablissement intégral de la Pologne n'est donc autre que la question même de la vie de l'humanité tout entière et de ses destinées providentielles résumées dans celles de ce peuple que le vieux Soltik bénissait de ses mains tremblantes, en murmurant au milieu des larmes : « Béni sois-tu, peuple héroïque ! » de ce peuple que Skrzynecki appelait « à la couronne du martyre; » de ce peuple auquel le pape Paul V disait : « Pourquoi me demandez-vous des reliques? Ramassez un peu de votre terre, il n'y en a pas une parcelle qui ne soit la relique d'un martyr; » de ce peuple enfin qui s'immolant depuis mille ans à l'amour de Dieu, de l'humanité, de la justice et de la liberté, chante ainsi du fond de son sépulcre l'hymne de la fraternité universelle : « Celui qui meurt dans l'amour transmet, à l'heure du martyre, son âme à ses frères; il survit dans le sanctuaire du cœur humain, et, chaque jour, chaque heure, il grandit dans la tombe (1)... »

Oui, je vous le dis, ce peuple est immortel, et il ressuscitera le troisième jour avec le Christ et par le Christ à jamais béni dans tous les mondes et dans tous les siècles!

Paris, 20 juillet 1863.

(1) Krasinski.

HISTOIRE COMPLÈTE

DE LA POLOGNE.

LA POLOGNE FLORISSANTE.

XII

Sigismond-Auguste (1548-1572).

§ I. — *Barbe Radzivill.*

Sigismond II, dit Sigismond-Auguste, déjà proclamé par la diète de Piotrkov, fut couronné le 26 juillet 1548. Il avait reçu de Bone, sa mère, une détestable éducation; mais séparé d'elle à sa majorité, formé au milieu des citoyens polonais et attentif à leurs conseils, il se montra bientôt juste appréciateur des hommes estimables. Après avoir perdu sa première femme, archiduchesse

d'Autriche, il s'était remarié en secret avec Barbe Radzivill, veuve de Stanislav Gastold, palatin de Troki. A son avénement au trône, il déclara ce mariage avant d'en donner connaissance aux États, et le fit célébrer publiquement à Vilna. Bone et les seigneurs accueillirent fort mal cette nouvelle et excitèrent l'animosité des nobles. Nicolas Dierzgovski, archevêque de Gnèzne, et le puissant palatin de Krakovie, Kmita, se mirent à la tête de la partie du sénat et des nonces qui demandaient la rupture de cette union. On reprochait en outre au roi d'avoir violé les lois de l'Église.

En 1549, à la diète de Piotrkov, le palatin de Lènczica attaqua violemment ce mariage, disant que jamais roi de Pologne ne s'était allié qu'à une maison royale, que l'État avait besoin d'alliances utiles et devait régler celles des souverains, qui, en Pologne, étaient élus pour régir et non pour commander, *reges in Polonia ad regendum, non ad imperandum elegi*, et que la nation ne pouvait accorder sa confiance à un prince qui signalait le début de son règne en sacrifiant les intérêts de la république à ses passions. Une députation fut envoyée à Sigismond-Auguste, qui résista, supplia, et répondit à Pierre Boratynski qui lui demandait, au nom de la diète, de se séparer de sa femme : « Comment pourriez-vous compter sur la bonne foi de votre roi, s'il manque de fidélité envers sa femme ? » Le primat Nicolas Dierzgovski lui fit, de son côté, des représentations dans le même sens, mais sans plus de succès.

Dans une des séances les plus orageuses, Sigismond

avait été attaqué en face en des termes non-seulement violents et injustes, mais blessants. Alors Pierre Kmita voulant prendre encore la parole, après un assez grand nombre d'orateurs, le roi, poussé à bout, s'écria : « C'est assez, j'exige soumission et obéissance. » Ces paroles, qu'on était si peu habitué à entendre, produisirent sur l'assemblée une stupéfaction difficile à décrire ; elle se leva tout entière avec un sentiment profond d'indignation, et un jeune nonce, Raphaël Leszczynski, se dressa sur son banc, et prononça ces mots avec calme et au milieu d'un profond silence : « Sire, oubliez-vous à quels » hommes vous prétendez commander ? Nous sommes Po- » lonais, et les Polonais, si vous ne les connaissez, se font » autant de gloire d'honorer les rois qui respectent les » lois, que d'abaisser la hauteur de ceux qui les méprisent. » Prenez garde, Sire, qu'en trahissant vos serments vous » ne nous rendiez les nôtres ; le roi votre père écoutait nos » avis ; et c'est à nous à faire en sorte que, désormais, » vous vous prêtiez à ceux d'une république dont vous pa- » raissez ignorer que *vous n'êtes que le premier citoyen !* » Toute l'assemblée applaudit à cette menace, et le roi fut obligé de se justifier, en exposant les raisons qui l'avaient porté à cet acte. On le voit, la Pologne n'était plus une monarchie, mais une république.

Sur l'avis de Jean Tarnovski, grand général de la couronne, et de Miciéiovski, évêque de Krakovie, une nouvelle diète fut convoquée dans cette ville l'année suivante (1550). L'affaire de Barbe y fut agitée de nouveau, et on prononça les discours les plus violents contre le

roi. Mais celui-ci y mit plus de douceur et d'habileté. Il gagna d'abord du temps, et détourna l'attention, en annonçant qu'ayant juré d'exécuter toutes les lois, les anciennes comme les nouvelles, il allait procéder avant toute chose à leur stricte application, en vérifiant les titres et les droits des seigneurs, faisant remarquer que plusieurs d'entre eux possédaient des starosties et cumulaient des emplois sans titre légitime, et causaient ainsi aux nobles de modique fortune un grave préjudice en les éloignant du service de la patrie. Ce sujet dès lors préoccupa exclusivement la diète, y suscita de grands débats, et on se sépara divisé, intimidé, sans prendre aucun parti, les magnats voulant maintenir leurs nouvelles prérogatives, et les autres désirant le rétablissement de l'ancienne égalité. Bref, la noblesse conclut qu'il ne fallait plus se préoccuper que de l'union, de la législation, de la réorganisation de la république, et reconnut le mariage du roi, qui fit couronner Barbe Radzivill à Krakovie, en entourant cette cérémonie de toute la magnificence imaginable.

Six mois après, Barbe mourut, les uns disent d'un cancer, les autres, du poison que lui fit donner Bone. Sigismond en fut profondément affligé, accompagna le convoi funèbre jusqu'à Vilna, prit ses vêtements de deuil qu'il ne quitta plus, et fit tendre de noir ses appartements de Kniszin où il se plaisait à passer son temps, nourrissant sa douleur par ce triste appareil. Il ne trouvait de consolation que dans le travail et l'accomplissement des devoirs de sa haute position. Assidu, infati-

gable, indulgent, ami de la paix, il fut appelé *roi du lendemain* parce qu'il formait ses projets avec lenteur et les ajournait, mais les exécutait ensuite avec vivacité et sans reculer devant les obstacles.

Malgré l'opposition de Sigismond-Auguste, et de la diète, la reine Bone se retira en Italie, emportant d'immenses trésors arrachés au pays par les moyens les plus odieux. Vingt-quatre chariots à six chevaux chacun, chargés d'or, d'argent et de choses précieuses, la précédèrent à Bari, dans la Pouille, où elle s'établit, et d'où elle prêta à Philippe II, roi d'Espagne, 433,000 ducats de Hollande, somme énorme pour le temps, et qui devait retourner à Sigismond, à la mort de Bone. Mais l'Espagne ne la lui restitua jamais, et le reste de l'héritage fut aussi perdu pour lui. Ces trésors, nommés *sommes napolitaines*, furent souvent réclamés par la Pologne, mais toujours en vain. L'Italien Jean Papagoda, favori de Bone, se délivra, en 1557, de sa maîtresse, après lui avoir fait signer un testament qu'il avait fabriqué. Le départ de sa mère avait délivré Sigismond de beaucoup d'embarras.

§ II. — *Hérésie. Troisième mariage de Sigismond-Auguste. Les tournois et la chevalerie en Pologne.*

L'hérésie, qui avait pénétré en Pologne dès le commencement du xve siècle avec les premières sectes hussites, y faisait alors d'immenses progrès et multipliait chaque jour, jusque dans la diète, le sénat et les plus hauts dignitaires, les innombrables sectateurs de Luther,

Mélanchton, Calvin, Zvingle, Socin, Jean Hus, Jérôme de Prague et mille autres. En même temps, les Tatars ravageaient la Podolie ; le vaivode de Valachie, ayant embrassé le mahométisme, envahissait le palatinat de Braclav ; et de toutes les frontières dégarnies de troupes arrivaient de tristes nouvelles.

Une diète fut convoquée à Piotrkov : le chancelier y exposa la déplorable situation du royaume, et demanda des subsides pour repousser l'ennemi. Alors, au lieu de chercher la cause des désordres et de l'affaiblissement de la puissance nationale là où elle était, c'est-à-dire dans l'action destructive des prétendus réformateurs, on entendit Raphaël Leszczinski, le même que nous citions plus haut, les attribuer au contraire aux évêques catholiques, qu'il ne craignit pas de dénoncer comme les agitateurs du pays, les tyrans de la noblesse, les fléaux de la nation. La diète applaudit, le roi laissa faire, et la juridiction épiscopale fut restreinte, bien qu'on reconnût encore que l'hérésie était du ressort des tribunaux ecclésiastiques.

A la diète suivante, réunie à Lublin en 1553, on sollicita vivement Sigismond de renouer son alliance avec la maison d'Autriche par un troisième mariage. Il céda aux vœux du sénat et épousa la sœur de sa première femme, Catherine, veuve du duc de Mantoue. A cette occasion, eurent lieu à Krakovie de somptueux tournois que Gornicki décrit ainsi : « Le porte-glaive Wolski combattit Kiezgal, noble lithuanien. La rencontre se fit à l'armée blanche, et les deux champions s'en tirèrent avec hon-

neur. Kosmowski croisa le fer avec l'écuyer d'honneur du duc de Prusse. Dans un tournoi à cheval, les combattants se trouvèrent vingt-quatre contre vingt-quatre, avec des boucliers et des lances. Après ces luttes du château, d'autres eurent lieu en ville, sur le marché public, en armure clouée; luttes dans lesquelles chacun pouvait, en se conformant aux règles affichées sur la porte du château, se mesurer avec quiconque se présentait sur la place; de sorte qu'il se trouvait obligé d'affronter deux ou trois champions avant de toucher la barrière. Et comme ils combattaient visière basse, chacun d'eux avait une marque sur son casque. Le roi et la reine, entourés de toute la cour, étaient placés sur une estrade construite à cet effet, et où se trouvaient déposés de riches prix pour les vainqueurs. Parmi les combattants, celui qui se distingua le plus, ce fut l'écuyer du duc de Prusse, déjà cité plus haut, et qui portait sur son casque une chaussure de femme. Le second prix fut adjugé au gentilhomme Kosmowski, brave champion, vainqueur de l'écuyer, à l'arme blanche, dans les courses du château. D'autres chevaliers polonais, allemands et prussiens, eurent aussi des prix, consistant en couronnes et bagues, que distribuait le roi, principal juge de la lutte. »

De semblables tournois eurent lieu à l'entrée de Henri de Valois, au mariage de Jean Zamoïski avec Griselda, nièce d'Étienne Batori, et à celui de Sigismond III avec Constance d'Autriche. Celui qui, dans ces joutes, acquit le plus grand renom, fut Zawissa, dit « le Noir, » à cause de la couleur de ses armes. La confiance universelle qu'il

inspirait fit naître ce dicton : « Fiez-vous à lui comme à Zawisza. » A la bataille de Golub, voyant les autres fuir, il se jeta au milieu des escadrons ottomans, suivi de deux cavaliers seulement, et y trouva la mort.

L'ancienne chevalerie, qui joua un si grand rôle en Europe, avait pénétré de bonne heure en Pologne. Dès l'an 1013, l'empereur d'Allemagne, Henri, armait chevalier à Magdebourg, Mieczislav, fils de Boleslav Ier. Plus tard, Boleslav III fut fait chevalier par Herman, son père.

Les fêtes qui avaient signalé l'union de Catherine d'Autriche ne la rendirent pas plus heureuse. Bientôt Sigismond sollicita son divorce auprès de la cour de Rome, et n'ayant pu l'obtenir, quitta sa femme stérile et épileptique qui mourut peu après, revint aux dérèglements de sa jeunesse, et se laissa dominer par des courtisans et des femmes, parmi lesquelles Gizanta surtout gagna sa faveur et dilapida ses trésors.

§ III. — *La Livonie et la Courlande réunies à la Pologne.*

La paix extérieure dont la Pologne jouissait depuis le commencement du règne de Sigismond-Auguste, fut tout à coup troublée par une guerre avec les Chevaliers porte-glaive, qui en détermina une autre avec les Moscovites, et produisit trois résultats de la plus haute importance : 1° l'incorporation à la république polonaise de la Livonie et de la Courlande ; 2° l'union complète et définitive entre la Lithuanie et la Pologne ; 3° la réforme

des abus et l'organisation longtemps différée de l'État.

Après l'apostasie d'Albert le Teutonique, le grand maître des Chevaliers porte-glaive fut reconnu par Charles-Quint prince de l'Empire, et devint possesseur absolu de toute la Livonie. Mais Guillaume, archevêque de Riga, de la famille des margraves de Brandebourg et cousin germain de Sigismond-Auguste, ayant nommé Christophe, duc de Mecklembourg, coadjuteur de son évêché, le grand maître des Porte-glaives, Walten Furstemberg, vit dans cette nomination une atteinte à ses prérogatives. En 1557, il assiége l'archevêque et son coadjuteur, à Kokenhausen, et les fait prisonniers. Sigismond-Auguste lui envoie Gaspard Loncki réclamer la délivrance de l'archevêque, son parent; mais on brave ses remontrances et on assassine son ambassadeur. Le roi de Pologne, indigné, s'avance sur la Livonie à la tête de ses troupes soldées, car il avait en vain convoqué la pospolite de la noblesse, qui n'avait pas répondu à son appel. Alors le grand maître, Furstemberg, effrayé, recourt à l'entremise de l'empereur Ferdinand I[er] et des autres princes allemands pour obtenir la paix, puis se rend au camp de Sigismond avec l'archevêque de Riga, qu'il avait mis en liberté, et, se jetant aux pieds du roi, se justifie du massacre de son ambassadeur, et déclare qu'il accepte toutes les conditions qui lui seront imposées. Sigismond ne lui demanda que de conclure, entre la Livonie et la Lithuanie, un traité d'alliance offensive et défensive contre les Moskovites. Le grand maître s'engagea en outre à payer 60,000 thalers

pour les frais de la guerre, et l'archevêque rentra dans la possession de tous ses biens.

A la nouvelle de ces arrangements, le grand-duc de Moskovie, Ivan IV, surnommé le Terrible, accoutut en Livonie (1558). Il avait autrefois projeté de parvenir au trône des Jagellons, après la mort de Sigismond-Auguste, en épousant Catherine, sœur du roi; mais celle-ci s'étant mariée à Jean de Suède, duc de Finlande, il nourrissait contre la Pologne une haine profonde. Il commença donc en Livonie ses cruelles invasions, ses dévastations atroces, s'empara de plusieurs villes, et fit prisonnier le vaillant Furstemberg, qui périt misérablement dans les cachots de Moscou. Le successeur de celui-ci, Gothard Kettler, ayant conclu des *pacta* avec la Lithuanie, qui lui prêta 600,000 florins pour continuer la guerre, défendit le terrain pied à pied comme Furstemberg. Mais Ivan, violant les trêves accordées, et ravageant sans cesse le pays (1559, 1560), et d'un autre côté, Éric XIV, roi de Suède, s'étant emparé de plusieurs provinces, dans ces extrémités, le grand maître, d'accord avec l'Ordre et la noblesse, résolut de se placer sous la domination de Sigismond. Par un traité conclu à Vilna, le 28 novembre 1561, la Livonie fut réunie à la couronne de Pologne et au duché de Lithuanie; le grand maître reçut, à titre de duché héréditaire, jusqu'à l'extinction de ses héritiers mâles, mais comme vassal de la Pologne et sous sa suzeraineté, les duchés de Courlande et de Semigal, situés sur la rive gauche de la Dzvina. Le reste de la Livonie, placé sur la rive

droite, fut incorporé à la république polonaise, à laquelle devaient également appartenir, après leur reprise, les terres encore occupées par l'ennemi, telles que l'évêché de Dorpat et l'Estonie. L'Ordre de Livonie ou des Porte-glaives cessa d'exister.

Cependant Ivan IV continua à saccager la Livonie de la manière la plus horrible, poussa ses dévastations jusqu'à la Lithuanie, et vers la fin de 1562 s'empara de Polock, après deux mois de siége. Le palatin de Vilna, Nicolas Radzivill, accourut alors défendre les frontières menacées et battit les Moskovites à Czasniki ; le palatin de Vitepsk détruisit une autre armée moskovite devant Ozieryszcze, et un troisième triomphe fut remporté à Orsza. Cependant on ne put reprendre Polock, et cette guerre ne fut terminée qu'en 1565 par une trêve.

Pour combattre les Moskovites, Sigismond avait d'abord fait appel aux Lithuaniens dont les forces, toujours paralysées par la prépondérance de l'aristocratie, furent insuffisantes. Il s'était ensuite adressé à la noblesse polonaise qui avait accueilli sa demande avec froideur. Revenant alors vers les Lithuaniens, pour exciter leur ardeur, il augmenta les franchises des nobles, leur accorda en 1560 la juridiction terrestre et de grod comme celle des Polonais, et le privilége d'envoyer à la diète, ainsi que ces derniers, des nonces choisis dans l'ordre équestre, ce qui combla de joie la noblesse lithuanienne et russienne. A la vue de ces concessions, les Polonais sortirent de leur indifférence et se déclarèrent prêts à défendre la Livonie et la Lithuanie, exigeant cependant

avant tout l'union complète de cette dernière province avec la Pologne et la réforme de l'État. Ce fut alors que Sigismond-Auguste, accédant à ces demandes, conduisit les Polonais et les Lithuaniens contre les Moskovites et conquit la Livonie et la Courlande. Mais en même temps il s'occupa avec une grande activité du redressement des abus et de la réorganisation de la république.

§ IV. — *Réformes. Population, commerce, industrie, détails de mœurs.*

Dès 1562, Sigismond-Auguste commença, à la diète de Piotrkov, une enquête rigoureuse pour la réforme de tous les abus, usurpations de biens, de titres et d'offices. Chacun eut à rendre un compte sévère. Quelques-uns se démirent loyalement et spontanément de ce qui ne leur appartenait pas. D'autres, forcés de restituer, jetaient avec colère les papiers jusque sur les marches du trône ou les foulaient aux pieds. Impassible, le roi supportait ces emportements, sans témoigner ni impatience ni fatigue. Mais, comme il fallait entrer dans d'innombrables détails, une seule diète ne pouvait y suffire, et ce fut chaque année l'objet de toutes les diètes suivantes jusqu'à la mort de Sigismond-Auguste.

La noblesse et les villes avaient une foule de priviléges particuliers, de monopoles locaux, en vertu desquels elles percevaient des contributions, douanes, octrois, péages pour le passage des ponts et des digues. Il fallut scruter l'origine de tous ces droits, l'authenticité de

tous les titres. Sigismond les examina sans se lasser, supprimant tout ce qui était illégitime, arbitraire, nuisible au commerce, à la liberté des communications et de la navigation. Les sénateurs et les nonces l'aidaient dans ce travail pénible, mais d'une grande importance. Une multitude d'abus furent réformés. On rencontra, dans les villes de Prusse surtout, une résistance obstinée; mais elles durent enfin se soumettre au règlement général. On réorganisa les starosties dont le quart des revenus fut destiné, comme impôt fixe, à l'entretien des troupes. On règla les biens royaux, en y faisant rentrer les possessions dont plusieurs s'étaient illégalement emparés. Enfin on institua un tribunal extraordinaire qui, pour ces deux ordres, devait prononcer en dernier ressort les décrets, au nom du roi.

Sigismond ne se préoccupait pas avec moins de zèle de la réforme de la législation. En 1564, il donna à la Lithuanie, en langue russienne, le statut dit de seconde rédaction qui corrigeait et complétait le premier. Il voulait satisfaire les désirs de la Pologne en la dotant d'un code unique et systématique, mais il rencontra d'insurmontables difficultés. Il améliora toutes les branches de l'organisation du pays jusqu'à ce que sa santé affaiblie le forçât de négliger les affaires.

En Pologne, sous les deux Sigismond, la population et les produits agricoles doublèrent. Les steppes du Dniester et du Dnieper se peuplèrent. En Lithuanie et en Pologne, on abattait les forêts pour étendre la culture du blé. La plupart des villes étaient encore mal construites. Ce-

pendant Krakovie, Vilna, Léopol, Posen, Lublin, Plock, Sandomir, Varsovie, Dantzik, Elbing, Thorn et d'autres, avaient des rues entières formées de maisons à plusieurs étages et solidement bâties en briques. Les villes, bourgs, hameaux, étaient spacieux et bien peuplés, quoiqu'il y eût encore presque partout des cabanes en bois, et présentaient le spectacle animé d'un mouvement commercial et industriel occupant toutes les professions. Néanmoins les objets de luxe ne se voyaient que dans les grandes cités, les capitales, et Krakovie ne possédait qu'un seul magasin de soieries.

Le commerce extérieur se concentrait dans les villes prussiennes et surtout à Dantzik. C'est là où tous les peuples vennient acheter le blé de la Pologne nommée « le grenier de l'Europe ; » là où les vaisseaux de la Ligue hanséatique et ceux des marchands de la Basse-Allemagne transportaient les épiceries et toutes les cargaisons apportées par les Espagnols, les Portugais et les Vénitiens. Aussi Dantzik, fière de son opulence, résistait avec audace aux réformes et ne voulait pas souffrir dans les eaux de la Baltique les navires de Sigismond-Auguste, qui parvint cependant à ramener les riches cités de la Prusse à de meilleures dispositions.

Les Polonais imitaient les modes italiennes, espagnoles, moskovites et même tartares, et leurs habillements offraient alors une grande variété ; on employait surtout le drap, le velours, les fourrures, les zibelines et l'hermine de grande valeur. On attachait sur les chapeaux et les bonnets un plumet de héron qui coûtait

jusqu'à 500 ducats ou 6,000 francs. Les habitations étaient ornées de tentures et de tapis; les maisons opulentes, peuplées d'une multitude de domestiques, se distinguaient par un faste extraordinaire et par de superbes équipages suivis de trains nombreux entourés de haïducs et de gens de service. On avait des chars magnifiques (*ridvans*) avec des franges, des pompons, des boules dorées et des clochettes, et des calèches suspendues sur des chaînes et surmontées de dais, de rideaux ou de tapis précieux.

Le luxe de la table n'était pas moindre que celui de la toilette, des habitations et des équipages. Sur les nappes richement brodées, comme les serviettes, on voyait, au milieu de l'argenterie et de la verrerie peinte, le vin muscat, tokaï, malvoisie, et les mets apprêtés avec une exquise recherche étaient bizarrement arrangés sur les plats où un mouton doré s'étalait à côté d'un aigle ou d'un coq. Chez les gens d'une fortune plus modique, on se contentait de l'hydromel, de la bière, de l'eau-de-vie et d'une nourriture plus simple préparée selon l'ancienne coutume. Les jardins, très-multipliés, étaient plantés et disposés à l'italienne, avec vergers, gazons et parterres, et fournissaient abondamment toutes sortes de légumes et de fruits. En un mot, on voyait partout le bien-être et l'aisance.

§ V. — *Union de Lublin. Investiture d'Albert-Frédéric de Prusse. Liberté religieuse.*

Il existait encore des obstacles à une homogénéité parfaite entre la Pologne et la Lithuanie. La première réclamait la restitution ou la cession de la Podlachie, de la Volynie et de l'Ukraine et un droit égal sur la Livonie que la Lithuanie prétendait conserver seule. Les magnats lithuaniens ne voulaient point perdre leurs titres princiers, leurs droits seigneuriaux, ni leurs places au sénat que leur naissance leur conférait et qui devaient leur être enlevées, la Pologne ne reconnaissant pas l'hérédité de cette assemblée. Sigismond-Auguste s'efforça de les persuader en leur donnant lui-même l'exemple. En 1564, il abdiqua ses droits d'hérédité sur la Lithuanie, lui laissant la faculté de choisir le souverain, de même que la Pologne. En 1566, il renonça à tous les droits seigneuriaux sur les fiefs des nobles et des seigneurs, dont il était suzerain; et la noblesse lithuanienne et russienne, ainsi affranchie, posséda, comme celle de la Pologne, ses terres en toute propriété. Cependant les Lithuaniens hésitaient encore : ils ne voulaient pas se rendre en Pologne, ni les Polonais en Lithuanie afin de conclure l'acte important de leur fusion, et l'on choisissait en vain des villes frontières pour y convoquer les nonces et le sénat des deux pays.

Enfin, après la mort du prince de Radzivill, Nicolas le Noir, et du palatin de Malborg, Achace Czema (de

Zelmen), les deux plus opiniâtres adversaires de l'Union, la diète de Lublin termina cette œuvre mémorable. Le roi, tous les sénateurs, les nonces, une multitude de citoyens des deux pays et les ambassadeurs de plusieurs cours étrangères, assistaient à cette solennelle assemblée. Au moment de la discussion, quelques Lithuaniens se retirèrent, mais la plupart, sacrifiant leur propre intérêt au bonheur de la patrie, suivirent l'exemple des palatins de Kiiov, Ostrogski, et de Volynie, Alexandre Czartoryski, et signèrent l'Union, dont voici les clauses principales :

1° Le royaume de Pologne et le grand-duché de Lithuanie formeront une seule république indivisible ; ils auront toujours un seul chef de l'État, choisi par leurs communs suffrages, et couronné à Krakovie, sans aucun signe distinctif pour le grand-duché ; 2° les diètes, composées des représentants des deux provinces, dans les deux chambres, des sénateurs et des nonces, se réuniront à Varsovie (cette ville de Mazovie, déjà d'une assez grande étendue, n'étant ni polonaise, ni lithuanienne, convenait le mieux pour siége du gouvernement) ; 3° au sénat la priorité est réservée à la Pologne ; mais il sera toujours délibéré en commun dans les diètes et les conseils ; 4° la Volynie et le duché de Kiiov, c'est-à-dire l'Ukraine, sont incorporés à la Pologne, et conserveront le statut lithuanien de seconde rédaction ; la Podlachie est également réunie à la couronne ; 5° la Podolie est la propriété commune de la Pologne et de la Lithuanie ; 6° les deux pays ne formant plus qu'une

nation, n'auront plus que les mêmes intérêts, les mêmes prérogatives, qu'une monnaie, qu'une administration, qu'une législation, tout étant commun entre eux, sans toutefois porter atteinte aux formes judiciaires et aux coutumes locales; 7° les palatinats de la Prusse auront aussi leurs représentants à la diète.

Cet acte d'Union fut dressé le 1er août 1569 et ajouta 89 nonces terrestres, sans compter ceux de la Prusse, aux 95 qui représentaient déjà la république. Il rendit célèbre, dans les annales polonaises, cette diète de Lublin qui ne dura pas moins d'une année, et où Sigismond-Auguste reçut en grande pompe l'hommage du prince Albert-Frédéric de Prusse, qui s'approcha lentement du trône, et embrassa les pieds de son suzerain. Celui-ci lui mit dans la main un drapeau blanc orné d'un aigle noir portant sur sa poitrine son chiffre royal, et lui donna l'investiture. Albert-Frédéric prêta sur les Évangiles serment de vassalité; et le roi, saisissant un glaive à deux tranchants, en frappa trois coups sur les épaules du prince, le releva et lui passa au cou une chaîne d'or. Les ambassadeurs de l'Électeur de Brandebourg et du margrave d'Anspach avaient porté la main au drapeau feudataire, en signe des droits éventuels de leurs souverains à l'héritage du fief. Toujours généreux, Sigismond, en cette occasion, non-seulement confirma les priviléges précédemment accordés à la Prusse, mais lui fit de nouveaux avantages.

Cette même diète de Lublin déclara les protestants et les grecs schismatiques aptes à parvenir à toutes les di-

gnités de la république ; et le 2 avril 1572, trois mois avant sa mort, Sigismond-Auguste signa un acte autorisant les protestants à bâtir un temple à Krakovie, et dans lequel il dit : « Considérant les calamnités et les maux que les royaumes les plus florissants et les plus puissants de la chrétienté ont éprouvés dans ces derniers temps, parce que leurs rois et princes se sont efforcés d'opprimer diverses opinions religieuses récemment nées, nous avons cru devoir, pour la tranquillité et la sûreté de notre royaume, prévenir ces dangers qui menacent toute la chrétienté, mais qui sont imminents pour notre royaume, à cause de la proximité des barbares et des ennemis des chrétiens, et empêcher que l'exaspération des esprits ne produise une guerre civile; ayant au surplus, par l'exemple d'autres pays où tant de sang chrétien a été versé sans produire le moindre effet salutaire, acquis la conviction qu'une telle sévérité non-seulement est parfaitement inutile, mais qu'elle est très-nuisible.... »

§ VI. — *Mort et obsèques de Sigismond-Auguste.*

Sigismond-Auguste voulait rendre une visite à l'empereur Maximilien II, mais fut retenu dans ses États par d'autres soins, et bientôt ne put plus s'en éloigner. Ce roi, qui fit sans doute beaucoup pour la Pologne, se ressentit toujours des vices de sa jeunesse. Sa cour de Kniszin où il passait ses jours, adonné à la sorcellerie et à la magie, devint un foyer de séduction et d'intrigues.

Affligé de la goutte et d'autres infirmités, conséquences de ses déréglements, il se confia à des charlatans, à des femmes qui, comme Koricka, feignant de posséder des connaissances magiques, abusaient de sa crédulité. Un jour, elles le faisaient gravement promener trois fois autour de son cabinet, et un autre jour lui détachaient et arrachaient ses cordons et ses boutons, n'oubliant pas de se faire bien payer. Il n'en perdait pas moins le reste de sa santé, tout en prodiguant ses trésors aux Mniszech et à d'autres. Ses courtisanes étalaient un luxe effréné, tandis que sa sœur, Anne, supportait de grandes privations. On lui enlevait tous les objets précieux, et on le dépouilla à tel point qu'à sa mort, arrivée le 7 juillet 1572, on ne trouva ni de quoi payer ses funérailles, ni chaîne, ni bague pour distinguer ses dépouilles mortelles.

Sigismond-Auguste ne laissa pas d'enfants et fut le dernier prince de la race des Jagellons, moins féconde en grands hommes que celle des Piast, mais sous laquelle cependant la Pologne fut si florissante. Lui-même avait réglé le cérémonial des funérailles royales. Son corps, lavé et embaumé, fut revêtu de tous les habits et ornements les plus précieux, la couronne placée sur la tête, le sceptre dans la main droite, le globe d'or dans la gauche, et à côté reposait le glaive. Après avoir été exposé en public dans ce costume, il fut mis dans un riche cercueil, gardé jour et nuit par les officiers de la cour, et auprès duquel des prêtres célébraient alternativement des messes. Des flambeaux et des lampes éclai-

raient la salle et le lit tout recouvert de velours noir.

Lorsque le corps fut transporté à Krakovie, on alla le recevoir en grande pompe; il fut ensuite conduit au château et dans la cathédrale, illuminée extraordinairement; enfin la bière vide fut portée sur sa civière dans différentes églises, toujours avec le même appareil. Les étudiants des diverses écoles ouvraient la marche du convoi. Venaient après, dans l'ordre suivant : les religieux et le clergé séculier; les professeurs de l'université; les prélats, chanoines, abbés et évêques, chacun dans leur costume de cérémonie; trente députés des provinces, porte-enseigne, tous à cheval, avec les drapeaux des palatinats, des terres de la couronne, des duchés tributaires, et ceux de la Pologne et de la Lithuanie; et les grands officiers. Puis on conduisait trente chevaux richement harnachés et couverts de velours noir; sur trente riches coussins reposaient les armoiries royales; des hommes s'avançaient, revêtus d'habits royaux : et des sénateurs portaient les insignes de la royauté, la couronne, le sceptre, la sphère et le glaive. Ensuite venait le corps du roi, placé dans une bière couverte de velours noir, d'abord traîné par un char funèbre attelé de huit chevaux, puis portée sur une civière par les sénateurs castellans, accompagnés de leur entourage. Il était suivi de 32 brancards aux armes royales contenant les présents destinés aux églises. La princesse Anne, sœur de Sigismond-Auguste, paraissait après, ayant à sa droite le légat du pape et à sa gauche l'ambassadeur de Venise. Derrière elle se trouvaient le sénat, la noblesse et les mem-

bres de la municipalité. Le peuple de toutes les classes, au nombre d'environ 4,000 hommes, tous en habits de deuil et portant des cierges allumés, terminait le cortége. Pendant la marche du convoi et les cérémonies funèbres, toutes les cloches sonnaient sans interruption, on célébrait dans toutes les églises un grand nombre de messes, et les castellans y portaient l'argent pour distribuer aux pauvres.

Le premier jour, on fit descendre le corps dans le tombeau; le second on porta la bière, et le troisième on célébra le service funèbre. A ce dernier moment, les enseignes à cheval se rangèrent devant la cathédrale, dans laquelle furent conduits trente chevaux couverts de draps mortuaires avec des boucliers de deuil. Le sarcophage, élevé en face du maître-autel, était recouvert de velours noir et surmonté des insignes royaux. On déposa la couronne, le sceptre, la sphère et le glaive sur l'autel, devant lequel on jeta le casque, le bouclier et le sabre. Alors Mniszek, revêtu d'une armure et monté sur un cheval noir caparaçonné de deuil, s'élança dans l'église, se laissa tomber tout près du catafalque et rompit sa lance. Après lui, les maréchaux brisèrent leurs bâtons et les chanceliers leurs sceaux, pour marquer que leurs fonctions cessaient avec l'existence du monarque. — Le même cérémonial fut depuis observé à la mort de chaque roi.

XIII.

Lettres et sciences en Pologne, depuis son origine jusqu'au XVIe siècle.

Les deux règnes qui précèdent ont été nommés « l'âge d'or de la littérature polonaise, » non-seulement à cause des chefs-d'œuvre en tous genres qui s'y produisirent, mais d'après le témoignage unanime de tous les écrivains du XVIe siècle sur l'état des lumières en Pologne à cette époque. C'est donc ici le lieu de tracer le rapide tableau du développement de la civilisation des lettres, des sciences et des arts dans la patrie de Kopernik et d'Hosius, depuis son origine jusque vers ce moment.

La civilisation ne commence réellement en Pologne qu'avec l'introduction du catholicisme, qui y était connu au VIIIe siècle. Les Slaves étaient limitrophes de l'Italie du Bas-Empire et de la Bavière, et le christianisme leur arrivait avec la littérature et les arts, de deux sources surtout, Rome et Constantinople.

La Pologne catholique et libre fut le foyer de la civilisation, des lettres, des sciences et des arts dans tout le centre et le nord de l'Europe. Ils y jetèrent le plus grand éclat, et il nous faudrait des volumes entiers pour redire seulement le nom des littérateurs et des savants illustres de la Pologne, pour faire la simple nomenclature de ces œuvres de talent et de génie, de cette littérature si riche, si variée, si poétique, si puissante.

Le mot *slave*, dans sa racine indo-germanique, commune au sanscrit, signifie à la fois *gloire* et *parole*, et est ainsi comme une prophétie des gloires de la parole de cette race qui devait s'illustrer par les lettres non moins que par les armes. Aussi les Slaves appellent-ils *nèmes* ou *muets* les peuples qui ne parlent pas leur langue. Le slave se partage en trois grands idiomes, le polonais ou lékhnique, qui occupe le premier rang, le russe et le bohême. Nous ne mentionnons pas le lithuanien, cette langue si belle, la plus ancienne des indo-germaniques, et qui n'est plus parlée que par quelques vieillards.

La langue polonaise, dit un remarquable travail de *la Pologne illustrée*, auquel nous empruntons, en les résumant et les complétant, les principaux traits du tableau qui suit, la langue polonaise est supérieure à tous les autres idiomes du nord : aussi la Pologne tint-elle la première place dans la civilisation des peuples slaves. Sous le rapport littéraire, elle n'a point d'égale, et sous le rapport des idées libérales, elle est toujours la plus avancée, la plus ardente et la plus amie du progrès. Dès son origine, le peuple polonais parle la langue qui, encore aujourd'hui, est répandue depuis les Karpates et l'Euxin jusqu'à la Baltique, et les nombreuses traductions qu'ils firent des auteurs anciens, en perfectionnant le goût et en étendant le cercle des connaissances, eurent bientôt assuré à la Pologne cette suprématie qui la distingue et la distinguera toujours des autres races slaves. Car, le perfectionnement de la langue est l'indice certain du degré de civilisation auquel une nation est par-

venue. Si la langue est obscure, si ses règles sont vagues et indéterminées, si elle manque de termes pour exprimer les objets, les pensées, pour peindre les passions dans leur force et dans leurs nuances, si elle n'est pas arrivée à cette clarté qui rend tout saisissable, n'hésitez point à dire que cette nation est barbare. Et, ce qu'il y a de remarquable, c'est que la langue polonaise, plus puissante et plus riche que tous les idiomes modernes, a puisé toutes ses ressources dans son propre fonds; éminemment nationale, elle n'a rien emprunté aux autres langues.

Au xe siècle, lorsque l'exemple de Mieczislav Ier détermina la conversion générale de la nation, le cardinal Gilles, nonce de Jean XIII, vint présider à l'intronisation complète de l'Église catholique; des théologiens habiles furent appelés d'Italie, de France et d'Allemagne pour remplir les fonctions sacerdotales, et apportèrent avec eux toutes les sciences de l'époque.

Au début du xie siècle, Boleslav le Grand appelle à son aide le clergé polonais et étranger pour répandre partout les sciences et les arts. En 1008 et 1009, il fonde à Sieciechov, à Tiniec et à Lysa-Gora les ordres de Bénédictins spécialement chargés de propager l'instruction.

Les travaux des moines, aux xie et xiie siècles, et les rapports intellectuels avec les peuples de race latine, avaient mis les Polonais à même de posséder tout ce que l'on connaissait alors de la vieille littérature romaine. Les livres n'étaient pas rares en Pologne au

XIe siècle, et nombre de manuscrits y existaient au commencement du XIIe. Mathieu Cholewa, évêque de Krakovie en 1166, cite sans cesse le Digeste et les Institutes romaines, qu'on n'avait découverts à Amalfi que trente ans auparavant, ce qui prouve que la Pologne avait alors des rapports intimes avec l'Italie. On trouve aussi dans cet écrivain de longues citations de Valère, historien romain qu'on ne connaît plus aujourd'hui. Les écoles et les bibliothèques polonaises étaient dans un état aussi florissant que celles d'Italie, et la jeunesse slave qui fréquentait les universités françaises et italiennes, s'y faisait remarquer par son application et ses moyens. Les écrivains les plus remarquables de ces deux siècles sont Mathieu Cholewa, que nous avons cité plus haut, et Martin Gallus, le premier historien de la Pologne, qui écrivait entre les années 1110 et 1135.

Dans la crise terrible que traversa la Pologne au XIIIe siècle, nous avons déjà vu comment le clergé sauva la langue et la nationalité polonaises, en faisant traduire du latin et enseigner dans toutes les écoles, en langue du pays, l'histoire nationale. Dans ce siècle, Vitelio, enseignant les lois de l'optique jusqu'alors inconnues, se rendit célèbre comme physicien et mathématicien ; Vincent Kadlubek et Martin Strzepski, comme chroniqueurs. Ces historiens et les précédents étaient de beaucoup supérieurs à ceux du reste de la chrétienté à la même époque, et l'*Histoire universelle* de Martin Strzepski, connu sous le nom de *Martinus Polonus*, eut dans toute l'Europe un immense retentissement.

Le XIVe siècle s'ouvre en Pologne sous les auspices d'un homme supérieur, protecteur éclairé des sciences, Vladislav Lokétek. Les Polonais fréquentaient alors les universités de Padoue, de Bologne, de Paris, dont faisaient partie, comme professeurs et même comme recteurs, plusieurs de leurs compatriotes, tels que Nicolas de Krakovie, Jean Grot, de Slupcé, Przeclaw. L'année 1347 est doublement remarquable. D'un côté, Kazimir le Grand promulgue, sous le nom de Statut de Visliça, un code de lois nationales, et d'un autre, il fonde en même temps l'université de Krakovie. Elle est la plus ancienne de toutes les écoles de ce genre dans le nord-est de l'Europe, car celle de Prague en Bohême ne fut fondée qu'en 1360; celle de Vienne en 1365, et celle de Leipzig en 1404. En 1364, Kazimir lui donna plus de développement, et le pape Urbain V l'égala à toutes les autres universités de l'Europe. Iaroslas Skotniçki, archevêque de Gnèzne, mit tous ses soins à lui imprimer un caractère national, et réorganisa toutes les écoles du pays. Les bibliothèques se formèrent de nouveau. Cette université, qui eut pour modèle celle de Paris, acclimata sur les bords de la Vistule toutes les sciences alors connues en France : c'étaient la grammaire, la logique, la métaphysique, la musique, les sciences physiques et mathématiques, l'astrologie, la morale, la politique, la jurisprudence, la philosophie et la théologie. On traitait ces sciences en latin à Krakovie comme à Paris, car ni le français ni le polonais ne s'étaient élevés à cette époque jusqu'aux études scien-

tifiques. Le préambule du diplôme établissant l'université de Krakovie exprimait de belles et généreuses pensées.

A cette époque surgit un monument important de la langue nationale, une traduction en polonais de la Bible destinée à la reine Hedvige. Cette petite nièce de Kazimir le Grand, si admirable par son amour pour la science non moins que par sa sainteté et ses vertus, outre la fondation de colléges et d'écoles de médecine, dota richement l'université de Krakovie, et en 1397 obtint du pape Benoît XIII un nouveau privilége pour la faculté de théologie.

Les progrès de cette université furent immenses; la faculté de théologie devint si illustre, que les docteurs de Krakovie envoyés au concile de Bâle, en 1431, y eurent la première place. Les regards du monde étaient tournés vers ce concile célèbre; deux partis s'y disputaient les décisions; les uns étaient pour le pouvoir des conciles, les autres pour celui des papes. Les docteurs polonais se rangèrent parmi les premiers, et plusieurs professeurs de Krakovie appuyèrent leurs opinions par des écrits. Mais la théologie et les affaires ecclésiastiques n'occupaient pas exclusivement le clergé polonais; on écrivait des poésies latines, on traitait des affaires politiques du pays, de la législation polonaise, de la médecine, des sciences physiques; on enseignait Virgile en même temps qu'Euclide. Au xve siècle Krakovie devint le centre de la civilisation et des progrès dans le nord de l'Europe. De tous côtés la jeunesse affluait dans cette ville

pour y puiser des lumières, et toutes les sciences y étaient florissantes.

Le célèbre Dlugosz, né en 1405 et instituteur des deux fils de Kazimir IV, ouvrit une nouvelle ère aux études historiques et biographiques par son histoire complète en treize livres, *Historiæ Polonicæ*. Grégoire de Sanok se distingua comme philosophe et comme naturaliste, et laissa un nom qui pourrait faire honneur à la nation la plus fière de sa civilisation. Mathieu de Krakovie, qui parvint successivement au rectorat des universités de Prague et de Paris, publia l'ouvrage intitulé l'*Art de mourir*.

Sous Jean-Albert et Alexandre le zèle que la noblesse et le peuple mettaient à s'instruire était si grand, qu'on rencontrait rarement un noble qui ne parlât pas trois ou quatre langues. Dans sa lettre à Séverin Bonar, Érasme nomme la Pologne « la patrie des savants. » —Simple gentilhomme né en 1483, André Krzycki devint par ses talents prince-archevêque de Gnèzne et primat du royaume. Le savant abbé Juszynski dit de lui : « qu'il surpasse dans ses satires Juvénal, approche de Virgile et d'Ovide dans la poésie épique et élégiaque, et égale Catulle dans le genre romanesque. » Érasme ajoute : « Cicéron est le seul auteur latin qui, comme Krzycki, ait excellé dans la prose et dans la poésie. » Une de ses productions les plus remarquables, dans laquelle il prophétise la grandeur future de la Prusse et la décadence de la Pologne par rapport à cette puissance, est l'écrit publié pour guider la diète et le clergé : *Rationes Sigis-*

mondi, etc. — Dantisk ou Dantiscus, fils d'un cordier, d'autres disent d'un brasseur de Dantzik, naquit dans cette ville en 1485, et, poëte célèbre, brilla par son talent dans la diplomatie et sur son siége sénatorial. Présenté à la cour de Sigismond Ier par le vice-chancelier Pierre Tomicki, il fut secrétaire de ce monarque, et remplit dans la suite plusieurs missions diplomatiques. L'empereur d'Allemagne, Maximilien, admirait tellement ses talents qu'il lui donna le titre de *docteur-pontife*, posa sur sa tête une couronne poétique et le fit noble.

C'est sous de tels auspices que s'ouvrait le XVIe siècle, et que la Pologne préludait au règne des deux Sigismond, si fécond en hommes illustres, et qui fut pour elle ce que fut pour la France le siècle de Louis XIV. Grâce à un concours de circonstances favorables et d'institutions libérales que ne gênait aucun contrôle ombrageux; les écoles devinrent une pépinière d'hommes capables et de citoyens éclairés. Bientôt l'université de Krakovie ne put suffire à la prodigieuse affluence des élèves; on établit de grandes écoles à Posen, à Léopól et dans d'autres villes. Chaque évêque, chaque sénateur, chaque haut magistrat, ne dut alors son élévation qu'à ses talents, et le fils d'un gentilhomme, d'un bourgeois ou d'un paysan trouvait le même accueil. L'historien Kromer, fils d'un paysan, le poëte Dantiscus, fils d'un brasseur, se succédèrent dans l'évêché de Varmie avec le titre de princes. Érasme Ciolek, fils d'un musicien et d'une cabaretière, obtint l'évêché de Ploçk. Janicki, fils d'un voiturier, reçut la couronne de poëte des mains du pape.

Stanislas Hosius, cardinal et l'un des présidents du fameux concile de Trente, était aussi d'une origine très-obscure.

Alors parut une grande quantité d'ouvrages polonais qui se font remarquer par un goût formé sur les modèles des classiques grecs et romains, et par une exquise pureté. Le caractère distinctif des écrivains de cette époque est la netteté, la simplicité et la gravité. Toutes les branches des sciences et des arts eurent alors d'illustres représentants.

Dès l'année 1520, la langue polonaise arriva à un haut degré de perfection. Ces progrès furent amenés par la tolérance ; et l'inquisition fut supprimée par les évêques eux-mêmes. La Pologne ouvrit un refuge à toutes les opinions ; des milliers d'étrangers persécutés pour leurs doctrines, y trouvèrent l'hospitalité : l'Angleterre, la Suède, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne comptaient des émigrés aux bords de la Vistule et du Niémen. Les lois garantissaient une pleine et entière liberté à tous les rites, à tous les cultes. Et cependant Krakovie était pour ainsi dire le point d'union de la chrétienté. Ailleurs la prétendue Réforme avait sur bien des points triomphé du catholicisme, tandis qu'en Pologne la religion avait conservé toute sa force en même temps que toute sa pureté primitive.

Il était rare de rencontrer un Polonais qui ne parlât pas trois ou quatre langues. Tous, sans exception, parlaient en latin. C'est pour cela qu'Érasme de Rotterdam dit des Polonais dans sa lettre à Severin Bonar :

« C'est dans ce pays que la philosophie possède d'excellents disciples; c'est là qu'elle forme ces citoyens polonais qui osent être savants. »

Le célèbre Muret, comparant les nations alors réputées les plus polies et les plus savantes, les Italiens et les Polonais, se demande : « Quelle est, entre ces deux nations, celle qui mérite qu'on la loue davantage, sous le rapport des sciences et des arts? Sont-ce les Italiens dont la centième partie à peine étudie le grec et le latin, et montre quelque goût pour les sciences; ou les Polonais, dont la plupart connaissent parfaitement ces deux langues, et qui paraissent animés d'une telle ardeur pour les sciences, qu'ils y consacrent leur vie entière? »

Juste Lipse, en écrivant à un de ses amis résidant en Pologne, dit entre autres : « Je ne devrais point m'étonner de votre science. Vous vivez au milieu de ces hommes qui ont été réputés barbares, et aujourd'hui c'est nous qui sommes barbares à côté d'eux. C'est la Pologne qui ouvrit ses bras hospitaliers à la Grèce et au Latium méconnus, et aux Muses qui avaient été si méprisées. »

L'historien de France, le président de Thou, en parlant de la Pologne, l'appelle : « Pays fertile, plein de villes, de châteaux, rempli d'une noblesse courageuse qui joint ordinairement l'amour des lettres à l'exercice des armes. » Et plus bas, il parle de sa surprise à la vue des gentilshommes polonais qui vinrent à Paris, en 1573, offrir la couronne à Henri de Valois. « On ne peut, dit-il, exprimer l'étonnement de tout le peuple français, quand il vit ces ambassadeurs avec des robes longues, des bon-

nets de fourrure, des sabres, des flèches et des carquois; mais l'admiration fut extrême lorsqu'on vit la somptuosité de leurs équipages, les fourreaux de leurs sabres garnis de pierreries, les brides, les selles, les housses de leurs chevaux enrichis de même, et un air d'assurance et de dignité qui les distinguait particulièrement... Ce qu'on remarqua le plus, ce fut leur facilité à s'énoncer, en latin, en français, en allemand et en italien : ces quatre langues leur étaient aussi familières que la langue même de leur pays. Il ne se trouva à la cour que deux hommes de condition qui pussent leur répondre en latin, le baron de Milhau et le marquis de Castelnau-Maurissière; ils avaient été mandés exprès pour soutenir en ce point l'honneur de la noblesse française qui rougit alors de son ignorance. Pour ce temps-là, c'était beaucoup que d'en rougir... Les Polonais parlaient notre langue avec tant de pureté, qu'on les eût plutôt pris pour des hommes élevés sur les bords de la Seine et de la Loire que pour des habitants des contrées qu'arrosent la Vistule et le Dnieper, ce qui fit honte à nos courtisans qui ne savent rien, qui sont ennemis déclarés de tout ce qu'on appelle science; aussi, quand les nouveaux hôtes les interrogeaient, ils ne répondaient que par des signes et en rougissant. »

Quatre-vingts villes polonaises possédaient des imprimeries, et Krakovie seule en comptait cinquante. La première qui y fut établie remonte à l'an 1474. On compte plusieurs Polonais parmi les premiers typographes : Adam de Pologne, à Naples, en 1478; Jean Haller, à Krakovie,

en 1485; et Skrzetuski, à Vienne, un peu plus tard.

La liberté dont on jouissait en Pologne lui acquit « dans toute l'Europe, dit Lelevel, la réputation d'être le seul asile des sciences et des lumières. Mais ce qui lui mérita sa renommée, c'est qu'elle fourmillait d'hommes capables, instruits et éclairés, qui recherchaient et entretenaient des relations avec les savants des autres pays et jouissaient de leur amitié. La langue latine facilitait les correspondances avec l'étranger. Quant à la langue nationale polonaise, elle servait pour l'instruction des connaissances utiles et pour les affaires publiques. Sa prose se perfectionna avec un succès admirable, et la langue commença à se former aussi pour la poésie. Les Russiens et les Lithuaniens, prenant de jour en jour plus de goût pour cette langue, commençaient à négliger leur idiome russien. C'est aux environs de Sandomir et de Przemysl que la langue polonaise la mieux cultivée se montra la plus polie, quoique le pays de Przemysl fût une portion de la Russie-Rouge. L'enseignement dans toutes les écoles avait pour but de former le caractère moral de la jeunesse, afin d'en faire des citoyens utiles à la patrie. »

Le prestige des savants était tel en Pologne que, malgré l'inégalité de plus en plus marquée des conditions, la diète de 1563 déclara tout Polonais chrétien apte à remplir les places de sénateur, nonce ou toute autre dignité, qu'il fût paysan ou seigneur. Citons quelques-uns de ceux qui se signalèrent aux premiers rangs parmi cette foule d'hommes illustres.

Nicolas Kopernik, né à Thorn en 1473, opéra une révolution complète dans l'astronomie par la découverte du système de rotation de la terre autour du soleil. Il se voua pendant quelque temps, à Bologne, aux travaux astronomiques, obtint en 1500 une chaire de mathématiques à Rome, revint en Pologne avec le diplôme de docteur en médecine délivré par l'université de Padoue, fut inscrit au nombre des académiciens de Krakovie, titre alors d'un haut prix, et mourut en 1543. On lui éleva plus tard sur une des places de Varsovie un monument ciselé par Thorvaldsen, et érigé aux frais d'une souscription nationale.

Stanislas Hosius, célèbre par ses ouvrages de controverse, naquit à Krakovie le 8 avril 1504. Il fit ses études en Pologne, puis étudia à Padoue, ensuite à Bologne, où il fut reçu docteur en droit, retourna dans sa patrie, fut nommé à l'évêché de Varmie et employé par Sigismond-Auguste dans les affaires les plus importantes. Appelé à Rome en 1558, par Paul IV, pour l'aider dans l'administration de l'Église, il refusa le cardinalat, que Pie IV le força d'accepter en 1561. Président du concile de Trente, il montra une sagesse consommée, et, le concile terminé, se retira dans son évêché de Varmie où il fut nommé légat du Saint-Siége par Pie V. Revenu à Rome, il mourut à Caprarole, près de cette ville, le 5 août 1579. Ses écrits, dont nous ne pouvons faire ici la longue énumération, eurent une telle importance qu'ils furent traduits dans presque toutes les langues vivantes, et imprimés jusqu'à trente-deux fois, du vivant de

leur auteur, dans les principales villes de l'Europe.

Martin Kromer, surnommé le Tite Live de la Pologne, fut le fils d'un paysan. Né en 1512, il parvint par ses talents aux plus hautes dignités, succéda à Hosius dans l'évêché de Varmie, et mourut en 1589. Il écrivait très-bien en polonais. Outre ses chroniques et ses discours en latin, qui jouissent d'une haute estime, il publia une dizaine d'ouvrages sur la théologie, l'éloquence et la musique. « Son style, dit Solignac, est pur et noble, concis et varié, égal et soutenu; rien de sec et de contraint dans sa diction. »

Stanislas Orzechowski, né en 1513, publia plus de 50 ouvrages, dont 27 seulement sont bien connus. Voici le jugement qu'Ossolinski porte sur lui : « Orzechowski, après s'être montré le rival de Démosthènes dans ses Turciques, s'il ne surpasse son maître dans le panégyrique de Sigismond Ier, atteignit le même but en suivant une autre route. *Sublimi feriam sidera vertice.* »

Rey de Naglowicé, né en 1515, publia, sous ce titre : *Miroir de tous les États,* un recueil historique d'un prix inestimable, et qui reproduit tous les détails de la vie privée des anciens Polonais, et jusqu'à leur manière de parler. Il a laissé treize autres écrits en prose et en vers.

Clément Janicki, dont les poésies en vers sont snial bien connues, était un simple paysan. Né en 1516, il avait à peine vingt ans lorsque le pape Clément VII le couronna du laurier poétique. Ses productions ont été comparées à celles de Tibulle et de Catulle.

Frycz-André Mordzevski, né en 1520 et secrétaire de Sigismond-Auguste, fut l'un des Polonais les plus savants de son temps, et est surtout connu par son livre sur « la Réforme réparatrice de la République » (*De Republica emendanda*), publié en 1554 et 1559, et dont Justinien de Padoue dit qu'il y avait plus de mille ans qu'il n'avait paru un ouvrage semblable. On en possède de lui douze autres.

Louis Gornicki, l'un des plus éminents prosateurs polonais, naquit en 1520. On lui doit entre autres : 1° *Histoire de Pologne;* 2° *Dialogues entre un Polonais et un Italien sur les lois et les mœurs polonaises;* 3° *Le Polonais homme de cour;* 4° *Essai sur l'orthographe polonaise;* 5° *le Chemin d'une liberté parfaite;* 6° *le Démon de Socrate.*

Jean Kochanowski, le premier des écrivains de la Pologne, dont nul autre n'approcha, et qui fit briller toute la richesse et toute l'élégance de la langue nationale, déploya l'éclat de son génie, surtout dans la traduction des *Psaumes de David.* Outre diverses traductions, et ses poésies polonaises, comparables aux plus belles productions de l'antiquité, il publia plusieurs poëmes latins dans lesquels il se montre l'émule des Ovide et des Properce. Né en 1532, il fit ses études en Pologne, vint à Paris où il demeura sept ans, puis à Rome et à Padoue. Il fut ensuite secrétaire de Sigismond-Auguste, qui voulut le faire sénateur et prince de l'Église; mais il refusa toutes les dignités, et tout entier à la culture des lettres, se retira dans sa modeste de-

meure de Czarnyslas, qu'on visite encore de nos jours. Son crâne est conservé au musée national de Pulavy. Il eut trois frères, André, Nicolas et Pierre, tous poëtes comme lui.

Matthias Stryikowski, né en 1549, est surtout connu par sa *Chronique polonaise, lithuanienne, de toutes les Russies*, etc. Martin Bielski est célèbre par sa *Chronique universelle;* et son fils Joachim Bielski par sa *Chronique polonaise*. Les *Annales* de Stanislas Sarnicki, et sa *Description de l'ancienne et de la nouvelle Pologne* sont des ouvrages historiques très-remarquables. Simon Szymonowicz (Simonides), né en 1558, marcha sur les traces de Théocrite, de Bion et de Virgile par ses idylles polonaises, qui n'ont pas encore été égalées, et créa en Pologne ce genre de poésie. Il écrivit également en latin et en polonais, fut honoré de l'amitié du pape Clément VIII, et couronné par Étienne Batori de la palme des poëtes.

A tous ces noms célèbres que d'autres à ajouter encore! Bornons-nous à citer ceux de Jean Flachsbinder et Jean Turzo, poëtes et prosateurs versés dans la langue latine; Bernard de Lublin et Jean de Pilzno, jurisconsultes qui devancèrent les idées de Beccaria et de Filiangéri; Stanislas Zaborowski, grammairien et légiste; Bernard Wapowski, historien et mathématicien; Groïcki, Herburt, Warszewicki Grzebski, Spiczynski Siennik, Sendziwoy, célèbres à divers titres scientifiques.

Dans ce siècle, la langue polonaise devint classique, fut adoptée par la Lithuanie et les pays russiens, et

prescrite par Sigismond à toutes les juridictions, où l'on se servait jusqu'alors des langues latine et russienne. La Bible fut de nouveau traduite en polonais.

XIV

République de Babin.

En 1548, il s'était formé une république d'un genre particulier, république littéraire, académie satirique, instituée pour corriger les mœurs nationales et redresser les abus qui s'étaient glissés dans le gouvernement. Cette république prit pour devise *Ridendo castigo mores*, je corrige les mœurs en riant, ce qui la caractérise suffisamment. Elle fut fondée par Stanislas Pszonka, juge au tribunal de Lublin, propriétaire d'un village nommé Babin, entre Lublin et Belzyce, homme plein d'esprit et d'enjouement, qui composa d'abord cette société de ses amis les plus éclairés et les plus distingués par leur probité et la gaieté de leur caractère. Lui et Pierre Kaszovski, son ami, étaient tellement recherchés, qu'aucune fête, aucune réunion n'avait lieu dans les environs sans qu'ils y fussent invités. Le seul nom du village de Babin, dit l'historien Sarniçki, dissipait la tristesse et l'ennui, car il rappelait Pszonka et son caractère enjoué qui lui attirait partout des amis.

Cette société, qui se rassemblait à Babin, avait surtout pour but de faire la satire de toutes les actions

blâmables des grands personnages. Pour rehausser son éclat, Pzonka conçut l'idée, qui fut accueillie avec empressement, de lui donner le nom de *République de Babin* (1), et de la modeler sur celle de la Pologne. Elle eut donc son primat, ses évêques, ses palatins, ses castellans, ses starostes, ses grands généraux, ses chanceliers, ses maréchaux, enfin toutes les charges, dignités et titres en usage dans le pays, et même à l'étranger. Ses diètes étaient fréquentes mais courtes, et n'avaient ordinairement qu'une séance.

Cette république s'accrut bientôt d'un nombre immense de membres, dont beaucoup le devenaient malgré eux et sans s'en douter, mais toujours comme châtiment d'un acte ou d'une parole peu sensés. Quelqu'un faisait-il parade d'un courage douteux, on le nommait aussitôt grand ou petit hetman, ou général. Celui-ci parlait-il politique ou exposait-il de vastes projets sans la moindre connaissance des questions, vite on lui expédiait le brevet de chancelier ou de ministre. Chacun recevait son diplôme et sa charge dans la république de Babin suivant ses travers. On donnait ainsi souvent des leçons frappantes, critiquant adroitement la mauvaise distribution des places, ou métamorphosant le palatin ou staroste pillard en archer des douanes, le général timide en courrier, le mauvais magistrat en marchand. L'assemblée se terminait par un festin où l'on buvait à la santé des nouveaux dignitaires.

(1) *Baba*, dans la langue du pays, signifie une vieille femme qui aime à caqueter.

Ces joyeux satiriques savaient se tenir au courant de ce qui se passait dans toute la Pologne, au point qu'aucun personnage possédant une place un peu élevée ne pouvait soustraire ses défauts aux plaisanteries de la république. Elle montra toujours la plus grande impartialité dans ses critiques ; car jamais elles n'atteignirent que des coupables qui n'osèrent s'en offenser, dans la crainte de devenir l'objet de la risée publique. Cette manière de faire la guerre aux vices ne pouvait tourner qu'au profit du pays ; car, si elle ne les corrigea pas toujours, du moins elle força à les bien cacher et à ne pas scandaliser la jeunesse.

Cette société était renommée par son habileté à rendre ridicule tout ce qui pouvait nuire à la patrie. Elle se maintint avec d'autant plus d'éclat, que jamais on ne put lui reprocher d'avoir employé l'arme de la calomnie, ou d'avoir reçu un membre capable de s'en servir. Tout individu, pour y être admis, était obligé de donner des preuves de la délicatesse de ses sentiments, d'un esprit cultivé et d'un jugement juste des choses et des hommes. Elle attira dans son sein les premiers personnages du royaume, tels que les palatins, les ministres, les évêques, etc., afin que, dans le cas où il fallait punir un coupable dans la vraie république, celui-ci ne pût se trouver offensé en recevant son diplôme des mains d'une personne non moins respectable dans la république de Pologne que dans celle de Babin, et pour que le châtiment produisît un effet salutaire.

Sigismond-Auguste, sous le règne duquel ces deux ré-

publiques jouirent de leur plus grande splendeur, était spirituel, éclairé, tolérant et ennemi de la tristesse. Il aimait à entendre parler de la république de Babin, et, étant un jour entouré de plusieurs de ses membres parmi lesquels se trouvait Pszonka, il leur demanda s'ils avaient un roi parmi eux. « A Dieu ne plaise! sire, lui répondit gravement Pszonka, que nous concevions une semblable pensée du vivant de votre majesté. Régnez heureusement sur la république de Babin comme vous régnez sur la Pologne entière. » Le roi reçut cette réponse en riant; il manifesta son contentement à Pszonka, et calma ainsi le ressentiment excité chez plusieurs personnages par le châtiment que leur avait infligé la république de Babin, en leur envoyant ses diplômes.

Cette association exerça une grande influence sur l'esprit national et sur les mœurs du XVIe siècle. Les jeunes gens qui faisaient le premier pas dans la carrière publique tremblaient devant ce tribunal, dans la crainte d'encourir sa censure, et ceux qui avaient des charges faisaient tous leurs efforts pour y échapper. C'est ainsi que cette république satirique et inoffensive au premier coup d'œil rendit des services réels à l'État, en attaquant le vice, et eut une action bienfaisante sur la conduite et les démarches de membres du sénat, du conseil du roi et de la chambre des nonces.

Stanislas Pszonka mourut vers l'an 1590. Ses successeurs soutinrent encore longtemps l'honneur, l'éclat et la splendeur de la république de Babin; mais les guerres et la décadence de la Pologne finirent par affaiblir l'in-

fluence morale de cette académie satirique et la réduisirent au néant (1).

XV

Interrègne. Élection de Henri de Valois (1572-1573).

La mort de Sigismond-Auguste fut suivie d'un interrègne de neuf mois. Le 6 janvier 1573, une diète préparatoire se tint à Varsovie avant l'élection, sous le titre de *diète de convocation*. Elle statua que le primat-archevêque de Gnèzne avait l'administration du royaume pendant les interrègnes, et que c'était à lui d'envoyer ses *universaux* dans les provinces pour convoquer l'assemblée générale, en déterminant l'époque de l'élection, le lieu de la réunion et la durée des délibérations. Ensuite, sur la motion de Jean Zamoïski, si célèbre depuis et alors simple nonce de Belz, elle arrêta qu'outre les membres ordinaires de la diète, tous les nobles, sans exception, étaient électeurs et éligibles et avaient droit de concourir à l'élection des rois.

La diète d'élection se réunit le 5 avril suivant, et fut assistée du tribunal du froc (kaptur) pour maintenir l'ordre. Quatorze candidats se présentèrent. Mais la plupart furent écartés, et il n'en resta que trois de sérieux :

(1) *Pologne illustrée* de Léonard Chodzko ; *Les loisirs du chevalier d'Eon de Beaumont*, t. Ier ; *Tableau historique et politique de la république de Pologne*, ch. XIX.

Henri de Valois, duc d'Anjou et frère de Charles IX, roi de France; Ernest, archiduc d'Autriche et fils de Maximilien II; et Jean III, roi de Suède, époux d'une sœur de Sigismond-Auguste. A l'ouverture des débats, le cardinal Commendoni, légat du pape Grégoire XIII, développa, dans un long discours, le vœu du Saint-Siége de voir un catholique sur le trône de Pologne. Les ambassadeurs de l'archiduc Ernest firent ensuite de grandes promesses. Chacun des compétiteurs s'efforça ainsi d'enlever les suffrages de la diète, qui paraissaient se réunir surtout sur Henri de Valois.

Un seigneur polonais, François Krassovski, accueilli à la cour de Charles IX, lui avait inspiré, ainsi qu'à la reine mère, le projet de placer sur le trône des Jagellons, leur frère et fils Henri, auquel Krassovski avait su, par d'habiles manœuvres, conquérir en Pologne de nombreux partisans. Les ambassadeurs français, ayant pour mission de soutenir la cause de ce prince, arrivèrent bientôt; et l'un d'eux, Montluc, évêque de Valence, s'insinua si bien dans les esprits que cette candidature allait triompher lorsque la nouvelle du massacre de la Saint-Barthélemy, en inspirant aux Polonais une profonde horreur, fit reporter les voix sur le roi de Suède, Jean III, et sur son fils Sigismond Vasa. Cependant, à force d'habileté, Montluc parvint à regagner les suffrages.

Au milieu de ces fluctuations se révélait un symptôme alarmant pour l'avenir de la Pologne. C'était l'attitude des sectes hérétiques qui, comme nous l'avons dit dans l'Introduction du premier volume, balançaient l'élection,

opposaient leurs assemblées et leurs confédérations à la diète nationale, et furent sur le point d'allumer la guerre civile. Voyant cependant qu'ils ne pouvaient l'emporter, ils détournèrent la discussion, en engageant la noblesse à profiter de sa souveraineté pour garantir ses libertés par des décisions claires et précises. On s'occupa donc de régler les *pacta conventa* ou les lois fondamentales qui depuis formèrent la base de la constitution polonaise. En voici les principales dispositions, telles qu'elles furent alors révisées et adoptées :

1° Au pouvoir de la république appartient et appartiendra toujours le droit d'élire les rois. Aucun roi ne peut ni proposer, ni choisir de son vivant son successeur, ni, pour cette fin, convoquer la diète, ni favoriser personne, ni en faire mention sous quelque prétexte que ce soit, afin que l'élection du nouveau roi par les États soit toujours libre ; 2° les rois élus ne pourront plus prendre le titre de seigneurs héréditaires, employé par les souverains jusqu'à Sigismond-Auguste ; 3° le roi ne peut ni se marier, ni divorcer à l'insu et sans le consentement du sénat ; 4° il est obligé de maintenir la tolérance religieuse et politique ; 5° il ne peut, sans l'assentiment préalable et unanime des États réunis en diète, déclarer la guerre, ordonner une levée générale ; faire la paix, envoyer des ambassadeurs à l'étranger pour affaires majeures, lever de nouveaux impôts ou des droits de douane ; 6° il aura auprès de lui un conseil permanent composé de sénateurs et de nonces, changés tous les six mois ; 7° en cas de partage

d'avis pendant la délibération du sénat, le roi s'associera à celui qui sera le plus conforme aux lois et aux avantages de la nation; 8° les diètes ordinaires seront convoquées de plein droit tous les deux ans, et même plus souvent s'il est nécessaire; leur session durera six semaines; 9° les charges publiques, les dignités, les starosties et les terres royales ne seront conférées qu'aux indigènes, à l'exclusion absolue des étrangers; 10° dans le cas où le roi dérogerait en quoi que ce soit aux lois, droits, libertés, immunités ou à quelqu'une des clauses qu'il aurait juré dans les *pacta conventa*, les citoyens seront par là même déliés du serment de fidélité et de l'obéissance promise par eux. — Chaque roi, à son élection, devait jurer d'observer ces articles.

Les protestants, formant le parti autrichien et ayant pour chef le maréchal de la couronne Firlei, s'étaient retirés à Grochov, près de Varsovie, et avaient formé une confédération dans laquelle furent un instant entraînés des sénateurs, des nonces et même des évêques. La guerre civile allait éclater et le sang être versé. Mais la liberté religieuse ayant été formellement stipulée dans les *pacta conventa*, il ne leur resta plus même de prétexte; et Firlei, revenu à la diète, vota pour Henri de Valois, qui fut élu. Les ambassadeurs français signèrent, au nom de ce dernier, les *pacta conventa*, accompagnés d'une convention par laquelle « une alliance éternelle était conclue entre la France et la Pologne. » La France s'engageait à équiper une flotte pour rendre les Polonais maîtres de la Baltique et

reprendre la ville et le port de Narva; à leur fournir contre les Moscovites 4,000 hommes de ses meilleures troupes, dont elle payerait la solde pendant six mois et au delà; et à les assister dans toute guerre contre leurs voisins. En outre, Henri devait, tant qu'il vivrait, verser tous les ans dans le trésor national 45,000 florins de ses revenus, acquitter les dettes d'État contractées du vivant de Sigismond-Auguste et depuis, et entretenir gratuitement aux écoles de Paris ou de Krakovie cent jeunes Polonais, et enfin n'amener avec lui qu'un très-petit nombre d'étrangers, auxquels on ne donnerait ni biens, ni charges, ni dignités.

Toutes ces conventions signées, Henri de Valois fut proclamé roi de Pologne.

XVI

Henri de Valois (1574-1575).

On envoya aussitôt en France une députation choisie dans le sein du sénat et de l'ordre équestre, présidée par l'évêque de Posen, Konarski, et qui déploya la plus grande magnificence. Ils étaient douze, avec une suite de 250 gentilshommes des premières familles. Lorsque, le 19 août 1573, ils firent leur entrée à Paris par la porte Saint-Martin, dans 50 carrosses à quatre et six chevaux, une députation envoyée par le roi les reçut aux portes de la ville. Les rues, les fenêtres, les

toits regorgeaient d'une affluence immense de spectateurs que frappaient d'une indicible admiration la noblesse de leur attitude, la pureté de leur langage, la singularité et le faste inouï de leurs costumes, de leurs armes et de leurs équipages. Ils furent reçus en audience solennelle par Charles IX, que l'évêque de Posen harangua au nom de tous, par la reine mère, Catherine de Médicis, et par la reine Élisabeth.

Le 22, précédés de leurs somptueux cortéges, tous à cheval et vêtus de longues robes tissues d'or, ils se rendirent dans la grande salle du Louvre, où ils trouvèrent Henri de Valois, qui répondit en latin au discours de Konarski. Plus tard ils lui présentèrent la convention et les *pacta conventa* signés par Montluc en son nom, et dont l'article concernant les dissidents était conçu en ces termes : « Nous conserverons la paix et la tranquillité entre les dissidents sur la religion ; nous tiendrons la main à ce que personne ne soit opprimé pour cause de religion ; et nous ne permettrons jamais que cela arrive sous notre juridiction, ou par l'autorité de quelque tribunal que ce soit, mais surtout par la nôtre. » Quelques-uns prétendant que le roi ne devait pas ratifier cet article, Zborovski, un des ambassadeurs polonais, dit à Montluc : « Vraiment, si vous et vos collègues ne l'eussiez approuvé, jamais votre prince n'aurait eu nos suffrages. » Le roi ayant demandé ce qu'il disait, Zborovski répondit : « Je dis, Sire, que si votre ambassadeur ne s'était engagé à vous faire agréer cet article, vous n'auriez pas été élu roi de Pologne ; et je dis plus

à présent : si vous ne l'acceptez comme tous les autres, vous ne le serez jamais ! »

Tout fut accepté, et la prestation du serment eut lieu avec la plus grande solennité à Notre-Dame, le 10 septembre 1573. La messe dite, les deux rois, de Pologne et de France, s'approchèrent du maître-autel, se mirent à genoux et prêtèrent serment : Henri de Valois comme souverain de Pologne, et Charles IX comme garant des promesses faites en son nom par ses ambassadeurs. Voici la teneur de ce serment, que réitéra Henri à son arrivée en Pologne :

Henri, par la grâce de Dieu, élu roi de Pologne, grand-duc de Lithuanie, de Russie, de Prusse, de Mazovie, de Samogitie, de Kiiov, de Volynie, de Podlachie, de Livonie, etc., librement et unanimement choisi par tous les ordres de Pologne, de Lithuanie et de toutes les provinces, je promets, je jure, au Dieu tout-puissant, sur les saints Evangiles :

Que tous les droits, libertés, immunités, priviléges publics et particuliers, ecclésiastiques et séculiers, qui ont été donnés aux églises, barons, nobles, habitants des villes et des campagnes, et à toute personne de quelque état que ce soit, par les rois mes prédécesseurs, par tous les princes de Pologne et du grand-duché de Lithuanie, et surtout par Kazimir Ier, Vladislav Ier, Jagellon, etc., ou qui ont été établis ou sanctionnés dans les temps des interrègnes, par les diètes, et qui m'ont été présentés ; je les maintiendrai, les observerai et les défendrai dans toutes leurs conditions, dans tous leurs articles, et sur tous les chefs ; que j'entretiendrai la concorde entre ceux qui sont de religion différente, et ne souffrirai en aucune manière que, ni par ma juridiction, ni par celle de mes officiers, ni par certaines classes de citoyens, qui que ce soit se trouve opprimé ou poursuivi pour cause de religion ;

Que je recouvrerai, dans toutes les parties du royaume, du grand-duché de Lithuanie, ou des autres provinces, les pays

illégitimement aliénés ou perdus dans les guerres, ou de toute autre manière; que je ne diminuerai en rien les limites du royaume et du grand-duché, mais que je les défendrai et les étendrai; que j'administrerai une bonne justice à tous les habitants du royaume, sans distinction.

Et s'il arrive (ce qu'à Dieu ne plaise!) que je viole en quelque sorte mon serment, les habitants du royaume et de toutes les provinces ne me devront plus rien; mais, par ce seul fait, je les reconnais déliés de toute foi, de toute obéissance. Je ne demanderai jamais à personne d'être relevé du serment que je prête; et si on me l'offrait, je le refuserai; et qu'ainsi Dieu me soit en aide.

Le lendemain, dans la salle du Palais-de-Justice, en présence du roi de France, de la cour, de tous les grands corps de l'État et de 10,000 spectateurs, les ambassadeurs polonais lurent le décret d'élection; Konarski et Radzivill prononcèrent des discours auxquels répondirent des chanceliers, un *Te Deum* fut chanté, l'artillerie tonna et les cloches retentirent. Le jour suivant, Henri de Valois fit une entrée solennelle et magnifique à Paris, aux acclamations d'un peuple immense criant : *Vive le roi de Pologne!* et le soir, la reine donna aux ambassadeurs, dans les Tuileries, un souper suivi de fêtes.

Henri, cependant, retarda son départ, la santé chancelante de son frère lui laissant entrevoir l'éventualité prochaine de lui succéder sur le trône de France. Forcé enfin de partir, il fut accompagné par Charles IX jusqu'à Vitri, par Catherine de Médicis jusqu'à Blamont, et arriva à Balice, près de Krakovie, le 18 février 1574. Le lendemain, la noblesse, la bourgeoisie et le peuple vinrent à sa rencontre avec un cortége d'une magni-

ficence sans exemple. Primat, archevêques, évêques, castellans, palatins, chanceliers, maréchaux, commandants des villes, officiers royaux avec leurs suites éclatantes, offrant toutes les richesses, toutes les variétés de costumes possibles, polonais, hongrois, allemands, italiens, huns, tatars, formaient à eux seuls un ensemble de plus de 4,000 hommes, sans compter le reste des seigneurs et de la noblesse, la bourgeoisie et mille soldats du peuple armés à l'allemande. Le roi vint à eux entouré de sa garde, et fut harangué par l'évêque de Plock. Sur le soir, le cortége se mit lentement en marche vers la ville toute resplendissante d'illuminations. Aux portes, le roi passa sous un dais soutenu par les consuls, au bruit des trompettes et du canon qui tirait sans interruption; sur tout son passage étaient des arcs de triomphe; une foule innombrable remplissait les rues et couvrait jusqu'aux toits; et l'on se rendit à la cathédrale pour y chanter le *Te Deum*. Le jour suivant, après plusieurs cérémonies, Henri, selon la coutume suivie par tous les souverains de Pologne, avant leur couronnement, alla prier à la grotte de Kazimir, église dédiée à saint Stanislas, dont il baisa les reliques.

Le jour du sacre, en présence du sénat et des grands réunis à la cathédrale, au milieu de la solennité, le maréchal de la couronne, le protestant Firlei, apostropha le roi avec violence, déclara qu'il s'opposait à son couronnement, et faillit transformer l'église en un lieu de sédition et de lutte. Mais la cérémonie s'accomplit ce-

pendant à sa confusion et au milieu de vifs applaudissements. Les fêtes brillantes qui suivirent furent aussi troublées par un sanglant événement. Samuel Zborovski, seigneur influent, allié aux plus grandes familles de la Pologne, et au crédit duquel Henri devait en partie son élection, provoqua en duel le castellan Jean Tenczynski et blessa à mort le castellan Vapovski, ami de ce dernier, qui voulait amener un arrangement. Le roi, au lieu de punir sévèrement ce meurtre commis presque sous ses yeux, se borna à éloigner du pays Zborovski, sans lui retirer ses dignités, ni confisquer ses biens, comme la loi l'exigeait. Le sénat, déjà mécontent d'une telle indulgence, fut profondément indigné lorsqu'il vit la castellanie vacante donnée à l'un des parents du meurtrier, et la dignité de palatin de Krakovie à son propre frère, Pierre.

Cette mésintelligence complète entre le roi et le sénat durait toujours, lorsqu'un message de Catherine de Médicis vint apprendre à Henri que Charles IX était mort le 30 mai précédent, le pressant de revenir en hâte à Paris, s'il voulait recueillir l'héritage de la couronne de France. Le sénat voulait qu'une diète fût convoquée pour statuer sur le cas présent; Henri feignit d'accéder à ses demandes, mais le 18 juin 1574, sans avoir fait part de son projet à personne, il s'enfuit secrètement de Varsovie, par une nuit obscure, et gagna rapidement la frontière autrichienne. A cette nouvelle, la stupéfaction des Polonais fut à son comble. Javoyszovski, Kosak au service du palatin de Sandomir, fut envoyé en toute

hâte pour lui porter les dépêches les plus pressantes, et fit le trajet de Krakovie à Vienne (110 lieues) en vingt-quatre heures et toujours sur le même cheval. Là, il l'atteignit, mais Henri resta sourd à toutes les instances du sénat, et arriva en France où il succéda à son frère, sous le nom de Henri III.

Comme il avait laissé des lettres contenant la promesse de revenir au plus tôt, une diète réunie de suite lui accorda neuf mois; et ce terme expiré, le 12 mai 1575, on annula le serment prêté par la nation. Le 3 octobre suivant une nouvelle assemblée déclara le trône vacant, et le primat convoqua la diète d'élection pour le 4 novembre.

XVII

Étienne Batori (1575-1586).

§ I. — *Oppositions. Guerre contre les Moskovites. Traité de Chiverova-Gorka.*

Par suite des dispositions mal concertées du primat Uchanski, il n'arriva aux élections qu'un petit nombre de nobles. Parmi les candidats au trône de Pologne on distinguait le roi de Suède et son fils, le frère et le fils de l'empereur d'Allemagne, Maximilien II, le duc de Ferrare et de Modène et le duc de Transylvanie, Étienne Batori. Sans attendre les suffrages de la nation, Uchanski, s'appuyant sur le sénat, se déclara en faveur de l'em-

pereur Maximilien, quoiqu'il ne fût pas même candidat : le parti autrichien qu'il représentait, quitta même le lieu de l'élection pour se rendre en armes dans un autre plus propre à la défense, et fit proclamer par le primat, Maximilien, roi de Pologne. Mais les États déclarèrent : « Que la maison d'Autriche était la plus redoutable ennemie de la Pologne ; qu'ils ne souffriraient jamais qu'un prince de cette famille fût leur souverain ; que les royaumes de Hongrie et de Bohême étaient des exemples frappants pour la Pologne ; que ces peuples, après avoir perdu leur liberté, gémissaient sous le joug de l'Autriche. » Puis, dans la séance du 14, ils décernèrent la couronne à Anne Jagellonne, sœur de Sigismond-Auguste, en lui assignant pour époux Étienne Batori qui devenait ainsi roi. Jean Zamoïski était à la tête du parti national qui fit ce choix.

Tarlo, palatin de Lublin, porta à Étienne Batori le diplôme d'élection, tandis que le parti opposé envoyait, de son côté, les *pacta conventa* à la ratification de l'empereur. Celui-ci manifesta quelque hésitation : Batori, profitant des instants, arriva à la hâte à Krakovie, et le 1er mai 1576 fut couronné et uni à Anne Jagellonn, alors âgée de cinquante-deux ans, au moment où l'on recevait la nouvelle du serment prêté par Maximilien. Déjoué par cette promptitude, le parti autrichien eut encore deux réunions, l'une à Lovicz et l'autre à Varsovie, et le primat Uchanski ne se soumit qu'en voyant le staroste de Samogitie, Jean Chodkievicz, apporter l'adhésion de la Lithuanie. La Prusse suivit cet exemple ;

et à la diète de 1578, le duché de Kœnigsberg prêta hommage de vassalité en la personne de Georges-Frédéric, tuteur d'Albert-Frédéric tombé en enfance. Étienne Batori fut ainsi reconnu par toutes les provinces de la république, excepté la seule ville de Dantzik qui, mal intentionnée depuis quelque temps, et soulevée par un homme populaire, Constantin Gerber, résista d'abord et ne céda qu'à la force des armes. Batori usa de clémence envers elle, et son retour fut sincère.

Le nouveau roi se concilia la bienveillance du clergé qui lui avança, pour la guerre, l'argent que lui refusait la noblesse. Il gagna bientôt celle-ci elle-même, en instituant des tribunaux suprêmes ou en dernier ressort pour la Pologne en 1578, pour la Lithuanie en 1580, et en renonçant à presque tout droit de justice. Cette branche du pouvoir devint indépendante de la royauté, qui ne conserva plus que le droit de grâce et la juridiction de la loi bourgeoise ou teutonique, exercée le plus souvent par les chanceliers. Les difficultés que rencontrait l'administration s'aplanirent à mesure que se révélaient les grandes qualités qui acquirent à Batori l'estime et la confiance de la nation. La noblesse vota les impôts, et se montra plus empressée lorsqu'elle fut appelée contre les Moskovites.

Tandis que le roi de Pologne était occupé à pacifier Dantzik, Ivan IV, le Terrible, s'était emparé de toute la Livonie, au mépris des traités. Une armée composée de troupes polonaises, lithuaniennes, livoniennes et suédoises, sous le commandement d'André Sapiéha, attei-

gnit les Moskovites sous les murs du château de Venden, qu'ils assiégeaient, et les défit. Bientôt Étienne Batori vint diriger lui-même les opérations de la guerre, et fut suivi du hetman, Jean Zamoïski. Miélecki, palatin de Podolie, commandait les Polonais; Radzivill, palatin de Vilna, les Lithuaniens; et Bekiesz un corps de cinq mille fantassins hongrois. Ivan IV sollicita une trêve. Batori lui répondit qu'aucun repos ne lui serait accordé qu'il n'eût évacué toute la Livonie, et mit le siége devant Polock, qui depuis les dernières guerres était au pouvoir de la Moskovie. La ville résista longtemps; et les Moskovites ayant fait subir aux Polonais qui s'y trouvaient les plus atroces supplices, la garnison qui avait enfin capitulé fut sur le point d'être massacrée; mais Batori, pour toute vengeance, la fit reconduire jusqu'à la frontière moskovite (1579). Sokol fut ensuite attaquée et incendiée, et trois mille Moskovites périrent pendant l'assaut de cette place ou sous les débris de ses murailles. Après s'être également emparé des châteaux forts de Turovla et de Susza, Étienne donna l'investiture du duché de Kourlande à Gothard Kettler dont il reçut l'hommage, fit prendre à ses soldats leurs quartiers d'hiver, et revint à Varsovie.

A la suite de cette première campagne, la diète vota, non sans de vifs débats, les fonds nécessaires pour continuer la guerre, et prolongea de deux ans l'impôt du quart des revenus des starosties ou des domaines royaux affecté par Sigismond-Auguste à l'entretien de l'armée. Aussitôt le roi revint en Lithuanie se mettre à la tête de

ses troupes (1580), s'empara de Vielkie-Luki dans la province de Rzeva, et refusant à Ivan la paix qu'il implora de nouveau à plusieurs reprises, traversa la Dzvina, assiégea et prit Nevel, Zavislocze, Jézierzyszcze, Porchov, Opoka, Starodubov, tandis que Zamoïski se rendait maître de Viéliz et Radzivill d'Usviata.

Cette seconde campagne terminée, Batori vint assister à la diète de Varsovie, en 1581, puis recommença les hostilités par le siége de Pskov, et en pressa les opérations qu'un hiver rude n'interrompit point. Ivan, consterné de ces rapides conquêtes, en apprenant chaque jour de nouvelles, et craignant de voir bientôt les Polonais dans Moskou, eut recours à la médiation du pape, promettant comme toujours la réunion de l'Église grecque à l'Église romaine. Le trop confiant Grégoire XIII envoya à Étienne le jésuite Antoine Possevin qui acquit sur lui une grande influence. Sur ses instances, la paix fut conclue à Zapolé et à Chiverova-Gorka le 15 janvier 1582, au moment où, pressé depuis plusieurs mois, Pskov allait se rendre. Ivan évacua la Livonie, et renonça à toute prétention sur cette province, qui fut divisée en trois palatinats, Venden, Dorpat et Parnau; Polock, Vieliz, Vitepsk, le pays adjacent et trente-quatre forteresses de la Lithuanie restèrent à la Pologne, qui consentit à rendre aux Moskovites les places qu'elle occupait dans les provinces de Rzeva et de Pleskov. Ces conditions avantageuses changèrent les frontières de la Lithuanie et les consolidèrent jusqu'à la fin de l'existence de l'ancienne Pologne.

§ II. — *Zamoïski et les Zborovski.*

La puissance si prépondérante des grandes familles jetait déjà le trouble dans la République. Les dissensions entre Kmita et Tarnovski, sous Sigismond Ier, celles entre le maréchal Firlei et le primat Uchanski furent de courte durée. Mais les discordes continuelles entre le puissant Gorka et les évêques de la grande Pologne devinrent le point de départ d'agitations plus profondes. Enfin celles entre Zamoïski et les Zborovski divisèrent le pays tout entier.

Zamoïski, qu'Etienne affectionnait particulièrement, fut investi par lui d'un pouvoir et d'une accumulation de dignités dont aucun citoyen n'avait jamais joui. Chancelier ou garde des sceaux, il était dépositaire de la loi et exerçait la justice suprême des villes ; les ordres, les grâces et même les dons du roi n'avaient aucune valeur s'il n'y apposait son sceau, ce qu'il pouvait toujours refuser, s'il les jugeait contraires aux lois ou aux priviléges. Hetman, il était généralissime de toutes les forces du pays, et pendant la guerre commandait toute la noblesse armée. Castellan de Krakovie, il était le premier sénateur laïc. Staroste de la même province, il avait une juridiction criminelle très-étendue dans toute la petite Pologne.

Jaloux de ces faveurs, les Zborovski, qui avaient puissamment contribué à l'élection de Henri de Valois et à celle de Batori, se voyaient négligés. Samuel, l'aîné,

banni du temps de Henri pour le meurtre commis en présence du roi, rentra dans le pays malgré l'édit de proscription qui le frappait, excita les Kosaks à attaquer les Turcs alors en paix avec la Pologne,et parut en armes dans le palatinat de Krakovie, bravant l'autorité de Zamoïski qui l'avertit d'abord, et voyant ses avis méconnus, le fit arrêter et décapiter en vertu d'un décret royal.

Alors l'exaspération des Zborovki n'eut plus de bornes. Peu auparavant, Christophe Zborovski ayant sollicité du roi une pension vacante, n'en avait obtenu que la moitié. Sous le coup de ces ressentiments ils cherchèrent à soulever la noblesse et à porter les Kosaks à la révolte. Voitaszek révéla leur complot et remit les lettres dont il était porteur et qui le prouvaient. Le sénat fut convoqué, puis Christophe et André Zborovski assignés à comparaître à la diète de Varsovie. Ils y arrivèrent avec un nombreux cortége d'amis puissants, de domestiques et d'hommes armés, de sorte que le roi et Zamoïski furent eux-mêmes obligés de s'entourer aussi de troupes jusque dans l'enceinte de l'assemblée. Les nonces demandèrent à participer à la cause : on leur répondit que le jugement suprême de la diète n'était pas de leur ressort, mais qu'ils pouvaient y assister comme arbitres.

Cependant les Zborovski essayèrent de fléchir le roi qui semblait disposé au pardon, et ils montraient le portrait de Samuel décapité, au milieu des pleurs de ses nombreux enfants. Jean Zborovski, castellan de Gnèzne, qui avait été reconnu innocent de toute complicité, implora

pour ses frères la compassion de l'assemblée dans un discours touchant, que nous regrettons de ne pouvoir citer ici, et qu'il termina le visage inondé de larmes. Le sénat, les nonces, les accusés, tous pleuraient, et l'on n'entendait que sanglots et gémissements. Néanmoins le procès suivit son cours. L'instigateur Rzeczicki rappela qu'avant sa mort, Samuel avait accusé ses frères André et Christophe d'avoir tramé contre la vie du roi un attentat qui devait être effectué dans la forêt de Niépolomicé, prouva par les conditions faites au tzar de Moskou le complot ourdi par Christophe, avec le tzar, à Lubek, et enfin démontra par les écrits et les paroles des Zborovski l'outrage fait à la majesté royale. Après les éloquentes plaidoiries de Sadzivoï Czarnkovski et de Jacques Niemoïevski en faveur des accusés, le sénat ajournant son jugement pour André à la diète prochaine, condamna à la peine de mort et d'infamie Christophe Zborovski qui, sans attendre son arrêt, s'était retiré en Moravie (1).

Les passions soulevées par ce grand débat empêchèrent la diète réunie à Varsovie en 1585, de fournir à Batori les moyens de conquérir la Moskovie, ce qui était alors facile, ce pays étant déchiré par la lutte acharnée qui, après la mort d'Ivan IV, s'était élevée entre Fiédor, le fils du tzar, et son propre tuteur. Ainsi avorta ce projet de la plus haute importance, pour l'exécution duquel le pape Sixte-Quint offrait même au roi de Pologne des

(1) Niemcevicz. *Chants historiques.* Notes.

secours en argent. Le premier résultat de la lutte des grandes familles polonaises fut donc d'empêcher l'anéantissement de la Moskovie, comme le dernier fut de lui livrer la patrie.

§ III. — *Ce que se proposa Batori. Sa mort.*

Quatre grandes pensées dominèrent le règne d'Etienne Batori : le raffermissement du catholicisme ébranlé, l'organisation de la force militaire, la conquête de la Moskovie, et la réforme de la République.

Il contribua à raffermir le catholicisme en protégeant les Jésuites établis depuis 1511 en Pologne et en leur confiant la direction de l'université de Vilna et des écoles de la Lithuanie (1579). Cet ordre religieux acquit promptement une grande influence, attira vers lui les hommes de talents les plus éminents, propagea avec éclat les lettres, les sciences, tous les genres d'études, renouvela les monuments et retrempa les âmes d'une foi ardente et profonde.

Dès le début de son règne, Batori songea à organiser les forces militaires de la Pologne. L'impôt fixe et le quart des rentes des biens nationaux étaient loin de pouvoir entretenir une armée de guerre ; les autres impôts étaient plutôt des subventions extraordinaires qu'un revenu suffisant d'une manière permanente à la défense du pays. La noblesse sans doute prenait les armes au premier appel, et, selon les dispositions des lois Sigismondines, passait même à certaines époques des revues

dans ses palatinats. Mais la longue paix du règne des deux Sigismond l'avait rendue paresseuse, et elle ne fournissait plus qu'une cavalerie peu disciplinée. Batori la décida à former des régiments d'infanterie, améliora l'artillerie et essaya d'enrôler un certain nombre de Hongrois mieux exercés. Il fit plus, il transforma en défenseurs de la Pologne les Tatars et les Kosaks. Ils'attacha les premiers en augmentant les subsides que leur avaient accordés les deux Sigismond, organisa militairement les seconds et les incorpora dans l'armée polonaise.

Les Kosaks, formés de fugitifs, de brigands, se joignaient aux Tatars dans leurs irruptions. Au XIV[e] siècle on en trouve en Podolie, sur le fleuve Jaïk, en Asie et même dans la Lithuanie. Refoulés vers le Dniéper, ils s'établirent sur les îles de ce fleuve et spécialement dans celles situées sous les cataractes, et commencèrent à être plus connus sous le nom des Zaporoges qui formaient leur centre. En 1510, Sigismond I[er] leur accorda des terres, des franchises et des priviléges, et par son ordre, un simple kmeton, Ostafi Daszkiéviez commença à les organiser en régiments. Ils étaient déjà assez nombreux sous Sigismond-Auguste, au moment où l'Union de Lublin les plaça sous l'autorité immédiate de la Pologne. Étienne Batori, considérant leur position comme militaire, leur donna de meilleures armes, une organisation et une discipline plus régulières, leur accorda le droit de choisir leur chef appelé hetman et leur demanda 6,000 hommes. Ils étaient destinés à jouer

plus tard un rôle important dans les destinées de la république.

Quant au projet de la conquête de la Moskovie auquel Sixte-Quint conviait la Pologne, nous avons vu comment il échoua par suite des dissensions des nobles et surtout des grandes familles. La noblesse, qui jouissait seule de tous les droits et asservissait les autres habitants, paysans et bourgeois, s'était de tout temps, et principalement pendant les interrègnes, signalé par sa turbulence, ses excès, ses injustices, ses violences, n'ayant rien qui la maintînt. En vain on l'avertissait des malheurs qui en résulteraient et qui devaient tôt ou tard entraîner la ruine de la république : ces avis étaient méprisés.

Or Batori n'entendait pas régner comme les Jagellons. Il déclara qu'il ne voulait pas être « un roi en image et en poterie, » ainsi qu'il disait, et le prouva par son activité. On lui a donné cette devise : « dans la république plus que roi ; » et il se montra digne en effet de la porter. Redouté de ses voisins, respecté de ses sujets, il ne souffrait ni opposition, ni obstacles à l'exécution de ses plans. Aussi lui supposa-t-on l'intention de limiter les prérogatives de la noblesse, d'introduire dans le pays un ordre plus régulier, et de rendre le trône héréditaire, en gagnant la nation pour indiquer de son vivant son successeur, ce qui eût été violer les lois et le serment qu'il avait solennellement prêté. Toutes ces réformes devaient être proposées à la diète prochaine, appelée aussi à voter les fonds nécessaires pour la guerre pro-

jetée contre les Moskovites. L'armée et les Hongrois soldés entouraient les environs de Varsovie où devait siéger cette diète dont on voulait, disait-on, forcer le consentement par cet appareil militaire. La noblesse s'inquiétait; on craignait des mesures violentes et jusqu'alors inconnues, lorsqu'Étienne Batori mourut subitement à Grodno, le 12 décembre 1586, dans sa cinquante-quatrième année, ne laissant pas d'enfants. Les uns attribuèrent cette mort au poison, d'autres à l'épilepsie, quelques-uns à la colère que lui causa la révolte du peuple de Riga.

Quoi qu'il en soit, il eût été difficile à Batori de transformer la république de Pologne en monarchie. Pour y opérer la véritable transformation qu'elle réclamait, il eût fallu étendre progressivement aux bourgeois et aux paysans tous les droits, toutes les libertés dont jouissait la noblesse et poursuivre l'égalité de toutes les classes, ce que malheureusement aucun souverain polonais n'entreprit sérieusement de réaliser. C'était, il est vrai, toute une immense révolution sociale qui exigeait pour s'accomplir une longue suite d'années, mais le salut de la Pologne en dépendait.

D'un extérieur noble et imposant, Batori s'exprimait avec grâce et éloquence. Il aimait les lettres, les sciences et les arts, qu'il cultivait dans sa prison lorsqu'il était captif de Maximilien Ier, dans ses voyages, à la cour des Medicis et jusqu'au milieu des soucis incessants de la royauté où il faisait sa lecture habituelle des ouvrages de Jules César. Vaillant capitaine, politique

habile, il déploya, dans les onze années de son règne, des talents supérieurs, prit l'initiative de plus d'une sage réforme, et conduisit la noblesse avec une habileté remarquable. Zélé catholique, il veillait à l'exécution des décrets du concile de Trente, mais en alliant à sa foi le respect le plus sincère de la liberté religieuse. Il laissa chacun professer son culte, sans avoir jamais persécuté qui que ce fût pour ses opinions, et répétait sans cesse qu'à Dieu seul appartient le droit de diriger les consciences.

Avec lui s'éteignit l'ère de grandeur et de prospérité de la Pologne; son astre, ayant atteint l'apogée de sa gloire, allait redescendre sur l'horizon et commencer le cours rapide de son déclin.

XVIII

Considérations générales sur cette période.

Cette période de l'histoire de la Pologne, qui embrasse plus de deux siècles et demi (254 ans), offre l'imposant spectacle d'une vaste république nobiliaire qui se constitue avec une unité sans centralisation, ni capitale proprement dite, et par la fusion naturelle et complète de races et de peuples divers. Elle se forme progressivement par sa seule puissance, sans déchirements, sans catastrophes sanglantes, soumettant tous les éléments hétérogènes à la noblesse qui impose son joug au peuple.

La Pologne qui, à la mort de Vladislav Lokétek, avait à peine 6,000 lieues carrées, en 1569, à l'union de Lublin en comptait dix fois autant, et depuis s'étendit considérablement encore. Cependant elle ne fit aucune guerre pour s'agrandir, mais uniquement pour se défendre. Bien plus, elle laisse, par insouciance, détacher de son territoire les républiques de Novogorod-la-Grande, celle de Pskov, le duché de Tver, néglige de s'incorporer la Prusse ducale et la Silésie, dont la cession lui est proposée en 1404; refuse maintes fois les couronnes de Suède, de Danemark, du Bas-Empire, celle de Bohême qui lui est offerte cinq fois en 70 ans (de 1400 à 1471) et celle de Hongrie offerte quatre fois en un demi-siècle (de 1440 à 1490).

Par suite, dit M. Kubalski (1), de la réunion à la Pologne de la Lithuanie qui comprenait les terres russiennes délivrées du joug tatare, on vit non-seulement les habitants idolâtres des pays nouvellement unis se convertir au christianisme, mais encore ceux des Russes qui étaient tombés dans le schisme grec rentrer dans l'union avec Rome. De cette manière, la Pologne, dont les frontières se trouvaient avancées jusqu'aux embouchures du Dniéper et de la Dzvina, s'éleva au rang de première puissance représentative dans l'Europe continentale.

Cependant elle eut alors de nouveaux ennemis dans deux peuples voisins, les Turcs et les Moskovites. Les premiers, sortis du fond de l'Asie et professant l'isla-

(1) *Recherches historiques sur les origines des peuples slaves.*

misme, venaient de renverser l'empire d'Orient (1453). Quant aux autres, on sait que ce peuple schismatique s'était mêlé, quoique d'origine slave, avec diverses races étrangères, et qu'après avoir secoué le joug des Tatares (1477), il devint conquérant à l'instar de ses anciens maîtres. Au milieu de tant d'embarras, les princes de la maison des Jagellons tinrent en respect les ennemis extérieurs de leur royaume, et étendirent leur protection aux peuples chrétiens de l'Orient, dont plusieurs se placèrent alors sous leur sceptre, soit directement comme la Hongrie, la Bohême, soit comme tributaires, ainsi que la Moldavie, la Valachie. Après avoir dompté les Chevaliers teutoniques, ces princes reprirent et réunirent à la Pologne deux provinces situées sur la Baltique, la Prusse et la Livonie, y compris la Courlande, tout en laissant une partie de ces pays tributaires en possession des chefs du même Ordre, qui venait d'être sécularisé.

Du reste, ce qui distingue cette période, c'est la politique conciliante du gouvernement polonais, politique qui préserva cet État des malheurs sans nombre que les dissensions religieuses avaient occasionnés dans les pays voisins, en Allemagne surtout.

Les principaux faits de cette époque peuvent se résumer ainsi : conversion définitive au christianisme des Lithuaniens, et rentrée dans le sein de l'Église des Russiens; fusion de ces deux peuples avec la nation polonaise, qui devint ainsi l'un des principaux boulevards contre les hordes asiatiques; chute de l'influence ger-

manique dans le nord-est de l'Europe, malgré la propagation du protestantisme.

Dans la première phase de cette période, l'égalité s'établit dans l'ordre équestre, la coéquation rapproche les provinces, fond les assemblées en une seule diète, plus fréquente, et poursuit incessamment l'application de l'unité dans les lois, l'administration, la justice et toutes les branches de l'État. De la diète de Nieszava en 1454 à celles de Radom et de Piotrkov entre 1493 et 1506, la législation précise le pouvoir et les droits de l'ordre équestre, les diètes s'organisent, se régularisent, centralisent l'action de toutes les forces nationales, et la démocratie nobiliaire atteint son apogée. De 1506 à 1587 s'effectue la constitution définitive de la république; paysans, bourgeois, clergé, tout est humilié, asservi par la noblesse qui elle-même se divise et subit la prépondérance de quelques magnats; enfin, au moment où la mort d'Étienne Batori clot cette période, on sent déjà que la Pologne est placée dans cette alternative: ou de se régénérer en émancipant le peuple et en lui donnant progressivement la jouissance de tous les droits sociaux et politiques; ou de s'anéantir dans la suite par la turbulence et les dissensions de cette noblesse dont bientôt rien ne contre-balancera plus l'omnipotence.

Tout le pouvoir résidait dans les diètes. Depuis celle de 1521, le roi était obligé d'indiquer dans les *universaux* de convocation les projets qu'il devait soumettre à l'assemblée. A partir de 1529 les nonces arrivaient munis d'instructions, et souvent après la session ils ren-

daient compte à leurs commettants de leur mission législative. Dès 1573, cette tâche devint obligatoire, et les diétines de relation tenues à cet effet à la suite de la diète, se nommaient *post-comitiales*. Les trois ordres, disait-on, décidaient dans la diète, le roi, le sénat et la chambre des nonces; mais en réalité toute la puissance résidait dans cette dernière, dans l'ordre équestre. Lors des moments orageux, sous Sigismond Ier, il y eut une rupture tumultueuse de la diète, mais on n'a aucun exemple que le souverain, comme chef de l'État, ait jamais osé rompre ou dissoudre l'assemblée, rejeter une de ses décisions, suspendre ses délibérations, ou retirer un projet une fois saisi. La diète définitivement organisée comptait 184 nonces terrestres, sans y comprendre ceux des palatinats prussiens, qui n'ayant pas de nombre déterminé, envoyaient douze, trente-huit ou soixante-dix représentants. Le sénat avait cent trente-quatre membres.

Vers la fin de cette période, le clergé, toute la noblesse et la bourgeoisie foncière *extra muros*, n'étaient plus contribuables; les terres immédiates étaient exemptes d'impôts ; il n'y avait que celles de leurs tenanciers qui fussent imposées. La Lithuanie n'eut d'armée régulière et permanente qu'en 1551 et la Pologne qu'en 1562.

Nous avons expliqué dans l'Introduction du premier volume la transformation qui s'accomplit au XVIe siècle dans la condition des paysans : complétons cet aperçu sommaire par quelques nouveaux détails. Des dispositions de police enchaînèrent d'abord le kmeton à la

glèbe. Il ne lui fut plus permis de changer de résidence sans le *missionem* ou congé de son seigneur. Un seul de ses enfants pouvait espérer la permission d'aller étudier, servir, apprendre ou exercer quelque métier ailleurs. Il est vrai qu'en 1511 on suspendit l'exécution de ces dispositions comme contraires à l'équité et à la liberté commune. Mais des mesures d'une extrême sévérité contre les fugitifs et les vagabonds produisirent un résultat analogue. Bientôt le kmeton fut soumis à une juridiction arbitraire et ne put exercer une action en justice, ni rien faire sans l'assistance de son seigneur.

Dans les temps primitifs, et particulièrement sous Boleslav le Grand, les kmetons étaient très-souvent sous les armes. Plus tard la noblesse s'attribua seule cette tâche, et sous les Jagellons les paysans furent exclusivement voués à la culture de la terre. Mais de nouvelles charges leur furent imposées. Lorsqu'on organisa l'armée permanente, la loi de 1544 les obligea, en cas de guerre, à équiper un homme de chaque vingtième. L'impôt de 2 gros, infiniment amoindri par la diminution de la valeur de la monnaie, fut suppléé par la contribution foncière, variant, suivant les besoins de la république, depuis 8 gros jusqu'à 15 (de 4 fr. 70 cent. à 8 fr. 80 cent.). Le cens pécuniaire haussa naturellement aussi avec les progrès de l'agriculture, du commerce et de la population. Mais un fait plus déplorable fut l'augmentation de la corvée. A Thorn et à Bidgoszcz, en 1520, on statua à perpétuité que chaque colon ou kmeton, de tous les villages et hameaux, tant royaux que particuliers, qui

auparavant ne donnait pas au maître un jour de travail par semaine, y serait tenu désormais.

La condition des kmetons fut d'abord plus douce en Prusse, dans la petite Pologne, comme nous le voyons par les synodes de Posen en 1560 et de Krakovie en 1573, et surtout en Mazovie. Dans cette dernière province, où la foi catholique fut toujours plus vive, la noblesse se confondait encore avec le peuple ; son statut rédigé en 1536, et imprimé en 1541, montre le paysan jouissant d'une partie de ses antiques franchises, sa liberté étant garantie par la faculté de caution qui cependant fut abolie dans le palatinat de Plock en 1563 et dans toute la Mazovie en 1576.

En Lithuanie, en Hongrie, en Bohême, et surtout en Livonie et en Kourlande, le peuple était plus asservi et moins heureux qu'en Pologne, où l'on voyait encore de riches agriculteurs. Plusieurs même se ruinaient en dépenses excessives et en habits précieux. Les pauvres comme les riches, les plébéiens comme les nobles recherchaient alors l'instruction avec empressement et envoyaient leurs enfants aux écoles apprendre le latin et d'autres sciences. Les bourgeois des bourgades se faisaient remarquer dans ce mouvement, et les kmetons même y prenaient une large part. Cependant la masse n'y pouvait participer, et la jeunesse cherchait à changer sa position en émigrant surtout vers la Silésie et la Hongrie, premier symptôme d'un malaise général.

Voici quel était vers 1510 et 1550 le chiffre moyen par

année des crimes dans la Pologne entière, non compris la Prusse et la Mazovie :

Époques.	Brigandages.	Assassinats.	Assassinats dans les églises, diétines.	Poison.	Vol avec effraction.	Vol ordinaire.
Vers l'an 1510	141	60	38	..	25	51
— 1550	71	62	10	10	56	71

Mais les crimes et délits augmentèrent subitement vers 1565, et le 15 décembre 1568, François Krasinski, chantre de la cathédrale de Krakovie, constatait publiquement que cette augmentation de crimes était due à trois causes : l'instruction populaire négligée, l'accroissement des impôts résultant de la guerre, et la prétendue réorganisation de l'État, que le peuple considérait comme la ruine de la patrie et qui le poussait au désespoir. Il ajoutait qu'il y avait des monstres qui, contre tout droit divin et humain, ôtaient impunément la vie à leurs sujets, et traçait le sombre tableau de toutes les oppressions et de toutes les cruautés dont les paysans étaient victimes. En vain les chaires catholiques fulminaient contre les oppresseurs, et les dissidents eux-mêmes faisaient appel à l'humanité des seigneurs. Il était des provinces où l'on vendait les paysans, et dans toutes, selon l'expression même des nobles, on pouvait les « tuer comme des chiens. » Voilà où la libre et catholique Pologne en était venue sous l'empire des progrès de l'hérésie et de l'incrédulité. Dès lors l'heure de sa ruine était sonnée.

LA POLOGNE EN DÉCADENCE

1587-1795.

I

Sigismond III, Vasa (1587-1632).

§ I. — *Deux partis. Diète d'inquisition. Situation.*

Nous avons déjà vu que les sectes hérétiques ou dissidentes, une fois puissantes en Pologne, y formèrent un parti antinational qui chercha son point d'appui à l'étranger, d'où il venait. C'est ce parti protestant et autrichien qui balança quelque temps l'élection de Henri de Valois, et après sa fuite, sans attendre les suffrages de la nation, proclama Maximilien, tandis que le parti national et catholique élisait Etienne Batori. A la mort de celui-ci, il offrit de nouveau le trône à Maximilien, archiduc d'Autriche. La maison autrichienne de Habsbourg était alors très-puissante en Europe : une branche régnait sur l'Allemagne, la Bohême et la Hongrie ; l'autre sur l'Espagne et les pays qui en dépendaient. Après avoir en vain longtemps tenté de s'emparer de la cou-

ronne de Pologne, elle lui fournit des reines pendant quatre générations. La noblesse polonaise éprouvait pour elle une profonde aversion, se plaignait des intrigues qu'elle ne cessait d'ourdir depuis Sigismond Ier, et la considérait avec raison comme l'ennemie systématique de ses libertés, de ses diètes et de ses institutions républicaines. Aussi donna-t-elle pour successeur à Etienne Batori, Sigismond III, Vasa, issu des Jagellons, et petit-fils par sa mère de Sigismond le Vieux. Il fut élu le 19 août 1587; et outre les obligations contenues dans les *pacta conventa*, jura une alliance éternelle entre la Suède et la Pologne. Il était fervent catholique, bien que son père fût luthérien, et rappelait les grands souvenirs de la famille qui pendant tant d'années avait contribué à la splendeur de la Pologne. Zamoïski concourut à ce choix avec tout le parti catholique et national.

Le parti antinational, protestant et autrichien, conduit par les Zborovski, se voyant déçu dans ses espérances, voulut s'emparer de la couronne par les armes. Mais Zamoïski le repoussa en 1588 des portes de Krakovie, le poursuivit jusqu'en Silésie, et le défit à Byczyna (Pitschen) où il fit prisonnier l'archiduc Maximilien, qui fut conduit à Krasnystav et ne recouvra sa liberté qu'un an après, par suite de sa renonciation au trône de Pologne.

La maison d'Autriche n'en continua pas moins ses intrigues, et, chose étrange! sut trouver un appui jusqu'auprès de Sigismond III lui-même. C'est aux sugges-

tions autrichiennes qu'on attribua l'invasion du territoire turc par les Kosaks, qui pouvait susciter une guerre avec l'empire ottoman. On supposa des conventions secrètes entre le roi de Pologne et l'Autriche, allant même jusqu'à dire qu'il voulait lui céder le trône. Ces appréhensions augmentèrent encore lorsque Sigismond épousa une archiduchesse, contre le vœu du sénat et de la nation.

En 1592, une assemblée tenue à Iendrzéiov, sous l'inspiration du vieux Zamoïski, rédigea les griefs contre le roi et provoqua une enquête, d'où le nom de *diète d'inquisition*. Pac, *civum* de Vitepsk, fut choisi pour maréchal de la diète. L'abbé Tarnovski présenta la défense de Sigismond, et demanda l'enquête. Le primat Karnkovski ouvrit le tour du sénat, en parlant avec une grande hardiesse. Les sénateurs prirent la parole, rapportèrent toutes les rumeurs qui couraient, et la discussion se prolongea du 13 au 28 septembre. Sigismond III prononça ensuite un discours où il s'efforce de ramener la concorde, reconnaît qu'il a donné des prétextes au bruit de son départ, promet de calmer toutes les inquiétudes, s'engage à ne sortir en aucun cas de la Pologne sans la permission des États, propose d'envoyer des ambassadeurs en Suède auprès de son père, d'autres au pape et à l'empereur, et conclut en déclarant qu'il accepte tout ce que les représentants décréteront. On discuta jusqu'au 8 octobre si l'on devait se contenter de la protestation royale ou continuer l'enquête. Alors Zamoïski reprit l'affaire, en appuyant chaque chef d'accusation

contre le roi, de lettres dont l'authenticité était contestée par les partisans de Sigismond, et d'autres preuves plus contestables encore. Une discussion confuse se prolongea jusqu'au lendemain, et la diète se sépara sans rien décider, le roi ayant donné par écrit la déclaration suivante : « Quoi qu'il puisse arriver, je promets à l'avenir de n'abandonner jamais le royaume, de ne déroger en rien aux priviléges de la nation, et de ne pas nommer mon successeur. » Il est rare, dit Niemcevicz, de voir, même dans les fastes des peuples libres, d'un côté un roi coupable debout dans toute sa majesté, et de l'autre une nation l'accusant par l'organe de sa représentation. C'est ce spectacle que la diète d'inquisition présentait à l'Europe en 1592.

Plein de zèle pour la religion, Sigismond III suivait les conseils d'André Bobola, de son confesseur Golynski, du célèbre prédicateur Skarga, et était attaché aux Jésuites. Il voyait avec plaisir quelle ardeur ils déployaient pour la conversion des hérétiques et des schismatiques, pour l'instruction de la jeunesse, la multiplication des écoles, la propagation des lettres et des sciences. Sa cour était remplie d'Allemands ; il aimait leurs usages et faisait porter leur costume à son fils. Dès les premières années de son règne, il travailla à améliorer la législation, et le statut lithuanien, de troisième rédaction, fut décrété et imprimé en russien en 1588, puis traduit et publié en polonais en 1614. La noblesse prussienne se fit en 1598 un code particulier. La législation civile et criminelle de la Pologne offrait encore un grand désor-

dre. Les villes furent lésées dans leurs droits; leurs députés chassés des diètes; et, loin qu'aucune loi intervînt en faveur des paysans, les excès des nobles devinrent chaque jour croissants. La discorde était partout : entre une partie de la noblesse et le roi; entre les seigneurs eux-mêmes; dans les écoles où éclataient fréquemment des rixes; et surtout entre les dissidents et les catholiques. On en venait aux mains, et le sang coulait dans les villes de la Pologne et de la Lithuanie. Malgré l'heureuse union de l'Église grecque à l'Église romaine à Brzesc, en 1595, les schismatiques suscitèrent dans les provinces russiennes des troubles et de sanglantes émeutes. Le règne de Sigismond s'écoula au milieu de ces luttes intestines qui paralysèrent toutes ses grandes entreprises.

§ II. — *Guerre avec la Suède. Victoire de Kircholm.*

Jean, roi de Suède, étant mort, Sigismond III, son fils et son héritier, réunit la couronne de Suède à celle de Pologne. Mais Charles, duc de Sudermanie, son oncle, auquel est confié, en son absence, le soin de la régence, cherche à se rendre indépendant. Alors Sigismond débarque à Colmar, entre à Stockholm, poursuit l'usurpateur, mais au moment où il est victorieux, se montre disposé à la conciliation. Le duc de Sudermanie en profite pour réparer ses échecs, et remporte à Linkoping un avantage signalé. Néanmoins tout annonçait le triomphe définitif du roi de Pologne, quand, sur de perfides conseils, il quitte brusquement le royaume, et ne répond

pas même aux États de Suède qui, alarmés de cette retraite, demandent son retour ou au moins la présence d'un de ses fils. Alors le duc de Sudermanie se fit proclamer roi, sous le nom de Charles IX. Déjà le protestantisme avait faussé partout les questions politiques, en les transformant en questions religieuses, et la Suède ne se sépara alors de la Pologne que parce qu'elle était luthérienne, et que celle-ci et son roi étaient catholiques.

La république, d'ailleurs insouciante de la couronne de Suède, reste étrangère à cette lutte dynastique, et ne s'émeut que lorsque Charles IX vient l'attaquer elle-même, en se jetant sur la Livonie. Dès lors commence une guerre qui se prolonge pendant dix ans avec des alternatives diverses. Jean Zamoïski, Radziwill, Chodkievicz remportent de brillantes victoires. La plus éclatante fut la mémorable bataille de Kircholm, livrée le 27 septembre 1605. Charles IX était à la tête de 17,000 hommes d'excellentes troupes : 3,400 Polonais, commandés par Jean-Charles Chodkievicz, s'avancèrent intrépidement à leur rencontre, et furent rejoints au moment de l'action par 300 nobles chevaliers que le fidèle vassal Kettler, duc de Kourlande, amenait, après avoir traversé les flots grossis et menaçants de la Dzvina. Dans cette lutte à outrance, trois chefs suédois furent mis hors de combat : le duc de Lunebourg-Brunswick fut tué; Linderson, mortellement blessé, se défendit encore à genoux avant d'expirer; Brandt fut fait prisonnier après une résistance désespérée. Charles IX ne dut son salut qu'au cheval que lui donna Henri Wrède, qui

fut alors haché en pièces. Chodkievicz lui-même faillit être tué. Bref, les Suédois perdirent 9,000 hommes, 60 drapeaux, 11 canons; et cette victoire eut un tel retentissement en Europe et jusqu'en Asie, que le pape Paul V, l'empereur Rodolphe, le roi d'Angleterre, Jacques Ier, le sultan, et le shah de Perse, Abbas, en envoyèrent leurs félicitations à Sigismond III (1). Malheureusement les Polonais avaient un trop petit nombre de troupes pour tirer aucun résultat de leurs succès, et, quoique s'étant emparés de provinces entières, ils ne purent, par suite de leurs dissensions civiles, continuer la guerre dans la Livonie, dont une grande partie resta au pouvoir de la Suède. Une trêve fut conclue jusqu'en 1525.

§ III. — *Diète de* 1605.

Déjà nous avons vu Sigismond III publiquement accusé et forcé de se justifier à la diète d'inquisition de 1592. La lutte contre lui recommença bientôt à l'occasion de son second mariage avec une Autrichienne, sœur de sa première femme. A la diète de 1605, Zamoïski, alors âgé de soixante-quatre ans, se levant de sa place s'avança vers le trône, et dans un remarquable discours, dont nous regrettons de ne pouvoir citer que quelques fragments, il retraça tous les griefs dont se plaignait la nation.

(1) Niemcevicz.

Sire! dit-il après un préambule, il faut absolument diriger vers la Livonie toutes les forces, confiant aux hetmans tout le pouvoir et toutes les ressources, pour recouvrer toutes les places fortes de la province et réduire la Suède, royaume de votre majesté. Il est honteux de lutter si longtemps avec un ennemi si petit, et d'être obéré, sous ce prétexte, d'impôts dont l'insuffisance est toujours déclarée, lorsque le peuple gémit sous leur poids et provoque la vengeance divine. Le peuple fut déjà imposé plus de dix fois, et son argent, comment fut-il dépensé? Sire, vous le savez vous-même. Une petite portion a été destinée pour la défense du pays; le reste, par vos ordres, pour votre propre usage. Cela ne doit pas être ainsi. Dieu vous fera rendre compte, sire, des pleurs du peuple; votre majesté doit savoir que le Trésor est pour la défense de la République.

En ce qui concerne les Moskovites, autrefois le fléau de nos frontières, ils sont soumis par le roi Etienne, de bonne mémoire; le duc Ivan Vasilevitch accepta les conditions que le roi Etienne et le pape Sixte-Quint lui imposèrent et accéda à l'alliance contre les Turcs. Il devait agir du côté de la Perse, lorsque les trésors de Sixte-Quint devaient aider nos guerriers. Le pape, à la nouvelle de la mort d'Etienne, pleura, disant qu'il avait espéré que ce roi sauverait la chrétienté. Le plan était excellent et plus beau que nos autres projets, languissant par l'indécision. Je voulus le relever sous le règne de votre majesté, mais je ne pus réussir...

Après avoir conseillé de conclure des traités de paix avec l'Angleterre, le Danemarck, les Turcs, les Tatars, et avoir parlé des affaires de la Moskovie, de celles de l'Electeur de Brandebourg, vassal de Pologne, et de l'indiscipline militaire qui se manifestait, Zamoïski continua en ces termes :

Sire, un mal épouvantable a saisi le corps de la République et ronge son élément. Ce sont les excès du luxe qui ne donnent aucun avantage aux pauvres ouvriers. Les produits bruts du pays sont exportés et livrés à l'industrie étrangère, et sont

rachetés à un prix exorbitant. Je compte à ces excès l'inégalité qui s'ingère dans l'ordre équestre. Nous vous prions, sire, de la réprimer et de garder les libertés que vous avez trouvées chez nous. Ne permettez point aux ambitieux de se distinguer des autres. A quoi bon ces titres étrangers, recherchés par quelques maisons, chez des princes étrangers? Quant à moi, j'aime mieux, avec mes dignes frères, jouir de la liberté égale; et Dieu m'est témoin que je me tiens égal au moindre des nobles. L'inégalité controuvée excite ce luxe pernicieux, car par ce moyen chacun veut se donner de l'importance et se placer au-dessus des autres.

L'intime alliance avec la maison d'Autriche est, à mon avis, pernicieuse à la Pologne. C'est pour la seconde fois que V. M. veut, contre la volonté de la nation, contracter un mariage. Cela ne plaît pas que V. M. contracte une alliance avec la sœur de la reine défunte, cela est défendu par la loi divine. Comment pouvons-nous compter sur la bénédiction céleste, si V. M. ne daigne changer sa résolution? Je vous supplie, sire, de ne pas le faire. Dieu fait ordinairement châtier les peuples pour les péchés et les crimes de leurs rois. Je crains que nous soyons victimes si V. M. ne daigne se relâcher de son opiniâtreté. En qualité de sénateur, je déclare que je m'oppose à la conclusion de ce mariage.

Le bruit court que V. M. a conçu le projet de couronner son fils. Cela ne doit pas être. Nous lui souhaitons de mériter un jour la couronne, mais le couronnement du vivant de son père peut porter préjudice à l'hérédité et empêcher d'imposer des conditions à nos rois. Nous désirons tous que le règne de V. M. se prolonge et que son fils lui succède. Les Polonais chérissent toujours le sang de leurs souverains, il les ont cherchés dans tous les pays, dans les couvents, dans les églises. V M. elle-même en a une preuve dans sa libre élection, étant élu comme issu des Jagellons. Il ne faut que deux conditions dans l'éducation du fils de V. M. pour qu'il gagne nos suffrages. Retirez-le, sire, de la tutelle des femmes, qui avait eu une influence très-fâcheuse sur Sigismond-Auguste, de bonne mémoire, et renvoyez les instituteurs étrangers, pour que le jeune prince apprenne à chérir la nation polonaise, respecter la justice, prendre de

sages conseils, éviter les flatteurs ; voilà ce qui le rendra heureux avec nous.

Sire, nous avons encore d'autres reproches à vous faire. Vous avez promis de bâtir en Ukraine plusieurs places fortes, aucune ne l'est, et la forteresse de Kamieniec n'est pas soignée. La garde de V. M. ne devait être composée que de Polonais, et nous voyons V. M. entourée d'hallebardes suédoises, allemandes, espagnoles. Cela ne devait pas être ainsi ; V. M. a manqué à son serment. Le mal vient de ce que V. M. prête l'oreille à des conseils frivoles. Malheur à vous, sire! malheur à nous qui souhaitons le bonheur de notre patrie !

C'est une injure pour nous que V. M. fasse expédier de son cabinet des lettres clandestines pour l'étranger, comme si elle voulait trafiquer de nous, et peut-être elle nous marchande. Et la Répuplique tient à ses chanceliers jurés afin qu'aucune lettre royale ne soit expédiée à leur insu. Des hommes respectables et qui ont versé leur sang pour la patrie restent sans récompense. Sire, vos sujets ont perdu leur attachement pour vous! par votre faute; vous avez perdu leur amour. Toute la grandeur, toute la force des rois de Pologne se fondaient sur l'amour de la nation. L'argent, le succès sont certains lorsqu'on gagne son cœur. En agissant autrement on est en désaccord avec nos libertés que nous aimons avant tout. Mais notre amour pour la liberté ne nous empêche pas d'aimer nos rois. Aussi nos ancêtres disaient franchement la vérité à leurs souverains, ils les renvoyaient du trône lorsque quelqu'un d'entre eux manquait à son serment, et choisissaient un autre roi à sa place. Nous avons déjà de nombreux griefs contre V. M., et si elle ne réfléchit pas et ne se corrige, nous ne regretterons point d'imiter nos ancêtres, en faisant partir V. M. au delà de la mer ; car V. M. elle-même s'est dépouillée de son pouvoir royal en manquant à son serment. V. M. n'a-t-elle pas articulé elle-même les termes de la loi fondamentale? « En cas que je dusse contrevenir à quelque condition jurée, la nation est dégagée de toute fidélité et obéissance. »

Au nom de Dieu, sire, je t'en conjure, réfléchis et corrige-toi. La Suède t'engendra, la Pologne te reçut et te nourrit. La Pologne est ta mère, elle te donne le lustre. Chéris-la, aime

tes sujets si tu veux vieillir entre nous, aimé et respecté ; si tu veux gagner la bénédiction et la grâce de Dieu, et assurer nos suffrages à tes descendants.

Mânes des vertueux Tarnovski, Tènczinski, Ostrorog, qui avez bien mérité de votre patrie, qui contemplez la grandeur divine dans sa gloire éternelle, priez pour le bonheur et pour les victoires de votre patrie !

Sigismond III, au comble de l'irritation, s'emporta en répliquant à Zamoïski ; dans un mouvement de colère, il se lève de son trône et met la main sur son épée. A cette vue, l'assemblée tout entière éclate en murmures, les sénateurs et les nonces s'élancent de leurs stalles vers le trône, et Zamoïski élevant la voix au milieu de la foule, prononce avec dignité ces paroles : « Roi, ne fais pas agir ton » glaive, pour que la postérité reculée ne t'appelle pas » Caïus César et nous Brutus. Nous sommes électeurs de » rois, destructeurs de tyrans. Règne, mais ne commande » pas. »

Cette menace désarma Sigismond, mais n'empêcha pas son mariage. L'hetman Jean Ostrogski proposa à Zamoïski de soulever la noblesse, et Zebrzidovski, palatin et staroste de Krakovie, voulait remuer la bourgeoisie afin d'empêcher l'entrée de l'archiduchesse dans la capitale. Mais Zamoïski les dissuada l'un et l'autre, en leur disant que s'il était aisé d'agiter la multitude, il était difficile de la contenir et d'arrêter ses excès. Il mourut le 3 juin 1605, et ne vit pas les noces de Sigismond qui furent célébrées le 11 décembre suivant.

§ IV. — *Rokosz de Sandomir. Confédérations et rokosz.*

Nicolas Zebrzidovski et Janus Radzivill se mirent à la tête du mouvement contre le roi. Le premier l'ayant apostrophé violemment, Sigismond blessé lui ordonna de quitter le château qu'il occupait comme staroste. « Je » m'en vais du château, dit-il, mais Sigismond s'en » ira du trône. » Cent mille nobles de la grande et de la petite Pologne et de la Lithuanie se soulevèrent. On signa à Stenzica et on envoya à la diète siégeant à Varsovie les griefs articulés contre le roi qui en nia plusieurs, expliqua les autres et demanda à la diète de les apprécier, en invitant Zebrzidovski et les siens à se rendre au sein de l'assemblée. Le sénat leur envoya de sa part une députation présidée par Baranovski, évêque de Plock, pour les exhorter à la concorde. Mais ce fut en vain, Zebrzidovski appela toute la noblesse, si elle ne voulait perdre le droit de citoyen, à se rendre sous Potrzivnica afin de former une confédération ; et 60,000 insurgés signèrent sous Sandomir l'acte de rokosz demandant que le roi mît fin aux machinations des étrangers, éloignât ceux qui peuplaient sa cour et les troupes quartuaires qu'il tenait près de lui, conservât le rit grec dans son ancien état, renvoyât les Jésuites et arrêtât l'accroissement de leurs collèges.

Sigismond ayant répondu qu'il ne pouvait rien statuer sur ces points sans la diète, les rokoszans annoncèrent l'arrière-ban (pospolité ruszénié). Cependant ils com-

mencèrent à se dissiper, la plupart ne voyant pas que le droit et les libertés nationales fussent menacés, et le palatin ne pouvant prouver les accusations portées contre le roi. Celui-ci travailla longtemps et avec une inépuisable douceur à rétablir la paix, et donna, par une députation composée de l'évêque de Kuïavie, Tilicki, et du vice-chancelier Stanislav Minski, les explications les plus propres à rassurer les esprits. Enfin, ayant épuisé tous les moyens de conciliation, il prit à Vislica l'avis des sénateurs qui lui étaient restés fidèles, et dirigea ses troupes contre les rokoszans; la guerre civile allait s'allumer et le sang allait être versé, lorsque, déférant aux prières de quelques sénateurs, il consentit à attendre la décision de la diète qui se réunit le 7 mai 1607. Là, en présence du sénat et de l'ordre équestre, il se justifia de toutes les accusations dont il était l'objet, confirma les promesses d'observer la liberté de l'élection et les pactes convenus, et envoya les principaux sénateurs inviter les confédérés à se rendre à l'assemblée.

Mais ceux-ci, loin de traiter, proclamèrent le 24 juin à Iezierna, presque sous les murs de Varsovie, la déchéance du roi et l'interrègne ; ils n'avaient avec eux que trois sénateurs et 12,000 nobles sous les armes. Sigismond les dispersa près de Guzov et mille hommes périrent dans cette rencontre. Ils se réunirent de nouveau sous Varsovie. Mais l'infatigable douceur du roi finit par les désarmer. Zebrzidovski et Jean Radzivill firent leur soumission, rétractèrent solennellement tout ce qu'ils avaient avancé, renouvelèrent leur serment et obtinrent grâce.

Les autres chefs suivirent cet exemple, ou rentrèrent tranquillement dans leurs familles sans être inquiétés.

Ces confédérations ou rokosz étaient une sorte d'appel au peuple, non légalement régularisé sans doute, mais passé dans la pratique des mœurs et des institutions. Avant Jagellonne et sous son règne, on se confédérait pour la réforme des abus. En 1408, la confédération de Korzin prit des décisions qui, deux siècles après, étaient encore lois de l'État. La confédération de Varsovie en 1573 imposa la loi fondamentale de la liberté des cultes qu'aucune diète ne crut pouvoir abolir. Celle de Tyszovcé sauva l'État; celle de la grande Pologne en faveur de Lubomirski affermit la constitution nationale; celle de Golomb réprima les factions; enfin celles qui signalèrent la fin de la république furent le suprême et héroïque effort pour l'indépendance de la patrie. Néanmoins celle de Sandomir et surtout les ligues soldatesques dites *zvionzek* pour le payement arriéré déconsidèrent le rokosz.

« D'âge en âge, dit Rulhière, tout Polonais répétait à ses enfants : Brûlez vos maisons et errez dans votre pays, les armes à la main, plutôt que de vous soumettre au pouvoir arbitraire. » Ce sentiment fut la source des rokosz ou confédérations. Mais ajoutons que les citoyens se constituant ainsi, contre la diète et tous les pouvoirs, juges dans des causes où se mêlaient trop souvent leurs inimitiés et leurs passions personnelles, n'auraient pu donner à leur revendication une sanction vraiment nationale que si elle eût été un appel à tout le peuple et non

aux nobles seulement. Sous cette forme, ce remède violent aurait pu mériter peut-être les éloges d'un célèbre écrivain qui l'appelle « un chef-d'œuvre politique, le bouclier, l'asile, le sanctuaire de la constitution. »

Fomenté par le parti protestant et antinational, ayant pour chefs des hommes dépourvus de talents et guidés par d'ignobles motifs, le rokosz de Sandomir ne pouvait avoir qu'une issue malheureuse.

§ V. — *Victoire de Klusine. Prise de Moskou. Entrée triomphale. Trêve de Diviline.*

Pendant ce temps, la Moskovie était déchirée par la guerre civile. Borys Gudunoff avait fait assassiner Dimitri, dernier rejeton de la famille des Rurik ; un moine se donnant pour ce jeune prince sauvé, par miracle, fut accueilli par Mniszech, seigneur polonais dont il épousa la fille, prit Moskou et se fit couronner (1605). Vassili Chouïski le tua (1606), mais vit s'élever contre lui un nouveau Dimitri. Profitant de ces circonstances, Sigismond se dirigea sur la Moskovie avec 30,000 hommes, et assiégea Smolensk, qui après dix-huit mois fut pris d'assaut. Le grand général Zolkievski, à la tête de 7,000 vieux soldats, ne craignit pas d'attaquer, le 4 juillet 1610, près de Klusine, l'armée moskovite forte de 48,000 combattants, dont 8,000 Suédois, Allemands et Français qui, au plus fort de la mêlée, passèrent de son côté et décidèrent ainsi le succès de la bataille que l'intrépidité des Polonais rendait déjà probable. Mis en pleine déroute,

les Moskovites perdirent 13,000 hommes, un de leurs chefs Ivan Boratynski, deux autres faits prisonniers, Vassil Baturlin et Jacques Demidoff, et tout leur camp, armes et bagages, qui resta au pouvoir des vainqueurs.

Sans perdre un instant, Zolkievski marcha sur Moscou, assiégé par le faux Dimitri, et après divers faits d'armes s'en empara. Les Moskovites livrèrent les Chouïski, et proclamèrent tzar Vladislav, fils de Sigismond III. C'est ainsi qu'au XVIIe siècle encore la Moskovie passa sous la domination de la Pologne.

Zolkievski ayant remis le commandement à Chodkiévicz, quitta Moskou, et vint à Varsovie où on lui décerna les honneurs d'une entrée triomphale, qui eut lieu le 29 octobre 1611. Le cortége, d'une magnificence extraordinaire, mit quatre heures à défiler, et une foule immense se pressait pour admirer ce spectacle imposant. Quand on fut arrivé dans la cour du château royal, Sigismond prit place sur son trône au milieu du sénat. Zolkievski, escorté de l'ordre équestre, s'approcha, présenta le tzar et ses frères prisonniers, et dans un discours religieux et touchant implora pour eux le pitié du roi. Le tzar se prosterna, son frère Dimitri Chouïski frappa la terre de son front, et le cadet Ivan la frappa également trois fois. Le vainqueur de Klusine répéta sa prière, les captifs renouvelèrent leurs saluts, et Sigismond, oubliant tous les torts et les crimes du tzar et de sa famille, leur fit grâce de la vie. Ils furent reconduits avec égards, et enfermés au château de Gostyn, où ils moururent quelques années après. Ils furent ensevelis dans une chapelle

du cloître des Dominicains, bâti à côté de l'église de Sainte-Croix, à Varsovie ; et plus tard, à la suite d'un traité, Vladislav VII renvoya leurs corps à Moscou, au tzar Michel Fiédorovitch.

Ces entrées triomphales étaient depuis longtemps en usage. Les plus célèbres étaient celles de Constantin d'Ostrog à Vilna et à Krakovie, en 1514, après la victoire qu'il remporta sur les Moskovites près d'Orsza, et celle de Jean Tarnovski, à Krakovie, en 1531, à la suite de la glorieuse journée d'Obersztein contre les Valaques.

Le tzar fait prisonnier avec ses frères, et Vladislav, fils de Sigismond, proclamé à sa place, jamais occasion plus favorable ne s'offrit d'incorporer pour toujours la Moskovie à la Pologne, d'unir toute la Slavonie en un seul peuple, d'assurer dans tout le nord les conquêtes de la civilisation et de la liberté, et de changer complétement les conditions politiques de cette partie de l'Europe. Mais Vladislav tarda trop à se faire couronner ; la Pologne, accablée de divers malheurs et menacée de guerres nouvelles, vit ses forces paralysées; son armée se fatigua d'une occupation aussi lointaine, et n'étant plus payée depuis quelque temps, revint en grande partie ; il ne resta à Moskou, dans le Kremlin, qu'une faible garnison qui, sans solde et sans vivres, résista vigoureusement, mais fut à la longue forcée de capituler.

Un nouveau tzar de la famille de Romanov, Michel Fiédorovitch, fut proclamé, prit bientôt l'offensive, repoussa de presque tout le pays les Polonais désunis, et se dirigea sur Smolensk (1612). Mais Clodkiewicz l'arrêta,

lui fit subir de nombreux échecs, s'empara successivement de Drohobuz, Viazma, Borysov, Mozaïsk, le poursuivit dans sa retraite précipitée jusque sous les murs de Moskou, et fit le siége de cette ville, malgré un hiver des plus rigoureux et le manque de subsistances. Renforcé par l'arrivée de Konaszévicz, hetman des kosaks, il donna un assaut général, et sans la trahison de deux transfuges allemands, la Moskovie tout entière était de nouveau soumise à la Pologne. Il fallut attendre au printemps prochain. Mais dans l'intervalle l'ennemi proposa une trêve de quatorze ans qui stipulait l'échange de tous les prisonniers et le maintien de toutes les conquêtes des Polonais qui restèrent maîtres des terres de Sievierz, Czerniéchov et de Smolensk. Cette trêve fut conclue à Diviline en 1619.

§ VI. — *Révoltes militaires. Guerres avec la Turquie et la Suède. Mort de Sigismond III.*

En revenant de Moskou, dès 1612, les troupes polonaises formèrent des confédérations et s'établirent à Brzèsc en Lithuanie, à Leopol, à Bydgoszcz (Bromberg), s'installant dans les domaines de la couronne et du clergé, pillant et dévastant les villes et les campagnes, et commettant mille autres excès jusqu'à ce que leur solde arriérée leur fût payée. Ce fléau se renouvela dans la suite plusieurs fois encore.

En même temps, les hérétiques et les schismatiques continuaient à agiter la Pologne que la maison d'Au-

triche s'efforçait d'entraîner dans la guerre de Trente ans (1618-1648) qu'elle soutenait en Allemagne contre les protestants. Dans l'espoir de reconquérir la couronne de Suède avec l'appui du roi d'Espagne et de l'empereur, Sigismond fit avec celui-ci des traités, lui fournit des troupes, des régiments de kosaks, dits lissoniens (Lissovcziki), et arma une flotte dans la Baltique. Ces troupes polonaises firent des prodiges de valeur et rendirent d'éminents services aux Habsbourgs dans la Transylvanie, la Hongrie, l'Allemagne et la Bohême. Mais les Turcs, alliés avec les protestants contre l'empereur, se vengèrent de la Pologne en dévastant la Moldavie où ils furent attirés par Bethlem Gabor, vaivode de Transylvanie.

Zolkievski céda d'abord la Moldavie aux Turcs par un traité conclu en 1619, puis pénétra dans cette province à la tête de 8,000 hommes de troupes régulières et de 20,000 kosaks. Il rencontra à Cécora, sur les bords du Dnieper, les Turcs et les Tatars réunis au nombre de 70,000, fut vaincu, et resta avec la plupart des siens sur le champ de bataille (1620). Alors la diète vota des subsides, et 30,000 Polonais, appuyés d'une levée de kosaks, s'avancèrent vers Chotzim, où ils attaquèrent l'armée musulmane et tatare, évaluée, selon les uns à 202,000 hommes, et selon d'autres à 400,000. La peste décimait le camp polonais et atteignit Chodkiévicz qui, agonisant, dirigeait de son lit de mort les opérations. Malgré l'énorme disproportion des forces, les Turcs et les Tatars furent mis en fuite (1621). Une paix fut alors

conclue entre la Pologne et la Turquie; et Sigismond put disposer de toutes ses troupes contre les Suédois.

En effet, Charles IX, roi de Suède, étant mort en 1611, Gustave-Adolphe, son fils et son successeur, envahit la Livonie au mépris de la trêve (1621), s'empara de Riga, pénétra dans la Kourlande et la Lithuanie, battit le grand général Sapieha, se fit jour jusqu'au cœur de la Prusse, et, descendant la Vistule, vint camper sous les murs de Thorn. Mais il est arrêté par Sigismond accouru au secours de la place, et dignement secondé par Stanislav Koniecpolski, capitaine d'un talent supérieur, qui se dresse comme un rempart insurmontable devant l'intrépide Gustave-Adolphe, et pendant cinq ans lui dispute le terrain pied à pied. La flotte polonaise, commandée par l'amiral Oppelmann, attaque les Suédois, les bat, prend et coule leurs vaisseaux (1628). Mais la Pologne, trahie par les Allemands, qui devaient la secourir, et menacée par les Moskovites, est obligée d'accepter une trêve de six ans qui laisse la Suède maîtresse de la Livonie jusqu'à la Dzvina et lui abandonne en outre plusieurs places fortes en Prusse (1629).

Peu après, le 30 avril 1632, Sigismond III mourut. Dans son règne de quarante-cinq ans, il ceignit trois couronnes : celles de Pologne, de Suède et de Moskovie. Aucune époque ne fut plus féconde en illustrations de tous genres, guerriers, orateurs, savants. Siarczynki compte sous ce règne 1,149 hommes remarquables, dont 110 guerriers distingués et 711 écrivains. Bornons-nous à citer, entre autres, Skarga, le célèbre prédicateur,

Opalinski, Gornicki, Bielski, hommes d'État et historiens ; Sarbievski, poëte lyrique couronné au Capitole; Simonides, Klonovicz, poëtes nationaux; Dresner, Fox, Szovski, jurisconsultes. Mais les dissensions intestines suscitées par les dissidents, les révoltes militaires, l'indiscipline et le despotisme des nobles, paralysèrent les forces nationales, amenèrent la perte d'une partie de la Livonie, de la Valachie et de la Moldavie tout entières, et commencèrent à marquer le point de départ du déclin de la Pologne.

II

Vladislav VII, Vasa (1632-1648).

Toujours traître à la patrie, le parti des dissidents, ayant pour chef Christophe Radzivill, voulut livrer sans conditions le trône de la Pologne à Gustave-Adolphe, roi de Suède. Mais les États, assemblés le 23 novembre 1632, élurent roi, à une immense majorité, Vladislav VII, fils de Sigismond III, qui fut couronné à Krakovie, le 6 février suivant. Il reçut l'hommage du duc de Poméranie, vassal de la Pologne; et Thomas Zamoïski, fils de l'illustre généralissime, vint lui offrir, à la tête d'un nombreux cortége militaire, le drapeau pris par son père à Byczyna et qui portait les armes de la maison d'Autriche et le chiffre de l'archiduc Maximilien. En recevant la couronne, Vladislav fit serment de ne rien entrepren-

dre contre la religion catholique, et de la défendre, tout en respectant la liberté des autres cultes.

Les Moskovites, ayant rompu les traités, mirent le siége devant Smolensk. L'armée polonaise s'avança contre eux, sous les ordres de Stanislav Koniecpolski et de Christophe Radzivill; l'avant-garde commandée par ce dernier battit l'ennemi à Pokrova, et le nouveau roi de Pologne entra en vainqueur à Smolensk (1633). Il n'avait que 20,000 hommes; Sehin, chef des Moskovites, en réunissait 32,000, et cependant il évita toute rencontre, et, à l'abri de formidables retranchements, comptait sur les rigueurs d'un froid excessif et sur la famine pour se délivrer de Vladislav. Mais celui-ci, visitant lui-même les avant-postes et relevant les sentinelles perdues, déploya pendant cinq mois consécutifs un courage et une patience infatigables, força Sehin à se rendre, s'empara de Drohobuz, de Viazma, d'une partie de la Moskovie, et partout victorieux, marcha sur Moskou. Le tzar, tremblant pour sa capitale, implora la paix, qui fut conclue à Polanov, le 27 mai 1634. Le roi de Pologne abdiqua le droit et le titre de tzar que les Moskovites lui avaient décernés le 27 août 1610; mais le tzar à son tour renonça pour jamais à tous droits sur la Livonie, l'Esthonie, la Kourlande, Smolensk, Siévierz et Czerniechov. Ainsi les tzars, loin de pouvoir se dire « souverains de toutes les Russies, » n'avaient encore alors aucun pouvoir sur les terres russiennes, propriété intégrale de la république.

Soulevés par les Moskovites, les Turcs et les Tatars

avaient envahi la Pologne. Mais Koniecpolski défit les premiers à Kamiéniec et les seconds près de Sasovyrog. Le sultan, qui avait proclamé qu'il allait convertir toute la Pologne à la religion de Mahomet, fit étrangler Ali-Pacha, l'instigateur des hostilités, et fut heureux d'obtenir la paix à des conditions onéreuses pour lui (1634).

La trêve avec la Suède expirait en 1635. La médiation de la France et de l'Angleterre n'ayant produit aucun résultat, Vladislav résolut de recourir aux armes. A cette nouvelle, la reine Christine et son chancelier Oxenstierna conclurent à Stumsfort, dans le palatinat de Malborg, une nouvelle trêve de vingt-six ans, dont voici les principales stipulations : « La Suède restitue au roi et à la république polonaise la partie de la Prusse dont elle a fait la conquête, sauf Pilau qui sera rendu à l'Electeur de Brandebourg, duc de Prusse, vassal de la Pologne; ensuite la Suède rendra tous les objets d'art et les trésors scientifiques enlevés et transportés à Upsal. Vladislav VII, roi de Pologne, portera le titre de roi de Suède. »

Le roi de Pologne avait aussi reçu en Prusse le serment de fidélité de tous les seigneurs. La paix était ainsi assurée de toutes parts à l'extérieur. Mais à l'intérieur, elle était troublée par les dissidents et par les kosaks. Pour apaiser les premiers et rapprocher les esprits, Vladislav convoqua à Thorn, en 1645, un colloque (*colloquium charitativum*). Quant aux kosaks, professant le schisme gréco-russe et coreligionnaires des Moskovites auxquels ils se donnèrent plus tard, ils représentaient la Moskovie au sein de la Pologne.

En 1617, Théophane, patriarche grec de Jérusalem, était venu au milieu d'eux prêchant le schisme, fulminant contre les catholiques, anathématisant l'union de Brzésc qui avait réuni l'Église grecque à l'Église romaine, et réprouvant les expéditions des kosaks contre les Moskovites, leurs frères dans la foi. Il ordonna un nouveau métropolitain de Kïiov, Borecki, et le confia à la protection et au zèle des schismatiques qu'il bénit, en leur recommandant d'exterminer les damnés papistes. Pierre Konaszévicz, hetman des kosaks, reçut humblement tous ces ordres, et se retira dans un monastère. Mais son successeur, Borodko, paraissant disposé à soutenir le catholicisme, Konaszévicz reparut subitement et l'assassina.

Du reste, les kosaks n'étaient point une race particulière, mais la réunion toujours croissante d'une multitude innombrable de paysans, de nobles indigents, d'aventuriers, de vagabonds, de fugitifs, d'exilés, de brigands venus de tous les points du royaume, et auxquels on n'imposait qu'une condition : le schisme. Quand Batori les organisa, il ne demanda d'eux que 6,000 hommes : c'était leur population; et quarante ans plus tard, en 1620, ils levaient 30,000 combattants, sans compter ceux qui par milliers étaient en courses dans les pays étrangers. Certes, un semblable accroissement ne venait pas de la commune célibataire des Zaporoges où aucune femme n'était admise. Dans une seule incursion, Chmielnicki ramena à sa suite du fond de la Pologne plusieurs centaines de mille hommes, auxquels il

distribua des terres. En réalité, c'était le peuple asservi qui se soulevait contre la noblesse, et, formant une nation dans la nation, s'unissait aux kosaks, qui trahirent sa cause en même temps que celle de la patrie.

Ils ne cessaient de compromettre la Pologne et de lui susciter des guerres avec ses voisins par leur alliance étroite avec l'Autriche, et par leurs expéditions incessantes en Turquie, en Bohême, en Allemagne, en Hongrie et partout. En 1478, Etienne Batori avait fait décapiter leur chef, Podkova, afin de rendre raison à la Porte Ottomane. Pour réprimer leurs révoltes continuelles, Jean Ostrogski fut obligé de les disperser en 1593, Stanislas Zolkievski, de les combattre en 1596, et de faire trancher la tête à leur général et à quatre de ses principaux officiers; en 1607, on institua une juridiction particulière contre eux, et vers 1630 on ne put arrêter leur insubordination que par des mesures plus rigoureuses encore.

En 1632, ils demandèrent à jouir des prérogatives de la noblesse et du droit de vote. Malheureusement leur demande fut repoussée, et ils se considérèrent de plus en plus comme une nation à part. Ils furent alors opprimés, violentés, persécutés; les starostes et les seigneurs s'efforcèrent, à l'aide des Juifs, de les réduire à l'état de serfs, de les assujettir à la corvée dont ils avaient toujours été exempts; et pour les contenir on bâtit, en 1637, la forteresse de Kudak. Ils se soulevèrent; mais, vaincus près de Kumecki et assiégés sous Borovica, par Nicolas Potocki, ils furent obligés de livrer leur chef

Pavluk et quatre autres officiers principaux qui, en 1638, furent condamnés à mort et décapités, au mépris de la convention qui leur accordait la vie sauve. La diète abrogea les franchises et les prérogatives des kosaks; on les priva d'avoir un hetman; six mille furent employés au service militaire, et le reste soumis à la condition de serfs. Ils essayèrent de résister, furent battus, et se soulevèrent de nouveau en 1640 sans plus de succès. Alors une partie se retira en Moskovie, d'autres chez les Tatars.

Ainsi la Pologne, au lieu de s'assimiler les kosaks, et de se faire contre la Moskovie un rempart vivant de ces populations guerrières de l'Ukraine, les ruinait, les asservissait et les rejetait de son sein. C'était le terrible résultat de l'introduction du servage qui, peu à peu, réduisit le peuple à une extrême misère, surtout en Lithuanie. Dans ce pays, outre les nobles, les boïars et les hommes francs, divisés en une foule de catégories, et qui étaient libres, il y avait la classe asservie qui peuplait toutes les campagnes et se composait des serfs (*nievolny*) et des esclaves (*nievolnik*). Ces derniers étaient des prisonniers de guerre ou des voleurs condamnés à être pendus et auxquels on avait conservé la vie. La loi permettait à un homme libre de se vendre avec sa famille. Les voyageurs et les militaires s'alimentant chez les paysans, les nobles spéculant sur eux par le monopole des objets de première nécessité, augmentaient encore la misère. En Samogitie, la liberté primitive du peuple était moins affectée qu'ailleurs.

Au milieu de cette situation déplorable, la Pologne

encore puissante commandait à ses vassaux. Le 7 octobre 1641, Vladislav VII étant revêtu de l'habit du couronnement et entouré de toute sa cour, quatre commissaires de l'Electeur de Brandebourg s'approchèrent du trône, et ayant mis un genou en terre, supplièrent le roi d'admettre leur maître à prêter serment de foi et hommage pour le duché de Prusse. Sur la réponse affirmative, le jeune Électeur, reçu par deux maréchaux de la couronne, s'avança, suivi d'un nombreux cortége, exposa à genoux sa prière et prêta serment, la main posée sur les saints Évangiles. Vladislav lui remit le diplôme du fief de Prusse, le releva et lui fit prendre place à ses côtés. La journée se termina par un splendide festin, et le lendemain l'Électeur traita avec magnificence le roi, la reine et toute la cour.

Le bruit s'étant répandu que le roi de Pologne voulait entreprendre la guerre contre les Turcs, sans en référer à l'ordre équestre, et qu'il faisait armer les kosaks pour dominer à leur aide la noblesse, celle-ci lui prescrivit, à la diète de 1646, de rompre ses alliances, de dissoudre ses nouvelles troupes et de ne conserver auprès de lui qu'une garde de douze cents hommes. Toujours jalouse de ses priviléges, et sous prétexte d'en maintenir l'égalité, elle empêcha l'établissement de l'ordre de l'immaculée Conception de la sainte Vierge:

D'un caractère chevaleresque, doué des plus nobles facultés de l'esprit et du cœur, Vladislav eut l'estime de tous les monarques contemporains, et on peut lui attribuer tout ce qui se fit de grand et de sage sous son règne.

Il avait épousé, en 1637, la fille de Ferdinand II, empereur d'Allemagne, Cécile, qui mourut peu d'années après. La France, jalouse de resserrer son union avec la Pologne, fit offrir à Vladislav, devenu veuf, la main de Marie-Louise, fille de Charles de Gonzague, duc de Mantoue. Le mariage fut conclu à Fontainebleau le 26 septembre 1645, et la nouvelle reine couronnée à Krakovie le 15 juillet suivant. Moins de deux ans après, le 20 mai 1648, Vladislav VII mourait à l'âge de 52 ans, après avoir eu la douleur de voir les kosaks de l'Ukraine, révoltés par les déprédations et les exactions des seigneurs, battre les Polonais à Korsun et emmener soixante-dix mille captifs. Il laissait cependant la Pologne grande et puissante, s'étendant de Sievierz à l'Oder, de Riga à Oczakov.

III

Grands seigneurs. Luxe. Troupes et expéditions particulières. Ambassades.

Les grands seigneurs, « les palatins, dit Dalerac (1), étaient autant de rois ; on les voyait aller aux diètes avec douze mille hommes à leurs gages, soldats et domestiques, et quatre pièces de canon dont ils ornaient les avenues de leurs palais. Tout suivait dans les démarches de ces seigneurs, festins, présents, équipages. Jean Zamolski fournissait à toute cette dépense avec profusion,

(1) *Anecdotes sur la Pologne*, t. II.

et il lui restait encore cent mille ducats d'or tous les ans. Son fils poussa plus loin la prodigalité; car, avec un million deux cent mille livres de rentes, il ne pouvait aller au bout de la demi-année. »

Ces grands seigneurs contractaient des mariages avec les maisons souveraines et concluaient des alliances avec les puissances étrangères dont ils recevaient en audience les ambassadeurs; ce qui faisait nommer le roi de Pologne le roi des rois. Ils avaient à eux des troupes, gardes, places fortes, et entreprenaient de leur chef des expéditions particulières. Jean Zamoïski contruisit de ses deniers la forteresse de Zamosc, y établit une université et laissa des domaines inaliénables pour l'entretien de ces deux fondations. En 1595, il plaça la famille de Mohyla sur le trône des hospodars de la Valachie et de la Moldavie. La même entreprise fut renouvelée en 1616 par les princes Korecki et Visnioviecki. En 1605, Mniszech et les Visnioviecki s'emparèrent de Moskou et allèrent placer sur le trône des tzars le premier faux Dimitri. Ces expéditions particulières, dans lesquelles magnats, hetmans et kosaks agissaient séparément et souvent en sens contraire, épuisaient et divisaient les forces nationales.

Les seigneurs avaient un entourage nombreux et entretenaient à leurs frais la jeunesse noble. Deux mille jeunes gens étaient ainsi attachés à la cour du prince Ostrogski, qui donnait à son majordome soixante-dix mille florins d'appointement annuel. Le chancelier Tomicki divisait en trois catégories l'innombrable jeunesse

qui l'entourait et étudiait à ses frais. Le prince Sapiéha, vice-chancelier de Lithuanie, était suivi de quatre mille gentishommes à cheval. Le palatin Stanislav Jablonovski entretenait trois mille soldats et quatre mille courtisans, employés, valets, etc. Le maréchal Stanislav Lubomirski avait six mille serviteurs et soldats, et, en temps de guerre, le nombre de ses gens armés s'élevait à neuf mille.

La cour de Pologne surpassait en magnificence toutes les cours les plus splendides de l'Europe. Jamais nation ne poussa si loin le faste. Il serait impossible de décrire les richesses inouïes, le luxe incroyable de suites, d'équipages, de maisons, de meubles, d'armoiries, d'argenterie, de pierreries, de vêtements, d'armures de la noblesse polonaise. La distribution de pièces de monnaie au peuple était chose fort ordinaire, et à la table des grands seigneurs on servait après le fruit des pyramides de ducats d'or qui se partageaient entre les convives. Dans la célébration des noces et surtout dans les ambassades, on poussait la prodigalité jusqu'à l'extravagance, jetant aux multitudes l'or et l'argent à pleines mains.

Nous citerons entre autres à ce sujet l'ambassade qui vint, en 1573, à Paris, offrir la couronne à Henri de Valois, celles de Zbarazky à Constantinople en 1622, de Georges Ossolonski à Rome, en 1633, de Zavadzki en Angleterre, en 1636, de madame de Guébriant en 1645. Théophraste Renaudot et le jurisconsulte Baudouin ne trouvent point d'expressions pour peindre l'incroyable magnificence de l'ambassade polonaise qui vint en France, en 1645, con-

clure le mariage de Marie-Louise de Gonzague avec Vladislav VII : pour en avoir quelque idée, il faut en lire dans ces écrivains la narration, que nous regrettons de ne pouvoir reproduire ici. Laboureur, qui suivit l'ambassade de madame de Guébriant, déclare que rien ne saurait décrire le spectacle qu'elle présentait; ébloui, fasciné, il se croit la dupe d'un songe.

« A la tête, dit-il, paraissaient, dans un lustre digne d'une admiration universelle, deux cents gentilshommes de la principale noblesse de Pologne, tous aussi héroïquement vêtus qu'ils étaient montés. Leurs habits étaient pour la plupart de toile d'or persique à fleurs, ou de velours pleins de diverses couleurs les plus rares du Levant, doublés de fourrures d'un prix inestimable; car elles étaient de pointes de zibelines ou de peaux de pieds de panthères... Sous ces vestes ou dolmans, ils avaient de riches tuniques presque toutes de drap d'or ou de brocatel, d'or, d'argent et de soie, dont les fleurs et les façons étaient faites à l'aiguille. Les bonnets étaient de même doublés de pointes de martres : la plupart avaient leurs richesses dans des agraffes de diamants, de dix ou vingt et même jusqu'à trente mille écus de valeur, pour attacher le bout de l'aigrette de plumes de héron ou pour la seule plume d'épervier.

» Les chevaux étaient caparaçonnés de velours de diverses couleurs, en broderies d'or et d'argent, avec des brides presque toutes en or pur, et les autres d'argent doré, généralement couvertes de toutes sortes de pierreries. Ils portaient sur la testière et aux deux côtés

du col de grandes aigrettes noires de plumes de héron, de plus de cent pistoles la pièce, les moindres; quelques-unes montant à mille écus et rehaussées encore d'une agraffe d'or et de pierreries. Outre cela, pendait à l'arçon de la selle un grand cimeterre d'or ou d'argent doré, garni indifféremment de perles, de diamants, de rubis, de turquoises, d'émeraudes et autres pierres fines. Celui qu'ils portaient au côté était de même... Enfin, tout ce que les Grecs ont écrit de la richesse et du luxe des Perses anciens n'égale point ce que nous vîmes et ce que nous ne pouvons à présent nous persuader d'avoir vu. »

IV

Jean-Kazimir (1648-1668).

§ I. — *Les Kosaks.*

Après la mort de Vladislav VII, trois compétiteurs briguèrent les suffrages des électeurs : Rakocy, duc de Transylvanie, et les deux frères du précédent roi, Charles-Ferdinand, évêque de Breslav et de Plock, et Jean-Kazimir. Ce dernier fut élu le 22 novembre 1648, à la suite d'un interrègne très-orageux. Guerrier intrépide dans sa jeunesse, il avait été arrêté en 1638, dans l'un de ses voyages, en rade de Marseille, par ordre de Richelieu, sur le soupçon de complicité avec l'Espagne, alors en guerre avec la France. Deux ans prisonnier au fort

de Sisteron, puis à Vincennes, il se retira ensuite à Rome, entra dans l'ordre des Jésuites, fut fait cardinal, et revint en Pologne peu avant son élévation à la royauté. Il fut couronné en 1649.

Son élection et les premiers temps de son règne furent troublés par de formidables invasions de kosaks, qui étaient en même temps un soulèvement général des paysans contre les nobles. Il importe de parler avec quelque détail de cette horrible guerre civile qui fit éprouver à la Pologne la plus effroyable commotion qu'elle eût jamais ressentie depuis Maslav.

Les kosaks représentaient la protestation vivante du peuple asservi contre les nobles, leurs oppresseurs : ce fut là leur force ; elle était grande. Mais ils désertèrent cette cause et ne personnifièrent que le schisme russe et l'influence moskovite en Pologne : ce fut là leur faiblesse, plus grande encore que leur force. Portant l'étendard schismatique et moskovite béni par Mohila, métropolitain de Kiiov, ils détruisirent les églises, ravagèrent et incendièrent les possessions des catholiques : aussi le peuple catholique de la Pologne proprement dite refusa-t-il généralement de se joindre à eux. Mais, réunion de plébéiens, de serfs soulevés, ils virent accourir dans leurs rangs, principalement des provinces russiennes et lithuaniennes, des myriades de paysans, d'hommes du peuple de toutes les classes, et même de la petite noblesse. Chmielnicki, leur chef, ramena, au retour de sa première expédition, quatre fois autant de monde qu'il en avait, et ce nombre ne cessa de s'augmenter.

Ce Bogdan Chmielnicki était un noble polonais, honoré de la faveur de Vladislav VII. Il vit son village enlevé et sa femme séduite par Czaplinski, sous-staroste de Czechrin. N'ayant pu obtenir justice des tribunaux, il souleva les kosaks, se mit à leur tête, fit appel aux Tatars et aux paysans qui prirent en masse les armes, et s'empara de Kudak. Battu par Jérémie Visnioviecki, il prit sa revanche sur la noblesse près de Pilavcé, remporta trois victoires dans des combats où périt le vaillant Etienne Potocki et où deux hetmans polonais furent faits prisonniers; et, à la tête de près de 200,000 hommes, s'avança jusqu'à Leopol et à Zamosc, où il s'arrêta et conclut un armistice, en attendant le résultat des élections qui proclamèrent Jean-Kazimir.

Le nouveau roi lui donna le bâton de hetman, et des commissaires lui furent envoyés à Périaslav, le 19 février 1649. Les kosaks demandaient l'abrogation de l'union de Brzesc, l'expulsion des Jésuites de l'Ukraïne, et le maintien de leurs prérogatives, mais sans même penser à rien stipuler pour la cause des paysans, qui dès lors comprirent qu'ils n'avaient rien à attendre d'eux. La paix ne put être alors conclue et les hostilités continuèrent. Mais Jean-Kazimir, ayant été assiégé avec toute son armée par Chmielnicki, près de Zborow, fit, le 17 août, un traité avec les Tatars, et, le 19, un autre avec les kosaks. Dans cet accord, où il n'est fait aucune mention du peuple appelé à l'insurrection, on statua que le schisme gréco-russe serait la religion dominante dans toute l'Ukraïne jusqu'à la rivière Horin, que les

Jésuites seraient expulsés de ces contrées et ne pourraient y avoir des écoles, que toutes les fonctions et dignités seraient exclusivement données aux schismatiques dont les évêques prendraient place au sénat, et qu'enfin le nombre des kosaks enregistrés sous les armes serait de 40,000 hommes. Il était désormais évident que, pour les kosaks, la question du schisme était tout, celle du peuple rien, et qu'ils ne s'en étaient servis que comme d'un instrument.

Aussi devaient-ils bientôt succomber, quoique Chmielnicki se fût rendu maître des provinces russiennes du midi et du tiers de la Lithuanie, traitât avec les Tatars, les Turcs, les Moskovites et les Suédois. Profitant d'une occasion, il recommença la guerre. Jean-Kazimir, ayant fait une levée générale, lui livra, le 28 juin 1651, près de Berestokcer, une bataille qui dura dix jours et qu'il gagna. Trente mille kosaks et Tatars y perdirent la vie; treize canons et tout le camp rebelle tomba au pouvoir du vainqueur, qui ne sut pas mettre à profit sa victoire, et conclut la paix le 28 septembre suivant. Dans le même temps, Kostka Napierski s'établit (1651) sur le versant occidental des Karpates, aux environs de Krakovie, dans un château fort de Czorstin, et appela le peuple aux armes, proclamant qu'il venait le venger et le délivrer de la tyrannie des nobles et des Juifs; mais le peuple resta sourd à cet appel. Bientôt Chmielnicki se révolta de nouveau, et surprit près de Batov, en 1652, un camp polonais de 9,000 hommes, qui furent tous passés au fil de l'épée : c'était l'élite de la jeunesse et de l'armée qui

périt ainsi. Puis, réuni aux Tatars, il assiégea Jean-Kazimir dans Zvaniec et le força à renouveler le traité de Zborov, où il n'était question que du schisme et des schismatiques.

L'ambitieux Chmielnicki, après avoir en vain essayé d'établir sa famille en Moldavie, se donna à l'étranger, lui et les populations qu'il commandait. Tel fut le dernier mot de tous les hérétiques et schismatiques en Pologne. La Suède le refusa. Alors il signa à Periaslav, en janvier 1654, une convention par laquelle les kosaks et la petite Russie passaient à la Moskovie, sous la domination du tzar, s'obligeant à garder ses frontières et à tenir 60,000 hommes sous les armes à sa disposition. Non content de livrer sa patrie à l'étranger, Chmielnicki vint encore la dévaster par son incursion de 1655 jusque sous les murs de Léopol. Voilà quels effroyables résultats produisit le schisme, et que favorisa trop, hélas! l'asservissement du peuple par la noblesse.

Cette catastrophe, qui suffit presque seule à expliquer la chute de la Pologne, fut accompagnée de détails horribles. Dans cette guerre intestine où s'égorgeaient les deux moitiés de la nation, la dévastation, l'incendie des villes et des villages, ordinairement construits en bois, le massacre d'une multitude incroyable d'adhérents des deux partis, la population entièrement exterminée en certains lieux, des hommes, des femmes, des vieillards, des enfants torturés d'insomnies, égorgés, noyés, pendus, empalés, rôtis sur un feu lent, enterrés tout vivants ou jusqu'au cou pour en faucher les têtes, mille horreurs

dont le seul récit fait frémir d'épouvante, ne sont, pour ainsi dire, que des incidents en présence du désastre de la patrie, qui, suicidée et livrée à l'étranger, devait prolonger encore un siècle et demi sa douloureuse agonie.

§ II. — *Veto. Invasion des Moskovites et des Suédois. Traités d'Andruszov, de Velav, d'Oliva.*

La constitution polonaise avait pour principe « que la république est une et ne peut être divisée, » que le droit des majorités n'exclut point celui des minorités, ni même celui d'un seul homme, et que dès lors les décisions de la diète, dans les matières d'État, doivent être prises à l'unanimité, et sans aucune contradiction, *nomine opponente, nulla obstante contradictione,* comme disait la loi. L'opposition d'un seul membre arrêtait donc toutes les résolutions et dissolvait la diète : c'est ce qu'on nommait le *liberum veto.* Ce principe, admirable en théorie et qui marque le dernier idéal des assemblées, n'avait jamais été mis en pratique rigoureuse, sans doute par un sentiment plus ou moins confus de cet autre principe non moins vrai : *summum jus summa injuria.* On n'avait vu jusqu'alors que la séparation bruyante et tumultueuse des diètes occasionnée par une division générale des esprits. Mais en 1652, Jean-Kazimir ayant convoqué une diète pour aviser aux moyens d'arrêter Chmielnicki, le nonce d'Upita, Sicinski cria : *veto*, je m'oppose, et rompit ainsi la diète, en annulant outes ses opérations, même antérieures. Tous ses collègues s'em-

portèrent contre lui, mais reconnurent la légalité de son *veto;* et ces ruptures de diètes devinrent de plus en plus fréquentes.

Peu après, quatre armées ennemies envahirent simultanément la Pologne de tous côtés. Les kosaks s'étant donnés à la Moskovie, le tzar Alexis envoya deux armées, l'une vers Smolensk, l'autre sur Kiiov. Jean-Kazimir remporta d'abord la victoire dans une bataille rangée, près d'Human. Mais les Moskovites, favorisés par la division des deux chefs chargés de défendre la Lithuanie, battirent Radzivill, prirent successivement Mohilov, Poloçk, Nevel, Vitepsk, Smolensk par trahison, Minsk et Vilna. Sur un autre point, ils s'avancèrent jusqu'à Léopol. Une trêve fut conclue par la médiation de l'Autriche. Bogdan Chmielnicki étant mort, les kosaks se divisèrent en deux fractions, l'une polonaise, l'autre moskovite. Leur nouvel hetman, Vychovski, et son parti, signèrent le 16 septembre 1658, à Hadziacz, une convention qui les réunit à la Pologne et qui fut ratifiée par la diète de 1661, et remportèrent avec les Polonais une victoire éclatante sur leurs adversaires, près de Konotop. Alors les Moskovites recommencèrent les hostilités avec plus d'acharnement. Mais le bravo Czarniecki les mit en fuite à Polonka où 15,000 restèrent sur le champ de bataille, et l'hetman Lubomirski les défit à Czudnov ou 37,000 périrent. Cependant les divisions intestines empêchèrent de pousser avec succès la guerre qui se prolongea six ans encore, et se termina par la paix d'Andruszov conclue le 30 janvier 1667. Cette paix, prorogeant

de treize ans l'ancienne trêve, restitua à la Pologne les palatinats de Poloçk, de Vitepsk et la Livonie polonaise, mais céda à la Moskovie Smolensk, Siévierz, Czerniechov et l'Ukraïne au delà du Dniéper, avec les kosaks qui s'y étaient retirés. Kiiov, concédée pour deux ans seulement, ne fut jamais rendue.

Au moment où, en 1655, deux armées moskovites envahissaient la Pologne, deux armées suédoises y pénétraient aussi : l'une de 17,000 hommes, commandée par le feld-maréchal Wittemberg, se jetait sur la grande Pologne ; et l'autre sous les ordres du roi de Suède lui-même, Charles-Gustave, y arrivait par la Prusse. Jérôme Radzieiovski, vice-chancelier que Jean-Kazimir avait poursuivi et fait condamner à mort sous prétexte d'intrigues pour soulever les kosaks, conduisait les Suédois contre sa patrie, et persuada aux nobles de se soumettre volontairement à eux. Aussi Charles-Gustave s'avança rapidement, occupa Varsovie presque sans résistance, et s'empara facilement de la petite Pologne. La partie de la Lithuanie qui n'était pas envahie par les Moskovites se rangea sous sa domination, par l'influence de Janus Radzivill. Ainsi que la noblesse, l'armée de la république, troupe quartuaire, le reconnut pour souverain. Krakovie fut forcée de capituler; et le roi de Suède se vit maître de la moitié de la Pologne, tandis que l'autre moitié était au pouvoir des Moskovites, que Frédéric-Guillaume, Électeur de Brandebourg, se réunissait aux Suédois, et que Georges Rokoczi, duc de Transylvanie, inondait de son côté, avec 50,000 aventuriers, la Pologne méridionale, prenait Kra-

kovie et Brzèsc, et commettait partout des horreurs sans nombre. Tel était l'état de ce malheureux royaume. Charles-Gustave dressait déjà le plan de son démembrement, offrant la grande Pologne à l'Électeur de Brandebourg, la petite au duc de Tansylvanie et une portion de la Lithuanie à Janus Radzivill. Aux seigneurs qui lui conseillaient de faire consacrer ses droits par l'élection, il répondait en frappant la garde de son épée : « Votre élection, la voilà ! » Un miracle pouvait seul sauver la Pologne, Dieu le fit, dit M. Forster.

Jean-Kazimir, abandonné de tous et privé de toutes ressources, se retira en Silésie où, dans le sanctuaire de la sainte Vierge, la plus petite des forteresses de la république, un moine tenait seul encore contre 17,000 hommes et sauvait par son héroïsme la Pologne tout entière, ainsi que nous l'avons précédemment raconté dans l'histoire militaire de Czènstochova, ce centre de la piété et de la nationalité polonaises.

« Un jour, dit Lelevel, lorsque Charles-Gustave, maître de Krakovie, visitait les tombeaux des rois de Pologne. le vieux Simon Starovolski, qui le conduisait partout, lui fit remarquer le tombeau de Vladislav le Bref, et lui rappela que ce prince, chassé trois fois de la Pologne, était trois fois remonté sur le trône. Charles-Gustave répondit à cette observation : Votre Jean-Kazimir, une fois chassé , ne reviendra plus. Qui sait, repartit le vénérable vieillard, Dieu seul est tout-puissant, et la fortune est inconstante? Le roi de Suède se tut et continua de visiter les autres tombeaux dans un silence res-

pectueux. » La prophétie de Starovolski, sortie de la tombe du vieux Lokétėk, s'accomplit bientôt. La miraculeuse défense de Czènstochova par le prieur des Pauliniens, Augustin-Kordecki, réveilla le patriotisme national et lui imprima un nouvel élan. Le 29 décembre 1655, Czarniecki, Stanislav Lanckoronski, les Potocki et plusieurs autres, forment la célèbre confédération de Tiszovcé, par laquelle les confédérés s'engagent à combattre pour la religion catholique, pour leur patrie, leurs lois, leurs libertés, proclamant ennemis tous ceux qui resteraient attachés au parjure Charles-Gustave. Jean-Kazimir signe l'acte de confédération, rentre en Pologne, confie solennellement, à Léopol, sa patrie et sa personne à la protection de la sainte Vierge miraculeuse de Czènstochova, et marche contre les Suédois. Alors tout change subitement de face ; les palatinats se lèvent, la résistance s'organise partout, les troupes quartuaires rentrent dans le devoir ; Georges Lubomirski, hetman de camp de la couronne, et Etienne Czarniecki deviennent l'âme du soulèvement général et se mettent à la tête de la noblesse et de l'armée ; Bogdan Chmielnicki lui-même embrasse la cause de la Pologne.

En vain Charles-Gustave fait massacrer les nobles dont il s'empare, et pille leurs biens. Après un faible avantage sur Czarniecki, il est battu par lui et perd Varsovie où son feld-maréchal Wittemberg est fait prisonnier. Secouru par l'Électeur de Brandebourg, il reprend la capitale après un combat acharné près de Praga, qui dura trois jours. Mais Stanislav Potocki bat

Rokoczi, duc de Transylvanie, allié de la Suède, et le contraint à une paix humiliante. L'empereur, comme roi de Hongrie, envoie des secours qu'on ne put malheureusement payer qu'en donnant en gage les riches salines de Vieliczka; Dantzik résiste, et Christiern de Danemark, ayant fait alliance avec la Pologne, opère en Suède une diversion qui force Charles-Gustave à retourner dans ses États. Semblable à la foudre, Étienne Czarniecki surtout, dans ses courses rapides, tombe à l'improviste sur les Suédois, déconcerte leurs plans, les poursuit sans relâche en Pologne, en Prusse, en Danemarck. Les places fortes furent reprises une à une, et enfin l'ennemi évacua tout le territoire. En 1657, la république affranchit la Prusse ducale de sa suzeraineté par le traité signé à Velav avec l'Électeur de Brandebourg. Par celui conclu avec la Suède, à Oliva, le 3 mai 1660, après la mort de Charles-Gustave, Jean-Kazimir renonça à tous ses droits au trône de la Suède, à laquelle il céda, à la réserve d'un palatinat de cette province, la Livonie, l'Estonie et l'île d'Œsel. Remarquons que depuis l'avénement de Sigismond III à la couronne de Suède jusqu'à la pacification d'Oliva, pendant plus de 70 ans, la Pologne eut à supporter de longues guerres, des dévastations et des pertes déplorables pour des droits de succession dynastique tout à fait étrangers à sa royauté élective.

§ III. — *Calamités. Divisions intestines. État social. Abdication de Jean-Kazimir.*

Il est impossible de retracer le tableau des malheurs et des pertes incalculables qu'éprouva la Pologne à cette époque. En 1652, la peste lui enleva quatre cent mille hommes : à Krakovie seulement, cent soixante-treize mille chrétiens et vingt mille juifs y succombèrent. Plusieurs millions d'hommes périrent de diverses manières dans un court espace de temps. Un million suivit les kosaks. Une multitude d'autres s'expatrièrent. Les villes et tous les lieux habités se dépeuplèrent d'une manière excessivement sensible. Des villages, bourgs et hameaux disparurent; et des champs, jadis en culture, se couvrirent de forêts. En 1655, les Moskovites rasèrent et incendièrent Troki, Grodno, Merecz, Kovno ; toutes les routes entre ces villes étaient jonchées de cadavres, et une foule d'habitants des deux sexes furent enlevés et transportés au fond de la Moskovie. A Vilna, le feu consuma plusieurs quartiers, et quinze mille hommes furent égorgés. En 1655 et 1656, les Suédois brûlèrent et ruinèrent de fond en comble Lublin, Konin, Varka, Fordon, Lenczica, dont tous les habitants furent passés au fil de l'épée, Lesno, Vielun, Kleparz, Stradom, Kazimirz, les faubourgs de Varsovie et de Krakovie et d'autres cités. Les Transylvaniens, les kosaks, les Tatars, les Suédois pillèrent la Russie Rouge, enlevèrent les habitants des campagnes et incendièrent les villes : Loïov, Chvastov, Pinsk,

Bobruïsk furent brûlés. Qu'on juge par ces faits du reste! La Pologne n'était plus qu'un cimetière et qu'une ruine.

Cependant, malgré tant de désastres, malgré les onéreux traités de Velav, d'Oliva et d'Andruszov, elle se serait relevée si des troubles intérieurs et des calamités de tous genres ne fussent encore venus fondre sur elle, lorsqu'elle était à peine délivrée de ses ennemis extérieurs.

L'armée revenant en 1662 en deçà du Dnieper, et n'ayant pas reçu de solde, se cantonna dans plusieurs palatinats de Lithuanie et de Pologne, exigeant le payement de ce qui lui était dû. Les violences et les pillages se multiplièrent. Florien Czartoryski, évêque de Kuïavie et Vilno, et Georges Biallozor réussirent à satisfaire en partie les demandes des troupes avec les trésors des églises; la diète décréta des impôts pour compléter le reste.

Jean-Kazimir, relevé de ses vœux et ayant obtenu des dispenses du pape, avait épousé Marie de Gonzague, veuve de son frère. Cette princesse persuada à son mari de proposer à la diète de 1661, pour son successeur, le duc d'Enghien, fils du grand Condé. Cette proposition fut accueillie par le silence de la surprise et de l'indignation, interrompu dans le sénat par le veto de Maximilien Fedro, castellan de Léopol, et dans la chambre des nonces par celui de Povalski. Tous s'élevèrent contre cette violation flagrante des lois fondamentales de la république. Georges Lubomirski, grand maréchal et hetman-de-camp de la couronne, qui avait rendu à la patrie les services les plus éminents et jouissait d'une grande illus-

tration, se prononça énergiquement contre ce projet, et dit au roi : « On ne vous permettrait pas de faire pour votre fils ce que vous voulez faire pour le fils d'un étranger. »

Cette conduite lui attira le ressentiment de la reine qui, avec le chancelier Nicolas Prazmovski, réussit par ses intrigues à faire citer Lubomirski devant la diète de 1664, comme coupable d'avoir voulu renverser la royauté, pour se faire lui-même Protecteur, ainsi que Cromwell en Angleterre. Condamné à mort, avec perte de ses biens et de ses dignités, Lubomirski se retira en Silésie. Sa charge de maréchal fut offerte à Jean-Clément Branicki, qui la refusa, puis à Jean Sobieski qui l'accepta, et recueillit encore ensuite celle de hetman-de-camp, d'abord conférée à Étienne Czarniecki sur son lit de mort.

Mais les palatinats de la grande Pologne formèrent une confédération en faveur de Lubomirski, qui défit les troupes royales dans une première rencontre. Il était à la tête de douze mille hommes ; vingt-six mille étaient rangés sous les étendards du roi. Au moment où on allait de nouveau en venir aux mains, les évêques de Krakovie et de Chelm se jetèrent au milieu des combattants et s'efforcèrent d'opérer une réconciliation ; mais ce fut en vain. Jean-Kazimir fut battu près de Montvy (1666). Plus de dix mille Polonais périrent dans cette guerre civile. Enfin la paix fut conclue à Lengonicé : le roi rendit ses biens et son honneur à Lubomirski, qui fit acte de soumission, et se retira en Silésie, où il mourut peu après. Cet accord fut ratifié par la diète, qui confirma le

droit d'élection des souverains. La reine, affligée de ce résultat, mourut bientôt elle-même.

Au milieu de tant de discordes intestines, Jean-Kazimir prévoyait le sort futur de la Pologne, et, dès 1661, il prononçait en pleine diète ces paroles prophétiques, trop bien justifiées depuis par les événements : « Dieu veuille » que je sois un faux prophète ; mais si vous ne vous » hâtez pas de remédier aux malheurs que vos prétendues » élections libres attirent sur le pays, si vous ne renon- » cez pas à vos priviléges personnels, ce noble royaume » deviendra la proie des autres nations. Le Moskovite » nous arrachera la Russie et la Lithuanie ; le Brande- » bourgeois s'emparera de la Prusse et de Posen ; et » l'Autriche, plus loyale que ces deux puissances, sera » obligée de faire comme elles : elle prendra Krakovie » et la petite Pologne. » C'est l'histoire littérale du démembrement écrite un siècle et demi d'avance.

L'état de la Pologne était triste, sans doute, mais loin d'être désespéré. La religion catholique s'étendait et se consolidait de plus en plus par le zèle ardent des rois, de la noblesse, des jésuites, et par d'innombrables conversions, comme celle des Radzivill, par exemple, qui, de protestants, devinrent fervents catholiques. La patrie de Kopernik et de Kromer était déchue de la haute illustration qu'elle avait acquise dans les lettres et les sciences. Cependant les écoles catholiques, surtout celles dirigées par les jésuites, étaient nombreuses, fréquentées, et jouissaient de la plus brillante renommée. On voyait aussi naître des colléges de piaristes.

L'industrie et le commerce étaient en souffrance, malgré l'agrandissement de quelques villes, de Varsovie surtout, et la multiplication des magasins et des boutiques tenus par les Juifs, les Arméniens et les Allemands. La Pologne ne fournissait plus à l'étranger que la moitié de ce qu'elle exportait antérieurement en blé, froment et seigle. Néanmoins le commerce était encore immense, l'industrie développée, l'agriculture florissante. Sur les marchés affluaient une foule d'objets divers venus de la Hollande, de la Belgique, de la France, de la Hongrie, de la Turquie, de l'Asie. Dantzick était toujours l'opulent entrepôt du commerce d'outre-mer et le vaste débouché des produits du pays.

Les anciennes coutumes avaient subi de grandes modifications, principalement chez les nobles, où pénétraient les habitudes, les modes, et jusqu'à la légèreté françaises. Le costume national, façonné à la tatare, était négligé surtout par les femmes, vêtues comme en France. Les mœurs, très-rigides, se distinguaient par le respect profond des jeunes gens pour leurs parents et pour toutes les personnes âgées. Le peuple, de plus en plus opprimé et surchargé, tombait dans la misère. Les paysans manquant quelquefois même de pain de recoupe, ne pouvaient plus envoyer leurs enfants aux écoles; et la petite noblesse était souvent réduite à l'état de paysans.

La situation politique n'était pas beaucoup plus brillante. Déjà la république avait perdu la Livonie, la Prusse ducale et les pays situés au delà du Dniéper. Les kosaks restés attachés à la Pologne, irrités de ce que la

convention d'Hadziacz n'avait pas reçu son exécution, et ayant pour chef Doroszenko, se soumirent à la Turquie, avec laquelle une guerre devenait inévitable. Les Tatars recommençaient leurs incursions, et les victoires même de Sobieski ne pouvaient y mettre un terme.

Jean-Kazimir ne craignait pas de faire face à toutes ces difficultés. Mais, devenu veuf, mû par un sentiment religieux, par un besoin de retraite et de solitude, et voulant reprendre la vie monastique, il résolut, après vingt ans de règne, d'abdiquer la couronne, et rien ne put le faire changer de détermination. Le 16 septembre 1668, il ouvrit la diète de Varsovie, et fit ses adieux à la Pologne dans un discours très-touchant, où il rappela qu'il avait toujours été le premier à l'attaque et le dernier à la retraite, ce qui était vrai. La douleur de la nation fut extrême. On voyait en lui le dernier des Vasas, la dernière goutte du sang des Jagellons qui allait disparaître pour jamais; on se rappelait qu'il avait partagé toutes les infortunes, toutes les gloires, toutes les destinées de la patrie. Ces souvenirs éveillaient dans tous les cœurs un pénible attendrissement; et, lorsque les deux chambres furent admises pour la dernière fois au baise-main du roi, des sanglots éclatèrent de toutes parts.

Jean-Kazimir se retira en France, redevint moine comme autrefois et mourut abbé de Saint-Martin de Nevers, le 16 décembre 1672 : son cœur fut déposé à Paris, dans l'église de Saint-Germain-des-Prés, où il se trouve encore aujourd'hui.

V

Michel Visnioviecki (1669-1673).

Parmi les prétendants à la couronne, après l'abdication de Jean-Kazimir, on comptait Christine, reine de Suède, le fils aîné du tzar, le palatin du Rhin, le duc Charles de Lorraine et le duc de Condé d'Enghien, soutenu par l'hetman Jean Sobieski et le primat Nicolas Prazmovski, mais que les nobles ne voulurent pas même admettre au nombre des candidats. La diète, réunie le 2 mai 1669, écarta tous ces prétendants et proclama roi Michel Koribut Visnioviecki, issu de la famille des Jagellons, arrière-neveu de l'illustre Zamoïski et fils de Jérôme Visnioviecki, qui s'était couvert de gloire et avait sacrifié toute sa fortune dans les guerres contre les kosaks et les Tatars.

Héritier d'un nom illustre, Michel s'était retiré dans un monastère de Varsovie, et n'avait pour toute fortune, que 3,600 livres de rentes, que lui avait léguées la reine Marie. Il refuse avec larmes la dignité dont on veut l'investir, mais est forcé de l'accepter. Le grand hetman Sobieski et le primat, chefs du parti français, lui vouent une haine implacable, et, avec l'aide d'un certain nombre de seigneurs, tentent de le détrôner. Mais les nobles forment à Golomb, pour sa défense, une confédération qui prononce la destitution du primat, confisque ses biens et déclare traîtres à la patrie les nonces dont le

veto avait paralysé l'action des diètes. Michel Visnioviecki fait grâce au primat, qui, rentré en possession de ses honneurs et de ses biens, intrigue de nouveau contre lui, mais meurt peu après.

La guerre civile était sur le point d'éclater, l'anarchie causée par les débats incessants de la noblesse allait croissant. Les Tatars, les kosaks et les Turcs en profitèrent pour envahir les terres russiennes en juin 1672, prirent Kamieniec, la place la plus forte de la Pologne, et vinrent établir leur camp jusque sous les murs de Léopol. Le roi ne sut pas parer aux événements, et Sobieski, qui avait rallié ses partisans et armé ses paysans, n'avait que 6,000 hommes à opposer aux hordes formidables sous lesquelles tremblait l'Europe et l'Asie. L'ennemi était déjà victorieux, lorsque le 15 octobre, Sobieski le joint près de Kaluza, le poursuit et lui tue 15,000 hommes. Il arrive devant une foule de ses concitoyens que les Mahométans emmenaient en esclavage : ils étaient 20,000 ; leurs chaînes tombent et ils bénissent leur libérateur. Mais Sobieski tente davantage. Il fond à l'improviste sur l'ennemi, et allait s'en rendre maître, lorsque Michel conclut, à Budzacz, un traité par lequel il abandonne aux Turcs l'Ukraïne, place les kosaks sous leur suzeraineté, laisse entre leurs mains Kamieniec, principale ville de la Podolie, et s'engage à leur payer un tribut annuel de 22,000 ducats.

Indigné de cette faiblesse, Sobieski rentra dans ses domaines, où Louis XIV lui offrit en vain le bâton de maréchal de France. Il en sortit bientôt pour combattre

une invasion de 60,000 Turcs, et les rencontra le 10 novembre 1673 à Choczim. La neige tombait à flots. A pied et le sabre à la main, Sobieski, couvert de frimas, conduisait ses braves, et en peu d'instants la bannière de la croix, l'aigle blanc de la Pologne et le cavalier armé de Lithuanie flottaient sur les hauteurs du camp des Musulmans, qui perdirent 20,000 hommes. Sobieski s'empara de l'étendard du sultan et l'envoya au pape; il orne encore aujourd'hui les voûtes de Saint-Pierre à Rome.

La veille, Michel Visniovjecki mourait à Léopol au moment où il rejoignait l'armée.

VI

Jean III Sobieski (1674-1696).

§ I. — *Œuvre militaire de Sobieski. Ses victoires jusqu'en* 1676.

Après la mort de Michel Visnioviecki, dix-sept prétendants, dont sept souverains, se disputèrent le trône de Pologne. La diète d'élection, convoquée par l'archevêque de Gnèzne, se réunit le 20 avril 1674, fut fort agitée et dura jusqu'au 21 mai où, à l'unanimité, elle proclama roi, Sobieski. Les temps modernes n'ont pas de plus grand homme, pas de guerrier plus illustre : on peut en juger par le récit sommaire des principaux actes de

sa vie, dont nous empruntons une partie à son éloquent historien, M de Salvandy, et à M. Chodzko.

« Sobieski soutint, près de quarante ans, sa patrie sur le penchant d'une ruine inévitable ; couronna de gloire le déclin d'un grand peuple, mit fin à ce long duel de l'islamisme et de la chrétienté qui depuis plusieurs siècles tourmentait l'Orient et l'Occident, et par là changea toute la face du monde. On ne sait pas assez que la campagne de Vienne, restée à jamais célèbre, est loin d'avoir été la plus décisive des grandes actions de Sobieski, ni la plus extraordinaire. Sobieski était né, il vécut pour abattre la puissance ottomane. Tel a été le but, l'œuvre de sa vie. Il employa un demi-siècle de combats à reconquérir sur les musulmans l'Ukraine, les Principautés, la Hongrie, à sauver sans retour de leur joug, avec son pays, la Moskovie, l'Allemagne, Venise et l'Italie. Ce fut lui qui posa la borne que les infidèles ne devaient plus franchir. C'est devant ses victoires que cette dernière invasion de barbares, jusque-là toujours invincible et conquérante, est venue briser sa furie. Depuis lors, le torrent n'a fait que retirer ses flots ; partout, ce camp destructeur a replié ses tentes ; le Danube a échappé à sa domination comme le Don et le Borysthène, la mer Noire comme le golfe Adriatique ; enfin les Grecs, se relevant du milieu des ruines, ont pu redire au monde leur grand nom oublié : ils réalisaient une pensée de Sobieski. A leur exemple, la nationalité chrétienne s'est réveillée dans tout l'Orient ; la croix vaincue reprend successivement ses droits. L'histoire doit à

Sobieski cette louange, qu'aujourd'hui encore il reste l'homme de guerre de tous les siècles qui a gagné le plus de batailles dans les situations les plus désespérées, celui qui a le plus souvent sauvé son pays les armes à la main. Soldat et prince, tous ses jours s'écoulèrent dans le perpétuel sacrifice de ses penchants, de sa fortune, de sa vie, aux intérêts de la Pologne. Au milieu des déchaînements des factions, lui seul semblait, athlète infatigable, occupé à la défendre ; ses efforts pour conserver à son pays des lois et des frontières, tiennent du prodige. Cette passion domina le cours entier de son existence. »

L'histoire de Sobieski n'est qu'un enchaînement d'actes héroïques. Avant de monter sur le trône on le voit sous les règnes précédents, aux combats de 1650, contre les kosaks et les Tatars ; en 1651 à la bataille de Bérétesck ; en 1653 contre Charles Gustave, roi de Suède, et contre les kosaks, les Tatars et les Moskovites alliés de l'envahisseur ; à la bataille de Varsovie côntre le même roi de Suède en 1657 ; contre les kosaks et les Moskovites en Ukraîne en 1665 ; en 1667, contre 100,000 Tatars qui avaient envahi la Volynie, le palatinat de Russie Rouge et la Podolie, secondés par les kosaks et les Ottomans, armée prodigieuse que Sobieski détruit avec 20,000 hommes dont 9,000 équipés à ses frais ; en 1669 contre les mêmes kosaks, sur lesquels il reprend Bar, Nimirov, Kalnick, Bracklav et tout le pays situé entre le Bogh et le Dniester ; en 1672 contre une armée formidable de Tatars et de kosaks devant lesquels le roi de Pologne, Michel Visnioviecki, et son armée avaient

pris la fuite, et que Sobieski taille en pièces à Choczim, à Grodech et à Komarne, poursuit et défait une seconde fois à Kalusse, reprenant sur eux 80,000 prisonniers polonais; et contre les Turcs au nombre de 80,000, qu'il bat en un seul jour, à Choczim, le 10 novembre 1673: voilà les batailles ou plutôt les victoires qui ont tant de fois délivré la Pologne, batailles livrées et gagnées par Sobieski avant son avénement au trône. Sous le diadème cette gloire ne s'affaiblit point. Après son élection il marcha de nouveau contre les ennemis de la Pologne (1675), et après avoir réuni les forces de la république il repousse les Turcs auxquels il tue 20,000 hommes et revient à Krakovie, où il est couronné le 2 février 1676, sous le nom de Jean III. Son épouse, Marie-Kazimire de la Grange d'Arquien, fille du marquis de ce nom, capitaine des gardes du duc d'Orléans, est également reconnue et couronnée reine.

La Pologne était alors attaquée par 200,000 Turcs et Tatars, Sobieski n'ayant que 38,000 soldats alla les attendre au camp de Zuravno où il réussit à gagner le khan des Tatars par la médiation de qui la paix est signée le 16 octobre 1676. Ce traité, auquel la Pologne dut peut-être son salut, lui restitua les deux tiers de l'Ukraîne et 15,000 prisonniers.

§ II. — *Délivrance de Vienne.*

Sobieski goûta pendant six ans les douceurs de la paix, protégé par la gloire dont il avait environné son trône;

mais, en 1683, il fut arraché au repos par la pressante sollicitation du pape Innocent XI, qui lui fit signer un traité d'alliance avec l'empereur d'Allemagne, Léopold Ier. Ce monarque était alors menacé d'une invasion. Au mois de juillet 300,000 Turcs et Tatars commandés par le visir Kara Mustapha, et soutenus par 300 bouches à feu, inondèrent l'Autriche et assiégèrent Vienne. Cette capitale, lâchement abandonnée par son souverain, se défendit longtemps quoique sans espoir. Mais le roi de Pologne accourt à marches forcées avec 20,000 hommes. Cette petite armée, le dernier espoir de l'empire, attirait tous les regards : la cavalerie surtout se faisait admirer par sa bonne tenue ; mais dans l'infanterie il y avait quelques régiments qui manquaient même d'uniformes. On conseillait au roi de les faire défiler la nuit ; il ne voulut point y consentir, et, lorsque cette infanterie parut : « Regardez ces braves, dit-il aux officiers étrangers qui l'entouraient, ils sont invincibles ; tous ont fait le serment de ne porter que les habits des ennemis vaincus ; dans la dernière campagne ils étaient tous vêtus à la turque. » Le 7 septembre, les Polonais se joignent au duc de Lorraine et aux électeurs de Bavière et de Saxe. Les forces des chrétiens s'élevaient à 75,000 hommes. Sobieski à leur tête parut le 11 septembre sur les hauteurs de Calemberg qui dominent Vienne. Le 12 il descend dans la plaine, chassant devant lui tous les Turcs placés sur le penchant de la montagne. Mais laissons ici la parole à l'éminent historien du héros polonais :

« Déjà l'œil ardent du roi de Pologne mesurait la pro-

fondeur des lignes ennemies; il cherchait à en démêler le côté faible. Tout à coup, il aperçoit la tente du grand-visir. Il s'enflamme à la vue de son ennemi; il fait approcher les deux seules pièces qu'on eût portées à cette hauteur; il les pointe, il les dirige sur le somptueux état-major, et promet cinquante écus par volée. Malheureusement, les caissons n'avaient pas pu suivre; quelques munitions portées à bras furent bientôt épuisées. Un peu de poudre restait encore; mais on était sans papier, sans moyen de la bourrer. Un officier français y suppléa : il jeta dans la pièce ses gants, sa perruque et un paquet de gazettes de France, et le coup partit. Enfin, les gens de pied parurent. Le roi leur commanda de se saisir d'une hauteur qui dominait les quartiers de Kara-Mustapha. Le comte de Maligny, leur chef, exécuta l'ordre avec sa valeur française, et, culbutant les avant-postes, arriva le premier sur la redoute. A cette attaque inopinée, de l'incertitude se manifeste dans les rangs ennemis. Kara-Mustapha porte tout ce qu'il avait d'infanterie à son aile droite, découvre ses flancs. A la vue de ce mouvement, le trouble, le désordre courent d'une d'une extrémité à l'autre de la ligne. Sobieski ne doute plus du succès. « *Ils sont perdus,* » dit-il, et il ordonne au duc de Lorraine d'attaquer brusquement au centre, tandis que lui-même va renverser ces masses ébranlées. Aussitôt il pousse en avant et marche droit à cette tente rouge que chacun convoite, que chacun veut enlever. Son aigrette blanche, son arc et son carquois d'or, sa lance royale, son bouclier homérique, que le fidèle Ma-

tczinski porte devant lui, plus que tout, l'enthousiasme qu'excite au loin sa personne, ne permettent pas aux Turcs de s'y méprendre. Ils reconnaissent, ils voient ce redoutable Sobieski, et reculent d'effroi. Le nom du roi de Pologne vole de bouche en bouche et glace tous les courages : « Par Allah! s'écrie avec douleur Sélim-Giéray, il est avec eux! »

« En ce moment, les hussards du prince Alexandre Sobieski, conduits par Sigismond Zvierzchovski, qui tenait la tête des colonnes, s'élancèrent au cri national de : « Dieu bénisse la Pologne! » Le régiment de Mionczynski survint ensuite; puis le reste des escadrons, que guident Charles Tarlo, Czarnecki, André Potocki, Stadnicki, Zamoyski, Leszczynski, Dobczyc et autres sénateurs et officiers de la république. Ils franchissent, bride abattue, un ravin où l'infanterie aurait hésité; ils le remontent au galop, donnent tête baissée dans les rangs ennemis, coupent en deux le corps de bataille, en justifiant le mot fameux de cette fière noblesse à un de ses rois, « qu'avec elle il n'y avait point de revers possible; que, si le ciel venait à choir, les hussards le soutiendraient sur la pointe de leurs lances! »

« Le choc fut rude et sanglant. Le pacha d'Alep, celui de Silistrie, périrent dans la mêlée. A l'extrême droite, quatre autres pachas périrent sous les coups d'Iablonovski. Le grand interprète, Maurc-Cordato, prit la fuite dans la tente même de Kara-Mustapha. Abattu, consterné de tant d'échecs, le grand-visir ne put retenir ses larmes. « Peux tu, dit-il au khan de Crimée, qui ar-

rivait entraîné par les fuyards, peux-tu me secourir? »
« — Je connais le roi de Pologne, répondit Sélim-Giéray, je vous le disais, il n'y a rien à faire avec lui; il ne nous reste qu'à nous en aller. Regardez le firmament, ajouta-t-il, voyez si Dieu n'est pas contre nous?» Kara-Mustapha, cependant, essaya de ranimer, de rallier ses troupes dans le camp. Mais tout fuyait, tout était en proie à une terreur profonde. Il fut obligé de s'éloigner, de fuir lui-même.

« A six heures du soir, Jean Sobieski franchit le ravin sous le feu de quelques janissaires qui combattaient encore, et prit possession du camp turc. Il arriva le premier au camp du visir. A l'entrée de cette vaste enceinte, un esclave accourut, lui présentant le cheval et l'étrier d'or de Kara-Mustapha. Il prit l'étrier et donna à un des siens l'ordre de partir sur-le-champ, d'aller vers la reine, de lui dire que celui auquel appartenait cet étrier était vaincu; puis, plantant ses enseignes dans ce caravansérail armé de toutes les nations de l'Orient, il défendit, sous peine de mort, le désordre et le pillage, de peur de quelque surprise, et, pour ainsi dire, d'un remords des Turcs, qui auraient pu revenir à la charge durant une nuit orageuse et sombre. Le roi, après être demeuré quatorze heures à cheval, s'endormit au pied d'un arbre » (1).

Dans cette bataille si mémorable, les troupes alliées n'eurent que 4,000 morts, dont 1,500 Polonais, parmi

(1) De Salvandy *Histoire de Sobieski.*

lesquels se trouvaient 122 officiers. Les Musulmans perdirent 20,000 hommes et laissèrent au pouvoir des vainqueurs une foule de prisonniers, un butin immense, une multitude d'étendards, parmi lesquels en était un que l'on prit pour le grand étendard de Mahomet, et que Sobieski envoya au pape avec ces mots : *Veni, vidi, vici.*

L'empire, l'Europe, la chrétienté tout entière, étaient sauvés par la Pologne, la Croix triomphante et l'islamisme pour jamais vaincu.

Le lendemain, le roi de Pologne entra dans Vienne, où il fut reçu comme un dieu libérateur par cette population qui, deux jours auparavant, n'avait en perspective que la mort ou l'esclavage. Chacun voulait voir et toucher le héros auquel il était redevable de la vie et de la liberté. Arrivé à la cathédrale, Sobieski entonna luimême le *Te Deum* et remercia Dieu du succès qu'il venait d'obtenir. Léopold, pour n'être point témoin d'un triomphe qui blessait son orgueil, ne voulut rentrer dans Vienne qu'après que Sobieski en fut sorti. Il délibéra longtemps avant de savoir comment il saluerait le héros qui venait de sauver son empire. Il ne voulait point céder le pas au roi de Pologne, et l'on discutait toujours s'il tiendrait la droite ou la gauche. Sobieski, fatigué de ces misérables discussions d'étiquette, voulait repartir sans avoir vu l'empereur; enfin, sur sa proposition, il fut décidé que les deux monarques se verraient en plein champ et qu'ils se tiendraient vis-à-vis l'un de l'autre. Le 15 septembre eut lieu cette entrevue, qui dura moins de dix minutes, et l'empereur Léopold, après

les salutations, balbutia quelques mots de remercîments auxquels il ne mêla pas même celui de reconnaissance. « Mon frère, répondit Sobieski, je suis bien aise de vous avoir rendu ce petit service. » Puis, lui présentant le prince royal Jacques, il ajouta : « Voilà mon fils, je l'élève pour le service de la chrétienté. » Léopold, gardant toujours une morgue incroyable, le roi de Pologne, indigné, tourna bride en s'écriant : « Je pars pour l'armée ; mes généraux ont ordre de vous montrer mes régiments, si cela vous plaît. »

Mais laissons-le parler lui-même de sa victoire et de l'ingratitude de l'Autriche, dans ses lettres à Marie-Kazimire, sa femme, dont voici quelques fragments :

« Dieu soit béni à jamais! il a donné la victoire à notre nation ; il lui a donné un triomphe tel, que les siècles passés n'en virent jamais de semblable. Toute l'artillerie, tout le camp des musulmans, des richesses infinies nous sont tombés entre les mains Ils ont laissé en poudre et munitions pour la valeur d'un million de florins. Les approches de la ville, les champs qui l'entourent sont couverts de morts de l'armée infidèle, et le reste fuit dans la consternation... Le palatin de Russie Rouge a fait voir notre armée à l'empereur ; mais nos gens ont été très-piqués et se plaignaient hautement de ce que l'empereur n'ait pas daigné les remercier, ne serait-ce que du chapeau, de tant de peines et de privations... On ne nous donne ni fourrages ni vivres ; nos malades sont couchés sur du fumier, et nos blessés, fort nombreux, ne peuvent pas obtenir de bateaux pour descendre la rivière jusqu'à Presbourg, où je serais plus à même de les entretenir à mes frais. On refuse d'enterrer nos morts dans les cimetières, même ceux de grades supérieurs, et l'on nous indique pour cela des champs pleins de cadavres païens. On pille nos bagages : on nous enlève de force nos chevaux qui sont restés en arrière pour cause de fatigue. Si ce n'était l'avoine

que nous avons trouvée dans le camp turc, tous nos chevaux auraient péri. La misère est affreuse, tous les champs sont dévastés ; il ne reste rien après le passage de ces nuées de païens. Nous serions moins malheureux si l'on avait la charité de nous construire un pont sur le Danube et que nous puissions passer en pays ennemi. Là nous trouverions des vivres. Mais ces messieurs de Vienne remettent tout d'un jour à l'autre, et maintenant qu'ils sont sauvés, s'adonnent à toutes ces débauches pour lesquelles Dieu les a si justement punis... Comme beaucoup des nôtres se pressent vers la ville pour y trouver de la nourriture, parce que l'on meurt de faim dans la campagne, le commandant de Vienne a donné l'ordre de ne les pas laisser entrer et de faire feu sur eux... Après une si grande bataille, où nous avons perdu tant de monde des familles les plus illustres, nous sommes comme des pestiférés que tout le monde évite. Maintenant il ne nous reste plus qu'à gémir en voyant périr notre armée, non pas sous les coups de l'ennemi, mais par la faute de ceux qui nous doivent tout. Aussi je me mets en marche aujourd'hui, peut-être pour aller au-devant d'une famine plus grande ; mais je veux m'éloigner de cette ville de Vienne où l'on fait feu sur les nôtres. Nous sommes ici sur les bords du Danube, comme autrefois les Israélites sur les bords de l'Euphrate. Nous pleurons la perte de nos chevaux, l'ingratitude de ceux que nous avons sauvés et tant d'occasions de succès échappées. Enfin tout le monde est découragé, et l'on va jusqu'à regretter que nous ayons secouru l'empereur. Les subalternes surtout auraient voulu que cette orgueilleuse race ait péri pour ne plus se relever. »

Voilà quelle était la reconnaissance de l'Autriche pour cette victoire qui l'avait sauvée et qui, dans tous les pays du monde, excita un si grand enthousiasme. En effet, jamais les Ottomans n'avaient tant menacé l'Europe au cœur. Sans la Pologne, Vienne tombait devant eux ; l'Allemagne fléchissait sous leur joug ; le torrent pouvait arriver par le Milanais jusqu'au Vatican. C'est là

qu'un visir ambitieux prétendait le porter. Avec l'horreur qu'inspiraient les barbares, on conçoit l'éclat immense qu'eut en Occident cette apparition victorieuse de Sobieski, sorte de résurrection magique des croisades.

§ IV. — *Présents du pape. Dissensions intestines. Expéditions contre les Turcs. Mort de Sobieski.*

Le libérateur de Vienne poursuivit les Turcs en Hongrie, fut défait près de Parkany, mais répara cet échec partiel par la brillante victoire de Gran, et revint à Krakovie en décembre 1683.

Le pape Innocent XI, en mémoire de la délivrance de Vienne et de la chrétienté, lui envoya pour présents un riche casque, un glaive et une rose d'or. Le 20 juillet 1684, Sobieski arriva avec sa femme et son fils à Varsovie, où se trouvaient le nonce du Saint-Siége et l'ambassadeur de Venise. Le cortége se mit bientôt en marche pour l'église : il se composait du nonce entouré d'une nombreuse cavalcade, et devant lequel on portait les dons du Saint-Père; du roi, de la reine et de toute la cour. Après la messe, le nonce, assisté de quatre évêques, fit dans un discours l'éloge de Sobieski, auquel il donna ensuite la bénédiction. Alors le roi de Pologne s'étant avancé vers l'autel, il lui mit sur la tête le casque d'or incrusté de riches pierreries, lui ceignit le glaive à fourreau d'or et dont la garde était ornée de diamants, puis remit à la reine la rose d'or, garnie de pierres précieuses et estimée 1,500 ducats. Le roi, étant remonté

sur son trône, donna l'accolade avec le glaive à l'ambassadeur de Venise à genoux devant lui, et le nomma chevalier. On fut ensuite visiter les tentes prises au grand visir devant Vienne, et qui avaient l'étendue d'une ville entière; la journée se termina par un splendide banquet.

Les papes avaient coutume d'envoyer ainsi, aux rois qui s'étaient distingués par leur piété ou leurs victoires contre les hérétiques et les infidèles, des présents qu'ils bénissaient aux grandes fêtes et principalement à Noël. Le premier exemple en remonte à l'an 1385. Kazimir IV, en 1448, et plus tard Henri de Valois reçurent une rose; Sigismond-Auguste, en 1580, et après lui Étienne Batori, obtinrent un glaive et un bonnet bénits.

Cependant, au milieu de ses triomphes, Sobieski éprouva de profonds chagrins par les intrigues de sa femme, les discordes des seigneurs, qui ne lui laissaient pas un instant de repos, et l'opposition des grandes familles de Lithuanie. Là dominaient les Pac, dont l'un, Christophe, grand chancelier, avait dépensé deux millions pour bâtir près de Vilna un monastère de religieux camaldules, sous l'invocation de sainte Marie-Madeleine de Pazzi, sa parente. Il leur opposa les Sapiéha, qu'il revêtit de toutes les dignités, et qui devinrent à leur tour ses adversaires et aspirèrent à la couronne, ou du moins à l'indépendance; puis éleva les Oginski et d'autres qui ne répondirent guère mieux à ses espérances. Il s'était formé une cabale autrichienne, à la tête de laquelle étaient les premiers sénateurs et les plus puissantes

maisons, et qui voulait dépouiller Sobieski de la couronne.

Au milieu de toutes ces difficultés intérieures, le roi de Pologne signa, malgré sa répugnance, la convention conclue à Moskou le 6 mai 1686, et par laquelle, transformant la trêve d'Andruszov en traité définitif, il cédait à perpétuité à la Moskovie Smolensk, Czerniéchov, Siévierz, Kiiov, faisait ainsi passer sous la domination des tzars les kosaks zaporogues de la rive gauche du Dniéper, et n'obtenait en échange qu'un tribut de 200,000 roubles qui ne fut jamais acquitté. Les États refusèrent de sanctionner ce traité dont le négociateur, Grzimultovski, faillit même être massacré par les Polonais exaspérés.

Assuré de la paix de ce côté, Sobieski renouvela ses expéditions contre les Turcs, espérant gagner quelque principauté, au moins celle de la Moldavie pour son fils. Mais, parvenu au cœur de la Bukovine, et cerné de tous côtés par d'innombrables ennemis, il opéra non sans peine une retraite mémorable, comparée à celle des Dix mille, et célébrée par les chants nationaux. Plus malheureux encore dans la campagne suivante, il ne ramena en Pologne qu'une armée affaiblie et découragée.

Il était constamment la dupe de l'Autriche qui le poussait contre la Turquie, lui promettant des subsides et des renforts qu'elle ne lui envoyait jamais, et qui fit manquer deux mariages à son fils aîné, Jacques; le second avec une archiduchesse, le premier avec la veuve du margrave de Brandebourg, Louise-Charlotte Radzi-

vill, qui possédait des places fortes, des châteaux, des villes considérables, outre 800,000 livres de rentes. Il était abreuvé d'amertume par sa femme, mère dénaturée, qui avait voué à ce fils une haine profonde. Outragé par ceux même qui vivaient de ses bienfaits, comme le palatin de Siradie, Pienionzek, qui le traitait en face de tyran, d'oppresseur du peuple, de violateur des lois et des constitutions, d'ennemi de la patrie et de destructeur de la liberté, insulté par de misérables satires, il se vit accusé de vouloir assurer le trône à son fils, de vendre les charges de l'État et de sacrifier le pays à une aveugle complaisance pour sa femme, dont on le disait l'esclave. A la diète de 1689, Kazimir Opalinski, évêque de Culm, s'emporta jusqu'à lui dire : « Sire ! ou régnez justement ou cessez de régner. » Il voulut alors abdiquer; mais le sénat le détourna de cette résolution.

En 1691, il recommença une troisième expédition en Moldavie, où l'Autriche, comme toujours, ne lui envoya pas les secours convenus, et où son armée périt presque sans combattre. Les Tatars profitèrent de ces circonstances pour s'avancer, à trois reprises, jusqu'au centre du pays dégarni de défenseurs, et le dévaster par le fer et le feu : la Pologne n'en fut délivrée qu'en 1695. Pendant ce temps, de nouvelles querelles et une guerre intestine éclataient en Lithuanie, où l'évêque de Vilna, Constantin Brzostovski, soutenu par le roi et la noblesse, avait solennellement excommunié le grand général Kazimir Sapiéha. Les factions s'agitaient au grand jour ; les diètes étaient rompues ou s'épuisaient en débats aussi

orageux que stériles. A bout de modération, Sobieski voulut de nouveau se démettre de la couronne; mais Zaluski, évêque de Plock, parvint à le faire renoncer à ce second projet d'abdication.

Accablé de soucis, miné par une maladie dont une erreur de son médecin, le juif Jonas, précipita le dénoûment, le vainqueur de Vienne mourut à Villanov, près de Varsovie, le jour de la Fête-Dieu, 17 juin 1696, double anniversaire de sa naissance et de son élection. Il était âgé de soixante-douze ans, et en avait régné vingt-deux. D'un aspect majestueux, simple dans son intérieur, intrépide dans le combat, digne dans le conseil, capable de comprendre toutes les grandes choses, il cultivait avec amour les lettres, les sciences et les arts, se révéla souvent par des traits de génie, et laissa un nom qui, inscrit aux pages les plus éclatantes des fastes de l'histoire, rappelle à jamais l'héroïsme de la Pologne et l'ingratitude de l'Autriche. En apprenant sa mort, Charles XII s'écria : « Un si grand roi ne devrait jamais mourir. »

VII

Auguste II (1697-1733).

§ 1. — *Deux rois proclamés. Frédéric-Auguste seul.*

La division profonde introduite en Pologne par le schisme et l'hérésie, et la scission radicale entre la no-

blesse et les paysans, suite de l'asservissement de ces derniers, n'étaient pas les seuls fléaux qui préparassent la ruine de la patrie. La jalouse rivalité des nobles les portait souvent à choisir leurs rois à l'étranger. De là, à chaque élection, l'immixtion des puissances voisines qui commença à exercer une influence de plus en plus désastreuse. Du reste, malgré les merveilleuses victoires de Sobieski, la Pologne s'était déjà considérablement affaiblie. Par le traité de 1619, elle avait perdu la Moldavie et la Valachie ; par celui de Velav en 1657, elle avait reconnu la souveraineté de l'Électeur de Brandebourg, jusqu'alors son vassal ; par celui d'Oliva, en 1660, elle avait renoncé à ses droits sur la Suède ; par ceux d'Andruszov et de Moskou, en 1667 et 1686, elle avait cédé Smolensk, l'Ukraine occidentale, Czerniéchov et Kiiov. C'était « la Pologne décroissante » dont nous allons suivre, maintenant surtout, le déclin précipité.

Tandis que la famille royale se transportait à Zolikiev pour s'emparer des trésors de Sobieski, que la renommée a triplés, que les diétines s'ouvraient au milieu des orages, et que la parole était souvent suivie de coups de sabre dans ces assemblées tumultueuses, les Tartares et les Turcs envahissaient les provinces méridionales de la Pologne et y faisaient d'affreux ravages. Dès la mort de Sobieski, la Russie et la Prusse commencèrent leurs longues et ténébreuses intrigues. Le 11 septembre, la séance de la diète fut troublée par un envoyé du tzar venant réclamer de la diète la ratification du traité de 1686, qui avait machiavéliquement arraché à la république

tous les pays transborysthènes. Le roi de Pologne ayant conservé le titre des ducs de Smolensk, de Czerniéchov et de Kiiov, en perdant ces possessions, le tzar demandait en outre que le futur monarque ne pût prendre cette qualification. Il la garda cependant, et le dernier roi de Pologne, Poniatovski, porta encore ce titre. La diète s'agitait toujours sans rien conclure, lorsque Horodynski, un des nonces, corrompu par la reine, arrêta toutes ses résolutions, en la frappant de son *veto*. Alors ne pouvant plus agir, elle fit un manifeste par lequel tout Polonais fut exclu du trône.

La diète d'élection s'ouvrit enfin le 15 mai 1697, au milieu des luttes acharnées d'une foule incroyable de prétendants. La plupart avaient été éliminés, et l'attention ne se portait plus que sur Jacques Sobieski et le prince de Conti, lorsqu'une troisième candidature, celle de Frédéric-Auguste, Électeur de Saxe, se produisit sans que personne s'en doutât. Elle avait été élaborée dans le plus grand mystère et avec les moyens les plus odieux. Mais ce qui paraîtra inconcevable, dans un pays éminemment catholique, c'est que le nouveau candidat et ses agents étaient luthériens, et la Pologne ne pouvait élire qu'un roi catholique. C'était là pour Auguste un grand embarras. Przebendovski, son agent en Pologne, le tira de là. « Il n'y a de mauvais moyens, lui dit-il, que ceux qui ne réussissent pas. Je prêche par l'exemple : pour entrer dans le sénat, je me suis fait catholique, Votre Altesse peut bien en faire autant pour une couronne. D'ailleurs, la famille de Son Altesse lui a

donné l'exemple de ces petits efforts de conscience. »
L'Électeur envoya donc à Rome le baron de Rose pour annoncer au pape sa conversion au catholicisme, sa soumission complète au Saint-Siége et sa candidature au trône de Pologne; et le pape confiant, donna à son légat à Varsovie l'ordre de l'appuyer de toute son influence. En même temps, Auguste s'avança sur Torgau à la tête de son armée.

Nous n'entrerons pas dans le détail des intrigues et des scènes curieuses qui suivirent, et dont Louis Miéroslavski a retracé le tableau dramatique (1). La majorité de la diète avait élu le prince de Conti, la minorité achetée l'Électeur de Saxe, et, au milieu de cette assemblée solennelle, des coups de feu furent tirés de part et d'autre. Enfin, après des débats prolongés, le 27 juin 1697, le prince de Conti fut acclamé roi de Pologne par quatre-vingt mille gentilshommes, et l'on chanta le *Te Deum* dans la cathédrale de Varsovie. Le même jour, la faction contraire proclamait aussi roi Frédéric-Auguste, et dans la même cathédrale on dit également un *Te Deum*, pendant que la ville illuminée retentissait des cris de *Vive le prince de Conti!*

Ainsi, la Pologne avait deux rois, deux gouvernements, et des milliers d'intrigants étrangers la tiraillaient de toutes parts. L'Électeur de Saxe fit son abjuration en forme et partit pour Krakovie avec huit mille hommes d'*escorte*. Le gouverneur du château de cette

(1) *Pologne pittoresque*.

ville, qu'il avait acheté, lui en ouvrit les portes. Auguste, qui avait réalisé des sommes considérables, les prodiguait à tout le monde et grossissait son parti, tandis que le prince de Conti, qui n'arrivait pas, perdait chaque jour. Le 24 août, une réunion de sénateurs décida que la république se confédérerait contre le Saxon envahisseur et qu'on lui déclarerait la guerre. Le premier soin de l'Électeur fut de s'emparer par force du trésor. On protesta. Enfin, l'évêque de Kuïavie, outrepassant tous ses pouvoirs spirituels et temporels, quoiqu'il ne fût pas archevêque de Gnèzne et que la loi polonaise fût précise à ce sujet, osa couronner Auguste. Pendant ce temps, le prince de Conti arrivait à Dantzik sur un vaisseau commandé par Jean Bart. Aussitôt que les Polonais apprirent son arrivée, ils se réunirent et décidèrent de nouveau qu'ils s'opposeraient à Frédéric-Auguste qui courut au-devant du prince de Conti avec trois mille cavaliers et de l'artillerie et le défit complétement, celui-ci étant venu presque sans troupes. Le prince de Conti revint en France, l'Électeur à Varsovie, où il provoqua plusieurs diètes de pacification qui n'eurent aucun résultat, les confédérés tenant d'autres diètes opposées (1).

Frédéric-Auguste, voyant qu'il ne pouvait subjuguer la Pologne par ses propres forces, appela à son secours la Prusse et la Russie. Frédéric III, Électeur de Brandebourg, duc de Prusse, qui méditait la création de la royauté prussienne aux dépens de la Pologne, trouva ainsi un

(1) *Chodzko.*

complice, et le tzar Pierre Ier comprit également le parti qu'il pourrait en tirer pour ses projets d'envahissement. Pendant ce temps, les troubles de Lithuanie prenaient le caractère de guerre civile ; les nobles y avaient conçu un tel ressentiment contre les Sapiéha, qu'ils massacrèrent et taillèrent en pièces, près de Leipuny, Michel, grand écuyer, et formèrent en 1700 la confédération d'Olkiénicki.

Deux faits heureux cependant signalèrent les débuts du règne d'Auguste. Par ses relations avec l'Autriche, il réussit à recouvrer les salines de Vieliczka qui avaient été engagées. Il fit une expédition contre la Turquie qui, par le traité de Karlovitz, conclu le 26 janvier 1699, entre elle d'une part et l'Autriche, Venise, la Russie et la Pologne, de l'autre, restitua à cette dernière Kamiéniec, toutes conquêtes qu'elle avait précédemment faites en Podolie et en Ukraïne, renonça à toute domination sur les kosaks, au tribut que lui payaient les Polonais, et s'engagea à mettre un terme aux invasions tatares.

Cette paix avantageuse, et qui terminait une lutte de 260 ans contre les musulmans, fut comme l'œuvre posthume de Sobieski, qui en avait laissé les clauses écrites de la pointe de son épée sur les champs de victoire. Elle eût donné à la Pologne un repos dont elle avait grand besoin ; mais, dupe du tzar, Frédéric-Auguste conclut avec la Russie et le Danemarck, sans le consentement de la république, une alliance offensive contre Charles XII, roi de Suède. Son but était de faire entrer des troupes saxonnes en Pologne pour s'emparer

du pouvoir absolu et rendre le trône héréditaire. Cette alliance livra la république à toutes les horreurs d'une guerre de vingt ans. D'abord attaqué et battu, le roi de Suède gagne la bataille de Narva contre les Moskovites, passe la Dzvina, envahit la Kourlande, la Livonie, marche sur la Lithuanie divisée, s'empare de Varsovie, défait, pour la seconde fois, à Kliszov, à la tête de 12,000 hommes, Frédéric-Auguste qui en commandait 24,000, entre à Krakovie, met en déroute à Pultusk un corps saxon, prend Thorn et rançonne Dantzik.

Personne, en Pologne, ne songeait à faire la guerre à Charles XII, avec qui, au contraire, s'étaient ligués les Sapiéha en Lithuanie et pour qui s'organisa en 1704, dans la grande Pologne, une confédération dirigée par le primat, Radzieiovski. Auguste II avait seul entrepris cette lutte avec ses Saxons, sans le consentement de la noblesse ; et, bien que des confédérations se fussent formées en sa faveur à Sandomir, les Polonais ne voyaient en lui qu'un usurpateur dont venait les délivrer le roi de Suède. Voilà pourquoi ils n'opposèrent à ce dernier presque aucune résistance, et, le primat en tête, déclarèrent l'interrègne le 2 mai 1705.

§ II. — *Stanislav Leszczinski. Auguste II. Mort de ce dernier.*

Le trône étant déclaré vacant, une diète élut roi Stanislav Leszczinski, palatin de Posnanie, déjà célèbre, et qui fut reconnu par toutes les cours de l'Europe, excepté celle de Saint-Pétersbourg. Mais Charles XII ayant re-

pris sa course vers la Galicie, Auguste reparut avec 20,000 hommes, et força Stanislav à chercher un refuge auprès du roi de Suède qui revint, défit les Saxons une première fois près de Posen, une seconde à Vschova et pénétra jusqu'au cœur de la Saxe. Auguste vaincu, fut forcé de conclure la paix d'Alt-Ranstadt, de renoncer à la couronne de Pologne, de remettre le diplôme de son élection, de rompre son alliance avec la Moskovie, de reconnaître Stanislav Leszczinski, de lui écrire une lettre de félicitations officielles et de livrer Pakul, noble livonien qui, précédemment condamné à mort, fut écartelé vif à Kazimierz.

Mais après la désastreuse défaite de Pultava, le 8 juillet 1709, où Charles XII, défait par les Russes, ne dut la vie qu'au dévouement et à l'intrépidité de Poniatovski, colonel de la garde de Stanislav Leszczinski, Auguste rétracta son abdication, ressaisit le sceptre et contracta avec le tzar une coalition dirigée non moins contre la Pologne que contre la Suède. Leszczinski descendit du trône avec cette modération qui honora toute sa vie, se retira en Poméranie, puis rejoignit Charles XII captif en Turquie.

L'armée polonaise forma une confédération à Tarnogrod pour mettre fin aux ravages des troupes russes et saxonnes, auxquelles Frédéric-Auguste livrait le pays. Le sang coula sans résultat pendant deux ans, et les généraux polonais, réunis aux sénateurs, s'efforcèrent en vain, dans un conseil tenu à Rava, de mettre un terme aux malheurs publics. Le tzar Pierre, surnommé sans doute ironiquement le Grand, convoqua à Varsovie un

semblant de diète qui ne dura que sept heures, et qui fut appelée diète *muette*, parce que les troupes moskovites lui interdirent par la violence toute discussion. L'armée polonaise, forte de 90,000 soldats, fut licenciée, et on décréta qu'elle ne dépasserait jamais 24,000 hommes; l'armée saxonne évacua la Pologne; et Pierre Ier s'empara de Riga et de toute la Livonie. Peu auparavant, en 1704, il avait solennellement déclaré qu'il combattait Charles XII uniquement pour faire rendre par la Suède à la république cette même province dont il se faisait maintenant l'effronté spoliateur.

Il parcourut tout le royaume, fomentant l'anarchie et corrompant la noblesse. Auguste II, continuant son système de duplicité, se liait de plus en plus avec le tzar et le roi de Prusse, et l'ambassadeur moskovite commandait en Pologne. La fierté nationale se révolta. Les seigneurs se réunirent en quatre grandes confédérations, et demandèrent le renvoi des troupes moskovites qui chaque jour empiétaient sur le territoire de la république. Mais, divisés et séduits par de perfides promesses, ils virent leurs efforts infructueux.

La Prusse et la Russie trouvèrent un nouveau prétexte pour s'ingérer dans les affaires intérieures de la Pologne et y fomenter des troubles incessants. La république polonaise avait, la première en Europe, proclamé et maintenu la liberté religieuse. Mais un élève des jésuites ayant souffleté plusieurs individus qui ne s'étaient pas mis à genoux, lors d'une procession à Thorn, les dissidents suscitèrent de graves désordres, forcèrent

le collége, pillèrent l'église et traînèrent dans les ruisseaux une image de la Sainte Vierge. Les révoltés furent jugés par la haute cour de la diète et sévèrement punis; le bourgmestre périt sur l'échafaud. Les cabinets de Berlin et de Saint-Pétersbourg exploitèrent cette affaire au profit de leurs intérêts. On avait confisqué quelques biens aux protestants : dans une lettre du 5 janvier 1725, le roi de Prusse exigea d'Auguste le rapport de la sentence et la restitution des biens, car, sans cela, disait-il, « les puissances protestantes seraient obligées d'en poursuivre elles-mêmes la restitution par tous les moyens en leur pouvoir. » Le tzar Pierre, en répondant au roi de Prusse, dit : « Je suis prêt à concourir avec les puissances protestantes, non-seulement par mes conseils, mais par mes armes, à maintenir la liberté des évangéliques, et je n'épargnerai rien pour faire réussir un si juste dessein. » Depuis cette époque, les cours ennemies de la Pologne s'attribuèrent la prétendue protection des dissidents, qui leur a si puissamment servi pour consommer les trois partages.

Frédéric-Auguste II avait été reconnu en 1720 par Ulrique Éléonore, sœur de Charles XII ; et ce traité, converti par la suite (1732) en paix générale, mit fin aux discussions avec la Suède. Peu après, le 1er février 1733, au moment où il se rendait à la diète de Varsovie, Auguste mourut des excès d'ivrognerie et de débauche qui avaient rempli toute sa vie scandaleuse. Ce règne fatal montre en œuvre les infâmes machinations qui devaient amener la chute complète de la Pologne. Sous mille pré-

textes, l'étranger s'insinue peu à peu dans son sein. La Russie, suivie bientôt de la Prusse et de l'Autriche, se présente en amie, en médiatrice désintéressée au milieu des luttes sanglantes entre les troupes polonaises et les troupes saxonnes, entre les dissidents et les catholiques, entre les nobles, qui, n'ayant jamais songé à l'agrandissement par la conquête, se croyaient eux-mêmes à l'abri de ce danger. On use de tous les moyens pour corrompre les mœurs de la nation, tromper et séduire les individus et fomenter les dissensions intestines. La Pologne, trahie par son roi étranger, abusée par son excès de confiance, divisée par ses nobles, abandonnée par son peuple asservi, livrée par ses traîtres, épuisée par tant de guerres, d'invasions, de désastres, proteste encore, mais n'a plus d'élan assez universel, assez énergique pour recouvrer toute sa puissance et sa liberté d'action.

VIII

Leszczinski (1733).

Depuis longtemps, dit Lelevel, « les plus actifs parmi les agitateurs et meneurs des partis ennemis sont les dissidents hérétiques ou schismatiques, Firlei, Zborovski, Gorka, Jean Radzivill, Ostorog, et beaucoup d'autres. Réellement, tous les non-catholiques sympathisent et fraternisent avec les envahisseurs de la république. » Aussi, la diète de convocation de 1733 déclare

les dissidents inhabiles à posséder une charge ou dignité politique quelconque, ce qui existait déjà depuis longtemps de fait, mais fut alors sanctionné par la loi.

La diète d'élection, convoquée le 26 août 1733, rapporta le décret qui excluait les indigènes de la candidature au trône, et convint de n'élire qu'un Polonais n'ayant ni État, ni province, ni armée à lui à l'étranger. Le principal auteur de cette motion patriotique fut Lubomirski. Eh bien! à peine un Polonais fut-il élu que ce même homme se jeta dans les partis moskovite et saxon, et fit nommer illégalement un roi dans la personne de l'Électeur de Saxe! Les prétendants étaient nombreux, et plusieurs entretenaient de coupables relations avec les cours ennemies. Déjà, peu de temps avant la mort d'Auguste, le bruit s'étant répandu que le roi voulait conférer les charges, contrairement aux lois de la république, le primat et d'autres seigneurs écrivirent à l'empereur d'Allemagne et à la tzarine de Moskovie pour les prier de *soutenir la liberté polonaise*. Ces lettres, qui constituaient une véritable trahison, devinrent pour les gouvernements voisins un prétexte d'intervenir pendant l'interrègne, et, par suite de traités conclus avec l'empereur et la Saxe, les troupes russes, autrichiennes et saxonnes ne tardèrent pas à envahir la Pologne. Le général Lasci publia un manifeste, en déclarant que son entrée sur le territoire polonais n'avait d'autre but que de *maintenir la liberté nationale!!!* Peu avant l'élection, le primat, alors interrex ou chef suprême de l'État, reçut une lettre de la tzarine, qui l'avertit de l'intention où elle

et ses alliés étaient de ne jamais consentir à l'élection de Stanislav Lesczinski, parce que l'élévation au trône d'une personne dont la fille était reine de France, *ne conviendrait pas aux trois puissances voisines.*

Malgré ces déclarations, Stanislav Lesczynski, parvenu à Varsovie sous un déguisement, protégé par Louis XIV, et dont la fille, Marie, était femme de Louis XV, fut acclamé roi à l'unanimité, le 12 septembre 1773. Abandonné de tous, dépouillé de ses terres héréditaires, il vivait peu de temps auparavant à Strasbourg dans le plus complet dénûment. Seuls, l'évêque de Krakovie et le palatin de Sandomir protestèrent et se retirèrent en Hongrie pour attendre les troupes russes. A la nouvelle de l'élection de Stanislav, toute la France signala par des transports de joie l'affection qu'elle portait à un prince regardé comme français. Séduits par l'or des étrangers, quelques seigneurs polonais se rangèrent du côté des rebelles. Lubomirski, que nous avons vu si patriote à la première diète, était à leur tête. L'armée russe, forte de 60,000 hommes, arriva à Praga le 29 septembre ; 8,000 Polonais lui interdirent longtemps le passage de la Vistule, mais finirent par céder au nombre.

Alors le chancelier Visnioviecki, avec la noblesse de deux palatinats, l'évêque de Posnanie, Hosius, et d'autres seigneurs, se rendirent à Prague, où, sous la protection des soldats russes, ils firent un simulacre d'élection, et proclamèrent roi de Pologne Auguste III, Électeur de Saxe, fils d'Auguste II; puis, pour le soutenir, ils

formèrent une confédération contre celle de Dzikov, qui s'était constituée sous les auspices de Tarlo, en faveur de Stanislav. Ainsi quelques traîtres et des étrangers l'emportèrent sur tout le reste de la nation. Auguste III arriva en Pologne se faire couronner, et l'armée russe, commandée par le général Lasci, augmentée par les troupes du feld-maréchal Munich, vint assiéger Dantzik, où Stanislav était renfermé avec les principaux gentilshommes polonais. La France, au lieu d'un secours considérable, n'envoya, après cinq mois d'attente, que 2,400 hommes, sous le commandement de Lamothe-Pérouse et du comte de Plélo. Cette petite armée fit à la vérité des prodiges ; mais elle fut écrasée par le nombre. Les troupes saxonnes vinrent grossir le chiffre des ennemis; une flotte de 21 vaisseaux russes pressa le siége, et Dantzik fut obligée de capituler. Stanislav, s'étant sauvé de la ville sous un déguisement, se réfugia d'abord à Berlin. Le comte de Monti, ambassadeur de France, sans égard à son caractère, fut emmené prisonnier à Thorn, ainsi que le primat, le maréchal de la diète et le reste des partisans de Stanislav. Nous regrettons de ne pouvoir rapporter la conduite admirable du comte de Plélo au siége de Dantzik, où il perdit glorieusement la vie. Pendant ce temps, Auguste III déclarait à toutes les puissances de l'Europe qu'il régnait par le choix *libre* et *national.*

La France prit les armes. Louis XV, après avoir négocié un traité de neutralité avec l'Angleterre et la Hollande, s'unit à l'Espagne et à la Sardaigne pour venger

le droit si indignement violé par l'élection d'Auguste III. L'Électeur de Saxe et la tzarine de Moskovie étaient les ennemis les plus apparents de la Pologne; mais l'Autriche s'était aussi déclarée contre Stanislav; et, comme elle était la plus voisine, c'est elle que la France attaqua, et la guerre lui fut déclarée en décembre 1733. De son côté, la Turquie annonça hautement qu'elle ne reconnaîtrait d'autre roi que Stanislav. L'empereur d'Autriche, après avoir perdu plusieurs batailles, dépouillé d'une grande partie de ses États et à la veille de nouvelles pertes, demanda la paix, qui fut signée le 31 octobre 1735. Malheureusement la France n'exigea point ce qui faisait précisément le but de la guerre. On convint que tous les Polonais, partisans de Stanislav, rentreraient en possession de leurs biens et que ce dernier garderait le titre de roi de Pologne; mais on ne fit pas annuler l'élection d'Auguste III. Les Polonais, frappés de stupeur à la nouvelle de cette paix, continuèrent à soutenir énergiquement Stanislav Leszczinski. Mais celui-ci, pour rendre la tranquillité à sa patrie, signa un acte d'abdication remarquable, où il fait ressortir les intrigues et la violence des cours étrangères et tous les secours que la France, dans cette circonstance, donna à la Pologne, afin de soutenir la volonté et la liberté nationales. Il reçut la possession viagère des duchés de Lorraine et de Bar, où il régna en paix de 1737 à 1766, année de sa mort, et où il laissa les plus doux souvenirs de ses vertus et de sa bienfaisance.

IX

Condition des paysans. Revendications en leur faveur. Soulèvements.

Les maux de la république ne venaient pas tous des intrigues de l'étranger ; la source première en était dans son sein. C'était surtout l'oppression du peuple, outre le schisme et l'hérésie. Déjà le schisme avait livré l'Ukraine et les kosaks au tzar. La liberté religieuse la plus complète n'avait pu rattacher les hérétiques à la patrie ; et, en les voyant sans cesse appeler l'invasion de l'ennemi, on avait été obligé d'expulser du territoire les sociniens, les anabaptistes et quelques autres sectaires, et d'interdire aux autres les hautes charges politiques. Mais la condition des paysans, loin de s'améliorer, s'empirait encore : on aggravait la corvée et les charges domaniales qui pesaient sur eux ; on multipliait les vexations et les traitements barbares dont ils étaient victimes. Ils n'étaient plus seulement le rebut de la nature, chlop, mais la race maudite de Cham, comme on les appelait ; il n'y avait plus pour eux ni patrie, ni loi, ni justice.

« Des hommes si nécessaires, dit le roi Leszczinski, devraient être considérés, sans doute ; mais à peine les distinguons-nous des bêtes qu'ils entretiennent pour la culture de nos terres. Souvent nous ménageons moins leurs forces que celles des animaux ; et très-souvent, par un trafic scandaleux, nous les vendons à des maîtres

aussi cruels, et qui bientôt, par un excès de travail, les forcent à payer le prix de leur servitude. Je ne puis, sans horreur, rappeler ici cette loi qui n'impose qu'une amende de quinze francs pour tout noble qui aura tué un paysan. Nous regardons ces hommes comme des créatures d'une autre espèce, et nous leur refusons presque le même air qu'ils respirent avec nous... Est-il aucune loi qui puisse autoriser le joug terrible que nous leur avons imposé? »

En vain, du haut des chaires catholiques, les prédicateurs, comme Bonaventure Gelarovski, Jean Zrzelski et une foule d'autres, fulminaient contre les oppresseurs et revendiquaient les droits de ce peuple asservi. En vain Kurzeniecki, dans ses *Entretiens d'un chapelain avec son seigneur*, élevait sa voix pour eux. Christophe Opalinski, dans ses *Satires*, et André Rudomina, dans son mémoire intitulé : *Fortune de l'État*, voyant l'embrasement effroyable de la république et le sol inondé du sang de ses enfants, répétaient que Dieu la punissait de l'oppression et de la tyrannie exercées sur le peuple, unique raison des révoltes de paysans et des calamités générales. Le grave Rudavski, secrétaire de Jean Kazimir, retraçant, dans son Histoire, les revers de sa patrie, laisse éclater son indignation contre la noblesse, dont il faisait partie, lui reproche tous ses malheurs et se réjouit de voir ces superbes dominateurs en esclavage chez les Tatars; car c'est, dit-il, le meilleur moyen de dompter la férocité dont ils usent envers leurs sujets, et qui, sans doute, s'adoucira dans les fers de l'ennemi.

C'est un roi moine et jésuite, Jean Kazimir, qui, le premier, poussa le cri de délivrance de ce peuple opprimé. En 1655, dans la cathédrale de Léopol, lui et tous les sénateurs qui y étaient présents, au nom de la nation confédérée pour le salut de la patrie, prononcèrent ce serment fameux, répété par chacun : « Je vois » avec douleur que Dieu, juge suprême, accable mon » pays, depuis sept ans, du poids de tous les maux, *pour* » *venger l'oppression et le gémissement des plébéiens :* or, » je promets, dès que la paix sera rétablie, de prendre, » conjointement avec tous les ordres de la république, » des mesures efficaces *pour que le peuple de mon pays* » *soit à l'abri de l'oppression et de la tyrannie.* » Malheureusement, les désastres incessants de ce règne, qui finit par une abdication, ne permirent de rien réaliser à ce sujet.

Cinquante ans s'écoulèrent, et, lorsque de nouvelles calamités débordèrent sur la Pologne, ce fut encore un jésuite, le prédicateur Szirma, qui prit en main la cause des opprimés, et qui rappela que, comme on avait trompé le peuple par d'illusoires promesses, ainsi Dieu n'avait pas retiré le glaive de sa colère, et les guerres, les invasions, les discordes, accablaient le pays. En 1777, c'était encore un moine, le piariste Vincent Skrzetuski, publiciste remarquable, qui reprochait aux diètes de n'avoir rien décidé, depuis deux siècles, sous ce rapport de l'humanité, et de n'avoir jamais même pris en considération la question du peuple. Mais la noblesse, étourdie, aveuglée, décimée, corrompue, restait sourde à tous

ces appels, même en présence de dangers imminents. Cependant, le roi Leszczinski lui-même l'avertissait.

« Comme il est naturel, dit-il, de secouer le joug rude et pesant, ne peut-il pas arriver que ce peuple fasse un effort pour s'arracher à notre tyrannie. C'est à quoi doivent le mener tôt ou tard ses plaintes et ses murmures. Jusqu'à présent, accoutumé à ses fers, il ne songe point à les rompre ; mais, qu'un seul de ces infortunés, esprit mâle et hardi, vînt à concerter, à fomenter leur révolte, quelle digue assez forte pourrait on opposer à ce torrent? » Ces prédictions menaçantes ne se réalisèrent pas. Quelque opprimé qu'il fût, le peuple ne voulut jamais imiter les hérétiques, qui s'alliaient aux ennemis. « Cette partie de la nation, dit Rulhière, restait véritablement neutre entre ses maîtres et les oppresseurs de ses maîtres, entre les factions qui déchiraient le pays, en présence des étrangers. » En vain, en 1766, les émissaires de Stanislav-Auguste essayèrent, dans un violent manifeste, de soulever tous ces esclaves polonais, en les appelant à la liberté et à l'égalité. Ils surent sacrifier leurs justes ressentiments au salut de la patrie; et ce terrible moyen n'eut de succès dans aucune partie de la Pologne.

Seulement, en 1702, Palei, chef des kosaks, après s'être montré très-dévoué à la république et au parti de Leszczinski, souleva l'Ukraïne, s'empara de la ville de Bialacerkiev, de la forteresse de Korsun, de quelques autres places fortes, et passa au fil de l'épée leurs faibles garnisons. Il fut rejoint par une foule immense de pay-

sans qui, incendiant leurs hameaux, prirent les armes des différents points de l'Ukraïne. Palei en forma une armée de 30,000 hommes qu'il divisa en trois corps commandés par lui-même, par Siemaszko, son beau-fils, et par Abazine. Ils portèrent partout la dévastation et la mort, égorgeant ou mutilant les nobles qui tombèrent en leur pouvoir, et surprirent Stanislav Potocki, staroste de Chmielnik, auquel ils enlevèrent un butin évalué à un million de florins de Pologne. Mais l'arrivée de renforts polonais changea les chances du combat; 15,000 kosaks furent défaits, et vers la fin de novembre tous leurs corps furent mis en pleine déroute. Abazine, saisi, fut empalé; 70,000 prisonniers furent marqués et renvoyés à leurs seigneurs. Le hetman de camp Adam Sieniavski les força dans leurs derniers retranchements, et il y eut beaucoup de sang répandu. En 1712, Lubomirski fut obligé d'envoyer de nouveau contre les kosaks une armée de 12,000 hommes qui pénétra dans leur sicz, la détruisit et fit main basse sur tout ce qui ne put se sauver. En 1744, l'excès d'oppression amena dans la starostie de Krziczev, en Lithuanie, un soulèvement commandé par un paysan, Voszczillo, mais qui fut aussitôt réprimé. Ces faits méritent d'autant plus d'être remarqués qu'ils sont plus rares. Le paysan jouissant de ses fêtes des moissons, *okènzné*, et de ses assemblées communales, *gromada*, chantait, dansait, buvait, et était résigné à son sort, lequel semblait encore une heureuse liberté aux paysans moskovites qui émigraient en masse pour venir le partager.

X

AUGUSTE III (1733-1764).

Le règne d'Auguste III marque l'époque de la désorganisation et de la démoralisation complètes de la Pologne. Epuisée par dix siècles de guerres, de luttes intestines, d'invasions, de fléaux, de désastres de tous genres, ayant perdu une grande partie de sa population, de sa noblesse, de ses richesses et de toutes les forces vives qui la constituaient, sans défenses naturelles, sans forteresses, sans armée permanente, ouverte de toutes parts à l'ennemi et surtout à la Russie, ne pouvant soupçonner un instant qu'après tant d'indépendance, de grandeur et de gloire, elle pût jamais être la proie de l'étranger, tiraillée, divisée, déchirée dans tous les sens par les partis divers, elle éprouva une effroyable lassitude, un besoin de repos à tout prix. Elle ressemblait à un homme qui, après des commotions terribles et des crises extrêmes, est tombé dans une complète insensibilité. On disait qu'elle était comme une auberge où chacun peut entrer librement, faire du tapage et s'en aller. On prétendait que le désordre soutenait son existence, était son bonheur et son salut. La corruption la pénétrait jusqu'à la moelle des os. Elle se trouvait heureuse, et le proverbe disait : « Sous le roi saxon, desserrez la ceinture. »

La religion seule la soutenait, la relevait et se servit

dans ce but des lettres et des sciences. Deux prélats, Joseph André Zaluski, évêque de Kiiov, et André Stanislav Zaluski, évêque de Krakovie, recréèrent pour ainsi dire la littérature nationale, parcoururent dans ce dessein toute l'Europe et fondèrent une bibliothèque de 200,000 volumes. Le premier surtout y consacra des sommes énormes, et, en se privant de tout, parvint à former une bibliothèque qu'il rendit publique en 1747, donna ensuite à la nation, et qui se trouva au premier rang de toutes celles de l'Europe. Son exemple fut suivi par les ordres religieux, par des abbés et supérieurs de couvents, et bientôt par des laïques eux-mêmes comme le prince Joseph-Alexandre Iablonovski que rendirent célèbre ses travaux littéraires.

Ce mouvement fut propagé par les jésuites et parmi eux surtout les Bohomolec, et par les piaristes. Stanislav Konarski, membre de cette dernière congrégation, publia à ses frais un immense recueil de lois nationales en huit volumes in-folio, et plusieurs autres ouvrages sur la nécessité de rétablir la langue polonaise dans toute sa pureté, et sur la réforme du gouvernement dont il expose les abus comme on ne l'avait jamais fait jusqu'alors. Il fonda en outre à Varsovie un collége pour la jeunesse et combattit la mauvaise méthode d'enseignement et le goût dépravé dans la littérature avec non moins d'énergie que le désordre de la république, le veto et la scandaleuse rupture des diètes. L'ordre savant auquel il appartenait, réformé par lui et son collègue Jordan dès 1740, eut des écoles florissantes où l'on formait des citoyens

aux connaissances historiques et politiques puisées dans les écrits et les idées de la France.

Au milieu de ces nobles efforts, la Pologne, livrée à l'étranger, ruinée par une paix plus désastreuse que la guerre, vit bientôt le prétendu protectorat de la Russie commencer l'usurpation de son territoire. La maison de Ketler s'éteignant, les duchés de Kourlande et de Semigal redevenaient provinces polonaises, d'après le pacte confirmé par Sigismond-Auguste en 1561. Mais la tzarine imposa à la noblesse de ce pays le chambellan Biron, son favori, et à la suite de diverses révolutions, ces duchés furent complétement perdus pour la république.

Forcés de reconnaître Auguste III, les Polonais ne déguisèrent point leurs sentiments, et, usant de cette liberté de langage sans bornes en Pologne, ils louaient hautement le roi issu de leurs suffrages devant Auguste lui-même. Celui-ci, uniquement adonné à la chasse, habitait la Saxe, et son ministre Bruhl exerçait à Varsovie le pouvoir royal, dont il ne se servait que pour exécuter les ordres du cabinet de Saint-Pétersbourg. Dévoué ouvertement à la Russie, il ne fut qu'un instrument pour précipiter de plus en plus la Pologne dans l'anarchie et pour affaiblir sa considération en Europe. Il ne nommait aux charges de l'Etat que les protégés des Moskovites.

Une nouvelle cause de malheurs inouïs pour la population fut la guerre entre la Russie et la Porte, celle de la succession d'Espagne et celle de la succession d'Autriche (1756-1762). Quoiqu'elle ne prît pas part à ces effroyables luttes, elle en fut la principale victime;

son territoire était sans cesse violé; Frédéric II, attaquant et attaqué, soutint ses campagnes en levant des troupes en Pologne, en y tirant ses fourrages et ses vivres, en envahissant les palatinats de Kalisz et de Posnanie, sous prétexte de détruire les magasins que les Moskovites y établissaient, en pillant et ruinant toutes les provinces frontières, les inondant de fausse monnaie et emportant le numéraire national pour en retirer par la refonte le centuple de sa valeur. Voici quel fut le nombre des morts dans la guerre de la succession d'Autriche. La Prusse perdit 180,000 hommes et 33,000 habitants dans les villes et les campagnes qui furent le théâtre de la lutte; la Russie, 180,000; l'Autriche, 140,000 et trois garnisons de forteresses; la France, 200,000; l'Angleterre, avec ses alliés, 160,000; la Suède, 25,000; les cercles d'Allemagne, 28,000; en tout, plus de 950,000 hommes, près d'un million!

La fin de cette guerre, qui rétablit la tranquillité dans le reste de l'Europe, fut mortelle pour la Pologne. Depuis cette époque, les trois puissances voisines inaugurèrent le triumvirat copartageant et s'accoutumèrent à terminer toutes les contestations aux dépens du territoire de la république. Pendant la guerre, et quoique en état de paix, la Pologne avait été inondée de troupes étrangères. Les Moskovites et les Prussiens, à plus de vingt fois différentes, avaient traversé avec leur armée le territoire polonais : de là des déprédations, des exactions et des persécutions sans nombre.

« Plus Auguste III avançait en âge, dit Chodzko, et

plus la Pologne était malheureuse. Pendant trente années que dura ce règne, la noblesse s'assembla en diètes toujours vainement, et presque toujours les prétextes les plus frivoles suffirent pour dissoudre ces assemblées. Pendant ces trente années, le plus grand État de l'Europe resta sans aucune sorte d'administration. Il n'existait aucun pouvoir régulier pour demander compte ni de la perception des impôts, ni de l'état des troupes. Les grands-trésoriers s'enrichissaient aux dépens du trésor public, à mesure que l'État devenait plus pauvre et plus obéré; les grands-généraux étaient puissants et la république sans défense; les grands-maréchaux étaient redoutés sans que la police fût maintenue; les grands-chanceliers signaient arbitrairement des actes illégaux. Toutes les affaires restaient indécises; aucun agent diplomatique n'était envoyé aux puissances étrangères. Le peuple des campagnes, la véritable nation, devenait chaque jour plus malheureux, et cependant il souffrait avec résignation, sa bonté était si grande que la sûreté régnait partout; les voyageurs pouvaient, sans rien craindre, traverser les forêts les plus solitaires et les routes les moins fréquentées. Les réformes ne pouvaient s'opérer que par une révolution imprévue, par une confédération générale, que des hommes habiles parviendraient à former sous d'autres prétextes. C'était le but où tendaient en secret deux partis accrédités dans la république, mais divisés malheureusement d'intérêts et d'opinions, et qui méditaient, pour réformer le gouvernement, deux projets entièrement contraires : le pre-

mier était le *parti national* ou *républicain*, qui voulait la réforme de la république par des moyens légaux et nationaux en dehors de toute influence étrangère ; le second était le *parti royal*, qui voulait l'établissement d'une monarchie puissante avec l'intervention étrangère. Entre ces deux partis, que séparait un abîme, nulle transaction n'était possible. »

La maison Potocki, revêtue des grandes charges de l'État, était à la tête du parti national ; la faction opposée, conduite par la maison de Czartoryski, était l'instrument de la Russie et protégée par l'Angleterre. La France soutenait le parti national, et le comte de Broglie, son ambassadeur, allait former une seconde confédération qui, aidée de subsides, pourvue d'armes et de munitions, eût soustrait la Pologne au joug moskovite, lorsqu'une guerre survenue entre l'Angleterre et la France en empêcha la réalisation. Malgré cet abandon, le parti national était fort et aurait pu écraser celui des Czartoryski ; malheureusement il lui manquait un chef véritablement capable pour réunir toutes ses forces et agir avec unité, tandis que la faction opposée était dirigée avec habileté par Czartoryski et Poniatovski, son neveu.

La diète ouverte le 4 octobre 1762 avait déjà ses séances orageuses, lorsque arriva le comte de Keyserling, ambassadeur de Catherine, qui apportait de grandes sommes aux Czartoryski, dont la faction parut en armes dans toute la république, déclarant hautement vouloir détrôner Auguste III. Elle allait agir, quand celui-ci mourut le 5 octobre 1763.

XI

Stanislav-Auguste Poniatovski. (1764-1795.).

§ I. — *Dispositions de la Russie.*

Dans son testament, Pierre Ier avait ainsi tracé le plan de l'asservissement de la république polonaise :

« Art. 4. Diviser la Pologne en y entretenant le trouble et les jalousies continuelles ; gagner les puissants à prix d'or ; influencer les tièdes, les corrompre afin d'avoir action sur les élections des rois ; y faire nommer ses partisans, les protéger ; y faire entrer les troupes russes, et y séjourner jusqu'à l'occasion d'y demeurer tout à fait. Si les puissances voisines opposent des difficultés, les apaiser momentanément jusqu'à ce qu'on puisse reprendre ce qui a été donné. »

Nous avons vu, et surtout nous allons voir Catherine suivre ce plan à la lettre. Commençant par affecter pour la Pologne le plus tendre intérêt, elle adresse à toutes les cours de l'Europe un manifeste hypocrite où elle dit :

Nous ne pouvons voir avec indifférence un Etat se détruire par lui-même, et *les droits de l'humanité* seuls nous ordonnent d'empêcher qu'on y verse des torrents de sang. *Les souverains sont les défenseurs des hommes*, et l'autorité dont ils jouissent sur quelques cantons de la terre, leur donne le droit de s'intéresser à tous les pays. En notre qualité de médiatrice naturelle, et comme autorisée par les traités entre les différents Etats qui composent la république, nous veillerons, suivant l'exemple de nos prédécesseurs, *aux intérêts de la Pologne*, et nous arrêterons les atteintes qu'on pourrait porter à sa constitution et à ses lois fondamentales. Prévoyant qu'il s'élèverait des troubles pendant l'interrègne, nous avons résolu de *remplir les devoirs sacrés de l'humanité* et de la foi aux traités, etc.

A la mort d'Auguste III, l'Angleterre et la France étaient fatiguées des longues luttes qu'elles avaient soutenues; la Prusse, épuisée par la guerre de la succession, cherchait tous les moyens de s'allier étroitement à la Russie; les Turcs étaient tombés dans l'inaction; le khan de Crimée, qui regardait avec raison l'indépendance de la Pologne comme le plus sûr garant de sa propre sécurité, après avoir campé deux ans sur les frontières de la république, veillant aux entreprises des Russes, venait de porter son armée sur un autre point. Ainsi la Prusse et la Russie pouvaient travailler en toute sécurité à la réalisation de leurs plans ambitieux. Cependant la France protégeait ouvertement le parti national, qui avait ses représentants à la cour de Versailles. Aussi Catherine employa-t-elle auprès de Louis XV tous les moyens possibles pour combattre les démarches des patriotes polonais, et déguiser leurs projets. Dans sa déclaration à la France sur les affaires de Pologne, elle disait :

Ce royaume étant également limitrophe de la maison d'Autriche, du roi de Prusse, de la Russie et de l'empire ottoman, ces quatre puissances, qui se regardent réciproquement avec des yeux de jalousie et de rivalité, sont moins les ennemis de ce royaume que ses surveillants et ses *défenseurs*. Chacune d'elles a un intérêt direct et essentiel à le *protéger*, parce qu'elle aurait tout à craindre de celle qui se serait agrandie à ses dépens. La France peut donc s'en reposer sur ces quatre grandes puissances du soin de veiller à la *conservation intégrale* de la Pologne.

Catherine écrivait ces lignes le 8 mai 1763. Comparons cette pièce *officielle* à une pièce *vraie* qu'elle adres-

sait quelques mois plus tard au comte Keyserling et au prince Repnine, ses agents en Pologne :

Après avoir montré quels « profits spéciaux » elle espérait retirer des troubles suscités en Pologne et de l'élection d'un nouveau roi, elle leur ordonnait d'employer tous les moyens pour « faire pencher la balance de son côté. » Elle insistait pour qu'ils obtinssent la confirmation de son titre impérial et la reconnaissance solennelle du duché de Kourlande et de Semigal. Déclarant que la Russie devait atteindre « *son but* » même « *par la force*, » elle les chargeait d'empêcher toutes « réformes nuisibles à ses intérêts. » Elle ajoutait :

Nous devons porter toute notre attention à ce que la forme actuelle du gouvernement polonais soit maintenue intégralement ; qu'on ne change point la loi de l'unanimité dans les diètes, que la force armée ne soit jamais augmentée ; *en cela repose la principale base des profits de notre empire ;* c'est par là que nous influerons directement sur la politique européenne.

Après avoir donc approfondi tous les motifs, et sans avoir égard à toutes les éventualités possibles, *il est indispensable que nous portions sur le trône de Pologne un Polonais à notre convenance, utile à nos intérêts réels, en un mot qui ne dût son élévation qu'à nous seuls.* Nous trouvons dans la personne du comte Poniatovski toutes les conditions nécessaires à notre convenance, et en conséquence nous avons résolu de l'élever au trône de Pologne.

De plus, écrivait Catherine au comte Keyserling, vous avez à exécuter ce qui suit :

I. Quoique nous ayons ordonné tous les préparatifs de guerre, quoique une grande partie de nos forces militaires portées sur les frontières soient prêtes à les franchir au premier avis, nous voudrions que l'élection de notre candidat se fît sans bruit, sans guerre civile. Mais si, contrairement à nos prévisions, les affaires prenaient une autre tournure, nous sommes

décidée, avec une persistance inébranlable, à employer toutes les forces que la Providence nous a confiées, et à terminer les affaires polonaises *à notre avantage.*

II. Vous emploierez tout l'argent que vous avez en main, et avec cela les 100,000 roubles que je vous envoie, afin d'augmenter le nombre des chefs et des adhérents de notre parti. Nous ne voulons pas vous prescrire à qui, quand et combien vous devez répandre cet argent, car nous savons que vous en ferez le meilleur usage ; nous nous reposons, en cela, sur votre prudence et la connaissance que vous avez des affaires de ce pays-là. Néanmoins nous devons tourner notre attention particulière sur les diétines, pour que les nonces élus *soient tout à fait dans nos intérêts.* Il est donc important d'y avoir *des émissaires actifs et munis d'argent.* Nous joignons, en conséquence, leur liste pour chaque palatinat, telle que le comte Gurovski vient de la fournir à notre conseiller intime Panne.

III. Vous annoncerez positivement au candidat notre intention de le porter au trône, les moyens que nous employons à cet effet, et ce qui doit le persuader particulièrement de notre volonté, que si l'argent que nous destinons à appuyer cette élection n'atteignait pas notre but, alors nous emploierions toutes les ressources que Dieu nous a confiées... Il faut que l'honneur et la reconnaissance du candidat soient sérieusement engagés ; que notre juste intérêt et notre appui soient appréciés de lui ; que, durant tout le temps de son règne, *il envisage l'intérêt de notre empire comme le sien propre;* qu'en conservant un attachement sincère à notre personne, *il accomplisse toujours nos desseins.* Nous n'admettons donc pas qu'il puisse nous refuser cette garantie.

Dans le IVe paragraphe, Catherine « *ordonne* que son candidat et *tous ceux qu'il a gagnés* » fassent tout pour servir les intérêts de la Russie. Elle poursuit :

V. Mais rien ne vous méritera plus notre grâce, et ne profitera plus à notre gloire personnelle, que si vous parvenez, comte Keyserling et prince Repnine, à ce que la république tout entière, assemblée en diète, demande notre intervention.

VI. Nous ne voyons pas la nécessité de vous indiquer par un écrit spécial *les moyens que vous emploierez. pour attirer les Polonais dans nos desseins, avec quoi, comment et par qui; il vous sera utile et nécessaire de gagner les seigneurs polonais,* nous nous abandonnons en cela à la parfaite connaissance des hommes et des choses, et à la longue expérience du comte de Keyserling.

VII. Vous devez travailler aussi à ce que, outre une adresse ordinaire pour nous, de la part des magnats dévoués à nous, vous puissiez obtenir du primat lui-même, qu'un personnage considérable vienne ici *demander formellement notre protection,* la conservation de la loi sur l'élection pour celle qui va se faire, et nous prier que nous ne permettions à personne d'y intervenir *sauf nous.* Par là, nous aurons un *prétexte plausible* d'influer sur un fait si important, et nous pourrons *à notre aise* choisir tous les moyens *à notre convenance.*

La tzarine ajoute : « Nous vous envoyons vingt blancs seings de différentes formes et grandeurs dont vous ferez usage *pour arriver à vos fins.* » Prévoyant que ces machiavéliques intrigues « attireraient l'attention de toute l'Europe, » elle dit : « Nous ne bornons point le chiffre des sommes *que vous aurez à répandre.* » Enfin, après avoir assuré « sa tutelle et protection » à son candidat, dont elle veut qu'on « augmente le trésor particulier, » elle termine en ces termes :

Si notre candidat n'est pas élu, alors, sans aucune déclaration préalable, nous ordonnerons à nos troupes d'envahir en même temps sur tous les points le territoire polonais ; de regarder nos adversaires comme rebelles, et de *détruire par le fer et par le feu leurs biens et leurs propriétés.* Dans ce cas, nous nous concerterons avec le roi de Prusse.

Si, en dehors de toute prévision, toutes ces mesures si nombreuses et si bien organisées ne réussissaient pas, si nous ne pouvions pas nous passer de l'envahissement, et que nous fus-

sions forcée d'établir et de maintenir le roi de notre choix par la force des armes, nous ne déposerions pas les armes que toute la Livonie polonaise ne fût détachée et incorporée à notre empire.

Voilà de quelle manière Catherine « veillait à la conservation *intégrale* de la Pologne, » pour employer les expressions mêmes de sa déclaration à la France. En même temps, par un traité secret conclu le 11 avril 1764 avec la Prusse, elle stipulait que Poniatovski serait roi, et que les deux puissances « auraient recours même à la force des armes » pour empêcher toutes les réformes qui pourraient sauver la république et y rétablir l'ordre. Elle répondait nettement au baron de Breteuil, qui lui proposait de s'entendre avec la France pour la prochaine élection : « L'avenir vous apprendra s'il appartient à quelque autre que moi de donner un roi aux Polonais. » Enfin, elle faisait envahir la Pologne par 40,000 Russes ; et Repnine répondait ironiquement aux plaintes à ce sujet : « Comment une nation aussi grande et libre peut-elle croire qu'une poignée de Russes puisse léser ses droits ? » Mais tout cela n'était encore qu'un prélude « à l'accomplissement des devoirs sacrés de l'humanité et de la foi aux traités » tel que l'entendait Catherine.

§ II. — *Diète de convocation. Stanislav-Auguste proclamé roi. Partis. Dissidents. Confédération de Radom. Déportation d'évêques et autres.*

Le primat Vladislav Lubienski inaugura ses fonctions d'*interrex* en avertissant le pays des dangers qui

le menaçaient, et son discours du 12 novembre 1763 est remarquable de patriotisme. La tzarine s'efforça de détruire l'effet de cet appel patriotique en faisant, le 7 décembre, la déclaration suivante :

Si jamais l'esprit de mensonge a pu inventer une fausseté complète, c'est lorsqu'on a audacieusement répandu que, dans le dessein que nous avons de soutenir l'élection d'un Piast, nous n'avons pour but que de nous faciliter les moyens d'envahir par son secours quelque morceau du territoire de la Pologne pour le démembrer du royaume et le mettre sous notre domination par usurpation. Nous devrions passer sous silence et entièrement mépriser de si fausses et si basses imputations ; mais afin que la vérité paraisse et que la pureté de nos intentions soit manifestée à toute la sérénissime république, *nous déclarons de la façon la plus solennelle* que nous sommes résolue *de maintenir la république dans son état actuel, ses libertés et possessions ;* et comme nous avons à cœur la conservation *de l'intégrité du royaume de Pologne et de son grand-duché de Lithuanie,* NOUS NE SOUFFRIRONS JAMAIS QU'ELLE ÉPROUVE AUCUN DÉTRIMENT DE LA PART DE QUI QUE CE SOIT.

Neuf ans plus tard, après vingt autres protestations non moins solennelles, la même femme se partageait la Pologne avec la Prusse et l'Autriche !

Mais les protestations, l'hypocrisie et la corruption n'étaient pas encore suffisantes devant l'élan du sentiment national ; on eut recours à la force. Les Czartoryski appelèrent 10,000 Moskovites, bien que deux lois récentes prononçassent, l'une la nullité absolue de toute élection tant qu'il y aurait des troupes étrangères dans le pays, et l'autre la permission à tout citoyen de tuer quiconque, dans un interrègne, appellerait l'étranger. « Déjà, dit Chodzko, les troupes particulières des Czartoryski s'é-

taient rendues à Varsovie, 40,000 Prussiens bordaient les frontières de Pologne, et 10,000 Moskovites, divisés en deux corps, occupaient, des deux côtés de Varsovie, les postes principaux. Tandis que ce voisinage y répandait la consternation, un trésor de plus de deux millions y arriva publiquement sous nombreuse escorte moskovite. Tous les moyens se réunissaient : l'or, les troupes, les promesses, les menaces et les manœuvres de tous genres. » Les salles même des délibérations étaient encombrées de soldats et d'hommes armés, portant les cocardes de la famille Czartoryski.

C'est sous de tels auspices que s'assemble, le 7 mai 1764, la diète de convocation, où l'on ne comptait que huit sénateurs et un petit nombre de nonces. Le vieux Adam Nalèncz Melachovski, maréchal de la diète, refuse de l'ouvrir, déclarant que « la liberté n'existe plus en présence des troupes russes qui l'entourent. » André Mokranovski l'appuie en présentant la protestation de 22 sénateurs et de 45 nonces absents. Les sabres sont tirés et l'on se précipite sur lui et sur le maréchal. « Comment? s'écrie-t-il, vous êtes les représentants de la patrie, et vous portez la livrée d'une famille ! » Puis, il ajoute avec calme : « S'il vous faut une victime, me voici ; moi, du moins, je veux mourir libre comme j'ai vécu. » Le tumulte redouble, et l'on presse Melachovski de lever le bâton, ce qui indiquait l'ouverture de la diète; mais aucune menace ne l'effraye, rien ne peut ébranler sa fermeté. « Vous pouvez, dit-il, me couper la main ou m'arracher la vie ; je suis maréchal, élu par un peuple

libre, et je ne puis être déposé que par un peuple libre. Je me retire. » Précédé de Mokranovski, il se fraye un passage à travers la foule, et sort de l'enceinte du château.

La diète était rompue, et toutes les formes de la rupture observées. Cependant, au mépris de la loi, 80 nonces sur 300 proclament maréchal de la diète le prince Adam Czartoryski. Alors, le parti national quitte Varsovie, sollicitant l'appui de la France et de la Prusse, et se proposant de réunir une autre diète. Ses chefs sont dispersés, poursuivis, vaincus; le vieil hetman Branicki et Charles Radzivill sont dépouillés de leurs dignités ; le pouvoir royal est étendu, et divers changements sont apportés à la constitution.

Cependant Catherine elle-même désespérait du succès. Elle multipliait les protestations, et huit ans à peine avant de démembrer la Pologne, elle faisait, par l'organe de Keyserling et Repnine, la déclaration du 23 mai 1764, ratifiée le 9 juin, où elle « garantit à la république polonaise *la conservation de toutes ses possessions, et promet de la soutenir et de la protéger toujours contre quiconque tenterait de les troubler*. »

En même temps, les troupes moskovites forçaient la noblesse à signer la confédération de Varsovie, pillaient ses biens et coupaient les chemins pour l'empêcher de se rendre à l'élection, où sept provinces n'eurent pas même de députés, et qui ne comptait que 5,000 gentilshommes au lieu de 100,000, qui avaient toujours concouru à la nomination des autres rois.

C'est à l'aide de ces manœuvres et de ces violences

que, le 7 septembre 1764, fut élu Stanislav-Auguste Poniatovski, dernier roi de la Pologne indépendante, qui fut le misérable instrument de son anéantissement et l'impassible spectateur de ses trois démembrements. Il fut couronné le 25 novembre, non à Krakovie, selon l'usage, mais à Varsovie, et parut dans un costume théâtral au lieu de revêtir l'habit national. Né le 17 janvier 1732, il avait, en 1748, été envoyé comme volontaire à l'armée moskovite. En 1752, il fut élu nonce à la diète de Grodno, et Auguste III lui donna une riche starostie. En 1755, il suivit à Saint-Pétersbourg l'ambassadeur d'Angleterre et devint l'amant de Catherine, épouse du tzar Pierre III, qui n'était alors que grand-duc. Forcé de retourner en Pologne, il continua ses liaisons avec elle. Pierre III monta sur le trône en décembre 1761 et fut assassiné en juillet de l'année suivante par Catherine, qui, usurpant le trône de son fils, commença l'époque fatale des partages successifs de la Pologne. Après cet assassinat, le 2 août 1762, la tzarine écrivit au jeune Poniatovski une lettre qui commençait ainsi : « J'envoie incessamment le comte Keyserling en Pologne, pour vous faire roi après la mort d'Auguste III. »

Il organisa sa cour d'une manière très-brillante, institua l'ordre de Saint-Stanislav, ouvrit l'hôtel des monnaies, établit l'école militaire des cadets et une fonderie de canons. Le parti royaliste comptait sur son concours, qui lui manqua, et pensait remédier à toutes les causes de dissolution et d'anarchie de la Pologne en affermissant la royauté, en abolissant le veto et en empêchant

la rupture des diètes. Il espérait se servir de la Russie elle-même pour atteindre ce but. Mais lorsqu'il demanda l'éloignement des troupes étrangères, la suppression du veto et les réformes nécessaires, Catherine se tournant contre lui parut protéger le parti républicain qu'elle avait jusqu'alors persécuté, et qui voulait la conservation des lois et des institutions de la république, fit dissoudre la confédération des Czartoryski, détruire les améliorations déjà opérées et donner au veto une plus large extension que jamais. Elle se servait ainsi de tous les partis pour les épuiser et les renverser l'un par l'autre, fomentant tous les éléments de discorde et d'anarchie, employant la violence lorsque la ruse, la perfidie et la corruption ne suffisaient pas, excitant les dissidents, les catholiques, les royalistes, les républicains à se confédérer les uns contre les autres et tous ensemble contre le roi, afin de dire à celui-ci en lui montrant une liste de 60,000 opposants : « Vous voyez que je suis le maître, et que votre couronne ne dépend que d'une docilité sans bornes ; » puis d'écraser et de déporter les confédérés, pour tout soumettre à sa volonté.

Tel est le résumé de la politique russe. Vingt-trois jours après l'élection de Stanislav-Auguste, le comte de Keyserling expiait son triomphe par la mort. Mais Catherine trouvait dans Repnine, Saldern, Karr et Igelstrom de dignes agents de ses plans sataniques pour l'asservissement de la république polonaise. Ces derniers allaient dans les provinces menacer les évêques de la mort et de la dévastation de leurs terres s'ils osaient parler à la

diète sur le séjour des troupes russes en Pologne et sur la question des dissidents, ridicule prétexte dont la tzarine couvrait ses desseins de spoliation et qui trompa l'Europe. Elle, la protectrice de la liberté religieuse contre la Pologne qui l'avait de tout temps proclamée et inviolablement respectée; en vérité c'est trop! Elle le prouva bientôt en enlevant 1,200 églises aux grecs unis, contraignant par la violence leurs prêtres et leurs fidèles à adhérer au schisme russe, en détruisant 4,800 paroisses des diocèses unis de Kiev, Vladimir et Kamieniec, et forçant à l'abjuration sept millions de catholiques.

Le mot de tolérance invoqué au nom des dissidents trompait toute l'Europe. Non-seulement ils étaient tolérés, mais ils partageaient les plus riches starosties, tous les droits civils de la noblesse, tous les emplois militaires, si bien que les chefs des confédérations dont nous allons parler, le calviniste Grabavski et le luthérien Goltz étaient starostes et généraux. Ce qu'ils voulaient c'était le partage de la souveraineté dans les chambres: on le leur refusait parce qu'ils s'alliaient à l'étranger, et c'est par l'étranger qu'ils prétendaient l'obtenir! Du reste, la Russie se souciait si peu de leur cause qu'elle ne voulut pas consentir à la dissolution des confédérations formées contre eux, et, après avoir réclamé l'admission des évêques schismatiques dans le sénat, elle se garda bien de les y faire entrer lorsqu'on la lui accorda, elle craignait trop de les réconcilier ainsi avec la république. Lors du démembrement, aucune des trois cours ne pensa seulement aux dissidents.

Cette question cependant fut la première débattue à la diète de Varsovie, qui s'ouvrit le 6 octobre 1766. L'évêque de Krakovie, Gaëtan Soltik, montra combien les dissidents étaient coupables en appuyant les prétentions de l'étranger contre la patrie, et demanda la sortie des troupes russes et la cessation de la confédération de Varsovie. Poussés par la Russie, ces dissidents formèrent deux confédérations (mars 1767), l'une à Thorn, ayant pour chef Goltz; l'autre à Sluck dirigée par Grabovski. En opposition, les catholiques constituèrent une confédération générale, sous le maréchalat du patriote Charles-Stanislav Radziwill. Il fut décidé que toutes les confédérations particulières éclateraient à la fois, le 24 mai 1767, et se réuniraient les jours suivants à Radom, non loin de Varsovie, pour y conclure une ligue générale de toute la république.

Repnine était parvenu à rallier ainsi la majorité de la noblesse qui s'était opposée à l'élection de Stanislav-Auguste et à lui persuader que la Russie ne voulait plus de ce roi. Au jour fixé, cent soixante-dix-huit confédérations particulières se trouvèrent à Radom et y formaient une foule immense, lorsque, par une infâme trahison, les Moskovites, déguisant leur marche, envahirent la ville. Une troupe de canonniers, mèche allumée, vint dresser ses batteries en face de l'assemblée, et les confédérés durent céder à la force. Les mesures militaires avaient été combinées de manière que, des soixante mille confédérés, pas un seul n'eût pu se sauver. Alors on les força, le sabre à la main de signer, en faveur du

roi, du protectorat russe et des dissidents, un acte dressé par Repnine lui-même.

Là ne se bornèrent pas les violences de la Russie qui voulait faire confirmer tout ce qui lui plaisait par une diète que Stanislav-Auguste convoqua pour le 5 octobre 1767. Repnine, exerçant l'autorité au nom du roi, se chargea des élections ; les troupes russes environnèrent toutes les diétines, et en fermèrent les issues à ceux dont on craignait l'indépendance ; les officiers imposèrent les candidats de la Russie, qui partout furent élus de force. Cependant les électeurs enjoignirent, sous peine de mort, à leurs représentants, de rejeter tout ce qui pourrait porter atteinte à la religion catholique et à l'indépendance de la république.

Au milieu de ces graves circonstances, l'épiscopat polonais déploya une intrépidité poussée jusqu'à l'héroïsme. L'évêque de Krakovie, Gaëtan Soltik, aussi renommé par ses lumières que par son intégrité, fit son testament, décidé à tout affronter pour le salut de la patrie. Le savant évêque de Kiiov, Joseph-André Zaluski, l'évêque de Kamieniec, Adam Krasinski et une foule d'autres, ecclésiastiques et laïques, suivirent cet exemple et défendirent énergiquement à la diète l'indépendance nationale. Repnine envoya aussitôt des troupes moskovites dévaster leurs propriétés. Il ne s'en tint pas là ; dans la nuit du 13 au 14 octobre, il fit arrêter Soltik, Zaluski, Venceslav Rzevuski, palatin de Krakovie, et son fils Séverin Rzevuski, staroste de Dolin, ainsi qu'un grand nombre de prélats, sénateurs et nonces, et les fit

déporter au fond de la Russie. Radzivill fut gardé à vue; et Adam Krasinski parvint à s'échapper sous un déguisement. Voilà comment elle pratiquait la liberté, cette reine qui invoquait si hypocritement « la voix de la conscience, l'inviolabilité des traités et l'intérêt tout particulier qu'elle portait aux Polonais, » disant qu'elle « n'avait en vue que le bonheur et l'indépendance du genre humain. »

Une stupeur inexprimable s'empara de toutes les âmes à la nouvelle de cet attentat, que le chancelier de la couronne, André Zamoïski, stigmatisa avec la plus vive indignation, en se démettant de toutes ses charges. Le sénat et les nonces se rendirent en corps auprès du roi. Bientôt parut une protestation du prélat déporté, Soltik, qui fut enregistré au greffe de Grodno par le nonce de cette ville, et envoyé à toutes les cours, à tous les ministres à Varsovie. C'était le cri de liberté de la Pologne expirante, sorti de la bouche d'un évêque. Le clergé et les ordres religieux se mirent à la tête du mouvement national.

§ III. — *Confédération de Bar.* — *Massacres de l'Ukraine.*

Dominée par la force brutale, la diète s'était close le 5 mars 1768, après avoir dissous la confédération de Radom. Deux évêques venaient d'être martyrs de leur patriotisme. Après l'attentat inouï qui les frappait de déportation, c'est un évêque encore, celui de Kamieniec, Adam Krasinski, qui se dévoue de nouveau pour le salut de la patrie. Déguisé en chasseur, il pénètre auprès de

Soltik, qu'il ne peut persuader de prendre la fuite, et recueille ses plans; travesti en médecin, il échappe aux poursuites des Russes et se met en rapport avec la Turquie; habillé en officier prussien conduisant une remonte de chevaux, il traverse toute la Pologne et passe entre les détachements moskovites. Il s'adresse à toutes les puissances de l'Europe, court à Vienne, à Dresde, à Versailles, noue partout des relations et obtient quelques promesses. Bref, il organise sur la plus vaste échelle une confédération à jamais célèbre dans les annales de la Pologne, et à laquelle il intéressa la France et la Turquie. Dans cette patriotique conjuration, chacun jurait de défendre la foi et la liberté au péril de sa vie et par les armes, d'obéir aux généraux choisis, de n'avoir aucune trêve avec les ennemis que la Pologne ne fût libre, et de ne révéler à qui que ce soit ni le nom des confédérés, ni le lieu de leurs assemblées, ni rien de ce qui les concernait. On se soumettait à la peine de mort, si l'on enfreignait ce serment. Les troupes confédérées devaient s'approvisionner elles-mêmes. On lisait sur leurs drapeaux : *Pour la religion et pour la liberté : — Vaincre ou mourir.* « Les confédérés, dit Koch, avaient des étendards qui représentaient la vierge Marie et l'enfant Jésus; ils portaient, comme les croisés du moyen âge, des croix brodées sur leurs habits. C'était, en effet, une véritable croisade.

L'évêque Krasinski avait pour confident de ses patriotiques projets Joseph Pulaski, staroste de Varka. Ce courageux citoyen, avec ses trois fils et son neveu, qui s'ap-

pelait également Pulaski, en compagnie de Michel Krasinski, frère de l'évêque, et de François Potocki, palatin de Kiiovie, se rendirent en Podolie, et là ils commencèrent, le 29 février 1768, la glorieuse confédération de Bar. Les confédérés tentèrent plusieurs engagements contre les Moskovites, et Joseph Pulaski, pour déclarer à toute la Pologne les intentions de la confédération, prononça devant ses compagnons d'armes un discours qui fut imprimé et répandu partout. En voici les principaux passages :

Grâce à vous, braves Polonais, les perfides alliés de la Pologne en deviennent les ennemis déclarés. Depuis soixante ans, une guerre sourde et plus dangereuse que de sanglantes hostilités affaiblit et désole notre infortunée patrie. Un peuple exécrable, qui ne peut être désarmé par la justice, fléchi par la soumission, touché par les bienfaits, rassasié par le pillage, a entrepris de nous subjuguer. Nous avons employé jusqu'ici toutes les vertus qui nous sont propres, un mélange inouï de déférence et de fermeté ; mais ceux qui nous ont donné ces grands exemples en sont devenus les déplorables victimes. Les vertus les plus saintes ont passé pour des crimes aux yeux de nos oppresseurs, et de généreux citoyens, nos pères et nos modèles, gémissent aujourd'hui dans des cachots inconnus, chez cette nation barbare.

Si jamais l'homme eut des devoirs à remplir, ce sont ceux qui nous forcent enfin de recourir aux armes. La république envahie, la religion outragée, un Etat souverain mis sous le joug, le droit des gens foulé aux pieds, nos sénateurs enchaînés... Non, je ne craindrai point de le dire, si les nations les plus serviles éprouvaient du souverain le plus légitime tant d'injustices et tant d'outrages, il n'en est point d'assez lâches pour les souffrir, l'univers entier applaudirait aux efforts de leur insurrection, et nous avons supporté ce qui, dans les pays les plus assujettis, justifierait la sédition et la révolte.

Mais quel est donc ce tyran qui nous persécute et nous brave? Rappelons-nous, il en est temps, que ce vil peuple a toujours fui devant nos ancêtres; que ses souverains ont prêté hommage à nos rois, que ses provinces sont les nôtres; que, s'ils ont fondé au milieu des forêts et des déserts un nouvel empire, c'est qu'alors nous étions occupés par d'autres guerres dans l'intérêt de la civilisation européenne. Rappelons-nous que de simples gentilshommes polonais, pour venger leurs amis massacrés dans la capitale de ce nouvel Etat (Moskou), assemblèrent leurs troupes domestiques et mirent en fuite le tzar et ses armées; enfin, que nos pères les ont toujours vaincus.

Un seul homme, maître de cette nation barbare, lui a donné quelque célébrité, et dans cette discipline rigoureuse qui consiste plus à craindre ses officiers que ses ennemis, c'est le génie terrible de cet ancien despote qui vit parmi eux. Aucun de ces Moskovites ne sait ce qu'il veut de nous, ils exécutent des projets tramés dans les alcôves et dans les bains d'une femme parricide et voluptueuse qui les gouverne; et, sans en espérer aucun avantage particulier, vainqueurs ou vaincus, ils n'agissent que par la crainte du fouet. Pour nous, tous frères et tous égaux, nous, que la patrie appelle également à sa délivrance, tout ce que nous défendons nous est commun...

Félicitons-nous, braves citoyens, de ce que, par une destinée singulière, nous ne pouvons mourir sans venger la patrie. Catherine, cette femme ambitieuse et perfide qui, ne croyant à aucune vertu, a cru de son intérêt de les feindre toutes, verra, par ce généreux dévouement, tous ses artifices démentis. Notre sang volontairement répandu déposera contre sa tyrannie, et cette fausse gloire, dont elle est si amoureuse, sera également flétrie par nos défaites ou par nos victoires.

Ces patriotiques accents furent entendus, et, dès qu'ils parvinrent aux Lithuaniens, toujours les premiers à s'unir à leurs frères de Varsovie, ils publièrent un manifeste qui se termine ainsi :

Convaincus de la justice de notre cause par le témoignage

de notre conscience, attaqués dans notre honneur, blessés dans les droits de notre foi et dans les prérogatives de notre liberté, opprimés dans notre législation, ruinés dans nos fortunes, sans sûreté dans notre propre pays, dépouillés de nos biens, chassés de nos maisons, privés de tout ce qui sert à réunir un peuple en corps de nation et des liens qui font la force et le maintien d'un Etat, ayant perdu tout ce qui peut attacher à la vie et sans autre ressource que notre désespoir et une mort glorieuse, nous voulons employer le sang qui nous anime encore à prouver la pureté de nos intentions et notre amour pour la religion et pour la liberté de notre patrie. C'est dans cette résolution que nous nous unissons par un serment inviolable, et que nous nous confédérons en accédant à la confédération de Bar. »

Quel spectacle que celui de ce peuple désarmé, enveloppé partout d'une armée ennemie nombreuse, disciplinée et sans cesse renforcée, ce peuple trahi par son roi, vendu par ses plus notables, sans aucune ressource matérielle, que son sol ne protége même pas, et qui, se soulevant de toutes parts, enlève à coups de sabre des batteries de canon ! Ce noble courage n'aboutit, hélas ! qu'à cinq années d'une défense glorieuse, qui est la plus belle page des annales de la Pologne. Il faut lire, dans l'*Histoire des démembrements*, par le comte Ant. Ferrand, le récit de ces mille combats où les confédérés triomphèrent souvent. Malheureusement, les paysans leur manquaient, empêchés de se joindre à eux par les cruautés et les pillages des Moskovites. S'ils eussent pu le faire, la Pologne, ayant un million d'hommes sous les armes, aurait inévitablement terrassé la Russie.

Catherine, furieuse, voulait exterminer jusqu'au dernier des Polonais. Elle déchaîne contre eux les hordes féroces des kosaks zaporoges, en ces termes horri-

bles, qui décèlent bien le vrai caractère de celle qui se vantait de « n'avoir en vue que le bonheur et l'indépendance du genre humain : » — « Nous avons donné l'ordre à Maximilien Zelezniak, colonel des Zaporoges, de conduire en Pologne tous ses hommes, avec les kosaks du Don, *pour détruire*, avec la grâce de Dieu, tous les *Polonais et les Juifs*, qui sont traîtres à notre religion; *misérables assassins*, hommes perfides, violateurs audacieux de toutes les lois; qui protégent la fausse religion des juifs et oppriment un peuple fidèle et innocent. *Nous ordonnons qu'une invasion en Pologne* DÉTRUISE POUR JAMAIS JUSQU'A LEUR NOM ET LEUR RACE. »

Fidèles à ces ordres atroces, et fanatisés par leurs popes, les Zaporoges et les Haïdamaks se déchaînèrent contre la Pologne. Tout ce qui n'était pas du schisme russe, vieillards, femmes, enfants, gentilshommes, valets, moines, artisans, juifs et protestants, tout fut massacré; la noblesse entière de l'Ukraine fut égorgée; les juifs furent presque tous brûlés vifs. Ces scélérats s'amusaient à pendre ensemble un noble, un moine, un juif et un chien, avec cette inscription : *c'est tout un;* ou à mettre au même gibet une mère entourée de ses quatre enfants. Ils enterraient tout vivants et près les uns des autres plusieurs centaines d'hommes, de manière à ne laisser passer hors de terre que leurs têtes qu'ils fauchaient ensuite comme les herbes d'un champ. Ils ouvraient le ventre des femmes enceintes, en arrachaient les enfants et y renfermaient à la place des chats vivants. Ils apprenaient à leurs enfants, à peine âgés de dix ans, à égor-

ger, à poignarder et à faire souffrir des morts lentes. S'ils rencontraient un inconnu, ils le forçaient à massacrer de ses mains des prêtres et des nobles. Les villages étaient remplis d'enfants écrasés sous les pieds des chevaux et de femmes égorgées; les puits étaient combles de cadavres d'enfants. Trois villes, cinquante bourgs et plusieurs milliers de maisons éparses dans les campagnes furent brûlés. Une multitude de femmes, d'enfants et de vieillards, abandonnés sans défense, s'étant réfugiés à Human, ils les surprirent par trahison, et, le 24 juin et les jours suivants, en firent une effroyable boucherie. Seize mille personnes de tout âge et de tout sexe furent égorgées. Ce qui resta d'enfants et de jeunes filles furent partagés entre les Zaporoges et les Kosaks, et on les baptisa par aspersion pour les faire entrer dans le schisme russe. Tout fut saccagé et pillé. Un évêque moskovite accourut bénir, au nom de l'impératrice et du schisme, ce peuple ivre qui renouvela toutes ces horreurs dans une foule d'autres contrées.

Les Russes firent ensuite justice de leurs propres atrocités par plusieurs milliers d'exécutions sanglantes. Les Polonais échappés aux massacres furent rappelés. Mais en 1769, un autre chef kosak, Timienko, recommença ces atrocités, exterminant tous ceux qui avaient signé les confédérations. Il est impossible de savoir le nombre des victimes de ces exécrables forfaits : l'information juridique n'en compta que cinquante mille, mais ceux qui échappèrent le font monter à deux cent mille personnes. A l'époque de cet épouvantable épisode, dit la tradition

populaire, vivait Vernyhora, kosak d'au delà du Dniéper, pénitent jouissant d'une haute renommée de sainteté ; il laissa une prophétie en vers russiens qui prédit la chute de la Pologne et de nombreux événements qui ramèneront son rétablissement, d'où dépend le bonheur de l'Ukraïne. Le peuple en attend l'accomplissement.

Après s'être ainsi servi des Zaporoges et des Kosaks de la petite Russie en leur faisant les plus brillantes promesses, Catherine II résolut tout simplement de les anéantir, lorsqu'elle eut triomphé des confédérés de Bar. Dans une déclaration impériale, rendue le 14 août 1775, elle apprit à l'Europe qu'elle s'est trouvée obligée *envers Dieu,* envers son empire, et *envers tout le genre humain,* d'anéantir la sitche de Zaporoges et les Kosaks qui en portent les noms. Elle ajoute que la destruction de ce peuple a été opérée par ses troupes, dans le meilleur ordre possible, avec une parfaite tranquillité et sans résistance de la part des Kosaks, vu qu'ils n'aperçurent les troupes qui s'approchaient d'eux, qu'au moment où elles les avaient déjà environnés de toutes parts. Voilà cette femme que Voltaire appelait *sa sainte.*

Repnine menaça la noblesse de tous les palatinats, si elle remuait, d'avoir recours contre elle à cet exécrable moyen, en soulevant les paysans. Plus tard, les Russes essayèrent de faire de même en Lithuanie, et publièrent des écrits et des placards appelant le peuple à massacrer les nobles ; mais ce peuple, polonais et catholique, resta sourd à cet infâme appel. Du reste, tandis qu'un silence de mort planait sur les vastes steppes de l'Ukraïne, l'ar-

mée moskovite s'efforçait d'imiter les atrocités des Zaporoges. Les prêtres étaient indignement maltraités; les confédérés faits prisonniers étaient décapités, ou fusillés par les généraux russes eux-mêmes; on leur coupait les pieds et les mains, on les écorchait vifs. Le colonel Drévitch surtout se signala par ces horreurs, et Stanislav-Auguste voulut l'en récompenser en le décorant de l'ordre de saint Stanislav.

§ IV. — *Luttes et fin de la confédération de Bar. Enlèvement du roi.*

Les opérations de la confédération de Bar embrassèrent toute la Pologne et la Lithuanie; mais les troupes russes stationnées autour de la capitale empêchèrent la jonction des confédérés avec l'armée nationale, qui resta inactive. Des chances variées tinrent longtemps indécise l'issue de la lutte dont le principal héros fut Kazimir Pulaski. Les Russes s'emparèrent de Bar et eurent d'abord quelques avantages; mais les Polonais reprirent le dessus, fondirent toutes les confédérations particulières en une confédération générale dont Pac fut le maréchal; en août 1770, Pulaski se rendit maître de Krakovie, puis revint prendre possession de Czènstochova; et le sénat ayant été convoqué, à peine vingt-six sénateurs furent-ils réunis, que tous déclarèrent qu'on ne pouvait sans crime réclamer l'intervention étrangère contre les confédérés, et que ceux qui l'avaient demandé en répondaient à la république.

Dans ce duel à mort, où tant de noms s'immortalisèrent, la Pologne épuisait le plus pur de son sang. Le général Branicki mourait à Bialystok (9 octobre 1771); Joseph Pulaski expirait dans les fers; un de ses fils, Antoine, était prisonnier en Moskovie; deux autres Pulaski avaient été tués en Lithuanie; et Kazimir, resté le seul des cinq confédérés de cette famille, s'illustrait par des prodiges sans nombre, et, poursuivi dans les défilés des Karpates, défendait le fort de Czènstochova. D'autres chefs de la confédération proclamaient à Varna, en Turquie, l'interrègne (9 avril 1770), confirmé le 14 mai suivant par le manifeste de Pac. Le grand-conseil ayant décrété la déchéance de Stanislav, deux confédérés, bravant tous les dangers, remirent officiellement ce décret au roi, à Varsovie, dans son château gardé par les Russes.

Tandis que la Turquie, d'accord avec les confédérés, avait à deux reprises déclaré la guerre à Catherine, sans que ces combats amenassent aucun résultat décisif, la France n'oubliait pas la Pologne. La fatale alliance de l'Autriche ne lui permettant pas d'agir au grand jour, elle envoya Dumourier comme agent secret auprès de la confédération, à laquelle elle donnait déjà 6,000 ducats de subsides. Celui-ci arriva le 1er août 1770 à Esperies, en Hongrie, où le grand conseil siégeait. Il organisa les forces des confédérés et fit accepter à tous leurs chefs un plan uniforme d'opération; les travaux de fortification étaient dirigés par des ingénieurs français. Il persuada le conseil de rentrer en Pologne, paya les garnisons de Landskroon et de Czènstochova, associa les troupes de

plusieurs palatinats, et forma une armée étrangère, principalement composée de Français, et destinée à servir de modèle aux autres troupes. Ces sages dispositions furent adoptées à l'unanimité par les Polonais; et à peine furent-elles connues à Varsovie que plus de cinquante sénateurs envoyèrent leur adhésion, en demandant le secret pour ne pas exposer leur vie. Dumourier ne perdait pas un moment. Le 7 avril, il était en Pologne, approvisionnait Landskroon, augmentait la garnison et se rendait à Biala, où l'attendaient Zaremba, Pulaski et d'autres chefs confédérés. Le 11, il tint un grand conseil où furent reçus tous les règlements déjà faits. Il trouva dix mille hommes de troupes en bon état, leur indiqua trois points de réunion pour le mois de mai, et espérait en juin pouvoir faire venir le grand conseil à Krakovie, se flattant de confédérer la république entière. En voyant tout ce que Dumourier avait fait en quelques semaines, le ministre autrichien Kaunitz s'émut, et craignit que la Pologne ne recouvrât son indépendance.

Déjà le roi de Prusse, Frédéric II, proposait le partage de ce royaume à l'empereur Joseph II, à Neisse et Neustadt (1770); et les deux princes, une carte sous les yeux, fixaient leurs parts respectives et réglaient tout leur plan d'opérations. Bientôt leurs troupes envahirent les frontières. Cependant Poniatovski, cause première de cette lutte à outrance, en reste le spectateur impassible. Instrument docile d'un ministre étranger, il semble étranger lui-même au pays dont il est roi. A part les chefs et quelques traîtres, ses partisans, avouons-le, s'aveu-

glaient complétement sur le but des troupes russes en Pologne et n'y voyaient qu'un appui pour leur parti, sans soupçonner une pensée de démembrement. En effet, comment n'être pas trompé, lorsqu'en toutes les occasions et jusque dans sa déclaration de mai 1771, Saldern proclamait hautement « que l'impératrice de Russie mettrait tout en œuvre pour tranquilliser la nation sur ses droits, » et pour la convaincre du désintéressement d'une souveraine « *qui n'a jamais rien fait ni souhaité qui puisse nuire à l'indépendance de la république,* qu'elle invitait à entrer dans les voies légales de pacification, *ceux qui se sont laissés entraîner à la séduction et à l'erreur sur ses sentiments et ses actions, au point de prendre les armes pour se précautionner contre des* TERREURS IMAGINAIRES. »

Cependant Stravinski, Zakrzevski et Lukaski formèrent le projet d'enlever le roi et le communiquèrent à Pulaski qui y consentit, en leur faisant solennellement jurer que ses jours seraient respectés. Le soir du 3 novembre 1771, ils se saisirent de Stanislav-Auguste dans son carrosse, au milieu même de Varsovie, et le conduisirent au delà des remparts et des vedettes russes. Mais, obligés de tenir tête à des patrouilles de Kosaks, éloignés les uns des autres par la profonde obscurité de la nuit, ils s'égarèrent de telle sorte qu'un seul d'entre eux, Kuzma Kosinski, se trouva rester auprès du roi qui parvint à lui persuader de fuir avec lui. Tous deux se dirigèrent vers un moulin; et Stanislav-Auguste, après s'y être reposé, rentra à son château dans la même nuit.

Mais le premier usage qu'il fit de sa liberté fut d'accuser les confédérés comme meurtriers dans la note qu'il dicta pour la *Gazette de Varsovie* et dans celle qu'il fit remettre aux puissances, alors qu'il savait pertinemment qu'il ne devait la vie qu'aux ordres précis qui avaient été donnés pour la lui conserver. Pulaski, qui avait donné ces ordres, fut accusé de régicide, et cette affaire fut évoquée devant les tribunaux. Tout plaidant en faveur de Pulaski, le procès fut suspendu ; mais il reparut en 1773, lorsque la diète, condamnée à sanctionner le démembrement, voulut paraître ne pas être convoquée uniquement pour cette œuvre de servitude. « La confédération de Bar, dit l'accusé Lukaski à la diète, était, pour la plus grande majorité des Polonais, la vraie république. J'ai donc dû lui obéir. Elle voulait augmenter sa force par la présence du roi ; elle m'a chargé de le délivrer des mains des Russes : telle fut ma mission que je ne pouvais m'empêcher de remplir ; elle devait être utile à la république. » Il n'en fut pas moins condamné à mort ainsi que d'autres conjurés. Le dévouement à la patrie devenait un crime digne de la peine capitale.

Abandonnés de tous côtés, épuisés par de longs efforts, écrasés par plusieurs défaites successives, les confédérés ne luttaient plus qu'avec une poignée de Français dont nous citerons un trait remarquable. Choisy, Vioménil et quelques autres officiers formèrent et exécutèrent le projet de surprendre le château de Krakovie qu'avaient déjà inutilement attaqué les confédérés. Il y avait dans ce château quatre cents Russes, huit cents

dans la ville et trois mille dans les faubourgs. Dans la nuit du 2 au 3 février 1772, Vioménil et Saillam, à la tête de quelques Français, s'emparèrent du château en passant par un égout, et là, au nombre de soixante, se défendirent avec avantage contre tous les Russes réunis. Choisy les rejoint avec une petite troupe de Français qui avait essuyé des pertes nombreuses en traversant l'armée ennemie. La garnison de Landskroon lui envoie un détachement qui, le 3, pénètre jusqu'à lui avec une pièce de canon, mais arrive très-incomplet, ayant essuyé un feu terrible. Ce détachement, commandé par Galibert, officier français, fut fortement soutenu par Kellermann, à la tête d'un corps de cavalerie ; et cependant, l'intrépidité des chefs eut peine à vaincre les obstacles qu'ils trouvaient à chaque pas. Les Russes avaient déjà reçu un renfort et comptaient devant le château cinq mille hommes. Leurs nombreuses attaques furent pendant seize jours si bien repoussées qu'ils se virent obligés de faire venir de la grosse artillerie pour commencer, le 20, un siége en forme. Deux assauts meurtriers furent donnés le 27 et le 29. Les Russes faisaient précéder leurs soldats par des paysans chargés de placer les échelles et d'aider aux travaux du siége. Choisy voulut épargner le sang de ces malheureux et les laissa approcher sans tirer sur eux. Mais la place, défendue avec tant d'intrépidité, resta au pouvoir des Français. Ce ne fut qu'en voyant le démembrement de la Pologne près de s'accomplir, et les confédérés perdre toute espérance, que Choisy se rendit, la défense n'ayant plus de but. Catherine avait or-

donné de faire la garnison prisonnière. Le 24 avril, la troupe assiégée sortit du château, fut divisée en trois et conduite à trois endroits opposés. On les traita indignement, et Choisy, de retour en France, dit hautement, en présence du ministre de Russie, que pendant quatorze mois on l'avait laissé, lui et ses frères d'armes, manquer de pain, et sans autres ressources que la charité de quelques femmes russes ou tatares.

Les confédérés avaient été dispersés. Les uns déportés en Sibérie; d'autres, mutilés par les ordres barbares des commandants russes et réduits à la vie de mendiants, restèrent dans le pays comme un monument de l'atrocité de leurs ennemis. Kazimir Pułaski fut tué en 1779, près Savannah, dans la guerre de l'indépendance de l'Amérique du Nord. Traqués comme dès bêtes fauves jusqu'au fond des forêts par des chiens que dressaient leurs féroces envahisseurs, les Polonais cependant résistaient encore. Les Moskovites unis aux Prussiens et aux Autrichiens, et aidés des troupes du roi, quatre armées formidables, n'avaient pu complétement abattre la glorieuse confédération de Bar, et plus tard on fut obligé de recourir à la trahison intérieure. Catherine, désespérant d'asservir la Pologne tout entière, consentit à la partager avec Frédéric, roi de Prusse, et Marie-Thérèse, impératrice d'Autriche. Les arrangements furent pris pour le démembrement, et les trois puissances co-partageantes occupèrent militairement les territoires qu'elles enlevaient à la république. Abandonnant leurs propriétés et leur patrie, les confédérés se réfugièrent à l'étranger,

et particulièrement en France, où ils furent généreusement accueillis. Ils y publièrent des protestations, et se liguèrent de nouveau. Mais les trois cours spoliatrices, peu d'accord entre elles pour la quotité du démembrement, le furent pour combattre tout ce qui leur faisait opposition. Leurs généraux déclarèrent que tous ceux qui prendraient les armes, sous quelque prétexte que ce fût, seraient poursuivis, arrêtés et jugés comme *brigands, meurtriers et incendiaires*. Brigands, les confédérés de Bar! Laissons répondre un Turc lui-même, Achmet-Pacha :

« Personne n'ignore, disait-il dans son manifeste, que la Russie est arrivée à un si haut degré de puissance uniquement par le mensonge, la perfidie et le mépris le plus audacieux des plus saintes promesses... La Russie a répandu les mensonges les plus odieux contre la Pologne, et cela uniquement afin de trouver une occasion de la soumettre à son empire et de lui ravir sa liberté... Depuis que la Russie a planté son drapeau sur le territoire polonais, elle l'a inondé de sang... Et voilà que l'on veut nous faire prendre ces horreurs comme des témoignages de la grandeur d'âme, de la douceur et de l'humanité de l'impératrice!... Quel superbe témoignage en effet de votre humanité n'avez-vous pas donné en chargeant de fers les évêques d'une nation libre, en faisant placer des canons à la porte de la diète et des églises!... Le fer et le feu, voilà les instruments de conviction que vous avez employés; mais ce qui surtout fait dresser les cheveux sur la tête, c'est que vous avez excité les habitants de l'Ukraïne à la révolte et aux massacres... Et c'est vous qui osez appeler les confédérés de Bar des rebelles et des brigands! »

§ V. — *Premier démembrement.*

En vain l'évêque de Krakovie, Soltik, revenu dans ses foyers, ranimait partout le sentiment patriotique. Lasses

de dissimuler, la Russie, la Prusse et l'Autriche levèrent enfin le masque, et le 13 janvier 1773, publièrent la convention qui, dès le 5 août 1772, avait arrêté le démembrement de la Pologne. Leurs armées avaient totalement envahi le territoire et s'étaient établies bien au delà même des limites réciproquement fixées.

Poniatovski ne pouvait plus se faire aucune illusion. En voyant les Russes, que lui-même avait appelés, se partager la Pologne avec leurs auxiliaires, comme un pays conquis, il rougit d'être l'esclave de Catherine après avoir toujours été sa dupe, et prit une attitude plus digne. Désormais il ne rampe plus devant ses oppresseurs; il leur rappelle leurs promesses tant de fois répétées, et leur reproche leur mauvaise foi; il se soumet à la force, en protestant contre l'iniquité. Il réunit à la solde de l'État des troupes des confédérés qui s'étaient soumis, et envoya à toutes les cours des notes, des ministres, des mémoires pour faire connaître le sort dont la Pologne était menacée. Il leur adressa en même temps copie des déclarations solennelles incessamment renouvelées par les puissances spoliatrices, « de ne jamais former aucune prétention sur le territoire de la république; » et y joignit le texte de ses protestations dans lesquelles *il déclarait solennellement qu'il regardait l'occupation des provinces polonaises par les trois cours comme injuste, violente, contraire à ses droits légitimes.*

En même temps il convoqua le sénat, et lui communiqua sa correspondance avec les gouvernements dont il avait réclamé l'appui, ainsi que les déclarations des trois

cours co-partageantes. Il fit le tableau aussi vrai que déchirant de ce que souffraient les provinces envahies. Les procureurs généraux de Pologne et de Lithuanie eurent ordre de publier des manifestes contre le partage et contre les citoyens qui le reconnaîtraient, et les deux instigateurs de la couronne furent chargés de sévir avec sévérité contre ceux qui prêteraient serment aux puissances ennemies.

Conformément à l'arrêté du sénat, Poniatovski avait fixé au 3 février 1773 la tenue du *senatus-consilium*. Les trois cours défendirent aux représentants de la nation dont elles occupaient militairement les provinces de se rendre à l'assemblée, les avertissant que s'ils le faisaient « ils s'attireraient un traitement *très-rigoureux*, et que les suites de leur désobéissance leur seraient *fatales*. » Ces menaces étaient soutenues par trois armées formidables, qui vinrent s'établir jusque dans Varsovie, alléguant toujours pour prétexte la tranquillité publique et l'honneur du sénat. Celui-ci, dès lors réduit à trente membres à peine, ne put rien conclure. Les trois puissances avaient résolu de faire sanctionner leur spoliation par un semblant d'assemblée nationale, et auraient voulu que le sénat convoquât cette diète; mais comme il ne l'avait point fait, de leur propre autorité elles la convoquèrent pour le 19 avril. Elles se concertèrent et donnèrent ensemble des projets qui devaient y être, non pas discutés, mais adoptés, et leurs ministres rédigèrent un mémoire comprenant deux parties : la première portait sur leurs prétentions respectives, que l'on voulait faire

reconnaître intégralement par la diète. La seconde contenait les changements à faire dans la forme du gouvernement, sous prétexte que cette forme avait été souvent nuisible à la tranquillité des États voisins. Cette partie avait vingt-trois articles; tous portaient atteinte à l'indépendance d'une nation libre, qui n'avait jamais reçu de loi que d'elle-même. Le neuvième enlevait au clergé polonais toutes ses propriétés, et les sécularisait, en réduisant pour toujours les titulaires à une pension annuelle. Il est bon de rappeler ici que la Russie et la Prusse avaient fait elles-mêmes, le 11 avril 1764, un traité où elles s'engageaient à « recourir même à la force des armes pour garantir la république du renversement de sa constitution et de ses lois fondamentales. » Voilà comme elles tenaient à leurs engagements.

Les provinces envahies étaient traitées en pays conquis; on n'y tolérait point de diétines pour la nomination des nonces à la diète; 32 furent rompues, et on signifiait à celles des autres provinces que tout refus d'accéder aux propositions serait rigoureusement puni, mesure qui, seule, suffit pour constater l'oppression. Aussi, ou les nonces n'étaient point élus, ou s'ils l'étaient, ils refusaient d'accepter la mission d'être les instruments aveugles des oppresseurs de la Pologne. Voici comment ils s'exprimaient : « Il est honteux de signer le partage, il est dangereux de n'y point souscrire : d'un côté, il y a la ruine de la nation, de l'autre l'oppression des citoyens fidèles. Si notre patrie doit périr, ne creusons pas au moins son tombeau de

nos propres mains. Il vaut donc mieux ne rien faire que de se rendre complices de la perte de la patrie. » Au lieu de nonces, un grand nombre de palatinats et de provinces envoyèrent des protestations ainsi conçues : « Comme il n'y a de liberté, ni pour les lieux destinés aux délibérations publiques, ni pour les personnes qui doivent s'y trouver, les citoyens assemblés pour l'élection des nonces, ne veulent en nommer aucun, pour ne pas exposer ceux qui seraient élus au malheur de confirmer la perte de la patrie. » Elles rappelaient ensuite toutes les garanties données et renouvelées depuis 1701 par les trois puissances, et se terminaient par une opposition formelle et une protestation solennelle contre tout ce qui se ferait à une diète où la nation ne serait représentée que par quelques hommes vendus à l'étranger.

Cette diète, dont les délibérations étaient annulées d'avance par le nombre insuffisant de ses membres, illégale parce qu'elle avait été convoquée par des ministres étrangers, illégale parce que la nation n'y était point représentée, illégale surtout parce que la force armée en arracha toutes les décisions, s'ouvrit à Varsovie le 19 avril 1773. Cette journée mémorable dans les fastes de la Pologne, allait montrer aux yeux de l'Europe une lutte désespérée entre la force et le droit, la corruption et la vertu, la trahison et le patriotisme. A côté de ces quelques hommes dégénérés, vils agents de ceux qui les soldent, marchaient le front haut et la conscience pure, quelques grands citoyens qui protestèrent coura-

geusement contre le crime de lèse-nation, qu'on voulait sanctionner. Que ne pouvons-nous retracer ici les drames héroïques de cette lutte longue et acharnée ! Pendant tout le temps que la diète dura, les troupes étrangères occupèrent Varsovie, souvent même elles entrèrent dans la salle des délibérations pour appuyer leurs prétentions par la force. Comme auparavant, négociations, menaces, promesses, tout fut employé pour ramener au parti des trois cours le roi et les nonces. Mais tout fut inutile : ils protestèrent avec énergie, bien que les puissances étrangères déclarassent ne pas vouloir s'en tenir là si l'opposition continuait. Leurs ministres dénoncèrent les opposants comme ennemis de leurs cours et de *leur patrie*, confondant ainsi, avec autant d'audace que d'inconséquence, les intérêts des spoliateurs et des spoliés, joignant l'ironie à l'oppression. Sur ces déclarations, et pour éviter de nouveaux malheurs, plusieurs nonces eurent la faiblesse de souscrire au démembrement. Les trois cours ne manquèrent pas de se prévaloir de cette prétendue ratification, qui n'était, au contraire, que la preuve des violences qui la rendaient nulle.

D'abord on transforma illégalement la diète en confédération, puis la fonction de maréchal fut non moins illégalement usurpée par Poninski. Alors Thaddée Reiten et plusieurs nonces de Lithuanie, ayant proposé le 21, pour la seconde fois, d'élire un président, on tenta de faire lever la séance, mais les spectateurs crièrent aux représentants : « Ne sortez pas au nom du ciel ! ne sortez pas ! Ne perdez pas la gloire nationale ! Ne vous livrez

pas aux tyrans! » Et Reiten faisant de son corps une barrière au-devant de ceux qui se retiraient, s'écria d'une voie désespérée : « Allez, confirmez votre ruine à » jamais; mais vous ne passerez qu'en foulant de vos » pieds ce cœur qui ne bat que pour l'honneur et la » liberté. » Puis Samuel Korsak, debout derrière Reiten, cria de la porte au public retenu par les soldats russes et prussiens : « Ecoutez, je proteste devant Dieu et en face » du monde entier, qu'une violence sans exemple a été » commise sur une nation libre. Je proteste contre les » actes d'une chambre entourée de soldats étrangers; » je proteste contre la levée illégale des séances. Po- » ninski ne pouvait de son chef se nommer président, » et nous sommes venus pour former une diète libre, et » non une confédération. Nous ne quitterons pas la » chambre, et dussions-nous mourir de faim, nous » périrons en gardant notre conscience pure envers » Dieu et envers notre patrie. Restez donc avec nous, » citoyens, et soyez témoins qu'il est encore des Polonais » que la menace ne saurait faire plier. »

Neuf autres nonces demeurèrent à leurs places, rien ne put ébranler leur courage, et les Russes redoublant la fureur de leurs menaces, Korsak se leva, et leur remettant l'état de tous ses biens, répondit avec calme : « Je n'ai que cela à sacrifier à l'avidité des ennemis de la Pologne ; ils peuvent m'ôter la vie, mais il n'y a point au monde de despote assez riche pour me corrompre ou assez puissant pour m'intimider. » Le lendemain, les ambassadeurs des trois puissances déclarent à Stanislav-

Auguste, au nom de leurs souverains, que s'il n'accédait pas à la confédération, 50,000 hommes avaient ordre de marcher sur Varsovie, de la réduire en cendres et de passer toute âme vivante au fil de l'épée. C'est sous le coup de ces menaces que le roi signa son adhésion en pleurant. Reiten, épuisé de fatigue et de besoin, était étendu sans connaissance et perdit la raison de désespoir : la postérité l'a honoré du double nom d'*Aristide* et de *Caton polonais*. Les fonctions de la diète furent confiées à une délégation qui, malgré tous les attentats et les coups de feu tirés sur ceux qui résistaient, ne put jamais réunir le nombre de signatures convenable. Malgré tout, l'œuvre du premier démembrement fut proclamée le 13 septembre 1773.

Les trois puissances spoliatrices n'avaient point oublié qu'un des premiers mots dits, il y avait près de dix-huit mois, était : *prenez ce qui vous convient. La convenance* fut la seule et vraie base du traité secret du 5 août ; mais cette expression était vague, et il en résulta dans le partage une inégalité dont on peut se convaincre à la seule inspection de la carte. La Prusse s'emparait de la Prusse polonaise et d'une partie de la Grande-Pologne, située au delà de la Netze, ce qui faisait environ 900 lieues carrées habitées par 416,000 hommes. L'Autriche prenait toute la rive gauche de la Vistule, depuis les salines de Vieliczka jusqu'à l'embouchure du Viroz, la Russie rouge, le palatinat de Belz et une partie de la Volynie, c'est-à-dire environ 2,500 lieues carrées, et 2,700,000 habitants. Enfin, la Russie étendait ses

frontières depuis la source de la Vilia jusqu'à son embouchure dans le Niémen, et depuis la source de la Bérésina jusqu'au Dniéper, dans une étendue de plus de 3,000 lieues carrées, avec une population de 1,800,000 âmes.

Cette inégalité était couverte par l'importance que chaque puissance attachait à la partie dont elle s'emparait. La Prusse polonaise, un peu moins étendue que les sables du royaume de Prusse, était quatre fois plus peuplée et beaucoup plus fertile; elle donnait une consistance topographique à un État qui n'en avait pas encore. L'Autriche prenait un arc, dont la Hongrie et la Silésie autrichienne faisaient les deux extrémités de la corde. Elle aurait trouvé dans cet agrandissement une augmentation réelle de forces, si la Russie n'avait envahi un territoire encore plus considérable, et qui, mettant à sa disposition les restes de la république, anéantissait de fait une puissance intermédiaire.

Ainsi se consomma le plus grand des crimes politiques modernes, ce que de Maistre nomme L'EXÉCRABLE *partage de la Pologne*. Une possession de treize siècles, une longue série de traités anciens et solennels, cent déclarations récentes des trois puissances, garantissaient à la république la conservation de tout son territoire. Jamais droit ne fut plus éclatant, jamais propriété ne fut plus expressément constatée et reconnue. Lorsqu'à la diète de 1764, des bruits avaient été répandus sur le démembrement, le comte de Mercy, ambassadeur de Vienne, avait officiellement déclaré que « *Marie-Thérèse, en sa qualité de voisine et d'ancienne alliée de la Pologne, se-*

rait toujours empressée de faire connaître l'intérêt qu'elle prenait au maintien de la république dans tous ses droits, possessions et prérogatives, et qu'ayant été instruite des bruits que l'on répandait, elle l'avait chargé de donner une déclaration formelle et authentique de ses intentions les plus sincères. » Plus tard, en 1771, elle promettait à Pac de « tout faire pour la Pologne, » et le 6 juillet de la même année par le traité signé avec la Porte, elle s'était portée garante « de l'indépendance et de l'intégrité du territoire polonais. » Il est vrai qu'en signant le pacte du partage, elle inscrivait ces restrictions : « *Placet*, puisque tant de savants personnages veulent qu'il en soit ainsi ; mais longtemps après ma mort *on verra ce qui résulte d'avoir ainsi foulé aux pieds tout ce que jusqu'à présent on a toujours tenu pour juste et sacré.* »

Le 9 juin 1764, Catherine faisait cette protestation solennelle : « Nous déclarons que S. M. I., en prenant le titre d'impératrice de toutes les Russies, n'entend s'arroger aucun droit, soit pour elle-même, soit pour ses successeurs, soit pour son empire, sur les pays et les terres qui, sous le nom de Russie, appartiennent à la Pologne et au grand-duché de Lithuanie ; et reconnaissant leur domination, elle offre plutôt à la sérénissime république de Pologne une garantie en conservation de ses droits, de ses priviléges, aussi bien que des pays et des terres qui lui reviennent de droit, ou qu'elle possède actuellement, et *elle promet de la soutenir et de la protéger toujours contre quiconque tenterait de les troubler.* » Trois ans après, en 1767, elle ajoute : « En vain, la ja-

lousie s'efforcerait-elle d'attribuer à l'impératrice des projets *odieux* contre l'indépendance et les intérêts de la république, elle croit s'être placée au-dessus d'un soupçon de cotte nature. Elle n'a aucun projet sur leur pays, et elle est aussi éloignée du désir d'agiter la Pologne, et *d'agrandir son empire à ses dépens,* que de la soumettre par les armes. »

A la diète de 1764, le roi de Prusse assurait également « *qu'il travaillerait constamment à maintenir les Etats de la république en leur entier.* »

Aujourd'hui, malgré tant de promesses et de serments solennels, ils se partagent plus du tiers de cette même république, en laissant prévoir de nouvelles spoliations qu'ils ne pouvaient encore réaliser, parce qu'ils ne s'étaient pas « amicalement » entendus « sur ce qui était à leur convenance. » Ce n'est pas tout. Dans le manifeste de 1772, concerté entre les cours de Vienne, de Saint-Pétersbourg et de Berlin, il est dit que les trois puissances» ont arrêté entre elles de travailler sans perte de temps et d'un commun accord, par des mesures combinées et efficaces, à ramener le bon ordre en Pologne, à y faire cesser les troubles présents ét à y *rétablir,* sur un fondement solide, *l'ancienne constitution de cet État et les libertés de la nation.* » Elles ne s'emparent de la Pologne que pour y rétablir la constitution et les libertés nationales ! Quel comble d'ironie ! Et l'Europe, et la France elle-même restent muettes !

Ce premier partage de la Pologne lui coûta sept à huit millions d'hommes, presque la moitié de sa population

qui, avant la confédération de Bar, s'élevait à dix-huit millions. Cinq années de luttes et les déportations ordonnées par les cours spoliatrices diminuèrent cette population de plus d'un million, et le démembrement au moins de six millions. Une nouvelle constitution fut mise à l'étude, et un *conseil permanent* s'arrogea tous les pouvoirs. L'armée polonaise fut considérablement réduite, et, si l'on fut délivré des troupes prussiennes et autrichiennes, celles de la Russie n'évacuérent qu'incomplétement le territoire non démembré, afin de prêter main forte aux projets que Catherine nourrissait encore.

§ VI. — *Réformes. Appréhensions d'un second démembrement.*

En face des trois grandes puissances spoliatrices, en face de toute l'Europe muette ou complice, un seul homme osa protester contre ce grand attentat. Ce fut le pape, dont le nonce bénissait et guidait naguère les glorieux confédérés de Bar. Dès le 30 avril 1767, Clément XIII écrivait aux rois de France et d'Espagne et à l'empereur d'Allemagne en faveur de la Pologne. Clément XIV recommandait encore cette noble cause le 7 septembre 1774, quinze jours avant sa mort. Vingt fois ces deux papes protestèrent publiquement, solennellement et de toute la puissance de leur âme.

Malgré tant de malheurs et le premier partage qui les avait suivi, la Pologne, encore debout, donnait de nouvelles preuves de son inépuisable énergie. Elle régéné-

rait ses lois, son administration, ses institutions sociales, et travaillait avec ardeur à l'émancipation des paysans et au développement de son commerce, de son agriculture et de son industrie. Cette gloire, moins éclatante mais plus réelle que celle des armes, fut l'œuvre de ses diètes, principalement de celles de 1776, 1780 et 1784. On creusa les canaux d'Oginski et de Muchaviec. Des banques et des fabriques s'élevèrent. Tyzenhaus établit en Lithuanie d'immenses manufactures occupant trois mille ouvriers, et fonda une école de sciences naturelles et de médecine. Les finances furent améliorées, le budget régularisé. André Zamoïski fut chargé de rédiger une constitution et une législation nouvelles que les Moskovites parvinrent malheureusement à faire rejeter parce que les paysans y étaient régis par les mêmes lois que les nobles.

Grâce surtout à l'influence d'un clergé aussi pieux qu'éclairé, les mœurs s'épurèrent, et l'instruction se propagea et se perfectionna sous la savante direction des piaristes. Dès 1775 s'était formée une *commission d'éducation nationale,* sorte de magistrature jusqu'alors inconnue à toutes les nations de l'Europe, et que plusieurs imitèrent depuis. On releva les universités de Krakovie et de Vilna. Dans cette dernière ville fut construit un observatoire dirigé pendant quarante deux ans par le jésuite Poczobut, astronome. La littérature et l'histoire nationales furent cultivées avec succès, et l'on vit briller, surtout parmi les piaristes et les jésuites, des écrivains, des savants et es artistes remarquables.

Mais de nouveaux dangers semblaient menacer encore la république. En 1787, on répandit le bruit d'un second partage. Poniatovski eut une entrevue avec Catherine, qui lui « *garantit de la manière la plus solennelle l'intégrité de la Pologne.* » Dans une autre entrevue du roi de Pologne avec Catherine et l'empereur d'Autriche, Joseph II, ce dernier lui dit : « *Soyez parfaitement sûr que je m'opposerais contre quiconque voudrait l'effectuer ; je ne souffrirais jamais qu'un seul arbrisseau fût enlevé à la Pologne.* » Rassuré par ces promesses, Poniatovski revint à Varsovie ouvrir la mémorable diète de 1788. Elle tenait ses séances lorsque le traité entre la Prusse et la Russie expira. Celle-ci ne voulant point le renouveler, le roi de Prusse se tourna vers la Pologne, lui fit les plus belles protestations, s'engagea à maintenir l'inviolabilité de son territoire, demanda un traité d'alliance défensive contre la Russie, et, en parlant de l'influence de Catherine dans les affaires polonaises, la qualifia d'*oppression étrangère*, déclarant hautement devant la diète qu'il n'y avait de *vrais et bons patriotes* que ceux qui combattaient la tzarine et qu'il se joindrait constamment à eux. De son côté, Catherine craignant avec raison que la diète régénératrice n'arrachât la Pologne à sa tutelle, renouvela l'affaire des dissidents en même temps qu'elle faisait des ouvertures au roi de Prusse, qui ne refusa pas ces offres, mais continua à rechercher l'amitié des Polonais. Son ministre à Varsovie agissait de concert avec la diète et l'ambassadeur anglais, de sorte que tout le monde pouvait croire à une ligue de la Turquie,

de la Prusse et de l'Angleterre contre les prétentions toujours croissantes de la Russie.

L'armée polonaise fut portée à 60,000 hommes; les lois et les institutions furent réformées, le veto et les confédérations abolis, et le roi lui-même s'unit à la nation pour cette grande œuvre. Le 29 mars 1791, la Pologne et la Prusse conclurent un traité d'alliance, par lequel elles s'engageaient à se prêter un appui réciproque, par les négociations ou par les armes, dans le cas où une puissance quelconque voudrait se mêler des affaires intérieures de la république, en quelque temps et de quelque manière que ce fût. Enfin, on promulgua la constitution du 3 mai 1791, dont voici les dispositions principales : La religion catholique est celle de l'État; tous les cultes sont libres et tous les chrétiens admissibles à toutes les fonctions; le trône est héréditaire et le roi doit être catholique; l'intégrité des droits de la noblesse est garantie; la bourgeoisie, assimilée à la noblesse, a ses députés à la diète; les paysans sont placés sous la sauvegarde de la loi commune, et leur liberté individuelle assurée; le pouvoir législatif réside dans les deux chambres de la diète, qui s'assemble tous les deux ans, même sans être convoquée, et plus souvent s'il en est besoin; la chambre des députés se compose des nonces terrestres et des députés des villes, élus dans les diétines comme représentants de la nation par tout propriétaire, quelle que soit l'étendue de ses propriétés; les lois adoptées par la chambre des députés passent aux délibérations du sénat, formé des évêques, des palatins, des castellans, des ministres,

et présidé par le roi; la pluralité des voix décide partout; le pouvoir judiciaire est indépendant et exercé par des juges élus; le pouvoir exécutif est confié au roi, à qui l'on donne un conseil, composé du primat et des ministres et qu'on appelle garde-loi (straz); il est divisé en administration de l'éducation nationale, de la police, de la guerre et du trésor; tous les vingt-cinq ans on procédera à la révision et à l'amélioration de la constitution, dans une diète constituante convoquée à cet effet. Le jour de l'adoption de la constitution sera célébré tous les ans, et une église sera élevée pour perpétuer le souvenir de ce grand événement.

Cette constitution pleine de sagesse, qui déracinait tous les abus sans porter atteinte à aucun droit, fut votée par acclamation le 3 mai, acceptée à l'unanimité par la diète le 5, soumise pendant neuf mois au jugement de la nation, puis sanctionnée séparément par chaque diétine, qui lui prêta serment. Elle obtint les éloges du roi de Prusse, de diverses cours, de Pitt et de Burke. Stanislav-Auguste jura de l'observer, et se rendit ensuite à l'église de Saint-Jean, où les deux chambres prononcèrent le même serment.

On est frappé d'admiration en présence de cette paisible et majestueuse réforme opérée par la Pologne au milieu de telles circonstances; et cette courte période de huit ans à peine nous offre le spectacle peut-être unique dans les fastes du monde d'une nation qui, par ses seules forces, se relève complétement de l'état épouvantable où elle était tombée.

§ VII. — *Second démembrement.*

Depuis quelques années déjà avait éclaté la révolution française, contre laquelle s'unirent l'Autriche, la Prusse et la Russie. Les deux premières étant exclusivement occupées de la France, la dernière en profita pour envahir de nouveau la république polonaise, sous prétexte que la constitution du 3 mai 1791 avait établi la royauté héréditaire en même temps qu'elle proclamait l'émancipation des paysans. Le 14 mai 1792, quelques traîtres formaient à Targoviça un complot contre leur pays, en le décorant du titre de confédération ; le 18, Boulghakoff, ministre russe, déclarait la guerre à la Pologne, et le 22, 100,000 Moscovites, franchissant la frontière, s'avançaient à marches forcées. Que voulait encore cette implacable Catherine? N'allez pas croire qu'elle vienne de nouveau démembrer la Pologne. Non, elle se sacrifie uniquement pour y rétablir le gouvernement républicain. C'est du moins ce que déclare, en son nom, le manifeste de Félix Potocki, qui vante les *vues nobles et désintéressées* de l'impératrice de Russie, disant qu'elle ne voulait que *voir en Pologne une constitution républicaine ferme et durable ; que ni les États, ni la liberté, ni l'indépendance de la république, n'étaient menacées d'aucun danger, qu'il s'agissait uniquement de détruire la nouvelle monarchie despotique et de rétablir l'antique liberté républicaine des Polonais.* Ces mêmes phrases sont constamment répétées par tous les géné-

raux russes qui occupaient la Pologne avec leur armée, dans tous leurs manifestes et proclamations. Une lettre de Catherine à Stanislav-Auguste se sert des mêmes termes que Potocki, en les amplifiant par des protestations plus solennelles encore en faveur de la Pologne. On va voir bientôt à quoi elles aboutirent.

L'armée polonaise, qui n'avait qu'un effectif de 45,000 hommes, marcha à la rencontre des Russes. Le 18 juin, Joseph Poniatovski, neveu du roi, secondé par Thaddée Kosciuszko, gagna contre eux la bataille de Ziélincé. Bientôt Mokranovski remporta un autre avantage; et le 17 juillet, Kosciuszko, à la tête de 4,000 braves, battit à Dubienka une division russe de 18,000 hommes, commandés par le général en chef. La nation tout entière se levait contre l'ennemi, et en eût triomphé sans la trahison du roi, qui la livrait en traitant secrètement avec Catherine. Il neutralisa l'action de l'armée et lui donna ordre de se retirer. Varsovie ayant été occupé par les Moskovites, il accéda au complot de Targoviça, et désavoua publiquement la constitution de 1791 qu'il avait juré de maintenir.

La Pologne réclama en vain du roi de Prusse l'accomplissement de ses engagements; il répondit effrontément qu'il en avait contracté de nouveaux, fidèle à la politique de son prédécesseur, qui disait : « Lorsque nos intérêts changent, il faut changer avec eux. Qui veut passer pour un héros doit s'approcher hardiment du crime. » Non content de manquer à sa parole, il avait envahi de son côté le territoire de la république,

afin d'en partager les dépouilles; lui qui, en août 1791 encore, s'était engagé ainsi que l'Autriche, par le traité de Pilnitz, à reconnaître et à garantir l'indépendance de la Pologne et l'inviolabilité de sa constitution.

Les deux puissances annoncèrent, dans leurs manifestes, le démembrement qu'elles avaient arrêté, accusant les Polonais d'idées extravagantes, insensées, antisociales, et traitant de *démagogique* et de *jacobine*, cette même constitution de 1791, que la tzarine était venue combattre comme *ultra-monarchique*. Elles voulurent recommencer l'odieuse comédie du premier partage, en convoquant à Grodno une diète chargée de sanctionner leur double spoliation. Pour en exclure tous les vrais Polonais, elles décidèrent que l'entrée de cette assemblée serait interdite 1° à tous ceux qui n'avaient pas accédé à la confédération de Targovica, ou avaient protesté contre ses décisions; 2° à tous ceux qui avaient pris part à la constitution du 3 mai ou s'étaient déclarés en sa faveur; 3° aux représentants des contrées déjà occupées par les troupes étrangères. En revanche, « pour faciliter le choix d'hommes vertueux et capables, » elles admirent tous ceux que la justice avait frappés d'arrêts flétrissants.

Malgré toutes ces précautions, qui ne favorisaient que les traîtres et excluaient l'immense majorité des citoyens; malgré toutes les menaces, les violences et l'or prodigué, la diète, ouverte le 17 juin 1793, résista. Alors l'ambassadeur russe, Sievers, met sous le séquestre les biens des citoyens dévoués, ceux du roi, s'empare

des caisses publiques, arrête tous les payements et fait garder neuf nonces comme prisonniers. L'assemblée dresse une protestation qu'elle insère dans ses registres et envoie à toutes les cours étrangères. Le roi veut abdiquer. Les violences redoublent et deviennent inouïes. Sievres annonce, dans la séance du 17 juillet, que si on ne se rend pas aux volontés des puissances, il fera enlever les récalcitrants, cantonner des troupes moskovites dans toutes les propriétés des membres de la diète, dans les domaines royaux et saisira tous les revenus de la république. Alors une effervescence terrible se manifeste, l'exaspération est à son comble, Grelavski s'écrie : « Périssons avec honneur, dignes de l'estime des autres puissances, et ne nous couvrons pas d'une honte éternelle, dans l'espoir illusoire de sauver le reste de la patrie. » Kimbar ajoute : « Les souffrances ne sont rien pour la vertu ; il est de son essence de les mépriser...On nous menace de la Sibérie !... Ses déserts ne seront pas sans charmes pour nous ; tout nous y retracera notre dévouement... Eh bien ! oui ; allons en Sibérie. Conduisez-nous, sire, là où notre vertu et la vôtre feront pâlir nos ennemis. » Électrisée, l'assemblée tout entière s'écria : « Oui ! en Sibérie ! partons. »

La diète restait inébranlable depuis deux mois déjà ; et lorsque, le 17 août, Stanislav Auguste proposa de ratifier le traité de cession à la Russie, Kimbar lui dit : « Quoi ! sire, n'êtes-vous plus le même qui, en signant la constitution du 3 mai, nous disait : Que ma main sèche plutôt que de souscrire à tout acte contraire. Toute

l'Europe vous accuse de n'être que le roi de Catherine...» Le lieu où se tenait la diète était entouré de troupes moskovites. Ce n'était pas assez; Sievers, pour faire adopter immédiatement la cession à la Prusse, fit placer deux bataillons de grenadiers russes sur la terrasse et dans la cour du château, braquer quatre pièces de canon, mèche allumée, contre la salle des séances, et mettre le général russe Rautenfeld auprès du trône. Alors éclatèrent les plus terribles imprécations contre la perfidie et la tyrannie des cours étrangères.

Près de trois mois et demi s'étant écoulés sans que rien pût vaincre cette opiniâtre résistance, Sievers résolut d'en finir à tout prix. Dans la nuit du 22 au 23 septembre, il fit enlever quatre représentants. Les autres s'étant assemblés comme à l'ordinaire, gardèrent un silence absolu, malgré les instances les plus pressantes de Sievers et Rautenfeld, qui avait pris position avec ses soldats et ses canons, annonçant « qu'il était autorisé à prendre toutes les mesures de violence qu'il jugerait convenables. » Au même instant, Sievers écrivait au grand-maréchal de Lithuanie : « Le roi lui-même doit demeurer fixé sur son trône jusqu'à ce qu'il ait cédé. Je ferai coucher les sénateurs sur de la paille, dans la salle des conférences, tant que ma volonté ne sera pas exécutée. » En effet, on avait décidé de les retenir tous à leurs places jusqu'à ce qu'ils eussent signé, et de les laisser mourir de faim. Nul ne put sortir, et on défendit d'apporter aucune nourriture. Deux jours s'écoulèrent ainsi. Le troisième, Stanislav-Auguste et plusieurs

sénateurs et députés tombèrent de défaillance. « Alors Rautenfeld, toujours assis à côté du trône, prit la main du vieux monarque, y mit un crayon et signa l'acte de partage. » Puis il fit entrer dans la salle la soldatesque russe. On demanda trois fois si la diète autorisait la délégation; pas une seule voix ne répondit. On conclut que le silence tenait lieu de consentement. Et voilà ce qu'on a osé nommer le libre vote de la Pologne. Déjà, du reste, d'innombrables protestations avaient été faites publiquement et solennellement.

Forte de cette adhésion, la Russie s'empara de la moitié des provinces lithuaniennes et russiennes, sur lesquelles elle s'était interdit aucun droit par sa déclaration de 1764, et, traçant depuis l'extrémité orientale de la Kourlande, ses frontières par le milieu de la Lithuanie et de la Volynie, s'incorpora 4,553 milles carrés, avec 3 millions d'âmes. La Prusse prit Thorn, Dantzik et la grande Pologne, ou 1,061 milles carrés du pays le plus fertile, peuplé de 1,100 habitants. La république ne compta plus que 4,016 milles carrés et une population de 4 millions d'hommes. Ce partage, dit de Raumer, « fut conclu dans un jour que la justice divine marqua d'un doigt sanglant sur le livre des crimes des grands de la terre, jour qui plus tard aura son châtiment, le 14 octobre 1793. »

L'Autriche n'y prit point part, et, pour être juste, nous devons dire qu'elle paraît même avoir été d'abord opposée au premier. C'est du moins ce qui résulte de la dépêche suivante, du baron de Breteuil, ambassadeur de

France à Vienne, datée du 23 février 1775 : « Après avoir fait, dit-il, quelques remontrances à l'impératrice Marie-Thérèse sur le partage de la Pologne, elle me dit avec l'exclamation de la douleur la plus vive : « Je sais, Monsieur l'ambassadeur, que *j'ai mis une grande tache à mon règne* par tout ce qui vient de se faire en Pologne ; mais je vous assure qu'on me le pardonnerait si on savait à quel point j'y ai répugné, et combien de circonstances se sont réunies pour forcer mes principes, ainsi que mes résolutions contre les vues immodérées de *l'injuste ambition* russe et prussienne. Après bien des réflexions, ne trouvant aucun moyen de m'opposer seule au plan *inique* de ces deux puissances, j'avais cru qu'en formant pour ma part des demandes et des prétentions exorbitantes, on me refuserait et que la négociation se romprait ; mais ma douleur et ma surprise furent extrêmes en recevant, en réponse de ces demandes, l'entier consentement du roi de Prusse et de la tzarine. Jamais je n'ai été si affligée. » Elle tenait à peu près le même langage au comte de Barck, ambassadeur de Suède. « Ce partage me désespère, disait-elle. *C'est une tache à mon règne.* » Le comte de Barck lui faisant observer que les souverains n'ont d'autre juge que Dieu, « Ah! répondit l'impératrice, c'est bien celui-là que je crains. » Dès avant 1775, elle avait exprimé ses répugnances, comme plus tard elle exprima ses remords. Elle écrivait à son premier ministre : « *Le droit crie contre nous ;* je n'ai jamais été plus tourmentée de ma vie, et *j'ai* en quelque sorte *honte de me voir.* » En effet, quatre-vingt-

dix ans à peine auparavant, Sobieski sauvait Vienne et l'empire.

Du reste, cet *exécrable* partage fut réprouvé par les spoliateurs eux-mêmes. Frédéric le Grand hésita. Son successeur s'allia quelque temps à la Pologne; Paul et Alexandre Ier en manifestèrent ostensiblement leur répugnance, et l'on dit même que l'empereur Nicolas en avouait l'iniquité. « Les lois, dit M. Chodzko, furent bouleversées, l'armée réduite ou incorporée dans celle de Catherine, et toute la Pologne livrée aux horreurs de l'anarchie, aux vengeances des traîtres et aux persécutions des usurpateurs étrangers. L'armée fut réduite à 15,000 hommes, et encore les troupes moskovites tenaient garnison dans toutes les places qui restaient à la république. Il ne resta donc aux troupes nationales que des cantonnements sans défense, et encore il fut pris des mesures pour les tenir entourées de détachements ennemis qui épiaient leurs mouvements. Enfin, le proconsul Igelstrom, général-ministre de la tzarine, semblait prendre à tâche de rendre le joug moskovite plus dur et ses chaînes plus intolérables. »

D'innombrables protestations, signées des plus hauts dignitaires polonais, éclataient partout. «Je remets entre les mains de Dieu et de sa justice éternelle le sort de ma patrie,» disait le maréchal de la diète, Stanislas Malenez, dès le 23 juillet 1792. La justice des hommes devait bientôt accomplir celle de Dieu.

§ VIII. — *Kosciuszko.*

Ce second démembrement, cette horrible domination souleva l'indignation générale. Quelques courageux citoyens de Varsovie prirent l'initiative d'une ligue patriotique à laquelle l'armée tout entière s'unit avec transport, et qui choisit pour chef Thaddée Kosciuszko, alors exilé en Saxe. Dans cette pensée commune, il n'exista d'autres distinctions que celle d'un patriotisme plus ardent, d'un zèle plus dévoué. Jean Kilinski, cordonnier, Joseph Sierakonski, boucher, et André Kapostas, banquier, se signalèrent entre tous.

Kosciuszko, né le 16 février 1746 dans le palatinat de Novogrodek, avait fait ses études à Varsovie et à Paris. Étant en France vers l'époque où éclatait la guerre de l'indépendance des États-Unis, il s'embarqua pour Philadelphie, se fit remarquer, notamment aux batailles de Saratoga et de Jellowsping, et fut nommé par Washington brigadier, puis gouverneur de la forteresse de Westpoint. A la paix il revint en Pologne, fut fait général de brigade, s'illustra dans la campagne de 1792 contre les Russes, et, pour se soustraire à leur vengeance, quitta son pays avec 500 officiers, élite de l'armée, alla en France où, dans sa séance du 26 août 1792, l'Assemblée nationale lui décerna le titre de « citoyen français, » parcourut l'Allemagne, l'Italie, et résida à Leipzig et à Dresde. Répondant à l'appel de ses concitoyens, il arriva aussitôt à Krakovie, et les habitants de

ce palatinat s'assemblèrent pour dresser l'acte d'insurrection, sur lequel furent copiés ceux des autres palatinats. Cet acte, publié le 24 mars 1794, contient d'abord le tableau émouvant de tous les maux dont la tyrannie russe accablait la Pologne et de toutes les perfidies qu'elle avait employées pour l'asservir. Puis il poursuit ainsi :

Foulés par ce poids immense de malheurs, vaincus par la trahison plutôt que par la force des armes ennemies, privés de toute protection du gouvernement national; après avoir perdu la patrie, et avec elle la jouissance des droits les plus sacrés de la liberté, de la sûreté et de la propriété, tant individuelle que celle de nos biens; trompés par quelques gouvernements et abandonnés des autres, nous, Polonais, habitants du palatinat de Krakovie, en sacrifiant à la patrie nos vies, comme l'unique bien que la tyrannie n'a pas daigné nous arracher, nous nous saisissons de ces moyens extrêmes et violents que le désespoir civique nous suggère. Ayant ainsi la ferme résolution de périr et de nous ensevelir sous les ruines de notre pays, ou de délivrer la terre natale d'une oppression féroce et d'un joug plein d'opprobre, nous déclarons à la face du ciel et de tout le genre humain, et surtout des nations qui savent apprécier la liberté et la mettre au-dessus de tous les biens, qu'en usant du droit incontestable de défense contre la tyrannie et l'oppression armée, nous réunissons dans un esprit de patriotisme, de civisme et de fraternité, toutes nos forces; et, persuadés que le succès de notre grande entreprise dépend surtout et le plus de notre étroite union, *nous renonçons à tous les préjugés de l'opinion et des distinctions* qui ont partagé ou qui ont pu séparer jusqu'à présent les citoyens, habitants d'une même terre et les fils d'une même patrie; et nous nous promettons mutuellement tous de n'épargner des sacrifices quelconques, mais au contraire d'user de tous les moyens que l'amour sacré de la liberté peut inspirer aux hommes que le désespoir a fait lever pour sa défense.

Affranchir la Pologne des troupes étrangères; recouvrer et assurer l'intégrité de ses frontières; anéantir toute sorte

d'usurpation, tant intérieure qu'extérieure; affermir la liberté générale et l'indépendance de la république : tel est le but sacré de notre insurrection...

Suit toute l'organisation de la révolution; le pouvoir dictatorial le plus étendu est confié à Kosciuszko. Le manifeste se termine ainsi :

Les malheurs les plus cruels, les difficultés les plus insurmontables ne sauraient affaiblir ni décourager la vertu ni le courage civique... Remettant entre les mains du généralissime et du conseil suprême national le pouvoir d'employer nos personnes et nos biens, pendant que durera la lutte de la liberté avec le despotisme, de la justice avec l'oppression et la tyrannie, nous voulons qu'ils aient toujours présente cette grande vérité : « Le salut de la patrie est la suprême loi. »

Le premier signal de l'insurrection avait été donné dès le 12 mars par Madalinski qui, refusant de dissoudre sa brigade, avait exécuté une marche glorieuse à travers les armées prussiennes, des environs d'Ostrolinka à Krakovie. Le serment militaire fut prêté à Kosciuszko. En deux jours Krakovie, si longtemps opprimée par les Russes, recouvra toute sa liberté, et n'en abusa pas. La religion consacra les premiers efforts des insurgés. Avec enthousiasme, mais sans désordre, ils se portèrent en foule à la cathédrale, et, prenant les autels à témoin de la justice de leur cause, ils contractèrent l'obligation de ne la souiller par aucune violence. Ce fut dans cette même église qu'ils firent la lecture de la constitution du 3 mai, et que tous s'engagèrent par serment à la maintenir aux dépens de leur fortune et de leur vie. Le même serment fut prêté dans les provinces,

et des contributions volontaires furent offertes de toutes parts.

Investi d'un pouvoir dictatorial sans limites, Kosciuszko fit des adresses à l'armée, à la nation, et une proclamation spéciale aux femmes polonaises, célèbres en tout temps par leur patriotisme. Il envoya ces actes aux cours de Danemark, de Suède, d'Angleterre, au gouvernement révolutionnaire de France, aux États-Unis et même au cabinet de Vienne. Confiant dans l'exaltation du patriotisme, il s'avança vers Varsovie à la tête de 4,000 hommes mal armés, et rencontra près du village de Raclavicée 12,000 Russes, qui pensaient l'écraser au premier choc. Ce fut dans cette mémorable journée que les paysans polonais, sans autres armes que leurs faux, se précipitèrent sur les batteries ennemies et s'emparèrent de tous les canons. La défaite des Russes fut complète ; ils perdirent 3,000 hommes, 12 bouches à feu, et ce premier fait d'armes exalta au plus haut degré l'énergie patriotique (4 avril 1794).

Le 12 avril, les habitants de Varsovie reçurent la nouvelle de cette victoire, et les journées du 17, 18 et 19 furent témoins de l'insurrection de la capitale, qui devait jouer un grand rôle dans cette révolution populaire. C'était pendant la semaine sainte. Igelstrom, général russe, s'était proposé d'égorger les habitants pendant qu'ils seraient réunis dans les églises. Son atroce projet fut dévoilé par Kilinski, et les Varsoviens en prévinrent de vingt-quatre heures l'exécution. Femmes, enfants, vieillards, tous coururent aux armes ; les Russes furent

chassés de toutes les positions et abandonnèrent la ville après avoir perdu 4,000 des leurs tués, 2,000 faits prisonniers et 12 pièces de canon.

Les détails de cette insurrection sont admirables; tous les mouvements des insurgés furent dirigés avec un ordre et un ensemble qui se trouvent rarement dans les révolutions. On nomma le général Mokronovski commandant de la ville et Zakrzevski président de la régence. Ils ne se servirent de leur autorité que pour ramener le calme et proclamer leur adhésion à la constitution du 3 mai et le vœu de l'expulsion des troupes ennemies. Tout se passa avec l'ordre le plus parfait. Pendant l'insurrection, le palais d'Igelstrom avait été pillé. Trois jours après, sur un ordre du président de la régence, le peuple rapporta les 96,000 ducats qui y avaient été pris : il semblait qu'il n'en eût dépouillé ses ennemis que pour en faire un don à la patrie. Des députations furent envoyées au roi. Le résident prussien et même les personnes attachées à la légation russe furent traités avec tous les égards. On prit les mesures de sûreté les plus sages pour qu'il ne fût rien fait aux individus qui avaient été compromis dans le parti russe. Toute perquisition chez un particulier, sous quelque prétexte que ce soit, fut défendue, et les citoyens qui n'étaient point de garde ne purent porter les armes dans les rues. Les Russes qui se flattaient sans doute de trouver des partisans parmi les dissidents, furent étonnés de voir la communauté luthérienne de Varsovie venir offrir une contribution volontaire. Le bruit s'étant répandu

que les luthériens avaient des armes et qu'ils devaient se joindre aux Russes, le gouvernement fit faire une perquisition en plein jour dans cette communauté, et n'y ayant rien trouvé, il publia une proclamation pour improuver cette calomnie. Tout se faisait avec un calme et un sentiment de justice admirables.

Dans son rapport à la Pologne, daté du camp près de Stemniski, Kosciuszko s'écriait : « Nation, donne l'essor à ton courage, à ton patriotisme ; l'Eternel veille sur ta cause ; toutes les âmes honnêtes répandues sur la surface du globe font des vœux pour toi ! » Cet appel fut partout entendu. Pendant la nuit du 23 au 24 avril, éclata la révolution de Vilna, capitale de la Lithuanie, dont Jasinski s'empara avec 300 soldats et quelques centaines de paysans. Dans cette insurrection, concertée et préparée, depuis trois semaines, entre plus de 200 individus, le secret fut si religieusement gardé que les Russes ne purent en être instruits. L'explosion se fit avec un tel accord, qu'en un instant la garnison fut faite prisonnière avec son état-major. Les districts de Grodno, de Brzesc, le duché de Samogitie, le palatinat de Sandomir, accédèrent sans réserve à l'insurrection générale, et chassèrent les troupes russes cantonnées sur leur territoire. Partout enfin se révélait cette unité d'action si nécessaire à un peuple qui veut reconquérir sa liberté. Les enfants de ceux qui avaient servi l'étranger, voulaient réhabiliter leur nom à force de dévouement. Parmi eux, François Sapiéha, se distingua tellement, qu'il fut nommé, à 23 ans, grand-général de Lithuanie ;

mais dès qu'il sut que Kosciuszko était le seul chef, il résigna ce titre entre ses mains et envoya à Krakovie une partie de sa fortune, ainsi que le fit le comte Oginski. Ce dernier, outre cela, leva, à ses frais, un régiment complet de chasseurs.

Kosciuszko, voyant régner dans toutes les provinces polonaises une si parfaite entente, crut que le conseil provisoire, créé au moment de l'insurrection, devait être remplacé par un Conseil national siégeant à Varsovie, auprès du roi, et chargé de toutes les parties de l'administration. Ce changement se fit sans le moindre trouble, et le roi accéda sur-le-champ au nouveau conseil. Il remercia même Kosciuszko de ce qu'il passait avec tant de prudence du gouvernement provisoire à un gouvernement régulier. Cette lettre de Stanislav-Auguste est très-remarquable : elle se termine par les vœux les plus ardents pour le triomphe de l'insurrection.

Les Russes, outre les différents corps déjà en Pologne, venaient de recevoir un renfort de 40,000 hommes ; mais ces renforts étaient en très-mauvais état. Sur leur passage, ils commettaient les plus horribles excès ; aussi, lorsque leur approche était annoncée, le tocsin sonnait de toutes parts, et les paysans, armés de faux et de fourches, tombaient sur eux et ne faisaient aucun quartier. Kosciuszko eût donc pu détruire complétement l'armée russe. L'ayant rencontrée le 6 juin, déjà ses soldats et ses faucheurs en étaient victorieux, lorsque tout à coup 24,000 Prussiens tombèrent sur l'aile gauche des Polonais. Malgré la disproportion effrayante du nombre,

ceux-ci firent de tels prodiges de valeur que lorsque, épuisés mais non battus, ils se replièrent, leur attitude était encore si menaçante que les Prusso-Russes n'osèrent les poursuivre. Dans cette mémorable journée, deux généraux polonais périrent, et Kosciuszko eut deux chevaux tués sous lui. On se demande à quel titre le roi de Prusse joignait ses troupes aux Russes pour attaquer une nation chez laquelle un ministre prussien résidait encore, qui avait laissé faire une retraite paisible au général prussien Wolki, lorsqu'il fut assez imprudent pour venir sous les remparts de Varsovie lors de l'insurrection, une nation à laquelle il n'avait fait aucune déclaration de guerre, dont l'insurrection était dirigée exclusivement contre les Russes, et qui avait formellement annoncé ne pas regarder les Prussiens comme ennemis. Mais Frédéric-Guillaume tenait à être considéré comme tel, car ce n'est qu'à ce titre qu'il pouvait avoir sa part dans les derniers débris de la Pologne.

Convaincu du perfide accord de ces deux puissances, le Conseil national fit une proclamation aux habitants de la Prusse polonaise, qui jusqu'alors ne s'étaient point révoltés. Tous les griefs contre la Prusse étaient appuyés de pièces justificatives publiquement connues. On y relatait la déclaration du roi de Prusse du 17 mai 1791, dans laquelle les auteurs de la constitution du 3 mai sont appelés *vrais patriotes et bons citoyens*, etc. Et c'est contre les défenseurs de cette constitution qu'il venait combattre, les traitant maintenant d'*intrigants*, de *meurtriers*, etc.

Kosciuszko, dans plusieurs combats, avait remporté

des succès signalés ; mais le 8 juin, le général Zaïonczek perdit la bataille de Chelm contre les Russes et se retira sur Lublin. Le 15, Vieniaski, commandant de Krakovie, acheté par l'ennemi, livra aux Prussiens cette ville, sa citadelle et 50 pièces d'artillerie. Cette trahison exaspéra les esprits, et le peuple de Varsovie craignit de se voir ainsi vendu par des traîtres. Lors de sa fuite, Ingelstrom avait voulu brûler ses papiers. Beaucoup lui échappèrent, et ils compromettaient des seigneurs polonais qui avaient livré la République à la Russie. Il fallait les juger et l'on ne pouvait les déférer à un tribunal soumis à la domination russe ; d'un autre côté, pour montrer toute la modération de l'insurrection, on hésitait à les livrer à des juges créés par elle. Les papiers retrouvés à la chancellerie furent donc examinés par un comité composé de 21 membres, qui gardèrent le plus religieux secret, afin que l'effervescence populaire ne se rendît pas justice elle-même. Mais le peuple qui savait qu'il y avait des traîtres compromis, demanda qu'ils fussent jugés promptement. Le jugement tardait toujours ; et on en vint à persuader à la population qu'on ne voulait point condamner les coupables. L'effervescence s'accrut ; on courut en foule au lieu où siégeait le conseil, demandant avec exaspération la mort des traîtres. Le conseil eut beau faire, il ne put maîtriser la foule. Il commença une instruction sommaire, pendant laquelle les potences furent dressées, et douze de ces malheureux payèrent de leur vie leur crime de lèse-nation. Du reste, l'instruction portait sur des faits notoires, dont les cou-

pables eux-mêmes avaient fait ostentation, lorsqu'ils opprimaient leur patrie au nom de la Russie.

Cependant, dès que Kosciuszko apprit ces faits, il publia une proclamation où il dit : « Ce qui vient de se passer à Varsovie, remplit mon cœur d'amertume et de tristesse. Le désir de punir les coupables était bon ; mais pourquoi ont-ils été punis par un jugement violent ? Pourquoi le respect et la sainteté des lois ont-ils été violés ? Est-ce là le procédé d'un peuple qui a pris les armes pour rétablir la liberté légale, l'autorité suprême de la loi, et le bonheur durable qui ne peut jaillir que de ces sources ? Considérez si ce ne sont pas des séducteurs secrets et artificieux, d'intelligence avec les ennemis, qui vous ont égarés et ont rempli vos cœurs d'aigreur, parce qu'ils ne veulent point de gouvernement, afin que votre ardeur se mette au-dessus de la justice et de la loi. Ils n'ont d'autre but que de se frayer ce chemin-là, pour renverser votre puissance et votre force, au milieu du désordre et de la confusion... » Bien plus, Kosciuszko ordonna aussitôt au Conseil national de punir les principaux auteurs de ces actes. Ils furent arrêtés, leur procès instruit, et malgré les dépositions des témoins, qui affaiblirent les preuves d'un délit qui ne portait que sur des coupables, néanmoins sept furent condamnés à mort et cinq bannis à perpétuité. On avait mis dans cette instruction plus de célérité que dans celle des crimes trop manifestes des agents de la Russie. N'était-ce pas pousser jusqu'à l'excès le sentiment de la légalité ?

En Lithuanie, Jasinski, toujours infatigable, alla chercher les Moskovites pour leur livrer trois combats consécutifs, à Niemenczyn, à Polany et à Soly. Cependant, malgré ces victoires, la position de Kosciuszko devenait difficile. Aussi fit-il une proclamation à toutes les provinces pour qu'on se répandît sur le territoire ennemi. C'est ce qui fut fait d'abord en Lithuanie; et malgré 40,000 Russes qui s'y trouvaient, les Polonais obtinrent des avantages considérables. Les 19 et 20 juillet, quelques religieux carmes, postés dans une chapelle miraculeuse dédiée à la sainte Vierge, repoussèrent, avec 250 hommes de garnison, 10,000 Russes de la ville de Vilna, qui ne tomba au pouvoir de l'ennemi que le 12 août, et paya par des torrents de sang qui coulait dans les rues, l'audace d'avoir voulu conserver son indépendance.

De son côté, Kosciuszko était de plus en plus resserré près de Varsovie. Le 9 juillet, le roi de Prusse campait à Nadarzyn, et le 13 ouvrait le siége de la capitale, à la tête de 50,000 Prussiens et 9,000 Russes. Une très-forte redoute fut enlevée par l'ennemi, qui fit sommation au commandant de la ville de se rendre dans les vingt-quatre heures. Frédéric-Guillaume accompagna cette sommation d'une lettre au roi de Pologne, où il dit qu'en cas de refus la ville serait mise à feu et à sang. Le roi répondit que tout pouvoir étant entre les mains de Kosciuszko, généralissime des armées polonaises, Varsovie ne pouvait ni accepter ni refuser la sommation, et que, restant neutre, rien ne justifierait les extrémités

dont elle était menacée. Les forces redoutables de l'ennemi n'ébranlèrent pas la fermeté des habitants ; au contraire, les membres du Conseil, le clergé, les artisans, les femmes et les enfants se mirent à l'œuvre et travaillèrent aux retranchements. Déjà, depuis deux mois, Varsovie était attaquée et bombardée, et toujours défendue avec une héroïque constance, lorsqu'une heureuse diversion vint délivrer les assiégés.

Le 22 août, une insurrection éclata dans les provinces polonaises échues à la Prusse par les deux démembrements. L'acte de confédération fut signé, et les insurgés s'emparèrent de Szrem, de Gnèzne, dont la garnison resta prisonnière, de Brzesc, de Vroclavek, et de plusieurs autres villes. Ce qui peint le caractère de cette révolution, sur quelque point qu'elle se manifestât, c'est que partout magistrats et habitants prêtaient serment de fidélité à la constitution de 1791. Le 28 août, après avoir perdu beaucoup de monde, les Prussiens furent obligés d'abandonner leurs batteries devant Varsovie. Cet avantage était dû au général Dombrovski, puissamment secondé par le dévouement des habitants de cette capitale. On les voyait fréquemment, sans distinction de rang ni de sexe, faire des sorties jusque sur les batteries ennemies, et enclouer des canons. Dans plusieurs de ces attaques, des prêtres, des religieux, des juifs, des grecs, des musulmans se firent remarquer par leur intrépidité. D'immenses munitions de guerre et des pièces de siége remontaient la Vistule pour arriver au camp prussien ; c'est un chanoine qui rassemble les paysans, et, à leur

tête, attaque le convoi, défait l'escorte et coule les navires à fond.

Ce dernier fait fut le signal d'une insurrection qui éclata sur les derrières des armées assiégeantes. Ce fut l'insurrection de Posen qui, concertée depuis cinq mois, s'était approvisionnée de munitions, d'armes, de vivres, etc., en quantité considérable ; ces approvisionnements avaient été cachés dans des forêts écartées avec un secret et une habileté admirables. Les paysans furent chargés de les garder, et s'en acquittèrent si bien qu'ils ne purent jamais être soupçonnés par l'ennemi. Cette insurrection formidable éclata le même jour sur trente points différents, et défit complétement les troupes cantonnées dans la province. Saisis d'une terreur panique, les Prussiens craignant d'être pris entre deux feux, levèrent en toute hâte le siége de Varsovie, et les Russes se dirigèrent sur Lublin. La dévastation et les horreurs que commirent les troupes prussiennes sur leur passage, sont inénarrables. Remarquons-le, ces dévastations avaient lieu dans des provinces restées polonaises, sur lesquelles le roi de Prusse n'avait jamais formé de prétentions, et chez un peuple que lui-même avait exhorté à soutenir son indépendance, et qui ne combattait que pour elle.

Afin de profiter de tout l'avantage que lui donnait cette retraite, et d'appuyer les patriotes de la Grande-Pologne, Kosciuszko leur envoya les généraux Madalinski et Dombrovski, qui s'emparèrent, le 30 septembre, de la ville de Bydgoszcz (Bromberg) et firent trem-

bler Frédéric-Guillaume jusqu'au sein de sa capitale. Malheureusement ce n'étaient plus seulement deux ennemis, mais trois qui attaquaient la Pologne : l'Autriche, avec laquelle on était en relations pacifiques, envahit la terre de Chelm et une grande partie de la Volynie, et Kosciuszko se trouva ainsi cerné par trois armées considérables, outre celle que les Russes venaient d'envoyer de nouveau. Déjà, d'ailleurs, des désastres arrivaient. Le général Sierakovski, après s'être maintenu le 17 et le 18 septembre dans sa position de Krupczicé contre des forces infiniment supérieures, et avoir fait perdre aux Russes cinq mille hommes, fut complétement défait près de Terespol.

Alors Kosciuszko se porte à la rencontre de Souvarof et de Fersen avec sept mille Polonais et vingt-deux bouches à feu, laisse trois mille soldats et dix pièces de canon à Poninski pour empêcher la jonction des deux généraux ennemis et prendre position à Macieiovicé. Mais Poninski, auquel il donne l'ordre de le rejoindre, ne l'ayant pas fait, il se trouve, le 10 octobre 1794, avec sa poignée de braves, en face de dix-sept mille Russes et quatre-vingt-dix pièces d'artillerie. Deux fois ceux-ci sont repoussés, en laissant sur leurs pas des monceaux de cadavres. Fersen les ramène à l'attaque en colonnes serrées. Le combat redouble de fureur et s'engage à la baïonnette ; on lutte corps à corps ; chaque pouce de terrain est pris et repris, et, malgré les masses qui les écrasent, les Polonais restent invincibles tant que Kosciuszko est debout. Mais un coup de lance atteint le héros, son

sang jaillit ; il rallie cependant ses escadrons, quand son cheval blessé se cabre et le jette dans un marais ; un coup de sabre ouvre son front, et, en perdant connaissance, il s'écrie : « Frères, donnez-moi le dernier coup. » Un kosak allait exaucer ce vœu, lorsqu'un autre l'arrête en disant : « Ne le tue pas, c'est Kosciuszko. » Tous les Polonais tombèrent à leur poste avec héroïsme. Relevé par les Russes, le généralissime languit deux ans dans les cachots de Saint-Pétersbourg. Rendu à la liberté par Paul Ier, il partit pour l'Amérique, et y resta dix-huit mois, revint en France où il fit tout pour provoquer quelque tentative en faveur de la Pologne, puis se retira en Suisse, à Soleure, où il mourut le 15 octobre 1817. Son corps, transporté à Varsovie, repose à côté des tombes royales.

« Kosciuszko, dit un de ses biographes, est le dernier des chevaliers et le premier des citoyens, l'un de ceux qui ont porté le plus haut le drapeau de l'ancienne cause polonaise : une générosité sans bornes ni mesure ; un cœur net comme l'acier, et avec cela une âme tendre, confiante et crédule ; une douceur, une facilité d'enfant, un héros, un saint, un simple... Appelé à la défense d'une cause désespérée, à la lutte la plus inégale, il accepta, crut au miracle, et, comme un chevalier, un saint, embrassa magnanimement les deux chances, victoire ou martyre. »

§ IX. — *Troisième partage.*

Il restait encore trente mille hommes de troupes nationa'es, tant anciennes que de nouvelles levées, mais elles étaient mal armées, sans approvisionnements et accablées par les revers et les fatigues. Poniatovski, neveu du roi, était à la tête de quinze mille hommes. Instruit du désastre de Kosciuszko, il manœuvra avec succès pour se replier sur Varsovie, dont il était indispensable de couvrir les approches. Madalinski et Dombrovski se joignirent à lui, et les troupes polonaises prirent position en avant du faubourg de Praga. Le 19 octobre, elles furent attaquées par les troupes prussiennes, commandées par Klinckowstrom, qui leur fit beaucoup de prisonniers. Le 26, les Russes remportaient aussi un avantage assez considérable.

Le 2 novembre, Souvarof, après avoir opéré la réunion de toutes ses troupes, s'approcha du faubourg de Praga, à la tête de quarante mille combattants. Tout avait été employé pour mettre ce faubourg en état de défense. Plus de cent pièces de canon y avaient été portées, et près de douze mille hommes de troupes réglées y étaient secondées par une nombreuse population déterminée à une énergique défense, qui eût pu triompher, si on avait fait un siége régulier. Mais, le 4, l'ennemi ordonna un assaut général sur tous les points. Les colonnes russes s'affaiblissaient déjà, lorsque trois d'entre elles pénétrèrent à la fois dans le faubourg et furent sui-

vies des autres. Alors commença un carnage horrible, malgré lequel les Polonais résistaient toujours. Dix mille habitants, sans distinction d'âge ni de sexe, furent égorgés dans les rues, dans leurs maisons, dans les églises ; hommes, femmes, enfants, vieillards, tout fut massacré ; les enfants, arrachés du sein de leurs mères, furent lancés sur les piques des kosaks ; les prêtres tués sur leurs autels inondés de sang ; en un mot, toutes les cruautés de la soldatesque effrénée signalèrent cette atroce boucherie. Souvarof criait aux siens : « Amusez-vous, » et se faisait tranquillement préparer un bain, tandis que les os d'un monceau d'agonisants craquaient sous le poids de la grosse artillerie qu'on roulait sur eux. Tous ceux qui voulurent se retirer à Varsovie, tombèrent dans la Vistule, le pont ayant été miné par les Russes ; enfin, la moitié de la troupe réglée avait péri sous les coups de l'ennemi, et lorsque Souvarof entra dans le faubourg, il ne put marcher que sur des cadavres. La nuit vint cacher le spectacle effroyable de Praga dépeuplé, et le lendemain fut employé à balayer et à laver les rues qu'obstruaient dix-huit mille morts et des torrents de sang.

La négociation pour la reddition de Varsovie fut aussitôt entamée, et, remarquons-le, le général russe ne voulut point traiter au nom de la République, disant que *Catherine n'était point en guerre avec la République, que son armée n'avait d'autres ordres que de réduire à l'obéissance ceux qui avaient troublé le repos de l'Etat*. Enfin, le 7 novembre, convaincue de l'impossibilité de

résister, Varsovie capitula. Le 8, on fit publier dans toute la ville que la capitulation était signée et que les troupes ennemies entreraient le lendemain. Les prisonniers russes et prussiens furent aussitôt mis en liberté, et chacun, morne et silencieux, attendit avec angoisse le jour qui allait, pour la dernière fois, se lever sur un peuple libre.

Lorsqu'on pouvait craindre pour Varsovie un massacre plus terrible peut-être encore que celui de Praga, Ignace Potoçki se présenta à Souvarof et offrit sa tête pour sauver celle de ses concitoyens : « Je suis, lui dit-il, l'auteur de la constitution du 3 mai, l'instigateur principal de l'insurrection ; je viens m'offrir en expiation. » Le farouche vainqueur fut lui-même ému de ce noble sacrifice ; il fit son entrée dans la capitale le 9 novembre. Les débris de l'armée polonaise, qui s'étaient dispersés, furent successivement désarmés, et tous les citoyens qui s'étaient signalés par leur patriotisme furent déportés en Sibérie ou jetés dans les prisons et les forteresses de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche.

Pour épargner le récit d'ignobles intrigues, nous passerons sous le silence les scandaleux débats qui s'élevèrent entre les trois cours pour le partage des restes de cette Pologne avec laquelle ils déclaraient n'être « point en guerre, » venant seulement rétablir « son repos troublé. » C'est à qui sera le plus cupide, à qui sera le plus fourbe, à qui exclura son allié. Quoique anéantie depuis 1795, la république ne sut à qui elle appartiendrait jusqu'à l'accord qui eut lieu le 21 octobre 1796.

Remarquons qu'à chaque démembrement les gouvernements spoliateurs s'obligeaient solennellement, « pour eux et pour leurs successeurs,» par les traités mêmes de partage, à respecter ce qui restait des possessions polonaises. Or, voici de quelle manière ils tinrent leurs engagements. La Russie, qui s'était déjà emparée de la Kourlande et de Sémigal, prit toute la Lithuanie, la presque totalité de la Samogitie, de la Volynie et du pays de Chelm, c'est-à-dire 2,183 milles carrés. L'Autriche obtint les contrées entre le Bug et la Vistule, ou une portion des palatinats de Lublin, de Sandomir, de Brzesc, de Belz, de Mazovie, de Podlachie et de Krakovie, 834 milles carrés. La Prusse eut tout le territoire situé sur la rive gauche du Bug et de la Vistule, une partie des trois derniers palatinats, outre d'autres provinces, en tout 697 milles carrés. Le point de réunion des partages fut Niemirov, ville dont le nom signifie *discorde*. « Ainsi, dit un historien moderne, fut rayée de la liste des États européens la vaillante nation qui avait servi si longtemps de barrière à l'Europe contre les Russes, les Turcs et les Tartares; ainsi fut consommée cette longue et persévérante iniquité qui emporta pièce à pièce, qui mutila membre à membre l'infortunée Pologne, qui trois fois mit la hache dans ses chairs vives, et enfin la frappa au cœur. »

L'exécution de cette grande spoliation ne fut pas moins atroce que l'acte lui-même. Tout ce que possédait Varsovie, archives, actes publics, bibliothèques, musées, fut enlevé, transporté à Saint-Pétersbourg, pillé, dispersé,

brûlé. Il en fut de même des insignes royaux, archives, joyaux du trésor et autres objets qui furent emportés de Krakovie par les Prussiens. Toutes les villes polonaises furent ainsi dépouillées.

Quant au roi Stanislav-Auguste, il reçut dès 1795 l'ordre de se rendre à Grodno, où, par un raffinement d'ironie, on lui fit signer un acte d'abdication, le 25 novembre, jour anniversaire de son couronnement. Appelé en 1797 de Grodno à Saint-Pétersbourg, il y vivait de la pension de 200,000 ducats que lui faisait la Russie, lorsqu'il mourut, le 12 février 1798, à l'âge de soixante-six ans. Le tzar Paul Ier lui fit faire des obsèques royales.

Cependant la Pologne avait eu la gloire, avant sa chute, de réformer complétement ses lois, ses institutions, ses mœurs, d'étouffer tous les germes de discordes intestines, de rallier à elle tous ses enfants et de se montrer au monde telle qu'elle était, radieuse et régénérée même en succombant sous les efforts coalisés des trois puissances spoliatrices. La noblesse elle-même avait appelé toutes les autres classes à la jouissance de tous les droits civiques et de toutes les libertés sociales et politiques. La bourgeoisie, pleine du sentiment national le plus ardent, était toute dévouée à la république. Les dissidents, recouvrant la liberté la plus entière et l'exercice de tous les droits de citoyen, ne songèrent plus qu'à demander à la patrie l'appui qu'ils avaient en vain si longtemps espéré de l'étranger. Les paysans émancipés étaient devenus les plus intrépides soldats de Kos-

ciuszko. La constitution du 3 mai 1791 avait uni tous les esprits, tous les cœurs. La Pologne était une, elle n'avait plusqu'une âme. Aussi devint-elle impérissable, immortelle au moment même où fut consommé l'attentat qui la fit disparaître du rang visible des nations; et à *la Pologne en décadence* nous allons voir succéder *la Pologne renaissante*.

LA POLOGNE RENAISSANTE.

1795-1863.

I

Légions polonaises en Italie, en Allemagne, a Saint-Domingue (1795-1806).

Un peuple vit tellement de l'idée commune qui le constitue, qu'il peut continuer d'exister même sans territoire. C'est ce qui eut lieu autrefois pour les Juifs, et dans les temps modernes pour la Pologne. « Les races slaves, dit M. Saint-Marc-Girardin, ne meurent pas; elles s'éclipsent. Dans l'éclipse qui commença alors, la Pologne était toujours debout, quoique son sol fût aux mains des trois puissances spoliatrices. Celles-ci le comprenaient si bien qu'elles emprisonnèrent et déportèrent en Sibérie, et jusqu'au Kamtschatka, 14,000 de ses plus illustres et de ses plus généreux enfants. Mais, dans les cachots ou l'exil, tous répétaient ce chant patriotique : « *La Pologne ne périra pas tant que nous vivrons.* »

Ceux qui échappèrent à la captivité et à la déportation se rendirent en Turquie et surtout en France et en Italie, où ils reconstituèrent déjà l'armée de la Pologne, mise au service de notre patrie. Cimentant cette union de leur sang, ils combattirent avec nous sur tous les champs de bataille, et déployèrent dans cette intime confraternité d'armes cette intrépidité proverbiale qui depuis longtemps les avait rendus célèbres. Leur histoire continua, sous le drapeau de la France, par les *légions polonaises* qui nous rendirent d'incalculables services militaires en Italie, en Egypte, sur le Rhin, à Moskou et partout.

Appelé à Paris, au nom des Polonais, le général Dombrovski y arriva le 30 septembre 1796. Il y fut précédé par l'acte de confédération, que les patriotes polonais, réunis secrètement à Krakovie, avaient dressé le 6 janvier. Par cet acte, les confédérés s'engageaient à sacrifier biens, existence et tout ce qui était en leur pouvoir, au premier appel de la nation française. Dombrovski fut reçu avec empressement par le Directoire, qui l'envoya à Milan seconder les opérations de Bonaparte. Avant qu'il y arrivât, Michel Oginski avait écrit à Napoléon une lettre remarquable pour lui demander son appui dans la cause polonaise. Bonaparte dit à Sulkoskvi, qui lui avait présenté la lettre : « Écrivez à votre compatriote que j'aime les Polonais et que j'en fais grand cas ; que *le partage de la Pologne est un acte d'iniquité* qui ne peut se soutenir ; qu'après avoir terminé la guerre en Italie, *j'irai moi-même à la tête des Français pour forcer les puissances à restituer la Pologne.* »

Le 9 janvier 1797, Dombrovski signa avec la république lombarde une convention par laquelle il lui garantissait les services de ses compatriotes pour la défense de sa liberté, et, en échange, la république accordait aux Polonais le droit de citoyens lombards et tout ce qui serait nécessaire à l'entretien des troupes. Les Polonais gardèrent leur uniforme, prirent la cocarde française et les contre-épaulettes aux couleurs nationales lombardes, avec cette inscription : *Gli uomini liberi sono fratelli* (les hommes libres sont frères). Après cette convention, ratifiée par Bonaparte, Dombrovski adressa, le 20 janvier, à ses compatriotes une proclamation remarquable, et tous accoururent en Italie rejoindre les soldats qui formaient la première légion. Ils n'y arrivèrent qu'après bien des obstacles, obligés de traverser six cents lieues d'un territoire ennemi, exposés à être pris et enrôlés de force dans l'armée autrichienne.

Si la formation des légions polonaises, en Italie, servait les intérêts de leur nation, elle rendit aussi directement d'immenses services à la France, et contribua puissamment aux victoires et aux prodigieux succès de Bonaparte. Il ne fut pas longtemps à s'apercevoir que les Polonais lui étaient indispensables et qu'il ne pouvait attaquer la Prusse, l'Autriche et la Russie sans les avoir pour lui. Il s'efforça donc de nourrir leurs espérances par ses émissaires ; il eut soin de séparer tous les prisonniers polonais que le sort de la guerre mettait entre ses mains, pour compléter les légions d'Italie et du Rhin : il travaillait sourdement dans les provinces polo-

naises, soumises aux trois cours, et ses constantes victoires augmentaient chaque jour le nombre de ses adhérents.

Déjà en avril 1797, Dombrovski était à la tête de 5,000 Polonais et proposa un plan d'insurrection slave au Directoire, qui allait l'accepter, lorsque Napoléon signa la paix à Leoben, le 18 avril, puis à Campo-Formio, le 27 octobre, et détruisit ainsi l'espoir des Polonais. Dombrovski se rendit au camp de Bonaparte et lui fit de justes reproches sur sa conduite; Bonaparte lui répondit que le moment n'était pas encore venu, et qu'il fallait patienter et persévérer.

Les Polonais persévérèrent en effet. Cette déception ne les refroidit pas, et leur dévouement fut le même depuis le premier appel, pour la cause républicaine, jusqu'à la défaite de Waterloo. A la fin de 1797, les légions polonaises comptaient déjà 7,146 combattants, et s'étaient signalées à Rimini, Salo, Brescia, et en prenant Vérone d'assaut. Bientôt après, elles furent appelées à la campagne de Rome. Dombrovski entra dans la ville éternelle à la tête de ses légions, le 3 mai 1798, jour anniversaire de la constitution de 1791; le premier bataillon et l'artillerie occupèrent le Capitole. L'étendard de Mahomet, que jadis Sobieski, après la délivrance de Vienne, en 1683, avait déposé avec son sabre à Notre-Dame de Lorette, furent les glorieux trophées que le consulat romain offrit à Dombrovski. L'étendard suivit dès lors le quartier général des légions, et le sabre fut envoyé à Kosciuszko. Le général en chef autorisa la célé-

bration solennelle de la fête de Saint-Stanislas, leur patron, dans leur église nationale de Rome, fondée en 1580 par le cardinal Hosius. Dans tout le cours de leurs campagnes, les soldats polonais observaient scrupuleusement toutes les pratiques du culte catholique.

Sans solde, sans habits, dépourvus de tout, ils se couvrirent de gloire à Ferentino, à la Coza, à Frosinone, à Magliano (1er décembre 1798), à Civitta-Castellano (4 décembre), où une charge de la cavalerie polonaise décida la victoire de 6,000 hommes contre 40,000 Napolitains, enlevèrent d'assaut Fabricia et Fellari, firent 3,000 prisonniers, prirent 16 canons; se signalèrent à Sezza, à Castano, à Terracine, à Trajetto (9 janvier 1799), forcèrent le passage du Garigliano, et le 22 janvier occupèrent Naples. Leur conduite, si remarquable, avait provoqué l'ordre du jour suivant, donné au quartier général français le 2 décembre 1798 :

« L'armée est prévenue qu'une colonne de Napolitains, forte de *cinq mille* hommes, a attaqué hier le poste de Magliano et s'en était emparée. Le général polonais Kniazievicz, à la tête de *trois cents* hommes de sa légion a reçu l'ordre d'attaquer Magliano. Il a forcé l'ennemi de s'enfuir, en a tué un grand nombre, fait des prisonniers, pris tous les équipages de campements, toute la pharmacie et les bagages. Les Polonais se sont conduits avec infiniment de bravoure. Il est à remarquer qu'un corps de *trois cents* hommes en a repoussé un de *cinq mille*. — Léopold Berthier. »

Pour prix de tant de faits d'armes, Championnet,

commandant en chef des troupes franco-polonaises, envoya Kniazievicz présenter au gouvernement français les drapeaux pris sur l'ennemi. Le général polonais prononça devant le Directoire un discours remarquable qui se termine ainsi : « Mes compatriotes, pénétrés de reconnaissance et pleins d'espoir dans la bienveillance de la grande nation, ont juré, dans leur âme, que la cause de la république française leur sera toujours sacrée, car ils la considèrent comme commune et à jamais inséparable de la leur. Vive la république! »

Barras, président du Directoire, répondit au général polonais et finit en ces termes : « Retournez, citoyen, vers les vainqueurs de Capoue et de Naples; revoyez ces braves Polonais qui ont préféré l'exil à l'esclavage : la république les a adoptés, la France est leur patrie. Revoyez les rangs de ces héros républicains, compagnons et témoins de vos exploits; allez partager avec eux toute l'estime de la patrie et les félicitations du Directoire; dites à vos légions que leur courage a démontré qu'elles étaient dignes de la liberté, et que l'histoire n'offre rien de comparable à leurs triomphes. »

A peine le bruit de ces victoires était-il arrivé au Directoire qu'une nouvelle coalition du Nord s'était formée contre la France; Souvarof, le bourreau de Praga, commandait les Austro-Russes. La perte qu'essuyèrent les Polonais dans les combats du 26 mars et 15 avril 1799 témoigna de l'énergie de leur résistance. A cette occasion le Directoire leur adressa, le 28 avril, les remercîments suivants : « Braves Polonais! vous

n'avez pu arracher votre patrie à l'asservissement, mais vous avez juré de défendre la liberté partout où elle portera ses étendards ! C'est avec un courage digne d'elle que vous avez combattu le 6 germinal. Le Directoire, à qui le général en chef de l'armée d'Italie en a rendu compte, vous en témoigne toute sa satisfaction. En cimentant de votre sang l'édifice républicain, vous laisserez à vos compatriotes votre souvenir, votre exemple et le noble désir de vous imiter. »

Cependant au milieu de ces triomphes, continués à Ocella, Cortone, Pérouse, les Polonais épuisaient les dernières gouttes de leur sang. Les combats de Grassano, de Trebia, de Tidone, de Rivalta leur enlevèrent plus de 7,000 hommes. A celui de Trebia, qui dura trois jours (17, 18 et 19 juin 1799), ils perdirent plus de 1,000 hommes, et à celui de Novi, 1,500. La deuxième légion, réduite de 4,000 à 800, fut faite prisonnière par trahison à la capitulation de Mantoue. La première, partie de Naples, fit sa jonction avec la grande armée, après avoir surmonté des difficultés inouïes, et, le 5 nivôse an VIII (1799), Bonaparte adressa la lettre suivante à Dombrovski qui la commandait : « De retour en Europe, citoyen général, j'ai appris la conduite que vous et vos braves avez tenue en Italie pendant la dernière campagne ; dites-leur qu'ils sont toujours présents à ma pensée, que je compte sur eux, que j'apprécie leur dévouement pour la cause que nous défendons, et que je serai toujours leur ami et leur camarade. »

Les Polonais avaient aussi mêlé leur sang à celui de

la France dans la campagne d'Egypte où se distinguèrent Ziaonczek, Sulkovski et une foule d'autres.

Détruites une première fois par leurs propres victoires, les légions polonaises se reformèrent bientôt et reparurent simultanément en Italie et en Allemagne. Celles d'Italie, réorganisées par l'infatigable Dombrovski, avaient, dès le 3 octobre 1800, quatre nouveaux bataillons que d'autres suivirent, elles furent réduites à 800 hommes par la campagne de Marengo, mais le 20 novembre elles comptaient 5,000 combattants. Elles s'illustrèrent à Castel-Novo, Calvacello, Sermione et au siége de Peschiera.

De leur côté, les légions, dites du *Danube*, et réunissant 3,600 Polonais commandés par le général Kniazievicz, se couvrirent de gloire sur les champs de bataille de Francfort et d'Offembourg, et le 3 décembre 1800 décidèrent la célèbre bataille de Hohenlinden, en délivrant la division française Richepanse, assaillie par les Autrichiens. Le commandant en chef, Moreau, reconnut publiquement, dans son rapport, « que l'armée française devait le succès de cette glorieuse journée à l'inébranlable constance du général Kniazievicz, dont les soldats avaient pour la première fois combattu sous ses yeux. » Ils ne se signalèrent pas moins au passage de la Saltza, et, depuis, formant l'avant-garde de l'armée du Rhin, ils ne laissèrent aucun repos à l'ennemi. Mais la trêve de Styrie et la paix de Lunéville (26 janvier 1801) vinrent tromper pour la quatrième fois les espérances de la Pologne. Non-seulement Napoléon ne sti-

pula rien pour elle, mais il eut la faiblesse de consentir à la demande de l'Autriche, qui exigea que le nom de *légions polonaises* disparût des cadres de l'armée française.

Quelle ne fut pas la douleur des Polonais en présence de si cruelles déceptions! Cependant, après tant de combats meurtriers, les légions polonaises comptaient encore 15,000 hommes. Le premier consul voulut en composer sa garde; mais les Polonais, se prêtant peu à ce projet, quelques-uns furent dirigés sur Naples et incorporés dans les troupes de Murat, après la paix d'Amiens conclue le 27 mai 1802. Huit cents autres, malgré leurs protestations, leur résistance et sous la menace du feu de la mitraille, furent embarqués à Gênes et à Livourne pour la fatale expédition de Saint-Domingue, où presque tous périrent par le climat, la maladie, la guerre. Voilà comment furent récompensées six années de luttes, de privations inouïes, de sacrifices héroïques pour la France. Kosciuszko avait-il donc raison lorsqu'il disait : « Je ne sais pourquoi, malgré la sympathie qui règne entre les Français et les Polonais, les Français nous abandonnent toujours dans les crises les plus décisives? » Ce n'était plus là seulement un abandon, mais une odieuse ingratitude.

Cependant une partie de la légion sous les ordres de Dombrovski, dissoute et dispersée sur plusieurs points de l'Europe, vit bientôt des jours meilleurs (1806).

II

Grand-Duché de Varsovie (1807-1815).

§ I. — *Les Polonais sous l'Empire, de* 1807 *à* 1812.

Pendant ce temps, les trois puissances spoliatrices s'efforçaient de détruire tout ce qui pouvait rappeler la nationalité polonaise, sa religion, ses lois, ses institutions, ses mœurs, ses coutumes, ses monuments historiques, et faisaient sentir leur domination par des exactions et des persécutions de tout genre. Mais la Pologne, toujours vivante, luttait avec succès. Le zèle infatigable du prince Adam Czartoryski assurait l'existence des écoles nationales, et les mettait à l'abri des spoliations russes. L'université de Vilna, organisée par Jérôme Stroïnovski, ancien piariste, acquit bientôt une grande célébrité, et devint un foyer de lumière pour toute la Lithuanie. Thaddée Czacki fonda le lycée de Krzemieniec, et répandit l'instruction dans toutes les provinces du midi. La célèbre *Société des Amis des sciences*, établie en 1801 à Varsovie, eut pour but principal la conservation de la langue polonaise. Ainsi la Pologne, qui avait déjà une armée à l'étranger, se réfugiait à l'intérieur dans deux citadelles inexpugnables, la religion et la science. C'est ainsi qu'elle renaissait même sous le joug, qui d'ailleurs allait sous peu être brisé pour une partie de ses anciennes provinces.

Bientôt il se forma, malgré les traités, une nouvelle

coalition austro-russe, que Napoléon brisa à Austerlitz, le 2 décembre 1805. Avant cette bataille, il avait envoyé des agents à Varsovie pour préparer le rétablissement de la Pologne qu'il méditait. Mais il n'osa pas, et ce fut cette grande faute politique qui le perdit. La victoire d'Iéna, remportée le 14 octobre 1806, lui fournissait cependant l'occasion la plus propice de relever ce grand empire, dont le dévouement à la France était sans bornes, et qui, tenant en respect à la fois la Prusse, l'Autriche et la Russie, aurait prévenu la chute de Napoléon et les fatales invasions de 1814 et 1815.

Napoléon comprit pourtant la nécessité de rétablir au moins la partie de la Pologne dont s'était emparée dans les derniers temps la Prusse qu'il venait d'écraser. La restauration du duché de Varsovie pouvait être le germe de celle de la Pologne tout entière. Le 3 novembre 1806, Dombrovski fit un appel à la nation polonaise ; le 7, les troupes françaises entrèrent à Posen et le 28 à Varsovie, où elles furent accueillies avec des transports de joie et d'enthousiasme. Le gouvernement fut confié à des Polonais et la justice se rendit au nom de Napoléon. Le 11 décembre, celui-ci avait conclu un traité d'alliance offensive et défensive avec le roi de Saxe, et dans la nuit du 18 au 19 il arriva à Varsovie. Une *commission suprême de gouvernement* fut instituée par décret du 14 janvier 1807.

Dès le mois de novembre précédent, des députés polonais étaient venus, à Berlin, présenter à l'Empereur les vœux de la nation et le solliciter de proclamer l'indé-

pendance de leur patrie. « *La France*, leur répondit-il, *n'a jamais reconnu les différents partages de la Pologne;* je ne puis néanmoins proclamer votre indépendance que lorsque vous serez décidés à défendre vos droits comme nation, les armes à la main, par toutes sortes de sacrifices, celui même de la vie... Instruits par vos malheurs, unissez-vous, et prouvez au monde qu'un même esprit anime toute la nation polonaise. » Ils l'avaient assez prouvé depuis longtemps, et Napoléon lui-même avait pu voir s'ils savaient mourir pour la défense de leur nationalité.

Le 27 du même mois de novembre 1806, le comte Radzinunski, à la tête des sénateurs polonais, adressa à Napoléon un discours où il le suppliait de faire renaître la Pologne de ses cendres. L'empereur lui répondit : « Ce qui a été détruit par la force, ne peut être rétabli que par la force. Je verrais avec un vif intérêt le royaume de Pologne se relever, et son indépendance assurer celle de ses voisins, menacée par l'ambition démesurée de la Russie. Mais des discours et des vœux stériles ne suffisent pas ; si les prêtres, les nobles, les bourgeois font cause commune, prennent la ferme résolution de triompher ou de mourir, ils triompheront, et *ils peuvent toujours compter sur ma protection.* »

Trente mille Polonais déjà sous les armes se couvrirent de gloire à Dirschau, à Mewe, à Grandentz et au siége de Dantzik. Le 3 mai 1807, la garde nationale de Varsovie fut organisée, le faubourg de Praga fortifié et les travaux de la forteresse de Modlin activement pour-

suivis. Enfin le 7 juillet, Napoléon, par le traité de Tilsitt, constitua de la Prusse polonaise et de plusieurs autres provinces de l'ancienne Pologne, le grand-duché de Varsovie, qu'il concéda à Frédéric-Auguste, roi de Saxe, le même que la constitution du 3 mai appelait au trône, pour succéder à Stanislav-Auguste Poniatovski. Le 22 juillet, Napoléon signa à Dresde le Statut constitutionnel du grand-duché, dont les articles proclamaient l'émancipation complète des paysans décrétée par la diète de 1791, l'égalité devant la loi, le catholicisme, religion de l'État, la liberté des cultes, une diète nommée par les diétines et les assemblées communales divisée en deux chambres, un sénat à vie et une chambre des nonces, le vote du budget, l'indépendance des tribunaux, l'administration des villes et des bourgs par des palatins et des castellans, et la création d'une armée permanente composée de douze régiments d'infanterie, six de cavalerie et d'une brigade d'artillerie. La première diète se réunit le 1er mars 1809, et le Code Napoléon y fut adopté par cinq cents voix contre deux.

Frédéric-Auguste nomma des palatins et des castellans, et rétablit l'ordre militaire, *Virtuti militari*, fondé en 1792, et aboli par la confédération de Targovica. Bientôt l'armée fut complétement organisée. On vit s'élever à Varsovie des écoles militaires, de génie, de droit, de médecine, et une Chambre d'éducation s'occupa d'une nouvelle organisation de l'instruction nationale. Les Polonais conçurent les plus hautes espérances, en voyant ce pays, qui n'avait, il est vrai, que trois mil-

lions d'habitants et dix-huit cents lieues d'étendue divisées en six départements, administré comme un État destiné à jouer un grand rôle, entretenant une puissante armée, ayant un sénat, un corps législatif, un conseil d'État, des ministres pour toutes les parties de l'administration, un résident français, etc.; ils ne doutèrent pas du rétablissement complet de la Pologne, surtout en rapprochant l'état de leur grand-duché des promesses de l'empereur à Berlin, à Posen, à Varsovie.

A peine ce duché était-il constitué, que Napoléon déclara la guerre à l'Espagne, et l'élite des troupes polonaises, connues sous le nom de *Légions de la Vistule,* allèrent dans ces pays lointains soutenir les efforts de l'armée française. Comme partout et toujours les Polonais s'illustrèrent sur les bords de l'Ebre et du Tage. Les annales de cette guerre sont remplies de leurs hauts faits d'armes, principalement aux deux prises de Sarragosse et au passage de Sommo-Sierra. Mais, tandis qu'ils servaient la France en Espagne, l'Autriche envahit le duché de Varsovie, sans déclaration de guerre, et occupa la capitale à la suite d'une sanglante bataille livrée le 19 avril 1809. Joseph Poniatovski porta son quartier général à Serok, battit les Autrichiens à Grochov, à Radzymin, surtout à Gora, et entra à Lublin le 14 mai; les 18 et 20, les généraux Sokolnicki et Pelletier prirent les forteresses de Zamosc et de Sandomir, et le 28 mai Rozniecki occupa, au nom de Napoléon, Léopol, capitale de la vieille Galicie, province envahie par l'Autriche dès 1772, et qui revint ainsi à la Pologne.

A la suite de semblables victoires des armes polonaises dans la grande Pologne et la Mazovie, l'archiduc Ferdinand d'Este se sauva, dans la nuit du 1er au 2 juin, de Varsovie, qui le même jour fut réoccupée par les Polonais. Alors les dames quittèrent le deuil qu'elles n'avaient pas cessé de porter pendant les quarante jours de l'occupation ennemie. Le 15 juillet, Poniatovski fit son entrée à Krakovie, et l'avant-garde polonaise était déjà sur la route de Vienne, lorsqu'arriva la nouvelle de la paix conclue entre Napoléon et le gouvernement autrichien, le 14 octobre 1809. Rien ne saurait peindre la consternation des Polonais, qui, voyant l'Autriche écrasée à Wagram, prise entre deux feux, s'attendaient à faire reconnaître l'existence de la Pologne qu'ils venaient de reconquérir à force d'héroïsme et de sacrifices. L'ancienne Galicie leur fut arrachée et la nouvelle Galicie fut organisée en quatre nouveaux départements auxquels s'appliqua la constitution du grand-duché de Varsovie, qui fut ainsi augmenté de 2 millions d'âmes.

Les années 1810 et 1811 furent consacrées à l'organisation complète de l'armée et de tous les services publics, à d'utiles fondations, à de sages mesures pour ramener partout l'ordre et la prospérité.

§ II. — *Indépendance de la Pologne proclamée. Campagne de Russie. Joseph Poniatovski. Napoléon Ier et la Pologne* (1812-1815).

Les trois puissances co-partageantes avaient lieu de craindre le rétablissement de toute l'ancienne Pologne.

La Russie, pressentant que, pour sa part, elle y serait bientôt forcée par une prochaine rupture avec Napoléon, prétendait prendre elle-même l'initiative, en organisant le duché de Lithuanie comme État distinct et indépendant, sur ces bases, d'après les Mémoires du comte Oginski : « L'administration serait confiée à un chef qui devrait avoir une cour et une représentation; les lois, statuts et formes de procédure de la Lithuanie seraient seuls admis; les Lithuaniens seraient placés au rang des autres gouvernements de l'empire, pour les impôts et leur mode de perception, etc., etc. » Il fut même question du rétablissement du royaume entier de Pologne. Mais déjà il était trop tard. Le 14 mai 1812, la France concluait avec l'Autriche un traité dont un des articles secrets garantissait à cette dernière puissance la possession de l'Illyrie en échange de la Galicie, qui devait être restituée à la Pologne; ce qui eût fait ainsi du duché de Varsovie un puissant État de 17 millions d'âmes. L'abbé de Pradt fut nommé ambassadeur extraordinaire de la France à Varsovie, et le baron Bignon chargé d'affaires, résidant à Vilna. Le 2 juin, Napoléon était à Posen; le 24, son armée passait le Niemen à Kovno; et le 28, lui-même faisait son entrée à Vilna.

Ce jour marquait un acte mémorable et solennel dans les annales polonaises. Le 26, le vieux prince Adam Czartoryski, staroste général de Podolie, avait ouvert la diète. Le conseil des ministres proposa, au nom du roi, d'appeler la nation à se confédérer pour l'indépendance de la patrie. Le 28, la diète proclama , au milieu des

acclamations les plus enthousiastes, la Pologne rétablie, et réunissant de nouveau dans un seul et même État le peuple polonais et lithuanien; elle convoqua les diétines, déclara la nation confédérée pour recouvrer son indépendance et somma tous les Polonais employés par la Russie de se mettre au service de la Pologne. « Quel jour! quel joie! quels transports! Qui pourra jamais les peindre! » s'écrie M. de Pradt, témoin de ce grand acte de réparation. C'était une ivresse qui tenait du délire; on pleurait de bonheur; toutes les rues retentissaient de cris et de chants populaires. Tous les édifices furent subitement pavoisés des anciennes bannières polono-lithuaniennes, et chaque habitant arbora la cocarde bleue et amarante.

La diète, transformée en confédération générale du royaume, jura solennellement de poursuivre jusqu'au bout et par tous les moyens l'œuvre de l'indépendance nationale, appela tous les citoyens aux armes, et toute la population voulait prendre part à cette lutte sacrée. La Lithuanie, la Samogitie, la Volynie, l'Ukraïne, la Podolie répondirent avec transport à l'appel de la patrie, et des étrangers même s'y associèrent. Une députation, envoyée à Napoléon, lui dit :

Sire! la diète du grand-duché de Varsovie réunie à l'approche des armées de V. M. a reconnu d'abord qu'elle avait des droits à réclamer et des devoirs à remplir. Elle a déclaré le rétablissement du royaume de Pologne... Nation indépendante depuis des temps reculés, nous n'avons perdu notre territoire ni par des traités, ni par des conquêtes, mais par la trahison qui n'a jamais constitué de droit. Nous avons vu le dernier roi traîné à

Pétersbourg où il a péri, et notre nation mise en lambeaux par des princes avec qui nous n'avions pas la guerre.

Oui, sire, la Pologne est proclamée, elle existe par les lois, mais elle doit exister par le fait. Dites, sire : *Le royaume de Pologne existe*, ce décret sera pour le monde équivalent à la réalité. Nous sommes seize millions de Polonais, parmi lesquels il n'y en a pas un dont le sang, le bras, la fortune ne soient dévoués à V. M... Depuis trois siècles, la Pologne a toujours tourné ses regards vers la France ; nous présentons à V. M. l'acte de la confédération par lequel nous réclamons l'existence de la Pologne. Nous renouvelons devant vous, au nom de tous nos frères, le serment de persévérer dans cet engagement solennel en y concourant de toutes nos facultés morales, de tous nos moyens et, s'il le fallait, avec tout le sang qui coule dans nos veines, afin d'achever une entreprise qui n'aura pas été formée en vain, si V. M. daigne l'appuyer.

L'empereur répondit :

Gentilshommes, députés de la confédération de Pologne, j'ai entendu avec intérêt ce que vous venez de me dire. Polonais, je penserais et j'agirais comme vous, j'aurais voté comme vous dans l'assemblée de Varsovie. L'amour de la patrie est la première vertu de l'homme civilisé.

Dans ma position, j'ai bien des intérêts à concilier et bien des devoirs à remplir ; *si j'eusse régné lors du premier, du second ou du troisième partage de la Pologne, j'aurais armé tout mon peuple pour vous secourir*. Aussitôt que la victoire m'a permis de restituer vos anciennes lois à votre capitale et à une partie de vos provinces, je l'ai fait avec empressement.

J'aime votre nation ; pendant seize ans j'ai vu vos soldats à mes côtés dans les champs d'Italie et d'Espagne ; j'applaudis à tout ce que vous avez fait ; j'autorise les efforts que vous voulez faire ; tout ce qui dépendra de moi pour seconder vos efforts, je le ferai.

Si vos efforts sont unanimes, vous pouvez concevoir l'espoir de réduire vos ennemis à reconnaître vos droits ; mais dans ces contrées si éloignées et si étendues, c'est surtout sur l'unanimité

des efforts de la population qui les couvre que vous devez fonder vos espérances de succès.

Je vous ai tenu le même langage lors de ma première apparition en Pologne.... Que la Lithuanie, la Samogitie, Witepsk, Polotsk, Mohilow, la Wolhynie, l'Ukraine, la Podolie soient animées du même esprit que j'ai vu dans la grande Pologne, et la Providence couronnera par le succès la sainteté de votre cause; elle récompensera ce dévouement à votre patrie, qui vous a rendus si intéressants et vous a acquis tant de droits à mon estime et à ma protection, *sur laquelle vous devez compter dans toutes les circonstances.*

Deux jours auparavant, Napoléon parlait en ces termes, dans son 6e bulletin du 12 juillet:

Le peuple de Pologne s'émeut de tous côtés. L'aigle blanche est arborée partout. Prêtres, nobles, paysans, femmes, tous demandent l'indépendance de leur nation. Les paysans sont extrêmement jaloux du bonheur des paysans du grand-duché, qui sont libres : car, quoi qu'on dise, la liberté est regardée par les Lithuaniens comme le premier des biens. Les paysans s'expriment avec une vivacité d'élocution qui ne semble pas appartenir aux climats du nord; et tous embrassent avec transport l'espérance que la fin de la lutte sera le rétablissement de leur liberté.

Dans cette fatale campagne de Russie, le duché de Varsovie, qui ne comptait guère que quatre millions d'habitants, trouva moyen de fournir à la France une armée de 80,000 hommes, placée sous les ordres de Joseph Poniatovski et divisée en quatre corps, commandés par Dombrovski, Zaionczek, Kaminski et Kniazievicz. Comme toujours, elle fit des prodiges et se montra admirable partout, notamment dans les combats des 17 août, 5, 8 et 29 septembre, 18 octobre, 27 novembre, à Smolensk, à Borodino, et entra pour la cinquième fois triom-

phante à Moskou. Mais rien ne peut dire ce qu'elle souffrit, sans solde, sans habits, sans chaussures, sans pain, se nourrissant de chair de cheval, assaisonnée de poudre et de suif, par cet hiver terrible, où les soldats brûlaient des maisons entières pour se jeter en démence dans les flammes et où plusieurs dévorèrent les cadavres de leurs compagnons qui tombaient par milliers. Bobruisk fut assiégée par la division de Dombrovski, Riga par une autre division polonaise, et le corps de Kosinski appuyait l'aile droite des troupes du feld-maréchal Schwartzemberg. Zaionczek avait été amputé sur le champ de bataille, au passage de la Bérézina. A peine 3,000 Polonais parvinrent-ils à regagner leur patrie : 72,000 avaient payé de leur vie leur dévouement à la France.

De ces débris, une partie défendit Dantzik, Thorn, Modlin, Zamosc ; une autre, sous les ordres de Dombrovski, suivit la grande armée en Allemagne ; et une troisième, commandée par Poniatovski, se maintint quelque temps aux environs de Krakovie et de Czènstochova, et, augmentée d'une nouvelle levée de 13,000 hommes, rejoignit en Saxe l'armée française, dont elle partagea tous les périls. Le 19 octobre 1813, elle perdait son chef, Joseph Poniatovski, ce héros si populaire en France comme en Pologne, et qui a été surnommé à juste titre le *Bayard polonais*.

Né le 7 mai 1766, il s'était signalé dès 1787 dans la guerre contre la Turquie, où il fut dangereusement blessé lors de la prise de Sabatch. Après ses glorieuses campagnes de 1792 et 1794 au service de la Pologne contre

la Russie, il avait repris pour la seconde fois le chemin de l'exil, et repoussa les offres brillantes de Catherine II et de Paul Ier ; ce dernier l'en punit par la confiscation de tous ses biens. Rentré dans sa patrie en 1806, il fut ministre de la guerre après la paix de Tilsit, et fit ensuite contre l'Autriche l'admirable campagne de 1809, dont nous n'avons pu même indiquer le sommaire, et qui lui valut la lettre autographe la plus flatteuse de Napoléon, le grand cordon de la Légion d'honneur, un magnifique sabre d'honneur et d'autres présents. Il s'illustra dans la campagne de Russie et surtout dans celle de 1813; paya de sa personne en tous lieux, à Gabel, à Friedland, à Richeberg, fit le 16 octobre devant Leipzig des efforts surhumains, et Napoléon le mit le soir même à l'ordre du jour de l'armée, en le proclamant maréchal de France. Chargé le 19, après de continuels combats, de couvrir la retraite des débris de l'armée française, il contint, avec 700 fantassins et 60 lanciers, des masses formidables, s'écriant : « Compagnons, mourons comme il convient aux enfants de la patrie ! » Deux fois blessé, on le conjurait de ménager ses jours : « Non, répondit-il, Dieu m'a confié l'honneur des Polonais; c'est à lui seul que je veux le remettre. » Atteint d'une troisième blessure et cerné de toutes parts, il passe la Pleisse à la nage, et sommé de se rendre, préfère braver la hauteur et l'escarpement des rives de l'Elster et s'élance dans ses flots rapides où, affaibli par une lutte de plusieurs jours et la perte de son sang, il s'engloutit, malgré les efforts de son fidèle aide de camp Bléchamp, qui périt avec lui.

La Pologne tout entière versa des larmes de désespoir; l'ennemi même s'arrêta pour assister aux funérailles de ce grand homme, dont le corps fut inhumé dans la cathédrale de Krakovie, entre Sobieski et Kosciuszko. Une souscription nationale lui éleva une statue équestre, et les plus humbles chaumières de la France conservent son image avec une sorte de culte.

Avec lui succomba de nouveau la Pologne ; les Russes étaient entrés à Varsovie dès le mois de février 1813. Cependant les Polonais, suivant toujours le drapeau de la France, continuèrent à combattre avec leur bravoure accoutumée. Mais au moment de repasser le Rhin pour entrer en France, ces chevaleresques débris qui se sacrifiaient avec tant d'enthousiasme, voulurent obtenir de Napoléon une déclaration à leur égard. Le 27 octobre, sur un tertre écarté de la route, non loin de Fulde, et au milieu d'un cercle composé d'officiers polonais, l'empereur leur dit :

« On m'a rendu compte de vos intentions : comme empereur, comme général, je ne puis que louer vos procédés ; je n'ai rien à vous reprocher. Vous avez agi loyalement envers moi ; vous n'avez pas voulu m'abandonner sans me rien dire, et même vous m'avez promis de me reconduire jusqu'au Rhin... Aujourd'hui je veux vous donner de bons conseils... Vous êtes maîtres de retourner chez vous, si c'est votre intention ; deux ou trois mille hommes de plus ou de moins, tant braves que vous êtes, ne changeront rien à mes affaires. Mais craignez que vos frères, que la postérité n'ait à vous re-

procher si la Pologne n'existe plus! Si vous m'abandonnez, je n'aurai plus le droit de parler pour vous ; et je crois que, malgré les désastres qui ont eu lieu, je suis encore le plus puissant monarque de l'Europe. Les choses peuvent prendre une autre face... Et d'ailleurs, comme vous existez par des traités, jusqu'à ce qu'il y en ait un autre, votre existence politique n'est pas anéantie... *J'ai toujours tenu à votre existence et je chercherai constamment à vous en donner la preuve.* »

A ces mots, les cris de *vive l'Empereur!* les protestations qu'on ne l'abandonnerait pas retentirent de toutes parts; et, en effet, les Polonais restèrent fidèles à la France jusqu'à l'île d'Elbe, jusqu'à la journée de Waterloo; que dis-je! jusqu'à cette heure, où ils attendent l'accomplissement de tant d'anciennes promesses.

III

Royaume de Pologne (1815-1830).

Le duché de Varsovie n'était que le don d'un conquérant. La confédération de 1812 fut le premier effort général de la nation pour recouvrer son indépendance. En succombant matériellement, la Pologne perdit son unité politique, mais reconquit son unité nationale; ce qui était un pas immense vers sa complète reconstitution; en disparaissant comme État, elle reparut comme nation, et cette nationalité, niée jusqu'alors par toutes

les puissances, fut publiquement et solennellement reconnue par elles dans les traités qui lièrent toute l'Europe. C'était toute une révolution.

L'empereur de Russie, Alexandre lui-même, demanda son rétablissement comme une réparation vraiment morale, proclamant hautement que « le partage de la Pologne avait été un *attentat*, » et que « rétablir une Pologne incomplète, mensongère, qu'on laisserait russe, c'était vouloir faire à l'Europe une illusion à laquelle elle ne se prêterait jamais. » L'Angleterre voulait plus, et demandait sa complète indépendance de la Russie. Le 11 octobre, son plénipotentiaire, lord Castlereagh, déclara qu'il « s'opposait itérativement et avec force, au nom de sa cour, à l'érection d'un royaume de Pologne qui fût uni et qui fît partie de la couronne impériale de Russie... le désir de sa cour étant de voir une puissance *indépendante*, plus ou moins considérable en étendue, établie en Pologne sous une dynastie *distincte* et comme un *État intermédiaire entre les trois grandes monarchies.* » Bien plus, l'empereur d'Autriche lui-même avait déclaré que loin de consentir à la réunion de tout le duché de Varsovie à la Russie, il était plutôt disposé à concourir par des restitutions à l'entier rétablissement de la Pologne, comme empire indépendant.

Un traité définitif mit fin à ces débats, mais en réservant expressément les droits de l'indépendance et de la nationalité polonaises. Dans ce traité signé le 3 mai 1815, on lit en effet : « Les Polonais, sujets respectifs des hautes parties contractantes, obtiendront des *insti-*

tutions qui ASSURENT LA CONSERVATION DE LEUR NATIONALITÉ. »

L'article Ier de l'acte général du congrès de Vienne, du 9 juin 1815, porte aussi : « Les Polonais, sujets respectifs de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, obtiendront UNE REPRÉSENTATION ET DES INSTITUTIONS NATIONALES. »

Par l'article 1er, l'empereur de Russie « se réserve de donner à cet État (le duché de Varsovie), *jouissant d'une administration distincte*, l'extension intérieure qu'il jugera convenable. Il prendra, avec ses autres titres, celui de *roi de Pologne.* » Par l'article 4, « les principes établis sur la libre navigation des fleuves et canaux dans toute l'étendue de l'*ancienne Pologne* seront invariablement maintenus. »

Il résulte évidemment de l'ensemble de ces dispositions que, malgré la séparation politique de ses provinces, l'unité nationale, civile et commerciale de la Pologne est proclamée et garantie par toute l'Europe. En outre, l'article 6 déclare à perpétuité cité libre, indépendante et strictement neutre, sous la protection de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, la ville de Krakovie avec son territoire. Érigée en république, elle aura une constitution faite par ses habitants.

Sous ces conditions, l'Autriche garda la Galicie, les districts de Tarnopol, de Podgorze et les salines de Vieliczka ; la Prusse conserva ce qu'elle avait, plus le duché de Posen, Dantzik, Thorn et l'ancien palatinat de Culm ; enfin la Russie eut, outre ses possessions anté-

rieures, le duché de Varsovie et le cercle de Bialystok. Mais le duché de Varsovie recouvra le nom de « royaume de Pologne, » et forma un « État jouissant d'une administration distincte, » d'une étendue de 2,270 milles de superficie, divisé en 8 palatinats, 39 arrondissements, 77 districts, et peuplé de 4 millions d'âmes (1). Le duché de Posen, comptant plus d'un million d'habitants, était distinct de la monarchie prussienne, et la république de Krakovie proclamée indépendante.

La Prusse, l'Autriche et la Russie prirent elles-mêmes soin de constater solennellement les droits de la nationalité polonaise, en donnant chacune à leurs provinces de la Pologne une représentation nationale. Dès le 27 novembre 1815, le tzar promulgua, pour le royaume de Pologne proprement dit, une charte constitutionnelle dont voici les principaux articles : « Le gouvernement se compose de trois pouvoirs : le roi, une chambre haute et une chambre basse. Le roi, ou son lieutenant, est assisté d'un conseil d'État. Il y a cinq ministres responsables de tout acte ou de tout décret contraire à la constitution. Le roi et les deux chambres forment l'autorité législative. Le sénat présente deux candidats quand une place vient à vaquer dans ce corps, et le roi choisit. Les membres de l'autre chambre sont élus par les diétines et les communes. La diète doit se réunir tous les deux ans. Toutes les motions sont décidées par la majorité des votes. La reli-

(1) Vers 1836 la population réunie de l'ancienne Pologne dépassait 30 millions d'hommes.

gion catholique romaine, professée par la plus grande partie des habitants de la Pologne, sera l'objet des soins particuliers du gouvernement, mais sans déroger en aucune manière à la liberté des autres cultes. La liberté de la presse est garantie. La loi protége également tous les citoyens, sans distinction de classe ou de condition. Nul ne peut être arrêté qu'en vertu des lois existántes. Toute propriété est déclarée sacrée et inviolable. Toutes les affaires publiques, administratives, judiciaires et militaires seront traitées en langue polonaise. Les emplois publics, civils et militaires, ne peuvent être exercés que par des Polonais. La nation polonaise aura à perpétuité une REPRÉSENTATION NATIONALE ; elle consistera dans la diète, composée du roi et de deux chambres : la première sera formée du Sénat, la seconde des nonces et des députés des communes. Tous nos successeurs au royaume de Pologne sont astreints à se faire couronner rois de Pologne dans la capitale, et ils prêteront le serment ci-après : « Je jure et promets, devant Dieu et sur l'Evangile, de maintenir et faire exécuter de tout mon pouvoir la Charte constitutionnelle. » Il y aura dans chaque arrondissement une assemblée communale ; elle choisira un député à la diète, un membre pour le conseil de palatinat, et formera une liste de candidats pour les emplois administratifs. La dette publique de l'Etat est garantie. La peine de la confiscation est abolie et ne pourra être rétablie dans aucun cas. Les ordres civils et militaires de Pologne sont maintenus. »

En ouvrant la diète, le 27 mars 1818, l'empereur

Alexandre annonça que cette constitution serait bientôt appliquée à toutes les provinces polonaises possédées par la Russie, et qui, réunies au royaume de Pologne, ne formeraient plus avec lui qu'un seul et même Etat. « Votre existence nationale, dit-il, est garantie par les institutions. Polonais... votre restauration est définie par des traités solonnels : elle est sanctionnée par la Charte constitutionnelle. L'inviolabilité de ces engagements extérieurs et de cette loi fondamentale assure désormais à la Pologne un rang honorable parmi les nations de l'Europe. »

Cette « existence nationale définie par des traités solennels et garantie par les institutions» était confiée à la garde d'une armée polonaise de 35,000 hommes. Cependant « l'inviolabilité de ces engagements extérieurs et de cette loi fondamentale » fut bientôt violée. En ouvrant la seconde diète, le 13 septembre 1820, Alexandre ne dissimulait pas son peu de respect pour ces institutions; dans son rescrit du 25 mai 1821, il menaçait de détruire « l'existence nationale de la Pologne » et la déclarait un *non-sens* dans un ukase de 1824. Déjà, au mépris des articles de cette constitution, la liberté de la presse était supprimée, la censure la plus odieuse établie, des tribunaux d'exception créés, les impôts prélevés par simple ordonnance, les écoles détruites, un vaste système du plus abominable espionnage partout organisé, d'innombrables arrestations illégales opérées et des violences inouïes exercées jusque sur des enfants.

Alors la diète forma une énergique opposition comptant

117 voix contre 3, et la Pologne tout entière se couvrit d'un immense réseau de sociétés secrètes. Thomas Zan, fervent catholique, institua à Vilna la *Société des frères rayonnants,* dont les sept classes représentaient les sept rayons de la lumière, et relia bientôt en faisceau toute la jeunesse universitaire. Lukasinski et Manicki organisèrent une vaste franc-maçonnerie, en en adaptant les symboles à la nationalité polonaise. La mort d'Hiram représenta les partages; ses trois assassins étaient les trois cours spoliatrices; et la foi en sa résurrection était celle du rétablissement de la Pologne par la reconstruction de l'Eglise ou du Temple. Szczaniecki introduisit cette franc-maçonnerie dans le duché de Posen où elle devint ensuite la *Société des faucheurs* dirigée par le général Mielzynski, les *loges* se transformant en *communes.* Il y eut encore une foule d'autres associations comme celles des *Templiers,* des *Gueux,* des *Carbonari,* des *Philomates* et *Philarêtes* ou Amis de la vertu. Mais toutes se fondirent bientôt dans la *Société nationale patriotique.* Malgré l'espionnage, les emprisonnements, les déportations, les persécutions les plus atroces, dont on ne peut lire sans une profonde horreur le dramatique et lugubre récit dans l'*Histoire de la révolution de* 1830 par Miéroslavski, malgré la suppression de toutes les garanties légales et un système de terreur partout exercé, la Pologne se préparait à revendiquer ses droits si indignement foulés aux pieds.

Alexandre mourut le 1er décembre 1825, peu après la clôture de la diète polonaise, dont il avait interdit la

publicité et fait enlever un des nonces, mais qui rendit de grands services par l'établissement de l'*Association de crédit territorial*. Le 25 décembre, Nicolas, son successeur, prêtait serment à la constitution polonaise, et le lendemain une insurrection russe éclatait à la fois à Saint-Pétersbourg et en Ukraine; mais étouffée sur ces deux points elle provoqua de nombreuses arrestations. Les prisons regorgèrent, l'élite de la jeunesse fut déportée ou envoyée aux mines, et cinq condamnés subirent la peine du gibet. A la suite d'une enquête, plus de mille Polonais furent jetés dans les cachots, et huit, dont un vieillard octogénaire, traduits devant le sénat jugeant comme haute cour nationale, et qui les acquitta à l'unanimité, moins la voix de Krasinski, aide de camp de Nicolas, que ce fait couvrit d'opprobre aux yeux de tous. Comment, disait Bielinski au tzar, trouver le crime là où nous n'avons vu que les preuves des plus grandes vertus? Les accusés ne furent rendus à la liberté qu'après quatre ans de captivité : encore ceux qui appartenaient à l'armée furent envoyés, quoique absous, aux casemates de Zamosc. Ce mémorable arrêt, prononcé le 24 mai 1828, fit une vive impression en Pologne. Quant aux Polonais jugés par le sénat de Saint-Pétersbourg, il n'est pas besoin de dire que, conformément à la volonté du tzar, ils furent tous condamnés et déportés en Sibérie.

Le 15 décembre 1828, de jeunes officiers de l'armée arrêtèrent chez Visocki les bases définitives d'une société pour l'indépendance nationale. Lorsque Nicolas vint en 1829 à Varsovie, pour s'y faire couronner roi de

Pologne, les conjurés convinrent qu'une députation de la diète lui demanderait la révocation du décret qui interdisait la publicité de ses débats, et qu'en cas de refus on ne prêterait pas le serment de fidélité. Le grand-duc Constantin ayant prévenu que la députation ne serait pas même reçue, dans leur exaspération ils résolurent de se défaire du tzar et de toute sa famille; mais au moment d'exécuter cet audacieux projet, ils y renoncèrent et préparèrent une insurrection générale.

Après une interruption illégale de cinq ans, la diète fut convoquée le 28 mai 1830, repoussa le projet de loi du gouvernement sur le mariage et le divorce, et le 28 juin demanda la mise en jugement des ministres pour leurs innombrables violations de la constitution : le lendemain elle fut dissoute. Un mois après éclataient les révolutions de France et de Belgique, l'Allemagne était en feu, et le tzar voulait faire de la Pologne l'avant-garde de son armée d'invasion contre la France; alors elle se leva. Les traités de 1815 eux-mêmes, en lui garantissant les droits de son indépendance et de sa nationalité, l'autorisaient à les revendiquer même par les armes, lorsque tout autre moyen lui serait enlevé. C'est ce qu'explique le manifeste que la diète de 1831 adressa au peuple polonais et qui retrace assez l'état de la Pologne de 1815 à 1830 pour compléter le rapide aperçu que nous en avons tracé. En voici les principaux passages :

On ne connait que trop les infâmes machinations, les viles calomnies, les violences ouvertes et les trahisons secrètes qui

ont accompagné les trois démembrements de l'ancienne Pologne; l'histoire, dont ils sont devenus la propriété, les a flétris du sceau de crime politique... Lorsque la Pologne se fut relevée quoique dans les limites étroites du grand-duché de Varsovie, le congrès de Vienne sentit que pour se partager encore une fois nos dépouilles, il fallait au moins adoucir par des mesures libérales ce nouvel outrage fait aux Polonais. Une nationalité et une liberté de commerce réciproque furent garanties à toutes les parties de l'ancienne Pologne, et celle que la lutte européenne avait trouvée indépendante, morcelée de trois côtés, reçut le titre de Royaume sous la domination immédiate de l'empereur Alexandre, avec une charte séparée. En exécution de ces stipulations, il donna une constitution libérale au royaume et promit de réunir à leurs frères les Polonais soumis à la domination russe...

Mais ces conditions n'ont même jamais été remplies. Les Polonais n'ont pas tardé à se convaincre que cette nationalité et ce titre de Pologne donné au royaume par l'empereur de Russie, n'étaient qu'une amorce jetée à leurs frères soumis à d'autres Etats, qu'une arme offensive contre ces mêmes Etats, et qu'une vaine chimère pour ceux auxquels ils avaient été garantis. Ils se sont convaincus qu'à l'abri de ces noms sacrés, on voulait réduire la nation à un asservissement complet. Les mesures prises contre l'armée ont dévoilé pour la première fois ce plan mystérieux.

Après avoir rapporté comment toutes les libertés, toutes les garanties représentatives et constitutionnelles furent enlevées à la Pologne, en violation des traités, le manifeste poursuit :

Les provinces polonaises incorporées à la Russie perdirent tout espoir de se voir réunies au royaume de Pologne qui, lui aussi, devait être successivement dépouillé de tous ses privilèges. On ne tarda pas à mettre ce dessein à exécution. L'instruction publique fut corrompue et entravée : on enleva au peuple tout moyen d'instruction; à des palatinats entiers leur représentation dans le conseil ; aux chambres, la faculté de voter sur

le budget. On imposa de nouvelles charges propres à tarir la source des richesses nationales, etc , etc.

La calomnie, l'espionnage avaient pénétré jusque dans l'intérieur des familles, y avaient infecté de leur venin la liberté de la vie domestique, et l'ancienne hospitalité des Polonais était devenue un piége pour l'innocence. La liberté individuelle, solennellement garantie, était violée, les prisons encombrées, des conseils de guerre, nommés pour prononcer dans des cas civils, soumettaient à des peines infamantes les citoyens les plus innocents. C'est en vain que quelques autorités et les représentants du peuple traçaient au roi le tableau des abus commis en son nom ; non-seulement les abus ne furent point réprimés, mais encore la responsabilité des autorités était paralysée par l'action immédiate du frère de l'empereur et par l'effet du pouvoir discrétionnaire qui lui était confié. Cette autorité monstrueuse fut la source des plus grands abus.

..... Les provinces anciennement incorporées à la Russie, non-seulement ne furent point réunies au royaume, non-seulement nos anciens frères n'ont point été admis à la jouissance des institutions libérales, stipulées par le Congrès de Vienne ; bien au contraire, les souvenirs nationaux éveillés en eux, d'abord par les promesses, par des encouragements, puis, par une longue attente, devinrent un crime d'Etat, et le roi de Pologne fit poursuivre dans les anciennes provinces de cet Etat, des Polonais qui avaient osé s'appeler Polonais. La jeunesse des écoles fut particulièrement en butte aux persécutions : on arrachait de jeunes enfants du sein de leurs mères, on transportait en Sibérie les rejetons des premières familles, ou bien on les faisait entrer dans les rangs d'une soldatesque corrompue. Dans les actes administratifs et dans l'instruction publique la langue polonaise fut supprimée ; des ukases anéantissaient les tribunaux et le droit civil polonais, les abus de l'administration réduisaient à la misère les propriétaires fonciers, et, depuis l'avénement de Nicolas, cet état de choses a toujours été en empirant ; et l'intolérance religieuse mettait tout en œuvre pour extirper le rit grec-uni et subjuguer de plus en plus le catholicisme.

Le manifeste montre ensuite comment, après avoir

aboli de fait toutes les garanties, toutes les libertés, on voulut en anéantir jusqu'au droit.

C'est sous ces auspices, continue-t-il, que fut convoquée la diète de 1825, d'où l'on chercha, par tous les moyens, à écarter les plus intrépides défenseurs de nos libertés. Un nonce fut enlevé de vive force et transporté en exil..... (1)

L'indignation générale et l'exaspération de la nation entière amenaient depuis longtemps l'orage dont l'approche commençait à se manifester, lorsqu'à l'avénement de Nicolas au trône, il prêta le serment de maintenir la Constitution et nous promit la cessation des abus et le retour de nos libertés. Cette espérance fut bientôt déçue, car non-seulement les choses restèrent dans leur ancien état, mais la révolution de Pétersbourg servit de prétexte pour emprisonner les citoyens les plus distingués du sénat, de la chambre des nonces, de l'armée et des autres classes. En peu de temps, les prisons de la capitale furent encombrées; tous les jours de nouveaux édifices étaient destinés à recevoir des milliers de victimes..... Mais il fallait nécessairement rendre cette mesure légale. La conscience du sénat trompa cette attente, et les prévenus qui gémissaient depuis deux ans dans les cachots, furent reconnus innocents à l'unanimité. Cet arrêt fit disparaître dès lors toute différence entre les prévenus et les juges : les premiers, malgré la sentence qui proclamait leur innocence, loin d'être élargis, furent transportés à Saint-Pétersbourg et jetés dans les cachots des forteresses ; les seconds furent internés à Varsovie et surveillés pour s'être montrés juges indépendants.

C'est l'autorité elle-même qui a rapproché le moment de l'explosion. A la suite des bruits de plus en plus confirmés d'une guerre contre la liberté des peuples, des ordres furent donnés pour mettre sur pied de guerre l'armée polonaise, destinée à une marche prochaine, et à sa place les armées russes devaient inonder le pays ; les sommes considérables provenant

(1) Dans sa *Pologne*, p 311-313, M. Charles Forster résume toutes les violations de la constitution qui eurent lieu de 1815 à 1830.

de l'emprunt illégal et de l'aliénation des domaines nationaux, devaient couvrir les frais de cette guerre meurtrière pour la liberté. Les arrestations recommencèrent; tous les moments étaient précieux ; il y allait de notre armée, de notre trésor, de nos ressources, de notre honneur national, qui se refusait à porter aux autres peuples des fers dont nous avons horreur, et à combattre contre la liberté et contre nos anciens compagnons d'armes. Chacun partageait ce sentiment... Une étincelle électrique embrasa en un instant l'armée, la capitale, tout le pays. La nuit du 29 novembre fut éclairée par les feux de la liberté, dans un seul jour la capitale délivrée; dans quelques jours, toutes les divisions de l'armée unies par la même pensée, les forteresses occupées, la nation armée, le frère de l'empereur se reposant avec les troupes russes sur la générosité des Polonais, et ne devant son salut qu'à cette seule mesure. Voilà les actes héroïques par lesquels débuta cette révolution, noble et pure, comme l'enthousiasme de la jeunesse qui l'a enfantée.....

IV

Révolution nationale (1830-1831).

Après avoir reconquis successivement en vingt ans son armée, puis sa nationalité garantie par toutes les grandes puissances de l'Europe, la Pologne entreprit la tâche plus difficile de reconquérir sa complète indépendance politique. Dès la fin de septembre 1830, un conseil composé des chefs des associations patriotiques s'était réuni. La révolution, depuis longtemps préparée, ne devait éclater qu'en mars 1831, lorsque le 5 novembre 1830, l'empereur Nicolas publia un manifeste, déclarant

son intention de réprimer la révolution française qui, disait-il, bouleverserait l'Europe. Déjà il avait fait une coalition secrète avec la Prusse et l'Autriche, dont les troupes unies aux siennes devaient envahir la France, l'armée polonaise formant l'avant-garde. Alors la Pologne résolut d'arrêter cette invasion, persuadée que la France se souviendrait des 200,000 Polonais morts pour elle sur les champs de bataille et que son appui ne lui manquerait pas.

Le 29 novembre, à 7 heures du soir, un officier, Vysocki, donna le signal de l'insurrection, et suivi de 160 jeunes porte-enseigne, attaqua les cantonnements de la cavalerie russe, tandis que quelques étudiants envahissaient le palais du grand-duc. Une partie des troupes polonaises se joignirent aux insurgés en criant : *Mort aux tyrans ! Vengeance pour notre patrie et nos libertés! Nous couvrirons de nos poitrines les Français, et nous nous unirons à eux pour reconquérir la liberté et sauver la Pologne!* Les élèves de l'Université marchaient à la tête du peuple armé de 30,000 fusils après la prise de l'arsenal, et, formés en corps de bataille, sous les ordres de leurs professeurs, se conduisirent en héros. Le 2 décembre les Russes étaient chassés de Varsovie. Le 4, le colonel Kicki s'emparait de la forteresse de Modlin. Les jours suivants, l'insurrection se propageait déjà dans les provinces, et le 18, la diète assemblée appelait tous les Polonais aux armes.

Cependant dès le 5, le général Chlopicki, abusant du crédit dont il jouissait, se nomma dictateur de sa propre

autorité. Se considérant toujours comme le sujet du tzar, il ne voyait dans la révolution qu'une manifestation pour obtenir une exécution plus fidèle de la constitution donnée par Alexandre. Dès lors apparut la réaction avec ses partis, russe et autrichien. La diète ayant proclamé la révolution nationale comme venant rétablir l'ancienne république polonaise composée des deux peuples, polonais et lithuanien, Chlopicki déposa la dictature. Mais, sous la pression de clameurs intéressées, la diète, un instant surprise, la lui rendit, et se sépara après avoir nommé une commission chargée de surveiller le dictateur et de le révoquer au besoin, et qui, malgré son opposition, publia, le 5 janvier 1831, le manifeste cité plus haut et dont les dernières pages surtout, que nous n'avons pas reproduites, sont admirables.

Au lieu d'armer la nation en masse et d'envahir rapidement la Lithuanie pour la soulever tout entière, Chlopicki laissa au tzar le temps de rassembler une puissante armée, négligea les affaires les plus importantes, et fit jeter en prison Joachim Lelevel, l'un des membres du gouvernement et le plus ardent défenseur de la révolution. Il osa même dire : « Ce que je fais ici, je le fais au nom de Nicolas, le souverain légitime. » La commission lui enleva la dictature, et le même jour, 19 janvier 1831, la diète se réunit et proclama Michel Radzivill généralissime. Iezierski, de retour de Saint-Pétersbourg où il avait accompagné Lubecki, raconta à l'assemblée l'histoire des négociations entamées avec le tzar qui avait répondu : « Que les Polonais procèdent à la punition des

coupables, ils pourront ensuite solliciter leur pardon. Le premier coup de canon tiré par eux anéantira la Pologne. » Alors retentit un cri unanime : « Nicolas n'est plus, à bas les tyrans. » Et la diète fit la déclaration suivante, rédigée séance tenante par Niemcevicz : « Les » traités les plus solennels ne sont obligatoires qu'au- » tant qu'ils sont fidèlement observés par les parties » contractantes. La longanimité avec laquelle nous » avons supporté nos longues souffrances est connue » du monde entier. La violation, si souvent répétée, des » libertés qui nous avaient été garanties par les ser- » ments de deux monarques, délie aujourd'hui la nation » polonaise du serment qu'elle a prêté à son souverain, » et l'empereur Nicolas ayant déclaré que le premier » coup de canon qui serait tiré de notre côté serait le » signal de la ruine de la Pologne, toute espérance d'ob- » tenir la réparation de tant d'injures nous est enlevée, » et nous n'avons plus à écouter que les conseils d'un » noble désespoir. La nation polonaise, représentée par » ses deux chambres, se déclare peuple indépendant et » investi du droit de conférer la couronne à celui qu'elle » en jugera le plus digne, à celui surtout qu'elle croira » incapable de violer la foi qu'il aura jurée, et de con- » server toutes les libertés nationales. » Cet acte de déchéance voté par acclamation le 25 janvier, fut signé par tous les membres de la diète. Varsovie fut illuminée, et toute la nuit le peuple plein d'enthousiasme fit retentir les rues de ses chants et de ses hymnes de liberté.

Le 30 janvier, la diète établit un gouvernement natio-

nal jouissant de presque toutes les prérogatives attachées à la royauté et composé de cinq membres : Adam Czartoryski et Barzikovski, représentant le parti aristocratique et diplomatique; Vincent Niemoïovski et Théophile Moravski, représentant le parti de Kalisz, les idées constitutionnelles, et Joachim Lelevel, représentant le parti républicain et les réformes sociales.

Une armée russe, commandée par Diebitch, et forte de 110,620 hommes et 396 pièces de canon, franchit la frontière dès le commencement de février. L'armée polonaise ne comptait que 44,000 combattants mal équipés. Cependant elle triompha les 8 et 11 février, près de Sidlec et à Liv; le 14 à Stoczek où Dvernicki s'empara de douze bouches à feu, et à Dobre, où 2,000 Polonais arrêtèrent 12,000 Russes; le 19, à Novaviés, où Dvernicki prit des canons à l'ennemi et le rejeta sur la rive droite de la Vistule; les 19 et 20, au terrible combat de Grochov, où les Polonais restèrent maîtres du champ de bataille. Le 25, dans les mêmes plaines, Diebitch, à la tête de 100,000 hommes et de plus de 200 bouches à feu, fut arrêté de nouveau par 30,000 Polonais ne disposant que de 50 canons, et perdit 10,000 des siens. Dans d'autres rencontres, à Sierczyn, à Pulavy, à Kurov, la bravoure polonaise fit comme partout des prodiges. Mais le 26 février, Radzivill, dont l'incapacité était notoire, donna sa démission, et Skrzynecki fut élu généralissime. Diebitch, abandonnant les champs de Grochov, fit retrancher son avant-garde à Vaver, et prit ses positions d'hiver dans le palatinat de Lublin.

Ainsi finit, par la retraite des Russes, cette première phase de la guerre. La diète continuait ses travaux; l'armée fut portée à 55,000 hommes, et Skrzynecki rappelant à ses frères d'armes « la volonté de Dieu, » et s'il le fallait la gloire « de la couronne du martyre, » reprit les hostilités le 30 mars. Le lendemain et le 1er avril, il remporta à Vaver et à Dèmbéviélkié d'éclatantes victoires où 50 caissons d'artillerie furent pris, 12,000 Russes faits prisonniers et le reste mis en fuite dans le plus complet désordre. Il eût été alors facile d'anéantir toute l'armée moskovite qui, le 10, fut encore battue à Iganié par Prondzynski, perdit 2,000 hommes, 3,000 faits prisonniers et des pièces de canon.

Pendant ce temps une vaste insurrection avait éclaté en Lithuanie et en Samogitie. Les paysans et les élèves des écoles, bénis par les pieux ministres des autels, firent une guerre de partisans, livrèrent l'important combat de Pristoviany, prirent plusieurs villes, forcèrent le colonel Bartholomeus à se retirer en Prusse, s'emparèrent de presque toute la province de Vilna et constituèrent des gouvernements provisoires. Une jeune héroïne, nouvelle Jeanne d'Arc, Emilie Plater, donna le signal de cette grande lutte et dirigea l'insurrection de Dusiaty. Appuyés plus tard par l'arrivée de 12,000 hommes de troupes, commandées par les généraux Chlaposki, Dembinski et Gielgud, avec 24 canons, ils se soutinrent longtemps à force d'héroïsme. Les Russes firent une guerre de pillage, de dévastation et d'extermination, et Soltik cite comme exemple un Polonais qui fut par eux grillé vivant

sur des plaques de fer rougies. Un seul fait, du reste, suffira pour donner l'idée des horreurs qui eurent lieu. C'est le massacre d'Oszmiana, chef-lieu de district dans le palatinat de Vilna, qui peut être mis à côté des plus sanglantes atrocités qui aient jamais été commises. Le 11 avril 1831, le colonel russe Verzouline entra à Oszmiania. C'était le jour de Pâques, l'heure du service divin; tous les vieillards, les femmes, les enfants, c'est-à-dire la population inoffensive, se réfugièrent dans l'église, priant Dieu de les protéger. Mais, ni la sainteté du lieu, ni les infirmités de l'âge, ni l'innocence, ni la faiblesse du sexe, ne purent adoucir les tigres. Au pied même des autels, ils égorgèrent les prêtres, ils massacrèrent les femmes et les enfants, et violèrent les filles. Non contents d'assouvir leur brutalité, ces barbares mutilèrent leurs victimes : aux unes ils coupaient les seins, aux autres les oreilles et les doigts, afin d'avoir plus promptement leurs bagues et leurs boucles d'oreilles; puis quand l'œuvre fut complète ils portèrent comme des trophées ces chairs encore palpitantes pour les vendre au marché de Wilna, et les juifs les achetaient!

Des mouvements insurrectionnels eurent aussi lieu dans la petite Pologne. Pour les appuyer, le général Dvernicki, après avoir tenu en respect, avec 2,600 hommes, près de la forteresse de Zamosc, une grande partie de l'armée ennemie, remporta les 18 et 19 avril près de Boremel une des plus belles victoires sur un corps de 9,000 Russes, lui prit 7 canons et lui fit un grand nombre de prisonniers. Mais ceux-ci, ayant battu Sieravski

les 17 et 18 à Vronov et à Kazimirz concentrèrent trois corps de 32,000 hommes et cernèrent Dvernicki qui, obligé de passer le 27 en Galicie, fut interné par l'Autriche.

Bientôt la Volynie, la Podolie et l'Ukraïne se soulèvent également sous la direction de Vincent Tyszkievicz. Les insurgés, commandés par le vieux général Kolysko, éprouvent une défaite le 14 mai près de Daszov, et après avoir tenu quelque temps la campagne, se réfugient en Galicie. Charles Rozycki, accouru trop tard pour les secourir, traverse toute la Volynie au milieu des lignes russes, et entre le 12 juin à Zamosc où bientôt le général Chrzanovski arrive aussi, après s'être glorieusement ouvert un chemin, à la tête de 3,000 hommes, à travers les troupes moskovites : l'insurrection qu'il devait seconder était déjà comprimée.

En effet, le général en chef gardait depuis six semaines la plus déplorable inaction, au lieu de prendre une initiative hardie, qui eût étendu la révolution dans toute la Pologne. Mais la Russie ayant envoyé 35,000 hommes de la garde imperiale, sa dernière ressource, Skrzynecki se met en mouvement, occupe Ostrolènka et Lomza, et la garde moskovite cernée de tous côtés près de Sniadov n'avait plus d'autre alternative que de se rendre à discrétion ou d'être taillée en pièces. Mais Skrzynecki, préoccupé de craintes imaginaires, la laisse échapper et rejoindre l'armée russe, puis la poursuit jusqu'à Tikocin, envoie un petit détachement en Lithuanie sous les ordres de Chlaposki et retourne à Ostrolènka où Diebitch se dirige.

Le 22 mai, une seule division polonaise se trouve à Nur entourée de tous côtés par la grande armée moskovite, qui la somme de se rendre ; elle refuse, et se fait jour à la baïonnette, à travers les innombrables phalanges ennemies, pour rejoindre le corps de l'armée. Enfin, le 26, a lieu la sanglante bataille d'Ostrolènka entre 60,000 Russes et 25,000 Polonais. On se disputa le terrain pied à pied avec un incroyable acharnement ; les généraux Skrzynecki et Pac firent des efforts inouïs, et le premier conduisit lui-même les combattants à la charge, bataillon par bataillon. Dans aucun combat peut-être, la valeur personnelle ne joua un rôle aussi brillant ; 70 pièces de canon foudroyaient la chaussée où on luttait corps à corps. Les Russes, un moment maîtres du pont, furent culbutés et rejetés sur l'autre rive. En définitive, le champ de bataille, couvert d'environ 15,000 Russes, resta aux Polonais qui y laissèrent 7,000 des leurs parmi lesquels 2 généraux et 300 officiers.

Prondzynski, dont malheureusement on n'avait pas suivi les plans hardis, qui eussent anéanti les Moskovites, voulait qu'on gardât la position afin de permettre au corps de Giélgud, fort de 12,000 hommes et coupé du gros de l'armée, de venir la rejoindre. Mais le généralissime ordonna la retraite sur Varsovie ; Diebitch n'osa le suivre et resta à Ostrolènka. Skrzynecki, dont l'inaction et la nullité avait empêché le triomphe le plus décisif sur les Russes, au lieu de se justifier, fit destituer Krukoviecki, commandant de Varsovie, qui avait démontré son incapacité, et demanda l'abolition du gouverne-

ment des cinq. Il voulait éliminer Lelevel et concentrer le pouvoir entre ses mains : mais cette proposition fut repoussée par la diète.

En Lithuanie, l'incapacité de Gielgud amena la défaite de l'insurrection. Repoussé de Vilna le 18 juin, ayant éprouvé un échec à Zvavlé le 2 juillet, il trompa les soldats et les insurgés, et le 12 se retira avec Chlaposki en Prusse où ils mirent bas les armes. L'exaspération que causa cette conduite fut telle qu'un officier nommé Skulski le tua d'un coup de pistolet en criant : « Qu'ainsi périssent les traîtres. » Dembinski seul, avec sa division, traversa les lignes ennemies et revint à Varsovie le 3 août.

Le 19 juin, Skrzynecki, qui tenait le général Rudiger cerné de toutes parts et prêt à se rendre, le laissa échapper sur une fausse nouvelle. Cette faute impardonnable ne put être réparée par le brillant fait d'armes de Chrzanovski qui suivit. Sur ces entrefaites, Diebitch, admonesté au nom du tzar par le comte Orloff, était mort tout à coup le 10 juin au sortir d'un banquet ; le grand-duc Contantin mourut non moins subitement le 29, sa femme ensuite ; et le 24, le feld-maréchal Paskievicz prit le commandement de l'armée et se disposa à assiéger la capitale et à la cerner de tous côtés, Skrzynecki négligeant plusieurs occasions de lui faire éprouver des pertes considérables.

Cependant le parti des Czartoryski, parti de la diplomatie, commençait à reconnaître trop tard combien avaient été stériles ses efforts incessants auprès de toutes les cours de l'Europe, pour le succès desquels il avait

empêché la nation de frapper un grand coup et neutralisé l'essor de la révolution. Quel que fût l'enthousiasme de l'opinion publique en France pour la Pologne, celle-ci n'avait trouvé de concours effectif nulle part; tandis qu'au mépris des traités et du principe de non-intervention, l'Autriche et la Prusse la tenaient bloquée, et cette dernière ouvrait son territoire aux armées moskovites, leur fournissait une base d'opérations et tous les secours possibles. Skrzynecki, toujours confiant dans l'action diplomatique, laissait tranquillement l'ennemi envahir le pays. L'inquiétude et l'exaspération des esprits devenaient de plus en plus menaçantes. Déjà, le 29 juin, à la suite de quelques arrestations, il y avait eu des troubles à Varsovie. Le peuple, après avoir poussé des cris de vengeance, s'était porté en foule à la demeure de Soltik, le vétéran de la liberté; le vieillard, faible et souffrant, se fit porter à la fenêtre, et là, étendant ses mains tremblantes sur toutes les têtes respectueusement inclinées, il murmura : « Bénis sois-tu, peuple héroïque ! » Touchant et sublime spectacle !

Enfin, le 24 juillet, la diète décréta à l'unanimité que le généralissime comparaîtrait devant un conseil de guerre, en présence d'une commission de représentants nommée à cet effet. Ce conseil se réunit le 27, et Prondzynski démontra les fautes de Skrzynecki, qui fut sauvé par le silence de Lelevel. Ayant écarté toute récrimination sur le passé, on constata que la guerre pouvait être poursuivie avec succès, 40,000 hommes étant rassemblés sur le point principal et 40,000 dispersés dans

diverses directions, et on enjoignit au généralissime de reprendre l'offensive. Mais il n'en fit rien. Sorti de Varsovie le 3 août, il arrivait le 6 à Bolimov, où, au lieu de livrer bataille, il attendit toujours et laissa les Russes, mal engagés, se rallier sur Lovicz.

Tout à coup apparut Dembinski, qu'on croyait depuis longtemps perdu, et qui, par des prodiges d'intrépidité, avait échappé aux Russes, battu plusieurs détachements, et revenait du fond de la Lithuanie. On se disputait comme des reliques les débris de son uniforme en lambeaux. La vue de ses soldats épuisés de fatigue et marchant nu-pieds déchirait le cœur. Quel contraste entre tant d'énergie et l'inaction de Skrzynecki, donnant des banquets et des fêtes au château royal! Aussi, la diète enleva à ce dernier le commandement de l'armée et le confia à Dembinski pour trois jours, pendant lesquels elle devait faire une nomination définitive. Du 8 au 12, les citoyens des terres russiennes s'étaient rendus à Varsovie et y avaient élu des nonces; la plus grande fermentation régnait partout; déjà Dembinski annonçait hautement qu'il suivrait la même conduite que son prédécesseur; le parti russe relevait la tête, et le 14, l'armée polonaise se repliait sur les retranchements de la capitale. Alors l'exaspération ne connut plus de bornes, et le peuple, soulevé dans la nuit du 15 août, massacra et pendit trente et quelques personnes, parmi lesquelles se trouvaient d'insignes criminels, de vils séides de l'ancienne police, des généraux prévenus d'intelligences avec l'ennemi, et malheureusement quelques autres

dont la culpabilité n'était pas prouvée. Dembinski annonça aussitôt qu'il allait faire fusiller les fauteurs du mouvement, occupa Varsovie le 17, fit arrêter le colonel Zalivsky, l'abbé Pulavski, quelques autres démocrates, ordonna de les juger et de les exécuter dans les cinq heures, et voulait s'emparer du pouvoir suprême et se proclamer dictateur. Mais le peuple, qui naguère l'exaltait jusqu'au délire, ne vit plus en lui que l'instrument d'une faction ennemie de la patrie. En un instant, tout changea de face, la diète vota une loi qui confia le pouvoir exécutif à un seul président, Krukoviecki, et donna le commandement de l'armée au vieux Kazimir Malachovski. Le gouvernement publia une proclamation où il flétrit énergiquement les crimes commis, et annonça le châtiment sévère des coupables. L'abbé Pulavski, le colonel Zalivski et les autres, acquittés par le conseil de guerre, furent mis en liberté.

Cependant la défiance était partout et fut encore augmentée par la nomination du général Chrzanovski au commandement militaire de Varsovie, et par l'exécution de quatre des auteurs des scènes sanglantes du 15 août. Krukoviecki lui-même était désigné comme traître; et 120,000 Russes, sans cesse appuyés de nouveaux renforts, bloquèrent Varsovie le 4 septembre. Malgré tant de luttes, la Pologne était forte encore. Son armée comptait 55,000 hommes d'infanterie, près de 10,000 de cavalerie, et une assez nombreuse artillerie. En outre, 20,000 gardes nationaux défendaient la capitale dans laquelle il se trouvait, d'après le recensement, 26,000

hommes en état de porter les armes, *si on avait voulu les employer.*

Lorsque Varsovie fut attaquée par les Russes, le conseil de guerre ordonna de ne garder dans la ville que les forces nécessaires pour sa défense, et d'expédier le reste sur la rive droite de la Vistule, afin d'établir des communications pour l'approvisionner des vivres dont on manquait. A cet effet, le général Romarino reçut le commandement de 22,600 hommes et 42 pièces de canon, se porta sur la rive droite de la Vistule, remporta, le 29 août, une victoire à Rogoznica; Prondzynski mit en déroute le corps de Golovin; et Konarski dispersa également des colonnes ennemies auxquelles il fit 1,800 prisonniers. Le général Lubienski, avec 4,000 cavaliers et 4 pièces de canon, fut envoyé sur Plock et se replia sur Modlin. Le plus grand enthousiasme régnait à Varsovie, lorsqu'on en commença l'attaque le 6 septembre, à cinq heures du matin. La redoute de Wola, à la construction de laquelle travaillèrent tous les habitants sans distinction de rang, de sexe ou de religion, ne soutint que quelques heures le feu meurtrier de 115 pièces du plus gros calibre. Le général Sowinski, avec ses braves compagnons, se retira dans l'église et y fit une résistance désespérée. Sommé plusieurs fois de se rendre, il répondit : « Je connais mes devoirs, vaincre ou mourir; que tous les généraux suivent mon exemple, ce sont mes derniers vœux. » Peu de moments après, l'ennemi pénétra dans l'église et passa tout au fil de l'épée. Trois fois les patriotes tentèrent de reprendre Wola, position très-im-

portante; mais ce poste, encombré par l'ennemi et couvert d'une multitude de canons, ne pouvait être enlevé que par une force considérable. Tel fut le résultat de la première journée. Le lendemain, dès le point du jour, Krukoviecki se rendit lui-même auprès de Paskievitch, avec lequel il eut une longue conférence. Puis il fit ses efforts pour intimider la diète et lui arracher l'autorisation de traiter avec l'ennemi. N'ayant pu l'obtenir, il écrivit cependant au général russe pour savoir quelles étaient ses conditions. Vers midi, il se rendit à la diète, la suppliant de consentir à des arrangements et prétendant que la ville serait prise d'assaut dans deux heures. La diète lui répondit : « Plutôt mourir que de ternir l'honneur national. » Cette héroïque réponse fut portée à l'ennemi, qui recommença l'attaque. Les feux de 465 pièces de canon furent dirigés contre la barrière de Jérusalem; mais le courage des assiégés redoublait. Trois fois les Russes furent chassés de cette position avec perte de 23,000 hommes, et les Polonais en restèrent maîtres et ne perdirent que 5,000 combattants.

Krukoviecki, après avoir essayé de nouveau d'effrayer, par de prétendues nouvelles, la diète toujours inébranlable, donnait et reprenait sa démission, disait que les arrangements proposés par les Russes avaient pour base la conservation de la capitale, le rétablissement du royaume tel qu'il était avant le 29 novembre, et une amnistie universelle. Bien plus, il écrivit au général ennemi qu'il était chargé de lui annoncer « que la nation polonaise se soumettait sans aucune condition. »

La réponse fut de faire évacuer Varsovie, que les troupes russes occuperaient le lendemain, 8 septembre.

La diète ignorait d'abord cette étrange stipulation, qui fut dévoilée par l'ordre donné aux troupes de commencer la retraite sur Praga. Alors le maréchal Ostrowski enleva au commandant sa démission, et toute la population se précipita pour prendre part au combat; mais les armes, disait-on, avaient été cachées par les traîtres. La troupe elle-même, malgré l'ordre réitéré de quitter les postes et d'évacuer la ville, prolongea la lutte jusqu'après minuit; les membres du gouvernement national, entendant gronder le canon, apercevant les flammes qui embrasaient la capitale, furent inaccessibles aux menaces, et rien ne put leur faire oublier ni leur dignité, ni la grandeur de leur mission. Mais la résistance devenait inutile, Varsovie fut prise, et les restes de l'armée nationale, suivis des patriotes, de femmes et d'enfants, se retirèrent sur Modlin.

Si les choses eussent été bien dirigées, la perte de Varsovie n'entraînait pas nécessairement celle de la Pologne. Son armée réunie pouvait encore compter 70,000 combattants, et les Russes en avaient à peine 100,000. Mais Romarino, au lieu de rejoindre le gros de l'armée, comme il en avait reçu l'ordre, se retira en Galicie, le 16 septembre, et y fut suivi, le 27, par Samuel Rozycki, qui combattit vaillamment jusqu'au dernier moment: 30,000 Polonais environ mirent ainsi bas les armes sur le territoire autrichien. Vingt et quelques mille autres, avec 90 canons, et suivis de 70 membres

de la diète, sortis de Varsovie après la prise de cette ville, pouvaient tenir encore. Rybinski en fut d'abord élu général, puis Uminski; mais les esprits étaient démoralisés, la défiance partout, on ne sut rien résoudre. Rybinski reprend le commandement, publie, le 4 octobre, au nom de l'armée, un admirable manifeste dans lequel il en appelle à tous les peuples en faveur de l'infortunée Pologne, dont il retrace la lutte héroïque, et le lendemain, 5, entre sur le territoire prussien avec 30,000 Polonais. Le 7 et le 11, Modlin et Zamosc se rendirent.

Ainsi finit après un an cette révolution, qui ne succomba que parce que ceux qui la dirigèrent, comptant sur l'étranger bien plus que sur la nation, ne firent presque rien pour le peuple, frustrèrent ses espérances et comprimèrent son élan, au lieu de lui donner tout son essor. Leur coupable indécision fut trop souvent taxée de trahison. Ils conduisirent en Prusse et en Autriche 70,000 Polonais qui furent livrés à leurs bourreaux, et dont 7,000 seulement échappèrent. Cependant, cette révolution eut un immense résultat. Elle apprit à l'Europe que la Pologne était désormais de force à tenir en échec toutes les armées de la Russie, qu'elle voulait à tout prix reconquérir non-seulement sa nationalité, mais sa complète indépendance politique, et que, pour atteindre ce but, aucun sacrifice, aucun acte d'héroïsme ne lui coûtait. A la confédération de Bar, 12,000 mille nobles faisaient seuls face à l'ennemi. Sous Kosciuszko, la bourgeoisie et le peuple se joignirent à eux et réunirent 30,000 hommes. A la guerre de l'indépendance

de 1812, elle mit sur pied 90,000 combattants. En 1831, 130,000 Polonais prirent les armes. Évidemment, au milieu des revers. les forces nationales ne cessaient de s'accroître.

V

Emigration. Persécutions politiques et religieuses. (1831-1846.)

Accueillie avec enthousiasme en France, en Angleterre, en Allemagne et partout, l'émigration y exerça une immense influence et fit de la cause polonaise celle de tous les peuples. En France elle comptait déjà, dès le commencement de 1832, plus de 3,000 membres, sénateurs, députés, ministres, écrivains, étudiants, patriotes de tous les âges et de toutes les conditions. Elle constitua des comités, fonda d'innombrables sociétés, littéraires, historiques, statistiques, d'éducation, de bienfaisance, un grand nombre de journaux tels que *le Polonais*, *le Mémorial de l'Emigration*, *le Pèlerin*, *le Démocrate*, *le* 3 *Mai*, *le Journal national*, *l'Aigle blanc*, etc., publia une foule de manifestes et d'appels à tous les peuples, et fit quelques tentatives d'action en Allemagne, en Suisse, en Piémont, en Galicie où le colonel Zalivski fut condamné par l'Autriche à vingt ans de *carcere duro*, et d'autres, tombés aux mains des Russes, furent déportés en Sibérie, pendus et fusillés. En avril et mai

1833, des corps de partisans organisés dans les forêts, apparurent dans les palatinats de Kalisz, Krakovie, Lublin, Sandomir, Plock, et dans plusieurs districts de la Lithuanie, mais furent bientôt écrasés. Plus tard nouveaux essais d'insurrection n'obtinrent pas plus de succès.

Cependant les deux plus grandes nations de l'Europe, la France et l'Angleterre, protestaient solennellement en faveur de la Pologne. Dès le 1er juillet 1831, à la séance d'ouverture des chambres, Louis-Philippe s'exprimait ainsi dans son discours du trône : « Une lutte sanglante et acharnée se prolonge en Pologne. Cette lutte entretient de vives émotions au milieu de l'Europe : je me suis efforcé d'en hâter le terme. Après avoir offert ma médiation, j'ai provoqué celle des grandes puissances. J'ai voulu arrêter l'effusion du sang, et surtout assurer à la Pologne, dont le courage a réveillé les anciennes affections de la France, *cette nationalité qui a résisté au temps et à ses vicissitudes.* » Les Chambres s'associèrent à ce vœu, faible écho du cri de toute la France, et, le 16 août, celle des députés répondit au roi : « Dans les paroles touchantes de V. M. sur les malheurs de la Pologne, la Chambre des députés aime à trouver l'assurance qui lui est bien chère, *que la nationalité polonaise ne périrait pas.* » Cette protestation du parlement français se perpétua jusqu'en 1848.

En Angleterre, l'émigration polonaise n'était pas moins active qu'en France. Elle fonda l'association des *Amis de la Pologne*, la revue intitulée *Polonia*, ne cessa

de publier des livres, des brochures, de convoquer des meetings, et provoqua en 1832 la motion de M. Fergusson, reproduite le 9 juillet 1833 à la chambre des communes en ces termes :

« Selon moi, la première chose que la Chambre et le gouvernement doivent faire, c'est de déclarer : 1° qu'à leurs yeux *les droits de la Pologne*, quoi qu'il soit arrivé, *subsistent dans toute leur intégrité* ; 2° que le traité de Vienne, solennellement reconnu et garanti par toutes les puissances de l'Europe, a été violé par la conduite barbare de la Russie vis-à-vis de la Pologne ; 4° enfin, que l'Angleterre proteste contre une pareille violation. » Lord Palmerston, ministre des affaires étrangères, répondit : « Je ne puis que remercier M. Fergusson de sa proposition, car elle a pour but d'exciter la sympathie de cette chambre et du peuple d'Angleterre en faveur d'un peuple brave, généreux, éclairé, accablé des persécutions et des malheurs les moins mérités, et *victime* D'UN CRIME POLITIQUE SANS EXEMPLE DANS L'HISTOIRE. » Ces protestations se perpétuèrent jusqu'à nos jours.

Plus tard, le souverain pontife lui-même protesta à son tour dans sa mémorable allocution de 1842, où, revendiquant les droits de la Pologne, il proclame le tzar « l'ennemi le plus perfide et le plus dangereux de l'Église catholique. »

Les agents polonais étaient partout, à Rome, à Constantinople, à Belgrade, dans le Caucase, et éclairaient tous les gouvernements de l'Europe sur le projet des Russes qu'ils firent échouer en Bulgarie, en Servie, en

Circassie. Mais en même temps les persécutions du tzar contre la Pologne s'élevèrent jusqu'au délire de la férocité, et à partir de 1831, le joug de fer qui pesait sur elle prit le sinistre aspect d'une extermination systématique, et ces horreurs calculées, sans nom dans l'histoire, sont empreintes d'une telle barbarie, qu'on ne pourrait y croire si elles n'étaient révélées par des documents officiels émanés du tzar lui-même. En voici quelques-unes ; car pour les citer toutes, il faudrait des volumes entiers.

Un rescrit du 10 avril 1832 ordonne que tous les enfants mâles orphelins, sans tutelle, ou âgés de six à dix-sept ans, seront recherchés dans le royaume pour être transportés à Minsk, *placés dans les bataillons de cantonistes et successivement envoyés aux compagnies des colonies militaires*. C'était au fond le rapt de tous les enfants polonais. Une publication intitulée *Nouvelles de la Pologne* (juillet 1832), donne tous les détails de cet atroce enlèvement, et la lecture en fait frémir. Sous prétexte de secourir les enfants pauvres, les ouvriers et les soldats des villes se virent arracher tous leurs enfants mâles pour être déportés dans les colonies militaires. Dans les campagnes ce fut plus horrible encore : on enleva les enfants des deux sexes, et les plus jeunes moururent par milliers avant d'arriver au lieu d'exil. Un nombre considérable de paysans, surtout en Lithuanie, se sauvèrent dans les bois avec leurs enfants : ils y furent massacrés.

Trois ans après, ce rapt effroyable se poursuivait encore,

et l'on faisait publiquement à Varsovie l'adjudication « du transport à Minsk des enfants et des orphelins enlevés dans le royaume de Pologne. » Un témoin oculaire rapporte que, dans son désespoir, une mère, sous prétexte d'embrasser une dernière fois son enfant, s'élança dans le chariot qui l'emmenait pour toujours, et eut le cruel héroïsme de le poignarder. Plus d'une mère imita cette sanglante énergie. D'autres se jetèrent sous les roues des chars qui emportaient leurs enfants.

Un ordre non moins horrible, et plus terrible encore par ses conséquences, prescrivit de déporter sur la ligne du Caucase 5,000 familles de gentilhommes polonais de chacune des provinces incorporées à la Russie : il y en a neuf, ce qui fait une déportation de 45,000 familles, ou environ *trois cent mille* individus des deux sexes, et de transplanter à leur place des familles de la partie orientale de la Russie, des kalmouks, par exemple. Bien plus, l'ordre du 21 novembre 1831 prescrit de « choisir ces 5,000 familles parmi les personnes qui, ayant pris part à la dernière insurrection, *sont revenues au terme fixé, témoigner leur repentir.* » La libre soumission devenait un crime de plus. Il est vrai qu'après une première déportation de 1,200 familles, l'exaspération fut telle que le gouvernement n'osa étendre l'exécution de cette mesure aux autres provinces polonaises, comme il l'avait décidé. Sept ans après, le 13 avril 1838, un avis du conseil gouvernemental mettait en adjudication « le transport de Varsovie à Saint-Pétersbourg des *fils de nobles polonais,* » déportés comme leurs pères.

Ce n'était pas assez, il fallait une déportation en masse. On accorda d'abord une amnistie, puis on déporta tous les amnistiés, avec un nombre considérable d'autres. Voici, du reste, les termes mêmes de cet incroyable décret : «S. M. l'empereur a daigné émettre l'ordre suprême, etc. Pour effectuer ladite transportation, il faut choisir : 1° les personnes qui, ayant pris part à la dernière insurrection, *sont revenues, au terme fixé, témoigner leur repentir ;* celles aussi qui ont été comprises dans la troisième classe des coupables, et qui, *par conséquent, ont obtenu la grâce et le pardon de Sa Majesté ;* 2° les personnes dont la manière de vivre, *d'après l'opinion des autorités locales, éveille la méfiance du gouvernement...* » Conçoit-on ce comble de cynisme? Il suffit d'obtenir grâce et pardon pour être puni, et la seule méfiance du gouvernement mérite la déportation.

Ce n'est pas tout. Les lois du pays exemptant la noblesse du service militaire flétri en Russie par l'infliction des peines corporelles, un ukase annule les titres de noblesse confirmés par les monarques précédents, afin de déporter comme soldats, hors de la Pologne, la masse des gentilhommes pauvres qui n'auront pas les moyens de se procurer de nouveaux titres. Déjà, du reste, un ordre rendu en contradiction de l'amnistie précédemment accordée, avait enrôlé dans l'armée russe les volontaires polonais de tout grade.

Un ukase portant promesses réitérées de pardon à ceux qui se soumettraient fut bientôt suivi d'un autre, instituant des commissions chargées de punir arbi-

trairement ceux qui, trop confiants dans la prétendue amnistie, étaient retournés chez eux. *Amnistie pour l'Europe et des knouts pour les insurgés*, répondait le gouverneur de Kiew à un citoyen de Podolie se réclamant de la grâce accordée. Ce système gouvernemental est traditionnel en Russie, et déjà Catherine II, dans un de ses rares accès de franchise, écrivait au gouverneur de Moscou : « L'ordre d'ériger des écoles dans mon empire n'est pas fait *pour nous*, mais *pour l'Europe*, et pour soutenir près des étrangers la bonne opinion qu'on a de nous ; car, dès le moment où le peuple russe aura vraiment commencé à s'instruire, je ne resterai pas impératrice et vous gouverneur. » Il est impossible de se rendre plus complétement justice.

Mais, revenons à la Russie actuelle. Ceux que les juges avaient déclarés innocents n'en étaient pas moins soumis à l'ukase qui autorisait les gouverneurs de province à les punir *arbitrairement*. Ainsi, enfants ou adultes, hommes ou femmes, paysans ou nobles, amnistiés ou suspects, innocents ou coupables, tous étaient frappés, déportés et assassinés. C'est en vertu de ces ordres exécrables que les débris d'une armée héroïque, que presque tous les Polonais sont traînés dans les forteresses, au Caucase ou dans les déserts de la Sibérie. Des milliers succèdent à des cent mille, la tête rasée, en habits de criminels, et numérotés comme du bétail. Le tzar prenait un horrible plaisir à les traiter en forçats. En 1831, le prince Romain Sanguzko, appartenant à l'une des plus grandes familles de la Pologne, fut envoyé en Si-

bérie. Sur l'arrêt soumis à son approbation, Nicolas écrivit de sa main : « *Sera conduit en Sibérie comme un forçat ordinaire, à pied et enchaîné.* » L'ordre fut exécuté.

Ces horreurs ne suffisaient pas pour dépeupler la Pologne. D'innombrables massacres eurent lieu, et en 1835 Nicolas disait lui-même aux habitants de Varsovie, en leur montrant la citadelle qu'il venait de faire élever à leurs frais : « A la moindre émeute, je ferai foudroyer la ville, je détruirai Varsovie, et certes ce ne sera pas moi qui la rebâtirai. » Voilà la Pologne sous les tzars depuis trente ans! Qu'ajouter à de telles atrocités? Chez Nicolas, c'était tout un système. Il disait publiquement : « Je ne connais que deux sortes de Polonais, ceux que je hais et ceux que je méprise. » Son mépris était pour ceux qui acceptaient le joug moskovite, sa haine implacable pour ceux qu'il révoltait.

Parlerons-nous des ukases sans nombre qui confisquèrent tous les biens, non-seulement de quiconque était accusé d'avoir pris part à l'insurrection de 1831 ou de tout autre délit, mais de leurs enfants, frères et neveux qu'on en rendait responsables; non-seulement des individus, mais des églises, des communautés religieuses; attentat contre la propriété qui se perpétua à toutes les époques, sous toutes les formes, et qui spolia constamment les catholiques surtout, sans aucune cause politique, et uniquement pour les faire abjurer? Dans son livre intitulé *La vérité sur la Russie*, M. Dolgoroukow fait l'effroyable peinture de la spoliation universelle et des tortures subies par les Polonais. « Les pro-

vinces polonaises, dit-il, constituaient pour la police politique une véritable Californie. De temps en temps, elle inventait une société secrète. L'on arrêtait et l'on jetait en prison des individus riches ou aisés désignés d'avance. Ces malheureux avaient le choix entre le payement d'une rançon considérable et l'avenir le plus affreux. S'ils refusaient de payer, alors ils se voyaient chargés de chaînes, mis à la question, livrés aux tortures et martyrisés, jusqu'au moment où la douleur leur arrachait un *oui* fatal... Ils étaient envoyés en Sibérie, leurs biens confisqués et leurs familles réduites à la misère. A Varsovie, surtout dans les années qui suivirent la révolution de 1831, le royaume de Pologne tout entier avait été mis en coupe réglée d'exactions. » Bibikoff, gouverneur de l'Ukraine, et Petroff, gouverneur de la Podolie, se signalèrent entre tous par ce pillage publiquement organisé, outre la confiscation patente qui enleva à la Pologne en quelques années seulement plus de 100 millions. Un seul ukase du 16 septembre 1834 approuve la condamnation à mort de 249 personnes; un autre du 28 juin précédent confisque les biens de 460 propriétaires du gouvernement de Vilna; d'autres, de 1835 à 1838, donnent aux généraux et fonctionnaires russes des biens confisqués pour la valeur de 100 millions de roubles.

Après ces attentats inouïs contre tout ce que l'homme a de sacré sur la terre, liberté, religion, famille, propriété, existence, est-il besoin de mentionner l'abolition de la Charte de 1815 et son remplacement par le *statut organique* qui anéantit la Pologne, la suppression des

chaires, des écoles, des universités, des sociétés littéraires, agronomiques ou autres, l'enlèvement des bibliothèques et de toutes les collections d'art et de science, la proscription de la langue, des costumes, de la monnaie, des poids et mesures nationaux, la dévastation de tous les monuments publics, la prostitution des insignes et des distinctions militaires, l'incrimination de tous les souvenirs historiques, les règlements imposant partout l'espionnage, les divisions fomentées entre les paysans et les propriétaires fonciers, et aboutissant à des massacres, les occupations militaires, les états de siége, en un mot, tout ce que peut inventer de plus satanique le génie de la tyrannie?

Quant aux persécutions, aux tortures horribles employées pour faire abjurer les catholiques, il faudrait des volumes pour en rapporter les machiavéliques et sanglantes histoires. Elles dépassent tout ce que pourrait rêver l'imagination la plus perverse et la plus sinistre. C'est du Néron et du Dioclétien mêlé de Julien l'Apostat. Catherine commence cette œuvre satanique par la destruction de l'Eglise unie, qui, dès lors, se voit enlever outre tous ses biens, 150 couvents, 9,300 paroisses et plus de huit millions de fidèles. Après Alexandre Ier, qui soumet l'Eglise catholique à l'autorité laïque (1801-1804), Nicolas poursuit avec rage cette guerre à mort contre le catholicisme : depuis 1828 et surtout depuis 1832, toutes les ressources de la violence et de la perfidie furent mises en œuvre dans ce but, massacres, déportations, mutilations de prêtres, de paysans et de

quiconque résistait, incendies, confiscations d'églises, suppression successive de tout culte. Les martyrs furent innombrables, 1043 ecclésiastiques de l'Eglise unie disparurent d'un coup. Mais ne pouvant raconter en détails ces sanglantes horreurs, bornons-nous à citer un seul fait comme exemple. En 1845, l'Europe entière a retenti du martyre héroïque des religieuses basiliennes de Minsk. Ces saintes femmes, au nombre de trente-cinq, se livraient à l'éducation des filles, élevaient à leurs frais quarante orphelines et pourvoyaient à la subsistance d'un grand nombre de veuves et d'infirmes. N'ayant pu les faire abjurer, on les expulsa brutalement de leur couvent, où l'on en tua d'abord une. Elles furent enchaînées deux à deux, et, après sept jours d'une marche horrible, arrivèrent à Vitepsk, où elle furent jetées, les fers aux pieds, dans le fond d'une basse-cour, avec treize autres basiliennes de cette ville, reste de dix-huit dont cinq avaient déjà été égorgées. Là elles souffrirent tout ce qu'il est possible d'imaginer. Presque sans autre nourriture que les herbes qu'elles arrachaient à la terre ou ce qu'elles dérobaient aux pourceaux, accablées de coups, fouettées publiquement deux fois par semaine jusqu'à ce que le sang jaillît à flots et que leurs corps fussent en lambeaux, elles étaient occupées à creuser la terre, à tailler et à brouetter les pierres. Trois moururent dans ces affreuses flagellations. Deux autres furent assommées à coups de bûche et de bâton. Une sixième fut brûlée vive dans un grand poêle, où on l'enferma. Le reste fut jeté dans des cachots. Après deux années entières d'effroya-

bles tortures, elles furent traînées de Vitepsk à Polock, où dix nouvelles victimes vinrent remplacer celles qui avaient succombé. Là, leurs souffrances redoublèrent encore. On les employa comme manœuvres. Douze furent écrasées, cinq englouties vivantes dans une carrière; et enfin, ne pouvant faire abjurer celles qui restaient, l'apostat Siémaszko, leur bourreau, déchaîna contre elles une multitude ivre et féroce d'hommes infâmes, promettant le grade de protopope à quiconque parviendrait à les outrager. La lutte fut horrible, les saintes héroïnes triomphèrent, mais deux furent *écrasées* et tuées à coups de talon de botte, une troisième expira dans la nuit, huit eurent les yeux arrachés, la supérieure eut le crâne brisé, et toutes étaient en lambeaux. Et ces incroyables horreurs étaient commandées par un ukase signé de la main même de l'empereur, qui « déclare *approuver, confirmer et regarder comme saint » et trois fois saint* tout ce que Siémaszko a fait et fera, » et ordonne à toutes les autorités de lui prêter aide et » assistance, même par la force armée, sur sa simple » réquisition, à toute heure et partout. » Ce Siémaszko, chargé des missions spéciales du tzar, fut comblé de grades, de titres et des plus illustres décorations. Les basiliennes, réduites à vingt-trois, après vingt-sept mois de séjour à Polock, furent conduites enchaînées à Miédzoly, où on les précipitait dans le lac glacé jusqu'à ce qu'elles perdissent connaissance. Quatre y périrent. De cinquante-huit, il n'en restait plus que dix-neuf, dont huit avaient les yeux arrachés et sept étaient com-

plétement infirmes, lorsque, au bout de vingt-six mois passés dans cette affreuse prison, on résolut d'en finir avec elles en les envoyant à Tobolsk, où leur mort était certaine. Ce fut alors que quatre, encore un peu valides, profitant de l'ivresse et du sommeil de leurs geôliers, parvinrent à s'enfuir et à gagner Paris et Rome, où le monde apprit avec épouvante cet inénarrable martyre de sept années (1838-1845).

Mais ce n'est là qu'un des épisodes de cette torture incessante des catholiques polonais dont les faits sont innombrables. 300 couvents furent fermés après la prise de Varsovie, et leurs biens, s'élevant à plus de 20 millions, confisqués. Plus de deux cents noyés dans le sang et supprimés par les seuls ukases de février 1832, témoignent de la tyrannie moskovite. L'ordre seul de Saint-Basile comptait dans la Pologne russe deux cent quarante-cinq religieuses, « qui *toutes*, sans en excepter une seule, ont été martyrisées. » Un seul convoi de Sibérie comprenait trois cent quarante-six prêtres et religieux dont la moitié avait été tuée avant d'arriver à Tobolsk, les autres ayant les pieds et les mains gelés. Au supplice on joignait l'ironie, témoin la décision suivante rendue contre le vénérable abbé Siérocinski : « considérant que le coupable est d'un âge *très-avancé*, il est condamné à la perte de ses titres de noblesse, de sa fortune et à un *bannissement perpétuel en Sibérie.* » On fit aussi périr dans les supplices un nombre considérable d'enfants pour obtenir l'apostasie des mères.

Des ukases défendent de bâtir des églises catholiques,

de réparer celles qui existent, et mettent toutes sortes d'entraves à l'exercice de ce culte, systématiquement et violemment persécuté au profit du schisme russe, que des bourgs, des communautés, des villes, des provinces entières sont chaque jour contraintes par force d'embrasser. D'après le code draconien de la Russie, le simple blâme du schisme entraîne « *la perte de tous ses droits, et six à huit ans de travaux forcés,* » et pour le non révélateur « *un emprisonnement de six mois à un an* » (art. 184 et 185). Pour les mêmes faits commis par écrits, manuscrits, ou de quelque manière que ce soit, « *perte de tous les droits et déportation dans les contrées les plus éloignées de la Sibérie.* » Pour le colporteur ou propagateur, « *même peine* » (art. 187). Pour quiconque engage une personne à quitter le schisme, « *déportation dans les gouvernements de Tonsk ou Tobolsk, et en Sibérie* » (art. 193). Pour le même fait tenté par sermon ou par écrit, « *la première fois, emprisonnement d'un à deux ans ; la seconde fois de quatre à six ans ; la troisième, déportation à Tonsk ou Tobolsk* » (art. 195). Et ainsi de suite. Notons, en passant, que la privation de tous les droits et la déportation en Sibérie entraînent la marque, plus 80 à 200 coups de verges.

Plus tard, il est vrai, le 19 mars 1860, on prétendit modifier cette législation atroce, en décidant que ceux qui se permettraient de discuter le schisme russe ou de propager une autre doctrine « seraient passibles pour ces crimes de la *privation de tous leurs droits civils et de l'exil,* ceux de la Russie européenne *dans les provinces*

trans caucasiennes, ceux de ces dernières provinces *en Sibérie*, et ceux de Sibérie dans *les parties les plus reculées* de cette contrée. » Ajoutez à ces peines la confiscation des biens, spécialement réservée aux Polonais.

Par contre, un ukase donne aux femmes dont les maris ont été condamnés à l'exil, à la prison, aux mines ou aux galères, la permission de se remarier *du vivant de leurs maris*, à condition d'élever leurs enfants dans le schisme russe. Un autre ukase du 2 janvier 1839 accorde sa grâce à tout catholique qui, « pour meurtre, vol ou autre crime, » a été condamné au knout, aux mines, aux galères ou à la prison, s'il embrasse la religion moskovite. Il obtient en outre la permission de porter au ruban de la décoration de Sainte-Anne, une médaille frappée en l'honneur de l'événement. Ces galériens amnistiés et décorés disent assez l'état d'une religion recrutée par de tels moyens. En même temps, le tzar décorait de la croix polonaise les assassins de la Pologne, et donnait à tous les généraux russes le grand cordon de cet ordre qui ne devait être porté que *par un libérateur de la patrie*. Dérision sacrilége, outrage à tout un peuple !

La condamnation aux travaux forcés, qui est prononcée en Pologne sous tous les prétextes, et même sans aucun prétexte, entraîne « la perte des droits de famille, la cessation de la puissance paternelle et des droits du mariage, » le conjoint pouvant se remarier sans qu'à son retour il reste aucun recours au condamné gracié ou reconnu innocent.

En vain le Saint-Siége avait fait entendre ses protestations incessantes. Rien n'arrêtait ces atroces persécutions du tzar. Aussi le 22 juillet 1842, à la face de Dieu et de l'univers, il dressa contre lui un acte terrible d'accusation dans la magnifique allocution et *l'Exposé de ses actes*, où il convainc le gouvernement moskovite de fraude héréditaire, de mensonge systématique et d'attentats sacriléges. Cette voix solennelle retentit dans le monde entier. Nicolas maîtrisa sa colère, et trois ans après osa venir à Rome rendre visite au pape. C'était le 13 décembre 1845, sept jours après la constatation officielle du martyre des religieuses basiliennes de Minsk. Mais au sortir de cette entrevue, dit un témoin oculaire, « il avait les cheveux en désordre, l'œil hagard, le teint pâle, comme si pendant cette heure il avait souffert tous les maux d'une fièvre prolongée. Il marchait d'un pas précipité, la tête baissée, sans rien voir et pressé de s'éloigner au plus vite de ce théâtre d'une défaite évidente. » Le bourreau, écrasé par sa victime, signa le 3 août 1847 un concordat qu'il ne fit pas même publier, encore moins exécuter.

Du reste, depuis longtemps déjà l'émigration polonaise se distinguait par l'exaltation profonde de sa ferveur religieuse. Les admirables poésies de Mickiewicz, celles de Bogdan Zaleski, du poëte anonyme et d'une foule d'autres, contribuèrent puissamment à généraliser cette direction des esprits; et le double résultat de l'exil et des persécutions fut d'exalter cette ferveur mystique jusqu'aux suprêmes héroïsmes de l'apostolat et du martyre.

VI

Massacre de la Galicie. Annexion a l'Autriche de la République de Krakovie (1846-1847).

Cependant la république polonaise subsistait encore au lieu de son berceau, dans une petite étendue de 76 lieues carrées, garantie par les traités de 1815 dont les articles 5 et 6 portent : « La ville de Krakovie avec son territoire sera envisagée à perpétuité comme cité libre, indépendante et strictement neutre... Aucune troupe armée ne pourra jamais y être introduite sous quelque prétexte que ce soit. » La charte constitutionnelle donnée à Vienne le 3 mai 1815 fondait le gouvernement de la nouvelle république sur des bases essentiellement démocratiques. La souveraineté y était répartie en trois pouvoirs : le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. Le premier ou la Chambre des représentants (Diète) eut dans ses attributions le contrôle suprême de l'exécution des lois, l'examen des comptes-rendus de l'administration, la nomination des sénateurs et des magistrats, la faculté de les mettre en accusation et de les traduire devant la cour suprême de la diète ; enfin le droit exclusif de statuer sur le budget. Le sénat ou pouvoir exécutif dirigeait l'administration, la police, la force armée, et possédait seul l'initiative des projets de loi. Enfin le pouvoir judiciaire était composé de magistrats inamovibles jugeant les affaires civiles

et criminelles en dernier ressort, et ne pouvant être accusés ou destitués que par la chambre des représentants. La liberté de la presse, la publicité des débats judiciaires et politiques, l'introduction du jury en matière criminelle, stipulés expressément dans cette charte complétaient le système de garanties accordées au peuple du nouvel État. Cette organisation politique obtint du Congrès de Vienne des garanties toutes spéciales, et toutes les puissances *s'engageaient solennellement et formellement à concourir au maintien et à l'accomplissement de ce traité.*

Mais, au mépris de ces stipulations solennelles, les trois cours copartageantes nommèrent bientôt une commission qui commença à supprimer la plupart des garanties constitutionnelles, commerciales, universitaires. Puis, successivement, en 1824, 1826, 1828, 1833, 1834, elles détruisirent, malgré une résistance énergique, presque toutes ces institutions. Enfin, le 17 février 1836 elles occupèrent militairement Krakovie, proscrivirent une foule de citoyens paisibles, organisèrent une police secrète qui supposa des complots dont tous les prétendus auteurs furent reconnus innocents par les tribunaux, qui citèrent le directeur de la police lui-même devant la justice pour abus d'autorité. Krakovie ayant dénoncé aux trois cours protectrices les odieuses persécutions dont elle était victime, pour toute réponse 1,500 hommes d'infanterie et de cavalerie autrichiennes vinrent augmenter sa garnison. Poussée à bout par une tyrannie qui n'avait plus de bornes, la chambre des représentants

vota, le 14 mars 1838, une Adresse aux trois souverains; mais elle fut déclarée nulle et non avenue. Le 23 mai suivant, on expulsa de vive force la Cour des comptes et on saisit ses archives.

L'Europe s'était émue de ces violations flagrantes des traités. Alors on laissa fomenter ou plutôt on provoqua une insurrection dont les symptômes se manifestaient publiquement dès la fin de 1845, et qui devait, disait-on, éclater le 18 février 1846. Ce jour-là 2,800 cavaliers et fantassins autrichiens occupèrent Krakovie et parcoururent les rues; mais au lieu d'étouffer l'insurrection, se retirèrent le 21, et pour mieux lui laisser le champ libre, emmenèrent avec eux le sénat, les autorités et la milice municipale. Le piége était visible, mais les Polonais y donnent tête baissée, organisent une garde nationale, un gouvernement révolutionnaire avec Tyssowski pour dictateur, et les mineurs de Viéliczka arrivent sous les étendards de la Pologne libre, l'image de la Vierge et l'aigle blanc aux ailes éployées, et en chantant le célèbre cantique de saint Albert.

C'était le prétexte qu'attendait le gouvernement autrichien, qui avait résolu de faire exterminer tous les nobles et les propriétaires de la Galicie. Ce plan combiné à Vienne par Metternich, dressé à Tarnov par M. Breindl de Wallerstern, capitaine du cercle, fut approuvé par un conseil secret réuni à Léopold sous la présidence de l'archiduc Ferdinand d'Este. On licencia 8,000 soldats choisis dans le rebut de la population des campagnes, et on les dissémina sur tous les points de la Galicie avec

des instructions secrètes. Porteurs des plus belles promesses, ils répandirent partout, parmi les paysans, le bruit que les propriétaires devaient les faire égorger, eux, leurs femmes et leurs enfants, et organisèrent ainsi une conspiration d'autant plus dangereuse, qu'elle paraissait n'être qu'une légitime défense. Le 18 février, ils s'emparèrent par surprise de deux petits groupes d'insurgés, l'un d'une quinzaine, l'autre d'une vingtaine d'hommes. Alors le préfet Breindl donna le *signal* du massacre des propriétaires et du pillage des propriétés. Les chefs de districts avaient d'abord alloué sur les deniers de l'État 5 florins pour un blessé; ils en donnèrent 10 (25 francs) pour un mort. Aussi n'amena-t-on plus que des cadavres. Si quelque victime respirait encore, les assassins l'achevaient à coups de bâton sur la place publique. Cette effroyable boucherie, commencée dans le cercle de Tarnow, s'étendit à ceux de Bochnia, Jaslo, Rzeszow. Chaque cercle eut sa troupe d'égorgeurs conduite par un chef, et les autorités leur annoncent « qu'ils toucheront des récompenses qu'on est autorisé à leur verser immédiatement et qui seront proportionnées aux circonstances et au *mérite*. » Les employés du fisc et de l'octroi faisaient partie des bandes. M. Krieg, président du gouvernement, disait : « *Nous avons reçu des ordres positifs, nous les exécutons à la lettre.* » C'était si bien un ordre venu d'en haut, que l'archiduc Ferdinand d'Este répondit à la femme de l'infortuné M. Rey « que la mort de son mari était une méprise, et que c'était son frère *qui était désigné.* » Beaucoup de familles

s'étant réfugiées dans les capitales, on les força de retourner dans leurs domaines, et l'on établit autour de chaque ville une ligne de démarcation qu'il fut défendu de franchir sous peine de mort; de sorte que si les familles restaient chez elles, elles étaient massacrées par les bandes des campagnes, et si elles fuyaient, elles tombaient sous les balles des soldats. A Zagorzany, toute la population vint consulter le curé et lui dire : « qu'ils craignaient d'être trouvés en faute et punis par les réviseurs s'ils ne dévastaient les domaines, comme c'était la volonté de l'empereur. » A Rzepieniki, les paysans s'écriaient : « Il est sûr que l'empereur aura un terrible compte à rendre à Dieu pour nous avoir ordonné de commettre toutes ces cruautés. » A Jaslo, le préfet disait aux cultivateurs : « Pillez les châteaux tant que vous voudrez. » Le vice-président, comte de Lazanski, donnait publiquement l'accolade aux assassins et les félicitait, en leur distribuant les récompenses. Il disait du brigand Széla, chef de toutes ces bandes : « C'est un héros qui a sauvé l'empire. » En effet, les principaux agents des massacres, Széla, Breindl de Wallerstern, Cretsch de Lindenwald, furent décorés, récompensés; la commune de Lisia-Gora reçut 1,000 florins; celle d'Oporyszow, 500; et l'on ne cessa de payer chaque tête de propriétaire que lorsque le nombre des victimes étant devenu trop considérable, les fonds des caisses publiques furent épuisés.

Rien ne saurait décrire les scènes effroyables de ce carnage organisé. Les églises furent l'objet de profana-

tions sacriléges, les vases, les ornements sacrés furent foulés aux pieds, les couvents saccagés, 72 ecclésiastiques égorgés, les manoirs pillés et brûlés, les propriétaires massacrés avec leurs femmes, leurs enfants, les régisseurs et les gens de service. 1458 périrent dans le seul cercle de Tarnow. C'étaient les hommes les plus éminents par leurs vertus et leur dévouement aux classes populaires. Toutes les routes étaient jonchées de cadavres et les fossés pleins de sang. Une seule *famille*, celle de Bogusz, eut 47 personnes assassinées. On ne se contentait pas de tuer, on y joignait le raffinement des plus incroyables atrocités. A M. Broniewski, on coupa la langue, le nez, les oreilles, et on lui creva les yeux avant de l'achever, et sa femme fut contrainte d'assister à ce supplice. A d'autres, on enleva la peau du crâne avant de les mettre à mort. Eh bien! qui le croirait? vers le 12 mars suivant, l'empereur Ferdinand témoignait à ces égorgeurs « sa satisfaction pour leur *présence d'esprit* » et disait : « Mon cœur éprouve le besoin de faire savoir solennellement à mes fidèles Galliciens toute la reconnaissance dont il est pénétré. » Et aux Pâques qui suivirent, le gouvernement sévit contre les évêques et les prêtres qui refusaient l'absolution à ces scélérats impénitents.

A la nouvelle de ces massacres, une procession composée de 40 prêtres, de 500 citoyens et précédée par des bannières consacrées, des croix et des cierges, s'était dirigée de Krakovie vers la Galicie pour arrêter l'effusion du sang. Mais elle fut assaillie par les troupes autri-

chiennes, qui massacrèrent des prêtres, de pieuses femmes, et emmenèrent 130 prisonniers, dont 30 prêtres qui furent enchaînés et jetés dans les sombres cachots d'Olmutz. Quelques jours après, les Autrichiens, les Russes et les Prussiens entraient sans résistance à Krakovie, bombardaient les faubourgs et mettaient à prix la tête des insurgés. Enfin, le 27 janvier 1847, le territoire de Krakovie était enclavé dans les lignes de douanes de l'Autriche. A ce dernier coup porté à la Pologne, Louis-Philippe protesta en ces termes dans son discours de la couronne, du 11 juillet 1847 : « Un événement inattendu a altéré l'état des choses fondé en Europe par le dernier traité de Vienne. La république de Krakovie, État indépendant et neutre, a été incorporé à l'empire d'Autriche. J'ai protesté contre cette infraction aux traités. » L'adresse des Chambres répondit au roi : « En protestant contre cette violation des traités, *nouvelle atteinte portée à l'antique nationalité polonaise*, V. M. a rempli un impérieux devoir et répondu au sentiment de la France et à la juste émotion de la conscience publique. » En Angleterre, le discours de la reine au parlement disait : « L'extinction de l'État libre de Krakovie m'a paru une violation si manifeste du traité de Vienne, que j'ai ordonné qu'une protestation contre cet acte fût remise aux cours de Vienne, de Berlin et de Saint-Pétersbourg, qui y ont participé (19 janvier).

Rien n'a donc manqué à la revendication publique, solennelle, incessante des droits si indignement outra-

gés de la Pologne : protestations officielles, déclarations diplomatiques, manifestations populaires, soulèvement d'indignation et d'horreur du monde entier, hospitalité nationale de ses nobles proscrits, tout s'est réuni pour faire entendre depuis trente ans, que dis-je? depuis un siècle. la voix des peuples et le cri de la conscience humaine.

VII

TENTATIVES DANS LE DUCHÉ DE POSEN ET LA GALICIE. GUERRES DE HONGRIE ET D'ORIENT. MASSACRES DE VARSOVIE. PERSÉCUTIONS RELIGIEUSES ET POLITIQUES (1846-1863).

Peu d'événements importants se passèrent en Pologne de 1846 à 1861 : c'était le silence qui précédait la tempête, c'était le recueillement de toutes les forces nationales s'apprêtant pour la lutte suprême qui devait consommer l'affranchissement définitif de la patrie. Quelques tentatives eurent lieu cependant, et la révolution française de 1848 fut, comme celle de 1830, fatale à la Pologne.

En 1846, Mieroslavski prépara une insurrection dans le duché de Posen ; mais il fut arrêté, et après deux ans, condamné à mort avec plusieurs autres. Ils allaient être exécutés lorsqu'éclata en France la révolution du 24 février 1848. Toute l'Allemagne en ressentit le contre-coup. Mieroslavski et Libelt furent délivrés et portés en triom-

phe. Le duché de Posen forma des comités, s'organisa militairement et voulait proclamer l'indépendance de la Pologne et faire la guerre à la Russie. Après diverses tergiversations, la cour de Berlin fit marcher les troupes prussiennes contre Sroda où étaient réunis 2,000 paysans armés et une centaine de cavaliers sous les ordres du colonel Brzezanski. Dans quelques villes et notamment à Gostyn, Korzmin et Topola, les insurgés ne purent soutenir une lutte trop inégale et furent forcés de déposer les armes. La 23 avril, leur camp de Xionz, que commandait Dombrovski, fut attaqué par les Prussiens qui, après une affreuse mêlée, où périrent 200 hommes, massacrèrent les captifs et les femmes, et se retirèrent avec 574 prisonniers, dont une partie fut délivrée par le peuple armé de faux. Le 30, près de Milóslav, moins de 2,000 Polonais tinrent tête à 5,000 Prussiens dirigés par le général Blumen, puis les battirent et leur tuèrent 300 hommes. L'armée prussienne, portée à 10,000 combattants, voulut reprendre Miloslav, mais fut repoussée sur Gnèzen, le peuple des campagnes étant accouru soutenir la petite troupe polonaise. La république fut proclamée à Mosina, à Kurnick et à Stenszew. Cependant les Polonais, qui ne pouvaient espérer tenir longtemps, entrèrent en négociations avec les généraux prussiens, qui bientôt désarmèrent les districts, arrêtèrent dans toutes les directions les détachements d'insurgés, et firent écrouer dans la forteresse de Posen Mieroslavski, qui recouvra plus tard la liberté par l'intervention de l'ambassadeur français, Arago.

Tandis que ces événements se passaient, la révolution de Paris du 24 février ayant produit à Vienne celle du 19 mars, la Pologne autrichienne obtint une amnistie générale, la mise en liberté des détenus politiques de 1846, la promesse d'institutions nationales et d'une organisation polonaise. Les émigrés accoururent en foule, une garde nationale fut instituée, on voulut proclamer l'indépendance de toute la Pologne et préparer une armée pour envahir les possessions polonaises de la Russie. Alors les troupes autrichiennes marchèrent contre Krakovie et Léopol, bombardèrent ces deux villes, et tous les émigrés furent obligés de quitter le pays. Dans la Galicie occidentale, l'Autriche parvint à exciter les paysans contre les propriétaires, qui cependant avaient aboli la corvée et donné aux fermiers les terres qu'ils cultivaient. Dans la Galicie orientale, la Russie et l'Autriche excitèrent les Ruthènes unis contre les Latins. A l'aide de ces divisions, elles paralysèrent toute tentative d'indépendance.

Alors une foule de Polonais accoururent soutenir la Hongrie, qui venait de déclarer la guerre à l'Autriche pour défendre sa vieille constitution. Vysocki forma à Pesth une légion polonaise, tandis qu'une autre s'organisait à Preszou, que le lieutenant-colonel Tchorznicki créait un régiment de lanciers, et le major Dembovski les chasseurs polonais. Près de Bartza, les Polonais, sous les ordres de Tchorznicki, mirent les Autrichiens en fuite et refusèrent les insignes honorifiques qu'on leur offrait, en disant qu'ils n'étaient venus en Hongrie que

pour préparer la délivrance de leur patrie. Ils se signalèrent, sous Dembovski, le 11 décembre, à la bataille de Koszytze et aux combats qui suivirent. Leur renommée croissait de jour en jour. A la fin de 1848, Dembinski fut nommé par la diète commandant en chef de l'armée hongroise. Le 6 mars 1849, après une attaque meurtrière, les Polonais délogèrent les Autrichiens de la ville de Salnock, sur la Cissa. Ils s'illustrèrent de nouveau à Hatvan où ils s'emparèrent de 500 fourgons de munitions, le vendredi saint, et le 8 avril, où ils emportèrent le pont de Wacow et où leur drapeau fut décoré par les Hongrois. Ils marquaient chaque jour par un nouveau succès, et l'ennemi reculait sans cesse devant eux. Le 19, dans une véritable bataille, l'infanterie prit d'assaut Nad'Sarlo, et un escadron de lanciers fit 2,000 prisonniers aux Autrichiens, qui perdirent 15,000 hommes et évacuèrent la Hongrie. Vysocki fut nommé général et forma un nouveau corps polonais. Dembinski s'empara de Koszytze, Preszow et de toute la province.

Ce fut alors que les armées russes vinrent au secours de l'Autriche. Dembinski voulait transporter la guerre en Pologne et commencer par s'emparer de 8,000 Russes arrivés les premiers. Mais le traître Goergey, alors ministre de la guerre, l'en empêcha et reçut sa démission. Les légions continuèrent à montrer leur intrépidité dans plusieurs rencontres, et Dembenski, rappelé au moment critique à la tête de l'armée, se signala à Szegedin. Mais déjà Georgey s'était soumis sans condition aux Russes, stipulant que « toute l'armée déposerait les armes entre

leurs mains. » En vain les Polonais protestèrent, Georgey les reçut fort mal et leur conseilla la fuite. Le colonel Zamoïski passa avec les légions par la Servie, et se rendit en Turquie, où le sultan refusa de les livrer au tzar.

Après avoir en vain tenté le sort des armes dans le duché de Posen, en Gallicie, en Hongrie et partout, l'émigration porta sa dévorante activité dans l'ordre des améliorations religieuses, morales, intellectuelles et matérielles. En même temps qu'elle ne cessait de revendiquer les droits de la Pologne au parlement de Berlin et dans tous les corps constitués où elle avait accès, elle fondait dans la Pologne prussienne, autrichienne et même russe des établissements publics de toute sorte : associations pieuses, littéraires, scientifiques, publication de journaux, ouvrages historiques et autres, bibliothèques, écoles, amélioration de l'agriculture, abolition de la corvée, sociétés agronomiques, fermes modèles, institutions industrielles, commerciales et de crédit, caisses d'économie, telle fut l'œuvre incessamment poursuivie de 1830 à 1854, au milieu d'un redoublement de persécutions, surtout en Russie. Là, l'instruction publique usait de tous les moyens pour démoraliser et abrutir le peuple. En 1848, on publia un nouveau code criminel contenant 95 catégories de prétendus délits entraînant les travaux forcés, l'envoi en Sibérie avec privation des droits de famille.

Mais le jour arrivait où le prestige de la Russie allait pour jamais disparaître. En 1853, la Turquie, commençant à lutter contre elle, donna à son armée des

généraux polonais, et plus tard, lors de la guerre de Crimée, forma un corps de 4,000 Polonais commandé par le général Zamoïski. En ce moment, la Volynie, la Podolie et l'Ukraïne, profondément agitées, voulurent lever l'étendard de l'insurrection ; mais les Czartoryski, agissant sous l'influence du gouvernement français, les arrêtèrent. Cependant le traité de Paris ayant subitement rétabli la paix, la question de Pologne fut soulevée dans le congrès, et la Russie, pour prévenir toute stipulation directe à ce sujet, prit des engagements et promit « de donner la plus large satisfaction aux griefs des Polonais et d'étonner l'Europe en dépassant ce qu'on pouvait attendre. » Mais à peine le traité fut-il signé, que, pour toute réforme, un journal russe annonça que « le congrès de Paris avait jeté la dernière pelletée de terre sur le cadavre de la Pologne. » La France avait sacrifié 250,000 hommes et trois milliards pour ruiner la moitié d'une ville, lorsqu'avec la dixième partie de ces moyens, elle aurait rétabli la Pologne, qu'elle abandonnait pour la centième fois.

Peu après Nicolas mourut ; et en arrivant à Varsovie en mai 1856, Alexandre II, son successeur, ne dissimula point aux Polonais qu'ils n'avaient rien à attendre de lui. Il traita de *rêveries*, non-seulement tous les vœux d'indépendance nationale, mais jusqu'aux garanties des traités de 1815, annonça qu'il « saurait sévir, » et se résuma en disant : « Tout ce que mon père a fait a été bien fait, et je le maintiendrai. » Avertie qu'elle ne devait plus compter que sur elle-même, la Pologne se pré-

para dès lors à la lutte. Le sentiment religieux qui, depuis 1848 surtout, avait pris un immense développement, arriva au dernier degré d'exaltation, et couvrit tous les pays polonais d'associations de piété et de charité. En même temps, la *Société agricole* conçue dès 1842, autorisée le 12 novembre 1857, et présidée par André Zamoïski, comptait plus de 4,000 membres en 1860, et son budget s'éleva progressivement à 250,000 francs. Mais dans l'œuvre religieuse comme dans l'œuvre agricole, c'était toujours la patrie qu'il s'agissait de relever. A Vitepsk, à Kamieniec, à Kiev, les propriétaires réunis réclamèrent la liberté du catholicisme, le rétablissement de la langue polonaise dans l'administration et les écoles. Le duché de Posen défendit contre la bureaucratie allemande les droits stipulés dans les traités, et la Lithuanie protesta.

Mais c'est surtout de l'émigration à l'étranger que partit le mouvement. Dès que les passe-ports furent libres, une société constituée à Paris envoya des émissaires pour organiser dans toutes les provinces, dans tous les districts, dans toutes les villes de la Pologne l'association qui, en effet, l'enveloppa bientôt de son immense réseau, sous la direction d'un comité central siégeant à Varsovie (1). Deux courants alors se disputèrent l'empire. La Société agricole, dirigée par André Zamoïski, se bornant à poursuivre la réalisation d'un certain pro-

(1) Ces renseignements nous ont été directement donnés par le Polonais même qui prit la part la plus active à cette organisation et que nous ne croyons pas encore pouvoir nommer.

grès matériel et moral, voulait rester dans les limites de la plus stricte légalité; mais elle fut bientôt tronquée et supprimée par la Russie. L'autre association, démontrant qu'il était impossible de rien obtenir par les voies pacifiques, voulait recourir à l'insurrection. La jeunesse quitta la première pour entrer dans la seconde; elles se fondirent enfin, et l'organisation devint une et universelle.

La première manifestation eut lieu à la mort de la veuve de Vysocki, le jeune officier qui avait donné le signal de la révolution du 29 novembre 1830; la seconde, à l'anniversaire de cette révolution; la troisième, lors de la réunion des trois rois spoliateurs à Varsovie. Le 25 février 1861, anniversaire de la bataille de Grochov, une procession nombreuse se dirigea avec ordre vers le cimetière, précédée d'un drapeau à l'aigle blanc et aux couleurs blanche et rouge, et chantant l'hymne national si célèbre *Boze cos Polske*. L'autorité jusqu'alors impassible lance des escadrons sur la foule qui tombe à genoux et se laisse tranquillement massacrer, en continuant à chanter: « Seigneur Dieu très-saint, rends-nous la patrie, rends-nous la liberté! » Le lendemain, la ville tout entière prit le deuil et le 27, jour suivant, 100,000 personnes accompagnèrent le convoi des victimes; les massacres recommencèrent, et des membres même de la Société agricole, qui ne s'étaient point associés à cette manifestation, furent tués sur le seuil de leur palais. La Pologne tout entière prit le deuil, et un avis répandu dans le pays disait: « La couronne d'épines, voilà depuis

près d'un siècle notre emblème. Elle signifie patience, sacrifice, délivrance et pardon. »

Une adresse pleine de modération est envoyée au tzar qui la déclare « nulle et non avenue. » Pour toute réponse, la Société agricole est dissoute, et de nouvelles troupes s'avancent à marches forcées sur Varsovie. Le 15 mars, les Cosaques entrent à cheval dans les églises, foulent aux pieds les fidèles qui s'y étaient réfugiés. Le 7 avril, la population tout entière étant allée au cimetière prier pour ses morts, trouva à son retour la place publique occupée par les troupes. Le lendemain, elle revint pour solliciter le prince lieutenant de transmettre ses demandes au tzar. En ce moment un postillon, traversant la place, fit retentir l'air national de Dombrovski : « Non, la Pologne ne périra pas ! » Aussitôt la foule électrisée tombe à genoux, et, chargée de tous côtés par la cavalerie et l'infanterie, elle continue à prier et à chanter en s'écriant : « Tuez-nous, nous ne bougerons pas ! » Des milliers d'hommes désarmés ouvrent leur poitrine en demandant la mort ; des femmes, des enfants rivalisent d'héroïsme et s'offrent au martyre. Un jeune homme tenant un crucifix ayant été tué, un juif s'en empare, l'élève en l'air d'un air inspiré et tombe lui-même percé de trois balles. « Jamais, dit un témoin oculaire, je ne saurais vous faire comprendre le mépris de la mort, inouï, enthousiaste, qui s'est emparé de ce peuple, hommes, femmes, enfants. » Tous demeuraient immobiles et calmes, répétant leurs chants sublimes sous les charges furieuses des cavaliers et sous les

des bataillons renouvelés jusqu'à quinze fois. On se disputait les premiers rangs pour être plus certain de mourir. Jamais exemple semblable n'avait été donné au monde; jamais peuple n'était arrivé à ce comble d'exaltation. Les bourreaux fatigués de carnage abandonnèrent les premiers ce champ jonché de cadavres, parmi lesquels se trouvaient ceux de femmes, d'enfants, de vieillards; et plus de mille personnes furent tuées ou arrêtées.

A cette nouvelle, mille paysans des environs étaient accourus pour partager le sort de leurs frères, et des troubles éclatèrent à Vilna, à Lublin, à Piotrkov, à Kielce, à Vlocavek, à Kiev, à Krakovie et en Galicie. Malgré d'innombrables arrestations, ces manifestations continuèrent, et le 12 septembre on célébra dans les églises l'anniversaire de la délivrance de Vienne par Sobieski. Une fête religieuse ayant été préparée en l'honneur de Kosciuszko, pour le 15 octobre, le 14 l'état de siége fut proclamé ; mais en dépit de cette mesure, le peuple courut dès le matin aux églises dont l'entrée n'était pas défendue. Quand elles furent pleines, l'armée les ferma et en garda les portes, et les cosaques se répandirent dans Varsovie, pillant les magasins, outrageant les femmes et maltraitant les Polonais et les étrangers. La population, haletante et souffrant la faim, fut retenue dans les églises toute la journée et jusqu'à quatre heures du matin, où elle en fut chassée par les soldats qui envahirent les sanctuaires, commirent toutes sortes d'excès, et jetèrent plus de 2,000 personnes dans

la citadelle. Le prévôt des marchands, le grand rabbin, un pasteur évangélique, cinq chanoines du chapitre et l'administrateur du diocèse, vieillard de 70 ans, furent condamnés *à mort* pour avoir ordonné la fermeture des églises et des temples profanés, et furent *par grâce* détenus dans une forteresse. Mais déjà la colère de Dieu éclatait sur les bourreaux : le prince Gortchakoff mourait misérablement dans un jardin, s'écriant d'éloigner « ces femmes noires, » image de la patrie en deuil ; le général Gerstenzweig se brûlait la cervelle ; le colonel Reutern préférait se tuer que de tirer sur les masses désarmées ; le général Lambert perdait la raison; tous étaient subitement frappés comme par une main invisible; les officiers moskovites brisaient leurs épées et se faisaient déporter en Sibérie; les soldats se battaient entre eux en se reprochant avec horreur les massacres d'enfants et de femmes, et les Russes, frappés de stupeur à la vue de ce peuple tout entier courant au martyre, se sentait vaincu.

Qui pourrait redire cette incroyable histoire de deux années ! États de siége, places publiques occupées par les troupes avec canons et mèche allumée, églises et couvents interdits et profanés, hymnes, chants nationaux et prières défendus, guerre au culte de Marie, aux statues de la Vierge et des saints, aux cierges, au deuil, au costume, au chapeau, à la canne, à un ruban, à tout, arrestations incessantes et innombrables, déportations en masse, femmes outragées et battues de verges pour ces crimes irrémissibles, voilà le résumé de l'histoire

de la Pologne en 1861 et 1862. C'est à n'y pas croire. En vain le pape, l'épiscopat, le clergé, le peuple tout entier protestent. Aucune voix n'est entendue, et, pendant ce temps, on leurre l'Europe avec des promesses réitérées de réformes et de constitution. Ces persécutions s'étendent non-seulement en Lithuanie, mais dans la Pologne autrichienne et prussienne. Pendant deux ans consécutifs la Pologne se laisse égorger, priant jour et nuit sans interruption, et 40,000 pèlerins se rendent à Czènstochova malgré l'occupation de ce célèbre sanctuaire par les Russes. Pendant deux ans les bourreaux ne se lassent pas de frapper, bien qu'il se forme même en Russie un parti pour la Pologne. Enfin, après ces deux années de martyre et de prière, le moment de la lutte suprême était venu, elle commença. Les bourreaux en donnèrent eux-mêmes le signal par cette transportation en masse, décorée du nom de recrutement. Or on sait ce que c'est que le recrutement même ordinaire en Pologne. D'après un relevé fait pour un seul district, sur 11,000 soldats, il n'en est revenu que 498, encore privés de leurs membres, ayant perdu leur religion et impropres à tout travail.

VIII

INSURRECTION DE 1863.

§ I. — *Du 22 janvier au 22 février.*

L'insurrection générale de la Pologne, préparée depuis quelque temps déjà, devait éclater en avril 1863. Mais le gouvernement russe ayant commencé le recrutement qui devait enlever toutes les forces vives de la nation, le comité central, constitué depuis quelques mois en gouvernement provisoire, publia, le 22 janvier, un manifeste appelant la Pologne aux armes, proclamant tous les principes de la démocratie la plus radicale, et donnant la propriété foncière à la population rurale avec indemnité par l'État aux anciens possesseurs. Le même appel fut adressé le 29 janvier à la Lithuanie, et le 5 février à la Podolie, à la Volynie et à la petite Russie. Une quatrième proclamation aux Polonais soumis à la domination prussienne et autrichienne les conjurait de rester paisibles, en se bornant à soutenir l'insurrection par des envois de volontaires, d'armes et d'argent, et à éclairer l'Europe sur la véritable situation. Dans tous ces manifestes, le gouvernement national ne cessait de répéter que le premier acte de la révolution devait être de conférer gratuitement les terres aux paysans.

Tout était organisé, mais on n'avait encore ni fonds, ni armes. Cependant, dès le premier jour l'insurrection

se montre formidable, et, au moment où nous prenons la plume, après sept mois d'une lutte inouïe, la Russie, avec une armée de 265,000 soldats en Pologne, loin d'avoir gagné un pouce de terrain, a épuisé jusqu'à ses dernières réserves, est obligée à une levée de 700,000 hommes, et, malgré tant d'exterminations, de massacres et d'horreurs, ne possède plus rien de la Pologne, qui obéit tout entière au gouvernement national, dont la puissance occulte est douée de cet incroyable prestige qui fait l'admiration du monde entier. Durant ces sept mois il ne s'est pas passé un jour, on peut presque dire une heure, sans qu'un combat, un engagement, une rencontre quelconque ait eu lieu entre les Polonais et les Russes. On peut évaluer à plus de cinq cents les véritables combats qui se sont livrés, et les autres rencontres moins importantes sont innombrables : il nous serait donc impossible d'en faire même la simple énumération. Dans cette guerre de guerillas où chaque forêt, chaque marais, chaque arbre, chaque buisson, chaque pli de terrain cache un insurgé ou un groupe d'insurgés, disons mieux, où chaque Polonais combat, il est également impossible de donner la nomenclature de ces milliers de détachements qui se concentrent et se subdivisent incessamment : néanmoins, nous tracerons par intervalles un aperçu des principaux.

Ce qui distingue surtout cette insurrection, c'est son caractère éminemment religieux. Les évêques l'ont appuyée de leur concours moral, et plusieurs ont payé leur énergie de la déportation. Le clergé polonais tout

entier s'y est associé ; quelques-uns même d'entre eux commandent à cette heure encore des détachements d'insurgés et d'autres sont morts sur les champs de bataille : aussi les Russes ont-ils fusillé, pendu, massacré, déporté un nombre considérable de prêtres. Spectacle inexprimable ! en partant pour rejoindre leurs frères armés, les Polonais se confessent, communient, et reçoivent le sacrement des mourants, l'extrême-onction, les prières de toute la Pologne les accompagnent, ils portent la croix sur leur poitrine, leur bannière est celle de la sainte Vierge et leur cri de combat : *Jésus, Marie!* Quant aux traits d'incroyable héroïsme qui ont illustré cette guerre indomptable sans précédents comme sans analogue dans l'histoire, qui pourrait les redire ? Combien, d'ailleurs, sont restés inconnus ! Au milieu de ces scènes où tout est héroïque, le sublime se surpasse lui-même. On n'a qu'à prendre au hasard. Ainsi, pour ne citer qu'un des faits du début, qui ne se rappelle qu'à Siemiatycze, en Lithuanie, le général russe ayant déclaré que les femmes et les enfants eussent à sortir de la ville parce qu'elle allait être rasée, les femmes lui répondirent : « Ici les femmes périssent avec leurs maris et les enfants expirent auprès de leurs parents ! »

L'insurrection traversa diverses phases successives dont nous montrerons les divers caractères. Le premier mois fut comme sa période de tâtonnements et d'essais. Grâce à l'organisation déjà établie, elle s'étendit dès l'abord d'un bout à l'autre de l'ancienne Pologne, des environs de Varsovie jusqu'aux frontières moskovites,

en face d'une armée de 150,000 hommes. Mais elle était encore plus étendue que compacte, plus spontanée que disciplinée, dépourvue d'armes, de munitions, de vivres, de tout, et n'ayant aucun plan arrêté. Ici elle se concentrait par masse de 10 et 15,000 insurgés, occupait un grand nombre de villes, et y installait des autorités nationales. Là elle se disséminait sur une infinité de points, se formant et se retirant surtout dans les forêts, les marais, les lieux déserts et inaccessibles et faisant une guerre de partisans. Partout elle s'emparait des caisses de l'Etat, des documents publics, des dépêches, des stations de chemins de fer, arrêtait les trains, coupait les voies, brûlait les ponts, désarmait les postes détachés et les douaniers, commençant à s'armer, à former des corps de faucheurs, de cavalerie, fondant même des canons à Dombrowa, et ouvrant une première souscription nationale. Pendant cette période eurent lieu une foule de combats parfois très vifs où les Polonais furent souvent vainqueurs. Les plus importants furent ceux du 3 février à Wengrow, où les Russes perdirent 450 hommes, du 4 à Wachock, où deux escadrons moskovites furent complétement anéantis, de Michow où périrent cent étudiants de l'université de Krakovie, des *Zouaves de la mort* commandés par Rochebrune. C'est à cette époque que les Russes conclurent avec la Prusse la convention qui leur donnait la libre entrée de son territoire et qui émut si vivement toutes les puissances de l'Europe.

Déjà les Russes commençaient cette guerre atroce d'extermination et de dévastation poussée depuis jus-

qu'au délire de la sauvagerie et dont les cruautés inimaginables dépassent tout ce qu'on raconte des Tatars. Toutes les villes, tous les villages dont ils s'emparaient étaient saccagés, incendiés et les habitants massacrés. A Suchedniow, Wengrow, Wonchock, Siemiatycze, Dolaborzno, Modliborzyce, Thomaszow, Miechow, Ojcow et en mille autres lieux, ils réduisirent en cendres villes, bourgs et hameaux, pillèrent et brûlèrent les maisons, égorgèrent les habitants désarmés, femmes, enfants, vieillards infirmes et aveugles, Russes et Polonais, ouvrant aux uns le ventre, en brûlant d'autres vivants, achevant les blessés avec des raffinements de torture incroyables, renouvelant partout des scènes de carnage dont le récit fait frémir d'horreur. Châteaux, fermes, bibliothèques, comme ceux de MM. Piatowski, Zamoïski, de Polytello, furent mis à feu et à sac, ainsi que des pays entiers. En même temps on proclamait l'état de siége, on établissait des cours martiales, et dès le 7 février un ukase donnait à tous les gouverneurs militaires droit de vie et de mort sur tous les citoyens ; une commission pour les suspects était instituée dans chaque arrondissement ; les ordres sanglants, les arrestations, les déportations en masse se succédaient, et les journaux officiels eux-mêmes enregistraient le nom des prêtres et des laïques fusillés ou pendus d'abord à Lubartow, à Plock, à Piotrkov. Recevoir, même de force, un insurgé, ou lui donner un verre d'eau entraînait la mort.

§ II. — *Du 22 févrièr au 21 mars. Dictature de Langiewicz. Protestation de l'archevêque de Varsovie.*

Le second mois de l'insurrection fut la période de la dictature, à laquelle plusieurs prétendirent, et qui fut donnée à Maryn Langiewicz entre les mains de qui le Comité central remit ses pouvoirs. Malgré l'arrivée continuelle de nombreux renforts aux Russes, l'action militaire se concentre, se régularise et s'étend dans plusieurs parties de la Pologne qu'elle n'avait pas encore envahies; beaucoup de femmes habillées en soldats y prennent part. Les combats, plus nombreux, redoublent de vigueur et d'acharnement. Plusieurs sont de véritables batailles, comme celui de Malogorz qui dura 5 heures et fut livré le 24 févier à 4,000 Russes dont 400 furent tués et qui virent leurs canons enlevés par les faucheurs. L'administration russe se désorganise complétement, et tous les Polonais, non encore démissionnaires, y cessent leur service. Un budget national commence à se former par une collecte volontaire qui produit 8,000 roubles en huit jours et par l'enlèvement des caisses publiques. Tout obéit aux pouvoirs nationaux. En face des Russes, au milieu même de Varsovie, le chef révolutionnaire de la ville donne des ordres exécutés par tous avec une incroyable ponctualité. Ainsi le 13 mars il annonce publiquement que les sommes donnés pour l'insurrection seront déduites de la contribution nationale à créer, défend de signer la pétition colportée par Wielopolski et de faire

des enrôlements non officiellement ordonnés par le gouvernement national. L'opinion publique, déjà si vive en France et dans toute l'Europe pour la Pologne, se prononce de plus en plus énergiquement. Des souscriptions, des manifestations et des meetings s'organisent en sa faveur partout et principalement en France, en Angleterre, en Belgique, en Italie et en Suède. A Londres, le meeting de Guildhall forme un comité international de souscription proposée aux municipalités de Paris, de Vienne et des autres capitales, envoie une adresse à Langiewicz et demande la cessation de tous rapports diplomatiques entre la Grande-Bretagne et la Russie.

Le 12 mars, l'armée polonaise se rangea en bataille et forma un quadrilatère au milieu duquel s'élevait un autel. Après une allocution de l'aumônier du camp, l'abbé Kraminski, le dictateur Langiewicz prêta serment à la nation, puis les fonctionnaires et l'armée tout entière au dictateur. On raconte qu'au moment où les prêtres célébraient la messe solennelle, le soleil parut subitement sur l'horizon accompagné de deux autres soleils latéraux, jetant sur le camp une vive lumière et formant en même temps un arc-en-ciel sur les hauteurs opposées. Ce phénomène disparut aussitôt après le service divin. C'était l'emblème de l'éclat si passager de cette dictature et des deux reflets trompeurs qui disputaient sa puissance à l'ancien Comité. Tous les pouvoirs occultes sont dissous, un gouvernement civil est établi avec 4 directeurs pour la guerre, l'intérieur, l'extérieur et les finances et 2 secrétaires. Le dictateur conserve

en lui la puissance suprême, publie un manifeste d'un caractère religieux où il « parle au nom de Dieu, » diverses ordonnances sur l'organisation civile et celle de l'armée, gracie huit condamnés à mort et nomme généraux Jezioranski et Waligorski. Des renforts et des munitions lui arrivent, et il réunit autour de lui près de 15,000 hommes. Depuis longtemps déjà il avait livré aux Russes un grand nombre de combats heureux ; mais à la suite de ceux des 17 et 18 s'étant un peu avancé sur le territoire de la Galicie, il fut reconnu et arrêté par les autorités autrichiennes, conduit à Krakovie, plus tard interné à Tischnowtz, puis libre de se rendre en Suisse.

Ainsi finit cette dictature de huit jours. Cet événement, qui parut alors un grave échec pour l'insurrection, fut au contraire ce qui la sauva ; car la concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'un seul homme lui eût enlevé son caractère, eût paralysé ses forces, et, en amenant la concentration militaire, l'eût détruite en une seule bataille. Aussi l'ancien Comité national de Varsovie, en reprenant, le 21 mars, la direction, par suite de la captivité de Langiewicz, reconnut la faute qu'il avait laissé faire, et promit de n'y plus retomber.

Durant toute cette seconde période, du reste, la lutte se poursuit de plus en plus ardente sur tous les points, dont plusieurs sont renforcés par les insurgés qui, après la prise de Langievicz, se partagèrent en plusieurs détachements et prirent des directions différentes. L'insurrection compte 20,000 combattants dans le seul gouvernement de Radom, et de nouvelles bandes se forment

principalement dans les forêts et les lieux boisés. Elle occupe un grand nombre de villes, et y établit des autorités nationales, s'empare des caisses publiques, d'armes, de canons, de prisonniers, détruit les ponts, coupe les chemins de fer, les télégraphes, et anéantit dans une seule rencontre un détachement de 250 hommes de la garde impériale. Elle se propage en Lithuanie avec un caractère particulièrement religieux. Elle a déjà presque partout ses chefs militaires habitués au commandement. Non loin de la frontière silésienne, au sud de Czenstochau, se trouve le détachement de Cieszkowski, l'infatigable destructeur des ponts et des chemins de fer; au nord, entre Czenstochau et Kalisch, Oksinski, le vainqueur d'Opatoweck; plus loin, vers Konin et sur la Varta, les corps de Mielinski et Taczanowski luttent continuellement contre les Russes. A droite, vers Kutno, sont les bandes errantes de Lakinski. Dans le gouvernement de Plock commande le général Sigismond Podlewski, qui étend ses excursions jusqu'au delà de la Nuren et dans le palatinat d'Augustowo, ayant sous ses ordres le colonel des faucheurs Fritsche, et correspondant avec d'autres détachements nouveaux. Rylski et Raczinski sont à la tête des corps les plus importants de la Lithuanie, et les deux frères Rykow des plus considérables de l'ancienne Livonie polonaise. Dans les environs de Varsovie opèrent Tchartkowski, Jankowski, Sokol, Zaveski. Dans le gouvernement de Lublin sont le colonel Lewandowski, qui bat les Russes à Slavin, et dont la cavalerie est commandée par le colonel Zakrewski; Martin Lelewel, chef d'un corps volant.

puis d'autres petits détachements. Dans le gouvernement de Radom une foule de bandes sont dirigées par des hommes dont le nom est inconnu. Nous ne parlons pas d'une multitude d'autres, comme Jezioranski, Mieroslavski, Turketty Smiechowski, Czerngery, Bogdanowicz, Zamiesko, Mieczay, fusillé le 19 mars à Krasnystaw par les Russes.

Tel est l'aperçu sommaire des principales forces de l'insurrection vers la fin de mars. Les Russes arrêtent, surtout à Varsovie, déportent, pendent, fusillent, notamment à Lublin, Radom et Kiew. Ils font tout pour soulever les paysans contre les insurgés, et offrent publiquement 5 roubles (20 francs environ) par chaque tête livrée. Ils confisquent les biens des suspects en vertu de l'ukase du 22 mars, et détruisent, par un acte de vandalisme sans exemple, toutes les antiquités qui se trouvaient dans le château de Pieskowa-Skala. Ils pillent, dévastent, incendient et massacrent tout. A Michalowice, Londek, Borysov, Tokarnia, partout ils saccagent, brûlent et rasent villes et villages, réduisent en cendres les châteaux, les granges, les maisons, comme à Gebultow, à Gorka, ruinent des pays entiers, égorgent les habitants et achèvent les blessés. Citons un seul exemple de leurs atrocités. A Siedlce, en Podlachie, les cosaques fusillent à bout portant des Polonais qui n'avaient pris part à aucun combat, s'étaient rendus, et dont le plus âgé n'avait pas vingt-quatre ans, achèvent les blessés en leur fracassant la tête, leur ouvrant le ventre, et leur faisant boire leur propre sang, rient de

leurs cris d'angoisse et d'agonie en les contrefaisant, s'acharnent pendant une heure entière contre les cadavres, les dépouillent, et après avoir tout brûlé, mitraillent les habitants par passe-temps, et leur crient : « Regardez, voici votre sang, buvez-le ! c'est ainsi que nous égorgerons tous les Polonais. » Trois lieues de chemin furent toutes baignées du sang qui dégouttait de ces corps transportés à Siedlce. Ces horreurs étaient telles que des Russes eux-mêmes en étaient révoltés, et que plusieurs, comme le colonel Korff, se brûlèrent la cervelle pour ne pas exécuter les ordres atroces qui leur étaient donnés.

Cette période fut encore marquée par un fait plus important peut-être, mais surtout plus heureux que la dictature. Ce fut l'adhésion publique donnée par l'épiscopat à la révolution. Le chef du clergé polonais, Mgr Felinski, archevêque de Varsovie, envoya sa démission de conseiller d'État, rompant ainsi le lien officiel qui l'attachait au gouvernement russe. Cette démission refusée, mais dans laquelle l'archevêque persista, fut suivie de celle de Mgr Meyertchak, archevêque du diocèse de Krakovie, et de celles de tous les membres du conseil d'État de Varsovie ainsi que du maréchal de la noblesse. En Lithuanie, tous les maréchaux, tous les juges-arbitres et tous les employés indépendants donnèrent également leur démission motivée.

Mais Mgr Felinski ne s'en tint pas à cet acte de la plus haute gravité et qui apportait à l'insurrection un appui moral immense ; le 15 mars il adressa à l'em-

pereur de Russie une lettre où il dit : « Ce fut toujours la mission et le privilége de l'Église de porter la voix aux puissants de ce monde dans les moments des grands malheurs et des calamités publiques. C'est au nom de ce privilége et de ce devoir qu'en ma qualité de premier pasteur du royaume de Pologne, j'ose m'adresser à Votre Majesté pour lui exposer les besoins pressants de mon troupeau. Le sang coule à grands flots, et la répression, au lieu d'intimider les esprits, n'en fait qu'augmenter l'exaspération. Je supplie Votre Majesté, au nom de la charité chrétienne et au nom des intérêts des deux pays, de mettre fin à cette guerre d'extermination. Les institutions octroyées par Votre Majesté sont insuffisantes pour assurer le bonheur du pays; la Pologne ne se contentera pas d'une autonomie administrative, elle a besoin d'une vie politique. » Puis, après avoir hautement réclamé l'indépendance de la Pologne, il s'écrie : « Le temps presse, chaque jour creuse davantage l'abîme... Arrêtez le flot de sang et de larmes qui coule depuis si longtemps en Pologne. Le moment est solennel. » L'empereur répondit par l'envoi de nouvelles troupes et par de nouveaux édits plus sanguinaires.

§ III. — *Du 21 mars au 8 mai.*

Après la première période de prélude où l'insurrection essaye ses forces sans plan arrêté, et la seconde de dictature où elle se concentre militairement et comme pouvoir entre les mains d'un seul homme, général de l'ar-

mée, commence une troisième phase où se constitue définitivement et avec un prestige inouï la direction du gouvernement national, et s'organise le système d'une guerre de partisans qui avait été abandonné, et qui est désormais réalisé dans toute sa vigueur. Les détachements polonais se divisent en une foule d'autres plus petits qui occupent chaque district et causent des pertes bien plus fortes à l'ennemi.

Le gouvernement national prend la plénitude de sa puissance, bien qu'il doive traverser encore une crise. Il décrète la dissolution de toutes les sociétés politiques existantes, et défend à qui que ce soit d'empiéter sur ses attributions : toute infraction à ses ordres est considérée comme une trahison. Il publie, le 31 mars, une proclamation adressée aux Lithuaniens, le 16 avril, un manifeste, et forme pour la Lithuanie et la Russie Blanche un comité spécial qui, sous sa direction, régit les affaires de ces pays. Partout il est obéi avec le plus admirable élan.

En même temps que le pouvoir se fortifie, la décentralisation militaire s'opère. De ces milliers de détachements, nous ne pouvons citer que quelques principaux : ceux de Padlewski, dans le gouvernement de Plock; du général Czachow, du major Lopacki, de Grelinski et de Kononowicz dans le palatinat de Sandomir; d'Oksinski, de Taczanowski, de Skrzynski et d'un ancien officier français, dans le palatinat de Kalisch; d'Akord, dans le gouvernement d'Augustowo; de Lelevel, Narbut, Jablonowski, Cieszkowski, Boleslas Kolysko, l'abbé

Mackiewicz, Prasnil, Cuszkowski, Seifried, Zamecreck, Czajkowski, Turketti, Kupletski, Mosakowski (1). Ces détachements, aidés d'une multitude d'autres, bien que séparés, agissent de concert sous une direction unique. Pour faire face à ce genre de guerre, les Russes sont obligés d'imiter leurs adversaires, et organisent des colonnes mobiles dont les bandes indisciplinées signalent leur passage par le pillage, l'incendie, le massacre.

Les combats, moins éclatants en apparence, redoublent en nombre et en vigueur, l'intrépidité des Polonais se surpasse, les actes d'héroïsme se succèdent. Que nous déplorons de ne pouvoir au moins retracer quelques-unes de ces luttes! Le 11 avril, les Russes sont défaits à Bialachewo, par Ramotowski; le 12 mars, par Siefried, et ont 30 chariots de blessés; le 17, à Lubiania, à trois milles de Varsovie, 500 Polonais, commandés par Grelinski, bien qu'entourés de 2,000 Russes, soutiennent un combat de trois heures, puis se frayent un passage à travers les lignes ennemies. L'insurrection prend des proportions de plus en plus considérables. Elle s'étend dans la Lithuanie, la Samogitie, les provinces de la Baltique, les palatinats de Vilna et de Minsk ; au sud,

(1) Nous voudrions pouvoir citer quelques-uns des noms échappés à l'oubli parmi ceux de ces chefs qui s'illustrèrent dans les premiers temps surtout de l'insurrection, mais la liste que nous en avons relevée est trop longue pour être donnée ici, et nous nous bornerons à rappeler Kalixte Ujeski, officier qui avait servi dans l'armée d'Afrique, Jung de Bankenhem, officier français, le colonel Nullo, Italien, Antoine Dunin, etc.

dans la Galicie, et plus tard, a son principal théâtre dans le palatinat de Kalisch. Malgré les mesures militaires les plus sévères, les volontaires affluent de toutes parts, mais manquent d'armes. Le 12 avril, le tzar publie une amnistie ; pour toute réponse, dans la nuit du 12 au 13, 1,500 hommes quittent Varsovie pour rejoindre les insurgés, qui s'emparent des caisses du gouvernement, des magasins d'armes, de munitions, délivrent des convois de prisonniers et triomphent dans la plupart des rencontres. Les Russes, de plus en plus désorganisés, s'en prennent aux processions, qu'ils défendent, sont frappés de stupeur en voyant s'exécuter avec l'inexorabilité du destin les condamnations à mort prononcées par le gouvernement révolutionnaire, fortifient Varsovie et divers autres points, occupent militairement les stations de chemins de fer, et font escorter par des soldats les trains, qui cependant sont encore arrêtés. Ils mettent à feu et à sac châteaux, fermes, maisons et villes, entre autres, dévastent complétement les biens des comtes Zabrowski et Cyskiewicz, hachent en pièces une foule de jeunes gens dans la ferme de Hutta-Bouda, en Podlachie, assassinent Kuszkowski et Koslowski, étranger à l'insurrection, font dans la propriété de Mme de Growski un massacre épouvantable de ses deux filles et de 70 ouvriers de Vilna, qui s'y étaient réfugiés, puis saccagent et brûlent tout. Des popes schismatiques prêchent du haut des chaires le meurtre, le pillage et l'incendie. On excite publiquement les paysans à exterminer les nobles et les propriétaires, et on leur alloue pour récompense 3 roubles par

tête. Des soldats des compagnies de discipline et des criminels tirés des prisons sont soudoyés, enivrés et envoyés dans les villages avec de fortes sommes d'argent pour former des bandes de brigands chargées de cette œuvre d'extermination. Une proclamation russe appelle les schismatiques « à exterminer tous les catholiques jusqu'au dernier, les seigneurs comme les paysans; leurs terres et leurs biens seront donnés comme récompense à ceux qui auront aiguisé les couteaux, les faux et les haches. Dieu, l'Eglise grecque et le tzar l'ordonnent, » et bénissent d'avance les assassins. Voilà par quels moyens la Russie combat cette noble insurrection polonaise, qui ne se venge qu'en usant envers ses ennemis d'une humanité sans exemple.

§ IV. — *Du* 8 *mai au* 12 *juin*.

Le 8 mai signale le début d'une nouvelle phase marquée par l'extension de l'insurrection jusqu'au sein même de la Russie et par une crise qui se produit dans le gouvernement national. La Ruthénie se soulève dans tout l'espace compris entre le Bug et le Dnieper, des confins du Prypée jusqu'aux extrémités de l'Ukraïne. Les Ruthènes poussent leur cri de guerre *Slawa Bohn!* « gloire à Dieu! » Dans cette immense étendue presque chaque district fournit son contingent armé, et dès les premiers jours les insurgés occupent la ville de Lubar en Volynie et plusieurs autres. Le mouvement se propage jusqu'à Kiew, Chartow, Czernikow, Iekaterinoslaw, Pul-

tawa ; et presque en même temps éclate dans la Russie Blanche, notamment dans les gouvernements de Witepsk, Mohilew, Smolensk où le noyau des insurgés est formé par les élèves de l'université de Moskou, ceux des écoles supérieures des villes, la noblesse et les propriétaires. Les cosaques du Don et du Volga se soulèvent également. Des troubles éclatent jusqu'à Odessa et dans le gouvernement de Moskou ; et à Saint-Pétersbourg même on opère de nombreuses arrestations. La Russie est attaquée jusqu'au cœur.

Le gouvernement national de Pologne adresse aux populations ruthéniennes des provinces polonaises de la Volynie, de la Podolie et de l'Ukraine l'*Ecrit d'or* ou *Zlota Hramota*, imprimé sur papier d'or, en langue ruthénienne, et où l'on voit reproduite en style byzantin l'image du Christ donnant sa bénédiction. Ce document qui devait être déposé entre les mains de l'autorité de chaque commune rurale, porte le sceau du gouvernement national réunissant en écusson, sous une couronne, l'aigle blanc, le cavalier lithuanien et l'archange saint Michel. En voici les principales dispositions : « Les terres arables, les prairies, les métairies ou maisons appartenant à des particuliers ou à l'Etat, que les paysans détenaient à quelque titre que ce soit, seront à dater de ce jour leur propriété irrévocable, sans aucune redevance de leur part. Les propriétaires actuels en seront dédommagés par le trésor national. Les citoyens libres, ainsi que les fermiers nobles, auront, comme les paysans, la propriété complète des terres et des mai-

sons, soit des nobles, soit de l'Etat, qu'ils détiennent actuellement. » La diète d'Etat distribuera des terres aux paysans qui n'en auraient pas encore. Tous les citoyens, de quelque condition ou de quelque religion qu'ils soient, sont libres, égaux, admissibles à toutes les fonctions publiques, seront administrés et jugés par des hommes élus par eux, se serviront de leur langue, de leurs écoles, de leurs conseils, de leurs tribunaux, de leurs services administratifs, et ne seront soumis qu'aux décisions de la diète d'Etat composée des députés de toute la patrie. Les prêtres grecs recevront des pensions en argent afin que le peuple n'ait rien à payer pour aucun service religieux. Quiconque aura pris les armes contre la domination moskovite recevra sur les biens de l'Etat trois hectares et une maison ou une pension viagère. Le gouvernement national jure devant Dieu tout-puissant, devant la nation entière et devant le monde de maintenir et de défendre tous ces droits de liberté et d'égalité.

Tel est le résumé des principes de la révolution polonaise. Voici maintenant en action ceux de la Russie. En Ukraïne, le gouverneur de la province, Annenkoff, recruta dans le rebut de la population des bandes de brigands qui massacrèrent tous ceux qu'ils rencontraient, saccagèrent et détruisirent les châteaux, les fermes et les maisons isolées; mais le gouvernement national envoya de suite des forces imposantes vers ces régions menacées par l'assassinat et l'incendie. La répression dirigée par les deux Podhorski et le comte Branicki fut telle qu'en 24 heures tout danger avait disparu et ne

se renouvela plus depuis. En Volynie, l'autorité moskovite organisa des bandes semblables formées par les criminels qu'on avait relâchés des prisons à cette condition, et qui, enivrés, massacrèrent un groupe d'insurgés et leur chéf, Ciechonski, égorgèrent les blessés, hachèrent les morts, puis se mirent à piller et à brûler les châteaux et les villages, sans ménager les Russes plus que les autres, de sorte que ceux-ci furent eux-mêmes forcés de les attaquer, de les disperser et d'en jeter 200 dans les prisons de Zytomir.

Nous ne retracerons pas les combats livrés en Podolie, en Volynie, en Ukraîne, les alternatives diverses de la lutte, les atrocités des paysans qui parfois assassinèrent par centaines des personnes inoffensives, les victoires des insurgés, comme celle de Padlewski, officier de 1831, dont le fils avait été fusillé le 15 mai et qui le 16 à Machnovka en Volynie battit 2,500 Russes, celles de Platow-Krzyzanowski qui triompha dans trois combats successifs dont le dernier coûta 300 hommes à l'ennemi, celle à Skwera, dans l'Ukraîne meridionale, où deux escadrons de dragons moskovites furent obligés de mettre bas les armes. Il nous suffit de dire qu'à la fin de cette période de nouveaux détachements d'insurgés se formaient, l'un sous le commandement d'un Polonais, ancien officier dans l'état-major russe, et l'autre sous Edmond Rozycki qui dirigeait les opérations militaires de toute la province.

C'est à cette époque qu'eurent lieu en Livonie les atrocités des Raskolniks, flétries par le comte Russell à la

chambre des lords d'Angleterre. Massacres de femmes et d'enfants, châteaux saccagés et réduits en cendres, foule immense d'hommes et de femmes paisibles, garrottés, mis aux fers, déportés, tout dévasté et brûlé, proscriptions en masse, rien ne manque à ces scènes d'horreur. Tout le pays, dit une correspondance, offre l'image de la plus affreuse désolation. Dans le gouvernement de Witepsk, comme en Livonie, il n'y a pas un château, une ferme, un village, qui n'ait été ravagé, dévasté de fond en comble par les raskolniks, les cosaques, les tirailleurs ou les hulans de la garde du corps impérial. Les cachots et les maisons d'étape des districts ne suffisent plus à contenir les blessés et les captifs, entassés pêle-mêle, sans aucun secours des médecins. Deux femmes qui essayaient de leur porter des vivres ont été égorgées sur le seuil des prisons. Le général Dlotowskoï, chef militaire de Mohilew, se distingue entre tous par sa brutalité. «Nous ne savons plus où mettre ces chiens de rebelles, dit-il aux soldats en les envoyant au massacre ; ne faites donc plus de prisonniers : *ceux mêmes qui se rendraient à merci tuez-les !*» Dans une autre occasion, il leur criait : « N'avez-vous pas vos baïonnettes pour en finir avec les Polonais? *Plus vous en tuerez et moins vous en ferez prisonniers, plus le tzar et la Russie vous seront reconnaissants.* » C'est avec de tels ordres que ces bandits quittent Dunaborg et se répandent dans les campagnes. Le simple soupçon de sympathiser avec l'insurrection devient un crime capital. Aussi tous les propriétaires et les prêtres des districts de Siebiez et de

Lusyn sont aux casemates ou dans les fers. La plupart des églises en Livonie sont fermées faute de desservants. Lorsque les paysans viennent porter plainte à Dunaborg, que leurs enfants, leurs malades, meurent sans recevoir le baptême ou les sacrements, on leur offre généreusement des popes russes, tout prêts à les confesser ou même les absoudre, du meurtre de leurs maîtres. « Vous recevrez à ce prix, leur dit-on, les terres de ceux que vous aurez égorgés; les Polonais sont parmi vous des intrus qu'il faut exterminer jusqu'au dernier, pour que la terre et son produit vous appartiennent, et pour que vous n'ayez plus d'autre maître que le tzar. » Des cosaques, envoyés dans les villages, leur portent les mêmes conseils. On enlève aux prisonniers jusqu'à l'air et à la lumière. Enfermés vivants dans une tombe, la plupart meurent avant même que leur interrogatoire ne soit commencé.

Dans les cercles de Tavaszcra, Swiersk, Czerkawsk, Orchryn et autres, écrit-on de l'Ukraïne, il ne reste pas un propriétaire libre, pas un château intact. Dans tous les combats livrés aux insurgés, les soldats russes ne marchent à l'attaque que couverts par des bandes de paysans qu'ils forcent la baïonnette aux reins d'avancer. Les nôtres naturellement ne tirent pas sur ces malheureux et tombent le plus souvent victimes de leur générosité. Un témoin oculaire d'une de ces luttes donne les renseignements suivants. Après un carnage horrible, il était resté environ 180 prisonniers, exténués de fatigue, couverts de blessures, mourant de faim. Le commandant

russe ordonna aux paysans de dépouiller ces malheureux de leurs vêtements. On leur ôta jusqu'à leur chemise, jusqu'à leur chaussure ; et pourtant ils avaient une longue route à faire (28 lieues environ) avant d'arriver à Kiew. On leur mit des fers, et, complétement nus, on les riva par groupes de trois à des troncs d'arbre, qu'ils devaient traîner dans leur marche pénible. Parmi ces condamnés, il y en avait quelques-uns qui auraient inspiré de la pitié à des tigres. C'étaient d'abord un vieillard de 83 ans, qui avait été livré aux Russes pour 3 roubles et qui respirant à peine, ressemblait plutôt à un cadavre qu'à un être vivant ; puis un enfant de 14 ans dont les traits décomposés, le souffle affaibli et les yeux éteints, présageaient une mort certaine. Leur compagnon de chaîne était un jeune médecin. En lui mettant les fers, on s'aperçut qu'il avait le bras cassé. Le gardien voulut prendre un autre à sa place. Le commandant le défendit en disant : « Attachez le bras plus bas, » et l'infortuné, les mains derrière le dos, fut rivé au tronc avec le vieillard et l'enfant, incapables tous trois de faire mouvoir la masse pesante. Ils durent pourtant avancer sous le fouet des cosaques. A Kiew, on les partagea en trois catégories. Les moins coupables furent immédiatement enfermés dans une chambre où quinze personnes auraient eu de la peine à trouver place ; ils étaient forcés de se tenir debout, tellement serrés, que tout mouvement leur devenait impossible. C'est dans cet état qu'on les laissa des semaines entières. La deuxième catégorie a disparu sans que personne ait pu savoir ce

qu'elle était devenue. La troisième a été conduite dans les casemates. Là, on a jeté les malheureux prisonniers dans des puits profonds et tellement étroits, qu'on ne peut y rester couché. Ils y sont sans lumière, et reçoivent une misérable nourriture au bout d'une corde. A force d'argent, l'un d'eux a pu être racheté. Quand son frère est venu pour le prendre, il crut d'abord qu'on lui remettait un autre prisonnier, tant il était changé. C'est par lui qu'on a appris ces détails dont il est sévèrement défendu de parler, ainsi que des exécutions, à moins qu'elles ne soient publiques; mais pour une qui a lieu en plein soleil, combien d'autres s'accomplissent dans l'ombre?

En revanche, les Russes faits prisonniers par les Polonais sont presque toujours relâchés, ou, si on les garde, ils sont traités avec la plus grande humanité et tous les égards possibles; on leur laisse leurs habits, leur argent, tout excepté leurs armes, et ils partagent la nourriture et la vie des insurgés. Le gouvernement national ayant appris que Stamirowski, chef d'une petite bande, traitait mal ses prisonniers, le destitue aussitôt, comme compromettant la générosité de la cause polonaise.

Ce gouvernement national institue, le 28 mai, à Paris, le comité chargé de centraliser tous les fonds recueillis en Europe pour la Pologne, et le 31, il annonce que la crise qu'il a traversée est terminée, qu'il est renouvelé et réorganisé d'après les principes démocratiques et avec un certain contrôle. Sur tous les points de la Pologne, la lutte s'étend, se fortifie, prend des proportions qu'elle n'avait pas encore eues jusqu'alors, et déploie une

énergie, une constance, une intrépidité incroyables. Les paysans affluent au camp des insurgés, et l'un d'eux, Parada, qui s'était distingué sous Zapolowicz, à l'affaire de Tuczapy, forme un corps de faucheurs. L'insurrection éclate à Vilna, augmente en Podolie, se rapproche de Varsovie et se propage dans les provinces méridionales jusqu'à Czerkasi, dans le gouvernement de Kiew. De nouveaux détachements apparaissent sans cesse, et dans ces combats innombrables, chaque jour ou plutôt chaque heure est marquée par un triomphe des Polonais. Ainsi, pour en prendre un exemple au hasard, nous avons patiemment fait le relevé des rencontres qui ont eu lieu du 21 mai au 12 juin; et dans cet espace de vingt-deux jours, nous avons compté plus de vingt-cinq victoires signalées, plus d'une par jour, sans compter une foule d'autres moins importantes. Il y en eut jusqu'à trois et quatre en une seule journée. Elles furent remportées principalement par Albertynski, Jankowski, Kaminski, Wawer, Suzin, Hlasko, Brands, Jablonowski, Oksinski, Oborski, Bончza, Jamielinski, Sublicki, Niepski, Calixte Ujeski, Czackhowski, Lelevel, Sokolnicki et Krysinski. Les Russes y perdirent en un seul engagement jusqu'à 300 hommes à la fois, des compagnies entières de cavalerie et d'infanterie, canons, chevaux, armes, munitions, bagages, et furent mis en fuite souvent avec trente chariots de blessés. Le 28 mai, ils avaient perdu, depuis le début de la guerre, plus de 26,000 hommes.

Aussi ont-il recours à tous les moyens : ils incendient les forêts, exterminent et brûlent tout, multiplient les

arrestations et les exécutions; pendent, fusillent, déportent sans relâche, et essayent d'établir dans les campagnes une police, mais échouent complétement, les paysans étant acquis à l'insurrection. Le 8 juin, 5,000 soldats de la garde leur arrivent de Saint-Pétersbourg; mais, dans un autre envoi de 600 hommes, 300 périssent par suite de déraillement des trains. Tout tourne contre eux. Beaucoup de leurs officiers passent aux Polonais. Ils ne peuvent avoir un guide sûr, ni rien savoir des forces et des opérations des insurgés, qui, eux, sont parfaitement informés de tous leurs mouvements. Les détachements ennemis naissent à chaque instant sous leurs pas, et, outre ceux des chefs que nous avons déjà cités, nous voyons ceux de Miastkowski, Fericze, Franguta, Wlodew, Szumlandski, Stroïnowski, Kolowski, Rudzki, Zukowski, Ragulski, Calier, Raczkowski, Kupinski. Le gouvernement national nomme Edmond Tacznowski chef des opérations militaires des palatinats de Kalich et de Mazovie. Une lutte sanglante éclate à Varsovie le 1er juin, et des traits héroïques signalent chaque jour. Ainsi, le 28 mai, au combat de Sleszole, en Lithuanie, Koziello se dévoue à la mort avec 80 des siens pour sauver son détachement cerné de toutes parts.

§ V. — *Du 12 juin au 12 juillet. Mourawieff. Redoublement des exécutions et des atrocités.*

Le 12 juin, le P. Agrypin Konarski, capucin, est pendu devant la citadelle de Varsovie, pour avoir rempli son

ministère religieux en confessant des insurgés près de mourir. Son corps, après être resté suspendu pendant trois heures, est jeté, sans aucune cérémonie religieuse, dans un lieu ignoré. Le jour même, l'archevêque de Varsovie proteste solennellement contre cette horrible exécution. « Le prêtre, dit-il, sans considérer celui qui le fait mander, est obligé par sa vocation de porter les secours de la religion à tous les mourants, sans tenir compte de leur position politique et sociale. » Il montre que toutes les lois ecclésiastiques ont été violées et réclame le corps du P. Agrypin pour être inhumé selon le rit religieux. C'est la voix de l'épiscopat et de l'Église qui s'élève pour vouer à l'exécration du monde entier les horreurs de cette guerre atroce érigeant en système l'extermination de tout un peuple et la destruction de fond en comble de la Pologne. Pour toute réponse, l'archevêque est saisi, envoyé sous escorte militaire à Saint-Pétersbourg, puis à la Gatchina, et déporté à Jaroslaw. En même temps, Mgr Krasinski, archevêque de Vilna, qui porte un des plus grands noms de l'histoire, allié à des familles régnantes, à la maison royale de Saxe et à celle de Piémont, est également envoyé à Saint-Pétersbourg, puis déporté à Vialka; un autre évêque est déporté à Perm. Ce n'est plus seulement la lutte de la Pologne contre la Russie, mais celle du catholicisme contre le schisme, de la civilisation contre la barbarie. Tel est le caractère de la cinquième phase de ce grand duel à mort.

A côté du franciscain qui mourait avec la noble fierté

d'un saint, était exécuté un étudiant de vingt ans, Abicht. Deux autres étudiants étaient condamnés à la déportation en Sibérie pour avoir passé la frontière sans passeport. Mais ce n'est là qu'un des épisodes de l'œuvre d'extermination poursuivie par la Russie. Ses journaux proclament hautement qu'il faut anéantir le catholicisme et le polonisme, sauf à repeupler ensuite la Pologne par des colonies moskovites. Le tzar envoie en Lithuanie un proconsul, Mourawieff, avec *Instructions* de fusiller, pendre, déporter, emprisonner, fouetter les prêtres catholiques, les femmes, les suspects, en un mot tout ce qui n'est pas Russe; « de présenter aux paysans les propriétaires comme leurs ennemis et leurs oppresseurs; de leur fournir des armes pour tout exterminer, dévaster et brûler, lui donnant « pleins pouvoirs » pour tous ces crimes. L'horrible proconsul s'acquitta dignement de cette tâche, et se mit, dès le premier jour, à fusiller et pendre lentement et à plusieurs reprises, afin de faire plus souffrir, torturant avec des raffinements de cruauté inouïe, laissant les corps suspendus aux gibets, faisant fouler les tombes des victimes par des escadrons de dragons, rendant les sentences en secret sans que l'accusé les connût et pût se défendre, foulant aux pieds toutes les lois, même russes; enterrant les blessés vivants pêle-mêle avec les morts; déportant, incarcérant, fouettant, en un mot commettant toutes les horreurs qui ont fait de ce nom le type de la férocité. C'est de cette manière qu'il fit fusiller à Vilna, le 5 juin, l'abbé Stanislas Tszora, âgé de vingt-neuf

ans, et dont il changea la peine de cinq ans de travaux forcés en celle de mort; l'abbé Raimond Tiemacki, âgé de soixante ans; Albert Laskowicz, âgé de vingt-deux ans; le 8 juin, l'abbé Rozgo de Lithuanie et le comte de Plater, âgé de vingt-quatre ans, fusillé sur les glacis de la forteresse de Dunabourg, et dont la mort fut admirable; pendre, le 9, Boleslas Kolysko sur la place de Lukiski, témoin de trois exécutions en huit jours; pendre, le 27, Sigismond Sierakowski, dit Dolenga, le bienfaiteur de l'armée russe; fusiller le 30, sur la place publique de Lida, le prêtre Adam Falkowski. Des milliers d'autres eurent le même sort, car, outre les exécutions secrètes, on ne connaît que quelques-unes des exécutions publiques.

Ce n'est pas seulement en Lithuanie, mais dans toute la Pologne que fut mis en œuvre cet effroyable système d'extermination. Ainsi, pour ne citer que quelques exemples : le 24 mai M. Szward est pendu; le 4 juin Kononowicz, Sadowicki et Labenski fusillés à Warka; Zielinski fusillé à Kiew; Korawski, Drabowski et Sokolowski fusillés à Varsovie; Frankowski pendu à Lublin le 16 juin; Vincent Biallozor, fusillé à Kowno le 18; Ancypa, Korsak et les deux frères Macewicz, fusillés à Mohilew; Wismewski et sept autres pendus le même jour à Radom; Constantin Lebrewski fusillé à Borysow; Chojewski et Urbanski fusillés à Zytomir; Wysocki et Wisniowski fusillés; Modlinski et Domagalski exécutés à Kielce; Janiszewski et Kozachowski, fusillés à Wilkomir; le même jour, deux prêtres et deux soldats

de la gendarmerie polonaise pendus à Varsovie... Je m'arrête, car la plume tombe des mains devant un tel exemple d'implacable férocité.

Inutile après cela de rappeler les arrestations, proscriptions et déportations en masse. Dès le milieu de juin la seule forteresse de Dunabourg renfermait déjà 869 prisonniers, et à Mohilew 600 employés et propriétaires étaient enfermés dans les casernes; des femmes et des vieillards étaient à chaque instant amenés sous escorte. Un grand nombre de femmes sont jetées dans les casemates de Vilna. Les prisonniers, privés d'air et de lumière, nourris de pain noir et d'eau, couchés sur la paille, dévorés par la vermine, au milieu de la plus horrible infection, ne quittent leurs cachots que pour mourir ou être déportés en Sibérie. Des convois partent de Varsovie et de Vilna, emportant des déportés par milliers. Un décret impérial ordonne que tous les employés catholiques de la Lithuanie soient transportés en quinze jours dans les provinces intérieures de la Russie. Le grand-duc Constantin rend une décision d'après laquelle les commandants de compagnie ont le droit de faire fusiller les insurgés. Mourawieff établit partout l'état de siége, prescrit « d'exterminer les insurgés, » et de les fusiller dans les vingt-quatre heures, principalement les prêtres, les nobles et les propriétaires, lance contre eux des bandes de paysans et de brigands auxquels il distribue pour récompense 2,000 roubles sur les biens des propriétaires, donne pour chaque tête livrée 3 et 5 roubles pris sur les mêmes biens, prêche l'extermination

générale, organise une Jacquerie contre tous ceux qui possèdent, confisque les biens des fermiers qui s'absentent ou semblent suspects, grève ceux du clergé et des propriétaires de charges extraordinaires qui les ruinent, empêche les paysans de faire la moisson afin d'amener la famine, ferme toutes les imprimeries et librairies, poursuit les femmes, les fait dépouiller publiquement, fouetter et promener dérisoirement dans les rues, en un mot outrage, incarcère, maltraite et déporte tout ce qu'il ne peut fusiller et pendre, depuis les évêques jusqu'aux enfants et aux vieillards, et prescrit aux généraux et officiers « de purger les districts de tous les prêtres, propriétaires, nobles, » de déférer aux cours martiales et de faire exécuter quiconque paraîtra « avoir de mauvaises intentions, » de confisquer leurs biens ; en un mot, donne au moindre officier le droit de s'emparer de la fortune de tout citoyen et de le tuer sous quelque prétexte que ce soit. Vers le milieu de juillet il avait déjà confisqué 260 propriétés dans le palatinat de Vilna, 210 dans celui de Kowno, et 62 avaient été saccagées par ses soldats ; en tout 532 propriétés détruites ou confisquées dans la Lithuanie seulement. Encore, ce qu'on a constaté à ce sujet n'est-il que la moindre partie de la réalité. Nous ne parlons pas des contributions s'élevant à 6 millions de roubles, des amendes innombrables et des exactions de tous genres.

En Podolie, en Volynie, en Ukraine et partout se poursuit le même système. Dès le 24 mai, le général Annenkoff, commandant en chef de la circonscription

de Kiew, publie un ordre du jour traçant les règles pour le partage des produits du pillage, et en attribuant une forte part aux paysans afin de les exciter à la dévastation et au meurtre. Plus tard, le colonel Wurmser fait une proclamation pour engager tout simplement les paysans à se débarrasser des propriétaires. Le sang des victimes inonde les places publiques, les prisons regorgent de proscrits, l'incendie dévaste tout, les exterminateurs de la nation polonaise accomplissent leur œuvre infernale. Citons quelques faits entre mille. Le 24 mai une horrible boucherie a lieu près de Stare-Lysno, gouvernement d'Augustowno. Un officier russe, Szajecki, passé aux insurgés et devenu chef d'une troupe de Polonais, la livre aux Moskovites, qui furent occupés à les égorger depuis dix heures du matin jusqu'à une heure de l'après-midi. Ils les chassaient dans la plaine comme des bêtes fauves, et les déshabillaient pour les larder à coups de baïonnette et leur arracher les entrailles. Ils en traînèrent d'autres attachés aux queues de leurs chevaux, jusqu'à ce qu'ils eussent rendu le dernier soupir. Le sol était jonché de têtes coupées, de cadavres mutilés, et les officiers russes se firent remarquer dans ce carnage. Plus de cent Polonais furent ainsi massacrés ; l'un d'eux, qu'on trouva le lendemain encore vivant et caché dans les broussailles, était percé de 18 coups de baïonnette, Ajoutons que deux jours après le traître Szajecki, arrêté par les insurgés près de Tykoom, était immédiatement pendu. Après le combat de Komarow, le 20 juin, où fut tué le comte Jules Tarnowski, les Polonais ayant été

accablés par le nombre, les Russes coupèrent la tête aux blessés, en attachèrent aux arbres pour leur servir de cible, arrachèrent à d'autres la peau du visage, les tuèrent et les dépouillèrent tous. Ces atrocités contre les blessés se reproduisent partout comme à Grochowy. Ceux qui par hasard échappent, meurent de faim, de coups, et on empêche de leur donner aucun soin, jusqu'à ce qu'ils soient jetés dans les cachots pour être pendus ou fusillés. Citerons-nous les villes de Miechow, Baran, Radzivilow, Varta et tant d'autres bombardées, saccagées, pillées, brûlées par les Russes? Non, c'est assez de ces horreurs; pour les rapporter toutes il faudrait des volumes entiers.

Déjà du reste l'Europe entière proteste, la France, l'Angleterre, l'Autriche, l'Italie, la Suède, l'Espagne, le Portugal, et jusqu'à la Turquie adressent des remontrances au cabinet de Saint-Pétersbourg, et l'opinion publique, surtout en France, demande énergiquement la guerre contre la Russie et le rétablissement complet de la Pologne. Après cinq mois de lutte, l'insurrection, quoique bloquée par un cordon militaire prussien et autrichien, grandit encore chaque jour et par ses prodiges de constance et d'héroïsme excite l'admiration du monde entier. Les manifestations les plus imposantes continuent même à Varsovie, et le 20 juin plus de 20,000 personnes accompagnent le cercueil du lithographe Sumanski, insurgé mort de ses blessures; son cercueil orné d'immortelles et de couronnes d'épines est porté par les dames de la plus haute classe et accom-

pagné d'un grand nombre d'ecclésiastiques. Les plus hauts dignitaires résignent leurs fonctions et sont déportés. La Russie, ruinée par cette guerre interminable, envoie la dernière division de sa garde en Lithuanie, la première y ayant été complétement détruite. Les communications télégraphiques et autres sont partout rompues, et les Polonais sans armes, sans vivres, sans artillerie, sans remparts, sans forteresses, sans possibilité de garder leurs prisonniers qu'ils relâchent incessamment après les avoir pris, sont évidemment vainqueurs.

Voici quel était vers la fin de juin l'état des principaux détachements insurrectionnels. Dans le gouvernement de Krakovie, celui de Boncza, comptant 300 cavaliers et agissant de concert avec plusieurs détachements d'infanterie. Dans les gouvernements de Sandomir et de Radom, ceux de Czachowski, Lopacki, Kononowicz. Dans le palatinat de Mazovie, ceux de Grabowski et de Rowa. Dans le gouvernement de Lublin, ceux de Lelewel, Rudzki, Wisniewski, Kuczkowski, Wagner et une foule d'autres. En Podlachie, ceux de Zielinski, Lutynski, Krysinski, Grzymala, et d'autres dont le nom des chefs est inconnu. Dans le gouvernement de Plock, celui de Sokolnicki, et la gendarmerie polonaise. Dans le gouvernement d'Augustowno, ceux d'Andruszkiewicz, Suzin, Wawer, Hlasko, Brandt. Dans le gouvernement de Kalisch, ceux d'Oborski, Slupski, Wlodek, Taczanowski, Oksinski, Luttich. En Lithuanie, en Samogitie et en Podolie, ceux d'Albertynski, l'abbé Mackiewicz, Jablonowski, Vislouch, Czarnopolski. En Volynie, ceux

de Rozycki, Wysocki, Dunin. Nous ne parlons ni de Rochebrune, Jankowski, Zielinski, Miniewski, Nusycki, Depulowicz, Frangoti, Swentorzecki, Parezewski, Dolnicki, ni des détachements de cavalerie commandés par Mycielski, Skrzynski, Skowronski, ni d'une multitude d'autres qui surgissent incessamment, se concentrent, se divisent, changent de chefs ou de directions, la plupart d'ailleurs restant inconnus.

Dans les premiers jours de juillet, un grand nombre de nouveaux détachements se forment principalement en Volynie, en Galicie, en Bessarabie et dans le palatinat de Kalisch; d'autres arrivent par les frontières prussienne et autrichienne, comme celui de Wysocki qui occupe Radzivilow avec 2,000 hommes, un second de 800 combattants venus de la Galicie autrichienne, et celui de Rochebrune qui se montre de l'autre côté du Pruth. Les Russes sont obligés d'occuper, avec 10,000 soldats, les chemins de fer dont tous les employés sont partis sur l'ordre du gouvernement national. Les corps volants de cavalerie polonaise parcourent les campagnes et enrôlent les jeunes gens. Tout Polonais devient un insurgé; on est obligé de retenir jusqu'aux enfants qui courent aux armes; et les Polonaises, si célèbres par leur patriotisme, ont toutes la noble exaltation de celle qui accourant sur un champ de bataille prodiguer ses soins aux mourants et interrogée par un Russe si elle avait là son frère, lui répondit : « Tout Polonais qui combat pour la patrie est mon frère. » Malgré les renforts qui arrivent constamment aux Russes, l'insurrection compte

chaque jour je ne dis pas par un, mais par plusieurs triomphes. En effet du 22 juin au 12 juillet, c'est-à-dire en 20 jours nous avons relevé plus de 30 victoires remportées par les Polonais. Quel peuple que celui qui depuis sept mois, et dans de semblables conditions, soutient une telle lutte!

§ VI. — *Du 12 juillet au 15 août. Deuil de l'Eglise. Gouvernement national. Conclusion.*

L'insurrection de la Pologne contre la Russie étant devenue un duel à mort du catholicisme contre le schisme, de la civilisation contre la barbarie, ne fut plus seulement la question d'une nationalité, mais celle de l'humanité tout entière, et dut entraîner dès lors la double intervention de l'Église et des puissances européennes. L'Eglise commença. Le 12 juillet, le clergé polonais annonce aux fidèles rassemblés dans les églises de Varsovie la déportation de l'archevêque, et, après une allocution, donne lecture de la lettre pastorale, en date du 9, de l'évêque Paul Rzewuski, chargé de l'administration du diocèse, qui ordonne que l'Église prenne le deuil, que les cloches, les orgues, les chants et toute musique cessent de se faire entendre, que la bénédiction même du saint-sacrement se fasse silencieusement, qu'il n'y ait plus que des messes basses et que les prières redoublent de ferveur. Tous les ornements des autels sont emportés, les fleurs enlevées, les cierges éteints. Tout s'accomplit dans un morne silence qu'interrompent

seuls les gémissements et les sanglots. En présence de tant d'atrocités et de cette extermination de tout un peuple, l'Église se voile et pleure, en invoquant la justice de Dieu. Rien ne saurait peindre l'immense impression produite en Pologne par cette solennelle protestation de l'Eglise.

Celle des puissances européennes vient ensuite, et la France, l'Angleterre et l'Autriche s'unissent dans cette revendication. A cette double protestation se joint le prestige d'un pouvoir jusqu'alors inouï dans le monde. Jamais, en effet, à aucune époque de l'histoire, ne s'est accompli un fait aussi prodigieux, aussi extraordinaire que celui du gouvernement national de la Pologne. Dans un pays soumis depuis un siècle à la Russie, en face d'une armée de 300,000 hommes et d'une police supérieure à toutes celles de l'Europe, s'élève un pouvoir occulte qui se substitue au gouvernement moskovite, régit la Pologne d'un bout à l'autre, et fait exécuter partout librement ses ordres avec une autorité qui tient du prodige. Ce pouvoir, insaisissable, invisible, a ses ramifications dans toutes les provinces polonaises. Il agit jour par jour, minute par minute, avec une incroyable régularité, rend pour tous des arrêts respectés de tous, les signifie directement aux chefs russes eux-mêmes, sans qu'on ait jamais pu savoir la route prise pour leur faire connaître sa volonté à laquelle sont contraints d'obéir, jusqu'au général de Berg et jusqu'au marquis Wielopolski.

Il n'est pas une maison, une caserne, un palais, une

prison qui ne soit en rapport avec ce pouvoir ; les chefs de détachements disséminés sur tout le territoire agissent sous sa direction, mais nul ne sait où il se tient, qui il est, et cependant tous s'inclinent devant sa toute-puissance. Il n'a qu'à dire un mot et Varsovie se soulève ; mais il l'avertit au contraire d'empêcher le soulèvement que voudrait exciter le gouvernement russe, et tout reste tranquille. La police russe prépare-t-elle un édit, le général en chef ordonne-t-il un mouvement, le grand-duc est-il en correspondance avec son frère, le Comité est instruit de tout et avant tous ; il est rare que la police, le général ou le grand-duc ne reçoivent en même temps des avertissements qui les préviennent de la responsabilité qu'ils vont encourir. Le prince Gortschakoff envoya au prince-lieutenant un courrier porteur de dépêches invitant le grand-duc à mettre tout en œuvre pour étouffer l'insurrection avant que les grandes puissances aient eu le temps de se mettre définitivement d'accord ; on l'invitait à donner carte blanche à des hommes de la trempe de Mourawieff. Une heure après, le grand-duc recevait un pli dans lequel le comité, après avoir retracé toutes les instructions du prince Gortschakoff, « prévenait le grand-duc que si, à Varsovie, il voulait renouveler les massacres de Vilna, le Comité ne répondait plus de la sûreté du frère de l'empereur. » Sous forme d'invitation, on lui dictait en quelque sorte la réponse qu'il aurait à faire à Saint-Pétersbourg. Le grand-duc ne peut ouvrir son paquet de journaux étrangers sans y trouver les numéros du jour de ceux

du gouvernement national avec le timbre de la poste.

Ce pouvoir a tout ce qui constitue un gouvernement régulier. Il a son armée organisée. Le 10 mai, il ordonne une levée en masse dans la Podolie, la Lithuanie et la Russie Rouge. Plus tard, il fait en Podlachie une levée générale de tout homme de 18 à 35 ans. Il a ses commissions de recrutement, qui en huit jours enrégimentent à Kalisch 500 jeunes gens, puis ses délégués qui se présentent dans les familles avec des billets lithographiés invitant les individus à se rendre sur tel point pour être incorporés et dans l'armée nationale. Au moindre de ses ordres, tous ceux désignés, même parmi les officiers d'origine polonaise de l'armée russe, rejoignent l'insurrection, comme firent le 12 juin Paniutyn, chef d'escadron de la garde impériale, neveu et aide de camp du général Berg, commandant en chef des troupes, le major Zabikowski, le capitaine Bykow, Rozwadoroski et Alfred Potocki, tous officiers de l'armée russe. Il publie, sur la formation d'une armée polonaise par districts, et sur celle des détachements d'infanterie, des instructions qui sont suivies à la lettre. Il a sa gendarmerie nationale et ses commissions militaires près des commandants en chef des troupes.

A côté de son armée et de sa gendarmerie, il a son trésor national, son budget, ses impôts partout admirablement payés par les Russes eux-mêmes, sur l'avis imprimé qui leur est remis. L'argent dont il dispose arrive scrupuleusement aux destinataires, sans que jamais un denier en ait été détourné. Par décret du 5

juillet il contracte, avec les principaux capitalistes du pays, un emprunt de vingt-et-un millions de florins.

Il a sa justice, son code pénal et de procédure criminelle, ses tribunaux militaires, ses tribunaux révolutionnaires, constitués par décrets du 2 juin dans chaque cercle, et composés chacun d'un président, de deux juges et d'un procureur national. On sait par de terribles exemples avec quelle ponctualité sont exécutés ses arrêts. Ainsi, le tribunal révolutionnaire de Varsovie condamna à mort le colonel Leichte, inquisiteur de la citadelle sous Nicolas, et qui venait de reprendre ses fonctions. Le 21 juillet, la sentence fut rendue publique, et le soir même Leichte n'existait plus.

Il adresse un admirable manifeste « à la nation, » et le 31 juillet, un autre non moins remarquable « aux peuples et aux gouvernements de l'Europe. » Il a ses représentants à l'étranger. Ce fut d'abord Joseph Ordega, son délégué; c'est aujourd'hui le prince Stanislas Czartoryski, son agent général diplomatique à Paris et à Londres.

Il promulgue les constitutions, les institutions, les lois qui doivent régir la Pologne, comme nous l'avons vu plus haut dans l'*Écrit d'Or,* adressé aux provinces polonaises de la Podolie, de la Volynie et de l'Ukraine. Il a ses fonctionnaires de tous les ordres, à Varsovie, sa commission insurrectionnelle, son chef de la ville, dont les ordres, revêtus de son cachet, sont ponctuellement exécutés, qui publie incessamment ses proclamations et a divisé la ville en cinq quartiers, chacun admi-

nistré par un préposé. Il a ses chancelleries, son sceau, son imprimerie, ses archives et délivre des passe-ports.

Il interdit de payer les impôts au gouvernement moskovite, qui ne les reçoit plus. Il défend de prendre part à ses adjudications publiques, et il ne se trouve personne, même en Russie, qui ose les soumissionner. Il fait passer des caisses russes dans les siennes les sommes et les titres qu'il veut recouvrer, et la police ne peut rien découvrir. Il ouvre, aux bureaux de poste, les correspondances des autorités russes, et les referme avec son cachet, et cette mention : « Révisé par le gouvernement national. » Le 22 juin, il interdit l'exploitation des chemins de fer et des télégraphes, et aussitôt il est impossible de trouver un mécanicien, un chauffeur, un employé quelconque qui veuille en faire le service. Il institue dans les villes et les villages des gardes de sûreté, défend d'accepter les emplois des fonctionnaires destitués par les Russes, déclare propriété nationale les biens confisqués par Nicolas et Alexandre II dans les provinces polonaises, et en perçoit les loyers et fermages. En un mot, il commande partout en maître, et devant le prestige de sa toute-puissance occulte, nul ne lui a jamais marchandé ni sa fortune, ni son sang, ni sa vie. Quel est le pouvoir légal qui ait jamais joui d'un tel empire?

Sous sa direction, la révolution prend des proportions toujours croissantes et les forces insurrectionnelles augmentent, principalement dans la Polésie, la Lithuanie, la Volynie, et le palatinat de Lublin où l'on compte

10,000 hommes bien armés et aguerris. Dans cette dernière circonscription opèrent cinq principaux détachements commandés par Lelevel, Krysinski, Wagner, Wierzbicki, et partout d'autres plus petits harcellent l'ennemi, interceptent les dépêches, coupent les communications et les transports. En Volynie le détachement de Frangott est successivement renforcé de plusieurs autres. En Samogitie sont ceux des abbés Mackiewecz, et Jachimowicz, de Jablonowski, Jezierski, Albertus et le comte de Tyszkiewicz. En Podlachie commande, entre autres, Zielanski, qui le 19 juillet remporte une victoire où 200 Russes périssent. Dans le palatinat de Kowno se forment deux nouveaux détachements de cavalerie lithuanienne. Dans celui d'Augustowno se signale Wawer (Ramolowski). Dans celui de Plock sont les corps de Zameczek, Jalinski, Tromczynski. Dans celui de Kalisz se fait redouter la cavalerie de Taczanowski nommé général de brigade par le gouvernement national. Le 13 juillet un détachement de 900 hommes organisé par le colonel Milkowski, traverse la Valachie pour se rendre en Pologne, soutient contre les Valaques un combat de 5 heures, et après avoir publié une admirable adresse aux Roumains, est obligé d'aller se reformer en Turquie. Parmi les autres chefs que nous n'avons pas encore mentionnés jusqu'ici, bornons-nous à nommer Wyslouch, Staniewicz, Strelecki, Sulecki, Polecka, Jasnicki, Boguz, Chmelinski. Les rencontres se succèdent tellement nombreuses qu'il est impossible d'en faire l'énumération, ou plutôt elles deviennent incessantes sur

tous les points. Citons-en un exemple : du 6 au 18 juillet on a relevé, dans le royaume seulement, 22 combats importants et 10 en Lithuanie, soit 32 en 12 jours ou près de trois par jour, sans compter tous les engagements secondaires. Les victoires innombrables qui se suivent deviennent aussi plus importantes. Ainsi, le 24 juillet a lieu une véritable bataille rangée, livrée à Krasnystaw par les détachements réunis de Budecki, Jankowski et Kaysinski, contre les Russes commandés par le général Chrustcheff, qui sont mis dans une complète déroute et perdent 700 hommes. L'effet de cette victoire est immense. Elle est suivie d'une foule d'autres, notamment le 29 juillet, les 5 et 8 août et depuis.

Alors la persécution atteint le paroxisme de la rage. Les exécutions se multiplient, les mesures de rigueur redoublent. Ici ce sont des prêtres, comme les abbés Zubrzycki, Jasiewicz, et Szreders, qui sont fouettés et condamnés à mort ou aux travaux forcés dans les mines de Sibérie. Là d'autres Polonais sont pendus ou fusillés, comme Chojawski, à Zytomir, et les deux frères Joseph et Alexandre Bewkowski. Des convois de déportés partent de Vilna et de Varsovie. Dans cette dernière ville, à Kalisch, Alexandrow, Kowal, Wloclawek, Moszawa, et partout s'opèrent d'innombrables arrestations. Dans la capitale, tous les religieux Trinitaires sont enlevés et jetés dans les souterrains de la citadelle ; dans les districts d'Opozno et de Radom, les propriétaires sont saisis et traînés dans les cachots. Les femmes sont fouettées, enchaînées, emprisonnées. Les prisonniers, comme

à Modlin, sont traités de la manière la plus horrible ; on emploie des peines corporelles pour leur arracher des aveux, et l'on interdit à tout fonctionnaire civil d'assister à leurs interrogatoires. D'un bout à l'autre de la Pologne l'œuvre d'extermination s'accomplit. Les villes, comme celle de Brenica, sont réduites en cendres; les bourgs, comme ceux de Sokdow et Kolno, sont saccagés ; les châteaux et les fermes pillés, les moissons détruites, les habitants massacrés. Des bandes de pillards et d'assassins forment l'avant-garde des Russes. Les colonels Machanoff et Pomeranzoff rivalisent de férocité avec Mourawieff, et prêchent publiquement le terrorisme, la jacquerie, l'assassinat des propriétaires.

Cependant l'attitude de l'Europe devient de plus en plus menaçante contre la Russie. La Suisse vote de chaleureuses adresses à la Pologne ; les meetings de Londres proclament que la conduite des Moskovites est un outrage à l'humanité et demandent la guerre. Tout semble s'y préparer. La France, l'Angleterre, l'Italie, la Suède et la Turquie, arment. Un conseil de tous les officiers supérieurs tenu par les Russes constate que leur armée est dans un état d'épuisement et de démoralisation toujours croissant et qu'il devient impossible de poursuivre cette guerre. La Russie est obligée de faire une nouvelle levée de 700,000 hommes. On raconte que visitant l'intérieur de son empire, le tzar rencontra un vieillard vénérable nommé Œblatt, qui vivait depuis 50 ans dans les plus grandes austérités et était considéré comme un saint. Ayant appris qu'il passait pour connaître l'avenir, il

l'interrogea. « Avant un an, dit Œblatt, ton empire ressemblera à une mer de feu ; en vain tu t'efforceras de l'éteindre. Trois puissances te feront la guerre, mais cela ne t'abattra pas. Ce qui te chagrinera devantage, ce sera de voir tes peuples se soulever contre toi. » Après être resté un certain temps silencieux et absorbé dans ses réflexions, l'empereur ajouta : — « Si tu dis vrai, donne-moi une preuve de la réalité de tes prédictions. — L'homme ne doit pas éprouver Dieu, dit le vieillard ; mais afin que tu reconnaisses la véracité de mes paroles, écoute : dans une heure, un messager arrivera près de toi à la hâte pour t'annoncer qu'il a été commis une tentative d'assassinat sur l'un de tes serviteurs les plus zélés, et que le coup fatal a été heureusement détourné. N'y ajoute pas foi ; l'assassinat n'a pas eu lieu ; ce récit n'est inventé que pour t'exciter contre tes sujets. » Le tzar congédia le vieillard. Il était alors onze heures du matin. A midi précis, un messager arrive et apporte la nouvelle qu'on a attenté aux jours de Wielopolski. Or, plus tard on apprit que cette nouvelle était fausse. Wielopolski aujourd'hui disgracié a été conduit sous escorte de gendarmes hors de la Pologne, et la prophétie du vieillard inspiré paraît près de s'accomplir (1).

(1) Nous voulions donner ici quelques détails pleins d'intérêt sur l'agriculture, l'industrie, le commerce, la navigation et les mœurs de l'ancienne Pologne, sur l'histoire de ses principales villes, de ses châteaux, et compléter ce que nous avons déjà dit de ses diètes, de l'élection et du couronnement de ses rois, de sa législation et de sa littérature. Il ne nous restait plus qu'à achever la rédaction de matériaux dès longtemps préparés. Mais

nous sommes arrêté par le cadre déjà dépassé de ce livre. Peut-être ces études pourront-elles trouver place dans une nouvelle édition !

Nous voulions aussi joindre à cet ouvrage une carte de la Pologne, indispensable pour suivre avec intérêt les événements successifs de son histoire et principalement le récit de ses guerres. Mais on en a publié récemment un si grand nombre que nous avons supposé qu'il serait facile à nos lecteurs d'en avoir une sous les yeux.

FIN DU SECOND VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES.

LA POLOGNE EN DÉCADENCE (1587-1795).

LA POLOGNE RENAISSANTE (1395-1863).

COLLECTION BLÉRIOT

HISTOIRE COMPLÈTE

DE

LA POLOGNE

DEPUIS SES PREMIÈRES ORIGINES JUSQU'A NOS JOURS

LOIS, — MŒURS, — INSTITUTIONS,
ÉTAT SOCIAL, — POLITIQUE, — INTELLECTUEL, — MILITAIRE,
INDUSTRIEL, — COMMERCIAL, ETC.,

Par C.-F. CHEVÉ

TROISIÈME ÉDITION

Tome second.

PARIS
CH. BLERIOT, EDITEUR
QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 55
1864